



STUDIA UNIVERSITATIS
BABEŞ-BOLYAI



EUROPAEA

2/2018

**STUDIA
UNIVERSITATIS BABEŞ-BOLYAI**

STUDIA EUROPAEA

**2 / 2018
December**

STUDIA UNIVERSITATIS BABEȘ-BOLYAI STUDIA EUROPAEA

EDITOR-IN-CHIEF:

Prof. Dr. Nicolae PĂUN

EXECUTIVE EDITORS-IN-CHIEF:

Conf. Dr. habil. Sergiu MIȘCOIU, miscoiu@yahoo.com

Conf. Dr. Georgiana CICEO, gciceo@yahoo.com

Conf. Dr. Laura HERTA, laura.herta@ubbcluj.ro

EXECUTIVE EDITORS:

Lect. Dr. Ovidiu VAIDA, ovidiuvaida@yahoo.com

Lect. Dr. Șerban VĂETIȘ, vaetisis@yahoo.com

Lect. Dr. Monica MERUȚIU, monica.merutiu@ubbcluj.ro

Lect. Dr. Ana PANTEA, ana.pantea@ubbcluj.ro

EDITORIAL BOARD:

Babeș-Bolyai University:

Prof. Dr. Ovidiu PECICAN

Prof. Dr. Marius JUCAN

Prof. Dr. Vasile PUȘCAȘ

Conf. Dr. Alina ANDREICA

Conf. Dr. Mircea MANIU

Conf. Dr. Carmen LAZĂR

Conf. Dr. Nicoleta RACOLȚA-PAINA

Conf. Dr. Valentin NAUMESCU

Lect. Dr. Miruna BALOSIN

Lect. Dr. Ciprian BOGDAN

Lect. Dr. Christian SCHUSTER

Lect. Dr. Adrian CORPĂDEAN

Prof. Dr. Dr.h.c. Reinhard MEYERS, WWU Münster

Prof. Dr. Albert van GOUDOEVER, Utrecht

Prof. Dr. Alfredo CANAVERO, Univ. degli Studi di Milano

Prof. Dr. Chantal DELSOL, Académie des Sciences
Morales et Politiques, Paris

Prof. Dr. Michael O'NEILL, Nottingham Trent University

Prof. Dr. Philippe CLARET, Université Bordeaux IV,
Montesquieu

Conf. Dr. Michael IANCU, Institut Maimonide,
Montpellier

Lect. Dr. Karen SCHLUETTER, Otto von Guericke
University, Magdeburg

Dr. Hygin KAKAÏ, Université Abomey-Calavi, Benin

Conf. Dr. Adrian BASARABA, West University, Timișoara

Prof. Dr. Dr.h.c. Basarab NICOLESCU, Centre National
de la Recherche Scientifique, Paris

Prof. Anna KRASTEVA, Nouvelle Université Bulgare, Sofia

Dr. Sergiu GHERGHINA, Goethe University,
Frankfurt-am-Main

Prof. Dr. Roberto Di QUIRICO, University of Cagliari

YEAR
MONTH
ISSUE

(LXIII) 2018
DECEMBER
2

S T U D I A
UNIVERSITATIS BABEȘ-BOLYAI
STUDIA EUROPÆA

2

EDITORIAL OFFICE: B.P. Hasdeu no. 51, 400371 Cluj-Napoca, Romania,
Phone + 40 264 405352; office@studia.ubbcluj.ro

SUMAR – CONTENTS – SOMMAIRE – INHALT

ARTICLES

DOMINIQUE GLAYMANN, YVES PALAU

Introduction générale..... 7

PAOLO STUPPIA

Pour une approche interdisciplinaire de l'étude des
« technologies militantes » : l'exemple des tracts du
mouvement « anti-cpe » de 2006.....15

CATHERINE BEDUWE, SANDRINE CROITY-BELZ ET CATHERINE SOLDANO

La création d'un réseau scientifique pour développer l'interdisciplinarité:
l'exemple du réseau "Evaluation Formation Emploi"31

THIBAUT JEANDEMANGE

De la musique en politique : l'imperatif de l'interdisciplinarité
au secours d'un objet délaissé.....49

XAVIER PONS

« Deux ou trois choses que je sais d'elle ». Réflexions sur l'interdisciplinarité
dans l'étude de la globalisation éducative : l'exemple de la réception d'un
palmarès international.....75

MARION DEMONTEIL

Quand l'interdisciplinarité s'impose : contournement d'un refus de
terrain par la prosopographie.....93

THOMAS MESZAROS, CLÉMENT MORIER

Étude des crises politiques internationales et interdisciplinarité :
le cas du 11 septembre 2001109

MAUD H. DEVÈS, THOMAS RIBÉMONT

Communautés épistémiques et interdisciplinarité : La gestion des
crises associées aux aléas telluriques, entre sciences de la Terre et
sciences politiques.....133

IOANA-CRISTINA RUS, SERGIU MIȘCOIU

Au cœur de l'interdisciplinarité :
la théorie du discours appliquée en science politique151

AUDE DONTENWILLE-GERBAUD

L'événement discursif fondateur de la troisième république175

PHILIPPE LE PRESTRE

Contrepoint
Les limites de l'injonction interdisciplinaire187

USA FOREIGN POLICY

ISAIAH WINTERS

Applying the Loyal Opposition Tradition to Foreign Policy:
A U.S.-Ukraine Case Study (Part II)201

ASSEL ZHOLBARYSSOVA

US Geopolitical Interests and Regional Security in Central Asia233

ANDA GHILESCU

An Attempt at Diplomacy: How the Pursuit of a Nuclear Deal
with Iran Affected the United States-Israel Relations.....251

POSTCOMMUNISM AND TRANSITION IN CEE

ANTONELA GYÖNGY

Der kommunistische Widerstand in Rumänien: ein Einblick in
die gedächtnispolitische Auseinandersetzung271

ROXANA STOENESCU

Der Transformationsprozess Rumäniens und seine Hindernisse
zur Demokratie.....293

OVIDIU VAIDA

Political Evolution and Involution in Hungary after the Accession
in the European Union317

VARIA

ALAIN GUGGENBÜHL

Bargaining in the European Union: Theoretical and Practical
Perspectives on Multilateral Negotiation Processes.....339

BENOIT BAVOuset

Relations bilaterales franco-indonesiennes : un rapport gagnant –
gagnant ?381

MARIA-IOANA RUS

I rapporti diplomatici tra Romania e Italia negli anni venti, 1920-1928.....395

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Dominique Glaymann, Yves Palau*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2018.2.01

Published Online : 2018-12-31

Published Print : 2018-12-31

Ce dossier coordonné par Dominique Glaymann, Yves Palau, Xavier Pons et David Smadja constitue une sélection de communications prononcées lors du colloque fondateur du Laboratoire interdisciplinaire d'étude du politique-Hannah Arendt (LIPHA) organisé les 4 et 5 juin 2015. Comme il se devait, son premier colloque portait sur l'interdisciplinarité dans l'étude du politique.

L'interdisciplinarité et la science politique constitue un objet de recherche déjà bien balisé. Pour se limiter au point de vue de la science politique francophone, plusieurs ouvrages abordent cette dimension, parmi lesquels *La fabrique interdisciplinaire* sous la direction de Michel Offerlé et Henry Rousso¹, *Science politique et interdisciplinarité* sous la direction de

* Dominique Glaymann est professeur de sociologie à l'université d'Évry, Université Paris-Saclay et directeur du Centre Pierre Naville (EA2543) de l'Université Paris Saclay. Ses dernières publications et communications portent sur la situation de l'emploi et les relations entre la formation et l'emploi. Contact : dominique.glaymann@univ-evry.fr

Yves Palau est maître de conférences, habilité à diriger des recherches, en science politique à l'université Paris-Est Créteil et directeur du Laboratoire interdisciplinaire d'étude du politique Hannah Arendt (EA 7373) d'université Paris-Est. Il mène des recherches en histoire des idées politiques qui portent sur les courants catholiques français de la première moitié du XXème siècle et sur l'historicité de concepts ou de catégories politiques telles que la gouvernance et la souveraineté. Contact: palau@u-pec.fr

¹ Michel Offerlé et Henry Rousso (ed.), *La fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2008.

Lucien Sfez² et *Faire de la science politique*, sous la direction d'Yves Déloye et Bernard Voutat³.

Le premier ouvrage se concentre sur les relations entre science politique ou sociologie politique et histoire au travers de chapitres qui développent de manière croisée les points de vue d'historiens, de politistes et de sociologues sur les enjeux de cette interdisciplinarité et sur certains objets qu'elle permet de « revisiter ». L'ouvrage se veut un « exercice d'épistémologie en pratique »⁴ et de manière symptomatique l'introduction comme la conclusion font l'objet de textes distincts donnant à voir une sorte de dialectique intellectuelle dans laquelle l'échange entre disciplines implique l'affirmation disciplinaire bien illustrée par l'oxymore assumé de Marc Lazar qui fait état des « convergences parallèles »⁵ de l'histoire et de la science politique malgré le « goût de l'indiscipline » revendiqué par Michel Offerlé dans son introduction. Un des principaux aspects qui ressort de cet ouvrage est l'importance des questions et des objets comme autant de points de départ qui obligent à « décupler les angles d'attaque »⁶ et donc conduisent à adopter une démarche interdisciplinaire. C'est donc moins le choix préalable de cette démarche qui façonne l'objet étudié que celui-ci qui conditionne en quelque sorte une approche interdisciplinaire. Position très clairement affirmée par Jean-Claude Caron pour qui « L'interdisciplinarité ne se décrète pas : elle opère comme un besoin ou une nécessité, à partir d'objet partagés autour desquels les regards diffèrent, voire divergent », en

² Lucien Sfez (ed.), *Science politique et interdisciplinarité. Conférences (1998-2000)*, Paris : Publications de la Sorbonne, 2002.

³ Yves Déloye et Bernard Voutat (ed), *Faire de la science politique*, Paris : Belin, 2002.

⁴ Michel Offerlé, « Introduction : le goût de l'indiscipline et de la curiosité », in Michel Offerlé et Henry Rousso (ed.), *La fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 11.

⁵ Marc Lazar, « L'histoire et la science politique. Des convergences parallèles », in Michel Offerlé et Henry Rousso (ed.), *La fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2008, pp 253-263.

⁶ Irène di Jorio « La propagande de l'Etat français entre théorie, technique et action normative » in Michel Offerlé et Henry Rousso, *La fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 206.

ce sens elle n'est pas « synthèse » mais « analyse de ce qui fait différence »⁷ et refus de toute hybridation.

Ce refus n'est pas unanimement partagé. Le second ouvrage, dirigé par Lucien Sfez, veut traiter de l'interdisciplinarité de manière plus large que le précédent et surtout plus mouvante puisque pour Lucien Sfez la science politique est « une science-carrefour, mi- autonome, mi- liée à d'autres disciplines qui selon les problèmes ou les sous-disciplines ne sont jamais les mêmes » et d'évoquer les tensions que provoque « l'interdisciplinarité pratiquée par tous, mais de façon différente selon les sous-disciplines ou même selon les cas »⁸. Cette tension est avivée à la lecture des chapitres de cet ouvrage qui passent en revue les rapports de plusieurs disciplines parmi lesquelles, l'anthropologie, le droit, la communication politique, l'histoire, la sociologie avec la science politique et qui conduit Bernard Voutat à constater pour la science politique « une discipline... sans objet »⁹ ou plutôt « sans objet propre épistémologiquement » qui autorise « la diversification de ses points de vue, l'élargissement de ses objets et la transgression des frontières académiques »¹⁰.

C'est cette même position qui prévaut dans un troisième ouvrage dirigé par Yves Déloye et Bernard Voutat, *Faire de la science politique*, dont le premier chapitre rédigé par ses directeurs est consacré à l'interdisciplinarité et précisément intitulé « Entre histoire et sociologie : l'hybridation de la science politique ». Pour ces auteurs pour lesquels la science politique est « à bien des égards » une « discipline éclatée, aux contours et aux contenus flous, malléables, peu consensuels (...)»¹¹ il convient de « jouer la carte de la transdisciplinarité en nouant de nouvelles alliances avec l'histoire et

⁷ Jean-Claude Caron « Mauvais genre ? Réflexion sur l'interdisciplinarité ou point de vue d'un historien » in Michel Offerlé et Henry Rousso (ed.), *La fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 243.

⁸ Lucien Sfez (ed.), *Science politique et interdisciplinarité. Conférences (1998-2000)*, Paris : Publications de la Sorbonne, 2002, p. 8.

⁹ Bernard Voutat, « Les objets de la science politique. Réflexions sur une discipline...sans objet » in Lucien Sfez (ed.), *Science politique et interdisciplinarité. Conférences (1998-2000)*, Paris : Publications de la Sorbonne, 2002, , pp 55-76.

¹⁰ *Ibidem* p. 76.

¹¹ Yves Déloye et Bernard Voutat, « Entre histoire et sociologie : l'hybridation de la science politique », in Yves Déloye et Bernard Voutat, *Faire de la science politique*, Paris : Belin, 2002, p. 7.

l'anthropologie, mais aussi, peut-être la philosophie »¹². A l'opposé de la position de Jean-Claude Caron hostile à tout processus d'unification entre disciplines des sciences sociales et à tout « processus d'hybridation »¹³, ces deux auteurs plaident pour une hybridation assumée par laquelle la science politique « engagera durablement sa mutation historique et dépassera un stade de son développement dont la logique (...) pouvait avoir une certaine pertinence institutionnelle, mais dont les limites épistémologiques doivent être aujourd'hui levées »¹⁴.

On le voit, les divergences entre les thèses principales développées au sein de ces ouvrages peuvent être profondes et montrent l'intensité de ce débat intellectuel. Elles ont néanmoins pour point commun de développer leurs réflexions sur l'interdisciplinarité à partir d'un point de vue disciplinaire que ce soit la science politique, la sociologie ou l'histoire, même si ces différents ouvrages sont riches de « travaux pratiques » qui à partir d'études de cas revisitent les objets de la science politique ou des disciplines avec lesquelles celle-ci est en relation.

L'objet de ce numéro est différent car pour l'essentiel, il s'agit de retours d'expérience de recherche. Il apparaît alors que ce sont les objets qui constituent le point de départ d'une approche interdisciplinaire sans laquelle la recherche s'en trouverait appauvrie. Nous nous intéressons là à des recherches dont l'objet et la démarche - « le chantier » - ont conduit leurs auteurs à adopter une approche interdisciplinaire pour mieux construire leur travail. Si aucun sujet ne dicte spontanément la façon la plus efficace de l'approcher, il n'en demeure pas moins que certains objets résistent plus que d'autres aux lectures monodisciplinaires et que, par ailleurs, l'interdisciplinarité offre des solutions très attractives lorsqu'un chercheur se retrouve limité dans sa discipline habituelle pour observer, comprendre et analyser un phénomène, un mécanisme ou des interactions complexes.

Pour des raisons différentes, contingentes pour les uns, épistémiques pour les autres, les auteurs des neuf contributions qui suivent ont choisi une démarche interdisciplinaire qui leur a permis de « déplacer leur regard », de pratiquer « échange et coopération » entre disciplines et de dépasser leur spécialisation d'origine vécue comme « un facteur de vulnérabilité ». Ainsi,

¹² *Ibidem* p. 23.

¹³ Jean-Claude Caron, *op.cit.*, p. 251.

¹⁴ Yves Déloye et Bernard Voutat, *op.cit.*, p. 23.

ces neuf articles montrent tout à la fois l'enrichissement conceptuel et méthodologique du recours à l'interdisciplinarité pour traiter un sujet donné – et ceux qui suivent sont éminemment variés –, et la progression théorique et épistémologique que permet la pratique raisonnée de l'interdisciplinarité et le retour réflexif sur cette posture mise en œuvre, les difficultés rencontrées comme les attraits vérifiés.

Pour Paolo Stupia, c'est bien l'objet de recherche, en l'occurrence les tracts anti CPE de 2006, qui déterminent une approche interdisciplinaire qui seule peut, selon lui, rendre compte de tous les aspects de son objet souvent réduit à une simple illustration un peu anecdotique des luttes politiques, considérées comme seules dignes d'étude, et rendre toute sa richesse à cette véritable « technologie militante ».

Avec l'article de Catherine Béduwé, Catherine Soldano et Sandrine Croity-Belz, c'est une pratique de recherche, en l'occurrence la constitution d'un réseau de recherche interdisciplinaire, qui devient un objet de recherche à travers son évaluation. Cette sorte de mise en abyme permet tout à la fois de dessiner ce que pourrait être un protocole de recherche interdisciplinaire et de rendre compte de sa valeur ajoutée scientifique dans l'étude de la décision politique.

Thibault Jendemange s'intéresse dans son article à la place de la musique dans les modes d'organisation et de fabrication des campagnes électorales et à son bousculement par l'introduction du marketing politique. Cet objet de recherche lui paraît délaissé par la science politique qui ne prendrait pas au sérieux la musique en tant que telle. A rebours, il entend montrer l'intérêt du point de vue même de l'étude du politique de s'ouvrir à la grammaire musicale et aux éléments musicaux.

Xavier Pons cherchant à saisir au travers d'une enquête très documentée les usages politiques dans le débat public en France (et au-delà en Europe) des résultats des enquêtes PISA dans le contexte d'évolution des politiques éducatives montre comment une approche interdisciplinaire lui a permis d'élargir son approche conceptuelle, de déplacer sa focale d'observation et d'enrichir ses hypothèses, et au-delà son analyse.

Différente a été la façon d'entrer en interdisciplinarité de Marion Demonteil. S'interrogeant sur certains effets du *new public management* dans le cadre de l'inspection générale des Affaires culturelles, elle se retrouve empêchée de mener une recherche disciplinaire « traditionnelle » suite au refus d'accès au terrain et aux acteurs qu'elle essuie. Elle va donc recourir, sous cette contrainte, à la prosopographie, démarche interdisciplinaire « par nature », et en découvrir les avantages que sont à ses yeux une attention imposée au temps long et à la diversité des échelles d'observation.

Plaçant leur démarche sous l'autorité d'Edgar Morin, Thomas Meszaros et Clément Morier étudient à nouveaux frais la crise politique internationale déclenchée par les attentats du 11 septembre 2001 en mettant en œuvre des concepts et méthodes issues de la sociologie, de la psychologie, des théories des relations internationales et des mathématiques. Ils proposent ainsi une construction originale qu'il vaut la peine de lire même si elle peut paraître – et est effectivement – assez ardue à suivre. Leur contribution confirme l'intérêt de construire des outils inédits et innovants pour comprendre la complexité d'une crise, distinguer les continuités et discontinuités de son déroulement, et analyser ses effets en évitant la simplification abusive auxquelles conduisent parfois (souvent ?) les lectures monodisciplinaires.

Restant dans l'univers d'une interdisciplinarité mêlant sciences « dures » et sciences sociales, Maud Devès et Thomas Ribémont nous entraînent vers le décryptage d'autres types de crise, liées celles-là aux risques telluriques. Ils étudient plusieurs crises politiques et psychodrames médiatiques provoqués par des séismes (éruptions volcaniques en Guadeloupe dans les années 1970, sur l'île de Montserrat sans les années 1990 et de l'imprononçable volcan islandais l'Eyjafjallajökull en 2010) et leur gestion. Ils montrent la richesse et les limites du travail de « communautés épistémiques » (composées de chercheurs de spécialités différentes) pour analyser et gérer les aléas telluriques et leurs effets. Leur combinaison interdisciplinaire mêlant science politique et sciences de la Terre offre des ressources très précieuses pour saisir la dynamique des interactions entre experts (de différentes spécialités), acteurs politiques et opinion publique.

Les deux derniers articles se complètent utilement pour présenter le potentiel de l'interdisciplinarité quand il s'agit d'analyser des discours politiques. Ioana Cristina Rus et Sergiu Mișcoiu présentent la genèse interdisciplinaire de la théorie du discours en exposant les postulats

sur lesquels elle repose et en montrant comment cette « dialectique interdisciplinaire » qui puise à la sociologie, à l'anthropologie, à la philosophie, à la science politique, à la linguistique et à la psychanalyse parvient à remplacer la (ou les) matrice(s) disciplinaire(s) pour étudier la parole politique et ses multiples significations et impacts. De son côté, Aude Dontenwille-Gerbaud recourt à l'analyse du discours pour décrypter le sens et la portée d'un certain nombre de discours fondateurs prononcés par quelques-uns des principaux leaders républicains de la fin du XIXe siècle français. Tout en notant les limites et difficultés du travail interdisciplinaire, l'historienne qu'elle ne renonce nullement à être montre ce que lui apporte le concours des sciences du langage et de la science politique combinées à l'histoire pour enrichir son analyse des discours fondateurs de la IIIe République.

Au bout du compte, ces « chantiers de recherche » illustrent à partir de cas et de constructions disciplinaires très variés la fécondité heuristique de l'interdisciplinarité conçue comme un dépassement de limites lorsque les objets et situations étudiés conduisent à exploser les frontières disciplinaires. Dans un monde de plus en plus global dans son fonctionnement, de plus en plus rapide dans ses évolutions, et pour tout dire de plus en plus complexe, rares sont et plus rares seront sans doute les phénomènes appréhendables par des chercheurs et des équipes se limitant à l'usage de lunettes monodisciplinaires. Loin d'être une facilité pragmatique, l'interdisciplinarité se révèle à travers ces différents textes comme un moyen supplémentaire, aussi exigeant dans sa mise en œuvre qu'intéressant dans ses résultats.

Il nous a semblé très artificiel de tenter une conclusion sous forme de synthèse ou de réflexions pour le lecteur pressé et préférable de laisser à chacun le soin d'en tirer quelques enseignements sur ce « bricolage » scientifique que revêt toute approche interdisciplinaire. En revanche, il nous a semblé fécond de terminer ce dossier par un article, « décapant » au sens strict puisqu'il pointe les difficultés, les limites voire les dangers de l'interdisciplinarité mais surtout nous enjoint de donner à cette pratique une ambition théorique. Philippe Le Prestre analyse et évalue de manière très précise plusieurs approches interdisciplinaires et milite pour en faire une stratégie de recherche parmi d'autres, ni un objectif, ni une fin en soi.

Bibliographie

1. Caron, Jean-Claude (2008), « Mauvais genre ? Réflexion sur l'interdisciplinarité ou point de vue d'un historien » in Offerlé, Michel et Rousso, Henry (ed.), *La fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 243-251
2. Déloye, Yves et Voutat, Bernard (2002), *Faire de la science politique. Pour une analyse socio-historique du politique*, Paris : Belin
3. Déloye, Yves et Voutat, Bernard (2002), « Entre histoire et sociologie : l'hybridation de la science politique », in Déloye, Yves et Voutat, Bernard, *Faire de la science politique*, Paris : Belin, 7-24.
4. Di Jorio, Irène (2008), « La propagande de l'Etat français entre théorie, technique et action normative » in Offerlé, Michel et Rousso, Henry (ed.), *La fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 205-216.
5. Lazar, Marc (2008), « L'histoire et la science politique. Des convergences parallèles », in Offerlé, Michel et Rousso, Henry (ed.), *La fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 253-263.
6. Offerlé, Michel et Rousso, Henry (ed.) (2008), *La fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.
7. Offerlé, Michel (2008) « Introduction : le goût de l'indiscipline et de la curiosité », in Offerlé, Michel et Rousso, Henry (ed.), *La fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 11-21.
8. Sfez, Lucien (ed.) (2002), *Science politique et interdisciplinarité. Conférences (1998-2000)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, 174 p.
9. Voutat, Bernard (2002), « Les objets de la science politique. Réflexions sur une discipline... sans objet » in Sfez, Lucien (ed.), *Science politique et interdisciplinarité. Conférences (1998-2000)*, Paris : Publications de la Sorbonne, 55-76.

**POUR UNE APPROCHE INTERDISCIPLINAIRE DE L'ÉTUDE
DES « TECHNOLOGIES MILITANTES » : L'EXEMPLE DES TRACTS
DU MOUVEMENT « ANTI-CPE » DE 2006**

**AN INTERDISCIPLINARY APPROACH OF « ACTIVIST
TECHNOLOGIES » : THE CASE OF THE LEAFLETS OF
THE MOBILIZATION « AGAINST-CPE » OF 2006**

Paolo Stuppia*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2018.2.02

Published Online : 2018-12-31

Published Print : 2018-12-31

Abstract

As it a neglected boundary object of the scientific fields, the leaflet is most often relegated to a simple tool for illustrating political struggles, overlooking the viewpoint of its materiality, of its manufacturing and dissemination, and the multiplicity of its uses. Based on a PhD dissertation of 2014 about the leaflets of a french student protest, the one called "against-CPE" of 2006, the aim of this article is showing how an interdisciplinary approach can help to build a methodology to collect, define and analyze the multiple facets of this still relatively unknown "activist technology".

* Paolo Stuppia (CRPS-CESSP, Université Paris I Panthéon-Sorbonne), docteur en Science Politique, est actuellement ATER en sociologie auprès de l'Université Paris-Nanterre. Ses travaux interrogent majoritairement le militantisme radical des étudiants et les mouvements écologistes. Sa thèse de doctorat sera publiée aux éditions Syllepse en mars 2019. Contact: paolo.stuppia@parisnanterre.fr

Keywords : Leaflet, CPE, social movements, interdisciplinary approach, activist technologies

En nous rendant au marché, sur notre lieu de travail ou d'études, dans le métro ou à une manifestation, nous n'avons pas pu échapper, au moins une fois dans notre vie, à la réception d'un tract. Cette petite feuille, imprimée et distribuée en dehors du circuit professionnel (sauf lorsqu'il s'agit de grands événements et/ou de publicité), a été probablement prise, rapidement parcourue, pliée, puis remise dans une poche ou dans un sac avant d'être jetée. On peut alors se demander pourquoi des individus investissent du temps, de l'argent et de l'énergie pour fabriquer et distribuer un texte qui a plus de chances de finir à la poubelle et d'être rapidement oublié que d'être conservé et/ou de produire les effets escomptés par son émetteur.

Cette question, fondamentale pour la suite du raisonnement, n'a rien d'évident : si l'on considère le tract politique ou syndical¹ comme un « déchet en puissance », inefficace – un rapport récent d'une fondation liée à un parti politique décompte une voix pour 100.000 tracts distribués² – et de surcroît peu écologique, alors nous pouvons légitimement nous poser la question des raisons pour lesquelles les militants continuent à « tracter » – c'est-à-dire à diffuser des textes – dans la rue, en particulier depuis l'avènement d'Internet, des réseaux sociaux et des nouvelles technologies en général. Mais sommes nous sûrs, tout d'abord, de savoir véritablement ce qu'est un tract ?

Le tract, éléments de définition

Dans un article de 2008, Jean-Gabriel Contamin identifie au moins 3 définitions de l'objet. Le tract serait tout à la fois une « feuille de papier que l'on distribue à des fins de propagande », l'« outil par excellence du militant qui va défendre sa cause sur les marchés, aux sorties du métro et d'usine, dans les boîtes aux lettres ou les manifestations » et le « moyen primaire et premier des organisations pour démontrer leur existence et faire entendre leur

¹ Dans cette contribution, nous nous focaliserons sur ce type de tract en laissant de côté d'autres types de feuilles éphémères : publicitaires, religieuses, militaires, etc.

² Fondation Terra Nova, *Moderniser la vie politique : innovations américaines, leçons pour la France*, 2009 [<http://www.tnova.fr/essai/moderniser-la-vie-politique-innovations-am-ricaines-le-ons-pour-la-france>], 20 avril 2009

voix sans s'en remettre aux médias institutionnels»³. Autrement dit, le tract serait aussi bien un *medium* – ou un moyen de communication – comportant un texte (et, éventuellement, un paratexte, c'est-à-dire des titres, des slogans, etc.) qu'une pratique militante – ou, mieux, « de propagande » militante – massivement investie par des collectifs d'individus organisés. Nous sommes donc en présence de deux grands niveaux rattachés à l'objet :

- 1) un niveau discursif, représenté par le contenu du tract (le texte lui-même et son paratexte),
- 2) un niveau plus matériel, le tract comme feuille de papier qu'il faut savoir et pouvoir écrire, imprimer et distribuer

Si l'on souhaite analyser scientifiquement le tract, il faudrait donc prendre en compte ces trois définitions et ces deux niveaux, plaçant l'objet au carrefour de plusieurs disciplines : l'histoire, la linguistique, la sociologie de la communication et des mouvements sociaux, la psychologie sociale, l'anthropologie, etc. Or, lorsqu'on jette un regard rapide à la littérature consacrée aux feuilles éphémères – qui n'est, au passage, pas bien abondante – il est regrettable de constater :

- 1) un fort degré de cloisonnement disciplinaire, à l'exception de quelques expériences d'hybridation (sans lendemain) menées par des sociologues et des psychologues sociaux américains au début des années 1950⁴,
- 2) la tendance à ne prendre en considération que la dimension discursive de l'objet – plus particulièrement son texte – en écartant sa dimension matérielle (de nombreux travaux analysent le discours des tracts, voire les oppositions discursives entre groupes rivaux⁵, mais peu d'entre eux

³ Jean-Gabriel Contamin, « Le tract, à quoi bon? » in *Vacarme* no.45, 2008, p.68.

⁴ Ces expériences, confiées par l'armée et les grands groupes publicitaires, consistent à effectuer des lancers de tracts par avion sur des villages ruraux des Etats-Unis pour mesurer l'efficacité des « armes psychologiques » en cas de conflit avec l'URSS et étudier les effets de la diffusion spatiale d'un message dans le cadre du *marketing* accompagnant le « boom économique » des années 1950. Par exemple, Melvin L. De Fleur, Edith D. Rainboth, « Testing message diffusion in four communities : some factors in the use of airborne leaflets as a communication medium » in *American Sociological Review* no.6, vol.17, 1952, pp. 734-737.

⁵ Par exemple, Marco Diani, Sebastiano Bagnara, « Les tracts comme indicateurs de tensions conflictuelles » in *Revue Française de Sociologie* no.3, vol.XXV, 1984, pp. 376-395.

- explorent les manières dont ces textes sont produits, distribués et éventuellement reçus⁶),
- 3) conséquence directe du point précédent, la propension à se servir du texte des tracts pour « illustrer » quelque chose, par exemple, les élections législatives françaises de 1981⁷ ou les « grèves sauvages » des années 1968 à l'usine FIAT de Turin, en Italie⁸,
 - 4) l'emploi (quasi-)généralisé du tract comme matériau d'enquête plutôt que comme objet de recherche en soi.

Ces considérations ajoutent une série d'obstacles à notre questionnement initial : comment pouvons-nous cerner les motivations qui poussent des militants à investir le tract, alors qu'il n'existe ni une seule manière de le définir, ni de travaux prenant en compte aussi bien son discours que sa matérialité, ni même – le plus souvent – accord scientifique sur le fait de le considérer comme un objet de recherche à part entière ?

Repartir de l'objet lui-même : une perspective « autotélique »

Les acquis relativement récents de deux courants qui se situent au croisement de la sociologie et de l'anthropologie, la *material culture*⁹ et la « sociologie des usages »¹⁰, permettent de combler partiellement ces lacunes. En replaçant les objets – y compris les plus quotidiens, tels la voiture, le téléphone, le livre... ou même une bouteille de cidre – au centre de l'attention scientifique, ces deux branches offrent la possibilité de considérer le tract non pas comme un « matériau annexe », mais bien comme l'objet principal de la

⁶ Et, par ailleurs, toujours de manière incidente : par exemple, dans un ouvrage consacré aux tracts syndicaux, seules quatre pages sont réservées à la description de la fabrication, de la diffusion et de l'accueil des feuilles par le public. Pier Carlo Grimaldi, Renato Grimaldi, *La memoria della classe. I volantini della FLM in un progetto di sistema informativo automatico*, Bari : De Donato, 1982, pp. 62-66.

⁷ Christian Garaud, « Lecture de deux tracts électoraux » in *The French Review* no.57, vol.3, 1984, pp. 336-343.

⁸ Diego Giacchetti, Marco Scavino, *La FIAT aux mains des ouvriers. L'automne chaud de 1969 à Turin*, Paris : Les Nuits Rouges, 2005.

⁹ Thierry Bonnot, « Itinéraire biographique d'une bouteille de cidre » in *L'Homme* no. 170, 2004, pp. 139-163.

¹⁰ Josiane Jouet, « Retour critique sur la sociologie des usages » in *Réseaux* no.100, vol.18, 2000, pp. 491-499.

recherche. Dès lors, notre intérêt ne peut plus simplement être celui de nous saisir des feuilles pour étudier un ou des discours, montrer une ou des opposition(s) entre groupes rivaux ou encore décrire une situation historique donnée – comme l'ont fait jusqu'à présent la plupart des auteurs – mais celui de repartir de l'objet lui-même tout en le situant dans son environnement discursif, social et temporel.

C'est en ce sens que l'investigation que nous avons menée autour des feuilles de la mobilisation « anti-CPE »¹¹ du printemps 2006, qui a donné lieu à une thèse soutenue en 2014¹² dont la publication est prévue en mars 2019¹³, a été, avant tout, un travail d'enquête sur le tract lui-même et non pas sur le mouvement de protestation. Si nous avons choisi de nous cantonner au discours des feuilles, nous n'aurions en effet pas pu échapper à la tentation d'« illustrer » ce mouvement par les textes éphémères¹⁴, en nous éloignant de notre questionnement initial. Au contraire, nous avons emprunté une perspective « autotélique »¹⁵ qui nous a permis d'explorer conjointement les usages discursifs et matériels des tracts à partir de l'exemple de la mobilisation contre le CPE.

Une problématique interdisciplinaire pour étudier les « technologies militantes »

L'« autotélisme » épistémologique suggérée par la *material culture* et la sociologie des usages ne nous a pas seulement guidé dans le choix de l'objet de recherche, mais il nous a également aidé à bâtir une problématique qui fait de l'interdisciplinarité son point fort. Le statut intermédiaire des deux branches dont nous nous sommes inspiré a grandement favorisé le

¹¹ Contrat Première Embauche.

¹² Paolo Stuppia, *Les tracts du mouvement « anti-CPE » de 2006. Sociologie d'une technologie militante*, Université Paris I : thèse de Doctorat en Science Politique, 2014.

¹³ Paolo Stuppia, *Les quatre saisons de la précarité. Les tracts du mouvement anti-CPE de 2006* (titre provisoire), Paris : Syllepses, publication prévue courant 2019.

¹⁴ Par exemple, en décrivant les manifestations de rue, les « blocages » ou occupations des universités, etc.

¹⁵ Du grec *autos* (en soi) et *télos* (fin), l'« autotélisme » est un concept utilisé principalement en littérature, indiquant le fait qu'une création – un poème, par exemple – n'a d'autre objectif qu'elle-même. Par extension, la démarche que nous avons empruntée fait de la connaissance du tract un « but en soi ».

croisement de différentes « sciences historiques »¹⁶ : la sociologie et l'anthropologie, bien évidemment, mais aussi la linguistique, l'histoire et la philosophie.

En premier lieu, nous avons créé une catégorie-pivot, celle de « technologie militante », résultant elle-même de l'hybridation entre plusieurs courants (sociologie de la communication, des mouvements sociaux, philosophie simondonienne¹⁷). L'expression « technologie militante » joue sur l'ambiguïté qui entoure les termes qui la composent, désignant tout à la fois une technique et l'ensemble des connaissances produites sur celle-ci, « les acteurs qui s'en approprient et les modalités d'action elles-mêmes »¹⁸. En ce sens, elle est plus large que celle – consacrée – de « Technologies de l'Information et de la Communication » (TIC), tout en recouvrant un certain nombre d'objets communs : tracts, pétitions, affiches, blogs, etc.

L'interrogation du tract en tant que « technologie militante » permet, deuxièmement, de prendre en considération aussi bien la question posée au départ – les motivations qui poussent les militants à se servir des feuilles éphémères – que le volet discursif de l'objet : en effet, adopter une perspective interdisciplinaire ne signifie en rien se positionner « contre » les apports de la plupart des travaux existants (réduisant, rappelons-le, le tract au seul texte) mais au contraire essayer d'établir un lien entre le discours porté par l'objet, sa matérialité et ses « usages pluriels ». Autrement dit, il ne suffit ni de se demander simplement « pourquoi les militants tractent-ils? », ni de se poser la seule question « que nous disent les tracts d'un mouvement de protestation? »¹⁹, mais bien de combiner ces interrogations pour tenter de saisir comment les acteurs qui se servent de ce matériau et de son espace discursif l'utilisent pour militer au jour le jour.

¹⁶ Jean-Claude Passeron, *Le raisonnement sociologique. Un espace non-poppérien de l'argumentation*, Paris : Albin Michel, 2006, p. 82.

¹⁷ Gilbert Simondon, *Du monde d'existence des objets techniques*, Paris : Aubier, 1969.

¹⁸ Françoise Blum (dir.), *Des radios de lutte à Internet. Militantismes médiatiques et numériques*, Paris : Publications de la Sorbonne, 2012, p.7.

¹⁹ Jean-Gabriel Contamin, « Unissons-nous : que nous disent les tracts sur une mobilisation? », séminaire *Observer les mobilisations*, Université Paris I, 14 février 2008, communication inédite.

Hypothèses de recherche

Cette problématique, articulant plusieurs niveaux d'analyse, est à l'origine d'un certain nombre d'hypothèses, présentées ici dans leurs grandes lignes :

- 1) le tract et le tractage font l'objet d'une variété d'usages et de fonctions (au sens jakobsonien du terme²⁰), évoluant au gré des contextes spatio-temporels et des appropriations militantes.
- 2) Ils ne doivent pas seulement être pensés dans leur dimension propagandiste, mais aussi dans leur dimension « autocentrée », c'est-à-dire comme des moyens d'affirmer une identité, « occuper le terrain », entretenir une polémique avec un adversaire ou un concurrent²¹, etc.
- 3) De ce fait, les textes proprement dits se présentent à la fois comme des « espaces de positions » et des « espaces de positionnement », ou, mieux, comme des manières de se positionner dans un espace social plus ou moins concurrentiel selon les cas.
- 4) Les pratiques militantes associées au tract (rédaction, maquettage, impression, distribution), nécessitant d'un certain nombre de compétences et savoir-faire, subsistent à l'heure des nouvelles technologies car elles engendrent des « performances »²² de terrain servant une multitude d'objectifs, plus ou moins distincts par rapport à ceux du texte : se rendre visible, recruter, se financer, s'amuser... ou l'ensemble de ces éléments à la fois.

Le terrain : la crise « anti-CPE » de 2006

Après nous avoir permis de jongler entre les objets de recherche, élaborer une catégorie-pivot et émettre des hypothèses, il nous reste à analyser en quoi l'interdisciplinarité peut fournir des réponses méthodologiques à l'ensemble de préoccupations que nous venons d'exposer.

Toutefois, au préalable, il faut dire quelques mots de présentation du terrain d'investigation, le mouvement contre le CPE de 2006. Cette mobilisation touche, de février à avril 2006, la plupart des universités

²⁰ Roman Jakobson, *Essais de linguistique générale. I. Les fondations du langage*, Paris : Les éditions de Minuit, 2003.

²¹ Michele Cortellazzo, « Note sulla lingua dei volantini » in *Versus* no.4, vol.10, 1975, pp. 57-77.

²² Charles Tilly, *Contentious performances*, Cambridge : Cambridge University Press, 2008.

françaises, plusieurs lycées et – à travers cinq journées nationales de grève – les salariés du public et du privé. Elle aboutit au retrait de la principale mesure contestée, une première depuis le mouvement contre la réforme Juppé de 1995. De ce fait, elle présente un certain nombre de caractéristiques qui pourraient la rapprocher d'une « crise politique »²³, même si elle est davantage « en voie de déssectorisation » que complètement « déssectorisée »²⁴.

Ce qui nous intéresse, ici, ce sont les effets de la crise de 2006 sur les technologies militantes : dans un contexte marqué par la « fluidification conjoncturelle », le tract apparaît plus que jamais comme un moyen pour « prendre position » et, en même temps, pour « se positionner » à l'intérieur d'un espace social bouleversé, voyant la multiplication d'alliances fragiles et circonstanciées²⁵. De la même manière, sur le plan matériel, le nombre croissant d'acteurs engagés dans la mobilisation démultiplie de façon exponentielle l'élaboration et la diffusion de feuilles éphémères. Autrement dit, les technologies militantes apparaissent, plus que dans les situations ordinaires, comme des révélateurs – tant dans leur discours que dans leur « fabrique » et dans les performances qu'elles engendrent – du déploiement d'un « sens pratique protestataire »²⁶ qu'il convient de saisir si l'on veut comprendre l'ensemble des facettes reliées à l'objet : c'est la principale raison pour laquelle nous avons choisi ce terrain, analysé au prisme de la « crise ».

Interdisciplinarité, travail de terrain et « méthode des points fixes »

Pour en venir maintenant aux méthodes utilisées pour interroger concrètement les tracts du mouvement « anti-CPE » de 2006, nous avons effectué un « travail de terrain » – au sens de *fieldwork* – à la hauteur de

²³ Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris : PFNSP, 1992, pp. 43-58.

²⁴ Rappelons que ce que caractérise avant tout les « crises politiques » est le passage d'un secteur social à l'autre – ici, des étudiants aux salariés – s'accompagnant de plusieurs processus complémentaires, dont le principal est d'inaugurer une phase d'incertitude dans laquelle tout peut basculer d'un moment à l'autre, dans un sens comme dans l'autre. Ces deux éléments sont constitutifs de ce que Michel Dobry appelle la « fluidification conjoncturelle de l'espace social ». *Ibidem*, pp. 140-158.

²⁵ Sébastien Michon, « La lutte dans la lutte. L'espace de la mobilisation étudiante contre le contrat première embauche (CPE) » in *Sociétés contemporaines* no.3, 2011, pp. 83-106.

²⁶ Bertrand Geay (dir.), *La protestation étudiante. Le mouvement du printemps 2006*, Paris : Raisons d'Agir, 2009, p. 180.

l'ambition pluridisciplinaire de nos interrogations. Il s'est agi de combiner plusieurs « ficelles du métier »²⁷ pour répondre aux exigences liées à notre objet : comme nous l'avons dit au départ, les outils de nature linguistique (analyse de contenu, lexicométrie, etc.) et sociologique (par exemple les « cadres d'interprétation »²⁸), ne permettent d'analyser que le volet discursif des technologies militantes. L'observation, l'objectivation²⁹, les entretiens et plus généralement l'ensemble des méthodes d'origine ethnologique ne peuvent être appliquées, au contraire, qu'au volet matériel des tracts (leur « fabrique » et les « performances »). Il a donc fallu joindre cet ensemble de méthodes pour, d'une part, constituer une collecte de feuilles permettant d'étudier leur discours et, de l'autre, saisir comment ces textes ont été rédigés, diffusés et éventuellement reçus.

Dans ce cadre, nous nous sommes heurté à une difficulté : comment combler les éventuelles lacunes – archivistiques et/ou ethnographiques – auxquelles nous nous sommes volontairement exposé par le choix de travailler sur un conflit passé, donnant lieu à un très grand nombre d'émetteurs, de tracts et de tractages? Pour dépasser cet écueil, nous nous sommes appuyé sur une réinterprétation de la « méthode des points fixes », jadis utilisée par Jean-Gabriel Contamin dans son étude sur la pétition et le pétitionnement en France : s'il s'agissait, pour ce chercheur, de déceler des « points de stabilité » permettant de comparer entre eux des textes et des pratiques sur le long terme³⁰, nous avons essayé d'appliquer ce programme au temps court de la mobilisation de 2006, raisonnant par « étapes de recherche » successives et multipliant les « espaces d'observation ».

Apports de l'interdisciplinarité

Les résultats de ce *fieldwork* pluriel, faisant coexister archives, notes éparses, entretiens, formations syndicales à la réalisations de tracts, statistiques

²⁷ Howard S. Becker, *Les ficelles du métier*, Paris : La Découverte, 2002.

²⁸ David Snow, Robert Benford et a., « Frame alignment, micromobilization and movement participation » in *American Sociological Review* no.51, 1986, pp. 464-481.

²⁹ Pierre Bourdieu, « L'objectivation participante » in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* no. 150, 2003, p.43-58.

³⁰ Jean-Gabriel Contamin, *Contribution à une sociologie des usages pluriels des formes de mobilisation : l'exemple de la pétition en France*, Université Paris I : thèse de Doctorat en Science Politique, 2001.

etc., ont épuisé la plupart des interrogations suscitées par notre problématique : après avoir situé la technologie dans le temps (sociohistoire de l'objet³¹) et dans l'espace (collecte et d'échantillonnage des tracts « anti-CPE »³²), la méthode des points fixes a permis de mettre en évidence la multitude d'usages discursifs des feuilles éphémères, à l'appui d'outils d'origine aussi bien linguistique (lexicométrie, analyse de contenu) que sociologique (analyse des « cadres d'interprétation » et des « cadres d'action collective »).

Par exemple, la lexicométrie nous a servi à élaborer une sorte de « grammaire » des tracts de la mobilisation de 2006 faisant apparaître en filigrane la double nature des textes (propagandiste et aut centrée). L'analyse des cadres et de contenu a confirmé ces résultats statistiques sur un plan plus qualitatif : les militants utilisent les tracts non seulement pour « prendre position », appeler à l'action ou convaincre quelqu'un de s'engager au sein d'une organisation, mais aussi pour « se positionner » au sein d'un espace hautement concurrentiel, en affirmant l'identité de leur groupe et recherchant souvent le conflit avec d'autres émetteurs. De la même manière, l'interdisciplinarité a guidé l'étude des pratiques militantes engendrées par les tracts : sous le dénominateur commun de l'ethnographie, de multiples outils théoriques et pratiques ont été mobilisés pour saisir le déploiement d'un « sens pratique protestataire » dans le conflit du printemps 2006. Par exemple, les tractages ont été analysés dans une perspective combinant la sociologie interactionniste, l'ethnologie du don maussienne³³ (même si la présence de « contre-dons » peut être débattue³⁴) et la psychologie sociale³⁵.

³¹ Cette partie monographique, constituant le premier chapitre de la thèse, a été rendue possible par l'existence de textes issus de différentes disciplines évoquant de manière plus ou moins étendue les feuilles éphémères.

³² De la même manière, la collecte et l'échantillonnage combine des techniques issues de l'archivistique, de l'histoire, de la linguistique et de la sociologie des mobilisations collectives.

³³ Marcel Mauss, *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, Paris : PUF, 2012.

³⁴ Les tractages n'instaurant que rarement une relation sociale stable, inscrite dans la triple obligation maussienne du « donner-recevoir-rendre ». Sur ce point, voir en particulier Mary Douglas, « Il n'y a pas de don gratuit. Introduction à l'édition anglaise de l'Essai sur le don de Marcel Mauss » in *Revue du Mauss* no. 4, 1989, pp.99-106.

³⁵ En particulier, les études de marketing autour des effets « pieds dans la porte » et « porte au nez ». Par exemple Jonathan L. Freedman, Scott C. Fraser, « Compliance without pressure : the foot-in-the-door technique » in *Journal of Personality and Social Psychology* no. 2, vol.4, 1966, pp.195-202.

Sur le plan pratique, ils ont fait l'objet de différentes observations (participantes et non), de récits rétrospectifs et de quelques expériences – au sens d'expérimentations – menées postérieurement à la mobilisation (concernant en particulier la réception des textes, nous y reviendrons).

L'hybridation de plusieurs domaines et techniques semble ainsi offrir, tant en ce qui concerne la problématique que le choix du terrain ou des méthodes, une réponse plus que satisfaisante aux interrogations que nous nous sommes posées autour des « technologies militantes ». Les avantages de l'interdisciplinarité ont été évoqués tout au long de cette contribution :

1. elle aide à choisir entre deux objets potentiels de recherche – le tract et la mobilisation – en suggérant au chercheur d'adopter une démarche autotélique.
2. Elle aide à construire la catégorie « technologie militante » elle-même, pivot de la problématique.
3. Elle permet d'émettre des hypothèses qui lient les préoccupations de différentes disciplines jusqu'alors très cloisonnées entre elles.
4. Elle a des répercussions sur le choix du « terrain » : les « crises politiques » sont des moments privilégiés pour étudier conjointement le discours des tracts et leurs pratiques militantes.
5. Elle permet enfin de réaliser concrètement le travail de terrain et apporter des réponses aux hypothèses par la combinaison de différentes « ficelles du métier » (analytiques ou pratiques).

Éléments de discussion : les limites de l'interdisciplinarité

Telle que pratiquée, l'interdisciplinarité comporte, cependant, quelques limites qu'il faut savoir admettre. La première est, nous le croyons, intrinsèque à la démarche pluridisciplinaire elle-même : compte-tenu du temps limité pour effectuer un travail universitaire – qu'il s'agisse d'un article, d'un mémoire, voire d'une thèse – il n'est pas possible d'approfondir l'ensemble des facettes liées à un objet. Ceci ne signifie pas prétendre à l'exhaustivité, mais simplement accepter le fait que des travaux qui se rattachent à une seule branche explorent de manière plus approfondie certains aspects que nous, en tant qu'utilisateurs – et promoteurs – de l'interdisciplinarité, n'avons

pas le temps d'étudier. Par exemple, l'ouvrage *Des tracts en mai 68*³⁶, un immense travail lexicométrique sur le discours des feuilles du mouvement de Mai, pousse l'investigation statistique jusqu'à déceler des catégories à partir des phrases contenues dans les tracts, alors que nous n'avons eu le temps d'analyser quantitativement que les mots – ou *items* – présents dans notre échantillon.

Les deux autres limites se rattachent plutôt à l'objet-tract. La première concerne l'autotélisme épistémologique : comme nous l'avons vu, cette démarche devait nous servir à explorer conjointement le discours, la matérialité ainsi que l'utilisation des textes éphémères « en situation », c'est-à-dire pendant le mouvement anti-CPE. Néanmoins, dans un certain nombre de passages de notre travail, nous avons eu l'impression que la mobilisation était placée trop en arrière plan par rapport aux tracts : s'il ne s'agit là que d'une limite ponctuelle, il faut cependant signaler que l'autotélisme peut, parfois, conduire à des « excès » qu'il convient de souligner. Pour cette raison, dans le livre issu de notre thèse, nous nous sommes efforcé de rééquilibrer la place attribuée à la protestation.

Enfin, il y a un problème encore plus spécifique aux feuilles éphémères que l'interdisciplinarité ne nous a pas permis de résoudre : l'étude de leur réception. Malgré les multiples tentatives que nous avons effectuées – demandes d'entretien aux récepteurs, observation, voire même mise en œuvre d'une méthode expérimentale lors de tractages dans les années qui ont suivi 2006³⁷ – nous n'avons jamais pu savoir, d'une part, si les passants qui reçoivent la feuille la conservent et, de l'autre, ce qu'ils retiennent de son message, en dehors du déroulement de la performance de tractage elle-même.

Ces trois limites ne doivent cependant pas faire oublier que le croisement et la confrontation d'outils – théoriques et méthodologiques – issus d'une multitude de disciplines est à notre sens indispensable, comme le remarque à juste titre Lucie Bargel, « tant à la construction d'un regard critique sur chacun [...] [d'entre eux] qu'à l'alimentation d'une vision la plus complète possible de l'objet étudié »³⁸.

³⁶ Michel Demonet (dir.), *Des tracts en mai 68. Mesures de vocabulaire et de contenu*, Paris : PFNSP, 1975.

³⁷ Consistant à observer l'interaction diffuseur-récepteur, en suivre certains jusqu'à la première poubelle, essayer de les interpellier, ce qui nous a posé un certain nombre de problèmes, y compris sur le plan éthique.

³⁸ Lucie Bargel, *Jeunes socialistes/jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique*, Paris : Dalloz, 2009, p.249.

Bibliographie

1. Bargel, Lucie (2009), *Jeunes socialistes/jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique*, Paris : Dalloz.
2. Becker, Howard S. (2002), *Les ficelles du métier*, Paris : La Découverte.
3. Blum, Françoise (dir., 2012) *Des radios de lutte à Internet. Militantismes médiatiques et numériques*, Paris : Publications de la Sorbonne.
4. Bonnot, Thierry (2004), « Itinéraire biographique d'une bouteille de cidre » in *L'Homme* no.170, 139-163.
5. Bourdieu, Pierre (2003), « L'objectivation participante » in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* no. 150, 43-58.
6. Contamin, Jean-Gabriel (2001), *Contribution à une sociologie des usages pluriels des formes de mobilisation : l'exemple de la pétition en France*, Université Paris I : thèse de Doctorat en Science Politique.
7. Contamin, Jean-Gabriel (2008), « Le tract, à quoi bon? » in *Vacarme* no. 45, 68-71.
8. Contamin, Jean-Gabriel (2008), « Unissons-nous : que nous disent les tracts sur une mobilisation? », séminaire *Observer les mobilisations*, Université Paris I, communication inédite.
9. Cortellazzo, Michele (1975), « Note sulla lingua dei volantini » in *Versus* no.4, vol.10, 57-77.
10. De Fleur, Melvin L. ; Rainboth, Edith D. (1952), « Testing message diffusion in four communities : some factors in the use of airborne leaflets as a communication medium » in *American Sociological Review* no.6, vol.17, 734-737.
11. Demonet, Michel (dir.) (1975), *Des tracts en mai 68. Mesures de vocabulaire et de contenu*, Paris : PFNSP.
12. Diani, Marco ; Bagnara, Sebastiano (1984), « Les tracts comme indicateurs de tensions conflictuelles » in *Revue Française de Sociologie* no.3, vol.XXV, 376-395.
13. Dobry, Michel (1992), *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris : PFNSP.
14. Douglas, Mary (1989), « Il n'y a pas de don gratuit. Introduction à l'édition anglaise de l'Essai sur le don de Marcel Mauss » in *Revue du Mauss* no. 4, 99-106.

15. Fondation Terra Nova (2009), *Moderniser la vie politique : innovations américaines, leçons pour la France*, [<http://www.tnova.fr/essai/moderniser-la-vie-politique-innovations-am-ricaines-le-ons-pour-la-france>]
16. Freedman, Jonathan L. ; Fraser, Scott J. (1966), « Compliance without pressure : the foot-in-the-door technique » in *Journal of Personality and Social Psychology* no.2, vol.4, 195-202.
17. Garaud, Christian (1984), « Lecture de deux tracts électoraux » in *The French Review* no.57, vol.III, 336-343.
18. Geay, Bertrand (dir.) (2009), *La protestation étudiante. Le mouvement du printemps 2006*, Paris : Raisons d'Agir.
19. Giacchetti, Diego ; Scavino, Marco (2005), *La FIAT aux mains des ouvriers. L'automne chaud de 1969 à Turin*, Paris : Les Nuits Rouges.
20. Grimaldi, Pier Carlo, Grimaldi, Renato (1982), *La memoria della classe. I volantini della FLM in un progetto di sistema informativo automatico*, Bari : De Donato.
21. Jakobson, Roman (2003), *Essais de linguistique générale. I. Les fondations du langage*, Paris : Les éditions de Minuit.
22. Jouet, Josiane (2000), « Retour critique sur la sociologie des usages » in *Réseaux* no.100, vol.18, 491-499.
23. Mauss, Marcel (2012), *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, Paris : PUF.
24. Michon, Sébastien, « La lutte dans la lutte. L'espace de la mobilisation étudiante contre le contrat première embauche (CPE) » in *Sociétés contemporaines* no.3, 83-106.
25. Passeron, Jean-Claude (2006), *Le raisonnement sociologique. Un espace non-poppérien de l'argumentation*, Paris : Albin Michel.
26. Simondon, Gilbert (1969), *Du monde d'existence des objets techniques*, Paris : Aubier.
27. Snow, David; Benford, Robert (1986) « Frame alignment, micromobilization and movement participation » in *American Sociological Review* no. 51, 464-481.
28. Stuppia, Paolo (2014), *Les tracts du mouvement « anti-CPE » de 2006. Sociologie d'une technologie militante*, Université Paris I : thèse de Doctorat en Science Politique.

29. Stuppia, Paolo (à paraître, 2019), *Les quatre saisons de la précarité. Les tracts du mouvement anti-CPE de 2006* (titre provisoire), Paris : Syllepses.
30. Tilly, Charles (2008), *Contentious performances*, Cambridge : Cambridge University Press.

**LA CRÉATION D'UN RÉSEAU SCIENTIFIQUE POUR DÉVELOPPER
L'INTERDISCIPLINARITÉ: L'EXEMPLE DU RÉSEAU
"EVALUATION FORMATION EMPLOI"**

**THE CREATION OF A SCIENTIFIC NETWORK TO DEVELOP
INTERDISCIPLINARITY: THE EXAMPLE OF THE NETWORK
"EVALUATION FORMATION EMPLOI"**

Catherine Béduwé, Sandrine Croity-Belz et Catherine Soldano*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2018.2.03

Published Online : 2018-12-31

Published Print : 2018-12-31

Abstract

This contribution is a feedback on the creation of a network of researchers from various disciplines in the social sciences (Economics, Sociology, Social Psychology and Education Sciences). The object of research is that of the relations between

* Catherine Béduwé is a senior research fellow at the TSM research, Université Toulouse 1 Capitole. She has graduated in Statistics, specialising in labor economics and education economics. Her main research interests are the relationship between training and employment, skills development and the employability of young adults in France and in other European countries. Contact: beduwe@ut-capitole.fr

Sandrine Croity-Belz is professor at LPS-DT (EA 1697), team of Work and Organizational Psychology, University of Toulouse Jean Jaurès (France). Her research focuses on professional and organizational socialization process in job entry or lifelong training situations. She specifically studies relationships work - non work domains; gender and work; skills transfer; professional development and job innovation. Contact: scroity@univ-tlse2.fr

Catherine Soldano is assistant professor, searcher at CERTOP, University of Toulouse Jean Jaurès. Sociologist of public action, her research focuses on higher education policies. She works more specifically on the professionalization of university training and the evaluation of support systems for the professionalization of students. Contact: soldano@univ-tlse2.fr,

training and employment and the evaluation of these relations by public policies. It is common to the disciplines but each apprehends it in a specific way. It has evolved as scientific exchanges and mutual knowledge progressed. This requires researchers to be involved sustainably in a collective and specific work, which is not easy to value. If so, it leads to an interdisciplinary production that brings innovation and knowledge.

Keywords: interdisciplinarity, employment-training relationship, scientific network

Chacun s'accorde assez vite sur l'intérêt scientifique de l'interdisciplinarité, notamment dans l'étude du politique, mais les réalisations effectives sont finalement rares tant les obstacles à dépasser sont nombreux¹. Nous nous proposons de rendre compte de notre expérience singulière de la création d'un réseau de recherche constitué de chercheurs issus de différentes disciplines en sciences humaines et sociales : le réseau "Evaluation Formation Emploi", dorénavant EFE. Véritable « chantier », la construction d'un réseau interdisciplinaire repose sur un apprentissage collectif qui demande du temps et de la disponibilité de la part des chercheurs engagés dans l'aventure. Il nécessite de s'accorder sur un objet commun de recherche, lequel va évoluer au fur et à mesure de l'interconnaissance des disciplines entre elles et de leur spécificité dans l'appréhension de l'objet.

L'objet de la recherche est celui des "Relations entre Formations et Emplois" (RFE) et de leur évaluation par les politiques publiques. Les RFE peuvent se définir comme toutes les formes de liens que l'on peut établir entre les acquis issus des expériences de formation initiale ou continue, sous statut scolaire ou par alternance, et les situations de travail. Les RFE renvoient donc aussi bien à la professionnalisation des formations et des

¹ Frédéric Darbellay, "Vers une théorie de l'interdisciplinarité ? Entre unité et diversité", in *Nouvelles perspectives en sciences sociales : revue internationale de systémique complexe et d'études relationnelles*, no.1, vol.7, 2011, pp. 65-87.

Hélène David, Esther Cloutier, Catherine Teiger, Johanne Prévost, "Réflexions sur une expérience interdisciplinaire dans le cadre d'une recherche exploratoire", in *Perspectives interdisciplinaires sur le travail et la santé*, [<http://journals.openedition.org/pistes/3830>], 28 août 2018.

individus, au développement de l'employabilité au sein des situations de formation et de travail ou encore aux représentations plus subjectives que se font les apprenants du travail et de leur avenir professionnel. L'analyse de ces RFE est au centre des politiques publiques de formation et de leur évaluation.

Notre objet de recherche s'inscrit ainsi à la fois dans le champ des Relations entre Formations et Emplois et dans celui de l'Evaluation des Politiques Publiques. Si l'approche pluridisciplinaire d'un tel objet peut sembler aller de soi, sa mise en œuvre dans une perspective interdisciplinaire n'en est pas moins complexe.

Notre propos s'articulera autour de trois questions : 1) Comment se crée un réseau interdisciplinaire ? 2) Comment problématiser un objet qui se veut interdisciplinaire ? 3) Quels sont les effets des connaissances produites ?

1- La création d'un réseau interdisciplinaire : entre opportunités et contraintes

1.1. Comment fait-on réseau ? Par curiosité scientifique et opportunité institutionnelle

Le réseau Evaluation Formation Emploi est né de la rencontre entre une question scientifique – que veut dire évaluer une politique de formation *via* le marché du travail et quels retours en attendre pour la décision politique ? - et la réponse à l'appel à projet « blanc » de la Maison des Sciences Humaines et Sociales de Toulouse (MSHS-T) en 2011. Si la question initiale était formulée par des chercheurs en Economie, l'intérêt de l'appel à projet résidait dans la nécessité d'ouvrir la réflexion à plusieurs disciplines et institutions. La construction du collectif de recherche s'est faite de manière incrémentale et par cooptation. Deux chercheurs en sociologie et en psychologie sociale du travail et des organisations, investis dans le champ des RFE et appartenant à deux autres universités toulousaines, ont été invités à apporter leur contribution à l'analyse de ce questionnement. La validation du projet par la MSHS-T a permis l'organisation d'une première journée d'études, ouverte à tous les chercheurs en sciences sociales intéressés par la

question posée². Cette première étape a confirmé l'intérêt et la pertinence d'un questionnement traitant simultanément d'Évaluation, de Formation et d'Emploi dans l'espace pluridisciplinaire. Dans sa réponse à l'appel à projet (MSHS-T) suivant, en 2012, le collectif intègre trois nouveaux chercheurs toulousains issus des sciences de l'éducation et de la sociologie de l'action publique. Il organise un deuxième séminaire autour d'une question reformulée de manière moins économique : quelle est la pertinence des analyses du travail et de l'emploi dans l'évaluation des politiques de formations ?³ Le collectif toulousain, composé de neuf chercheurs, devient le Conseil Scientifique d'un réseau informel intitulé « Réseau Evaluation Formation Emploi » et constitué de tous les chercheurs ayant participé aux deux journées organisées. Il a mission d'assurer le développement et l'animation dudit réseau. La mise en place de ce Conseil Scientifique stabilise et formalise l'activité du collectif en lui donnant une visibilité nationale à partir d'un ancrage local. Elle témoigne de la volonté du réseau de pérenniser ses activités, notamment *via* l'organisation de nouveaux séminaires fin 2013⁴ et début 2017⁵, dont les contenus vont évoluer (cf point 2). Ce conseil devient ainsi un espace de dialogue et d'échanges entre chercheurs issus de différentes disciplines qui vont problématiser leur démarche « chemin faisant ». Si ce conseil a permis d'avancer sur l'objet commun, il est régulièrement confronté à la difficulté de trouver les soutiens financiers nécessaires à l'organisation de nouvelles manifestations et au développement de projets de recherche plus ambitieux.

1.2. Comment passer de la pluridisciplinarité à l'interdisciplinarité ? Par le travail collectif

Les définitions de l'interdisciplinarité tentent le plus souvent de la cerner en l'opposant aux concepts connexes de pluridisciplinarité et de

² *Le marché du travail comme lieu d'évaluation des politiques de formation ?*, Journée d'échanges en vue de la construction d'un réseau de recherche « Evaluation Formation Emploi », Toulouse, 9 décembre 2011.

³ *Quelle est la pertinence des analyses de l'emploi et du travail dans l'évaluation des formations et plus généralement des politiques de professionnalisation des formations ?* 2^{ème} journées d'échanges du réseau EFE, Toulouse, 15-16 novembre 2012.

⁴ *Quelle(s) évaluation(s) pour quelle(s) professionnalisation(s) à l'université ?* 3^{ème} journées d'échanges du réseau EFE, Toulouse, 24-25 octobre 2013.

⁵ *La professionnalisation peut-elle ignorer l'employabilité ?* 4^{ème} journées d'échanges du réseau EFE, Toulouse, 2 février 2017.

transdisciplinarité tel que l'a proposé Piaget en 1972. L'idée principale est que l'interdisciplinarité repose sur un échange et même une collaboration entre disciplines autour d'un objet commun de recherche dans la perspective d'une articulation des disciplines entre elles voire d'une « interaction proprement dite, c'est-à-dire une certaine réciprocité dans les échanges, telle qu'il y ait au total un enrichissement mutuel »⁶. Cette réciprocité doit permettre de « décrire, analyser et comprendre la complexité d'un objet d'étude commun »⁷. L'interdisciplinarité repose également sur l'idée de complémentarité entre les disciplines⁸ pour les « besoins de l'explication »⁹. L'interdisciplinarité vise ainsi à mieux comprendre la complexité, les enjeux, la contextualisation de l'objet étudié. Elle s'inscrit naturellement dans une approche plus constructiviste que positiviste ou normative qui s'attacherait surtout à mettre en évidence des faits correspondants à une théorie « unifiée » qui reste difficile à établir.

C'est bien dans cette perspective interdisciplinaire que s'est inscrit le réseau EFE. L'organisation des quatre séminaires consécutifs s'est faite dans un cadre pluridisciplinaire puisqu'il s'agissait de faire appel à la communauté scientifique impliquée dans l'objet EFE, mais avec une volonté affichée et programmée de faire dialoguer les disciplines entre elles. Exposés disciplinaires et dialogues entre disciplines se sont succédés afin que chacun puisse apprécier les positions spécifiques de chaque discipline et prendre conscience de leur relativité. Des chercheurs investis sur un aspect de l'EFE ont été invités à exposer leur point de vue disciplinaire rapporté et discuté ensuite par des binômes de chercheurs de disciplines différentes. Chaque séminaire a lui-même fait l'objet par ses organisateurs d'une « évaluation », à la fois de sa programmation et de son objet. Cette expérience progressive de l'exercice interdisciplinaire a permis de faire évoluer l'objet d'étude (cf. paragraphe 2).

⁶ Jean Piaget, "L'Epistémologie des Relations Interdisciplinaires", *L'interdisciplinarité : problèmes d'enseignement et de recherche dans les Universités*, Paris: OCDE, 1972.

⁷ Frédéric Darbellay, "Vers une théorie de l'interdisciplinarité ? Entre unité et diversité", in *Nouvelles perspectives en sciences sociales : revue internationale de systémiologie complexe et d'études relationnelles*, no1, vol.7, 2011, pp. 65-87.

⁸ Etienne Wasmer, Christine Musselin, "Evaluation des politiques publiques : faut-il de l'interdisciplinarité ?", in *Methodological discussion*, LIEPP, paper no.2, 2013, pp.1-18.

⁹ Jean Piaget, "L'Epistémologie des Relations Interdisciplinaires", *L'interdisciplinarité : problèmes d'enseignement et de recherche dans les Universités*, Paris: OCDE, 1972.

1.3. Que produire et comment valoriser les travaux interdisciplinaires ?

La question de la production d'un collectif interdisciplinaire et de la valorisation de ses travaux est importante sinon essentielle. La production est la trace d'une élaboration collective qui institue le réseau dans une historicité et acte de la progression de sa réflexion. A ce jour, le réseau EFE a produit deux recueils de texte¹⁰ et deux ouvrages¹¹. Les recueils, bien qu'offrant une diversité de regards qui fait sens sur l'objet EFE, relèvent plus de la juxtaposition disciplinaire que d'une réflexion interdisciplinaire sur l'articulation entre les termes évaluation formation et emploi. Sans préjuger des connaissances produites (cf. paragraphe 3), on peut s'interroger sur le niveau d'interdisciplinarité de ce type de production.

L'ouvrage collectif de 2014, intitulé "EFE : un chantier pluridisciplinaire", a tenté de franchir un pas. Le terme de chantier pluridisciplinaire entendait en effet témoigner d'un processus interdisciplinaire en cours qui associe discours disciplinaires, dialogues entre disciplines et réflexions communes. Ce processus a été analysé de l'intérieur par un des contributeurs de l'ouvrage¹². Selon cet auteur, l'analyse du travail réalisé par un collectif pluridisciplinaire permet de révéler différentes figures de "l'interdisciplinarité en actes" (*ibid.*, p. 252) : simple affichage à travers la contextualisation d'un objet de recherche, ouverture disciplinaire et positionnement face à une revue de questions interdisciplinaires, travail sur un objet frontière ou encore inscription dans une "discipline interdisciplinaire" (didactique, praxéologie...). Ces différentes figures se définissent selon le niveau d'intégration plus ou moins importante de la contrainte d'interdisciplinarité par rapport à celle de disciplinarité auxquelles sont soumis les chercheurs qui doivent publier leurs travaux de recherche. Face à cette contrainte,

¹⁰ Catherine Béduwé (coord) « Journée d'échanges en vue de la construction d'un réseau de recherche « Evaluation Formation Emploi », in *Net.doc*, n°9, 2012.

Catherine Béduwé, Philippe Lemistre (coord.), « *Quelle(s) évaluation(s) pour quelle(s) professionnalisation(s) à l'université ? 3èmes journées d'échanges du réseau de recherche « Evaluation Formation Emploi »* in *Net.doc*, n°131, 2015.

¹¹ Catherine Béduwé, Véronique, Bedin, Sandrine Croity-Belz, (eds.) *Évaluation Formation Emploi : un chantier pluridisciplinaire*, Paris : L'Harmattan, 2014.

Catherine Béduwé, Sandrine Croity-Belz, Catherine Soldano (coord.), *La professionnalisation peut-elle ignorer l'employabilité ?*, Marseille : Céreq-Echanges, 2018.

¹² Philippe Terral, "Questionner les débats entre disciplines autour de la thématique "Évaluation Formation Emploi" : une analyse de l'interdisciplinarité en actes", in Catherine Béduwé, Véronique Bedin, Sandrine Croity-Belz, (eds.), *op.cit.*, pp. 243-266.

Terral montre que les chercheurs du réseau EFE se sont « frayé un chemin » entre ces figures qui s'apparentent au travail sur un objet frontière¹³. C'est à dire que les échanges disciplinaires¹⁴ se sont voulus à la fois rigoureux et prudents, témoignant d'une certaine compréhension de l'autre point de vue tout en puisant leur légitimité dans leur discipline scientifique¹⁵. L'ouvrage de 2018 tente un autre pas. Les auteur.e.s, souvent membres du réseau EFE depuis plusieurs années, étaient invité.e.s à répondre à la question : la professionnalisation ignore-t-elle l'employabilité ? Ce faisant, les cinq contributions tentent de dégager les enjeux inhérents à ces notions et les recoupements éventuels auxquels elles pouvaient donner lieu au sein de leur propre discipline, voire de disciplines différentes. Ce questionnement sur les relations qui existent ou non entre professionnalisation et employabilité s'appuie sur des études empiriques, éventuellement conduites par le passé et revisitées. L'interdisciplinarité ne se manifeste plus dans des textes bi-disciplinaires mais plutôt dans la façon dont chaque chercheur, fort de 9 ans d'échanges interdisciplinaires, rend compte de la spécificité de sa propre discipline.

Le pont « osé » par les chercheurs du réseau EFE - pour reprendre le terme du colloque IDEP 2015 - est finalement un travail à la frontière des disciplines mais loin d'un simple affichage, ce qui n'est pas sans risques sur

¹³ Philippe Terral, "Questionner les débats entre disciplines autour de la thématique "Évaluation Formation Emploi " : une analyse de l'interdisciplinarité en actes", in Catherine Béduwé, Véronique Bedin, Sandrine Croity-Belz (eds.), *Évaluation Formation Emploi : un chantier pluridisciplinaire*, Paris: L'Harmattan, 2014, pp. 243-266.

¹⁴ Dominique Broussal, Bernard Fourcade, "La formation dans ses relations à l'emploi : des hauts et débats !", in Catherine Béduwé, Véronique Bedin, Sandrine Croity-Belz, (eds.) *op.cit.*, pp.199-208

Sandrine Croity-Belz, Philippe Lemistre, "Evaluation interne *versus* externe de la professionnalisation des enseignants : regards croisés des sciences économiques et de la psychologie sociale du travail et des organisations", in Editeurs : Catherine Béduwé, Véronique Bedin, Sandrine Croity-Belz (eds.), *op.cit.*, 211-224.

Catherine Soldano, Dominique Broussal, "Confrontation des valeurs publiques aux résultats dans le cadre de l'Evaluation des Politiques Publiques (EPP), regards croisés de la Sociologie et des sciences de l'éducation", in Catherine Béduwé, Véronique Bedin, Sandrine Croity-Belz (eds.), *op.cit.*, pp. 227-240.

¹⁵ Philippe Terral, "Questionner les débats entre disciplines autour de la thématique "Évaluation Formation Emploi " : une analyse de l'interdisciplinarité en actes", in Catherine Béduwé, Véronique Bedin, Sandrine Croity-Belz (eds.), *op.cit.*, pp. 243-266.

sa valorisation¹⁶. En effet, si l'interdisciplinarité est valorisée tant sur le plan du débat scientifique que dans les incitations politiques actuelles, il demeure néanmoins une forte ambiguïté quant à sa valorisation au moment de l'évaluation de l'activité scientifique des laboratoires. Cette reconnaissance se fait essentiellement à travers des publications de rang A dont les critères sont très spécifiques selon les sections disciplinaires. Les ouvrages collectifs constituent alors un des rares moyens pour valoriser une activité scientifique de ce type.

2. De la complexité à construire un objet de recherche commun : passer de la relation formation-emploi à son évaluation interdisciplinaire

La relation formation-emploi, parce qu'elle relève de questionnements sociaux multiples, est pluridisciplinaire, voire hyper-pluridisciplinaire. C'est d'ailleurs une des ambitions du CEREQ¹⁷ que de l'étudier dans toutes ses dimensions et faire exister cet objet en tant que champ de recherche appliquée ouvert à différentes disciplines¹⁸. Différents travaux sur ce thème pointent la pluralité de sens des relations liant formation et emploi, l'éventail de leur interprétation faisant apparaître la nécessité d'articuler différentes approches disciplinaires^{19,20}. La problématique de la pluri ou de l'interdisciplinarité reste cependant absente sauf à évoquer l'intérêt de la diversité des éclairages pour mieux comprendre ces relations et faire bouger les représentations. Le raisonnement est sensiblement le même lorsque l'on s'intéresse à la notion d'évaluation qui fait sens de manière très différente selon que l'on se place du point de vue de l'analyse des politiques publiques de formation et d'emploi ou des dispositifs, cursus ou pratiques

¹⁶ Une version initiale de ce chapitre a été présentée lors d'un colloque organisé par le LIPHA Paris Est les 4 et 5 juin 2015 intitulé « L'interdisciplinarité dans les études du politique. Oser les ponts, sortir des impasses » : <http://lipha.u-pec.fr/manifestations/colloques/idep-2015-836491.kjsp?RH=1355747975069>.

¹⁷ Centre d'Etudes et de Recherche sur l'Emploi et les Qualifications.

¹⁸ Lucie Tanguy, *L'introuvable relation formation emploi : un état des recherches en France*, Paris: La Documentation française, 1986.

¹⁹ Jean-François Giret, Alberto Lopez, José Rose, *Des formations pour quels emplois ?*, Paris : La Découverte-Recherches, 2005.

²⁰ Jean-Jacques Paul, José Rose (dir.), *Les relations formation-emploi en 55 questions*, Paris: Dunod, 2008.

de formation. Pourtant, cette pluralité de sens, évidente pour comprendre la relation formation-emploi et les enjeux de son évaluation, n'a pas fait – ou quasiment pas fait – l'objet de productions scientifiques qui dépassent réellement les frontières disciplinaires.

2.1. Susciter le débat, oser la confrontation

Cependant, la problématisation commune d'un tel objet ne va pas de soi. Les trois termes mis en lien Evaluation-Formation-Emploi sont éminemment polysémiques et renvoient à des questionnements spécifiques aux disciplines (voire aux sous-disciplines) tant du point de vue théorique que méthodologique. Les notions de mesures, d'acteurs, de valeurs ou de modèles sont au cœur de l'évaluation des RFE. Pour autant elles ne sont pas consubstantielles aux disciplines, pas plus que celles d'emploi, de travail, de marché, d'employabilité, de compétences ou d'intervention publique. Ces notions peuvent constituer les points aveugles de conceptions disciplinaires de l'évaluation. De manière schématique, la césure est opérée entre perspective exogène (l'emploi est le résultat de l'évaluation de la formation) et perspective endogène (l'emploi participe de l'évaluation à travers les points de vue et attentes des acteurs). De cette juxtaposition des postures propre aux démarches pluridisciplinaires a pu surgir un objet complexe, multiforme qu'aucun.e chercheur.e n'était en mesure de s'approprier dans sa totalité, témoignage s'il en faut de l'incapacité des disciplines à disposer d'un pouvoir d'explication global²¹. C'est cette complexité qui a amené le réseau EFE à engager un travail d'articulation des points de vue disciplinaires au risque d'une pluridisciplinarité « molle » ou « naïve ».

De manière quasi-intuitive, l'organisation de séminaires a initié une pratique d'échanges disciplinaires visant à relativiser les regards et capitaliser des acquis²². L'élaboration de questions transversales communes a débouché dans un premier temps sur des questions essentiellement épistémologiques interrogeant aussi bien les valeurs dont le choix d'une démarche évaluative

²¹ Patrice Duran, "L'analyse des politiques publiques saisies par la sociologie de l'action collective", in *Revue Française de Science Politique*, 1996, pp. 96-133.
Patrice Duran, *Penser l'action publique*, Paris : L.G.D.J., 2010.

²² Frédéric Darbellay, "Vers une théorie de l'interdisciplinarité ? Entre unité et diversité", in *Nouvelles perspectives en sciences sociales : revue internationale de systémique complexe et d'études relationnelles*, no1, vol.7, 2011, pp. 65-87.

rend compte ou pas, les liens établis entre les méthodes (quantitatives/qualitatives), les résultats obtenus et la valeur du jugement qu'ils autorisent, que la pertinence des résultats pour la recommandation politique. Ces temps de rencontre ont été essentiels pour amorcer un processus d'acculturation entre disciplines. Ils ont permis que s'établissent de véritables échanges entre chercheur.e.s., préalables à une production interdisciplinaire stricto sensu (cf. point 3).

2.2. Rendre possible le dialogue entre les disciplines : déconstruire et reconstruire l'objet de recherche

Sortir de la juxtaposition des savoirs pour aller vers l'interdisciplinarité requiert deux conditions : la mise en dialogue des disciplines²³ et la co-construction d'un protocole de recherche faisant sens pour toutes les disciplines²⁴.

La première condition a eu très vite des conséquences sur la définition même de l'objet de recherche du réseau. L'élargissement disciplinaire a déplacé le curseur initialement retenu pour analyser les rapports évaluation-formation-emploi. Si l'emploi et le marché du travail sont restés les angles d'approche retenus pour interroger le sens des démarches d'évaluation des politiques de formation, le réseau s'est accordé sur l'idée que c'est l'ensemble du processus de formation qui devrait être interrogé. Le périmètre de l'objet « formation-emploi » s'est élargi aux questions de compétences, d'employabilité, de professionnalisation, de *curricula*, de représentations du travail et de projet professionnel, mais également au bien-fondé des attentes des acteurs économiques. Cet élargissement qui confine à l'éclatement du thème est apparu comme un temps nécessaire de la confrontation pluridisciplinaire parce qu'il donne sens au travail collectif.

Cette étape a en effet été déstabilisante pour le collectif et rétrospectivement, on comprend mieux la deuxième condition posée par Darbellay : co-construction d'un protocole de recherche avec choix d'un terrain commun. C'est pour y répondre que les thèmes de l'évaluation de la professionnalisation puis de celui l'employabilité dans l'enseignement supérieur ont émergé. Quelle que soit l'approche disciplinaire, la professionnalisation

²³ *Ibidem*.

²⁴ Etienne Wasmer, Christine Musselin, "Evaluation des politiques publiques : faut-il de l'interdisciplinarité ?", *Methodological discussion* paper no.2, in LIEPP, 2013, pp. 1-18.

des formations renvoie à deux dimensions fondamentales : d'une part, le développement des compétences des étudiants *via* une diversité de situations de professionnalisation (stages, modules d'aide à l'insertion professionnelle et à la construction du projet professionnel) et, d'autre part, la construction de cursus de formation étroitement articulés à la problématique de l'insertion professionnelle. Si la mise en œuvre de l'évaluation de ces formes de professionnalisation est plurielle, elle offre aussi un espace de dialogue pour articuler différents points de vue. La construction d'un protocole commun a donc débuté par l'organisation des troisièmes journées d'études qui ont, effectivement, mis en exergue la diversité des approches qui lient évaluation et professionnalisation²⁵.

Pour avancer dans l'articulation des approches disciplinaires et tendre vers plus d'interdisciplinarité, il nous faudrait idéalement développer des recherches à partir d'un travail empirique et méthodologique conjoint. C'est dans cette perspective que les auteur.e.s de l'ouvrage de 2018 ont repris des études empiriques de différentes disciplines pour repenser la relation formation emploi au prisme des notions de professionnalisation et d'employabilité.

3. Qu'est-ce que l'évaluation de la relation formation-emploi gagne à mobiliser l'interdisciplinarité ?

Le développement institutionnel de l'évaluation a ouvert des débats récurrents sur les démarches, les méthodes et la validité des résultats obtenus pour éclairer la décision publique. Assimilée à une science économique et administrative de la mesure, elle se situe aujourd'hui au carrefour de nombreuses sciences sociales et humaines sans pour autant constituer une discipline en soi²⁶. Si les débats sont loin d'être tranchés, la démarche évaluative constitue une matrice pour l'interdisciplinarité soit parce que

²⁵ Catherine Béduwé, Philippe Lemistre (coord.), *Quelle(s) évaluation(s) pour quelle(s) professionnalisation(s) à l'université ? 3èmes journées d'échanges du réseau de recherche « Evaluation Formation Emploi*, Marseille: Net.doc, 131, 2015.

²⁶ Jean-François Bare (ed), *L'évaluation des politiques de développement. Approches pluridisciplinaires*, Paris: L'Harmattan, Collection "Logiques politiques", 2001; Bernard Perret, *L'évaluation des politiques publiques*, Paris: La Découverte, 2014.

cette dernière permet d'obtenir des résultats de meilleure qualité²⁷, soit parce qu'elle peut être source de créativité²⁸. Si l'on peut poser que l'interdisciplinarité est constitutive de l'évaluation, elle complexifie également le « rendu » vers le politique.

3.1. Relativiser les points de vue, déconstruire les paradigmes

Toute réalité sociale est nécessairement complexe et aucune discipline ne peut se prévaloir d'une capacité d'explication totale²⁹. La limite, inhérente au découpage que font les domaines scientifiques pour expliquer un objet complexe peut-elle être dépassée dans le cadre d'une démarche évaluative ? Les formulations critiques sur la production des connaissances évaluatives montrent que les évaluateurs n'échappent pas à des attendus disciplinaires et méthodologiques.

Lors des différents échanges au sein du réseau EFE, la question « qu'est-ce qu'on évalue ? » s'est plusieurs fois posée. Chaque discipline est en mesure de produire des résultats à partir de ses présupposés théoriques, de ses méthodes et du choix de ses indicateurs. La confrontation des résultats et leur interprétation selon une grille de lecture commune constituent un des principaux écueils auxquels nous nous sommes heurtés. Les regards croisés ont montré les ponts possibles mais aussi posé les inconciliables comme lorsque l'emploi, concept central de l'approche économique, ne trouve pas sa place en sciences de l'éducation. Au sein du groupe de travail, l'absence de construction en commun de matériaux empiriques a certainement permis d'éviter la confrontation critique entre les modes de production des résultats. Ce point a son importance dès lors que l'on admet que les disciplines sont aussi des champs de pouvoir³⁰. Ainsi, les échanges ont mis à jour la tension entre des visions épistémologiquement incompatibles

²⁷ Etienne Wasmer, Christine Musselin, "Evaluation des politiques publiques : faut-il de l'interdisciplinarité ?", *Methodological discussion paper no.2*, in LIEPP, 2013, pp. 1-18.

²⁸ Bénédicte Zimmermann, (éd.), *Les sciences sociales à l'épreuve de l'action. Le savant, le politique et l'Europe*, Paris: Maison des Sciences de l'Homme, 2004.

²⁹ Patrick Charaudeau, "Pour une interdisciplinarité "focalisée" dans les sciences humaines et sociales", in *Questions de communication*, n°17, 2010, pp. 195-222.

Patrice Duran, "L'analyse des politiques publiques saisies par la sociologie de l'action collective", in *Revue Française de Science Politique*, 1996, pp. 96-133.

³⁰ Pierre Bourdieu, *Les usages sociaux de la science*, Versailles: Editions Quæ « Sciences en questions », 1997.

au sein ou entre les disciplines. Ils ont également laissé affleurer le traitement asymétrique des disciplines et leur hiérarchie implicite³¹, miroir des débats sur l'hégémonie des approches économiques et leur plus grande légitimité pour les décideurs publics³². Le travail réalisé a effectivement permis de prendre conscience de la prépondérance pour ne pas dire la dominance des approches économiques de l'évaluation formation emploi : « s'intéresser à l'EFE conduit-il fatalement à économiciser le débat au détriment de ses aspects éthiques et sociaux ? Les valeurs n'ont pourtant « pas de prix » et elles renvoient à ce qui est considéré comme juste et légitime et non forcément à ce qui est efficace »³³.

3.2. Enrichir mais aussi rendre plus complexe la décision publique

Nous n'insisterons jamais assez sur la richesse de la rencontre et du débat pluridisciplinaire. Le regard réflexif que nous avons porté sur cette « mise en mouvement » des disciplines autour des questions d'évaluation de la relation formation-emploi et la prise de connaissance de modèles mettant en avant des catégories d'analyse différentes permettent à chaque chercheur.e de mettre en exergue la spécificité de ses éclairages. A titre d'exemple, la participation des Sciences de l'Education, pour qui l'emploi constitue un point quasi aveugle de l'évaluation des formations, a permis au collectif de prendre conscience que l'évaluation des formations était bien souvent réduite à ses effets mesurés sur le marché du travail. Bien que nécessaire, cette « économicisation » de l'évaluation des formations doit être enrichie par des d'approches plus anthropologiques des formations (la pédagogie des compétences, les attentes des formés...) ou plus psychologiques, prenant en compte le point de vue des acteurs. On le voit, le dialogue entre disciplines repose sur une dialectique qui permet à la fois l'enrichissement des

³¹ Etienne Wasmer, Christine Musselin, "Evaluation des politiques publiques : faut-il de l'interdisciplinarité ?", *Methodological discussion* paper no.2, in LIEPP, 2013, pp. 1-18.

³² Joseph Fontaine, "Evaluation des politiques publiques et sciences sociales utiles. Raison des décideurs, offres d'expertise et usages sociaux dans quelques pratiques régionales", in *Politix*, vol. 9, no.36, 1996, pp. 51-71.

³³ Gabriel Tahar, "De la connaissance à la reconnaissance", in Catherine Bédoué ; Véronique Bedin, Sandrine Croity-Belz (eds), *Evaluation Formation Emploi : un chantier pluridisciplinaire*, Paris: L'Harmattan, 2014, pp.267-278.

connaissances et la mise en exergue des inconciliables et des limites inhérents à ce dialogue.

La confrontation entre disciplines oblige aussi les chercheurs à politiser leurs échanges et à interroger le lien qu'entretient leur discipline avec la demande sociale, ici la construction des politiques de formation. Notre réflexion scientifique a ainsi mis à jour une forme de politisation de la science qui a d'ailleurs conduit à une certaine prudence dans l'engagement des différents chercheurs³⁴. Au sein du réseau, les échanges se sont accompagnés d'un questionnement sur l'utilité sociale des connaissances produites³⁵. La dimension proprement politique de ces interrogations tient au regard critique que l'on peut poser sur la manière de définir ce qui fait - ou pas - problème dans les sphères éducative et économique ainsi que dans l'évaluation de leur mise en lien. Evaluer est en soi une démarche de rationalisation qui procède par une réduction des problèmes pour rendre intelligibles des réalités socio-politiques complexes. La prise de décision politique s'en trouve simplifiée mais les choix méthodologiques peuvent aussi ignorer les enjeux démocratiques de la production d'une connaissance experte. C'est rappeler ici qu'au-delà du débat entre les disciplines, le champ de l'évaluation est lui-même soumis à des jeux de pouvoir et à la réalité du travail politique. Evaluer le lien formation-emploi n'échappe pas à des formes possibles d'instrumentalisation dès lors que la démarche entre dans les logiques stratégiques des décideurs politiques.

Conclusion

Un acquis de notre expérience est que l'interdisciplinarité résulte d'une construction collective qui s'inscrit inévitablement dans la durée.

C'est la condition nécessaire pour que se mette en place une organisation (comité scientifique, manifestations scientifiques, publications collectives, recherche de financement) capable de mobiliser les chercheurs et de soutenir leur implication. C'est également la condition pour que se construise un objet de recherche porteur de compréhension et d'innovation, et diminuer le risque de limiter les échanges à une simple pluridisciplinarité

³⁴ Gabriel Tahar, "De la connaissance à la reconnaissance", in Catherine Béduwé; Véronique Bedin, Sandrine Croity-Belz, (eds), *op.cit.*, pp. 267-278.

³⁵ Dominique Vinck, *Sociologie des sciences*, Paris: Armand Colin, 1995.

par juxtaposition de points de vue. L'interdisciplinarité ne peut naître que d'un travail spécifique qui constitue une véritable valeur ajoutée aux échanges pluridisciplinaires. Ces questions d'organisation, vitales, ne sont pas indépendantes de l'ancrage institutionnel du réseau. Les chercheurs engagés sont rattachés à des structures universitaires d'enseignement et de recherche qui peuvent avoir des logiques et des fonctionnements spécifiques. Le coût de la participation à un tel réseau de recherche peut constituer un frein non seulement financier mais aussi en terme de reconnaissance de l'activité scientifique. Il oblige à une forme de dépassement du niveau disciplinaire comme seul espace pertinent de la production scientifique.

Bibliographie

1. Bare, Jean-François (ed) (2001), *L'évaluation des politiques de développement. Approches pluridisciplinaires*, Paris: L'Harmattan, Collection "Logiques politiques"
2. Bédoué, Catherine (coord) (2012), *Journée d'échanges en vue de la construction d'un réseau de recherche « Evaluation Formation Emploi*, Marseille: Net.doc, 9
3. Bédoué, Catherine; Bedin, Véronique; Croity-Belz, Sandrine (eds.) (2014), *Évaluation Formation Emploi : un chantier pluridisciplinaire*, Paris: L'Harmattan
4. Bédoué, Catherine; Lemistre, Philippe (coord.) (2015), *Quelle(s) évaluation(s) pour quelle(s) professionnalisation(s) à l'université ? 3èmes journées d'échanges du réseau de recherche « Evaluation Formation Emploi*, Marseille: Net.doc, 131
5. Bédoué, Catherine; Croity-Belz, Sandrine; Catherine Soldano (coord.) (2018), *La professionnalisation peut-elle ignorer l'employabilité ?*, Marseille: Céreq-Echanges
6. Bourdieu, Pierre (1997), *Les usages sociaux de la science*, Versailles: Editions Quæ « Sciences en questions »
7. Broussal, Dominique ; Fourcade, Bernard (2014) "La formation dans ses relations à l'emploi : des hauts et débats !", in Bédoué, Catherine; Bedin, Véronique; Croity-Belz, Sandrine (eds.), *Évaluation Formation Emploi : un chantier pluridisciplinaire*, Paris: L'Harmattan, 199-208

8. Charaudeau, Patrick (2010), "Pour une interdisciplinarité "focalisée" dans les sciences humaines et sociales", in *Questions de communication*, n°17, 195-222
9. Croity-Belz, Sandrine; Lemistre, Philippe (2014), "Evaluation interne versus externe de la professionnalisation des enseignants : regards croisés des sciences économiques et de la psychologie sociale du travail et des organisations", in Béduwé, Catherine; Bedin, Véronique; Croity-Belz, Sandrine (eds.), *Évaluation Formation Emploi : un chantier pluridisciplinaire*, Paris: L'Harmattan, 211-224
10. Darbellay, Frédéric (2011), "Vers une théorie de l'interdisciplinarité ? Entre unité et diversité", in *Nouvelles perspectives en sciences sociales : revue internationale de systémique complexe et d'études relationnelles*, vol.7, no1, 65-87
11. David, Hélène; Cloutier, Esther; Teiger, Catherine; Prévost, Johanne (2000), "Réflexions sur une expérience interdisciplinaire dans le cadre d'une recherche exploratoire", in *Perspectives interdisciplinaires sur le travail et la santé*, [<http://journals.openedition.org/pistes/3830>], 28 août 2018
12. Duran, Patrice (1996), "L'analyse des politiques publiques saisies par la sociologie de l'action collective", in *Revue Française de Science Politique*, 96-133.
13. Duran, Patrice (2010), *Penser l'action publique*, Paris : L.G.D.J.
14. Fontaine, Joseph (1996), "Evaluation des politiques publiques et sciences sociales utiles. Raison des décideurs, offres d'expertise et usages sociaux dans quelques pratiques régionales", in *Politix*, vol. 9, no. 36, 51-71.
15. Giret, Jean-François; Lopez, Alberto; Rose José (2005), *Des formations pour quels emplois ?*, Paris : La Découverte-Recherches
16. Paul, Jean-Jacques; Rose, José (dir.) (2008), *Les relations formation-emploi en 55 questions*, Paris: Dunod
17. Perret, Bernard (2014), *L'évaluation des politiques publiques*, Paris: La Découverte
18. Piaget, Jean (1972), "L'Epistémologie des Relations Interdisciplinaires", *L'interdisciplinarité : problèmes d'enseignement et de recherche dans les Universités*, Paris: OCDE

19. Soldano, Catherine; Broussal, Dominique (2014), "Confrontation des valeurs publiques aux résultats dans le cadre de l'Évaluation des Politiques Publiques (EPP), regards croisés de la Sociologie et des sciences de l'éducation", in Béduwé, Catherine; Bedin, Véronique; Croity-Belz, Sandrine (eds.), *Évaluation Formation Emploi : un chantier pluridisciplinaire*, Paris: L'Harmattan, 227-240
20. Tahar, Gabriel (2014), "De la connaissance à la reconnaissance", in Béduwé Catherine; Bedin, Véronique; Croity-Belz, Sandrine (eds), *Évaluation Formation Emploi : un chantier pluridisciplinaire*, Paris: L'Harmattan, 267-278
21. Tanguy Lucie (1986), *L'introuvable relation formation emploi : un état des recherches en France*, Paris: La Documentation française
22. Tanguy, Lucie (2008), "La recherche de liens entre la formation et l'emploi : une institution et sa revue – Un point de vue", in *Formation emploi*, no 101, janvier-mars, 23-39
23. Terral, Philippe (2014), "Questionner les débats entre disciplines autour de la thématique "Évaluation Formation Emploi " : une analyse de l'interdisciplinarité en actes", in Béduwé, Catherine; Bedin, Véronique; Croity-Belz, Sandrine (eds.), *Évaluation Formation Emploi : un chantier pluridisciplinaire*, Paris: L'Harmattan, 243-266
24. Vinck, Dominique (1995), *Sociologie des sciences*, Paris: Armand Colin
25. Wasmer, Etienne; Musselin, Christine (2013), "Evaluation des politiques publiques : faut-il de l'interdisciplinarité ?", *Methodological discussion paper no.2*, in LIEPP, 1-18
26. Zimmermann, Bénédicte (éd.) (2004), *Les sciences sociales à l'épreuve de l'action. Le savant, le politique et l'Europe*, Paris: Maison des Sciences de l'Homme

DE LA MUSIQUE EN POLITIQUE : L'IMPERATIF DE
L'INTERDISCIPLINARITE AU SECOURS D'UN OBJET DELAISSE

MUSIC IN POLITICS: ON THE NEED OF AN
INTERDISCIPLINARITY APPROCH TO STUDY A FORSAKEN
OBJECT

Thibault Jeandemange*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2018.2.04

Published Online : 2018-12-31

Published Print : 2018-12-31

Abstract

The introduction of marketing in political party strategies has considerably altered the uses and place of music in the way election campaigns are designed and conducted. This publication attempts to revisit the epistemological and methodological issues of political marketing raised by the use and role of music. Why is the interdisciplinary approach to music a relevant tool to revisit the analysis of political marketing by political science?

Keywords: Music, Political marketing, Political parties, Methodology, Interdisciplinarity

* Thibault Jeandemange est docteur en science politique, rattaché au laboratoire Triangle (UMR 5206). Sa thèse s'intitule : « Quand la musique a une signification politique : Étude sur le langage musical au service de la conquête et de la conservation du pouvoir ». Il a également été ATER à Sciences Po Lyon ainsi que co-auteur sur la chronique vidéo bi-mensuelle « L'air de la campagne » pour Médiapart. Contact: thibault.jeandemange@sciencespo-lyon.fr

« *La musique est le suprême mystère des sciences de l'homme, celui contre lequel elles butent, et qui garde la clé de leur progrès.* »¹

Claude LEVI-STRAUSS

Introduction

Lorsque l'on pose la question de l'analyse de la musique en science politique, il apparaît clairement que la discipline n'est pas armée tant épistémologiquement que méthodologiquement pour y répondre. Car disons-le tout de suite, de tous les faits sociaux, la musique est sans doute l'un de ceux qui pose le plus de problèmes à la science politique si l'on en juge par le peu de pages qu'elle lui a consacrées en tant qu'objet à part entière. Pour comprendre la réticence des politistes à prendre la musique comme objet de la science politique, il faut revenir sur sa construction institutionnelle. Jean-Louis Marie rappelle que « *la science politique française a achevé son institutionnalisation comme discipline universitaire autonome au début des années 1970. Elle vient de la philosophie politique, du droit public, de l'histoire et de la sociologie. L'économie et les psychologies eurent sur elle une influence plus sectorielle, contrairement à ce que l'on observe chez les politologues américains, en revanche moins ouverts à l'histoire et la sociologie.* »²

Si la plupart des chercheurs ne s'intéressent guère à la musique, c'est principalement pour deux raisons. Premièrement, parce que la musique ne constitue historiquement pas un objet légitime pour la discipline. Cette hiérarchie des objets découle en grande partie de l'héritage des différentes disciplines qui constituent le socle épistémologique et méthodologique de la science politique.³ De ce fait, lorsqu'elle est abordée par des chercheurs

¹ Claude LÉVI-STRAUSS, *Mythologiques*, Paris: Plon, 1964, p. 26.

² Jean-Louis MARIE, « L'ouverture croissante de la science politique à la psychologie sociale, The increasing opening of political science to social psychology », *Hermès, La Revue*, 19 novembre 2013, n° 41, pp. 141-149.

³ Voir : Thibault JEANDEMANGE, « Chapitre 1 : La musique comme objet en science politique : Approches et héritages disciplinaires », *Quand la musique a une signification politique : Étude sur le langage musical au service de la conquête et de la conservation du pouvoir*, Thèse de doctorat en science politique, sous la direction de Jean-Louis Marie, Université Lumière Lyon 2, 2018.

en science politique, la musique est saisie avec un intérêt certain pour : les institutions musicales (conservatoire, apprentissage de la musique, etc.) ; la production d'une identité par la musique ; la mobilisation d'une musique en guise de repère mémoriel ; la diffusion des mots d'ordre des régimes étudiés, etc. Cette posture à la fois théorique et empirique conduit à déceler les traces des interactions sociales dans la construction même du sonore. Elle interroge parallèlement le sens des pratiques musicales tel qu'il s'enracine dans l'expérience sonore (et sociale, indissociablement) et les propriétés esthétiques (répertoires, formes, instruments ou types de voix, etc.) des processus analysés. L'étude politologique de la musique se tourne donc davantage vers des terrains plus familiers. La musique n'est pas prise au sérieux en tant que telle. Or, l'analyse de l'esthétique musicale, c'est-à-dire la mise en exergue des relations entre la forme et le contenu de l'objet musical⁴, est indissociable d'un travail de compréhension des enjeux politologiques sur les liens entre musique et politique. Tout le défi de l'interdisciplinarité réside alors dans l'étude des conduites en fonction des objets et les objets en fonction des conduites.⁵ Interroger le rapport entre musique et politique, c'est revenir sur un malentendu entre la musique et les sciences sociales⁶ que l'interdisciplinarité peut résoudre.

La principale difficulté pour les politistes de parler de musique (contrairement à la peinture, au cinéma ou à la photographie par exemple) tient au fait que ces documents sont plus couramment lisibles que des partitions en notation musicale. La musique est un objet formel, puisqu'elle consiste en une combinaison de sons qui n'ont en eux-mêmes aucun sens : elle peut alors faire l'objet d'un traitement extrêmement codifié, à la limite mathématisable, qui exerce une contrainte sur l'écoute musicale par le jeu de ses règles internes. Ces difficultés ont été résolues provisoirement par le

⁴ On peut citer ici les travaux de Philippe Carles et Jean-Louis Comolli sur la dimension politique des structures musicales du jazz ou encore les récents travaux de Jann Pasler sur la dimension musicale de l'identité française et républicaine. (Voir : Philippe Carles et Jean-Louis COMOLLI, *Free jazz, black power*, Paris : Gallimard, 2000 ; Jann Pasler, *La République, la musique et le citoyen : 1871-1914*, Paris : Gallimard, 2015).

⁵ François DELALANDE, *Analyser la musique, pourquoi, comment ?*, Paris : INA Edition, collection Ina expert, 2003, p 219.

⁶ Rémy CAMPOS, Nicolas DONIN et Frédéric KECK, « Musique, musicologie, sciences humaines : sociabilités intellectuelles, engagements esthétiques et malentendus disciplinaires (1870-1970) », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 2006, vol. 14, n° 1, p. 3-17.

recours au médium visible : celui de la partition, de la notation, du support écrit – la matérialité graphique du texte musical servant d'appui à sa manipulation. C'est d'ailleurs « *le statut accordé au support écrit de la musique qui depuis le XIX^e siècle a permis à la musicologie de stabiliser cet objet et de le dérober ainsi à l'enquête des sciences humaines, au moment où celles-ci auraient pu en inquiéter la stabilité en montrant son insertion dans des contextes et des pratiques, ce que Schutz appelle "une culture musicale".* »⁷

La production de la preuve musicale par l'écrit pose problème aux politistes. Rares sont les recherches en science politique basant leur enquête empirique sur un corpus musical. Pourtant, nombreuses sont les études appuyant leur méthode sur de l'analyse de contenu, souvent lexical et linguistique. Or, la lecture d'une partition demande un apprentissage qui peut prendre des années. Contrairement à la musicologie, aucun enseignement ne traite de cet aspect dans notre discipline. Toutefois, ce problème a été partiellement résolu par la musicologie⁸. Les approches ethnomusicologiques contournent ce problème et apportent des grilles de lecture opérationnelle pour analyser la musique dans son rapport au politique. La science politique retrouve ainsi un mode d'étude auquel elle est plus adaptée puisque leur objet devient visible à la manière d'un tableau, analysable en séquences sur le mode de l'inventaire.

Ainsi, penser le/la politique à partir de l' « objet musical » permet d'éclairer un *mode d'existence* concret de la musique exécutée et entendue. De plus, l'image véhiculée par la méthode sociologique (positiviste) a semblé ne pas pouvoir s'appliquer aux faits musicaux parce que « *l'explication sociologique a des limites. La solution de cette question des compétences [techniques] dans l'explication possible des faits musicaux réside dans une conception pluraliste. On doit reconnaître une certaine pluralité de compétences, dépendant du sujet qu'on examine, et un certain coefficient de modification que les découvertes faites par une discipline peuvent apporter aux résultats acquis par une autre discipline.* »⁹ On peut ainsi affirmer que « *l'attitude sociologique opposée à*

⁷ *Ibidem*, p. 5.

⁸ Voir notamment : Jacques CHAILLEY, *Traité historique d'analyse harmonique*, Paris : A. Leduc, 1997 ; Claude ABROMONT, Eugène de MONTALEMBERT, Philippe FOURQUET, Emmanuel ORIOL, Brice PAUSET et Alain POIRIER, *Guide de la théorie de la musique*, Paris : Fayard : H. Lemoine, 2001 ; Jean-Luc NANCY, Stéphane ROTH et Isabelle SORARU, *Dire la musique: à la limite*, Paris : l'Harmattan, Esthétiques, 2012.

⁹ Ivo SUPICIC, *Musique et société*, Zagreb: Institut de Musicologie Zagreb, 1971, p. 48.

un tel pluralisme de compétences souffre d'une grave partialité méthodologique »¹⁰ qui ne permet pas de saisir et comprendre la musique dans sa totalité sociopolitique. Alors que les paradigmes dominants de la science politique française prônent l'adoption de méthodes qualitatives conduisant à privilégier l'enquête de terrain et ses deux principales techniques de recueil de données que sont l'observation et l'entretien (non standardisé), la musique offre un tout autre regard sur les objets classiques de la science politique. La science politique contemporaine ne peut plus fuir la musique comme objet à part entière.

Ainsi, à travers l'étude des mélodies du politique, je montrerai pourquoi l'analyse de la musique en science politique est un impératif pour la discipline? Mon propos sera étayé par un corpus composé d'archives musicales provenant des campagnes officielles de deux partis de gouvernement français, à savoir ; le PS et l'UMP (ex-RPR) sur une période allant de 1981 à 2012. Ce matériau empirique utilisé a été recueilli dans le cadre de ma thèse¹¹.

De la nécessité d'analyser la musique en science politique

La musique est extrêmement présente autour de nous. La prégnance des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans la sphère de la vie quotidienne fait qu'elle est devenue un environnement discret, tel un « bruit » d'arrière-fond qu'on entend sans écouter. La prépotence du son¹² et de l'image est à l'origine d'un profond bouleversement de nos rapports à l'esthétique. Que l'on soit auditeur régulier de musique ou non, il n'échappera à personne qu'après la vue, l'ouïe est certainement le sens le

¹⁰ *Ibidem*.

¹¹ Riche d'un corpus empirique original pour la science politique, composé de partitions musicales¹¹, d'articles de presse sur les campagnes électorales ainsi que d'une centaine d'archives audiovisuelles (clips et hymnes de campagne), ma thèse propose de faire une histoire des esthétiques musicales du pouvoir et de comprendre l'articulation entre les caractéristiques musicales intrinsèques (tonalité, rythme, timbre, hauteur, volume, etc.) et les finalités politiques du pouvoir. Voir : Thibault JEANDEMANGE, *Quand la musique a une signification politique. Étude sur le langage musical au service de la conquête et de la conservation du pouvoir*, Thèse de doctorat en science politique sous la direction de Jean-Louis Marie, Université Lumière Lyon 2, 2018.

¹² Tel que la musique, les bruits, les bruitages et les autres sonorités.

plus sollicité. Sauf que la musique ne se contente pas de nous accompagner ; elle nous possède et rythme nos vies. Utilisée dans une multitude de domaines comme le cinéma, la publicité ou en politique, la surexposition musicale invite plus que jamais à penser la musique comme un véritable outil de connaissance et de compréhension du social comme du politique. La musique est une forme d'expression à la fois plurielle et singulière. Elle est un phénomène anthropologique, un discours esthétique et une interaction sociale dont les premières traces avérées en tant que *praxis* culturelle et « *agencement collectif d'énonciation* »¹³ remontraient au paléolithique supérieur¹⁴. A la fois source de rassemblement et plaisir esthétique (fêtes, chants, danses), la musique participe à la construction d'un univers symbolique¹⁵ visant à assurer la cohésion d'une communauté donnée à travers des pratiques ritualisées (hymnes nationaux, chants religieux, marches militaires, etc.) et intervient dans le processus de création et d'accomplissement des individus et des groupes sociaux. Tout courant musical inclut un système de significations dans lequel chaque groupe y projetant sa (propre) réalité socio-historique. Les chants bien sûr mais également les rythmes, les mélodies, les tonalités, comme les instruments utilisés ou encore les thématiques abordées sont autant d'indices de messages intemporels, qui nous renseignent sur les symboles (forces attractives), les signes (témoignages de l'opinion) ou les schèmes qui orientent la pensée et l'action. C'est pourquoi tout choix musical, toute prise de position esthétique implique les comportements et les perceptions, les désirs latents, les valeurs réelles ou fantasmées, d'un

¹³ « Je voudrais dire ce que c'est qu'un style. C'est la propriété de ceux dont on dit d'habitude « ils n'ont pas de style... ». Ce n'est pas une structure signifiante, ni une organisation réfléchie, ni une inspiration spontanée ni une orchestration, ni une petite musique. C'est un agencement, un agencement d'énonciation ». DELEUZE, Gilles et PARNET, Claire, *Dialogues*, Paris : Flammarion, 1999.

¹⁴ Thomas Higham, Laura Basell, Roger Jacobi, Rachel Wood, Christopher Bronk Ramsey, Nicholas J. Conard, "Testing models for the beginnings of the Aurignacian and the advent of figurative art and music: The radiocarbon chronology of Geißenklösterle", *Journal of Human Evolution*, Vol. 62, 2012, pp 664–676.

¹⁵ Il est intéressant de situer la politique symbolique par rapport au travail politique en générale. La politique symbolique ou le travail de la politique symbolique est le travail sur la représentation du réel c'est-à-dire la définition des luttes pour la définition des situations, pour la qualification des groupes, pour le formatage des cadres de pensée (en termes de lutte des classes, d'ordre, etc.). Les moyens de la politique symbolique peuvent se manifester par des objets symboliques, des objets matériels surinvestis de sens (monuments, lieux, drapeau) ou fait de langage (la laïcité par exemple), narration, etc.

individu ou d'un groupe historique. La musique s'imposerait alors comme une dynamique de l'ordre social, en s'ancrant dans des formes sonores et poétiques.

Produit de l'expression de groupes humains, la musique est du « son humainement organisé » pour reprendre l'expression utilisée par le compositeur français Edgard Varèse. Bien que les différentes sociétés humaines aient toutes tendances à se faire une idée différente de ce qu'elles considèrent comme étant de la musique, toutes les définitions qu'elles proposent de celle-ci sont fondées sur un consensus touchant les principes selon lesquels les sons musicaux doivent être organisés. Il ne peut y avoir de consensus de cet ordre sans un fond d'expérience commun et sans que des individus différents ne soient capable d'entendre et de reconnaître des structures dans les sons qui parviennent à leur oreille. Car si la musique sert de signe ou de symbole pour différents types d'expériences, son exécution aide à orienter les sentiments des auditeurs dans certaines directions. C'est une des raisons pour laquelle la musique est depuis toujours utilisée par les détenteurs du pouvoir comme par ses opposants. La musique est donc plus qu'un objet d'étude. Elle est un moyen à travers lequel il est possible de percevoir les stratégies du politique. Comment ces stratégies opèrent-elles ? En quoi la musique est-elle un outil politique à part entière ?

L'analyse musicale en science politique, un enjeu interdisciplinaire

La science politique intervient dans l'analyse de l'exercice du pouvoir et renvoie à l'étude des formes mentales mobilisées dans la conquête et la conservation du pouvoir¹⁶. Marqueur identitaire, répertoire d'action collective, pratique sociale politiquement située ou encore outil de communication, la musique participe activement à la légitimation politique. Au-delà de la musique, ce sont les esthétiques musicales qui servent d'outils de domination et de légitimation politique. Ainsi, est-il possible de repérer du social dans les règles et systèmes de composition musicale ?

¹⁶ Max WEBER, *Le savant et le politique*, Paris : 10-18, 2002.

Saisir le politique à travers les esthétiques musicales

La méthode de l'analyse de contenu est appliquée dans de nombreuses disciplines des sciences sociales. La science politique emploie cette méthode à l'analyse des discours politiques et électoraux. Des tracts, des affiches, des événements politiques, il est à noter que « *la majorité des recherches porte sur les campagnes présidentielles, qu'elles se concentrent sur le contenu verbal et/ou visuel des spots, ou sur les stratégies de communication mises en œuvre par les compétiteurs. Certaines d'entre elles prennent en considération les contraintes légales qui pèsent sur le contenu de ces séquences télévisées, mais leurs conditions de production et de diffusion sont rarement étudiées, et les études sur leur réception et leurs effets présumés soumettent des spots aux enquêtés hors de tout contexte télévisuel de diffusion. En somme, les spots français ont été fréquemment étudiés en tant qu'outils de communication politique, à l'échelle d'un ou plusieurs candidats, mais jamais en tant que programmes télévisés, ce qu'ils sont aussi.* » La plupart des travaux analysant le contenu des clips de campagne s'inspire très largement des différents modèles d'application en SIC.

Un des enjeux méthodologiques de mes recherches est de faire émerger, par comparaison, l'influence respective des variables sociopolitiques partisans (types de parti¹⁷, évolution du contexte politique et communicationnel global¹⁸, positionnement politico-idéologique, thèmes de campagne, etc.) corrélées aux occurrences et rhétoriques musicales, prises dans leurs dimensions structurelles de forme et de contenu comme dans leurs dimensions émotionnelles et affectives. Cette méthode vise à repérer les différents éléments présentés ci-avant utilisés dans les clips de campagne. Il s'agira de mettre en perspective les dimensions structurelles de la musique avec les dimensions d'expressions émotionnelles auxquelles elles se rattachent. La question méthodologique se pose : comment faire une analyse musicale en science politique ?

L'aspect expressif des séquences musicales traduit par l'expression d'une grammaire musicale, mais aussi par l'existence d'éléments musicaux exogènes. La grammaire musicale renvoie aux composantes de la musique,

¹⁷ Daniel GAXIE, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, Volume 27 Numéro 1, 1977, pp. 123-154.

¹⁸ Serge ALBOUY, *Marketing et communication politique*, Paris : l'Harmattan, Logiques sociales, 1994.

c'est-à-dire aux règles ou systèmes sémiologiques et sémantiques de composition, des plus simples aux plus complexes. On y retrouve des éléments comme les notes de musique ; la hauteur des sons (registres grave, médium ou aigu) ; les intervalles harmoniques et mélodiques ; le degré de consonance ou de dissonance ; l'influence des modes ou encore le tempo et le rythme.

Outre les éléments internes de grammaire musicale, les éléments exogènes doivent absolument être pris en compte. Tout d'abord, il y a l'influence du temps sur les évocations émotionnelles. Celles-ci correspondent au timbre et aux modes de jeu d'un instrument faisant apparaître certains traits spécifiques. Ensuite, il y a le genre musical¹⁹ qui peut être défini comme l'ensemble de formes de même caractère, réunies par leur destination (par exemple la musique de chambre) ou par leur fonction (par exemple la musique sacrée). Enfin il y a le contexte montrant que l'émotion musicale n'est pas uniquement la conséquence de la syntaxe musicale (son contenu). En effet, la musique est intimement liée à des situations sociales d'écoute et ces situations d'écoute exercent un rôle non négligeable dans la genèse d'une émotion musicale. Certaines situations ou lieux dans lesquels évolue un individu sont en effet susceptibles d'engendrer des émotions. Interagissant directement ou indirectement avec la musique, l'écoute de musiques susciterait ainsi l'émergence de pensées spécifiques portant sur des souvenirs personnelles ou collectives ainsi que sur l'imagerie liée aux supports non-musicaux mobilisés (discours, vidéos, etc.).

La grammaire musicale et les éléments musicaux exogènes sont des outils de communication à part entière dont les usages sont implicites. Ces éléments musicaux favoriseraient l'émergence d'une expression émotionnelle spécifique²⁰ en s'accordant avec les thèmes et lignes directrices des campagnes électorales. Pour Michaël Boumendil, designer sonore et fondateur de l'agence Sixième Son : « *une musique de campagne est aussi importante qu'un slogan politique. Elle soulève plusieurs enjeux. D'abord, elle contribue à l'impact qui permet d'identifier le candidat et de donner plus de force à son message. Ensuite, elle doit transmettre ses valeurs, son état d'esprit, imprimer son style. Comme un*

¹⁹ Il existerait environ 1371 genres musicaux. Voir notamment: <http://everynoise.com/engenremap.html>

²⁰ Voir la thèse de : François-Xavier YVART, Jean-Pierre DI GIACOMO et Marc HAUTEKÈETE, *L'émotion musicale: du rôle du contexte socio-émotionnel au partage social de l'émotion musicale*, Lille : A.N.R.T., 2004 inspiré du travail de Gordon C. Bruner II, « Music, Mood, and Marketing », *Journal of Marketing*, octobre 1990, vol. 54, n° 4, pp. 94-104.

slogan, une musique de campagne pousse à l'adhésion des électeurs. Une campagne c'est un tout. Comme le logo, la musique nous ramène à ce qu'est le candidat et sa vision de la France. »²¹ Ainsi, l'interdisciplinarité permet la mise en place d'une matrice analytique et interprétative opérationnelle afin de saisir les dynamiques structurelles et sociales de la musique en politique, au même titre que l'importation en science politique de la linguistique pour analyser les discours politiques (lexicologie politique). De la même façon que Ferdinand De Saussure opposait la langue et la parole²², la sémantique développe les oppositions et les complémentarités entre le code et le message. Cependant, l'art ne délivre pas de message (ontologiquement parlant) : « signifier » en musique ne veut rien dire d'autre que « faire comprendre » – l'œuvre musicale cherchant simplement à communiquer une sensibilité particulière accessible à nos sens et nos sensibilités. Voyons comment appliquer ce cadre d'analyse ainsi ce que cette approche apporte à la science politique.

Les fonctions politiques de la musique : le cas des hymnes partisans

Les quelques chercheurs en science politique ayant travaillé sur la question des musiques politiques s'accordent à dire que le chant est la principale force de l'hymne ainsi que le contenu sémantique²³ qui le compose. Il permet des identifications partisans avec un répertoire commun ainsi qu'un imaginaire collectif à toutes les structures partisans ou propre à chacune d'entre elles. La capacité d'une pièce de musique, d'un chant ou d'un hymne a suscité une communauté émotionnelle n'est pas toujours intrinsèque à l'objet musical. L'efficacité symbolique et politique de la musique opère en interaction extrêmement étroite avec l'intentionnalité des acteurs, le lieu de diffusion (meeting, manifestation, mouvements sociaux, fête populaire), les éléments de l'espace, les acteurs de la scénographie (candidat singulier, ministre, parti politique), le média de diffusion (télévision, internet, salle de spectacle), la période de diffusion (période électorale ou non), le type de public destinataire (militant, électeur, « jeunes »). De plus,

²¹ Extrait de l'interview de Michaël Boumendil, par Jeanne Dussueil pour le magazine Challenge le 26/03/2012. En ligne : https://www.challenges.fr/politique/elections-2012/une-musique-de-campagne-est-aussi-importante-qu-un-slogan-politique_17839

²² Ferdinand de SAUSSURE, *Ecrits de linguistique générale*, Paris : Gallimard, 2002.

²³ Laure SCHNAPPER, « La musique « dégénérée » sous l'Allemagne nazie », *Raisons politiques*, 2004/2 n°14, pp. 157-177.

le genre musical choisi (variété française, musique classique, rock, musique électronique, etc.) ainsi que la forme de communication musicale privilégiée (informative/affective²⁴) s'articulent avec les éléments rhétoriques (discours), l'image du candidat, l'histoire du parti politique, les évolutions stratégiques et idéologiques ainsi que de l'historiographie des usages partisans de la musique.

Il est indéniable que la musique exerce des fonctions politiques et qu'elle participe activement à la politique symbolique²⁵. L'objectif des politiques symbolique est de créer le consentement nécessaire à l'institution et la sauvegarde du pouvoir grâce à l'établissement et au renforcement des croyances et des représentations communes par le biais d'outils symboliques. Historiquement, l'hymne est le type de musique utilisée par le politique et les structures partisans. Le contenu sémantique des hymnes, comme leurs usages, renvoient à des éléments liturgiques et rituels symbolisant des valeurs, des idées, des visions ou des représentations du monde. Qu'ils soient diffusés par des haut-parleurs et/ou chantés par les militants et dirigeants politiques, les hymnes clôturent traditionnellement les meetings et les manifestations politiques en tout genre. Le choix des hymnes est différent selon la position qu'occupe le parti et/ou le candidat sur l'échiquier politique. Avant le début des années 1980, il est d'usage de chanter « La Marseillaise » pendant les meetings lorsque l'on est un parti de droite sur l'échiquier politique ou « L'Internationale » pour les partis de tradition socialiste et communiste. Le général de Gaulle terminait souvent ses grands discours publics en chantant La Marseillaise. Cette pratique s'est perpétuée dans le parti gaulliste (RPR) qui, généralement, à la fin d'une grande manifestation, reprend en chœur l'hymne national. Un autre exemple assez bien connu est le choix d'exécution de l'hymne²⁶ « *Le Chant du départ* », symbole de victoire et de liberté, ou de « *La Marseillaise* » par Valéry Giscard d'Estaing pendant sa campagne de

²⁴ La musique apporte une information spécifique et/ou elle accentue un discours, des images, etc.

²⁵ Entendu comme étant un ensemble de stratégies hétérogènes, impliquant la production d'objets symboliques et leur mobilisation dans des relations de pouvoir, mises en œuvre par des acteurs et des institutions (ici les partis politiques) qui vient la légitimation ou la contestation d'un ordre social.

²⁶ Voir « Valéry Giscard d'Estaing "le chant du départ" », JT du 13h du 6 mai 1974, en ligne : <http://www.ina.fr/video/I04145573>

1974. Il n'est pas rare qu'un hymne puisse être : soit repris par un candidat, soit composé en l'honneur d'une formation ou d'un idéal politique. Mais ce sont davantage les hymnes composés pour les formations politiques et pour les candidats qui m'intéressent car ils sont révélateurs des choix esthétiques validés par les instances décisionnaires.

Les transformations marketing des hymnes de campagne

À partir de la fin des années 1970, la production musicale des campagnes électorales va davantage être confiée à des publicitaires et s'inscrire dans une démarche globale. Dans un premier temps, les équipes de campagne vont s'inspirer des formes traditionnelles de l'hymne politique. Ils vont inspirer les équipes de campagne des candidats français à partir de 1976. C'est le cas de l'hymne du candidat à la mairie de Paris, Jacques Chirac, en 1976. L'hymne qu'il commande reprend les codes esthétiques de la musique folklorique et populaire parisienne. Le thème est joué par un piano tandis que l'orchestration est faite avec des violons et un accordéon pendant les parties couplets. Pendant les refrains, les violons rejoignent le piano afin de jouer le thème. Le morceau est en tonalité de *La bémol majeur* avec un tempo d'environ 70 BPM. « *Chirac pour Paris – Pour que Paris* », écrit et composé par Michel Paje (aussi appelé Michel Roy) et Paul Piot, deux compositeurs de musiques de publicités et de films. Collaborant souvent ensemble, ils ont tous deux réalisé environ 150 musiques de pub et de films. En 1978, en vue des élections législatives de mars, le Rassemblement pour la République (RPR) commandera un hymne partisan. Son titre est « *Le Grand Élan - Le Plus Grand des rassemblements* ». La composition instrumentale est de M.P. Mingorance et les paroles sont écrites et interprétées par Roger Vivant.

C'est également à la fin des années 1970, que le Parti Socialiste (PS) va mettre en chantier la composition d'un hymne. Contrairement à l'hymne du RPR, l'hymne du PS a été composé dans l'euphorie d'une très large victoire de la gauche au lendemain des élections municipales de 1977. Et c'est au terme du congrès de Nantes en 1977²⁷ que Mikis Theodorakis (à la musique) et Herbert Pagani (pour les paroles) présentent « *Changer la*

²⁷ Voir le JT d'Antenne 2 du 18 juin 1977 : <http://fresques.ina.fr/mitterrand/fiche-media/Mitter00139/changer-la-vie-l-hymne-du-ps-en-1977.html> (Consulté le 27 janvier 2013)

vie »²⁸. Cet hymne pour le PS a été commandé par François Mitterrand. Le choix de ces deux personnes s'explique par le fait qu'ils sont des militants de gauche et très proches de François Mitterrand.²⁹ En effet, cet hymne permet au PS de s'attacher les services de Mikis Theodorakis, un compositeur internationalement reconnu (symphonies, bande originale de *Zorba le Grec* en 1964) et engagé dans la lutte contre la dictature des colonels en Grèce entre 1967 et 1974. Quant à Herbert Pagani, il s'agit d'un artiste issu d'une famille libyenne-juive qui a connu le succès en Italie en traduisant des artistes francophones comme Brel et Ferré. Il incarne bien l'idéal cosmopolite voulu par le PS. Dans ses paroles, « *Changer la vie* » célèbre les idées réformistes du PS. La lutte contre les puissances de l'argent reste l'idée centrale : « *libérer nos vies des chaînes de l'argent* ». Mais désormais, les idées révolutionnaires et « les lendemains qui chantent » sont abandonnés au profit de l'idée de « *changer la vie, ici et maintenant* ». Cet hymne apparaît comme une tentative d'alternative aux chants et hymnes révolutionnaires traditionnels des partis de gauche comme « *L'Internationale* » ou « *Le Temps des cerises* ».

Les deux hymnes se ressemblent sur beaucoup de points. Tout d'abord dans la symbolique des paroles. Ils sont des chants de conquête du pouvoir. Tandis que l'hymne du PS appelle à ce que l'idéal socialiste triomphe, l'hymne du RPR appelle à ce que le parti soit aux commandes du pouvoir. Chacun à leur manière, ces deux hymnes mobilisent les militants des deux formations. Néanmoins, l'hymne du PS est moins un hymne de campagne que celui du RPR. Musicalement, les deux hymnes sont construits sur le même modèle de couplet-refrain. La mélodie et l'accompagnement sont à la guitare dans les deux cas et des onomatopées de voix féminines sont présentes dans les refrains pour donner plus de profondeur aux morceaux. Les deux hymnes présentent des batteries, très discrètes pour marquer les temps forts, c'est-à-dire le 1^{er} et le 3^{ème} temps. Les mesures sont binaires (4/4). Les *tempi* sont également plus ou moins les mêmes : 120 BPM. Néanmoins, la tonalité des deux morceaux est différente. « *Changer la vie* » est en *ré mineur* tandis que « *Le grand élan* » est en *do majeur*. De plus, l'hymne du RPR présente une cadence plus dynamique sur le refrain alors que les

²⁸ Tous les URL des hymnes évoqués se trouvent en fin de chapitre.

²⁹ Mikis THEODORAKIS, *Les Fiancés de Pénélope : Conversations avec Denis Bourgeois. Préface de François Mitterrand*, Paris : Grasset, 1975, Préface : « Je peux me dire son ami », p. I-V.

couplets sont plus posés. L'hymne du PS quant à lui cadence sur le couplet comme sur le refrain. Le choix de la voix du chant est une autre particularité qui distingue ces deux hymnes. Dans le cas de « *changer la vie* » c'est un chœur masculin et féminin qui chante que ce soit dans les couplets comme dans les refrains. *A contrario*, c'est une voix masculine, celle de Roger Vivant, qui chante les couplets du « *Grand élan* ». Puis, les chœurs rejoignent le chanteur pendant les refrains. De plus, l'hymne du RPR présente des violons qui harmonisent et accompagnent le thème.

Bien qu'ils fussent composés à la même période, ces hymnes présentent tout de même des caractéristiques musicales différentes. Reste qu'assez globalement, les premiers hymnes partisans sont proches des canons de l'hymne comme on l'entend traditionnellement. En effet, les équipes de campagne vont s'appuyer sur le contenu sémantique des paroles ainsi que sur les rythmes marqués afin de dire une forme de déférence (plus ou moins intense) à l'égard d'un idéal politique qu'incarne la formation partisane. Loin d'être anecdotique ces hymnes participent à construire l'image des partis politiques. En effet, la musique résulte d'un travail de construction du sens, de construction émotionnelle, de régulation, apprentissage, d'exécution dans des situations par exemple pathétiques ou festives. De cela, se crée des associations fortes, d'où l'importance des traditions et le coût des ruptures de traditions, car le travail de régulation et de construction du sens peut être annulé.

Sérénade pour un candidat : vers une uniformisation marketing des musiques de campagne

S'il est de plus en plus difficile de faire un lien entre l'identité politique d'un parti et son identité musicale, le faire dans le cas des campagnes électorales l'est davantage. En effet, la production d'une campagne électorale obéit à une démarche globale dans laquelle l'usage des techniques de marketing par les partis politiques se généralise. Plutôt adoptées initialement par les partis de droite, Serge Albouy note « *qu'elles ont été rapidement utilisées par les partis classés à gauche, les « succès » réels ou supposés imputés au marketing politique et la force de l'exemple, éclipsant certaines répugnances idéologiques. C'est ainsi que le candidat Mitterrand, qui avait dédaigné le marketing politique en 1965, devait recourir très officiellement*

aux services de J. Séguéla en 1981 et 1988. »³⁰ Il en est de même des productions et usages partisans de musique. Néanmoins, les hymnes de campagne vont rester assez proche des hymnes partisans des mêmes années. Les équipes de campagne vont utiliser le contenu symbolique et de l'imaginaire intrinsèque à la musique (notamment à travers les paroles) afin de dire une forme de déférence (plus ou moins intense) à l'égard d'un candidat. Reprenant le slogan de sa campagne « Mitterrand président »³¹, l'hymne du candidat socialiste à la présidentielle de 1981, est écrit et composé par Denise Donders³² et Pascal Stive³³. La campagne de Jacques Chirac sera pensée de la même manière. La musique de campagne du candidat RPR à ces mêmes élections de 1981 reprendra lui aussi le slogan de la campagne « Jacques Chirac, maintenant ». Cet hymne de campagne sera également composé par Pascal Stive.

Bien qu'ils fussent composés par la même personne, les hymnes de campagne de François Mitterrand et de Jacques Chirac de 1981 présentent des différences. Esthétiques d'abord puisque l'hymne de Mitterrand à une couleur musicale typique de l'esthétique des années 1980, notamment due aux timbres des sons de synthétiseur. L'hymne de Chirac reprend une esthétique très funk-disco. Pour ce qui est de l'orchestration, elle présente une base basse-batterie binaire et simple. Les claviers posent les accords de la grille du morceau. Enfin, des violons ainsi que des cuivres marquent les temps forts et les transitions entre les mesures du morceau. Les cordes et les cuivres participent à rendre le morceau grandiloquent. Musicalement, les deux hymnes sont composés dans des sonorités mineures : *mi bémol mineur* pour l'hymne de Mitterrand et *sol mineur* pour l'hymne de Chirac. Pour ce qui est des *tempi*, l'hymne de Mitterrand a un tempo *Presto*, tandis

³⁰ Serge ALBOUY, *op. cit.*, pp. 20-21.

³¹ Le disque (45 tours) était donné en cadeau pour l'achat d'un livre présentant le PS et la candidature de François Mitterrand pour les présidentielles de 1981. La face B contient une chanson de Marcel Amont Une rose rouge à ton poing, écrite et composée par Marcel Amont lui-même.

³² Denise Donders a travaillé dans l'agence de publicité et de communication Euro RSCG (Havas), cofondée par Jacques Séguéla.

³³ Pascal Stive est auteur-compositeur, arrangeur, claviériste, ingénieur son, programmeur synthétiseur. Il a participé à quelques projets musicaux avec des artistes plus ou moins bien connus du grand public. Il a notamment travaillé et participé à la production de l'album Les Amours du dimanche de Marc Lavoine en qualité d'arrangeur, claviériste et ingénieur son.

que celui de Chirac est plus *Allegretto*. Il apparaît donc très clairement que ces hymnes sont, esthétiquement et musicalement, très différents. Néanmoins, les paroles de ces trois hymnes présentent des similitudes formelles et sémantiques. Leur construction est *grosso modo* la même que celle observée dans le cas des hymnes partisans avant l'introduction des techniques et outils marketing en politique. Les paroles restent très proches de ce que l'on attend d'un hymne, à savoir : faire du candidat le maître de la situation politique.

A partir de la fin des années 1980, les hymnes de campagne vont progressivement se transformer, ressemblant de plus en plus à des musiques de publicités. L'importation des modèles, outils et techniques du marketing publicitaire³⁴ en politique introduit d'autres formes musicales comme le *jingle*³⁵, la *Muzak*³⁶ ainsi que le *Lip dub*³⁷ dont le plus connu du grand public est celui des jeunes UMP reprenant «*Tous ceux qui veulent changer le monde*» de Luc Plamondon. En 1988, les deux candidats PS et RPR s'affrontent de nouveau. François Mitterrand est candidat-président. Jacques Chirac est candidat-premier ministre. Pour sa première intervention dans le cadre de la campagne électorale officielle télévisée, François Mitterrand diffuse, en introduction du clip de campagne réalisé par Mathias LEDOUX³⁸, un montage accéléré de BT Diapos évoquant les moments clés de l'histoire républicaine

³⁴ Comme les sondages d'opinion, le *Storytelling* ou *leteasing*.

³⁵ Un *jingle* (chanson publicitaire, refrain publicitaire, ritournelle publicitaire, sonal) est une mélodie courte et accrocheuse servant en général d'annonce musicale, généralement associée à un slogan, accompagnant une publicité, ou à une marque.

³⁶ La *Muzak* est une forme de musique aseptisée, mise aux normes (les passages de niveau sonore très forts ou très faibles en sont nivelés), parfois diffusée dans les galeries commerciales, les supermarchés, les stations de métro, les ascenseurs ou encore sur les lignes d'attente des standards téléphoniques.

³⁷ Un *lip dub* (clip promo chantant) est une vidéo dont les acteurs font du *playback* sur une bande sonore pré-existante, typiquement une chanson. Venu du monde anglo-saxon, ce type de vidéo a pris son essor en 2007 avec celui élaboré par *Connected Ventures*, une agence média américaine. Réalisées plus particulièrement dans le milieu de la communication, ces vidéos cherchent généralement à témoigner de la créativité et de la bonne humeur qui règnent dans une entreprise, une université ou tout autre groupe de personnes. Elles peuvent dans ce sens être associées à une volonté de créer du buzz afin de bénéficier d'une promotion médiatique, ou encore elles peuvent servir à créer une cohésion entre les participants.

³⁸ Cinéaste et réalisateur de télévision français, né le 3 juillet 1953, mort le 10 mars 2005 à Paris d'un cancer.

Française (de 1789 à 1988) et les principales réalisations du septennat de François Mitterrand en 800 plans images, en 80 secondes. Sur fond de musique essentiellement rythmique, des dizaines d'images se succèdent très rapidement pour résumer l'histoire de France. Révolution française, ère napoléonienne, III^e République, colonisation, construction de la Tour Eiffel, affaire Dreyfus, guerres mondiales, Années Folles, Front Populaire, Résistance, ère gaullienne, libération des mœurs, etc. et, au bout de la boucle, François Mitterrand, bien sûr. Une manière implicite et efficace de suggérer que la gauche, et son président, sont désormais indissociables de l'histoire de France. Ce montage servira par la suite de générique à toutes les émissions de la campagne du candidat socialiste.

Il y a un contraste des campagnes de Mitterrand entre 1981 et 1988. Les paroles ont été substituées au profit de la musique instrumentale. Les clips du candidat Chirac sont construits de la même manière que ceux de son adversaire politique. Cela s'explique, en partie, par le fait que Jacques Chirac ait fait appel au publicitaire Jean-Michel Goudard³⁹. Les quelques musiques (des *jingles* la plupart du temps) utilisées dans les clips n'excèdent pas quelques secondes, sauf pour le clip à destination d'un public jeune et les meetings, dans lequel le candidat utilise le morceau *The Final Countdown* du groupe suédois Europe. Il est commun pour les partis et candidats en campagne d'utiliser des musiques populaires et/ou l'image d'un artiste. On peut citer l'utilisation des musiques et de l'image de Jean-Jacques Goldman pour les campagnes de François Mitterrand en 1988, dont le morceau « Il changeait la vie » sera utilisé en meeting. En 1995 comme en 2002, Lionel Jospin utilisera également le morceau « Il changeait la vie » ainsi qu'« ensemble » de Goldman. Ces chansons serviront d'hymnes officiels au candidat socialiste pour les campagnes en 1995 et en 2002.

³⁹ Diplômé de HEC, il fonde en 1975 avec Bernard Roux, Jacques Séguéla et Alain Cayzac l'agence RSCG1 dont il crée le réseau international. En 1978, il fait la campagne législative de Jacques Chirac « Oui à la France qui gagne » pour le RPR avec Bernard Brochand. Pour le même Jacques Chirac, il fait, en 1986, la campagne « Vivement Demain » et publie, en réaction aux émissions télé et aux mémoires qui racontent des succès pas toujours réels, « Je vous salue fiascos ». En 1988, Jacques Chirac, Premier ministre, lui demande de prendre en charge la communication de sa campagne présidentielle. En 1991, il devient président International de Euro-RSCG.

Les stratégies marketing des campagnes électorales tendent à produire un hymne spécifique pour le candidat et à substituer l'esthétique « pure » de la musique à tous autres motifs. Les tonalités, les rythmes et les tempos contribuent à produire le « mot d'ordre » de la campagne de façon plus festive, agréable ainsi qu'à suscité une ambiance globale. L'exemple de l'hymne « Le changement c'est maintenant » de François Hollande en 2012 illustre bien cet état de fait. Ce morceau est composé en *si mineur*, avec un tempo d'environ 120 BPM. Reprenant le slogan de sa campagne « *le changement c'est maintenant* », l'hymne du candidat socialiste à l'élection présidentielle de 2012 dure 3 minutes 58. Le mot « changement » y est prononcé 20 fois et le mot « maintenant » 33 fois. S'adressant directement aux émotions, la musique éveille des associations, des connotations qui donnent moins de prises, à la contestation ou à la dispute ; en tout cas moins que les raisonnements, que toutes autres expressions verbales qui se veulent rationnelles. L'étude de la musique de campagne permet de dire qu'il y a une sorte de consensus et les similitudes d'usage de la musique par les principales structures partisans du champ politique institutionnel, de droite et de gauche.

Ainsi, j'observe que les musiques mobilisées pour présenter les candidats-présidents en exercice François Mitterrand (1988) et Nicolas Sarkozy (2012) mobilisent davantage une esthétique majeure, aux rythmes marqués, à l'harmonie dissonante et à un fort volume. L'usage de ces éléments renvoie à l'expression de la majesté du pouvoir qu'incarne les présidents sortants, candidats à leurs réélections. Contrairement aux candidats non présidents, la musique doit rendre compte d'une forme de gravité, de solennité. La présence de cuivres (notamment dans la musique de campagne de Nicolas Sarkozy) appuie le caractère triomphant et majestueux présent dans la construction stylistique de l'orchestration musicale. Ces corrélations réfutent l'idée d'un usage musical « de gauche » ou « de droite » mais indique d'un choix musical par rapport au statut du candidat pendant la campagne. L'opposition des éléments musicaux soulignent et donnent à voir l'opposition (réelle ou supposée) entre le candidat sortant et son concurrent.

Les thèmes de campagne peuvent également être corrélés avec les éléments de la grammaire musicale. Les interventions des candidats François Mitterrand (1988) et François Hollande (2012) sur les thématiques comme

l'égalité et la justice (sociale) fonctionnent avec des pièces musicales aux tonalités plutôt majeures ponctués par un tempo lent, des harmonies consonantes et modérées. Le volume quant à lui est doux. Les thématiques du rassemblement, du redressement de la France et du travail présentent des esthétiques différentes. L'usage des tonalités majeurs ou mineurs comme d'un tempo modéré ou lent dépendra du contexte, de la ligne directrice de la campagne ainsi que du statut et du positionnement idéologique du candidat. Les seuls éléments musicaux qu'ont en commun ces thématiques – quel que soit le type de candidat – sont les dissonances harmoniques des musiques utilisées. La musique n'agit donc jamais seule. L'interaction musicale avec l'imagerie des clips et les rhétoriques discursives est prégnante. Ce qu'il faut comprendre – et c'est tout l'enjeu du travail d'interprétation des données empiriques – c'est que ce ne sont pas les usages de la grammaire musicale ou des éléments exogènes à la musique qui diffèrent selon les différentes formations politiques, mais les émotions suggérées en fonction des thématiques et rhétoriques développées dans les clips.

Conclusion

La grammaire musicale et les éléments musicaux exogènes sont des outils de communication à part entière. Ils donnent des indications paratextuelles et para-visuelles que les autres médiums (l'affiche, le discours, etc.) ne sont pas en mesure d'offrir au politique. La musique est donc plus qu'un unificateur social. Elle est un régulateur et un signifiant de comportement inconscient que l'on peut corrélérer aux habitus des individus.⁴⁰ Ces habitus peuvent se retrouver tant dans les pratiques d'écoute que dans les pratiques instrumentistes (façon de jouer, d'interpréter, de composer). De plus, basée sur le modèle publicitaire, la production de la musique partisane obéit à des processus de production savants – confiés à des musiciens, auteurs-compositeurs professionnels. Ce constat rejoint celui de la production des

⁴⁰ « [...] l'habitus est le produit du travail d'inculcation et d'appropriation nécessaire pour que ces produits de l'histoire collective que sont les structures objectives (e. g. de la langue, de l'économie, etc.) parviennent à se reproduire, sous la forme de dispositions durables, dans tous les organismes (que l'on peut, si l'on veut, appeler individus) durablement soumis aux mêmes conditionnements, donc placés dans les mêmes conditions matérielles d'existences. » Pierre BOURDIEU, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris: Seuil, 2000, p. 282.

affiches politiques⁴¹ (produit par des photographes et illustrateurs professionnel) ou de l'image du candidat (produit par les *spin doctors*). Cela s'explique notamment par les effets de professionnalisation de la communication politique. Tous ces éléments participent à la réflexion quant aux (re)définitions du champ politique et des positionnements partisans sur l'échiquier politique. Ainsi, le travail sur support musical et sonore, en tant qu'ils sont des productions d'acteurs, donne accès à une richesse empirique mal explorée et exploitée par la science politique.

Ainsi, en favorisant l'émergence d'expressions émotionnelles spécifiques, les éléments musicaux peuvent s'accorder avec les thèmes et lignes directrices des campagnes électorales. Néanmoins, pour saisir cette corrélation, l'interdisciplinarité est essentielle. Elle permet la mise en place d'une matrice analytique et interprétative opérationnelle afin de mieux saisir les dynamiques structurelles et sociales de la musique en politique, au même titre que l'importation en science politique de la linguistique pour analyser les discours politiques (lexicologie politique). Faire l'interdisciplinarité est donc un impératif heuristique dans notre compréhension du politique.

Référence des hymnes par ordre chronologique

1. Hymne du candidat à la mairie de Paris Jacques Chirac (1977), « Chirac pour Paris – Pour que Paris » : <https://www.discogs.com/fr/Chirac-Pour-Paris-Pour-Que-Paris/release/6691742> (dernière consultation, 17 décembre 2018)
2. Hymne du RPR (1977), « Le Grand Élan - Le Plus Grand des rassemblements » : <https://www.youtube.com/watch?v=gBLdZIJR3oE> (dernière consultation, 17 décembre 2018)

⁴¹ Voir : Jean-Paul GOURÉVITCH, *L'image en politique : de Luther à Internet et de l'affiche au clip*, Paris : Hachette, 1998 ainsi que LUCIOLE, *La politique s'affiche : les affiches de la politique*, Paris : [Aix-en-Provence] : Didier érudition: Presses de l'Université de Provence, 1991.

3. Hymne du Parti Socialiste (1976), « Changer la vie » : <https://www.youtube.com/watch?v=pCZGQG0iqhk> (dernière consultation, 17 décembre 2018)
4. Hymne du Parti Socialiste (2010), « Il est temps » : https://www.youtube.com/watch?v=xTmx_7pA-as (dernière consultation, 17 décembre 2018)
5. Hymne du candidat à la présidentielle François Mitterrand (1981), « Mitterrand président » : http://www.dailymotion.com/video/x209q5_mitterrand-president_news (dernière consultation, 17 décembre 2018)
6. Hymne du candidat à la présidentielle Jacques Chirac (1981), « Jacques Chirac, maintenant » : <https://www.discogs.com/fr/Pascal-Stive-Jacques-Chirac-Maintenant/release/3839415> (dernière consultation, 17 décembre 2018)
7. Lip dub de l'UMP (2010), « Tous ceux qui veulent changer le monde » : https://youtu.be/VyLOy71_jP4 (dernière consultation, 17 décembre 2018)
8. Jingle « La France Unie » (1988), clip de François Mitterrand : <https://www.dailymotion.com/video/xcбина> (dernière consultation, 17 décembre 2018)
9. Hymne du candidat à la présidentielle François Hollande (2012), « Le changement c'est maintenant » : https://youtu.be/PupJdQ_xuFE (dernière consultation, 17 décembre 2018)
10. Hymne du candidat à la présidentielle Nicolas Sarkozy (2012), « Hymne pour la victoire » : <https://www.youtube.com/watch?v=jXg5qLvodCQ> (dernière consultation, 17 décembre 2018)

Bibliographie

1. ADORNO, Theodor W. (1989), *Théorie esthétique*, Paris, Klincksieck
2. ADORNO, Theodor W. et HORKHEIMER, Max (1974), *La dialectique de la Raison. La production industrielle de biens culturels*, Paris, Gallimard
3. ADORNO, Theodor W. (1972), « Réflexions en vue d'une sociologie de la Musique », *Musique en jeu*, numéro 2, Paris, Le Seuil
4. ADORNO, Theodor W. (mai 1971), « Sociologie de la musique », *Musique en jeu*, numéro 2, Paris, Le Seuil
5. ALBOUY, Serge (1994), *Marketing et communication politique*, Paris, l'Harmattan, Logiques sociales
6. ABROMONT, Claude, MONTALEMBERT, Eugène de, FOURQUET, Philippe, ORIOL, Emmanuel, PAUSET, Brice et POIRIER, Alain (2001), *Guide de la théorie de la musique*, Paris, France, Fayard : H. Lemoine
7. BALLEST, Marion (2012), *Peur, espoir, compassion, indignation: l'appel aux émotions dans les campagnes présidentielles (1981-2007)*, Paris, Dalloz
8. BLACKING, John (1980), *Le sens musical*, Paris, Éditions de Minuit
9. BOURDIEU Pierre (2000), *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Seuil
10. BRAUD, Philippe (1996), *L'émotion en politique*, Paris, Presse de Science Po
11. BRUNER C, Gordon (octobre 1990), « Music, Mood, and Marketing », *Journal of Marketing*, vol. 54, n° 4, 94-104
12. CAMPOS, Rémy, DONIN, Nicolas, et KECK, Frédéric (2006/1) « Musique, musicologie, sciences humaines : sociabilités intellectuelles, engagements esthétiques et malentendus disciplinaires (1870-1970). » *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, n° 14, p. 3-17
13. CARLES, Philippe et COMOLLI, Jean-Louis (2000), *Free jazz, black power*, Paris, Gallimard
14. CESSAC, Catherine (2004), *Marc-Antoine Charpentier*. Paris, France: Fayard

15. CHAILLEY, Jacques (1997), *Traité historique d'analyse harmonique*, Paris, France, A. Leduc
16. COOKE, Deryck (1959), *The language of music*. Oxford: Oxford Universitypress
17. DUFOURCET, Marie-Bernadette et HAKIM, Naji (2004), *Guide pratique d'analyse musicale*, Paris: Editions Combre (8^{ème} édition)
18. DELALANDE, François (2003), *Analyser la musique, pourquoi, comment ?*, Paris, INA Edition, collection Ina expert
19. DELEUZE, Gilles et PARNET, Claire (1999), *Dialogues*, Paris: Flammarion
20. DOMPNIER, Nathalie, *Vichy à travers chants. Pour une analyse politique du sens et de l'usage des hymnes sous Vichy*, Paris: Nathan, 1996
21. GAXIE, Daniel (1977), « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, Volume 27 Numéro 1, 123-154
22. GINGRAS, Anne-Marie (dir.) (2003), *La communication politique. État des savoirs, enjeux et perspectives*, Sainte-Foy (Québec): Presses de l'Université du Québec
23. GREEN, Anne-Marie (dir.) (1998), *Musique et sociologie. Enjeux méthodologique et approches empiriques*, Paris: L'harmattan
24. GOURÉVITCH, Jean-Paul (1998), *L'image en politique : de Luther à Internet et de l'affiche au clip*, Paris: Hachette
25. GUMLOWICZ, Philippe (2012), *Les résonances de l'ombre. Musique et identité : de Wagner au jazz*, Paris: Fayard
26. HIGHAM, Thomas, BASELL, Laura, JACOBI, Roger, WOOD, Rachel, BRONK RAMSEY, Christopher, CONARD, Nicholas. J. (2012), "Testing models for the beginnings of the Aurignacian and the advent of figurative art and music: The radiocarbon chronology of Geißenklösterle", *Journal of Human Evolution*, Vol. 62, 664–676
27. JEANDEMANGE, Thibault (2017), « Les émotions musicales, la communication politique et le bien commun », in *La politique à l'épreuve des émotions*, Alain FAURE et Emmanuel NEGRIER (dir.), PUR (Presses Universitaires de Rennes), pp. 209 à 216

28. JEANDEMANGE, Thibault (2018-a), « Leitmotiv pour un-e candidat-e : ce que la musique dit de la campagne des présidentielles », in, Philippe J. Maarek et Arnaud Mercier (dir.), *2017 la présidentielle chamboule-tout. La communication politique au prisme du "dégagisme"*, l'Harmattan, pp. 255 à 271
29. JEANDEMANGE, Thibault (2018-b), « Les musiques de campagne : des hymnes aux ritournelles publicitaires », *Hermès, La Revue* (n°82 - *Nouvelles voix de la recherche en communication*), pp. 167 à 177
30. LECHNER-REYDELLET, Catherine (2014), *Traité de technique musicale pour tous*, Paris: l'Harmattan
31. LEVI-STRAUSS, Claude (1997), *L'Homme nu*, Paris: Plon
32. LÉVI-STRAUSS, Claude (1964), *Mythologiques*, Paris: Plon
33. LUCIOLE (1991), *La politique s'affiche : les affiches de la politique*, Paris, [Aix-en-Provence] : Didier érudition, Presses de l'Université de Provence
34. MARIE, Jean-Louis (novembre 2013), « L'ouverture croissante de la science politique à la psychologie sociale, The increasing opening of political science to social psychology », *Hermès, La Revue*, n° 41, pp. 141-149
35. NANCY Jean-Luc, ROTH Stéphane et SORARU Isabelle (2012), *Dire la musique: à la limite*, Paris: l'Harmattan, Esthétiques
36. NATTIEZ, Jean-Jacques (1975), *Fondements d'une sémiologie de la musique*, Paris: Union générale d'éditions
37. PASLER, Jann (2015), *La République, le musique et le citoyen 1871-1914*, Paris, Gallimard
38. QUIGNARD, Pascal (1996), *La haine de la musique*, Paris: Gallimard
39. SAUSSURE Ferdinand de (2002), *Ecrits de linguistique générale*, Paris: Gallimard
40. SCHAEFFER, Pierre (1977, 1966 pour la première édition), *Traité des objets musicaux*, Paris: Seuil
41. SCHNAPPER, Laure (2004/2), « La musique « dégénérée » sous l'Allemagne nazie », *Raisons politiques*, n°14, p. 157-177
42. SCHWARTZ, Manuela (2001), « La musique, outil majeur de la propagande culturelle des nazis » in *La Vie musicale sous Vichy*, sous la direction de Myriam Chimènes, Paris/Bruxelles, IHTP-CNRS/Complexe, coll. « Histoire du temps présent »
43. SUPICIC, Ivo (1971), *Musique et société*, Zagreb, Institut De Musicologie Zagreb

44. THEODORAKIS, Mikis (1975), *Les Fiancés de Pénélope : Conversations avec Denis Bourgeois. Préface de François Mitterrand*, Paris: Grasset
45. WEBER, Max (2003), *Economie et société*, Paris: Agora 171 Pocket
46. WEBER, Max (2002), *Le savant et le politique*, Paris: 10-18
47. WEBER, Max (1998), *Sociologie de la musique*, Paris: Médaille
48. WILLENER, Alfred (1990), *Pour une sociologie de l'interprétation musicale. Le cas du « concerto pour trompette » de Haydn*, Lausanne: Payot
49. YVART, François-Xavier, DI GIACOMO Jean-Pierre et HAUTEKÈETE Marc (2004), *L'émotion musicale: du rôle du contexte socio-émotionnel au partage social de l'émotion musicale*, Lille: A.N.R.T.

« DEUX OU TROIS CHOSES QUE JE SAIS D'ELLE ». RÉFLEXIONS
SUR L'INTERDISCIPLINARITÉ DANS L'ÉTUDE DE LA
GLOBALISATION ÉDUCATIVE : L'EXEMPLE DE LA RÉCEPTION
D'UN PALMARÈS INTERNATIONAL

« TWO OR THREE THINGS I KNOW ABOUT HER ».
REFLECTIONS ON INTERDISCIPLINARITY IN THE STUDY OF
GLOBALIZATION IN EDUCATION: THE EXAMPLE OF THE
RECEPTION OF AN INTERNATIONAL RANKING

Xavier Pons*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2018.2.05

Published Online : 2018-12-31

Published Print : 2018-12-31

Abstract

This article provides a reflexion on how interdisciplinarity can help thinking current governance changes in education. On the basis of a particular case – the reception in the French policy debate of an international ranking much commented

* Xavier Pons est maître de conférences à l'université Paris-Est Créteil (UPEC), chercheur au Laboratoire interdisciplinaire d'études du politique – Institut Hannah Arendt (EA 7373). Membre de plusieurs projets de recherche comparatifs depuis 2006, ses travaux de sociologie de l'action publique et des politiques éducatives portent principalement sur les transformations des modes de gouvernance des systèmes éducatifs, les réformes des administrations scolaires, les transformations des Etats éducateurs en Europe et les modes de structuration du débat public en éducation. Contact: xavier.pons@u-pec.fr

(the Pisa Survey from the OECD) – and thanks to a research device implemented during nine years through two different research studies, it highlights three major contributions of interdisciplinarity: the struggle against simplifying thoughts, the move of the researcher's focus and the testing of new hypotheses.

Keywords: Interdisciplinarity, governance, education policy, international comparisons, globalisation

En prenant modèle sur la contribution de Patrick Hassenteufel¹ dans un ouvrage collectif de méthodologie, cet article propose une réflexion sur les apports de l'interdisciplinarité à l'analyse des transformations des modes de gouvernance des systèmes scolaires dans un contexte de globalisation, à partir d'une recherche localisée.

Cette expérience, étalée sur plusieurs années, est l'analyse de la réception dans le débat public, en France et parfois dans d'autres pays, d'une importante enquête internationale : le Programme international de suivi des acquis des élèves (PISA) de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Nous restituons d'abord cette expérience puis nous développons trois apports majeurs du recours à une approche interdisciplinaire.

Pour illustrer ces apports, nous partons à chaque fois d'une conclusion dominante dans la littérature scientifique internationale sur le sujet, souvent fondée sur un apport disciplinaire spécifique, avant de développer, exemples de recherche à l'appui, les apports empiriques ou théoriques d'une approche interdisciplinaire.

La recherche

Objet empirique, objet théorique

Depuis l'année 2000, l'OCDE propose tous les trois ans une évaluation internationale des compétences des élèves de 15 ans intitulée Pisa. Pisa s'adresse prioritairement non pas aux enseignants mais aux décideurs politiques

¹ Patrick Hassenteuffel, « Deux ou trois choses que je sais d'elle. Quelques enseignements tirés d'expériences de comparaison européenne », in CURAPP, *Les méthodes au concret*, Paris : PUF-CURAPP, 2000, pp. 105-124.

et évalue le niveau des élèves dans trois domaines de compétences : la compréhension de l'écrit, la culture mathématique et la culture scientifique. Cette enquête, qui donne lieu à un classement des pays en fonction du score général estimé de leurs élèves aux différentes épreuves, s'inscrit dans une stratégie politique particulière qui vise à influencer les décideurs nationaux en exerçant sur eux une « douce pression » (*soft pressure*).

Pisa est un objet empirique très largement étudié par la recherche internationale en éducation. Pour donner un ordre de grandeur, la base de données bibliographique Eric² donnant accès à plus de 1,2 million de notices d'articles dans le domaine des sciences de l'éducation, recensait au 9 juillet 2018 exactement 991 articles de revues scientifiques mentionnant Pisa dans leur résumé. Précisons que ce chiffre ne prend en compte ni les articles rédigés dans d'autres langues que l'anglais, ni les ouvrages ou actes de séminaire.

On y trouve plusieurs perspectives d'analyse : discussion des fondements méthodologiques de ce type de comparaisons, analyse des résultats par des spécialistes des différentes compétences évaluées, mise en relation de ces résultats avec les caractéristiques des systèmes scolaires, évaluation des politiques éducatives, interprétation de la signification politique du développement de Pisa et analyse des effets des résultats de cette enquête sur la conduite des politiques publiques et la gouvernance en éducation³.

C'est dans cette dernière perspective que s'inscrivent nos travaux qui étudient la réception de l'enquête Pisa dans le débat public national en France depuis la publication des premiers résultats en décembre 2001. L'idée est alors de comprendre comment se structurent et se diffusent des connaissances dans le processus d'action publique, de déterminer le pouvoir d'influence éventuel d'une telle enquête sur la conduite de la politique éducative française et d'interroger à travers elle les recompositions de la gouvernance publique en éducation.

² Disponible sur <http://eric.ed.gov/> (consulté le 9 juillet 2018).

³ Pour une revue de littérature récente sur ce dernier point, voir Pons (2017a).

Méthodologie

Nos analyses reposent sur un dispositif méthodologique déployé sur 9 ans dans le cadre de deux recherches. La première, effectuée en 2008-2009 avec Nathalie Mons au sein du projet européen *Know&Pol*⁴, a visé à étudier la réception de l'enquête Pisa dans le débat public en France pour comprendre le rôle joué par les comparaisons internationales dans la gouvernance des systèmes scolaires. La seconde recherche, menée en 2012 et 2016, a étudié les modes de structuration du débat public en éducation en France de 1997 à 2016⁵. Elle a consisté à choisir trois thèmes – dont Pisa – et à étudier la façon dont on en débattait dans quatre composantes de l'espace public : au Parlement, dans la presse écrite nationale, entre acteurs institutionnels (ministère, syndicats, associations de parents d'élèves etc.) et dans le milieu académique. Cette seconde enquête a été l'occasion d'actualiser, de compléter ou de réanalyser selon les cas les matériaux accumulés lors de la recherche *Know&Pol*.

Au final, ces deux recherches ont permis de mobiliser et de recouper les matériaux suivants : 30 entretiens semi-directifs avec les principaux acteurs intervenant dans le débat public national sur Pisa (responsables éducatifs, leaders syndicaux, experts, chercheurs etc.) ainsi que 39 entretiens avec des acteurs transversaux jouant un rôle important dans la structuration du débat public de manière générale (directeurs de cabinet ministériels, journalistes, experts, consultants...) ; des corpus de documents conséquents couvrant la période 1997-2016 (269 comptes rendus de débat parlementaire, 786 articles de presse écrite nationale, 607 dépêches de l'agence de presse AEF spécialisée dans le secteur de l'éducation et 59 contributions scientifiques) ; de la documentation officielle ; des recherches documentaires sur le site Internet des acteurs collectifs (syndicats d'enseignants, associations de parents d'élèves, etc.) et une revue de presse constituée par le ministère et transmis par l'un de nos interlocuteurs pendant notre première enquête de terrain comportant, outre des articles de presse, des comptes-rendus d'émissions de radio et de télévision (principalement pour la période 2001-2004).

⁴ <http://www.knowandpol.eu/> (consulté le 28 mai 2015).

⁵ Xavier Pons, *Débat public et action publique en éducation en France dans les années 2000. Une sociologie des configurations de dicibilité*, Mémoire d'Habilitation à diriger des recherches, Université Paris-Est Créteil, 2017.

Approche théorique

L'approche théorique générale adoptée dans ces deux recherches se situe à la croisée de trois disciplines : la science politique (analyse des politiques publiques principalement, notamment les travaux récents sur l'instrumentation de l'action publique), les sciences de l'éducation (analyses des transformations du secteur et de ses acteurs, théories de l'évaluation) et la sociologie, plusieurs sous-champs étant mobilisés selon les objets étudiés et les sous-problématiques adoptées : sociologies de l'action publique, de l'éducation, de la régulation, de la traduction, de la connaissance, des institutions, des groupes professionnels, des médias...

Pour qualifier cette approche plus précisément, nous pourrions parler d'une sociologie pluraliste et historicisée de l'action publique éducative. Il s'agit à chaque fois d'articuler l'analyse des discours émis sur Pisa avec celle des configurations d'action publique d'ensemble dans lesquelles ces discours sont énoncés. Le terme de configuration fait ici explicitement référence aux travaux de Norbert Elias⁶ et est mobilisé pour étudier les fondements et les dynamiques des interdépendances entre les acteurs participant à un même processus d'action publique, comme Philippe Bezes⁷ ou Christine Musselin⁸ ont pu le faire respectivement sur les réformes de l'État et des universités.

L'enjeu de ce type d'approche est double. Il s'agit d'une part de clairement déterminer les ressorts des interdépendances entre les acteurs, ce qui requiert d'analyser aussi bien leurs intérêts, les institutions dont ils dépendent, leurs identités professionnelles... et donc d'avoir recours à des outils théoriques et conceptuels ciblés selon les étapes de l'enquête ou les problématiques abordées ; et d'autre part de clairement lier ces déterminants au type de discours et de connaissances produits, ce qui peut nous amener à travailler par exemple sur des controverses, des argumentaires publics ou sur la stabilisation d'énoncés de politiques éducatives pour paraphraser Philippe Zittoun⁹.

⁶ Norbert Elias, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris : Agora Pocket, 1991.

⁷ Philippe Bezes, *Réinventer l'État*, Paris : Presses universitaires de France, 2009.

⁸ Christine Musselin, *La longue marche des universités françaises*, Paris : Presses universitaires de France, 2001.

⁹ Philippe Zittoun, *La fabrique politique des politiques publiques*, Paris : Presses de Sciences Po, 2013.

Principaux résultats

Nos travaux mettent en évidence plusieurs résultats, empiriques ou théoriques, qui varient selon la façon dont nous avons pu interroger nos matériaux au gré des projets de publication.

Premier type de résultat : le débat public sur Pisa en France, au niveau national, revêt quatre caractéristiques morphologiques, qui à un certain niveau de généralité sont communes à d'autres systèmes scolaires¹⁰.

- 1) Le classement occupe une place majeure, parfois exclusive, dans la couverture médiatique de PISA au cours de la période, même si ce constat doit être nuancé selon les années et le type de médias.
- 2) Les communications et publications officielles du ministère (ministre et DEPP¹¹) jouent un rôle central dans la diffusion des résultats de Pisa.
- 3) Le nombre de contributions complémentaires de la part de chercheurs, d'experts et d'évaluateurs nationaux est limité.
- 4) A l'inverse, un très grand nombre d'imputations sont régulièrement effectuées au nom de Pisa mais sans toujours être pleinement fondées sur les conclusions de l'enquête.

Nous en avons conclu avec Nathalie Mons qu'entre 2001 et 2008, Pisa a principalement agi comme un révélateur d'opinions politiques préétablies et un outil de légitimation de positions ou de réformes qui lui préexistaient¹², plutôt qu'il n'a été source d'un apprentissage politique de la part des acteurs du débat public. On peut même étudier le débat public sur Pisa comme un exemple typique d'endogénéisation d'un choc exogène par les acteurs institutionnels dominants du débat public en France, comme le ministère et les organisations professionnelles, et donc comme un cas particulièrement instructif pour étudier la routinisation du débat public sur l'éducation en France¹³.

¹⁰ Xavier Pons, « Going Beyond the "PISA Shock" Discourse. An Analysis of the Cognitive Reception of PISA in Six European Countries (2001-2008) », in *European Educational Research Journal* vol. 11 no. 2, 2012, pp. 207-227.

¹¹ Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (administration centrale du ministère de l'Éducation nationale).

¹² Nathalie Mons & Xavier Pons, « Pourquoi n'y a-t-il pas eu de "choc PISA" en France ? Sociologie de la réception d'une enquête internationale (2001-2008) », in *Revue française de pédagogie* no. 182, 2013, pp. 9-18.

¹³ Xavier Pons, *Débat public et action publique en éducation en France dans les années 2000. Une sociologie des configurations de dicibilité*, Mémoire d'Habilitation à diriger des recherches, Université Paris-Est Créteil, 2017.

En d'autres termes, les résultats de l'enquête Pisa, quand ils sont repris dans le débat public, sont immédiatement traduits selon différents facteurs à la fois professionnels (identités et écologies professionnelles en présence), organisationnels (par exemple les choix éditoriaux des rédactions), cognitifs (traditions académiques, connaissances statistiques limitées, sciences de gouvernement) et politiques (conjonctures électorales, dynamiques de la politique d'évaluation).

Ces facteurs et ces processus de traduction dessinent des configurations d'action publique plus ou moins propices à la diffusion et la reprise de certains argumentaires sur Pisa. Trois configurations successives ont pu être mises en évidence : de 2001 à 2004, Pisa reste ainsi essentiellement une « affaire d'initiés » au sens où cette enquête, pour plusieurs raisons, fait en France l'objet de peu de développements au-delà des acteurs nationaux directement concernés par sa mise en œuvre. Entre 2005 et 2010, on assiste à la politisation de ce palmarès qui se manifeste, par exemple, dans l'évolution du traitement médiatique de Pisa (insistant plus sur les solutions de politique publique à envisager), dans la reprise de l'enquête par la majorité alors au pouvoir lors de la préparation de la loi Fillon de 2005 et la capacité d'entraînement de ce revirement ministériel aussi bien vis-à-vis des syndicats d'enseignants, amenés à réagir, que des évaluateurs traditionnels du système scolaire qui dépendent du ministre, comme les inspections générales, qui ne peuvent plus ignorer cette enquête. A partir de 2010, cette politisation conduit à une forte banalisation de la référence à Pisa dans les discours publics, banalisation qui se traduit par l'évidement dans les discours du contenu statistique de cet outil et à sa réduction à sa dimension purement communicationnelle¹⁴.

Trois apports de la démarche interdisciplinaire

Lutter contre les pensées « simplifiantes » : l'exemple du « choc »

Dans notre cas, le premier apport d'une approche interdisciplinaire a été de lutter contre ce que Edgar Morin¹⁵ appelle les « pensées simplifiantes »

¹⁴ Xavier Pons, *Débat public et action publique en éducation en France dans les années 2000. Une sociologie des configurations de dicibilité*, Mémoire d'Habilitation à diriger des recherches, Université Paris-Est Créteil, 2017.

¹⁵ Edgar Morin, *Introduction à la pensée complexe*, Paris : Seuil, 2005.

et « l'intelligence aveugle » qui caractérisent à nos yeux certaines recherches internationales sur le rôle et les effets d'une enquête comme Pisa dans la globalisation des politiques éducatives. Nous prendrons ici l'exemple de travaux d'origine disciplinaire différente qui insistent sur le « choc Pisa », c'est-à-dire sur le rôle central que jouerait désormais cette enquête dans la formulation des politiques éducatives dans un grand nombre de pays.

L'expression « choc Pisa » apparaît dans les débats internationaux sur l'école à la suite de la publication en Allemagne en décembre 2001 des résultats de l'enquête PISA 2000. L'Allemagne, dont le classement très décevant contrastait avec la perception que les responsables politiques avaient de la haute qualité de leur École, s'est en effet lancée dans un grand nombre de réformes structurelles au nom de cette enquête¹⁶. Ce changement fait désormais tellement partie de l'imaginaire scolaire allemand qu'il a pu donner lieu, par exemple, à une page *Wikipédia* entièrement consacrée au « choc Pisa ». L'expression a été ensuite reprise très rapidement par les médias et les responsables politiques d'un grand nombre de pays, dont la France, pour légitimer certaines réformes ou en appeler à d'autres, l'Allemagne étant souvent citée comme l'exemple du bon élève qui a su réagir vite.

Il ne s'agit donc pas au départ d'une catégorie d'analyse scientifique. Néanmoins, elle est de plus en plus reprise par certains chercheurs comme une donnée de contexte évidente pour mieux illustrer ensuite les transformations auxquelles ce choc aurait donné naissance. Dans une perspective de sciences de l'éducation, Wolfgang Graeber et Martin Lindner¹⁷ étudient ainsi le développement de standards de performance en éducation en Allemagne à la suite du « choc Pisa » insistant non plus seulement sur des contenus d'enseignement mais aussi sur des compétences que doivent maîtriser les élèves. Dans une perspective de science politique cette fois, centrée sur la théorie de l'Etat et l'étude des relations internationales, un groupe de chercheurs ayant participé au vaste projet *Transtate* (2003-2014) de l'Université de Brême ont également recours de manière régulière à cette

¹⁶ Claire Dupuy, « Les politiques régionales d'éducation en Allemagne depuis PISA », in *Revue internationale d'éducation de Sèvres* no. 64, 2013, pp. 18-24.

¹⁷ Wolfgang Graeber & Martin Lindner, « The Impact of the PARSEL Way to Teach Science in Germany on Interest, Scientific Literacy, and German National Standards », in *Science Education International* vol. 19 no. 3, 2008, pp. 275-284.

notion de « choc Pisa » pour étudier les transformations de la gouvernance en éducation en Allemagne et au sein de divers pays de l'OCDE, et conclure ainsi à l'internationalisation croissante des politiques éducatives, la convergence de certains systèmes scolaires vers le modèle éducatif de l'OCDE, l'érosion du pouvoir étatique et son évolution vers un État manager. À travers de nombreuses publications en anglais, ces chercheurs développent sur cette base des comparaisons de réactions politiques à Pisa selon qu'il y ait un « choc Pisa » ou non, que son ampleur soit forte ou faible etc.¹⁸

La mise en avant du « choc Pisa » pose selon nous plusieurs problèmes qu'une approche interdisciplinaire permet en grande partie d'éviter¹⁹.

Premièrement, la reprise d'une telle catégorie d'analyse n'est pas neutre sur un plan politique puisque celle-ci est conforme à la stratégie développée par l'OCDE pour renforcer sa centralité, stratégie qui consiste à accroître son pouvoir d'influence par une gouvernance douce de l'éducation et une pression par les pairs. Chercher s'il y a des chocs Pisa ou non signifie, au moins indirectement et implicitement, qu'il est légitime au moins *a priori* d'attendre de Pisa qu'il produise un « choc » et c'est donc adhérer même partiellement à certains aspects de la rhétorique de l'OCDE. De ce point de vue, il paraît à la fois fertile et salvateur pour le chercheur de croiser certains acquis de la science politique (sur les théories du pouvoir, la gouvernance, les instruments d'action publique etc.) avec des thématiques traditionnelles de la recherche en éducation, comme celles portant sur les contenus d'enseignement, pour éviter toute normativité implicite.

Deuxièmement, l'analyse d'un « choc Pisa » repose sur une vision très simple des liens entre connaissances, débat public et conception de la politique éducative. Selon cette vision, la production d'une connaissance d'un type nouveau, une fois massivement diffusée dans le débat public via notamment la sphère médiatique, influencerait de manière déterminante sur les responsables politiques sous le regard d'une opinion publique éclairée au moment de concevoir une politique éducative. Or une analyse interdisciplinaire détaillée de chaque maillon de cette chaîne relativise fortement cette vision.

¹⁸ Kerstin Martens, « Why is There No PISA Shock in the U.S.? A Comparison of German and American Education Policy », in *AICGS Advisor*, 2008, 31 October, [<http://www.aicgs.org/publication>], 10 April 2012.

¹⁹ Les trois paragraphes suivants reprennent et développent dans la perspective de cet article des éléments déjà exposés en anglais dans un article antérieur (Pons, 2012).

Comme nous l'avons vu dans notre enquête, il est déjà difficile d'établir cette connaissance d'un type nouveau tant les résultats de Pisa sont immédiatement traduits en contexte d'une part (au sens donné à ce terme par la sociologie de la traduction), et tant il y a de discours émis au nom de Pisa qui se fondent peu sur les conclusions strictes de l'enquête d'autre part (affirmation qui suppose notamment pour le chercheur une connaissance statistique et évaluative du système scolaire français). Il apparaît ensuite que la médiatisation de Pisa obéit à plusieurs déterminismes (identité professionnelle des journalistes, contraintes organisationnelles, fonctionnement circulaire du champ médiatique, focalisation des médias sur l'actualité gouvernementale notamment), autant de filtres dans la couverture médiatique de l'enquête qui peuvent en altérer le contenu et la portée. Enfin, dans la mesure où l'effet principal de Pisa a été de confirmer des opinions et des prises de position en matière de réforme qui lui préexistaient, il reste difficile de conclure à son effet net sur la réorientation de la politique éducative.

Troisièmement, cette vision implique une approche relativement substantialiste et d'une certaine manière positiviste de la connaissance diffusée par l'enquête comme si celle-ci était un stock, un contenant relativement hermétique par rapport à certaines connaissances existant en dehors de toute réalité sociale, s'imposant à elle de l'extérieur et produisant des effets nets spécifiques. Or une sociologie pluraliste plus fine des connaissances mobilisées dans l'action publique, mais aussi des débats qui ont lieu au moment où cette enquête est mobilisée met en évidence 1) que la détermination de ces effets n'est pas si simple tant les idées et les discours au nom de Pisa circulent (qu'est-ce qu'un effet Pisa finalement ? Comment imputer la mise en œuvre d'une mesure à Pisa en particulier ?) ; 2) que l'ampleur de ces effets est souvent à relativiser (en particulier en France mais pas seulement) et 3) que leur forme diffère d'un contexte à l'autre. Par ailleurs, certaines recherches en éducation qui s'appuient sur des outils et des approches de l'analyse des politiques publiques montrent clairement que même dans les pays où ce « choc » semble important (comme en Allemagne ou au Japon), il ne s'explique pas uniquement par les conclusions de l'enquête et qu'il doit être replacé dans un contexte politique plus général. Claire Dupuy²⁰ montre ainsi qu'on ne peut comprendre l'ampleur du « choc Pisa » en Allemagne sans prendre en compte trois

²⁰ Claire Dupuy, *op.cit.*, pp. 18-24.

dynamiques majeures que sont l'évolution du fédéralisme allemand et des débats sur ce dernier depuis la fin des années 1960, la forte politisation des questions éducatives et les préférences des citoyens plaçant régulièrement pour une éducation plus uniforme sur le territoire.

Finalement, l'analyse du « choc Pisa » revêt plusieurs caractéristiques d'une « pensée simplifiante » qui « désintègre la complexité du réel » (celle de la réception dans divers pays d'une enquête internationale comme Pisa), qui « se prend pour le reflet de ce qu'il y a de réel dans la réalité » et qui peut avoir des conséquences « mutilantes, réductrices, unidimensionnalisantes et finalement aveuglantes »²¹, ici sur la manière de penser le pouvoir d'une enquête internationale. Cette situation est sans doute le résultat de plusieurs facteurs, parmi lesquels la focalisation sur une discipline (sciences de l'éducation dans un cas, science politique dans l'autre), voire une sous-branche de cette dernière (théorie de l'État et des relations internationales dans le cas de certains chercheurs du projet *Transtate*) semble jouer un rôle important menant à des disjonctions dans l'analyse de l'objet. À l'inverse, le croisement de plusieurs disciplines (sciences de l'éducation, sociologie et science politique) permet de réintroduire le tissu des interdépendances entre les acteurs et les facteurs explicatifs, de saisir « les réalités clés [qui] passent entre les fentes qui séparent les disciplines »²².

Déplacer le regard du chercheur sur son objet : l'exemple des « tournants »

Le deuxième apport est de déplacer le regard du chercheur sur un même objet. Nous prendrons ici l'exemple des nombreux travaux dans la recherche internationale en éducation qui insistent sur les « tournants » de la gouvernance éducative (« *comparative turn* », « *governance turn* », « *quality turn* », « *topological turn* » etc.), le plus souvent sans se fonder sur les apports de la science politique et de la sociologie.

Plus précisément, nous raisonnerons à partir du cas de la thèse du « tournant comparatif ». L'expression est proposée en 2007 par une chercheuse du projet *Transtate*, Kerstin Martens, dans un chapitre d'ouvrage de science politique portant sur les transformations de l'État dans un contexte de globalisation. Elle est ensuite régulièrement reprise dans des communications

²¹ Edgar Morin, *Introduction à la pensée complexe*, Paris : Seuil, 2005, p. 11.

²² *Ibidem*, p. 19.

ou des articles internationaux²³. Au départ, elle fait référence à l'évolution de l'OCDE elle-même. Cette dernière, en développant, l'idée selon laquelle à partir des années 1990 de nouveaux outils comparatifs dont Pisa aurait réussi à s'imposer comme un acteur influent en matière de réflexion sur la bonne gouvernance de l'éducation, dans un secteur qui n'était pas initialement de sa compétence²⁴. Le tournant comparatif est donc d'abord celui de l'OCDE mais progressivement, au fur et à mesure des publications du projet *Transtate*, il tend à désigner une transformation plus générale de la gouvernance des systèmes scolaires elle-même selon laquelle toute conception de politique éducative domestique ne saurait échapper désormais à une comparaison internationale préalable. Le tournant comparatif devient celui de la gouvernance des systèmes scolaires, qui évolue vers une gouvernance par la comparaison²⁵. Ce modèle est ensuite utilisé pour interpréter l'évolution de cas nationaux, comme la France qui connaîtrait ainsi une « finlandisation » de sa politique éducative²⁶.

À bien des égards, nos travaux interdisciplinaires s'inscrivent en porte-à-faux vis-à-vis de cette thèse du tournant comparatif. S'il est difficile, en effet, d'ignorer les transformations récentes des discours, des idées et des instruments de mesure intervenant à un niveau macroscopique, qu'il soit international ou transnational, nos recherches mettent en évidence que, loin d'assister à un débat public approfondi, serein et cumulatif sur les résultats mêmes de l'enquête Pisa, on observe en France plutôt une série de diagnostics, d'inférences et d'imputations politiques qui s'orientent dans des directions multiples, qui sont plus ou moins maîtrisés et fondés sur les conclusions de l'enquête et qui obéissent à diverses logiques.

²³ Sotiria Grek, « Governing by numbers: The PISA "effect" in Europe », in *Journal of Education Policy* vol. 24 no. 1, 2009, pp. 23–37.

²⁴ Kerstin Martens, « How to become an influential actor – The 'comparative turn' in OECD education policy », in Kerstin Martens, Alessandra Rusconi and Kathrin Lutz (eds.), *Transformations of the state and global governance*, Londres: Routledge, 2007, pp. 40-56.

²⁵ Kerstin Martens and Dennis Niemann, « Governance by Comparison – How Ratings and Rankings Impact National Policy-making in Education », in *Transtate Working Papers*, no.139, 2010.

²⁶ Michael Dobbins and Kerstin Martens, « Towards an Education Approach à la Finlandaise? French Education Policy after PISA », in *Journal of Education Policy* vol. 27 no. 1, 2012, pp. 23-43.

Dès lors, il convient de ne pas surestimer la capacité des résultats de Pisa à étendre le débat public en éducation en France, leur capacité (seuls en tout cas) à réorienter la politique éducative (comme sur le redoublement), l'« alignement » annoncé dans l'article susmentionné de la France sur les besoins suscités par une économie compétitive de la connaissance. Et à l'inverse, il convient de ne pas sous-estimer les processus multiples de traduction des impératifs transnationaux lors de leur réception en France (et ailleurs) ou la capacité des experts dominants (ici des élites administratives) à se saisir de ces impératifs pour réaffirmer la centralité de leur expertise ou de leur science de gouvernement, comme ont pu le faire par exemple les statisticiens de la DEPP.

Ainsi, un détour par les travaux néo-institutionnalistes par exemple, et un dialogue avec eux dans une perspective mobilisant aussi une sociologie de la traduction (ou du transcodage) et une sociologie de la régulation sur la base d'une connaissance fine des recherches (évaluatives ou non) en éducation, met clairement en évidence que ces évolutions discursives et instrumentales macro (sur l'importance accrue des comparaisons internationales) viennent se sédimenter à des modes de régulation domestiques prééminents plus qu'ils ne se substituent à eux. C'est le cas par exemple quand on observe, en particulier depuis PISA 2009, que cette enquête est massivement reprise, sans être forcément développée, par divers acteurs du débat public dans des phases classiques de mise en œuvre d'une politique éducative (par exemple le passage d'un texte de réforme devant le Conseil supérieur de l'éducation, le débat sur le budget de la mission « enseignement scolaire » au Parlement etc.) pour défendre des positions très classiques dans un système encore fortement régulé par la règle bureaucratique et la co-gestion avec les associations professionnelles²⁷.

C'est alors toute la vision du processus de globalisation éducative qui s'en trouve enrichie. Celle-ci ne se réduit pas à un processus homogénéisant, *top-down* et essentiellement cognitif promu par des organisations internationales influentes et des réseaux d'experts mondialisés. Elle donne

²⁷ Agnès van Zanten, « Régulation et rôle de la connaissance dans le champ éducatif en France. Du monopole à l'externalisation de l'expertise ? », in *Sociologie et sociétés*, vol. 40 no. 1, 2008, pp. 69-92.

aussi naissance à des « mondialisations vernaculaires »²⁸ spécifiques selon les contextes qu'une approche interdisciplinaire permet souvent d'étudier dans leur complexité.

Tester de nouvelles hypothèses : l'exemple de « l'évidence »

Le troisième apport est de mettre à l'épreuve de nouvelles hypothèses et de ne pas enfermer un objet d'étude dans une série d'interrogations convenues. À l'heure actuelle, Pisa est par exemple souvent étudié comme un outil emblématique du développement de l'*evidence-based policy* en éducation, que nous pourrions traduire en français par des politiques publiques fondées sur la mesure de preuves empiriques. Pour donner un ordre de grandeur de ce phénomène, la base Eric recensait le 9 juillet 2018 240 articles de revues mentionnant et « Pisa » et « *evidence-based policy* » dans leur résumé (articles essentiellement écrits par des représentants de l'OCDE ou des chercheurs spécialisés dans l'analyse de la globalisation éducative). Il s'agit alors soit de questionner la pertinence des « preuves », donc d'entrer dans l'analyse des fondements méthodologiques de l'enquête, soit d'interroger la signification du recours croissant à Pisa dans la formulation des politiques éducatives domestiques.

Nos recherches questionnent de plusieurs manières la pertinence d'un tel cadre interprétatif pour le cas de la France. Au risque de nous répéter, rappelons que Pisa se greffe à une série d'opinions et de positions publiques préétablies qu'il peine à véritablement infléchir, que peu de réformes menées en France se réfèrent explicitement à Pisa, ou alors d'une manière rhétorique et indirecte, ce qui donne lieu à une série d'imputations politiques qui vont dans des directions extrêmement variées et qui ne sont pas toujours – parfois loin de là – fondées sur les résultats de l'enquête et qu'à cet égard, Pisa est plus utilisé finalement comme un outil de communication politique que comme un outil d'apprentissage politique.

Ces conclusions permettent de dialoguer avec l'agenda international susmentionné, en montrant par exemple qu'il n'y a pas « réellement » d'*evidence based policy* fondée sur Pisa en France ou que les preuves mobilisées sont d'un autre ordre et ce, au risque d'enfermer le cas de la

²⁸ Arjun Appadurai, *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis, MN: The University of Minnesota Press, 1996.

France dans une description convenue d'un système finalement peu rationnel qui ne serait pas encore entré dans l'ère de la globalisation éducative chiffrée...

Mais elles permettent aussi d'ouvrir d'autres perspectives de recherche. Par exemple, si Pisa est de plus en plus réduit à un outil de communication en servant surtout à étayer des prises de position publiques relativement classiques, alors on peut envisager Pisa comme un traceur efficace des dynamiques et des mécanismes du débat public en éducation. On voit ici que l'interdisciplinarité joue un double rôle. D'une part elle est à l'origine d'une série de conclusions d'un nouveau genre sur la réception de Pisa : celui-ci est perpétuellement traduit dans le processus d'action publique selon divers facteurs étudiés dans une perspective interdisciplinaire mêlant sciences de l'éducation, science politique et sociologie. D'autre part, dans la suite logique de ces conclusions, une approche interdisciplinaire permet d'ouvrir l'horizon des problématisations possibles d'un même objet de recherche.

Conclusion : interdisciplinarité et cumulativité

Pour conclure, précisons que nous avons bien évidemment conscience des limites de ce retour d'expérience de recherche. Cette expérience est localisée. La démonstration proposée se déploie finalement selon une logique de « tiroirs » dans la mesure où il faudrait à chaque fois entrer dans le cadre d'analyse de chaque contribution tirée des deux recherches mobilisées pour analyser plus finement la pratique effective de l'interdisciplinarité et la pertinence des enseignements qui en sont tirés. Enfin, il s'agit d'une interdisciplinarité limitée à trois disciplines alors que bien d'autres pourraient être mobilisées sur cet objet.

Néanmoins, elle met en évidence trois apports potentiels d'une approche interdisciplinaire du politique. Ces apports pourraient faire penser à une fonction spécifique de l'interdisciplinarité : ouvrir de nouvelles boîtes noires qu'elle contribue à définir, explorer des questionnements nouveaux plutôt que d'accumuler des résultats au sein d'une tradition d'analyse donnée. L'interdisciplinarité peut aussi permettre une certaine cumulativité de la recherche à plusieurs conditions, notamment celle de relever le défi de la maîtrise monodisciplinaire.

Bibliographie

1. Appadurai, Arjun (1996), *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis, MN: The University of Minnesota Press.
2. Bezes, Philippe (2009), *Réinventer l'État*, Paris : Presses universitaires de France.
3. Dobbins, Michael, Martens, Kerstin (2012). « Towards an Education Approach à la Finlandaise? French Education Policy after PISA », in *Journal of Education Policy*, 27, 1, 23-43.
4. Dupuy, Claire (2013)., « Les politiques régionales d'éducation en Allemagne depuis PISA », in *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 64, 18-24.
5. Elias, Norbert (1991), *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris : Agora Pocket.
6. Graeber, Wolfgang, Lindner, Martin (2008), « The Impact of the PARSEL Way to Teach Science in Germany on Interest, Scientific Literacy, and German National Standards », in *Science Education International*, 19, 3, 275-284.
7. Grek, Sotiria (2009), « Governing by numbers: The PISA "effect" in Europe », in *Journal of Education Policy*, 24, 1, 23-37.
8. Hassenteuffel, Patrick (2000), « Deux ou trois choses que je sais d'elle. Quelques enseignements tirés d'expériences de comparaison européenne », in *CURAPP, Les méthodes au concret*, Paris : PUF-CURAPP, 105-124.
9. Martens, Kerstin (2007), « How to become an influential actor – The 'comparative turn' in OECD education policy », in Martens, Kerstin, Rusconi, Alessandra, Lutz, Kathrin (eds.), *Transformations of the state and global governance*, Londres: Routledge, 40-56.
10. Martens, Kerstin (2008), « Why is There No PISA Shock in the U.S.? A Comparison of German and American Education Policy », in *AICGS Advisor*, 2008, 31 October, [<http://www.aicgs.org/publication>], 10 April 2012.
11. Martens, Kerstin, Niemann, Dennis (2010), « Governance by Comparison – How Ratings and Rankings Impact National Policy-making in Education », in *Transtate Working Papers*, 139.

12. Mons, Nathalie, Pons, Xavier (2013), « Pourquoi n'y a-t-il pas eu de "choc PISA" en France ? Sociologie de la réception d'une enquête internationale (2001-2008) », in *Revue française de pédagogie*, 182, 9-18.
13. Morin, Edgar (2005), *Introduction à la pensée complexe*, Paris : Seuil.
14. Musselin, Christine (2001), *La longue marche des universités françaises*, Paris : Presses universitaires de France.
15. Pons, Xavier (2012), « Going Beyond the "PISA Shock" Discourse. An Analysis of the Cognitive Reception of PISA in Six European Countries (2001-2008) », in *European Educational Research Journal*, 11, 2, 207-227.
16. Pons, Xavier (2016), « Tracing the French policy PISA debate: A policy configuration approach », in *European Educational Research Journal*, 15, 15, 580-597.
17. Pons, Xavier (2017a), « Fifteen years of research on PISA effects on education governance: A critical review », in *European Journal of Education*, 52, 2, 131-144.
18. Pons, Xavier (2017b), *Débat public et action publique en éducation en France dans les années 2000. Une sociologie des configurations de dicibilité*, Mémoire d'Habilitation à diriger des recherches, Université Paris-Est Créteil.
19. Van Zanten, Agnès (2008), « Régulation et rôle de la connaissance dans le champ éducatif en France. Du monopole à l'externalisation de l'expertise ? », in *Sociologie et sociétés*, 40, 1, 69-92.
20. Zittoun, Philippe (2013), *La fabrique politique des politiques publiques*, Paris : Presses de Sciences Po.

**QUAND L'INTERDISCIPLINARITÉ S'IMPOSE : CONTOURNEMENT
D'UN REFUS DE TERRAIN PAR LA PROSOPOGRAPHIE**

**WHEN INTERDISCIPLINARITY SEEMS THE RIGHT THING TO
DO: OVERCOMING REJECTION FROM THE FIELD THROUGH
PROSOPOGRAPHY**

Marion Demonteil*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2018.2.06

Published Online : 2018-12-31

Published Print : 2018-12-31

Abstract

This paper addresses the practical modalities of entry into interdisciplinarity. Starting from a specific case of rejection from the field, it shows how the use of the historical discipline's tools shapes the construction of a sociological research object. Following a rejection from the field, this research had to get historical distance, which lead our study from a questioning on the effects of new public management

* Marion Demonteil est doctorante en science politique au sein du laboratoire IRISSO de l'université Paris Dauphine. Elle consacre ses recherches à une socio-histoire du contrôle administratif de la culture, sur la période 1959-2017, associant méthodes qualitatives (archives et entretiens) et quantitatives (statistiques, analyse géométrique des données et analyse de séquences) et se situant au carrefour d'une sociologie politique des professions et d'une sociologie des institutions. Contact: marion.demonteil@dauphine.psl.eu

to a socio-history of administrative control at the crossroads of history and the sociology of action. The exploratory possibilities offered by prosopography, and more specifically by optimal matching, are illustrated from the material of a survey devoted to the general inspectors of the French ministry of Culture between the 1960s and today.

Keywords: prosopography, inspectorate, optimal matching, construction of the object.

Introduction

Le recours à l'interdisciplinarité fait volontiers l'objet d'un discours enchanté, valorisant le goût de la curiosité et la capacité à franchir sciemment les frontières après avoir dépassé la peur des autres disciplines et avant de « revenir autrement et autre dans sa propre discipline »¹. Pour ce qui concerne l'histoire et les sciences humaines, ce discours est devenu banal à mesure que la commune appartenance de l'histoire et de la sociologie au même espace épistémologique s'est imposée². Passés les constats sévères d'une imperméabilité durable entre ces disciplines³, le rapprochement s'est concrétisé en France il y a plus de vingt ans, avec le développement d'une socio-histoire attentive à l'historicisation des pratiques⁴. L'histoire n'est plus cantonnée au statut de simple matériau dont les sociologues se saisissent à l'aide des concepts propres à leur discipline. Les instruments, au premier rang desquels la prosopographie dont il sera question tout au long de cet article, passent les frontières académiques.

A rebours de l'évidence des circulations entre sociologie et histoire, nous revenons ici sur les conditions pratiques d'entrée en interdisciplinarité. Une telle démarche trouve en effet parfois sa source dans une nécessité prosaïquement imposée par les résistances du terrain de recherche. Pour le politiste, les autres disciplines, et particulièrement l'histoire, peuvent en

¹ Michel Offerlé et Henry Rousso (dir.), *La fabrique interdisciplinaire: histoire et science politique*, Rennes: Presses Universitaire de Rennes, 2008, p. 16.

² Jean-Claude Passeron, *Le Raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Paris: Nathan, 1991.

³ Andrew Abbott, "The order of professionalization. An empirical analysis", in *Work and occupation*, no. 4, 1991, pp. 355-84.

⁴ Pascale Laborier et Danny Trom, *Historicités de l'action publique*, Paris: Presses universitaires de France, 2003.

effet constituer un ensemble de boîtes à outils, qui sont autant de ressources pour se ménager un chemin d'accès vers un objet qui se dérobe. L'entrée en interdisciplinarité se fait alors modestement par les outils bien plus que par l'ambition première de construire un objet hybride. C'est la construction d'un objet de recherche interdisciplinaire - à la croisée de l'histoire et de la sociologie - que nous souhaitons ici illustrer à partir de la mise en œuvre d'un outil devenu commun à ces disciplines : la prosopographie. Partant d'un refus de terrain essuyé dans le cadre de l'enquête entreprise en 2013, nous montrons comment une interdisciplinarité non choisie peut travailler un objet de recherche. Sur la base d'une enquête consacrée aux effets du new public management sur les pratiques de contrôle administratif, saisis à partir du cas de l'inspection générale des Affaires culturelles (IGAC), nous traitons d'abord des modalités concrètes du décloisonnement disciplinaire de notre recherche, avant d'illustrer les possibilités de la prosopographie à travers les résultats exploratoires d'une analyse de séquences de la population des inspecteurs.

1. La prosopographie comme planche de salut interdisciplinaire

La prosopographie est une démarche historique, mobilisée tant par les sociologues que par les politistes. « Méthode »⁵, « style de recherche »⁶, « approche de l'histoire sociale qui pose de nouvelles questions »⁷, elle n'est pas une discipline, mais une démarche conçue comme « interdisciplinaire par définition »⁸, et ce pour au moins deux raisons. Tout d'abord, les étapes

⁵ André Chastagnol, "La prosopographie, méthode de recherche sur l'histoire du bas Empire", dans *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, no. 5, 1970, pp. 1229-35.

⁶ Claire Lemerrier et Emmanuelle Picard, "Quelle approche prosopographique ? ", dans Philippe Nabonnand et Laurent Rollet (dir.), *Les uns et les autres... Biographies et prosopographies en histoire des sciences*, Nancy: Presses universitaires de Nancy, 2013, pp. 605-30.

⁷ Neithard Blust, "Objet et méthode de la prosopographie", dans Jean-Philippe Genet et Lotte Günther (dir.), *L'Etat moderne et les élites, XIIIe-XVIIIe siècles. Apports et limites de la méthode prosopographique*, Paris: Publications de la Sorbonne, 1996, pp. 467-82.

⁸ Koenraad Verboven, Myriam Carlier, Jan Dumolyn, "A Short Manual to the Art of Prosopography", dans Katharine S. B. Keats-Rohan (dir.), *Prosopography Approaches and Applications A Handbook*, Oxford: Linacre College, University of Oxford, 2007, pp. 35-69.

propres à la mise en œuvre de cet instrument de recherche supposent l'association des méthodes quantitatives et qualitatives, pour permettre l'étude de trajectoires individuelles articulées avec l'analyse des règles objectives des institutions. Ensuite, historiquement, la prosopographie a passé les frontières disciplinaires du fait de sa diffusion dans les sous-champs de l'histoire, de la science politique et de la sociologie.

D'un point de vue pratique, cette méthode s'appuie sur l'étude d'une population à travers les biographies de chacun de ses membres. Sa mise en œuvre peut être décomposée en trois temps. Premièrement, il s'agit de définir une population, conçue comme un groupe délimité par un ou plusieurs critères (le fait d'avoir servi dans la même administration, de faire partie de la même lignée, d'avoir occupé les mêmes fonctions etc.). Une fois les frontières de cette population définies, la biographie de chacun des membres est constituée à partir d'un questionnaire plus ou moins étendu. L'analyse des données intervient dans un troisième temps, à partir d'un traitement quantitatif. En d'autres termes, la prosopographie consiste en la collecte et l'exploitation de données biographiques observables, structurées dans le but d'un traitement quantitatif⁹. Ce traitement quantitatif entend saisir le commun, le banal, par opposition à l'exceptionnel, au singulier. Les principaux objets de recherche de la biographie de groupe sont donc la stratification sociale, la mobilité sociale, les processus de décision, le fonctionnement des institutions.

Au cours de la recherche que nous avons commencée en 2013, le recours à la prosopographie a d'abord représenté un moyen de contourner un refus de terrain. Nous souhaitons étudier les effets du new public management sur les pratiques d'inspection, à partir du cas de l'inspection générale des Affaires culturelles (IGAC)¹⁰. Créé en 1965, ce service est directement rattaché au ministre de la Culture et exerce sa compétence sur les services centraux et déconcentrés, comme sur tout organisme relevant du ministère ou bénéficiant de son concours. Notre ambition était

⁹ Katharine S. B. Keats-Rohan (dir.), *Prosopography Approaches and Applications. A Handbook, Occasional publications of the Oxford Unit for prosopographical research. Prosopographica et genealogica*, Oxford: Linacre College, University of Oxford, 2007.

¹⁰ On distingue trois appellations différentes de la même institution : inspection générale des Services administratifs (1959 à 1973), inspection générale de l'Administration des Affaires culturelles (IGAAC) (1973-2008), inspection générale des Affaires culturelles (IGAC) (depuis 2008). Pour simplifier la lecture, nous emploierons la troisième appellation dans ce texte.

initialement de procéder à une ethnographie du contrôle. Les premières sollicitations adressées à l'IGAC ont cependant rapidement reçu une fin de non-recevoir, nous interdisant l'accès aux listes et aux contenus des rapports d'inspection, tout en nous empêchant de mener des entretiens avec les inspecteurs en fonction. Maintenir notre recherche supposait non pas de contourner ces contraintes mais de les intégrer dans la construction de notre objet.

Ce refus initial de terrain nous a alors entraînée dans une prise de distance historique avec notre objet, tout en maintenant la population des inspecteurs au centre de notre étude. Etablir une prosopographie des inspecteurs généraux des Affaires culturelle ayant exercé entre les années 1960 et 2016 restait en effet possible, dans la mesure où, comme pour toute élite administrative, les biographies de ces agents sont traitées dans de nombreuses sources publiques (annuaires biographiques, portraits de presse). Rester attentif à cette unité d'analyse s'est avéré déterminant dans la réorientation de notre recherche. D'abord, du moment où l'étude des transformations du contrôle administratif est construite à hauteur des hommes et des femmes qui en ont la charge, il ne s'agit plus de questionner les effets des réformes du *new public management* sur le contrôle administratif, mais à l'inverse, de comprendre comment les inspecteurs se saisissent de ces réformes pour redéfinir leurs pratiques en fonction des époques et de leur trajectoire. Autrement dit, le recours à la prosopographie nous a progressivement placée à l'intersection entre une histoire de l'administration d'un côté et une sociologie de l'action de l'autre. Ensuite, la prosopographie suppose de rendre possible la comparaison entre les membres d'une même population. Dans la mesure où toutes les biographies des inspecteurs sont intégrées dans la même base de données, cela suppose en effet de déterminer des catégories transhistoriques. Ce faisant, la démarche place la continuité au premier plan, elle invite donc à conserver une approche sociologique attentive à la régularité, sur des événements historiques souvent présentés comme des ruptures (l'introduction des principes de gestion privée dans le secteur public).

Les postulats propres à la prosopographie ont donc eu un effet sur la construction de notre objet de recherche, le faisant passer d'une ethnographie des pratiques de contrôle à une socio-histoire du contrôle administratif. La

présentation des résultats exploratoires d'une analyse de séquences portant sur la population des IGAC permet d'illustrer les apports à partir d'un cas empirique.

2. Les inspecteurs généraux des Affaires culturelles : aux marges d'une élite administrative

Le développement de biographies collectives de grande ampleur, comptabilisant plusieurs milliers de trajectoires, s'est accompagné de la conception de techniques d'analyse quantitatives parmi lesquelles l'analyse de séquences par appariement optimal (*optimal matching*). Introduite en sciences sociales par Andrew Abbott¹¹, elle consiste en un séquençage des trajectoires des agents en états successifs. Un calcul matriciel permet ensuite d'établir des sous-populations qui se caractérisent par la proximité - c'est-à-dire la ressemblance - des parcours de leurs membres. Autrement dit, l'appariement optimal est une méthode exploratoire puissante pour identifier des sous-groupes plus ou moins homogènes dans une population globale.

Mise à profit dans le cadre de l'exploitation de notre prosopographie des inspecteurs, elle nous a permis de répondre à trois questions principales. Premièrement, y a-t-il une trajectoire type, ou un type de trajectoire dominant qui mènerait à l'inspection ? Cela interroge l'hétérogénéité des inspecteurs. Deuxièmement, à quel moment l'entrée dans l'inspection intervient-elle ? Ce qui permet de comprendre ce qu'une telle nomination représente dans la carrière des agents et si elle a la même valeur pour tous. Troisièmement, observe-t-on des modifications dans ce que représente l'entrée dans ce service entre 1959 et 2016 ? L'analyse des 126 séquences, de longueur égale (51 ans, c'est-à-dire toutes les étapes de l'âge de 15 ans à l'âge

¹¹ Andrew Abbott et John Forrest, "Optimal Matching Methods for Historical Sequences", dans *Journal of Interdisciplinary History*, no. 3, 1986, pp. 471-94; Andrew Abbott, "Sequence analysis: new methods for old ideas", dans *Annual review of sociology*, 1995, pp. 93-113; Andrew Abbott, Angela Tsay, "Sequence analysis and optimal matching methods dans sociology: Review and prospect", in *Sociological methods et research*, no. 1, 2000, pp. 3-33.

de 65 ans), aboutit à une typologie en cinq classes, témoin de l'hétérogénéité de cette population. Nous en proposons une esquisse, enrichie par des extraits d'entretiens réalisés avec des inspecteurs retraités.

Classe 1 : L'inspection comme horizon souhaitable : une sécurisation de fin de carrière

Très féminisée, la première classe compte 23 agents. Elle réunit des agents pour l'essentiel extérieurs à la fonction publique, nommés dans le corps de l'IGAC par le biais du tour extérieur du gouvernement¹². Pour eux, la nomination permet de sécuriser une fin de carrière. L'inspection est alors considérée comme un refuge : « J'ai vu combien j'allais avoir en retraite [sourire] et voilà. C'était pas beaucoup. Donc je demande à devenir fonctionnaire, ce qui est un peu compliqué du point de vue administratif [...] je rentre pas dans les cases. Le seul moyen technique, c'est que je demande un tour extérieur » (Entretien avec Rémi C.). Pour autant, si ces agents obtiennent leur nomination à l'IGAC, c'est aussi parce qu'ils ne peuvent obtenir autre chose, du fait de leur position périphérique vis-à-vis des entourages politiques. Toutes les modalités de placement n'ont pas la même valeur. Les services d'inspection sont hiérarchisés, comme en témoignent les propos tenus par un ancien président de la République à son assistante personnelle. Alors que la fin de mandat approche, il discute avec elle des possibles débouchés. Elle s'en souvient en ces termes : « On était quatre [assistantes]. Il y en a une, il l'a amenée à La Poste, inspecteur général à La Poste. Il y en a une qui est partie à La Poste aussi. Parce qu'il y avait les deux vieilles et les deux jeunes. Les deux jeunes ont eu des postes enfin... Et alors, un soir, [le Président] me dit : "Mais enfin, je ne peux quand même pas vous nommer à la Poste ! [...] Vous allez aller à la Culture" » (entretien avec Andrée D.). On voit dans cet extrait que le secteur (Industrie *versus* Culture) et le service (inspection technique *versus*

¹² Le tour extérieur du gouvernement a été introduit par la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public. Il permet à l'exécutif de nommer des agents de son choix au sein de certains corps - en particulier les inspections générales - sans autre condition que celle de l'âge, et dans les limites de certaines proportions (1/3 dans le corps des IGAC aujourd'hui, par exemple).

inspection générale ministérielle) sont les critères de hiérarchisation des débouchés possibles. Aux « jeunes », moins proches du Président car auprès de lui depuis moins longtemps, les débouchés les moins prisés. Aux « vieilles », et en particulier à la collaboratrice la plus fidèle qu'est notre enquêtée, le débouché le plus prestigieux dans l'espace des possibles réservé aux agents dominés des entourages que sont, ici, les assistantes personnelles.

La première classe est donc celle des membres les moins influents des entourages politiques, appartenant au second cercle, et que l'on rétribue en leur permettant d'être titularisés dans la fonction publique par l'un des biais possibles : le recours au tour extérieur du gouvernement. Ces agents disposent d'un capital scolaire inférieur à celui des autres classes, et d'un capital social supérieur du fait de leur intimité avec des membres des entourages politiques. Leur affectation à l'IGAC apparaît comme une rétribution de faible valeur, accordée à des agents dominés dans le champ politique.

Classe 2. L'IGAC comme lieu de sédentarisation de fonctionnaires nomades

La classe 2, peu féminisée (16 % de femmes), rassemble 25 agents. Les inspecteurs de première génération y sont surreprésentés (40 % sont nés entre 1910 et 1929, contre 18 % dans la population totale). Leurs trajectoires présentent notamment la particularité de converger pendant toute la première partie de la vie active, et de se diversifier à nouveau à partir de la quarantaine avant de converger vers l'IGAC. Pour mieux comprendre le caractère typique de cette classe, nous pouvons nous arrêter sur son parangon. Il s'agit de Gérard T., né en 1909 en Lorraine, et décédé en 1993. Ce normalien, professeur agrégé de Lettres, s'investit initialement dans une carrière académique. Avec son épouse, d'abord enseignante elle aussi, ils s'éloignent cependant du milieu de l'enseignement pour se rapprocher du champ culturel et médiatique. Lui, poète, verra deux de ses recueils de poésie publiés en 1975 et 1981. Elle, journaliste, se tournera vers l'animation d'émissions de télé. La reconnaissance relative dont il bénéficie dans le champ artistique a peut-être facilité son recrutement en tant que

sous-directeur de l'institut français d'Athènes. De là, il rejoint l'administration centrale, au ministère de la Culture, en tant que chargé de mission à 52 ans. Après plusieurs changements dans et hors de l'administration, il rejoindra l'inspection générale en 1970. D'abord en tant que chargé de mission (à l'époque, le corps des inspecteurs n'est pas encore créé), puis en tant que titulaire du corps, à compter du 1^{er} janvier 1974.

La classe 2 rassemble donc des agents multipositionnés. Une partie d'entre eux associe appartenance à l'administration de la France d'outre-mer et appartenance à l'administration culturelle, d'autres sont plus clairement inscrits dans le champ artistique et dans le champ de l'administration. Ils n'occupent cependant pas de position dominante dans ces champs. La mobilité dont ils font preuve (entre ministères, entre le secteur public et le secteur privé) fragilise leur position et ne leur permet pas d'être titularisés dans le corps.

Classe 3 : L'IGAC : un « bâton de maréchal » pour une carrière qui plafonne

La classe 3 est significativement plus homogène et plus féminisée que les autres classes (40 % de femmes contre 25 % dans la population totale). Les énarques y sont également surreprésentés (45 % contre 38 %). Il s'agit de carrières commencées tôt, maintenues longtemps à des postes situés au bas de la hiérarchie de la haute fonction publique, et qui connaissent une progression en seconde partie de carrière (après l'âge de 40 ans). Pour améliorer la lecture de cette classe, deux sous-populations peuvent être identifiées : les non-énarques et les énarques.

La première sous-population réunit 55 % de la classe. Sans être énarques, nombreux sont titulaires d'autres concours (normaliens, sciences Po Paris, etc.). Entrés tôt dans l'administration, ils parviennent à intégrer le corps des administrateurs civils (corps d'une majorité d'énarques) en cours de carrière. Pour autant, leur séparation d'avec les énarques est durable et prend la forme d'une identité construite sur le mode de l'opposition entre « eux » et « nous ». La position de l'un des membres de cette sous-population l'illustre. Après avoir réussi le concours d'attaché d'administration, cet agent intègre un service de l'administration centrale à la fin des années

1960. Il décrit son supérieur hiérarchique d'alors comme un « pur jus énarque, haute bourgeoisie parisienne [qui] passait beaucoup son temps à téléphoner pour savoir ce qu'il allait faire le soir, comme rendez-vous, comme dîner, comme sortie etc. ». Un mode de vie qui contraste avec l'investissement désintéressé dans le travail que ce même agent revendique à travers le récit des longues soirées passées au bureau pour apprendre les ficelles du métier. Ascétisme, désintéressement et sincérité sont convoqués comme autant de différences qui le maintiennent en dehors du groupe des énarques, ses « camarades » du point de vue de l'appartenance au corps, toujours prêts à l'envoyer sur des postes sans avenir et à occuper les fonctions susceptibles d'accélérer leur carrière. Membres du même corps, donc, ces administrateurs civils n'ont ni les mêmes opportunités ni la même image que les énarques. Ils ne disposent pas du capital symbolique qu'apporte la réussite à ce concours et surtout de la reconnaissance par leurs pairs.

À l'opposé, dans la seconde sous-population, les femmes énarques sont très significativement surreprésentées (50 %, contre 29 % de femmes dans la population totale d'énarques). La variable du genre pèse sur la première partie de leur carrière comme l'illustre celle d'Hélène M. Diplômée de Sciences Po puis attachée d'administration en collectivité territoriale, elle passe le concours de l'ENA en interne. À sa sortie, elle a 35 ans et choisit d'être affectée dans un tribunal administratif : « j'aurais pu prendre les Affaires étrangères en sortant, et puis là encore, avec trois enfants petits, un mari qui pouvait pas forcément suivre, c'était quand même un peu acrobatique. Donc j'avais renoncé à ça ». Si l'opportunité d'être directrice s'est présentée à la fin de la quarantaine, Hélène M. ne l'a pas saisie. Pour elle, l'entrée à l'inspection est alors acceptée comme allant de soi, à partir du moment où les opportunités commencent à se raréfier, une fois 50 ans passés. Ce type de calcul n'est pas récent, il avait déjà cours parmi les premières femmes énarques à rejoindre l'IGAC dans les années 1970. Pour autant, l'acceptation de ce débouché n'est ni systématique ni immédiate, et les résistances peuvent être fortes. En témoigne l'extrait d'une note dans laquelle un administrateur civil tente d'infléchir la décision qui viserait à le faire nommer inspecteur (Nomination - notes complémentaires, 1978 (date supposée), AN 2004 0048 - 5). Considérant que sa nomination à l'inspection serait « un préjudice matériel et moral (image de marque) » son

auteur demande sa nomination dans une sous-direction. Cette note permet de voir que l'inspection générale, si elle peut être conçue comme un débouché acceptable, n'en perd pas pour autant son caractère stigmatisant (« image de marque »). Cet agent, fils d'un inspecteur général de l'agriculture de la Sarthe, fut l'un des premiers élèves de l'ENA. En dépit de son capital scolaire (Sciences Po Paris, Syracuse University, ENA), il ne parvint pas à occuper un poste budgétaire de sous-directeur. Aussi cette nomination à l'inspection fut vécue d'autant plus négativement que ses attentes étaient supérieures. À l'instar des musiciens d'orchestre étudiés par Bernard Lehmann, le sentiment que provoque une nomination à l'IGAC est fonction de la trajectoire antérieure et des attentes nourries par les agents tout au long de leur progression dans la carrière. L'acceptation est ainsi plus répandue chez les agents dominés, en particulier les femmes, confrontées au plafond de verre de l'administration. De manière comparable aux musiciens, ces agents arrivent à l'inspection « sans illusions ni fausses espérances » car « leur position d'arrivée se trouve ajustée à leurs attentes du départ »¹³.

Classe 4 : L'inspection : un « placard même pas doré » pour rebondir

La classe 4 est celle qui réunit le plus petit effectif, tout en présentant la plus forte hétérogénéité. La diversification des opportunités y intervient tôt et marque durablement les carrières. Les agents de cette classe ont rapidement accédé à des emplois fonctionnels. En conséquence, ils ont passé moins de dix ans en moyenne en bas de la hiérarchie, alors qu'ils ont été plus de dix ans sous-directeur, chef de service ou directeur. Mais c'est surtout la dimension politique qui caractérise la trajectoire de ces agents, dont le passage en cabinet est un marqueur. Leur passage à l'inspection est bref (moins de deux ans). 47 % des agents ressortent du service, soit une tendance très supérieure au reste de la population (27 %).

Au sein de cette sous-population se trouvent des agents qui ont occupé des postes de premier plan au ministère : directeurs du cabinet du ministre, directeurs en administration centrale ou de grand établissement public etc. Leur arrivée à l'inspection peut représenter une période de

¹³ Bernard Lehmann, *L'orchestre dans tous ses éclats. Ethnographie des formations symphoniques*, Paris: La Découverte, 2005.

transition courte, soit en raison d'une alternance politique, soit en raison d'une fin de mandat réglementaire. L'un d'eux précise : « Je considère pas que mon passage à l'inspection était la période la plus épanouissante de ce que j'ai pu faire, mais bon, il fallait bien que je fasse quelque chose [après avoir été débarqué]. Mais avec une seule envie : c'est se barrer le plus vite possible ». Pour ces agents, l'objectif est de pouvoir ressortir du service, soit en restant membre du corps soit en intégrant un autre corps. Leur marquage politique les fragilise ou les renforce au gré des alternances. Contrairement aux agents de la classe 2, le multipositionnement permet ici de cumuler les ressources permettant deux choses. Soit de ressortir de l'inspection, soit, au contraire, d'être intégré dans le corps des inspecteurs pour une très courte période, mais qui permettra d'améliorer la retraite.

La classe 4 est composée d'énarques dont les trajectoires sont politiquement marquées. Bien que la valeur de leur capital social varie dans le temps, en fonction des reconfigurations successives des cabinets ministériels, ils parviennent à rebondir de poste en poste tout au long de leur trajectoire, même si c'est parfois au prix de périodes sans affectation de poste. Leur passage à l'inspection est donc bref, et remplit deux types de fonctions. Soit il s'agit d'un espace de transition occupé en l'attente d'une affectation plus prestigieuse, soit il s'agit d'une titularisation dans le corps à l'extrême fin de la carrière afin d'améliorer le niveau de la retraite.

Classe 5 : « Le jour où on m'a coupé la tête » : une aristocratie déchue

La classe 5 compte 28 agents. Il s'agit de la classe la moins féminisée (10 % de femmes), dans laquelle on trouve une surreprésentation des agents au capital scolaire le plus important : titulaires d'un doctorat, énarques, élèves de l'école nationale de la France d'outre-mer et normaliens. Ces fonctionnaires accèdent tôt aux fonctions les plus élevées de la hiérarchie administrative. Pour autant, ce qui distingue les membres de la classe 5 est le fait qu'ils passent en moyenne le temps le plus long dans ce service (11 ans contre 6 pour l'ensemble de la population). Ces éléments permettent d'identifier des carrières nettement fracturées entre un avant et un après nomination.

Cette classe 5 rassemble en effet des agents qui, après avoir occupé les postes les plus élevés, ont connu un déclassement brutal. Pour en comprendre la spécificité, il faut la distinguer de la classe 4, qui réunit également une forte proportion d'énarques. Ces deux classes se différencient sur trois aspects. Premièrement, la durée d'exercice à l'IGAC : là où, pour les membres de la classe 4, l'intégration dans le corps est de très courte durée, pour les agents de la classe 5, elle est durable. Deuxièmement, ce qui distingue les agents de la classe 5, ce n'est pas tant leur marque politique que le fait qu'ils ont accédé aux fonctions les plus élevées plus tôt, qu'ils s'y sont maintenus plus longtemps et que leur entrée dans l'inspection s'est concrétisée plus tôt et plus durablement. Troisièmement, la situation qui précède l'entrée à l'IGAC. En effet, il peut s'écouler plusieurs mois voire plusieurs années entre le moment où ces agents perdent leur emploi le plus élevé et celui où ils intègrent l'IGAC. Ce temps peut être occupé de deux manières : soit l'agent n'a pas d'affectation de poste, soit des missions lui sont confiées, le plus souvent en tant que chargé de mission, haut fonctionnaire en charge d'une thématique ou chef de projet. La conclusion que l'on peut en tirer est que, pour les agents de la classe 5, l'arrivée à l'IGAC est significativement plus souvent liée à une période de désinsertion administrative.

La classe 5 réunit donc des agents disposant d'un capital scolaire important qui, couplé avec un capital social enrichi par certains engagements politiques, les a rapidement fait accéder à des positions supérieures dans la hiérarchie des statuts de l'administration. Leur limogeage intervient également tôt dans la carrière et débouche sur une période de désinsertion administration durable. Sans poste fixe, ils parviennent le plus souvent à garder la face grâce à des titres honorifiques (haut fonctionnaire en charge d'un secteur, chargé de mission auprès d'un directeur) avant d'obtenir leur nomination en tant que titulaire de l'IGAC.

L'analyse de séquences, inscrite dans notre démarche prosopographique, a donc constitué un moyen de franchir une double distance. La distance historique d'abord, puisqu'elle suppose de faire rentrer dans une même base de données, donc rendre comparables, les trajectoires des agents passés par le service entre les années 1960 et nos jours. La distance sociale ensuite, puisqu'elle permet d'étudier des agents dominants moins à partir d'entretiens biographiques (même si quelques-

uns ont pu être réalisés avec des inspecteurs retraités) qu'à partir de sources publiques telles que des annuaires. Elle esquisse une morphologie de la population des inspecteurs, en révélant l'hétérogénéité des trajectoires derrière l'homogénéité supposée du corps. Elle montre également que la nomination en tant qu'inspecteur n'a pas la même valeur en fonction de la trajectoire des individus, les perspectives de fin de carrière et l'anticipation des pensions de retraite pesant lourdement sur l'intérêt que peut représenter une telle position.

Conclusion

Notre inscription dans l'interdisciplinarité, si elle a d'abord été « opportuniste », nous a donc permis de structurer notre objet de recherche. Les apports de cette entrée en interdisciplinarité sont de trois ordres. D'abord, elle suppose d'être attentif à la régularité, ce qui constitue un rempart efficace contre la tentation de voir des pratiques nouvelles dans des usages en réalité ancrés de longue date au sein des populations étudiées. Ensuite, en maintenant les inspecteurs au cœur de l'étude, elle favorise les allers-retours entre les échelles d'observation, de l'agent à l'institution et inversement. Enfin, elle rend possible, à terme, une historicisation des pratiques administratives, c'est-à-dire la prise en compte de l'héritage que constitue une histoire institutionnelle dans l'analyse de l'activité des inspecteurs.

Pour autant, les recours aux outils et enseignements de plusieurs disciplines ne permettent pas de contourner tous les écueils. En effet, la prosopographie nous a incitée à faire appel à des sources multiples, complétées par ailleurs grâce à une science de l'administration capable de restituer la signification des cadres réglementaires et des dispositions statutaires qui traduisent une partie de la légitimité des postes et des fonctions. Cependant, même si la prosopographie permet de travailler « à distance », les apports de multiples disciplines ne sauraient totalement rompre cette distance. Autrement dit, travailler à partir des archives et de biographies permet avant tout un travail sur les représentations des agents. La mise en récit de leur carrière dans un curriculum vitæ, dans un mémoire de propositions pour la Légion d'honneur ou dans un entretien semi-

directif se fait toujours par rapport aux attentes de l'institution et aux attentes que l'enquête attribue au chercheur¹⁴. Dès lors, l'idéal d'exhaustivité de la prosopographie expose le chercheur à une multiplication des sources et des individus étudiés, au détriment d'un approfondissement que seuls des entretiens biographiques extensifs pourraient permettre d'approcher.

Références bibliographiques

1. Abbott, Andrew (1991), « The order of professionalization. An empirical analysis », dans *Work and occupation*, no. 4, 355-84.
2. Abbott, Andrew (1995), « Sequence analysis: new methods for old ideas », dans *Annual review of sociology*, vol. 21, 93-113.
3. Abbott, Andrew, et Forrest John (1986), « Optimal Matching Methods for Historical Sequences », dans *Journal of Interdisciplinary History*, no. 3, 471-94.
4. Abbott, Andrew, et Tsay Angela (2000), « Sequence analysis and optimal matching methods in sociology: Review and prospect », dans *Sociological methods et research*, no. 1, 3-33.
5. Blust, Neithard (1996), « Objet et méthode de la prosopographie », dans *L'Etat moderne et les élites, XIIIe-XVIIIe siècles. Apports et limites de la méthode prosopographique*, Jean-Philippe Genet et Lotte Günther (dir.), Paris: Publications de la Sorbonne, 467-82.
6. Boltanski, Luc (1973), « L'espace positionnel : multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe », dans *Revue française de sociologie*, n° 1, 3-26.
7. Chastagnol, André (1970), « La prosopographie, méthode de recherche sur l'histoire du bas Empire », dans *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, no. 5, 1229-35.
8. Keats-Rohan, Katharine S. B. (dir.) (2007), *Prosopography Approaches and Applications A Handbook*, Oxford: Occasional Publications UPR.

¹⁴ Luc Boltanski, "L'espace positionnel : multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe", dans *Revue française de sociologie*, no. 1, 1973, pp. 3-26.

9. Laborier, Pascale, et Trom Danny (2003), *Historicités de l'action publique. Actes du colloque, Amiens, 12-13 octobre 2000*. Paris: Presses universitaires de France.
10. Lehmann, Bernard (2005), *L'orchestre dans tous ses éclats. Ethnographie des formations symphoniques*, Paris: La Découverte.
11. Lemerrier, Claire, et Picard Emmanuelle (2013), « Quelle approche prosopographique ? » dans *Les uns et les autres... Biographies et prosopographies en histoire des sciences*, Philippe Nabonnand et Laurent Rollet (dir.), Nancy: Presses universitaires de Nancy, 605-30.
12. Offerlé, Michel, et Rousso Henry (dir.) (2008), *La fabrique interdisciplinaire : histoire et science politique*. Rennes: Presses Universitaire de Rennes.
13. Passeron, Jean-Claude (1991), *Le Raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Paris: Nathan.
14. Verboven, Koenraad, Carlier, Myriam, et Dumolyn, Jan (2007), « A Short Manual to the Art of Prosopography », dans *Prosopography Approaches and Applications A Handbook*, Katharine S. B. Keats-Rohan (dir.), Oxford: Occasional Publications UPR, 35-69.

**ÉTUDE DES CRISES POLITIQUES INTERNATIONALES ET
INTERDISCIPLINARITÉ :
LE CAS DU 11 SEPTEMBRE 2001**

**INTERDISCIPLINARITY AND INTERNATIONAL POLITICAL
CRISIS STUDIES: THE CASE OF 9/11**

Thomas Meszaros, Clément Morier*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2018.2.07

Published Online : 2018-12-31

Published Print : 2018-12-31

* Thomas Meszaros, Maître de Conférences en science politique, Université Lyon 3 (EA 4586) – Maître de conférences en science politique, rattaché à l’Institut International pour la Francophonie (2IF – EA 4586) de l’Université Jean Moulin Lyon 3, Th. Meszaros est le fondateur et le Président de l’Institut d’Étude des Crises et préside le pôle « crises » au sein de l’AEGES, l’Association pour les Études sur la Guerre Et la Stratégie. Il est en charge de plusieurs enseignements sur les crises et il a développé plusieurs formations sur les crises à destination de différents publics. Contact: thomas.meszaros@univ-lyon3.fr

Clément Morier, Docteur en science politique, Université Lyon 3 (EA 4586) – Docteur en science politique, rattaché à l’Institut International pour la Francophonie (2IF – EA 4586) de l’Université Jean Moulin Lyon 3, C. Morier est secrétaire et co-fondateur de l’Institut d’Étude des Crises. Ses travaux portent sur « le » politique, scrutant le déploiement de la forme démocratique selon une étude des formes politiques, et des transitions morphologiques. Contact: clementmorier@yahoo.fr

Les auteurs tiennent à remercier Dominique Glaymann pour sa bienveillante attention et ses conseils avisés.

Abstract

This study aims to work the concept of “political crisis” using interdisciplinary tools. It is based on a case study, the crisis of the September 11 attacks, analyzed according to two complementary approaches. First, the breakdown of the sequences of this crisis makes it possible to identify the development of the intensity of the phenomenon over time, and its phases, in order to observe the behavior of the different types of actors involved in the crisis. Then, we have to study the dynamic “morphology” that shapes the deployment of the crisis, from the point of view of the aggressor but also from the target, using René Thom’s Catastrophe Theory. This accounts for the internal functioning of these actors, and also, shows crisis management opportunities for the target of these attacks. The purpose of this work is to put forward the relevance of interdisciplinarity to think political crises, and to put interdisciplinarity into practice in order to improve the knowledge of a phenomenon in a specific field (political crisis), by studying with another one.

Keywords: Crises, Al Quaida, 11 septembre 2001, terrorist attacks, René Thom, catastrophe theory

« L’interdisciplinarité peut signifier purement et simplement que différentes disciplines se mettent à une même table, à une même assemblée, comme les différentes nations se rassemblent à l’ONU sans pouvoir faire autre chose que d’affirmer chacune ses propres droits nationaux et ses propres souverainetés par rapport aux empiètements du voisin. Mais interdisciplinarité peut vouloir dire aussi échange et coopération, ce qui fait que l’interdisciplinarité peut devenir quelque chose d’organique. »¹

L’actualité récente témoigne de l’importance que revêt la notion de crise pour qualifier des situations graves et incertaines. Comme le souligne avec justesse Edgar Morin dès 1976, avec le temps le sens du terme crise

¹ Edgar Morin, « Sur l’interdisciplinarité », *L’Autre Forum*, vol. 7, n°3, mai 2003, p. 10.

s'est progressivement inversé : synonyme de décision à l'origine, il sert aujourd'hui à qualifier des situations d'indécision.

Le concept de crise est par définition un concept interdisciplinaire. Comme le montre Edgar Morin il a irrigué tous les domaines de la connaissance². Les relations internationales et les études stratégiques, confrontées à l'autonomisation de ce concept avec la crise de Cuba en 1962, ont ainsi joué un rôle central dans le développement d'une « crisologie ». La fin de la bipolarité témoigne de la permanence de la crise comme mode de conflictualité. Plus encore, les attaques du 11/09 constituent un moment clé dans l'histoire du système international qui a renforcé l'intérêt pour l'étude des crises³.

Malgré les pistes intéressantes développées depuis les années 1970-80, en mathématiques par René Thom, en sciences sociales par Edgar Morin, en psychologie par Thomas Milburn, en relations internationales par Hermann Khan, en sociologie par Michel Dobry, ce phénomène de crise semble toujours échapper aux cadres d'analyse et aux méthodes les plus éprouvées. L'interdisciplinarité permet-elle de rendre compte de la complexité de cette notion et peut-elle en favoriser une modélisation efficace ? Il ne nous semble pas possible de nous limiter aux approches classiques, fondées sur l'hypothèse de discontinuité, pour appréhender les crises dans leur complexité. Les démarches qui posent le primat du continu, comme celle du mathématicien René Thom, attentive aux transformations d'état, à la plasticité des structures d'où peuvent survenir des discontinuités par déformation critique, semblent être complémentaires aux approches classiques en sciences humaines et sociales. Nous chercherons à étayer cette proposition au travers de l'étude des crises internationales et du cas concret des attaques du 11 septembre 2001 (11/09)⁴. Notre contribution vise d'abord à présenter une modélisation

² Voir Edgar Morin, (1976), « Pour une crisologie », *Communications*, n°25, pp. 149-163.

³ Sur les travaux développés autour de la notion de crise, voir : Thomas Meszaros, Clément Morier, « Crisis management lessons from modeling », in N. Schiffino, L. Taskin, C. Donis, J. Raone, (eds), *Organizing after Crisis. The Challenge of Learning*, Bruxelles, Peter Lang, 2015, pp. 75-103 ; Thomas Meszaros, « Crises », in Benoît Durieux, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, Frédéric Ramel, *Dictionnaire de la guerre et de la paix*, Paris, PUF, pp. 321-329.

⁴ Pour la décrire succinctement, la crise du 11/09 renvoie à une succession d'attentats qui se déroulent à quelques heures d'intervalle sur le sol américain. Quatre avions de ligne sont détournés par dix-neuf terroristes islamistes de la mouvance d'Al Qaïda. Deux avions s'écrasent contre les tours du *World Trade Center* (WTC) à New York. Un autre avion s'écrase

interdisciplinaire de cette crise à partir de l'hypothèse de discontinuité, elle se base sur les travaux de Michael Brecher et Jonathan Wilkenfeld qui s'attachent au système et aux acteurs⁵. Nous verrons également les limites de cette modélisation. Puis, au travers d'une seconde approche interdisciplinaire inspirée de la topologie de René Thom, nous proposerons une lecture des fonctions dynamiques internes à cette crise et de leur déformation possible. Nous concluons en soulignant l'importance de complémentarité des deux modèles et de l'interdisciplinarité pour penser les crises politiques.

1. La crise du 11/09 abordée au travers de la perspective « classique » retenant l'hypothèse de discontinuité

Les modélisations classiques, réalisées à partir de l'hypothèse de discontinuité, proposent généralement une division de la crise en quatre périodes (pré-crise, crise, fin de crise, post-crise) qui se rapportent à la perception que les acteurs ont de la situation et qui correspondent à quatre phases (début, escalade, désescalade, impact) et à quatre interactions au niveau du système (début de transformation ; maximum de transformation ; adaptation ; interaction sans crise)⁶. La figure 1 en propose un type idéal de modélisation.

sur le Pentagone. Enfin, un quatrième appareil s'écrase en Pennsylvanie. Trois mille personnes sont mortes ou disparues. En réponse à ces attaques, le Président Georges W. Bush déclare la « guerre au terrorisme ». Avec une coalition d'une vingtaine d'Etats, il engage des opérations militaires en Afghanistan, pays qui abritait Oussama Ben Laden, un des leaders d'Al-Qaïda, et des camps d'entraînement de l'organisation terroriste à l'origine des attaques du 11/09. Cette crise ne se déroule pas dans le cadre d'un conflit prolongé et elle débouche sur la guerre.

⁵ Nous avons choisi de nous intéresser à trois acteurs en particulier : les États-Unis, les Talibans, Al Qaïda. L'étude d'autres acteurs, Pakistan, Russie, Chine, Royaume Uni, France, etc. en complément serait pertinente.

⁶ Nous nous référons ici aux travaux de Michael Brecher et Jonathan Wilkenfeld. Michael Brecher, Jonathan Wilkenfeld, *A Study of Crisis*, Ann Arbor: University of Michigan Press, 2000.

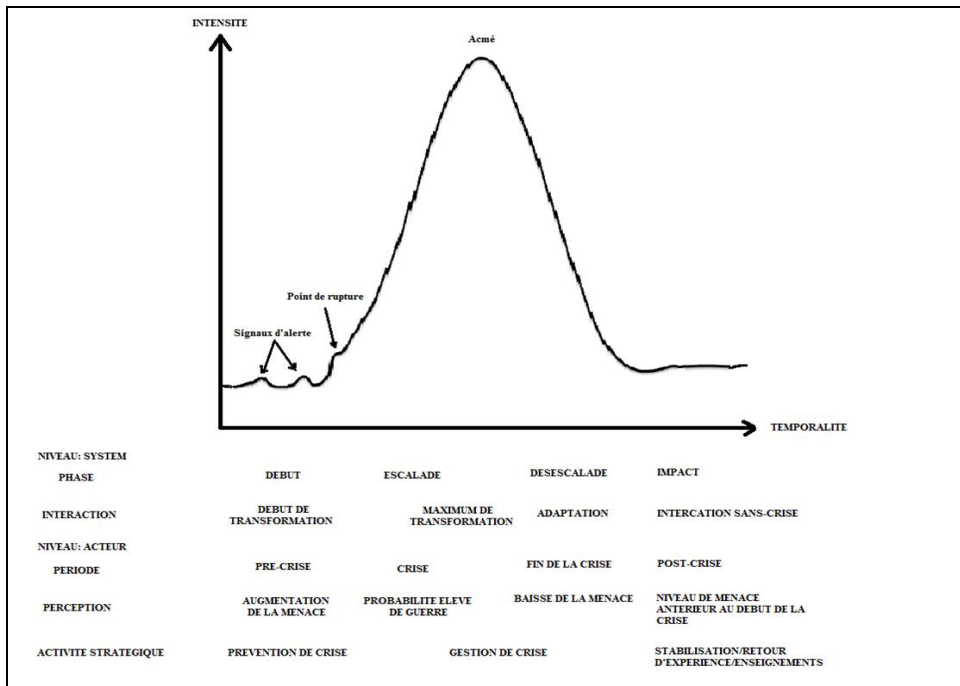


Figure 1. Type idéal de modélisation d'une crise selon le modèle unifié de Brecher et Wilkenfeld
(Source Thomas Meszaros)

La période de pré-crise constitue le moment où s'accroissent les tensions négatives et où débute la transformation du système. La deuxième période est celle de la crise. Elle correspond pour les unités de décision (niveau micro) à la phase d'escalade : la perception de l'intensification de la menace et l'augmentation de l'instabilité qui ont pour effets de limiter le temps destiné à la décision et de porter le stress à son maximum. Elle a pour conséquence l'accroissement du processus de transformation du système (niveau macro). Une fois le seuil critique atteint, soit la crise débouche sur l'adaptation du système - la désescalade -, soit la crise aboutit à une transformation du système, et débouche en général sur une guerre. Enfin, la période post-crise concerne les conséquences occasionnées par la crise (enseignements et retours d'expérience).

Dans leur « modèle unifié » Brecher et Wilkenfeld proposent une lecture qui relie les « phases » au niveau systémique d'une crise internationale aux « périodes » de la crise de politique étrangère, c'est-à-

dire aux perceptions et comportements des unités de décision. Cette modélisation vise à saisir la dimension systémique (objective) et perceptuelle-situationnelle (subjective) de la crise au travers d'une approche interdisciplinaire où se croisent notamment la philosophie des sciences (épistémologie, définition des concepts), la sociologie (étude des organisations, des relations entre les acteurs, le système, et des représentations), la psychologie (analyse de la décision et de la gestion des émotions), la science politique (étude du comportement et définition d'une stratégie en lien avec la configuration du système international). Cette modélisation interdisciplinaire s'attache à la fois au système et aux acteurs, aux relations complexes entre les acteurs, et entre les acteurs et le système. Pour saisir la crise dans toute sa complexité il serait nécessaire d'appliquer cette modélisation à tous les acteurs. Nous en avons choisi trois : les États-Unis, cible des attaques terroristes, les Talibans, objet de la riposte américaine et Al Qaïda, instigateur des attentats.

La figure 2 présente une application de cette modélisation à la crise du 11/09 au niveau du système international.

Dès le premier attentat (le vol 11 d'*American Airlines* percute à 8h46 la tour nord du WTC, les unités de décision sont en situation de crise car elles sont informées que d'autres avions ont été détournés (le vol 175 d'*United Airlines*, le vol 77 d'*American Airlines*, le vol 93 d'*United Airlines*). La pression du temps et le stress sont à leur maximum du fait de l'incertitude élevée, de l'ampleur de la menace, de l'accroissement du danger et des risques d'atteinte grave à l'intégrité des États-Unis, ce qui entraîne des incidences sur l'organisation et le fonctionnement du système international. En ce sens les attentats du 11/09 sont une rupture⁷ : le point de départ de toute décision « soit en faveur de la conservation, soit de la transformation du système donné, dans la perspective de son retour à l'équilibre⁸. »

⁷ Voir la définition de Jean-Louis Dufour pour qui « une crise est un moment de rupture dans un système organisé » fait débat. Par exemple Michel Dobry considère que la crise s'inscrit dans une « continuité » et n'est donc pas synonyme de rupture. Jean-Louis Dufour, *Les crises internationales de Pékin (1900) à Bagdad (2004)*, Paris, Complexe, 2004, p. XX ; Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris: Presses de Science Po, 1986.

⁸ Jean-Louis Dufour, *Les crises internationales de Pékin (1900) à Bagdad (2004)*, op. cit. p. 21.

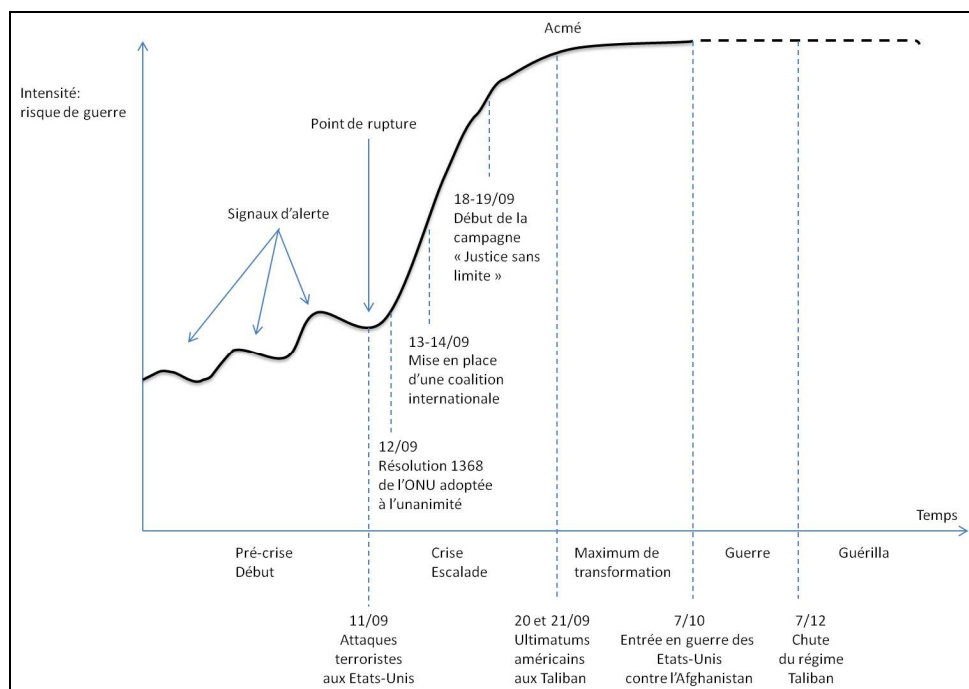


Figure 2. Modélisation de la crise du 11/09 niveau macro (système)
(Source Thomas Meszaros)

La figure 3 présente la perception de la crise par les États-Unis. Le point de rupture permet aux décideurs de se représenter en « situation » de crise : à partir de ce seuil sont mises en place les actions de gestion de crise dans la continuité des actions de prévention de crise. Les États-Unis avaient déjà subi des attaques militaires ou terroristes (Pearl Harbor, WTC en 1993 par exemple), mais la particularité du 11/09 réside dans la nature, l'ampleur et la surprise de l'attaque⁹. Plusieurs signaux d'alerte témoignaient d'une menace élevée mais la prévention de la crise n'a pas été efficace (voir figure 3).

⁹ Une crise possède un impact psychologique sur les décideurs qui, pour se représenter la situation, ont recours à des précédents, raisonnent par analogie, ont comme point de repère leur réputation. C'est ce qui explique que les crises possèdent en général un caractère semi-itératif, elles correspondent à des cadres cognitifs intériorisés par les acteurs alors même qu'elles sont singulières par leur contexte. Dans le cas du 11/09 plusieurs précédents peuvent être évoqués : la guerre anglo-américaine de 1812, l'attaque aérienne surprise du Japon sur Pearl Harbor en 1941, l'intervention chinoise en Corée en 1950. Dans chacun de

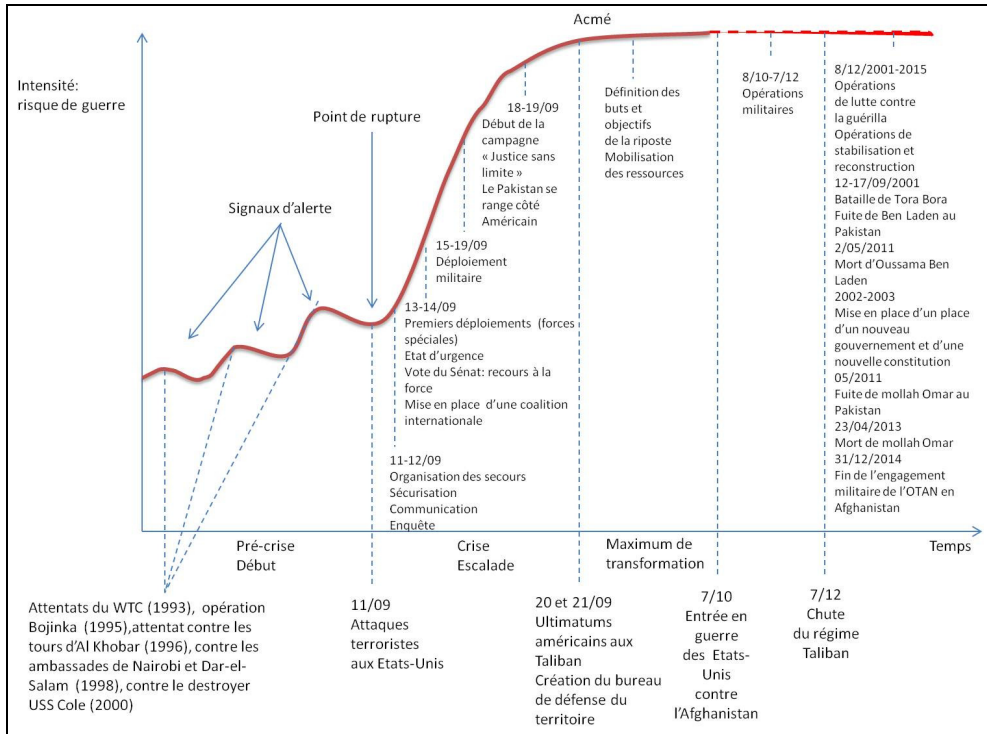


Figure 3. Modélisation de la crise du 11/09 du point de vue des États-Unis (Source Thomas Meszaros)

Une fois la crise débutée, malgré la surprise, le stress et la pression du temps, la gestion de la crise se réalise de manière à réduire l'incertitude structurelle. Trois types d'activités se déroulent simultanément avec des objectifs distincts : les principaux secrétaires d'État organisent les secours en lien avec les agences fédérales, (opérations d'évacuation, de déblayage, de recherche) et préparent l'après crise (attribution de fonds pour la reconstruction, mobilisation d'équipes techniques, rétablissement du trafic aérien, restauration de la stabilité financière et boursière, début des enquêtes) ; le vice-président, Dick Cheney et la conseillère pour la sécurité

ces cas les États-Unis étaient opposés à des puissances majeures mais ils n'étaient pas en situation d'unipolarité. La médiatisation des attaques confère également sa singularité à cette crise. De même que sa localisation : le territoire des États-Unis.

nationale, Condoleezza Rice, coordonnent, en lien avec le Pentagone et le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, les agences de renseignement et de sécurité afin de prévenir toute nouvelle attaque et d'identifier la source des attentats pour préparer la riposte ; le président est mis à l'abri et l'opération de communication, adressée aux médias, à l'opinion publique américaine et internationale, aux alliés et autres États, débute dès 9h30, elle se poursuit dans l'après-midi et à la Maison Blanche à 20h30¹⁰.

Ces différentes actions sont mises en place pour freiner l'extension de la crise. Malgré cela, son escalade s'explique par une intensification des hostilités entre les États-Unis et l'Afghanistan. Le point paroxystique de la crise est atteint le 20 septembre avec l'ultimatum aux Talibans. Face à leur refus d'extrader Ben Laden, les États-Unis et la coalition multinationale lancent le 7 octobre les premières opérations militaires. Cette guerre, brève dans sa durée, s'achève par une situation ambiguë puisqu'au lendemain de la chute du régime des Talibans s'installe une guérilla qui dure encore aujourd'hui. Il semble donc difficile de concevoir une sortie de crise conformément au modèle idéal-typique présenté précédemment. Deux perspectives sont possibles : soit la guerre met un terme à la crise auquel cas elle s'achève le 7 octobre 2011 (c'est le point de vue de Brecher et Wilkenfeld), soit la situation est plus complexe car la crise a laissé place à la guerre, puis la guerre a produit à son tour une situation de « crise compulsive » (pour reprendre la formule d'Uriel Rosenthal) de laquelle les forces de l'OTAN et les États-Unis ne parviennent pas à sortir, et qui peut générer à son tour une guerre civile.

La perception de la crise du 11/09 par les Talibans (*cf.* figure 4), diffère de celle des Américains. On observe que les signaux d'alerte sont identiques à ceux perçus par les États-Unis, sauf en ce qui concerne les attentats du 11/09. Le point de rupture est différent car les Talibans se perçoivent en crise à partir du moment où les États-Unis désignent comme responsables des attentats le groupe Al Qaïda réfugié en Afghanistan : dès le 13 septembre, à la suite des déclarations du secrétaire d'Etat Colin Powell, l'Afghanistan craint des représailles américaines.

La figure 4 illustre également la manière dont l'escalade se produit, sous forme d'un « échange de coups » pour reprendre la formule de Michel

¹⁰ Loup Francart, Isabelle Dufour, *Stratégies et décisions. « La crise du 11 septembre »*, Paris: Economica, 2002.

Dobry. Aux annonces américaines de représailles contre les groupes terroristes à l'origine de ces attaques et contre les États qui les abritent (discours de G. W. Bush du 13 septembre), répondent des menaces de la part des Talibans, décidés à riposter à toute agression américaine. La tension est telle que Ben Laden dans un communiqué dément son implication dans les attentats. Le Pakistan, dont l'armée est placée en état d'alerte, tente une médiation et appelle les Talibans à livrer Ben Laden aux Américains. Face aux menaces américaines, à la mobilisation militaire et à l'engagement des forces spéciales américaines et britanniques au Pakistan, les Talibans refusent d'extrader Ben Laden ce qui a pour effet d'accélérer le déploiement des troupes américaines dans le golfe Persique et l'élargissement de leur coalition.

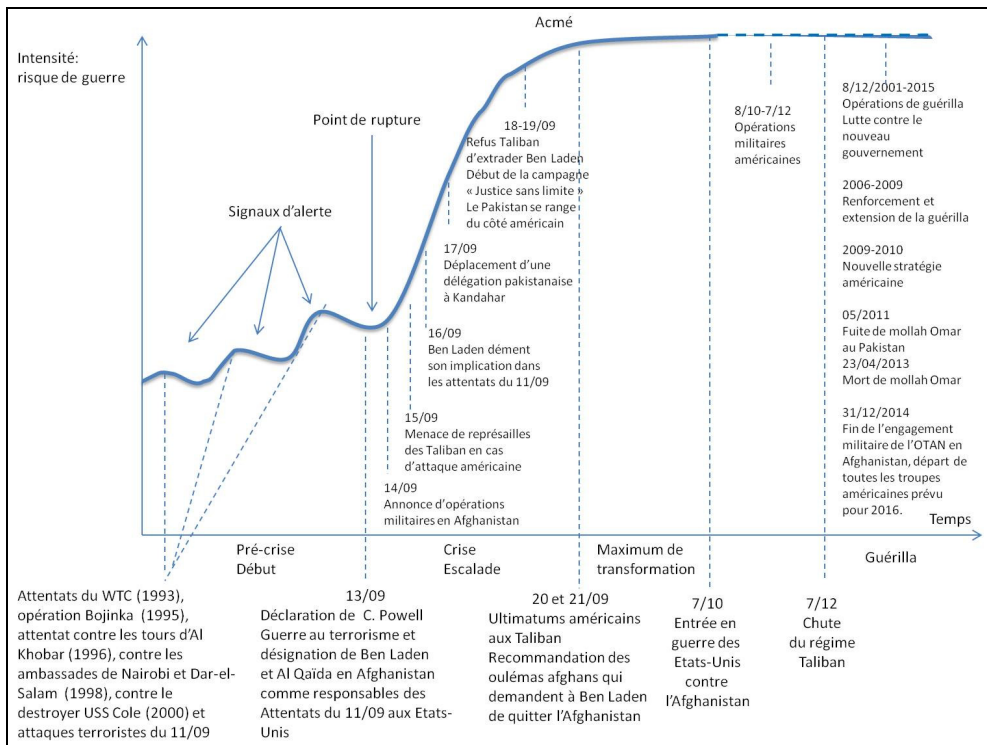


Figure 4. Modélisation de la crise du 11/09 du point de vue des Talibans (Source Thomas Meszaros)

Finalement, les ultimatums des 20 et 21 septembre rompent avec la situation de blocage générée par la crise et impliquent le passage à la guerre. Les Talibans seront rapidement défaits, du fait de l'asymétrie des moyens. La guérilla qui s'installe à la suite de leur défaite produit une situation de crise nouvelle, voulue par les Talibans et Al Qaïda qui créent de la turbulence par des attentats récurrents de manière à empêcher les États-Unis et les forces de l'OTAN d'assurer la stabilité du pays et d'instaurer un nouveau gouvernement. La sortie de crise est donc difficile à envisager en des termes clairs étant donné que les Talibans sont actuellement encore en lutte avec les forces de l'OTAN et l'armée nationale afghane.

La figure 5 présente la perception de la crise par Al Qaïda¹¹. Les premières déclarations autour de l'enquête dont le but est de déterminer les auteurs des attentats constituent les signaux d'alerte de crise pour Al Qaïda. Le point de rupture est la déclaration de Colin Powell qui tient l'organisation pour responsable des attentats et sa déclaration de guerre au terrorisme.

L'escalade est marquée par le début des opérations militaires, quelques jours après les attentats, ce qui amène au démenti de Ben Laden quant à son implication dans les attaques du 11/09, et au début de la campagne « justice sans limite » qui implique la confrontation avec les forces de la coalition sur le théâtre afghan. La défaite du régime Talibans constitue une première crise pour Al Qaïda. La deuxième sera la défaite lors de la bataille de Tora Bora qui entraîne le démantèlement de l'organisation et la fuite *in extremis* de Ben Laden vers le Pakistan. Cette défaite ne constituera pourtant pas une victoire décisive des forces américaines sur le groupe terroriste puisque Ben Laden a disparu et que le réseau s'est reconstitué ailleurs. Malgré ces crises qui remettent en cause l'intégrité de l'organisation, le label « Al Qaïda » s'est exporté et a inspiré

¹¹ Nous avons voulu dépasser les limites du modèle de Brecher et Wilkenfeld qui n'intègre que des acteurs étatiques. Pour parvenir à modéliser la perception de cet acteur dans la crise il a été nécessaire de modifier le référentiel de l'intensité, qui ne peut plus être l'accroissement du risque de guerre. Pour un acteur non étatique l'intensité peut être envisagée selon la menace qui pèse sur son intégrité, structurelle ou son identité, ses idées, ses valeurs, sa réputation.

d'autres mouvements extrémistes¹². Peut-on dire que la crise s'achève pour Al Qaïda avec la guerre entre les États-Unis et les Talibans ? *A priori* non car au lendemain de la guerre les deux principaux protagonistes de la crise s'opposent toujours. La défaite de Tora Bora ne semble pas non plus constituer un point d'arrêt à la crise puisque l'organisation terroriste est parvenue à se réorganiser malgré la destruction d'une partie de ses effectifs et la fuite de ses principaux cadres.

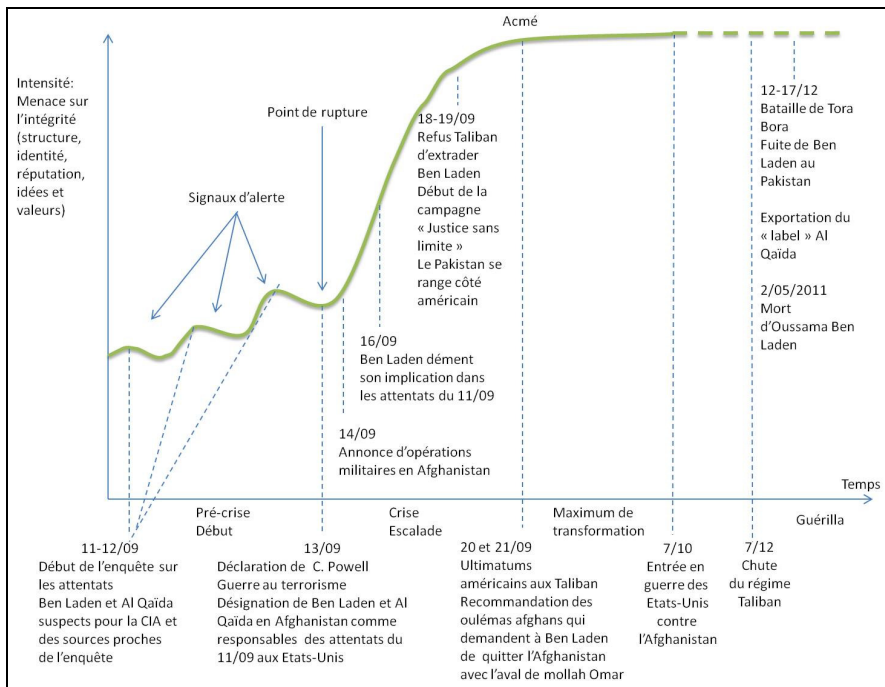


Figure 5. Modélisation de la crise du 11/09 du point de vue d'Al Qaïda (Source Thomas Meszaros)

On le voit bien au travers de ces modélisations de la crise du 11/09, le type idéal proposé par Michael Brecher et Jonathan Wilkenfeld n'est pas suffisant, il est nécessaire de continuer à l'enrichir. Cet outil est utile mais il ne doit pas faire oublier le caractère toujours singulier de toute crise. Ainsi, en

¹² Sur la bataille de Tora Bora et ses conséquences pour les États-Unis voir *Tora Bora revisité : comment nous avons manqué d'attraper Ben Laden et pourquoi cela est important aujourd'hui*, Rapport au comité des relations étrangères du Sénat des États-Unis, 30 novembre 2009.

complément à cette approche « classique », il est important de chercher des possibilités de modélisations originales et interdisciplinaires qui permettent d'intégrer de nouveaux paramètres (acteurs non étatiques, identité, processus, etc.) et qui nous renseignent sur les fonctions dynamiques internes des crises.

2. La crise du 11/09 abordée par sa dimension morphologique

L'approche de René Thom permet de suivre la déformation progressive d'espaces topologiques soumis à des contraintes, faisant apparaître des points de singularité¹³. Thom a classé un nombre fini de « formes » et a étudié leurs propriétés qu'il a retrouvées dans des domaines scientifiques variés, de la linguistique à la biologie. Mais, son véritable apport a été d'étudier les formes de changement entre ces états stables et d'en faire aussi (par plongement dans une dimension d'évolution) des figures, elles-mêmes stables. Ces figures ont la signification d'un « processus » adapté à un système dynamique simple¹⁴. L'idée d'une forme « stable » de *transformation*, cette dernière étant instable dans le temps, permet d'explicitier le déploiement d'un processus dans ses différentes étapes. Or, la notion de « crise » témoigne de l'existence d'une logique de situation autonome dans laquelle s'opère une grammaire, autrement dit un processus, qui aboutit à des transformations d'états¹⁵.

L'interdisciplinarité devient le moyen d'un dialogue éclairant les phénomènes concrets par des formes abstraites. Faire fonctionner des modèles topologiques suscite un regard nouveau porté sur un déroulement évènementiel et historique, par l'enquête de son déroulement dans une dimension énergétique et évolutive. En scrutant l'enchaînement de certaines

¹³ La topologie peut être définie comme une géométrie sur des surfaces élastiques.

¹⁴ C'est-à-dire l'investissement d'un champ de vecteurs « vitesse » sur une forme. Voir Claude Bruter, *Topologie et perception*, tome 2, Paris: Maloine, 1984, p. 89 sq. De manière littéraire, un système dynamique signifie l'investissement d'une prégnance ou d'un champ d'activité sur une saillance, ou forme. Issues des mathématiques, les figures de Thom sont des fonctions polynomiales formalisées pour des dynamiques de gradient. Nous ferons ici abstraction d'une telle formalisation. Voir Clément Morier, *Les morphologies du politique. Approche comparée des œuvres de René Thom et Marcel Gauchet*, Paris: IUV, LGDJ/Lextenso, 2018.

¹⁵ Michel Dobry, *op. cit.*

phases d'un processus, que l'on choisit d'étudier en détail, on peut reconstituer la forme de ce processus – une *morphologie*. Ensuite, c'est la morphologie qui prend le relais pour faire émerger des réflexions nouvelles relatives aux événements étudiés. Cet aller-retour constitue une activité interdisciplinaire, qui peut aboutir à des propositions transdisciplinaires¹⁶. L'objectif de cette approche est de fournir un second éclairage, complémentaire de la précédente modélisation, liant cette fois-ci la théorie des catastrophes de Thom à l'étude sociologique de la crise du 11/09.

Selon cette approche, toute organisation en évolution maintient sa stabilité énergétique grâce à un processus de régulation, modélisé par une fonction. Cette fonction se décline en *deux étapes* comprenant successivement *quatre phases*¹⁷. Une première étape d'action est déployée en deux phases successives : une phase de préparation à l'action (phase 1 d'organisation structurale) et une phase d'action qui utilise la potentialité générée au préalable par la phase structurale, et correspond à l'actualisation de cette potentialité (phase 2 de fonctionnalité). Une autre étape de récupération fonctionnelle cette fois, se déploie à son tour en deux phases : une phase de déstructuration locale (phase 3 de relaxation structurale) ; une phase de métabolisation qui reconfigure l'objet et, lorsqu'elle est effectuée, permet d'augmenter le niveau de potentiel initial (phase 4 d'investissement fonctionnel). Ce processus est itératif, et participe à la viabilité du fonctionnement étudié.

Dans le cas du 11/09, les attaques des quatre avions, si elles constituent des vagues successives qui augmentent le degré de l'attentat, ne correspondent pas aux quatre phases de la fonction, mais à une montée en

¹⁶ Notre approche s'inscrit dans la continuité des travaux développés par Jacques Viret, un des derniers élèves de Thom. Cette modélisation est « transdisciplinaire » dans le sens où elle peut s'appliquer à différents domaines de l'action humaine et sociale. Au-delà du fait de lier les disciplines les unes aux autres, la modélisation proposée présente une finalité qui n'appartient plus à une seule discipline mais s'abstrait de ces clivages traditionnels pour apporter une connaissance plus globale, propre à la « complexité ». Voir Jacques Viret, *Thom et Jung, un dialogue imaginaire. Psyché et Théorie des catastrophes*, Pantin, Les éditions Baghera, 2018.

¹⁷ Il s'agit d'un mécanisme énergétique opérant dans un espace fonctionnel que Thom a structuré en deux étapes : une étape d'action marquée par un saut qualitatif (bifurcation ou catastrophe) et une étape de récupération. L'exemple initial était celui de la prédation, l'enjeu est ici de l'appliquer à un espace social, défini en termes stratégiques, mais aussi symboliques. Voir René Thom, *Modèles mathématiques de la morphogenèse*, Paris: 10/18, 1974.

puissance de ce degré. Si nous choisissons de modéliser la crise du 11/9 comme une morphologie complète du phénomène « terrorisme » par une fonction à quatre phases, la collision locale du premier avion n'exprime pas le changement d'état qui a lieu dans ce processus. Cette collision n'est pas la véritable phase d'action (*i.e.* utilisant la dimension fonctionnelle de la fonction globale, vue du côté terroriste), phase qui permet d'utiliser la potentialité, celle organisée lors de la phase précédente (de nature structurale). Notons que la potentialité se définit ici en termes de *menace* terroriste et de *crédibilité* de la menace. Cette fonction a l'intérêt de montrer que deux événements *a priori* identiques (le détournement de deux avions en vue du crash sur le WTC) n'ont pas la même signification « métabolique » : selon nous, le premier avion a eu pour effet d'activer l'organisation d'une potentialité disponible en vue de l'action proprement dite, le crash du deuxième avion, qui constitue la véritable atteinte ou capture (psychique, symbolique et matérielle).

La figure 6 représente une des formes de la théorie des catastrophes, la « fronce », qui exprime au point de vue topologique le développement cette fonction. Les trajectoires représentent les phases d'un fonctionnement qui se déroule sur des niveaux de potentiel différents. Les zones A et B se nomment des « attracteurs » (notion qui exprime la mise en cohérence ordonnée et structurée de multiples phénomènes, de natures différentes, mais polarisés dans une direction qui, dès lors, se différencie du reste). La phase 1 représente une « excitation » structurale. Et inversement, quand le potentiel rendu disponible grâce à toute cette organisation, s'est épuisé dans l'action, c'est par la phase 3, par un « relâchement » de la contrainte structurale, que se met en place une étape activant une possible récupération énergétique et fonctionnelle. On est alors passé d'un état stable à un autre état stable, par bifurcation.

Or cette bifurcation, ou ce changement brusque d'attracteurs, qui eux sont apparus progressivement, est ce que Thom a nommé une « catastrophe » au sens mathématique. Au sens large, elle exprime la canalisation d'un flot énergétique dans une certaine direction « finalistiquement intéressante »¹⁸. Par analogie, elle modélise toute action, qu'elle soit de nature biologique, psychique, sociologique, etc., en l'exprimant de manière physique. Une

¹⁸ Voir la lettre de René Thom adressée à Jacques Viret, reproduite en annexe dans Clément Morier, *Les morphologies du politique*, *op. cit.*

action résulte d'un prélèvement effectué sur une potentialité pour en extraire une partie dans une direction utile¹⁹. Enfin, les directions dans le coin supérieur gauche indiquent la « nature » de l'espace où cette forme apparaît. C'est un espace dans lequel on formalise les phases d'un fonctionnement, selon un déroulement énergétique, qui aboutira ici à renouveler le potentiel du phénomène « terrorisme ». Ces précisions sont utiles pour repérer ces phases dans le déroulement des événements (au bas de la figure 6).

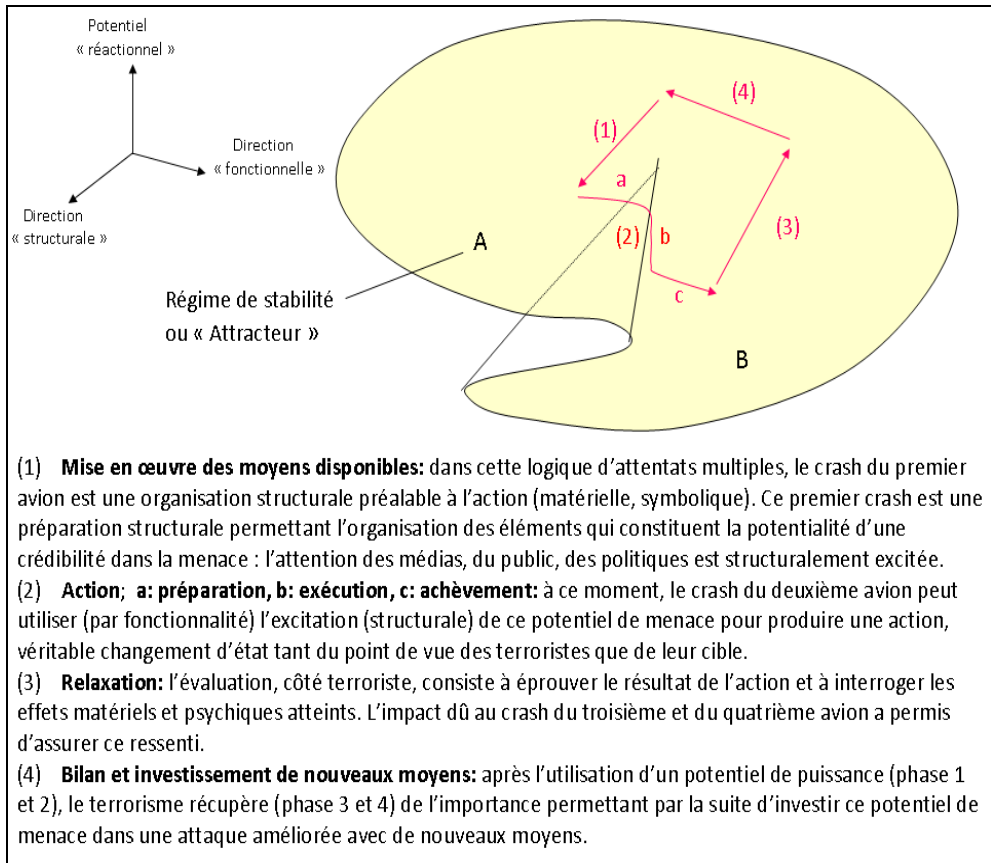


Figure 6. La fronce et la fonction « terrorisme »
(Source Clément Morier, inspiré de Jacques Viret)

¹⁹ Voir René Thom, *Apologie du logos*, Paris, Hachette, 1990.

Première phase (strate locale) : l'état de crise que le premier avion initie parmi les unités de décision américaines enclenche symétriquement la mobilisation de leurs ressources (acheminement de secours, de médias sur place et coordination politique, sécuritaire et communicationnelle).

Deuxième phase (interaction entre strates locale et semi-globale) : du côté de la cible, elle propage un état de sidération, de désorientation opérationnelle et déborde les capacités de régulation normales, elle constitue un stress que la médiatisation de l'image de l'effondrement des deux tours du WTC amplifie. Mais, sans plonger le pays dans un chaos, elle constituera toutefois une atteinte psychique, globale et traumatisante sur plusieurs décennies. Du côté terroriste maintenant, ces deux phases font baisser leur potentiel de puissance : ils utilisent et affaiblissent une partie de leur potentiel pour réaliser ces attentats (moyens, hommes, etc.), mais ils récupèrent un autre type de potentiel (symbole, réputation, image) au détriment de l'affaiblissement de celui de la cible : de l'importance.

Troisième phase (strate semi-globale) : sans atteindre totalement leurs objectifs, les troisième et quatrième attentats approfondissent pourtant l'étape fonctionnelle. Aussi, ils peuvent être vus comme initiateurs d'une phase dite de « relaxation » qui constitue un moment d'évaluation éprouvant (émotionnellement, donc plutôt selon un ressenti) les fruits de l'action. Ils rendent crédible la possibilité d'autres attentats sur d'autres cibles stratégiques.

Quatrième phase (strate globale) : à l'inverse de l'action, externe, rapide et visible, la métabolisation est davantage interne, plus diffuse et plus longue. Nous pouvons faire l'hypothèse que cette phase d'investissement fonctionnel dure toujours. L'accroissement d'un potentiel de menace fait suite au gain symbolique obtenu par la capture de la phase 2. Ce gain s'effectue au niveau global, notamment par la démultiplication des réseaux (ralliement de nouvelles cellules et sympathie gagnée pour la cause notamment). Elle permet d'affirmer la crédibilité d'une menace, l'approfondissement d'une identité « terroriste », le positionnement d'un acteur qui compte, et pèse sur la scène internationale.

L'étude d'une fonction terrorisme lors des attentats du 11/09 témoigne de la volonté de déborder les capacités américaines de gestion/régulation de la crise. Comme l'a montré la modélisation classique vue précédemment, les États-Unis ont su mettre en œuvre les actions nécessaires pour résoudre la crise immédiatement (organisation, secours, protection, etc.) mais leur

entrée en guerre très rapide, comme pour « effacer » l'image des attaques médiatisées, répondre aux attentes de l'opinion publique américaine mais aussi restaurer leurs statut et image sur la scène internationale, les a empêchés de gérer complètement la crise. L'organisation immédiate d'une riposte militaire a entretenu notamment une atmosphère de tension. *Le manque de relaxation structurale a été préjudiciable* à une bonne gestion de la crise, c'est pour cette raison qu'il est difficile, même dans une lecture classique, d'en envisager la sortie.

Dans ce sens, précisons que la morphologie de la figure 6 n'est pas figée dans ses propriétés topologiques. Elle peut subir une déformation critique, qu'il faut étudier pour comprendre cette gestion incomplète de la crise tout d'abord, et pour formuler ensuite des propositions en vue d'une gestion mieux aboutie.

Observons maintenant la structure dynamique de la fonction, du point de vue américain. L'apparition d'une déformation (figures 7 et 8) fait suite à l'introduction d'une forte contrainte venant perturber le système et provoquant *une rétraction interne de l'espace fonctionnel*. Se produit alors une réaction fonctionnelle en réponse à une crise grave, à la suite de l'apparition d'un stress, et faisant émerger un *nouveau fonctionnement transitoire* dans l'attente d'un retour à la stabilité initiale²⁰. La série d'attentats perpétrés a fait subir aux États-Unis une perturbation telle, qu'elle a engendré cette réaction transitoire.

²⁰ Pour une analyse détaillée des propriétés de ce fonctionnement, voir Jacques Viret, « Reaction of the organism to stress: the survival attractor concept », *Acta biotheoretica*, vol. 42, 1994, pp.99-109. Voir également Jacques Viret, *Thom et Jung, un dialogue imaginaire*, op. cit. En particulier le chapitre VIII, pp. 236-260.

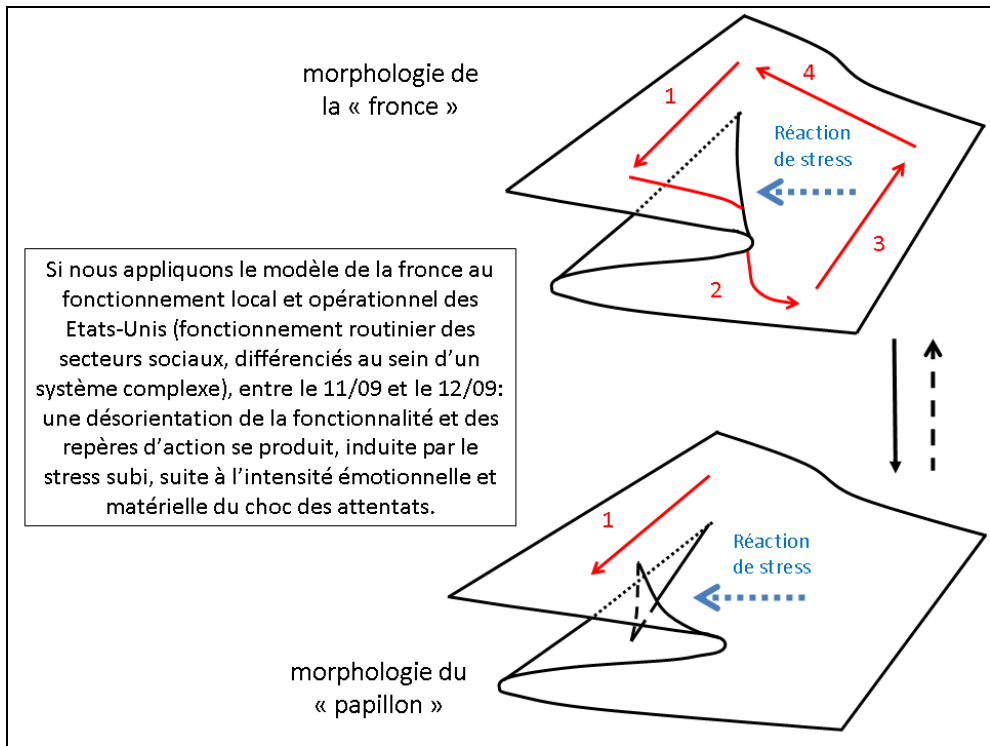


Figure 7. La fonction du point de vue des États-Unis : rétraction immédiate induite par le stress (Source Clément Morier, inspiré de Jacques Viret)

Le stress subi induit immédiatement la rétraction du pli supérieur de la fronce (figure 7). Parmi les trois directions qui composent la nature de cet espace (voir figure 6), cette rétraction touche principalement la *direction fonctionnelle*, ce qui affecte par conséquent sa *potentialité réactionnelle*. Une des manifestations possibles de cette rétraction est la suivante : atteint matériellement et psychiquement, sous l'effet de la sidération, l'acteur se recroqueville sur lui-même pour survivre et perd momentanément une partie de sa capacité réactionnelle, mais pas la totalité.

Le stress propagé dans l'espace social engendre une « rétraction » des diverses modalités de son fonctionnement, qui se manifeste sous forme d'une réaction opérationnelle de survie. L'altération de la fonctionnalité produit une *dédifférenciation structurale* des principaux secteurs de l'espace social, *tous mobilisés* en vue des opérations de première urgence (sur la figure 8, la phase 2 d'action amène le système à rétrograder dans le sens de

la direction structurale). Les ressources disponibles sont polarisées en direction de *l'évacuation des effets de cette contrainte*, et c'est en cela que l'espace fonctionnel subit une rétraction, montrée topologiquement par un nouveau repliement. Ce repliement fait apparaître momentanément un nouveau morceau d'attracteur, qui s'interprète comme une « poche de survie » en théorie des catastrophes, compromis entre un état de potentialité maximale et un état entropique de potentialité minimale. Cette poche, « attractante » pour tout le système dynamique, représente un sursaut de survie²¹, sursaut rendu possible justement grâce à la formation d'une *organisation structurale transitoire* (sur la figure 8, zone où se stabilise momentanément la flèche 2 et d'où repartira la flèche 3' notamment).

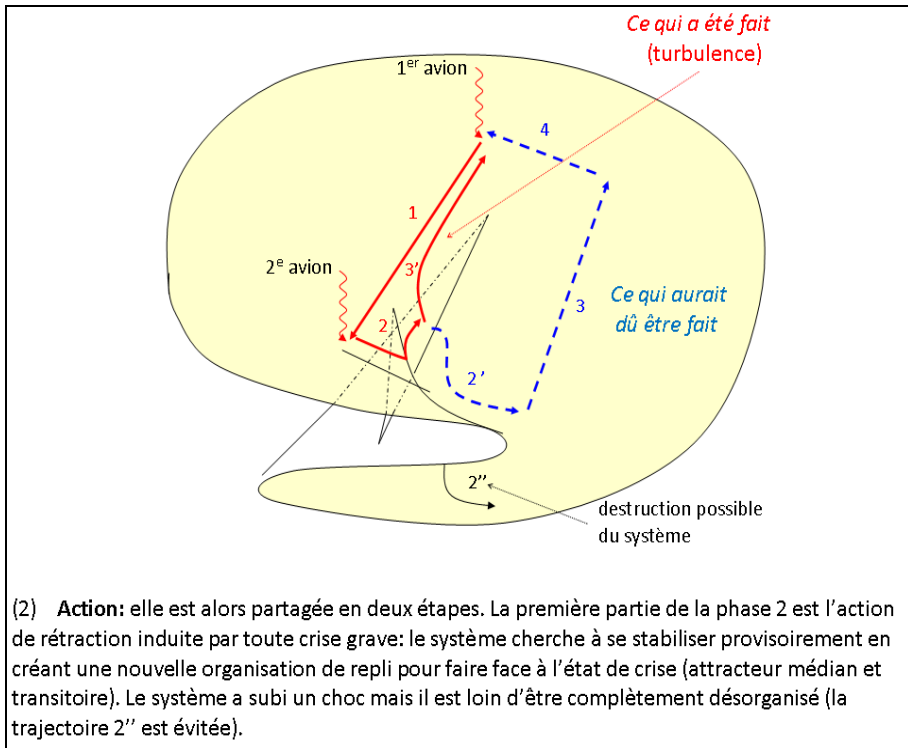


Figure 8. Le stress et la crise du 11/09 du point de vue des États-Unis
(Source Clément Morier, inspiré de Jacques Viret)

²¹ Voir Jacques Viret, « Reaction of the organism to stress: the survival attractor concept », art. cit.

Cette organisation transitoire est liée à l'émergence d'une *fonctionnalité réactionnelle* (en réponse à un stress vital) qui induit immédiatement la rétraction, et atteint la fonctionnalité « normale » (routinière). Il s'agit maintenant d'étudier les nouvelles trajectoires possibles, induites par cette rétraction entre les deux niveaux de potentialité (figure 8).

Première phase : Pour l'acteur qui est soumis au stress, cette phase est subie, rapide et non prévue. Elle induit le passage d'une position stable (routinière) vers un état non voulu et instable lié au statut d'acteur « attaqué », face à l'agresseur, pour qui cette phase est intentionnellement conduite. Après le deuxième avion, les États-Unis sont propulsés dans cette position transitoire (phases 1 puis 2).

Deuxième phase : nous observons la présence de deux voies d'évolution distinctes. La trajectoire courbe (en 3') qui permet un *retour immédiat* à l'état initial a été celle empruntée par les États-Unis. La mauvaise perception des conséquences d'une contre-attaque et le refus de leur impuissance vont les amener à riposter immédiatement en s'appuyant sur un potentiel militaire « de réserve ». La deuxième étape (2', flèche en pointillés) de la phase 2 n'a donc pas été pleinement effectuée. Il s'agit d'une action de *gestion proprement dite de la crise*, concentrée sur la gestion immédiate de la crise au niveau du pays, et non tournée vers l'ennemi et sa capture/destruction. Il aurait fallu finir cette action de gestion de crise puis, dans les phases suivantes (phases 3 puis 4 en pointillés), phases de relaxation puis d'investissement, désigner clairement l'ennemi et l'objectif de la riposte, et non pas, comme ce fut le cas, dès la phase 2 mobiliser et riposter militairement dans l'urgence, contre le « spectre » du terrorisme. Finalement, comme le montre la modélisation classique vue précédemment, non seulement Al Qaïda continue d'exister et a même inspiré d'autres groupes extrémistes, mais en outre la guerre en Afghanistan n'a pas apporté la victoire décisive attendue par les Américains. La phase 2', qui aurait dû être mise en place, aurait consisté à reconnaître et *accepter* le fait d'avoir subi une attaque d'une telle ampleur, à se *focaliser* sur la gestion de la situation humaine et matérielle causée par les attentats (dégâts et victimes) et surtout à *gérer l'humiliation* qu'elle implique. Cette acceptation de l'humiliation se manifeste par une *seconde perte de potentiel*, présente dans la phase 2', mais *consciente et acceptée* cette fois-ci, *non plus subie* comme dans la phase 2. En effet, cette étape aurait permis de finir l'action

proprement dite de gestion de la crise, hors de la dimension médiatique, *en résistant* aux pressions de l'opinion publique et de la réputation. Cette négligence quant à la deuxième étape (en 2') n'a pas permis aux États-Unis de récupérer en profondeur leur potentiel (phase 4), en enclenchant la phase 3 de relaxation des tensions. Au contraire, la trajectoire empruntée a été productrice de crispations et a maintenu le système en situation de turbulence (l'aspect courbe de la trajectoire 3' indique la présence d'une dynamique non-linéaire, que la théorie des catastrophes ne peut pas traiter cependant)²².

Troisième et quatrième phases : La récupération du potentiel réactionnel s'effectue lentement, de manière davantage intériorisée, mais en profondeur cette fois (gain d'importance « symbolique » mais perte relative de puissance)²³. D'une longueur plus conséquente que lors d'un fonctionnement normal (phase 3 en pointillés de la figure 8, comparée à la phase 3 de la figure 6), adaptée à l'intensité de l'attaque subie, cette étape de récupération comprend les actions de réparation en direction de la structure et de la population, *tout en préparant* le moment opportun (*kairos*) d'une future riposte. Au contraire, ce qui a été fait, l'annonce publique de la recherche des auteurs de l'attentat et leur identification, a entraîné l'acteur recherché à se replier de manière plus renforcée encore, ce qui redouble la difficulté de sa capture (dans la modélisation classique, cet aspect apparaît clairement puisqu'Al Qaïda entre en crise à l'annonce par Colin Powell de l'implication de Ben Laden et de l'organisation dans les attentats). La quatrième phase verra, parallèlement à la récupération, un investissement fonctionnel sous forme d'évaluation des conditions matérielles et opérationnelles propices à une future intervention, ce qui aurait renforcé cette fois ses chances de succès.

²² Nous pourrions par-là proposer une explication morphologique de la montée des extrémismes politiques dans les suites directes d'une forte crise. Sur les prolongements par les modèles de la « turbulence » pour étudier la dynamique interne des crises, voir Jacques Viret, « Les mathématiques et les modélisations », in T. Balzacq, F. Ramel, *Traité de relations internationales*, Paris, Presses de Science Po, 2013, pp. 373-395.

²³ L'enseignement induit par les morphologies et l'étude des fonctions se rapproche de certains aspects de la psychanalyse, et renforce la fécondité d'un éclairage interdisciplinaire dans les études de gestion de crise. Voir ici Jacques Viret, *Thom et Jung, un dialogue imaginaire*, op. cit.

Conclusion : une complémentarité et une interdisciplinarité nécessaires

L'étude des crises invite à une approche interdisciplinaire parce que le phénomène crise est protéiforme, comme l'illustre le 11/09. Les crises nécessitent le développement d'outils adaptés pour penser leur complexité. L'interdisciplinarité ouvre des voies dans cette direction. Elle permet au chercheur de réfléchir à des outils scientifiques et pratiques pour tenter de saisir dans leur globalité des phénomènes où les niveaux, les acteurs et les secteurs sociaux entrent en interaction dans une temporalité comprimée. Notre contribution avait pour ambition de montrer que les hypothèses de discontinuité et de continuité ne s'opposent pas nécessairement et qu'une modélisation empruntant à ces deux traditions est possible pour saisir le phénomène crise dans sa totalité. Elle témoigne de la nécessité d'étudier les effets de la crise sur le système, sur le comportement et les perceptions des acteurs. Elle souligne également l'intérêt de penser morphologiquement les différentes perturbations critiques produites par la dynamique des crises, pour établir des protocoles de réponse adaptés aux modes d'action spécifiques pour chaque phase. Ainsi, les travaux que nous développons actuellement se fondent sur une interdisciplinarité qui se situe à la croisée entre sociologie, psychologie, science politique, relations internationales, études stratégiques d'un côté, et mathématiques des catastrophes, physique des phénomènes de turbulence et épistémologie des sciences de l'autre. Ce programme de recherche interdisciplinaire que nous souhaitons poursuivre a pour objectif d'approfondir les travaux réalisés sur les crises et d'apporter, dans la continuité des approches stimulantes déjà développées, une perspective inédite à la fois sur la manière de les penser et de les gérer.

Bibliographie

1. Brecher, Michael, Wilkenfeld, Jonathan (2000), *A Study of Crisis*, Ann Arbor: University of Michigan Press.
2. Bruter, Claude (1984), *Topologie et perception*, 2 tomes, Paris: Maloine.
3. Dobry, Michel (1986), *Sociologie des crises politiques*, Paris: Presses de Science Po.

4. Dufour, Jean-Louis (2004), *Les crises internationales de Pékin (1900) à Bagdad (2004)*, Paris: Complexe.
5. Francart, Loup, Dufour, Isabelle (2002), *Stratégies et décisions. « La crise du 11 septembre »*, Paris: Économica.
6. Meszaros, Thomas (2017), « Crises », in B. Durieux, J-B. Jeangène Vilmer, F. Ramel, *Dictionnaire de la guerre et de la paix*, Paris: Presses universitaires de France, 321-329.
7. Meszaros, Thomas, Morier, Clément (2015), « Crisis management lessons from modeling », in N. Schiffino et al. (eds.), *Organizing after Crisis. The Challenge of Learning*, Bruxelles: Peter Lang, 75-103.
8. Morier, Clément (2018), *Les morphologies du politique. Approche comparée des œuvres de René Thom et Marcel Gauchet*, Paris: IUUV, LGDJ/Lextenso.
9. Morin, Edgar (1976), « Pour une crisologie », *Communications*, n°25, 149-163.
10. Morin, Edgar (2003) « Sur l'interdisciplinarité », *L'Autre Forum*, vol. 7, n°3, 5-10.
11. Thom, René (1974), *Modèles mathématiques de la morphogenèse*, Paris: 10/18.
12. Thom, René (1990), *Apologie du logos*, Paris: Hachette.
13. Viret, Jacques (1994), « Reaction of the organism to stress: the survival attractor concept », *Acta biotheoretica*, vol. 42, 99-109.
14. Viret, Jacques (2013), « Les mathématiques et les modélisations », in T. Balzacq, F. Ramel (dir.), *Traité de relations internationales*, Paris: Presses de Science Po, 373-395.
15. Viret, Jacques (2018), *Thom et Jung, un dialogue imaginaire. Psyché et Théorie des catastrophes*, Pantin, Les éditions Baghera.

**COMMUNAUTÉS ÉPISTÉMIQUES ET INTERDISCIPLINARITÉ : LA
GESTION DES CRISES ASSOCIÉES AUX ALÉAS TELLURIQUES,
ENTRE SCIENCES DE LA TERRE ET SCIENCES POLITIQUES**

**INTERDISCIPLINARITY AND EPISTEMIC COMMUNITIES: CRISIS
MANAGEMENT AND TELLURIC HAZARDS, BETWEEN LIFE
SCIENCES AND POLITICAL SCIENCE**

Maud H. Devès, Thomas Ribémont*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2018.2.08

Published Online : 2018-12-31

Published Print : 2018-12-31

Abstract

In an interdisciplinary perspective, between earth sciences and political sciences the present article shows that the concept of epistemic communities, frequently used by political scientists specializing in the sociology of public policy, says very little about the inner workings of the scientific field. This article shows that the concept of epistemic community tends to mask the complexity of the situation of expertise to highlight this point, we chose to study three cases of crisis management

* Maud H. Devès, Maîtresse de conférences, Institut de Physique du Globe de Paris, CNRS UMR 7154 / Université Paris-Diderot, Centre de Recherche Psychanalyse Médecine et Société, CNRS EA 3522. Contact : deves@ipgp.fr

Thomas Ribémont, Maître de conférences à l'Institut d'Etudes Européennes, chercheur à l'unité de recherche Intégration et Coopération dans l'Espace Européen (ICEE – EA 2291), Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3. Contact : thomas.ribemont@sorbonne-nouvelle.fr

associated with the same type of hazard, of volcanic origin, which reveal the difficulties related to various levels of interdisciplinarity.

The first crisis studied here is related to the eruption of La Soufrière volcano on Guadeloupe in 1976. This event gives a picture of various epistemological positions within the same discipline, i.e. the earth sciences of the Earth, and illustrates their possible consequences in the public sphere. The second crisis is related to the eruption of the Soufrière Hills Volcano on Montserrat (1995 and ongoing). Although the experts are again drawn from the earth sciences, they represent different specialities. We find that the experts knew how to make use of probabilistic tools to overcome the difficulties related to uncertainties inherent in the crisis and, beyond that, arising from the incompleteness of their knowledge. Lastly, we discuss the crisis related to the eruption of the Icelandic volcano Eyjafjallajökull in 2010. In this last case, the composite nature of the hazard required us to call upon experts from two different disciplines: the earth sciences and atmospheric sciences. Specialization appears here as a factor of vulnerability. Indeed, the crisis confronts the experts with a mismatch between their approaches and makes it difficult to develop an opinion that fully benefits from their different types of expertise.

Keywords: interdisciplinarity, crises management, hazards, epistemology, probability

La question de la prise en compte politique des risques telluriques dans un contexte où ces derniers se sont imposés dans le débat public du fait de crises récurrentes et d'une montée en visibilité médiatique à l'instar des séismes en Haïti et au Chili, à Fukushima, ou encore, en 2004, en Indonésie, touche étroitement à la question de l'usage public et politique des connaissances produites par les sciences de la Terre dans une conjoncture critique¹. Ce faisant, elle renvoie plus généralement au poids croissant de l'expertise scientifique dans le champ de la gestion des risques et plus généralement de l'action publique.

¹ Voir sur cette notion, Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris: Presses de Sciences Po, 2009.

La complexité des aléas telluriques conduit en effet régulièrement les acteurs politico-administratifs à s'appuyer sur des groupes d'experts scientifiques. La question de l'expertise peut être abordée par le biais de la notion de communautés épistémiques. Ces dernières sont définies par Peter Haas comme des « réseaux de professionnels ayant une expertise et une compétence reconnues dans un domaine particulier qui peuvent faire valoir un savoir pertinent sur les politiques publiques du domaine en question »². Selon l'auteur, ces communautés épistémiques se caractérisent par quatre éléments partagés par les acteurs qui la composent : « (1) un ensemble commun de croyances normatives et de principes qui fournissent une justification fondée sur la valeur pour l'action sociale des membres de la communauté ; (2) des croyances partagées sur les causalités, qui sont issues de leur analyse de pratiques qui amènent ou contribuent à un ensemble central de problèmes dans leur domaine, et qui servent ensuite de base pour élucider les liens multiples entre actions politiques possibles et résultats souhaités ; (3) des notions communes de validité – c'est-à-dire, des critères intersubjectifs, définis en interne, pour la pondération et la validation des connaissances dans leur domaine d'expertise ; et (4) une entreprise politique commune - c'est-à-dire, un ensemble de pratiques communes associées à un ensemble de problèmes vers lesquels leur compétence professionnelle est dirigée »³.

Cependant, le concept de communautés épistémiques, fréquemment utilisé par les politistes en sociologie de l'action publique, ne dit que peu de chose du fonctionnement interne du champ scientifique. En effet, comme le souligne Yves Viltard, « la vie ordinaire du monde savant est aujourd'hui plus que jamais construite autour de rivalités et de polémiques entre écoles dont le nombre ne cesse de croître avec l'hyperspécialisation de la recherche scientifique »⁴. L'une des difficultés tient donc au fait que les communautés scientifiques sont constituées d'acteurs provenant de disciplines, de spécialités, de pays et d'institutions divers. Karin Knorr

² Peter M. Haas, "Introduction: Epistemic Communities and International Policy Coordination", in *International Organization*, n° 46 (1), 1992, p. 3.

³ *Ibidem*, p. 3.

⁴ Yves Viltard, Yves, "Etat, savoirs et politiques de développement", in Vincent Geromini et al. (eds), *Savoirs et politiques de développement. Questions en débat à l'aune du XXI^e siècle*, Paris: Karthala, 2008, p. 38.

Cetina souligne notamment que la science se caractérise par sa fragmentation en « différentes architectures d’approches empiriques, constructions spécifiques du référent, ontologies particulières d’instruments, et différentes machines sociales »⁵. Ce constat, comme le rappellent Morgan Meyer et Susan Molyneux-Hodgson, « se rapproche de l’argument selon lequel la science n’est pas une chose unique, mais quelque chose d’hétérogène et de multiple »⁶. Il existe ainsi des différences à l’intérieur des disciplines elles-mêmes. Le réel peut être abordé de façons diverses en fonction des disciplines considérées mais aussi de la nature des aléas étudiés⁷. Comme l’a montré Richard Whitley, si les disciplines apparaissent comme un principe organisateur régissant les aires de la recherche institutionnalisée, elles se caractérisent dans le même temps par une forte spécialisation qui fait écho à des singularités épistémologiques dans l’approche des objets étudiés⁸.

Ces différences, que ne permet pas d’aborder de front le concept de communautés épistémiques, peuvent se révéler problématiques dans des cas de gestion de crise. Le présent article montrera que ce concept conduit à lisser la complexité de la situation d’expertise. Pour mettre ceci en évidence, nous avons choisi d’étudier trois cas de gestion de crises associées à un même aléa, l’aléa volcanique, qui révèlent les difficultés liées à différents niveaux d’interdisciplinarité. Dans les trois cas, les acteurs politico-administratifs ont sollicité la composition de cellules de crise destinées à éclairer la prise de décision. Toutefois, la nature de l’aléa a conduit à réunir des experts issus de disciplines ou spécialités plus ou moins éloignées en termes de savoir et de savoir-faire, créant des situations d’expertise singulières.

La première crise étudiée est liée à l’éruption de la Soufrière de Guadeloupe en 1976. Elle donne à voir différents positionnements épistémologiques au sein d’une même discipline, les sciences de la Terre, et illustre leurs possibles répercussions dans la sphère publique. La seconde

⁵ Karin Knorr Cetina, Karin, *Epistemic Cultures: How the Sciences Make Knowledge*, Cambridge: Harvard University Press, 1999, p. 3.

⁶ Morgane Meyer, Susan Molyneux-Hodgson, ““Communautés épistémiques” : une notion utile pour théoriser les collectifs en sciences ?”, in *Terrains & travaux*, n°18, 2011, p. 147.

⁷ Voir, par exemple, Maud H. Devès, “La question du réel : de la science à la catastrophe”, in *Recherches en psychanalyse*, n° 20, 2015, pp. 107-116.

⁸ Richard D. Whitley, *The Intellectual and Social Organization of the Sciences*, Oxford: Clarendon Press, 1984.

crise est liée à l'éruption de la Soufrière Hills de Montserrat (1995-en cours). Les experts appartiennent toujours aux sciences de la Terre mais ils sont issus de diverses spécialités. Nous verrons qu'ils ont su s'appuyer sur des instruments probabilistes afin de dépasser les difficultés liées aux incertitudes inhérentes à la situation de crise et, au-delà, à l'incomplétude des savoirs. Enfin, nous étudierons la crise liée à l'éruption du volcan islandais Eyjafjallajökull en 2010. Dans ce dernier cas, la nature composite de l'aléa requiert de faire appel à des experts issus de deux disciplines différentes, les sciences de la Terre et les sciences de l'Atmosphère. La spécialisation apparaît ici être un facteur de vulnérabilité. En effet, la crise confronte les experts à la non-congruence de leurs approches et rend délicate l'élaboration d'un avis tirant pleinement profit de leurs différentes expertises.

Pour comprendre ces trois cas d'étude, il est important de rappeler que la phénoménologie de l'aléa volcanique peut être extrêmement variable d'une éruption à une autre. L'activité éruptive peut aussi bien durer quelques jours que quelques mois ou plusieurs années et il est complexe de prédire *a priori* le moment de son paroxysme. Les aléas peuvent être également de nature très diverse : fontaines de lave, dômes de laves, explosions avec projection de blocs, nuées ardentes, coulées de boues générées par la fonte d'un glacier, par exemple. La composition du magma et le débit éruptif jouent alors un rôle déterminant dans la phénoménologie des éruptions. Les éruptions de type « basaltique » font intervenir des magmas relativement pauvres en gaz et peu visqueux. Ces magmas produisent des éruptions d'intensité modérée - fontaines de lave ou explosions stromboliennes pour les cas les plus courants - qui n'affectent que l'environnement proche du volcan car les produits de l'éruption ne sont pas éjectés à des hauteurs dépassant deux à quatre kilomètres. Les éruptions qui font intervenir des magmas de type « silicique », moins chauds, plus riches en gaz et plus visqueux, sont souvent associées à des explosions plus violentes et plus soutenues que les précédentes. Ces éruptions, dites pliniennes, produisent un panache et des colonnes éruptives pouvant dépasser la dizaine de km. Ces colonnes injectent ainsi des produits volcaniques (gaz et cendres) à des hauteurs correspondant aux couloirs de circulation aérienne, voire pour les plus puissantes au-delà de la troposphère, avec un impact sur le climat. La temporalité et la spatialisation des risques varient donc en fonction de la phénoménologie de l'activité éruptive et peut requérir la mobilisation de savoirs et de savoir-faire très différents.

1. L'expertise liée à l'éruption de la soufrière de Guadeloupe (1976) : des divergences épistémologiques qui s'exportent dans l'espace public

L'Institut de Physique du Globe de Paris a connu une période particulièrement critique lors de l'éruption phréatique de la Soufrière de Guadeloupe en 1976. Les chercheurs se sont retrouvés à l'interface avec les autorités et le grand public dans un contexte où la gestion de crise n'avait pas été préparée. Une importante controverse éclata entre les experts qui fut largement relayée par la presse et vint nourrir, par ricochet, les critiques à l'encontre des décisions prises par les autorités⁹.

La crise sismo-volcanique commence en juillet 1975. L'énergie sismique cumulée dépasse alors le niveau de base établi sur deux décennies. Les pouvoirs publics sollicitent une expertise dès le mois de novembre 1975. Un plan ORSEC (Organisation de la réponse de sécurité civile) est développé et adopté en mars 1976. Une première explosion phréatique a lieu le 8 juillet 1976 qui déclenche l'évacuation spontanée de 25 000 personnes. On compte alors environ 76 000 habitants dans la zone à risque¹⁰. Jusqu'en juillet, les avis des experts sont à peu près unanimes : « la situation est sérieuse mais pas critique » (déclaration de Michel Feuillard, directeur de l'observatoire de Guadeloupe, 30 avril 1976). Haroun Tazieff, directeur des observatoires volcanologiques de l'IPGP, est alors le principal expert en charge de l'évaluation de l'aléa. Malgré l'intensification de l'activité sismo-volcanique et l'inquiétude croissante de la population, il considère que la situation n'est pas critique et part pour une mission prévue de longue date en Équateur. Toutefois, pendant son absence, les manifestations sismo-volcaniques s'intensifient. Le 15 août 1976, experts et autorités s'entendent pour déclencher le plan ORSEC conduisant à l'évacuation de 73 422 personnes. Cette dernière s'étalera sur plusieurs mois selon les zones. De retour de mission, Haroun Tazieff remet en cause le bien-fondé de cette décision. Éclate alors une virulente controverse, d'autant mieux reprise et amplifiée

⁹ *Paris Match* titrait ainsi à l'époque : « Tazieff contre Brousse : la petite guerre des volcanologues fait autant de bruit que le volcan » (*Paris Match*, septembre 1976, n° 1425)

¹⁰ S'il n'y a pas d'éruption magmatique historique connue en Guadeloupe, on se souvient néanmoins de l'éruption de la Montagne Pelée en Martinique qui rasa la ville de Saint-Pierre en 1902.

dans l'espace public que les conséquences socio-économiques de l'évacuation sont de plus en plus difficiles à vivre pour les populations¹¹. La controverse oppose notamment Haroun Tazieff à son supérieur hiérarchique, Claude Allègre, qui a pris la direction de l'IPGP pendant son absence (fin juillet 1976). On explique souvent la vigueur du conflit par la forte personnalité des deux contradicteurs. Néanmoins, il ne faut pas sous-estimer les ressorts épistémologiques de la controverse. En effet, les sciences de la Terre sont alors en pleine mutation. Les partisans d'une approche scientifique très spécialisée, aboutissant à une estimation probabiliste du risque, s'opposent aux partisans d'une démarche plus traditionnelle, valorisant l'expérience de terrain et une compréhension plus holistique des phénomènes. Cette opposition est au cœur même de la controverse scientifique, et on la retrouve dans les échanges entre Tazieff et Allègre, lesquels s'accusent d'être soit trop peu scientifique, soit trop aveuglé par les chiffres. Il est intéressant d'observer de quelle manière cette dissension, interne à la communauté des chercheurs, trouve écho dans l'espace public. L'homme qui défend l'approche holistique, Tazieff, est un homme de terrain, apprécié et soutenu par la population locale. Au contraire, Allègre incarne l'expert officiel et récolte la méfiance des populations qui dénoncent, à travers lui, l'ingérence de la métropole.

Ainsi, cette crise donne à voir une zone de fracture épistémologique au sein même des sciences de la Terre dont on trouve encore trace aujourd'hui dans la dénomination des spécialités. Parmi celles-ci, on peut citer par exemple, la géophysique, la géochimie, la géomorphologie, ou encore la volcanologie, la sismologie et la sédimentologie. On remarque que ces spécialités sont dénommées suivant deux usages distincts qui reflètent un point de vue épistémologique différent. Dans le premier cas, le préfixe géo est suivi du nom de la discipline sur laquelle le chercheur s'appuie pour son étude (physique ou chimie). Le géophysicien va par exemple chercher à décrypter les mécanismes à l'œuvre dans le système Terre en se fondant sur les théories et les techniques de la physique. Dans le second cas, le nom de la spécialité est une extension de l'objet d'étude. Ainsi le sismologue étudie les séismes, le sédimentologue, les sédiments, le

¹¹ Voir Bernadette de Vanssay, *Les événements de 1976 en Guadeloupe : Apparition d'une sub-culture de désastre*, Thèse de Doctorat, Centre Universitaire Antilles-Guyane, Ecoles des Hautes Études en Sciences Sociales, Université Paris V, 1979.

volcanologue, les volcans. On comprend dès lors que celui qui se désigne d'abord comme géophysicien n'aborde pas le réel de la même manière que celui qui se désigne d'abord comme volcanologue. La seconde démarche est probablement plus proche de la démarche adoptée dans la situation d'expertise, dans la mesure où le chercheur s'attache à un objet déjà circonscrit.

Il apparaît clairement ici que le concept de communautés épistémiques, tel que mobilisé par les politistes, est insuffisant pour rendre compte des enjeux épistémologiques qui sous-tendent la crise. On comprend dès lors l'intérêt d'une perspective interdisciplinaire croisant le regard des sciences de la Terre et des sciences politiques pour comprendre ce qui se joue à l'intérieur même d'une discipline en situation d'expertise. Une telle perspective permet de plus d'aborder des distinctions qui font l'objet d'une faible réflexivité au sein même des sciences de la Terre. Il semble cependant que les chercheurs en sciences de la Terre aient su tirer des leçons de la crise de la Soufrière de Guadeloupe puisque, lors d'événements volcaniques ultérieurs, ils ont cherché à objectiver les incertitudes liées à l'incomplétude de leurs savoirs et savoir-faire, comme l'atteste le cas de la Soufrière Hills de Montserrat.

2. La crise de la soufrière hills de montserrat (1995 - en cours) : le rôle des instruments probabilistes

À Montserrat, la crise se révèle durable. Une fissure s'ouvre, en effet, le 18 juillet 1995 dans la gorge située entre le vieux South Soufrière Hills et Chances Peak. Cet événement, comme le rappelle Bernard Duyck « inaugure une série éruptive toujours en cours et une succession de construction-effondrement de dômes, accompagnées de nuées ardentes destructrices »¹².

Amy Donovan et Clive Oppenheimer¹³ (2013) distinguent deux grandes phases pendant la crise. Une première période va de 1995 à 1998 et

¹² Bernard Duyck, "Les dômes de lave – 7. Soufrière Hills – Montserrat", 2011 [<http://www.earth-of-fire.com/article-les-domes-de-lave-7-soufriere-hills-montserrat-84908501.html>], 15 juin 2015.

¹³ Amy Donovan, Clive Oppenheimer Clive, "Science, policy and place in volcanic disasters: Insights from Montserrat", in *Environ. Sci. Policy*, 2013 [<http://dx.doi.org/10.1016/j.envsci.2013.08.009>], 15 juin 2017.

figure la phase aiguë de la crise au cours de laquelle les deux tiers de la population quittent l'île. Au cours de cette phase, les pouvoirs publics éprouvent des difficultés à s'accorder sur les dispositions à mettre en œuvre faute d'une représentation partagée de la nature et de l'évolution de la crise ainsi que de ses impacts sociaux, politiques et économiques. Le 25 juin 1997, l'éruption fait dix-neuf morts et huit blessés. Cet événement marque un tournant dans la gestion de la crise, les pouvoirs publics souhaitant désormais s'appuyer sur une évaluation des risques plus structurée et comptable. Celle-ci est confiée au *Montserrat Volcano Observatory* (MVO)¹⁴ et au *British Geological Survey* (BGS) qui mettent en œuvre un groupe international de scientifiques appelé le *Risk Assessment Panel* (RAP) se réunissant lors de réunions semestrielles. Dans ce cadre, le RAP développe une méthodologie quantitative d'analyse des risques volcaniques.

Entre 1998 et 2010, la crise se chronicise. À partir de mai 2003, l'évaluation des risques volcaniques est formalisée par la création du *Scientific Advisory Committee* (SAC), comité officiel d'expertise mandaté par le gouvernement britannique. Ce comité indépendant, travaillant en collaboration avec le MVO, se réunit à Montserrat tous les six mois entre 2003 et 2011, puis une fois par an. Le groupe d'experts reprend et développe les instruments d'analyse quantitative mis en place par les experts scientifiques du RAP.

La démarche retenue par le SAC se fonde sur deux types principaux d'instruments visant à mieux appréhender les incertitudes liées à l'activité de la Soufrière Hills : les réseaux bayésiens de neurones et les arbres décisionnels probabilistes. Dans les deux cas, on utilise la méthode d'analyse structurée du jugement des experts (*structured expert judgement*) qui s'appuie sur des outils probabilistes de quantification de l'incertitude et d'aide à la décision. L'analyse probabiliste permet notamment d'identifier des zones d'incertitude liées à la pertinence des différentes mesures de prévention des risques et à l'état des connaissances. Elle permet en outre de faire émerger une représentation partageable de la crise.

¹⁴ Créé en 1995, le MVO est composé d'équipes de chercheurs issus principalement de la *Seismic Research Unit* de l'*University of the West Indies*, du *U.S. Geological Survey*, du *British Geological Survey* et d'autres universités américaines et anglaises. L'université de Puerto Rico et l'Institut de Physique du Globe de Paris apportent également leur soutien.

Toutefois, l'instrument probabiliste ne se suffit pas à lui-même. En effet, le processus qui mène à la construction d'une représentation collective de la situation apparaît étroitement lié au fait que les chercheurs mobilisés disposent d'un système de connaissances commun¹⁵. Bien que plusieurs spécialités soient impliquées au sein du groupe d'experts (géophysique, géochimie, géodésie, géologie, par exemple), les scientifiques investis dans le travail d'expertise appartiennent tous au champ disciplinaire des sciences de la Terre et disposent donc d'un cadre épistémique commun qui leur permet d'interagir de manière efficace. Ce cadre partagé permet alors à ces chercheurs de structurer la masse d'informations dont ils disposent et d'élaborer un récit cohérent susceptible de nourrir les décisions des acteurs politico-administratifs. Sur cette base, ces derniers ont notamment pu définir différentes zones à risque en adaptant celles-ci à l'évolution de l'activité éruptive. L'expertise du SAC a par exemple permis d'attribuer à chaque zone d'aléa volcanique un niveau de contrainte réglementaire adapté. Les autorités publiques ont ainsi pu agir tant du point de vue de l'évacuation des populations qu'en matière de santé publique.

Dans le cas de Montserrat, comme dans celui de la Guadeloupe, on constate en définitive que la nature de l'aléa a obligé les pouvoirs publics à faire appel à des experts issus de la même famille disciplinaire. Bien que ces experts puissent avoir des pratiques différentes, ils partagent un système de connaissance commun. Sous cet angle, le concept de communautés épistémiques semble relativement opératoire. Il est essentiel cependant de ne pas négliger le rôle joué par les instruments probabilistes dans la mobilisation effective de la communauté épistémique que constituent les experts même si ces instruments ne permettent pas toujours de dépasser l'hétérogénéité des savoirs et des savoir-faire, en particulier lorsque les experts proviennent de disciplines plus éloignées.

3. La crise liée à l'éruption de l'eyjafjallajökull (2010) : la fragmentation disciplinaire comme facteur de vulnérabilité

Les premiers signes d'activité du volcan islandais Eyjafjallajökull remontent à avril 2009, avec une série de séismes situés à 20-25 km de

¹⁵ Les retours d'expérience des crises antérieures et la mobilisation des scientifiques de la Terre sur la question des risques en amont de la crise ont joué un rôle déterminant.

profondeur. Le volcan entre en éruption le 20 mars 2010. En termes de phénoménologie, l'éruption connaît une première phase d'activité effusive et une seconde phase explosive qui sont entrecoupées par deux jours d'inactivité les 13 et 14 avril 2010. Le caractère explosif de la seconde phase est d'autant plus fort qu'un glacier recouvre le volcan. L'énergie dégagée par le choc thermique entre la glace et le magma fragmente la roche au niveau du point d'émission produisant des particules très fines qui sont expulsées jusqu'à 10 km d'altitude, à des hauteurs correspondant aux couloirs de circulation aérienne.

Très rapidement, des groupes d'experts scientifiques se trouvent sollicités. Le *Volcanic Ash Advisory Centre* (VAAC) de Londres est par exemple en alerte dès le 20 mars, nourri quotidiennement par les informations transmises par la Météorologie islandaise et le *Nordic Institute* et par les données provenant de satellites polaires et géostationnaires. L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a en effet réparti les responsabilités en matière de surveillance des cendres volcaniques par grandes zones entre des centres appelés VAAC qui ont un rôle consultatif d'appui à la gestion de crise par les autorités de la navigation aérienne¹⁶. « C'est ainsi, rappelle François Jacq, que le centre en charge des volcans islandais est le VAAC de Londres, géré par le service météorologique britannique, le *Met Office*, qui a travaillé dans le cas de l'Eyjafjöll avec l'appui de l'IMO, institut islandais dont la compétence est à la fois météorologique, géologique et volcanologique [...]. À partir du 19 avril, le VAAC de Londres est passé de la détermination de zones où la présence de cendres était probable à la délimitation de zones définies à partir d'un certain niveau de concentration avec un seuil fixé à 2 mg/m³ proposé à l'issue d'une concertation avec les motoristes pour définir les zones de non vol »¹⁷.

En France, les autorités mettent de leur côté en place un dispositif de gestion de crise dans lequel sont impliqués : pour les sciences de la Terre, les chercheurs de l'Institut Physique du Globe de Paris (IPGP), de l'Observatoire de Physique du Globe de Clermont-Ferrand et du Laboratoire de Géophysique Interne et Tectonophysique de Grenoble¹⁸ ; pour les sciences

¹⁶ Voir http://www.senat.fr/rap/r10-028/r10-028_mono.html, 15 juin 2017.

¹⁷ *Ibidem*.

¹⁸ Ces trois institutions sont aussi mandatées pour assurer une cellule de veille du volcan 24h/24h à partir du 17 avril 2010.

de l'atmosphère, des chercheurs du Laboratoire des Sciences du Climat et de l'Environnement (LSCE), du Laboratoire de Météorologie Dynamique (LMD), du Centre National d'Etudes Spatiales (CNES) et de Météo-France¹⁹. S'y adjoignent des motoristes d'Air France. Ces experts sont, en outre, en relation avec l'Institut des Sciences de la Terre islandais, les VAAC de Londres, de Toulouse et de Montréal, et l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS).

Un point de difficulté, rarement discuté, tient cette fois-ci au fait que la nature même de l'aléa requiert d'impliquer deux disciplines distinctes dans le travail d'expertise (les sciences de la Terre et les sciences de l'Atmosphère) qui n'abordent pas l'aléa de la même manière et disposent d'un système de connaissances plus fragmenté que dans le cas de la crise de Montserrat.

La quantité de cendres injectée dans la haute atmosphère et la concentration des cendres volcaniques qui seront dispersées dépend de trois paramètres/phénomènes principaux : (i) le flux de cendres injectées à l'événement (bouche éruptive), (ii) le taux de dilution du mélange volcanique (gaz + cendres) dans la colonne éruptive, et (iii) la dispersion par les courants atmosphériques du nuage volcanique formé au sommet de la colonne éruptive. Mais les modèles utilisés pour anticiper la dispersion du nuage volcanique, dérivés de modèles météorologiques, conçoivent l'éruption comme un point source et ne prennent donc pas en compte la dynamique du panache. Les discours mobilisés par les experts issus des deux disciplines ne sont pas congruents alors même qu'ils visent à rendre compte d'un même phénomène. La spécialisation apparaît dès lors non plus seulement comme une dynamique utile à la marche de la connaissance, mais aussi comme un facteur de vulnérabilité supplémentaire. En effet, la relative fragmentation des discours disciplinaires rend difficile l'élaboration d'un récit englobant d'aide à la décision en situation d'urgence, avec un impact évident sur la gestion de crise. Les experts ne réussiront pas à exploiter les savoirs et les savoir-faire disponibles dans toute leur complexité et les autorités seront conduites à se positionner sur la base de modèles d'aléas particulièrement incertains. Viendront s'ajouter les incertitudes liées aux modèles météorologiques eux-mêmes (lessivage par les précipitations, mouvements verticaux d'échelle inférieure aux modèles, etc.) et une

¹⁹ Dans le cadre de SAFIRE, unité mixte CNRS, CNES et Météo-France.

mauvaise anticipation des valeurs seuils de concentrations tolérées par les moteurs d'avion. Tant et si bien que l'expertise ne permettra pas, en définitive, aux autorités politico-administratives de bénéficier d'une « approche globale et harmonisée de la gestion du trafic aérien »²⁰. Cela conduira à une application stricte, et sans doute excessive, du principe de précaution. Comme le signale l'Académie de l'air et de l'espace, la définition de zone à risque, principalement fondée sur des modèles numériques complexes (émission volcanique + dispersion atmosphérique) et qui n'ont été validés que très rarement par des données expérimentales en nombre suffisant vont ainsi conduire à déclarer des zones de l'espace aérien comme dangereuses, et ce à tort, comme le confirmeront quelques mesures et observations *in situ*.

Conclusion

Le regard croisé entre sciences politiques et sciences de la Terre permet d'appréhender la complexité des interactions épistémiques à différentes échelles et de dépasser la description, quelque peu statique, liée au concept de communautés épistémiques. Ainsi, le croisement des trois cas d'étude développés dans le présent article permet de mettre en évidence trois types de configurations. Dans le cas de l'éruption de l'Eyjafjallajökull, la nature de l'aléa suppose de faire appel à des chercheurs issus de disciplines qui n'ont pas la même façon d'appréhender l'objet étudié et qui ont, par ailleurs, peu l'habitude de travailler ensemble. Les savoirs et savoir-faire en circulation au sein des groupes d'experts se trouvent alors trop fragmentés ce qui rend difficile l'émergence d'une communauté épistémique stabilisée. Dans le cas de l'éruption de la Soufrière Hills de Montserrat, on observe une configuration différente car la nature de l'aléa conduit à mandater des chercheurs appartenant à la même famille disciplinaire, les sciences de la Terre et qui partagent donc un système de connaissance commun. Ceux-ci s'accordent sur l'utilisation d'instruments probabilistes de représentation de l'incertitude, constituant dès lors un groupe pouvant être décrit à l'aune du concept de communautés épistémiques. De tels instruments, s'ils avaient été disponibles lors de la

²⁰ Philippe Husson, "Veille volcanique des routes aériennes : une nouvelle donne", in *La météorologie*, CNRS, n° 73, 20-25, mai 2011, p. 25.

crise de l'éruption de la Soufrière de Guadeloupe en 1976, auraient peut-être permis aux experts de dépasser leurs antagonismes. Ces trois cas permettent de mettre en évidence les limites du concept de communautés épistémiques qui ne permet pas de saisir l'influence des différents niveaux de fragmentation disciplinaire dans la situation d'expertise.

De ce point de vue, l'approche interdisciplinaire entre politistes et chercheurs en sciences de la Terre se révèle particulièrement féconde pour appréhender la dynamique de ces interactions. Si elle ne permet pas un dépassement complet des frontières disciplinaires classiques, elle est un moyen de mieux appréhender la gestion de crise en matière de risques telluriques. Enfin, parce qu'elle les oblige à s'acculturer au langage, aux concepts et aux méthodes de la discipline avec laquelle ils dialoguent, elle constitue aussi pour les chercheurs une source d'enrichissement épistémologique.

Références bibliographiques

1. Aspinall Willy; Blong, Russel (2015), Chapter 70, "Volcanic risk assessment", in Sigurdsson Haraldur et al. (eds.), *The Encyclopedia of volcanoes*, San Diego, California: Academic Press, 1275-1231.
2. Beauducel, François (2006), "À propos de la polémique "Soufrière 1976"", [<http://www.ipgp.fr/~beaudu/>], 15 juin 2017.
3. Devès, Maud H.; Ribémont, Thomas, Kaminski, Edouard, Komorowski, Jean-Christophe (2016), "La spécialisation des experts scientifiques comme facteur de vulnérabilité. Etude comparée de deux crises volcaniques", in Clinchamps, Nicolas; Cournil, Christel; Fabregoule, Catherine; Ganapathy-Dore, Geetha (eds.), *Sécurité et environnement*, Bruxelles: Bruylant, 219-224.
4. Devès, Maud H.; Ribémont, Thomas; Komorowski Jean-Christophe (2019), "Sciences de la Terre et action publique. Etude comparée de deux gestions de crise : les éruptions de la Soufrière de Guadeloupe et de Soufrière Hills (Montserrat)", in *Politiques et Société*, à paraître, 2019.
5. Devès, Maud H. (2015), "La question du réel : de la science à la catastrophe", in *Recherches en psychanalyse*, n° 20, 107-116.

6. Dobry, Michel (2009), *Sociologie des crises politiques*, Paris: Presses de Sciences Po.
7. Donovan, Amy; Oppenheimer Clive (2013), "Science, policy and place in volcanic disasters: Insights from Montserrat", in *Environ. Sci. Policy* [<http://dx.doi.org/10.1016/j.envsci.2013.08.009>], 15 juin 2017.
8. Dupré, John (1993), *The Disorder of Things: Metaphysical Foundations of the Disunity of Science*, Cambridge: Harvard University Press.
9. Duyck, Bernard (2011), "Les dômes de lave – 7. Soufrière Hills – Montserrat" [<http://www.earth-of-fire.com/article-les-domes-de-lave-7-soufriere-hills-montserrat-84908501.html>], 15 juin 2015.
10. Farrugia, Laurent (1977), *Soufrière 76*, Basse Terre, Guadeloupe: Editions Jeunes Antilles.
11. Feuillard, Michel (2011), *La Soufrière de Guadeloupe : un volcan et un peuple*, Pointe-à-Pitre: Editions Jasor.
12. Galison, Peter L.; Stump, David J. (eds) (1996), *The Disunity of Science: Boundaries, Contexts, and Power*, Stanford: Stanford University Press.
13. Haas, Peter M. (1992), "Introduction: Epistemic Communities and International Policy Coordination", in *International Organization*, n° 46 (1), 1-35.
14. Hincks, Thea K.; et al. (2014), "Retrospective analysis of uncertain eruption precursors at La Soufrière volcano, Guadeloupe, 1975–77: volcanic hazard assessment using a Bayesian Belief Network approach", in *Journal of Applied Volcanology*, n° 3:3, 10.1186/2191-5040-3-3 [<http://www.appliedvolc.com/content/>], 15 juin 2017.
15. Husson, Philippe (mai 2011), "Veille volcanique des routes aériennes : une nouvelle donne", in *La météorologie*, CNRS, n° 73, 20-25.
16. IPGP (2011), "Séisme du Japon (Honshu) du 11 mars 2011" [<http://www.ipgp.fr/pages/040117.php>], 15 juin 2017.
17. Joly, Pierre-Benoit (mai 2017), "L'expertise scientifique dans l'espace public. Réflexions à partir de l'expérience française", *Réalités industrielles*, 23-29.
18. Knorr Cetina, Karin (1999), *Epistemic Cultures: How the Sciences Make Knowledge*, Cambridge: Harvard University Press.

19. Komorowski, Jean-Christophe; et al., "Guadeloupe", in Lindsay, Jan M., et al. (eds.) (2005), *Volcanic Hazard Atlas of the Lesser Antilles*, Seismic Research Unit of the University of the West Indies, 68-107.
20. Lacassin, Robin (2010), "Les tremblements de terre d'Haïti (Mw 7 - janvier 2010) et du Chili (Mw 8,8 - mars 2010)", in *Géochronique* [<http://www.ipgp.fr/fr/seisme-chili>], 12 mars 2017.
21. Lavigne, Franck; de Belizal, Edouard (2010), "Les effets géographiques des éruptions volcaniques", in *EchoGéo* [<https://echogeo.revues.org>], 12 mars 2017.
22. Lavigne, Franck; et al. (2009), "Reconstruction of Tsunami Inland Propagation on December 26, 2004" in Banda, Aceh (ed.), *Indonesia, Through Field investigations, in Pure and Applied Geophysics*, 166, 259-281.
23. Lay, Thorne; et al. (2005), "The great Sumatra-Andaman Earthquake of 26 December 2004", in *Science*, n° 308, 1127-1133.
24. Loubat, Bernard; Pistolesi-Lafont, Anne (1977), *La Soufrière - à qui la faute ?*, Paris: Presses de la Cité.
25. Marzocchi, Warner; et al. (2004), "Quantifying probabilities of volcanic events: the example of volcanic hazard at Mount Vesuvius", in *Journal Geophys. Res.*, 109, doi:10.1029/2004JB003155 B11201, 1-18.
26. Meyer, Morgane; Molyneux-Hodgson, Susan (2011), "'Communautés épistémiques" : une notion utile pour théoriser les collectifs en sciences ?", in *Terrains & travaux*, n° 18, 141-154.
27. Miller, Clark A. (2001), "Challenges in the Application of Science to Global Affairs: Contingency, Trust, and Moral Order", in Miller, Clark; Edwards, Paul N. (eds.), *Changing the Atmosphere: Expert Knowledge and Environmental Governance*, Cambridge: MIT Press, 247-286.
28. Newhall, Chris G.; Hoblitt, Richard P. (2002), "Constructing event trees for volcanic crises", in *Bull. Volcanol.*, n° 64 (1), doi:10.1007/s004450100173, 3-20.
29. Spiegelhalter, David J.; et al. (1993), "Bayesian-Analysis in Expert-Systems", in *Statistical Science*, n° 8 (3), 219-247.

30. Vanssay de, Bernadette (1979), *Les événements de 1976 en Guadeloupe : Apparition d'une sub-culture de désastre*, Thèse de Doctorat, Centre Universitaire Antilles-Guyane, Ecoles des Hautes Études en Sciences Sociales, Université Paris V.
31. Viltard, Yves, "Etat, savoirs et politiques de développement" (2008), in Geromini, Vincent; et al. (eds), *Savoirs et politiques de développement. Questions en débat à l'aune du XXIe siècle*, Paris: Karthala, 21-43.
32. Wadge, Geoffrey; Aspinall, Willy (2014), Chapter 24 "A review of volcanic hazard and risk-assessment praxis at the Soufrière", in Wadge, Geoffrey et al. (eds.), *The Eruption of Soufrière Hills Volcano, Montserrat from 2000 to 2010*, London: Geological Society, Memoirs, n° 39, p. 439-456.
33. Whitley, Richard D. (1984), *The Intellectual and Social Organization of the Sciences*, Oxford: Clarendon Press.
34. Zito, Anthony R. (2001), "Epistemic Communities, European Union Governance and the Public Voice", *Science and Public Policy*, n° 28/6, 465-476.

**AU CŒUR DE L'INTERDISCIPLINARITÉ :
LA THÉORIE DU DISCOURS APPLIQUÉE EN SCIENCE POLITIQUE**

**AT THE HEART OF INTERDISCIPLINARITY:
THE DISCOURSE THEORY APPLIED TO POLITICAL SCIENCE**

Ioana-Cristina Rus, Sergiu Mișcoiu*

DOI: 10.24193/subeuropaea.2018.2.09

Published Online : 2018-12-31

Published Print : 2018-12-31

Abstract

The purpose of this presentation is to highlight the interdisciplinary character of the third generation of discourse theory, as well as its capacity to open new perspectives in the study of political phenomena. To this end, we will first theoretically reference the stakes of interdisciplinarity in connection with the emergence of discourse theory as a forward-looking approach in the humanities and

* Ioana-Cristina Rus: PhD student in Political Science, Faculty of European Studies, Babes-Bolyai University. Contact: ic.rus86@gmail.com.

Sergiu Mișcoiu: PhD Habil., Professor at the Faculty of European Studies, Babes-Bolyai University. Contact: miscoiu@yahoo.com

Cette recherche a été soutenue financièrement par le Programme Opérationnel Sectoriel pour le Développement des Ressources Humaines 2007-2013, ainsi que par le Fond Social Européen dans le cadre du projet POSDRU/159/1.5/S/132400 ayant le titre « Jeunes chercheurs de succès - développement professionnel dans un contexte interdisciplinaire et international ».

social sciences. Secondly, we will look into the five premises of discourse theory, which will be assessed as intellectual products of an essentially interdisciplinary process which consists of bringing together and mutualizing research strategies which belong to various scientific fields (sociology, linguistics, anthropology, philosophy, political science, psychoanalysis). Thirdly, we will explore the merits and limits of the use of discourse theory as a theoretical framework and an explanatory tool in the analysis of political phenomena.

Keywords: interdisciplinarity, discourse theory, political science, research

Introduction

Corollaire de la philosophie postmoderne, du tournant numérique et de la mondialisation du champ scientifique, l'interdisciplinarité est en train de s'ériger, non sans difficulté¹, en clé de voûte de la recherche contemporaine. Jadis perçue comme un fâcheux dérapage éclectique qui ne pouvait que compromettre une logique disciplinaire ayant déjà longuement fait ses preuves, la démarche interdisciplinaire est aujourd'hui dépeinte comme un atout, comme un élément qui confère de la robustesse et de la visibilité aux projets et ouvrages qui en font la preuve, la nécessité de la développer trouvant un appui confortable au sein de la communauté scientifique².

Loin de sonner le glas des disciplines en tant que pierres angulaires de la production scientifique, l'interdisciplinarité en reconnaît l'importance tout en bouleversant, par son *modus operandi*, leurs frontières et leur hégémonie. C'est ainsi que la dialectique interdisciplinaire remplace la matrice disciplinaire – parcellaire, cloisonnée, autosuffisante et arbitrairement prescriptive – par une vision dialogique non-totalisante, dans laquelle la porosité des frontières permet un nomadisme conceptuel qui finit par bâtir un *espace autre d'intégration hétérotopique* accommodant concepts, idées,

¹ Voir, par exemple, les obstacles épistémologiques, institutionnels, psychosociologiques et culturels évoqués par Frédéric Darbellay, *Interdisciplinarité et transdisciplinarité en analyse des discours. Complexité des textes, intertextualité et transtextualité*, Genève : Editions Slatkine, 2006, pp. 13-14.

² Gloria Origgi, Frédéric Darbellay (dir.), *Repenser l'interdisciplinarité*, Genève : Editions Slatkine, 2010, p. 8.

théories ou méthodes autrefois amarrés à des champs disciplinaires en apparence contrastants³.

La géométrie variable de ce type d'espaces est tracée par les apports irréguliers des disciplines appelées à y contribuer. S'il y a, en effet, des disciplines plus prêteuses de grains de savoirs que d'autres⁴, le poids des contributions varie également en fonction de l'objet de recherche autour duquel s'organise l'espace interdisciplinaire et de la manière dont cet espace évolue, car la réarticulation des diverses contributions – qui obéit à la logique de la différence et de l'équivalence et qui dépasse la simple juxtaposition mécanique des savoirs – débouche habituellement sur des horizons interprétatifs plus amples, plus adaptés à l'étude d'objets de recherche complexes, tout en jetant, tôt ou tard, les bases de nouvelles disciplines.

Dans ce qui suit, nous allons analyser, dans un premier temps, les éléments définitoires de la théorie du discours en tant qu'approche interdisciplinaire qui fait appel à des acquis et à des méthodes relevant de plusieurs domaines des sciences sociales. Puis, dans un deuxième temps, en prenant une posture plutôt normative-utilitaire, nous allons nous interroger sur les mérites et les limites de la théorie du discours dans l'approche du politique.

1. Pour éclairer notre chemin : un chantier interdisciplinaire pour formaliser l'objet de recherche

La théorie du discours est une approche interdisciplinaire née des bouleversements majeurs qui ont contribué – dans les années 1960 et, plus tard, dans les années 1980 – à la mise en cause de l'establishment, de l'autorité, des valeurs et des paradigmes scientifiques traditionnels.

³ Michel Foucault, cité dans Frédéric Darbellay (dir.), *La circulation des savoirs. Interdisciplinarité, concepts nomades, analogies, métaphores*, Berne : Editions scientifiques internationales, 2012, p.18.

⁴ Pour reprendre l'analogie avec la fable de La Fontaine sur laquelle repose l'ouvrage du Groupe de Montheron, *Les cigales et les fourmis. Des emprunts entre sciences*, Le Mont-sur-Lausanne : LEP, 1996.

Cette approche ne repose pas sur un noyau théorique propre, mais se caractérise par une revendication progressive de principes de la pensée postmarxiste et de la linguistique postsaussurienne, ainsi que par une intégration graduelle d'éléments de différentes autres disciplines, telles que la théorie de la communication, l'histoire, la philosophie, l'anthropologie culturelle, la science politique, la sociologie du conflit ou la psychanalyse.

L'axe évolutif de la théorie du discours témoigne de l'étendue progressive de sa portée analytique. Ainsi, si les représentants de sa première génération⁵ étaient encore tributaires, à quelques exceptions près⁶, d'une vision purement linguistique et structuraliste du discours, les représentants de la deuxième génération ont étendu cette notion à certaines pratiques sociales sans pour autant renoncer au déterminisme économique et à la philosophie matérialiste spécifiques au marxisme. Michel Foucault a été le premier à prendre ses distances par rapport à ce qu'on a appelé par la suite l'analyse critique du discours, en ouvrant de nouvelles perspectives de recherche par l'intérêt accordé aux conditions historiques de possibilité des discours ou à l'étroite dépendance existant entre discours et pouvoir.

C'est pourtant la troisième génération de penseurs, chaperonnés par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, qui a réussi à pleinement autonomiser la théorie du discours en l'étayant sur une approche constructiviste du pouvoir. Par l'ancrage dans une ontologie anti-essentialiste et une épistémologie anti-fondationaliste⁷, l'ancienne distinction entre pratiques sociales discursives et pratiques sociales non-discursives est également disparue.

Dans ce qui suit, la reprise des cinq postulats les plus importants de la théorie du discours de troisième génération, tels qu'ils ont été énoncés par Jacob Törfin⁸, nous permettra de mettre en lumière les éléments de nouveauté qu'elle apporte par rapport aux paradigmes traditionnels, ainsi que son caractère interdisciplinaire et la façon dont les emprunts à des disciplines de référence ont été opérés.

⁵ Voir David Howarth, Jacob Törfin (dir.), *Discourse Theory in European Politics. Identity, Policy and Governance*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2005.

⁶ Comme, par exemple, Roger Fowler ; voir le chapitre rédigé avec Gunther Kress, « Critical linguistics », in Gunther Kress, Robert Hodge, Roger Fowler, Bob Hodge & Tony Trew, *Language as Ideology. Language and Control*, Londres : Routledge and Keegan Paul, 1979, pp. 185-213.

⁷ Voir David Howarth, Jacob Törfin (dir.), *op. cit.*, p. 13.

⁸ *Idem.*

1. *D'abord, toute forme de pratique sociale a lieu dans un milieu dominé par des discours spécifiques ayant eux-mêmes une certaine histoire.* Le « dire » d'aujourd'hui porte l'héritage du « dire » d'hier et détermine à son tour le « dire » de demain. L'évolution d'un discours dominant à l'autre est réalisée à travers la libération des signifiants, lesquels, devenus libres, sont dorénavant reliés par de nouveaux enchaînements logiques. Dans ce contexte, certains signifiants libres constituent les points nodaux qui réunissent la représentation de la réalité dans un ensemble cohérent, tout en portant l'héritage de leur sens et de leur configuration antérieurs.

La théorie du discours associe donc l'analyse historique à l'anthropologie culturelle afin d'étudier le contexte spécifique dans lequel se produit l'émergence des ordres discursifs. Le type de démarche qui est propre à la théorie du discours serait largement improbable dans un cadre uni-disciplinaire. D'un côté, il s'agit ici d'étudier le contexte dans lequel émergent et se transforment les représentations politiques collectives et cela ne pourrait pas se faire d'une autre manière que par le biais d'une démarche historicisante où le cadre explicatif repose sur la détermination des circonstances, des situations et des événements. De l'autre côté, le fait d'identifier un parcours événementiel quelque complexe qu'il soit dans un cadre politico-institutionnel particulier n'est que le début d'une approche qui, pour aller au-delà de l'informatif, doit être complétée par une « mise en sens » de la situation respective⁹. C'est ici qu'interviennent les perspectives issues de l'anthropologie, en orientant l'analyse du contexte historico-politique vers l'appropriation des métadonnées socioculturelles sur lesquelles s'érige le vivre-en-commun de la société respective. Il s'agit de répertorier le système de « grandes valeurs » et de principes fondateurs qui sont censés animer une société et de retracer schématiquement leur phénoménologie, opération qui est indispensable à la compréhension du cadre socio-politico-culturel de la société considérée¹⁰.

⁹ Convergent, dans cette même direction, les observations critiques faites par Charles Tilly et Michael Mann. Voir Charles Tilly (dir.), *The Formation of the National States in Western Europe*, Princeton: Princeton University Press : 1975, notamment pp. 13-19 ; Michael Mann, *The Sources of Social Power: Volume 1, A History of Power from the Beginning to AD 1760*, New York : Cambridge University Press, 1986, notamment pp. 24-29.

¹⁰ C'est bien la quintessence de l'approche anthropologique du politique, telle qu'elle est présentée par Georges Balandier dans *Une anthropologie des moments critiques*, Paris : EHESS, 1996.

A ce stade de l'analyse, la question légitime qui se pose est celle-ci : comment expliquer l'ensemble relationnel entre constats sur l'événementiel, descriptions du cadre politico-institutionnel et analyses des valeurs et principes socioculturels ? Notre réponse foncièrement interdisciplinaire est que le seul liant qui permette la représentation intelligible de cet ensemble est le discours¹¹. Mais la notion de discours ne saurait pas être réduite aux simples actes de langage ou à la communication entre émetteurs et récepteurs de messages. Elle recouvre l'ensemble du représentationnel et révèle la signification des processus sociaux : étant donné le caractère indécidable et purement contingent des rapports entre les faits et leurs significations, c'est seulement le discours sur le sens des faits qui peut fournir une lecture intelligible du social. Cependant, précisément puisque les volets de cet ensemble relationnel sont loin d'être figés et se trouvent dans une permanente métamorphose, il ne s'agit jamais d'un discours, mais d'une série de discours, lesquels, chacun de leur côté, essaie de représenter le social et de lui offrir une lecture définitive.

De ce fait, les relations d'opposition, de contrariété ou de complémentarité entre ces discours auront toujours deux traits majeurs. *Primo*, elles seront marquées sur un plan synchronique par une rigidité qui se veut absolue, puisque les discours se démarquent les uns par rapport aux autres précisément en concevant leurs frontières comme naturelles et immuables. Toutefois, elles seront marquées sur un plan diachronique par l'élasticité, car tous les discours doivent s'adapter ou même se reconfigurer en fonction des événements qu'ils sont censés expliquer, faute de quoi – comme nous allons le constater – ils risquent de se déstructurer. Et *secundo*, ils auront tendance à se régénérer, tout en puisant aux sources des formes discursives précédentes, afin de se légitimer socialement. La reproduction et l'altération trans-contextuelle des formes de représentation discursive est un élément déterminant du cadre socio-historique dont seule une approche interdisciplinaire saurait mesurer l'envergure et l'impact.

¹¹ Pour une explication plus détaillée concernant le rôle du discours dans l'étude des contextes sociopolitiques, voir Tom R. Burns, Marcus Carson, « Social order and disorder. Institutions, policy paradigms and discourses: An interdisciplinary approach » in Paul Chilton and Ruth Wodak, (dir.), *A New Agenda in Critical Discourse Analysis Theory: Theory and Interdisciplinarity*, Amsterdam. Philadelphia : John Benjamins Publishing Company, 2005, pp. 283-310.

2. Puis, le discours prend contour à travers des *combats hégémoniques pour l'obtention d'un leadership moral et politique par l'articulation du sens et de l'identité*. Les combats pour l'hégémonie sont loin d'être livrés à l'intérieur de camps étanches et sciemment constitués ; il s'agit plutôt d'une série infinie d'efforts séquentiels et chaotiques dont le résultat dépend de la disposition et de la propension des individus à choisir des repères identitaires suffisamment forts pour maintenir et propulser certaines articulations des sens, notamment, l'articulation dominante du moment. Ce sont précisément les articulations qui sont capables d'offrir un principe crédible en fonction duquel le monde arrive à lire les événements qui deviennent des articulations dominantes. Pour la création et le maintien de telles articulations, on emploie la « totalisation idéologique », processus à travers lequel le discours est structuré par plusieurs points nodaux.

Il est bien évident que, pour valoriser opérationnellement ce second point-clé, la théorie du discours a recours à des stratégies interdisciplinaires de recherche qui relèvent de la sémiotique et de la théorie politique. L'interdisciplinarité consiste à ce niveau non pas seulement dans le jumelage de ces deux disciplines dans un ensemble explicatif chaperonné par la théorie du discours, mais plutôt dans un échange permanent de positionnements normatifs et de stratégies méthodologiques qui relèvent de ces deux perspectives différentes.

L'apport de la sémiotique au développement de ce second point-clé de la théorie du discours consiste notamment dans l'identification et l'analyse des formes langagières qui participent à la structuration des représentations discursives et des mécanismes de connexion entre celles-ci¹². Pour synthétiser, l'analyse sémiotique contribue ici en deux grandes étapes. D'abord, l'analyse postsaussurienne des relations de conditionnement réciproque entre les signifiants et les signifiés, qui, appliquée à la sphère du politique, nous amène au constat suivant : le social est l'espace de la représentation discursive du réel à travers l'articulation et la ré-articulation des signifiants par rapport à des signifiés qui sont historiquement et

¹² Pour une analyse pertinente des caractéristiques des discours en relations avec le contexte social où ils se manifestent, voir Norman Fairclough, *Critical Discourse Analysis. The Critical Study of Language*, Londres: Longman, 1995.

socialement valorisés au sein de la société¹³. Par exemple, le signifiant discursivement construit « Justice » s'attache à un signifié « Justice » dont le sens est intuitivement imaginé par tous les membres d'une communauté. A travers l'analyse linguistique, on arrive à préciser non pas seulement les relations entre signifiants et signifiés, mais aussi les interconnexions qui s'établissent entre ces « couples » signifiants-signifiés à des moments historiques différents. La linguistique contribue alors à éclaircir ce deuxième point de la théorie du discours à travers la mise en avant du caractère instable et, finalement, éphémère des articulations qui se tissent au sein du monde discursif. Par l'étude de la multiplicité d'articulations virtuellement établies entre une variété de signifiants, la linguistique démontre la profonde relativité des représentations sociales et la non-plausibilité d'une lecture selon laquelle l'espace discursif serait gérable ou manipulable par un nombre préétabli d'acteurs politiques. Autrement dit, les théories « de la conspiration » selon lesquelles le discours public ferait l'objet d'une manipulation contrôlée par un petit nombre « d'initiés » qui auraient la mainmise sur le contenu et les moyens de transmission de l'information sont bel et bien irréalistes.

La deuxième source contribuant au développement de cette réflexion est la philosophie politique, notamment à travers l'analyse gramscienne et néo-gramscienne de la notion d'hégémonie. Sans entrer dans les détails, il faut noter qu'Ernesto Laclau synthétise la lecture discursive de l'hégémonie comme un processus d'extension abusive d'une représentation particulière qui assume l'universalité¹⁴. Les combats hégémoniques pourraient simplement être expliqués comme des confrontations entre des représentations particulières du monde qui s'efforcent d'occuper la place de l'universel, d'un universel qui est en fait irréprésentable, au sens où il est irréductible à toute représentation particulière¹⁵. Entre les différentes articulations discursives, les combats hégémoniques établissent des hiérarchies qui, pour faire court, reposent sur un seul critère : le degré de crédibilité qu'elles sont capables d'atteindre. Ainsi, force est de constater que deviennent crédibles

¹³ Voir Michel Foucault, « Anthropologie et langage », *Philosophie. Anthologie*, Paris : Gallimard, 2004, pp. 239-246.

¹⁴ Ernesto Laclau, Chantal Mouffe, « Hegemony: The Genealogy of a Concept », *Hegemony and Socialist Strategy*, Londres : Verso, 1985, pp. 7-46.

¹⁵ Ernesto Laclau, *The Rhetorical Foundations of Society*, Londres : Verso, 2014, p. 9.

les discours dont l'articulation des signifiants structure des représentations du social qui arrivent à passer pour des descriptions et des explications naturelles « du réel ». Mais pour qu'une vraisemblance de naturalité soit possible, ces discours ne peuvent pas reposer sur une construction *ad hoc* issue de la volonté de pouvoir d'un groupe particulier restreint ; ils doivent résulter d'une mécanique sociale vaste, alimentée par une infinité de « voix » et synthétisant les efforts multiples et disparates des acteurs qui visent se légitimer et avoir plus d'accès au pouvoir.

Pour conclure sur ce second point, le jumelage des perspectives sémiotique et philosophique rend possible une lecture discursive de la production et des effets des combats menés pour l'obtention d'un statut d'hégémonie sociale et politique.

3. En troisième lieu, la théorie du discours explique que *les articulations hégémoniques du sens et des identités reposent sur la construction des antagonismes sociaux*. Toute logique s'étayant sur la totalisation idéologique suppose l'idée de l'existence d'un *Autre*, par rapport auquel l'identité et les principes du groupe se structurent en opposition. Ainsi, *l'altération* (ou bien, *l'invention de l'Autre*) comporte en elle-même l'identification d'un non-*Nous* qui, dans le contexte de la compétition sociale et politique, devient un adversaire dont la nature et les dimensions sont représentables à travers le discours. Pour donner un sens à notre propre identité, *l'Autre* est exclu et, dans le cadre de l'antagonisme social, combattu et même parfois violemment réprimé. Son identité structure la nôtre, mais ouvre en même temps la voie du démantèlement de *Nous-mêmes*, à force d'offrir une alternative à notre identité. La détermination de ce qui est inclus et de ce qui est exclu de notre identité devient ainsi essentielle pour la façon de nous rapporter au monde et de concevoir la sphère du politique. Cette détermination devient compréhensible à travers la mise en place imaginaire des frontières politiques.

Afin d'aboutir dans la démonstration de ses hypothèses, la théorie du discours s'appuie sur l'anthropologie culturelle et sur la sociologie du conflit. Pour ce qui est des éléments issus de l'anthropologie culturelle, la démarche de la théorie du discours est plutôt assimilatrice et reproductive : on retient les diagnostics concernant le caractère non-essentialiste et

dynamique des identités collectives et, ceci étant, la centralité de la question identitaire dans l'organisation du politique. Comme George Herbert Mead l'a bien montré¹⁶, les identités se construisent à travers le processus du miroitement, voire d'une manière relationnelle-oppositionnelle. Les *Autres* dans lesquels nous nous miroitons sont des non-Nous et notre identité devient possible seulement si leurs identités le sont aussi. L'anthropologie est censée offrir ici une explication culturelle pour le processus de construction et de reconstruction des identités sociales à travers leur intégration au sein des discours à vocation hégémonique.

Cette perspective est logiquement complétée par des constats scientifiques qui relèvent de la sociologie du conflit. Comme Carl Schmitt ou Julien Freund l'ont jadis expliqué¹⁷, la conflictualité est l'un des principaux traits du politique, sinon le trait fondamental. Tel qu'il est imaginé par la théorie du discours, l'antagonisme marque l'absence d'objectivité de l'ordre sociopolitique et le caractère illusoire de toute tentative d'offrir une représentation totale et définitive du social et du politique. L'antagonisme social consiste dans une opération de structuration discursive binaire du champ politique, qui est présenté comme une vaste arène où s'affrontent des visions opposées du monde auxquelles correspondraient des identités rigidement définies (*Nous – Eux*)¹⁸. Déterminer le contenu identitaire des deux champs imaginaires constitués équivaut à peupler les deux pôles du binôme avec certains individus, certains groupes et certaines catégories humaines. L'inclusion et l'exclusion du discours légitimant l'appartenance à *Nous* ou, au contraire, à *Eux* deviennent ainsi des opérations décisives pour l'organisation de l'espace politique. La valeur ajoutée de la sociologie du conflit est liée à la détermination des modalités constitutives des oppositions qui émergent au sein du champ social, à l'analyse des processus de coagulation socio-identitaire et à l'étude des techniques et des mécanismes d'exclusion sociale.

¹⁶ George Herbert Mead, *Mind, Self, and Society*, Chicago : University of Chicago Press, 1934.

¹⁷ Carl Schmitt, *La notion du politique : Théorie du partisan*, Paris : Calmann-Lévy, 1972 ; Julien Freund, *Sociologie du conflit*, Paris : PUF, 1983.

¹⁸ Chantal Mouffe, *The Democratic Paradox*, Londres: Verso, 2000, pp. 12-16.

4. La quatrième assertion de la théorie du discours porte sur le démantèlement d'un certain ordre discursif. Un système discursif stable est disloqué au moment où il ne réussit plus à expliquer les événements auxquels il est confronté. La dislocation a lieu sous l'action « destructrice » des autres systèmes discursifs qui aspirent à l'hégémonie en souhaitant capturer les signifiants libérés par l'ancien système dominant au cours de son agonie. La captation d'un ensemble de signifiants libres à fort retentissement public et la totalisation idéologique cohérente de ceux-ci donnent à un certain système discursif des chances décisives pour l'emporter sur les autres.

Sur ce point, la théorie du discours s'appuie essentiellement sur les avancées de la science politique comparée et, de nouveau, de la linguistique. Du point de vue de la théorie politique, c'est surtout la méthodologie analytique utilisée dans l'étude comparative des systèmes politiques qui est valorisée à ce niveau de notre démarche. Classiquement, cette méthodologie nous permet d'étudier comparativement les dynamiques des systèmes politico-institutionnels à travers l'application d'un kit adaptable de critères et d'indicateurs. Le résultat principal est la hiérarchisation des systèmes en fonction de leur capacité de répondre à des besoins fonctionnels précis et, de cette manière, l'identification des systèmes moins performants et de leurs failles précises¹⁹. Ce dispositif est *a fortiori* applicable si on se penche sur les ordres discursifs. Concrètement, puisque tout système discursif se bloque lorsqu'il n'est plus à même de produire une lecture crédible du monde « réel », la question serait de savoir où tracer les limites de l'acceptabilité des erreurs d'interprétation commises par l'ordre discursif respectif. Or, s'il est bien évident que ces limites sont déterminées d'une manière purement contingente – et au cas par cas – force est de constater pourtant que la chute des ordres discursifs présente des récurrences qu'il vaut la peine de répertorier²⁰.

¹⁹ Les travaux de Gabriel Almond sont le point de départ de la science politique comparée. Voir son article « Comparative Political Systems » in *The Journal of Politics*, vol. 18, no. 3, 1956, pp. 391-409.

²⁰ Un tel répertoire a été réalisé par Saul Newman, *From Bakunin to Lacan. Anti-authoritarianism and the Dislocation of Power*, Lanha: Lexington Books, 2001.

La linguistique intervient ici par l'analyse de la manière dont le démantèlement des ordres discursifs donne lieu à une prolifération des signifiants libres. La libération des signifiants et notamment des anciens points nodaux du discours dominant se manifeste tout au long du processus de déstructuration, mais se précipite au moment du crépuscule du volet politico-institutionnel dudit ordre discursif. Par le biais de la linguistique, on explique le processus d'identification, de captage, de récupération et d'intégration des signifiants fraîchement libérés dans des nouveaux discours concurrents. De surcroît, on examine le set de procédés grammaticaux à travers lesquels les signifiants sont réunis et réarticulés et on mesure leur capacité de garder la légitimité dont ils ont été munis en tant que maillons de la chaîne discursive précédente²¹.

5. Enfin, la théorie du discours affirme que la dislocation d'un certain univers discursif est concomitante de l'émergence du « sujet déchiré » (*split subject*). Suite à l'impossibilité du sujet d'acquiescer une identité parfaitement intégrée, celui-ci se trouve toujours à la recherche d'une identification qui lui offre l'illusion d'une telle intégration. La politique se présente comme un domaine où les promesses concernant la réalisation du Bien commun peuvent se traduire par la perspective de l'accomplissement d'une identité intégrale. Selon Slavoj Žižek, l'échec de « l'identification finale » entraîne une dramatisation de la quête identitaire.²² Celle-ci peut porter à des choix en faveur des discours plus radicaux, qui promettent l'accomplissement immédiat d'une identité complète. Cette quête alimente aussi la « délocalisation de la responsabilité » : ce sont toujours les *Autres* qui sont responsables de l'échec de l'acquisition d'une identité plénière.

A ce niveau, la théorie du discours intègre largement certains éléments de la psychanalyse lacanienne pour relier l'« étage » identitaire individuel à la « coupole » discursive collective. Tout d'abord, il s'agit de mobiliser les acquis de cette discipline afin de se positionner par rapport au

²¹ Pour les possibles usages de la linguistique dans l'approche de la réorganisation du champ politique, voir Jay L. Lemke « Texts and Discourses in the Technologies of Social Organization », Gilbert Weiss, Ruth Wodak (dir.), *Critical Discourse Analysis. Theory and Interdisciplinarity*, Londres : Palgrave Macmillan, 2003, pp. 130-149.

²² Voir, à cet égard, Slavoj Žižek, « Invisible Ideology : Political Violence Between Fiction and Fantasy », *Journal of Political Ideologies*, Vol. 1, Issue 1, February 1996, pp. 16-18.

dilemme classique concernant la relation acteur-structure et de ses retombées identitaires²³. L'acteur est-il le prisonnier de la structure sociale, qui détermine rigidement les voies qu'il peut emprunter dans sa vie et les moyens disponibles pour ses actions ? Ou bien est-il créateur et « façonneur » de structures, lesquelles deviennent de simples dispositifs temporaires et flexibles, censés faciliter l'organisation des actions individuelles et groupales ? Ou, autrement dit, l'identité de l'individu est-elle complètement structurale ou bien totalement extérieure à toute structure du social ?

Selon la théorie du discours, ce n'est ni l'une, ni l'autre de ces deux variantes qui correspond à ce qui se passe avec les identités individuelles. La réponse est que l'individu se confronte plutôt à une identité structurale échouée. La recherche psychanalytique nous explique le parcours de l'individu dans son effort d'accéder à la certitude et au confort identitaire : ce parcours est marqué par une série de quêtes d'un soi-même social qui se traduisent par des actes d'identification²⁴. Or c'est au sein de l'espace politique que l'individu est assailli par des discours qui lui promettent l'intégration identitaire plénière. Il est bien évident que dans des conditions de confort psychosocial, où les besoins qualitativement et quantitativement divers lui sont raisonnablement satisfaits, l'individu est moins enclin à s'obnubiler sur les questionnements identitaires. Par contre, dans des contextes de crise sociale, économique ou culturelle, la recherche de l'accomplissement identitaire devient plus marquée et plus intense²⁵. C'est à ce niveau que l'individu se tourne vers « l'offre » politique et notamment vers le type d'offre politique qui promet la réalisation immédiate de la plénitude identitaire (populisme, nationalisme, extrémisme, radicalisme identitaire).

En faisant le plein usage des avancées de la psychanalyse, on constate que l'identification à ce type de discours censé procurer à l'individu le sentiment d'accomplissement identitaire est accompagnée par

²³ Cette problématique est abondamment traitée par Anthony Giddens dans la théorie de la structuration. Voir *The constitution of society : Outline of the theory of structuration*, Cambridge : Polity Press, 1984.

²⁴ Slavoj Žižek, *For they know not what they do: Enjoyment as a political factor*, Londres, New York : Verso, 2002 (2^e édition), pp. XXVII-XXXIV.

²⁵ Cette direction de la théorie du discours s'inscrit sans doute dans la lignée des approches socio-psychologisantes inaugurée par les études durkheimiennes sur la relation entre l'inexistence d'un sentiment d'appartenance communautaire et les tendances suicidaires. V. Emile Durkheim, *Le Suicide : étude de sociologie*, Paris : Félix Alcan, 1897.

des actes de déflexion de responsabilité. Si notre accès à l'identité plénière est, en fait, toujours déferé, c'est parce que *les Autres* nous empêchent de jouir d'un tel état intégrateur. En termes lacaniens, ces *Autres* sont coupables pour notre castration symbolique virtuelle²⁶. A ces *Autres*, nous attribuerons le rôle de boucs émissaires, responsables de l'échec de notre accès à la plénitude identitaire. Le processus d'identification est ainsi conditionné par la formulation d'un discours d'exclusion de l'altérité culpabilisée pour notre non-plénitude identitaire : ce sont justement les attributs de ces *Autres* qu'on construit discursivement en tant qu'adversaires naturels et qui empêchent notre propre plénitude identitaire. Par conséquent, ces mêmes discours qui dénoncent les altérités coupables sont inévitablement des narrations idéologiques qui fournissent des solutions par rapport à la situation « déplorée », allant des plus légères, qui s'inscrivent dans la logique acceptable de la démocratie libérale (tels l'isolation, le confinement, la mise sous « embargo » de l'adversaire) jusqu'aux plus sévères, qui sont spécifiques aux régimes autoritaires ou totalitaires (l'excommunication, l'expulsion, la répudiation, les purges ethniques, linguistiques, idéologiques ou religieuses ou même le génocide).

Le dévoilement de l'ossature théorique de cette approche substantiellement interdisciplinaire montre à quel point la dynamique de la mise en réseau d'idées et de concepts en provenance de champs disciplinaires autres peut être féconde, si elle s'accompagne d'une étincelle heuristique qui éclaire de nouveaux horizons explicatifs. Fruit d'une vision instrumentale relationnelle²⁷, matérialisée dans le transfert graduel de concepts et d'idées par des détournements, des analogies ou de simples emprunts, la théorie du discours a su tirer parti du dialogue épistémologique né entre les savoirs disciplinaires décloisonnés pour s'ériger en alternative viable aux paradigmes traditionnels dominants, non sans subir d'abord le rejet et, subséquemment, une tolérance circonspecte de la part des représentants de ceux-ci.

S'il apparaît que l'objet d'étude autour duquel se cristallise la théorie du discours échappe à la simple analyse disciplinaire, la théorisation et la

²⁶ Paul Verhaeghe, « The Riddle of Castration Anxiety: Lacan beyond Freud » in *The Letter (Dublin), Lancanian Perspectives on Psychoanalysis*, no. 6, 1996, pp. 44-54.

²⁷ http://www.crie.ca/Communications/Documents_disponibles/interdisciplinarite.pdf, consulté le 19 mai 2015.

formalisation progressive de cet espace charnière, ainsi que sa socio-institutionnalisation de plus en plus confortable, l'ont entraînée sur la voie de la disciplinarité. Analysée par le prisme scientifique traditionnel, la disciplinarisation de la théorie du discours reste un processus inachevé – si l'on prend en compte le manque d'une vision unificatrice des diverses déclinaisons existantes et l'absence d'une démarche méthodologique claire et partagée – et inachevable – vu la spécificité de la théorie du discours, qui la rend irréductible à une stratégie intra-paradigmatique. Cet aspect explique, en partie, les critiques dont elle est encore la cible.

Toutefois, sa disciplinarisation devrait être comprise non pas comme une construction positiviste, reproduisant la logique orthodoxe de division disciplinaire, mais plutôt comme une construction postmoderne, idiosyncrasique en ce qu'elle demeure *plurielle et d'autant plus réceptive aux savoirs nés en dehors d'elle*²⁸.

Dans ce qui suit, nous discuterons des mérites et des limites de l'application de cette approche multidimensionnelle à la science politique, domaine né lui-même à la croisée des sciences sociales et qui – vu la parcellisation imposée par le nombre de paradigmes qui s'en disputent la suprématie, la nuée d'objets d'étude qui rend difficile la délimitation de son territoire et le manque d'une méthodologie propre – a dû aussi (et doit encore) relever nombre de défis afin de s'ériger en discipline à part entière, en France comme ailleurs²⁹.

2. Mérites et limites de l'emploi de la théorie du discours en tant que cadre théorique et instrument explicatif pour l'analyse des phénomènes politiques

L'intérêt d'utiliser la théorie du discours dans l'étude des phénomènes politiques est multiple et vise tant l'organisation du savoir à l'intérieur de ce champ pluri- et interdisciplinaire que la façon dont ce savoir est approché et interrogé.

²⁸ Bernard Miège, « La circulation des savoirs et l'édification des Science de l'Information » in Frédéric Darbellay, (dir.), *La circulation ...*, p.190.

²⁹ Voir, par exemple, Bernard Voutat, « Les objets de la science politique. Réflexions sur une discipline ... sans objet » in Lucien Sfez (dir.), *Science politique et interdisciplinarité. Conférences (1998-2000)*, Paris : Publications de la Sorbonne, 2002, pp. 55-76.

Le premier avantage de l'emploi de la théorie du discours dans l'analyse politique est lié à l'hétérogénéité de la science politique en soi et à la fragilité de ses frontières en tant que discipline. Si la multitude et la diversité des objets d'étude font que la science politique est « la plus éclectique de toutes les sciences sociales »³⁰, trait qui favorise la décentralisation et l'hyper-sous-spécialisation de la démarche scientifique, le mérite de la théorie du discours est justement celui d'inverser ce processus en contribuant, par la complexité et la vocation fédératrice de son objet de recherche, à une plus grande perméabilité des frontières intra-disciplinaires et à la naturalisation des emprunts faits à d'autres sciences sociales, lesquelles coïncident souvent avec celles qui ressource la théorie du discours. Autrement dit, le caractère poreux des confins intérieurs et extérieurs de la science politique (selon d'aucuns, une « semi-discipline » qui se nourrit de l'histoire, de la philosophie, de l'économie, de l'anthropologie et du droit) la recommande en tant que terrain expérimental de l'application de la théorie du discours.

Réprouvant les visions déterministes et réductionnistes du behaviorisme, de l'institutionnalisme et du rationalisme, paradigmes qui ont pourtant contribué de manière significative au façonnement de la science politique³¹, la théorie du discours se place, par le soutien qu'elle apporte aux idées de réalité socialement construite et d'historicité de l'être social, dans la lignée du constructivisme. Or, c'est justement cette adhésion qui lui a permis de transgresser les frontières paradigmatiques qui sillonnent la science politique, en jetant les bases d'un « mouvement de scientifiques [...] attaché aux faits de société plutôt qu'aux paradigmes académiques³² ».

Il est utile ici de noter le fait que la théorie du discours a contribué au rééquilibrage qui s'est produit au sein de la science politique entre les écoles quantitativistes et celles qui penchaient en faveur des approches méthodologiques qualitatives, au profit de ces dernières. En effet, parallèlement avec l'émergence et la consolidation de la théorie du discours, on a assisté à un processus de réactivation des réseaux scientifiques qui s'intéressent

³⁰ *Ibidem*, p. 58.

³¹ Pour les principales différences entre ces paradigmes voir, par exemple, Peter Burnham, Karin Gilland Lutz, Wyn Grant, Zig Layton-Henry, *Research Methods in Politics*, 2nd edition, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2008.

³² Teun Van Dijk, cité dans Frédéric Darbellay, *Interdisciplinarité et ...*, *op. cit.*, p. 340.

surtout aux aspects idéologiques et, plus généralement, à la théorie politique, tout en privilégiant les approches méthodologiques qualitatives. Cette évolution est plus marquée au sein du monde scientifique anglo-saxon, où c'est précisément au début des années 1990 qu'on a connu un intense mouvement de réaffirmation du « qualitatifisme » qui s'est traduit par la fondation de nouvelles écoles et associations de politistes³³.

Deuxièmement, l'affranchissement des limites imposées par la linguistique structuraliste et l'attention prêtée par la théorie du discours au rôle de la sémantique, de la pragmatique et de la rhétorique dans la construction de la subjectivité et dans la génération et la contestation du sens ont sans doute contribué à combler un vide dans la théorie politique³⁴. Une observation s'impose pourtant ici, à savoir que cette nouvelle vision n'a pas remplacé, mais cohabite avec la vision déterministe des représentants des deux premières générations de la théorie du discours : popularisée au sein des sciences sociales par le *tournant linguistique* des années 1970, cette vision continue à se développer et à être employée dans l'analyse des phénomènes politiques³⁵, son existence étant en partie reproduite par la stratégie référentielle de ses détracteurs³⁶.

Force est ensuite de constater que l'utilité de l'application de la théorie du discours dans le domaine de la science politique est aussi liée à la place qu'elle accorde au pouvoir et aux combats hégémoniques. Sans reprendre les explications déjà fournies, il convient de souligner que si traditionnellement, les deux thèses se disputant la suprématie en science politique opposaient une *science de l'État* à une *science du pouvoir* et que cette dernière semble aujourd'hui en être sortie victorieuse³⁷, c'est aussi grâce aux

³³ Il s'agit notamment de la mouvance appelée « Perestroïka » qui a vu le jour au sein de l'Association Américaine de Science Politique à la fin des années 1990. Voir Gregory Kasza, « 'Technicism' Supplanting Disciplinarity among Political Scientists », *PS: Political Science & Politics*, 33, 2000, pp. 737-38.

³⁴ David Howarth, Jacob Törning (dir.), *op. cit.*, p. 23.

³⁵ Voir, par exemple, James Bohman, *Discourse theory* in Gerald F. Gaus, Kukathas Chandran, (dir.), *Handbook of Political Theory*, Londres: Sage, 2004; Gaus G.F. & Kukathas C. (dir.), *op. cit.*, Londres, Sage, pp. 155-165.

³⁶ Sean Phelan et al., « Discourse Theory and Critical Media Politics: An Introduction » in Lincoln Dahlberg, Sean Phelan (dir.) *Discourse Theory and Critical Media Politics*, Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2011, p. 11.

³⁷ François Dieu, *Introduction à la méthode de la science politique*, Paris : L'Harmattan, 2008, p. 14, 19.

nouveaux angles d'analyse que la théorie du discours a pu émerger par sa vision interdisciplinaire et par sa spécificité ontologique et épistémologique, largement due à l'incorporation d'éléments de la philosophie postmoderne (telles que le rejet des métarécits ou l'affirmation du caractère coextensif du couple discours-pouvoir et de la contingence du social).

Pour ce qui est des limites de l'approche du politique par la théorie du discours, il faudrait retenir tout d'abord que l'intégration des éléments évoqués dans le paragraphe antérieur a néanmoins été à double tranchant, car elle s'est accompagnée de la redirection d'une partie des critiques adressées au postmodernisme vers la théorie du discours. Ainsi, tout comme le postmodernisme, la théorie du discours est blâmée de saper la vision dominante de la vérité et de la réalité sans pour autant y fournir une alternative viable.³⁸ Comme la science politique est avant tout une science empirique, il serait donc impossible de concevoir une analyse des réalités politiques qui a comme point de départ justement le déni de l'existence même de telles réalités. La théorie du discours deviendrait inopérante en politique, tout en étant relativiste.

En outre, des prémisses telles que le renoncement à la distinction discursif/extra-discursif ou le rejet des métarécits sont souvent qualifiées de dérives idéalistes, relativistes et volontaristes³⁹. Tout en considérant qu'il n'y a pas d'instance autre que le discours qui puisse expliquer le social et le politique, la théorie du discours se confronterait à un choix entre deux voies sans issue : soit elle admettrait la fluctuation infinie de perspectives sur la réalité, ce qui empêcherait toute forme d'intelligibilité du social, soit elle essentialiserait le discours en le transformant en métarécit (opération qu'elle dénonce comme affabulation idéologique dans les autres perspectives théoriques). La théorie du discours est munie des arguments nécessaires pour contrer aisément ces accusations⁴⁰. Néanmoins, sa réponse est plutôt chancelante quand il s'agit de défendre sa méthode, que peu d'ouvrages débattent ou développent⁴¹. C'est pourtant l'absence d'une démarche

³⁸ David Howarth, Jacob Törting (dir.), *op. cit.*, p. 3.

³⁹ Cloud, 1994, Geras, 1987, Rustin, 1988 cités dans Sean Phelan et al., « Discourse Theory and Critical Media Politics: An Introduction », *op. cit.*, p. 4.

⁴⁰ Voir David Howarth, Jacob Törting (dir.), *op. cit.*, pp. 19-20.

⁴¹ Voir Ruth Wodak, Michael Meyer (dir.), *Methods of Critical Discourse Analysis*, Londres: Sage, 2011, pp. 122-136.

méthodologique claire, qui lui soit propre, qui constitue le grief le plus pesant à son encontre.

Si le reproche est plutôt récurrent en sciences sociales⁴², dans le cas particulier de la théorie du discours, il repose sur le constat que la faible systématisation de la démarche analytique empêche la pleine capitalisation sur les résultats en exposant à deux types de dérives : empiriste ou théoricienne, selon que le factuel ou la théorie pure et dure soient mis en avant en tant que source explicative des événements ou phénomènes pour lesquels l'ouverture de nouveaux horizons interprétatifs est souhaitée. Une stratégie plus complexe s'avère nécessaire afin d'éviter une application mécanique et aride de concepts et d'idées abstraits au niveau du réel-concret ou l'inverse, car ce cas de figure est tout aussi dangereux⁴³.

La théorie du discours est, rappelons-le, un champ interdisciplinaire construit autour d'un objet d'étude central et de problématiques associées. Tout comme pour la création du champ interdisciplinaire en soi, la centralité et la complexité des problématiques étudiées justifie l'impossibilité de calquer la méthode déployée sur une matrice mono-disciplinaire et de se soumettre à la rigueur limitative que celle-ci imposerait.

Comprise comme *toute pratique établissant une relation entre éléments de manière que leur identité en sorte modifiée*⁴⁴, la pratique articulatoire à la base de l'analyse discursive doit harmoniser plusieurs méthodes⁴⁵ et concepts – hétérogènes en apparence, mais soumis à un procédé de formalisation entraînant leur dénouement de toute particularité – dans un enchaînement logique répondant à deux impératifs : l'adaptation aux défis posés par la problématique étudiée et la commensurabilité avec les prémisses épistémiques et ontologiques de la théorie du discours, telles qu'elles ont été énoncées dans la première partie de ce chapitre. Selon Jacob Törning, cette pratique articulatoire doit être régie par des logiques sociales renvoyant aux conditions historiques de possibilité de pratiques sédimentées dont la

⁴² Peter Burnham, Karin Gilland Lutz, Wyn Grant, Zig Layton-Henry, *op. cit.*, p.3.

⁴³ David Howarth, Jacob Törning (dir.), *op. cit.*, p. 322.

⁴⁴ Sean Phelan et al., « Discourse Theory and Critical Media Politics: An Introduction », *op. cit.*, p.3.

⁴⁵ Le singulier du nom est employé pour la démarche à suivre par le chercheur, tandis que le pluriel fait référence aux procédés de recherche utilisés lors de la mise en œuvre de la méthode. Voir François Dieu, *Introduction à la méthode de la science politique*, Paris : L'Harmattan, 2008, pp. 49-50.

description est essentielle dans le processus explicatif, ainsi que par des logiques politiques perçues comme étant à la base de la construction et de la contestation des pratiques et relations sociales⁴⁶.

S'il n'existe pas d'interprétation théoriquement neutre⁴⁷, il reste néanmoins que la théorie du discours n'a pas comme but la recherche de la vérité absolue, les explications et interprétations qui résultent du processus articulatoire demeurant ouvertes à la contestation. La méthode avancée par Jacob Törting a non seulement le mérite de contribuer à la réduction du déficit méthodologique signalé par les critiques de la théorie du discours, mais aussi celui de confirmer le caractère interdisciplinaire enrichissant de celle-ci.

Si l'étude de cas et l'analyse comparative restent les méthodes de prédilection des chercheurs de ce domaine⁴⁸ et si, articulées correctement, elles peuvent effectivement servir à ouvrir de nouvelles perspectives et à proposer des alternatives crédibles aux récits dominants, d'autres méthodes et outils analytiques peuvent être employés dans le même but, en fonction de la problématique visée. En fait, en sciences humaines et sociales, le rayon des disciplines ayant engendré des méthodologies propres est bien limité aux domaines quasiment applicatifs et notamment régis par des logiques quantitativistes. Par contre, les disciplines à dominante théorique et qui emploient des méthodologies qualitatives, qu'il s'agisse de perspectives aussi diverses que la sociologie de l'histoire ou la philosophie du droit, reposent sur des méthodologies de recherche transversales et, parfois, interdisciplinaires.

Conclusion

Notre brève analyse des dimensions interdisciplinaires de la théorie du discours et de la pertinence de l'application de cette théorie en science politique nous permet de tirer deux conclusions préliminaires.

En premier lieu, la théorie du discours se présente d'emblée comme une théorie post-fondationnaliste dont le champ d'application est extensible au niveau des humanités et des sciences sociales en général. De ce fait

⁴⁶ David Howarth, Jacob Törting (dir.), *op. cit.*, pp. 322-3.

⁴⁷ Peter Burnham, Karin Gilland Lutz, Wyn Grant, Zig Layton-Henry, *op. cit.*, p. 4.

⁴⁸ David Howarth, Jacob Törting (dir.), *op. cit.*, p. 329.

même, la théorie du discours s'avère insuffisante en tant qu'outil unique d'analyse au sein des disciplines traditionnelles, où elle ne pourrait opérer qu'en tant que démarche scientifique adjacente. Par contre, cette théorie se prête à une application au sein d'un domaine comme la science politique, dont les contours sont inévitablement flous et où on est loin d'être soumis à l'unanimité thématique et méthodologique.

Il est aussi censé de conclure que l'interdisciplinarité est pour la théorie du discours à la fois une condition de possibilité et, comme nous l'avons vu, une limite auto-assumée. Une théorie du discours ne saurait qu'être « génétiquement » interdisciplinaire, en concentrant dans le regard qu'elle nous permet de porter sur la réalité des perspectives mosaïquées issues de la plupart des sciences humaines et sociales. De cette manière, les explications offertes par cette théorie deviennent souvent trop complexes et, force est de constater, parfois éclectiques. Il revient à « l'opérateur » de structurer l'analyse de façon que « l'utilisateur » puisse en comprendre l'argument. Or, cette démarche est difficile à bien des égards, ce qui explique, au moins en partie, le nombre relativement limité de chercheurs qui emploient la théorie du discours.

Bibliographie

1. Almond, Gabriel (1956), « Comparative Political Systems », *The Journal of Politics*, vol. 18, no. 3, 391-409.
2. Balandier, Georges (1996), *Une anthropologie des moments critiques*, Paris : EHESS.
3. Cardoso Rosas, João, Ferreira, Ana Rita (2013), "Left and Right: Critical Junctures" in Cardoso Rosas, João, Ferreira, Ana Rita (dir.), *Left and Right: The Great Dichotomy Revisited*, Newcastle upon Tyne: Cambridge Scholars Publishing, 2-20.
4. Darbellay, Frédéric (2006), *Interdisciplinarité et transdisciplinarité en analyse des discours. Complexité des textes, intertextualité et transtextualité*, Genève : Editions Slatkine.

5. Darbellay, Frédéric (dir.) (2012), *La circulation des savoirs. Interdisciplinarité, concepts nomades, analogies, métaphores*, Berne : Editions scientifiques internationales.
6. Demesmay, Claire, Glaab, Manuela (dir.) (2009), *L'avenir des partis politiques en France et en Allemagne*, Villeneuve d'Ascq : Presses Universitaires du Septentrion.
7. Dieu François (2008), *Introduction à la méthode de la science politique*, Paris : L'Harmattan.
8. Fairclough, Norman (1995), *Critical Discourse Analysis. The Critical Study of Language*, Londres : Longman Publishing.
9. Durkheim, Emile (1897), *Le Suicide : étude de sociologie*, Paris : Félix Alcan.
10. Foucault, Michel (2004), « Anthropologie et langage », *Philosophie : anthologie*, Paris : Gallimard.
11. Freund, Julien (1983), *Sociologie du conflit*, Paris: PUF, 1983.
12. Gaus, Gerald F., Chandran, Kukathas (dir.) (2004), *Handbook of Political Theory*, Londres: Sage.
13. Giddens, Anthony (1984), *The constitution of society : Outline of the theory of structuration*, Cambridge, Polity Press.
14. Groupe de Montheron (1996), *Les cigales et les fourmis. Des emprunts entre sciences*, Le Mont-sur-Lausanne : LEP.
15. Howarth, David, Törfin, Jacob. (dir.) (2005), *Discourse Theory in European Politics. Identity, Policy and Governance*, Basingstoke: Palgrave Macmillan.
16. Karnoven, Lauri, Kuhnle, Stein. (dir.) (2001), *Party Systems and Voter Alignments Revisited*, New York, Routledge.
17. Kasza, Gregory (2000), "'Technicism' Supplanting Disciplinarity among Political Scientists", *PS: Political Science & Politics*, 33.
18. Laclau, Ernesto, Mouffe, Chantal (1985), "Hegemony: The Genealogy of a Concept" in *Hegemony and the Socialist Strategy*, Londres: Verso.
19. Laclau, Ernesto (2005), *La raison populiste*, Paris : Seuil.
20. Laclau, Ernesto (2014), *The Rhetorical Foundations of Society*, Londres: Verso.

21. Le Digol, Christophe (2012), « Comment penser le clivage gauche-droite » in *Gauche-droite. Génèse d'un clivage politique*, Paris : Presses Universitaires de France, 1-17.
22. Lipset, Seymour Martin, Rokkan, Stein (dir.) (1967), *Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives*, New York: The Free Press, 1-9.
23. Mann, Michael (1986), *The Sources of Social Power: Volume 1, A History of Power from the Beginning to AD 1760*, New York: Cambridge University Press.
24. Mead, George Herbert (1934), *Mind, Self, and Society*, Chicago: University Press.
25. Mouffe, Chantal (2000), *The Democratic Paradox*, Londres: Verso.
26. Mouffe, Chantal (2005), *On the Political*, Abingdon: Routledge.
27. Newman, Saul (2001), *From Bakunin to Lacan. Anti-authoritarianism and the Dislocation of Power*, Lanha: Lexington Books.
28. Origgi, Gloria, Darbellay, Frédéric (dir.) (2010), *Repenser l'interdisciplinarité*, Genève: Editions Slatkine.
29. Phelan, Sean, Dahlberg, Lincoln (2011), "Discourse Theory and Critical Media Politics: An Introduction" in Dahlberg, Lincoln, Phelan, Sean (dir.) *Discourse Theory and Critical Media Politics*, Basingstoke: Palgrave Macmillan.
30. Seiler, Daniel-Louis (2001), « L'actualité de l'approche des partis en termes de clivages socio-politiques » in Andolfatto, Dominique, Greffet, Fabienne et Olivier, Laurent (dir.), *Les partis politiques : Quelles perspectives ?* Paris : L'Harmattan, 49-70.
31. Schmitt, Carl (1972), *La notion du politique - Théorie du partisan*, Paris: Calmann-Lévy.
32. Sfez, Lucien (dir.) (2002), *Science politique et interdisciplinarité. Conférences (1998-2000)*, Paris : Publications de la Sorbonne.
33. Tilly, Charles (dir.) (1975), *The Formation of the National States in Western Europe*, Princeton: University Press.
34. Verhaeghe, Paul (1996), « The Riddle of Castration Anxiety: Lacan beyond Freud », *The Letter. Lancanian Perspectives on Psychoanalysis*, n°6.
35. Weiss, Gilbert, Wodak, Ruth (dir.) (2003), *Critical Discourse Analysis. Theory and Interdisciplinarity*, Londres: Palgrave Macmillan.

36. Wodak, Ruth, Meyer, Michael (dir.) (2011), *Methods of Critical Discourse Analysis*, Londres: Sage.
37. Žižek, Slavoj (1996), « Invisible Ideology : Political Violence Between Fiction and Fantasy » in *Journal of Political Ideologies*, Vol. 1, Issue 1.
38. Žižek, Slavoj (2002), *For they know not what they do: Enjoyment as a political factor*, Londres, New York: Verso (2^e édition).

L'ÉVÉNEMENT DISCURSIF FONDATEUR DE LA TROISIÈME
REPUBLIQUE

THE FOUNDING DISCURSIVE EVENT OF THE THIRD REPUBLIC

Aude Dontenwille-Gerbaud*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2018.2.10

Published Online : 2018-12-31

Published Print : 2018-12-31

Abstract

Our searches are an examination and a reevaluation of the founding speeches of the French Third Republic (1870-1882), the oral impact of which is too often neglected. Their aim to show that the interaction between the grassroots audience and the main leaders of the Republic represents a way of solving the conceptual difficulties of that period. Our searches develop the concept of discursive event and questions the traditional concepts of production condition, communication situation and context. In the resolutely interdisciplinary approach from the « analyse du discours », the historian enters into dialogue with the sciences of language and the political science.

Keywords: Third Republic, founding speeches, discursive event, interactions.

* Maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Paris-Est Créteil, membre du CEDITEC (Centre d'Études des Discours, Images, Textes, Écrits et Communications). Le corpus travaillé est celui des discours des grands leaders républicains français à l'aube de la Troisième République (1870-1882). Contact: aude.gerbaud@u-pec.fr

Notre recherche porte sur les discours fondateurs de la Troisième République, ceux des grands leaders comme Paul Bert, Louis Blanc, Jules Ferry, Charles Floquet, Léon Gambetta, Victor Hugo, Eugène Spuller, dans les années 1868-1882. En tant qu'historienne, il nous a fallu mener une longue réflexion épistémologique pour nous situer au mieux dans une démarche d'analyse permettant de rendre compte de ce moment historique. Ce n'est pas le déploiement d'une *idée républicaine* que nous voulions analyser. De nombreux ouvrages traitent de cette question. Nous interrogeons la dimension d'oralité de ces discours, l'interaction entre des orateurs et des publics, que ce soient les publics parlementaires ou les publics populaires. Les historiens, dans leurs archives, peuvent trouver trace de ce que les contemporains des années 1868-1882 ont pu penser de ces rencontres, notamment dans la presse. Mais comment en apprécier au plus près le mode de fonctionnement ? Nous proposons de montrer ici comment peuvent s'articuler histoire, sciences du langage et science politique. Cette présence du public se donne à voir dans ce qu'en révèlent les sténographes présents, qui estiment et notent des réactions dans la salle. Elle se lit également dans les discours eux-mêmes, l'orateur s'adaptant en fonction de réactions, réelles ou supposées, de son public.

S'agissant des apports de l'interdisciplinarité dans les études du politique, nous montrerons comment la démarche historique ne peut qu'être vivifiée par le dialogue avec les sciences du langage et la science politique. Nous montrerons tout d'abord comment l'historienne trouve en analyse du discours ce qu'une analyse de contenu traditionnelle ne peut lui apporter. La notion de corpus sera revisitée à l'aune du concept d'événement discursif. Dans un deuxième temps, nous croiserons science politique, sciences du langage et histoire pour analyser cette interaction en tant qu'acte de formation. En conclusion, nous réfléchirons aux limites de cette démarche interdisciplinaire.

1. La démarche interdisciplinaire de l'analyse du discours en histoire.

L'histoire politique se déploie aujourd'hui dans plusieurs directions, souvent en elles-mêmes interdisciplinaires et s'interrogeant en permanence sur les frontières de leur objet. Elles ne peuvent toutefois nous

apporter un ancrage méthodologique. En effet, elles partent toutes du principe que le langage est en soi « transparent » et proposent toutes des études qui se situent méthodologiquement en *analyse du contenu*. Nous partons d'un point de vue radicalement différent et antagoniste, celui d'une opacité de principe du langage, opacité qui oblige à travailler ce qui se dit dans la matérialité même du discours. C'est donc par choix épistémologique que nous avons décidé d'effectuer nos recherches d'historienne en *analyse du discours* dans le sens épistémologique français du terme.

« Le discours politique n'est pas transparent »¹. Ainsi s'ouvre le numéro anniversaire spécial des 30 ans de la revue *Mots. Les langages du politique*. Créée à Saint-Cloud et dirigée par Maurice Tournier puis par Pierre Fiala, cette revue interdisciplinaire est dédiée à l'étude des langages du politique. Et c'est bien au sein de cette revue que nous avons pu, en tant qu'historienne, trouver le moyen non seulement de présenter nos analyses, mais encore les discuter et poursuivre ainsi notre réflexion d'ordre épistémologique. Ces historiens et linguistes pionniers, au sein du Centre de lexicologie politique de l'ENS Saint-Cloud, ont posé un acte épistémologique fondateur. En 1962, Jean Dubois publie sa thèse sur *Le vocabulaire politique et social en France, 1869-1872*². En 1985, Paul Ricœur invite les historiens français à s'intéresser à la dialectique proposée par un historien allemand, Reinhard Koselleck, qui propose une réflexion épistémologique importante en mettant en relation les concepts d'*horizon d'attente* et de *champ de l'expérience*³ dans ce que l'on appellera une « histoire conceptuelle » (*Begriffsgeschichte*). Comme l'écrit Rolf Reichardt : « Ne plus vouloir à tout prix lier l'histoire des mots à celle des faits matériels de l'histoire socio-économique, mais considérer les discours des textes anciens comme un fait social possédant sa dignité propre⁴ ». Cette démarche fondatrice en analyse du discours crée un lien entre historien et sciences de langage qui n'a cessé d'évoluer depuis. C'est ainsi qu'aujourd'hui nous interrogeons le concept d'*événement discursif*

¹ Paul Bacot, Marlène Coulomb-Gully, Jean-Paul Honoré, Christian Le Bart, Claire Oger, Christian Plantin, « Le discours politique n'est pas transparent. Permanence et transformations d'un objet de recherche », in *Mots. Les langages du politique*, n°94, 2010, pp. 5-9.

² Jean Dubois, *Le vocabulaire politique et social en France, 1869-1872*, Paris : Larousse, 1962.

³ Paul Ricœur, « Le temps raconté », *Temps et récit*, Paris : Seuil, 1983, vol. 3.

⁴ Rolf Reichardt, « Pour une histoire des mots-thèmes socio-politiques en France (1680-1820) », in *Mots*, n°5, 1982, p. 195.

en utilisant un concept forgé par Jacques Guilhaumou⁵. Dans une telle démarche, l'administration de la preuve se déplace. Comme l'analyse Marie-Anne Paveau, le jugement de savoir de l'historien est irrecevable en *analyse du discours*⁶ car il ne s'agit plus de rechercher des « conditions de production », mais des configurations d'archives significatives, puis d'isoler un « moment de corpus », c'est-à-dire un ensemble d'énoncés en fonction de critères lexicaux, syntaxiques ou énonciatifs.

Pour constituer le corpus, nous avons choisi de retenir tous les discours des grands leaders, leur correspondance, les articles de presse, les archives de police, les tracts militants ... entre 1868 (procès Delescluze) et 1882 (mort de Léon Gambetta ; grandes lois républicaines). Précisons par ailleurs que ces « discours » ne sont que des retranscriptions de discours tenus oralement. Cette dimension d'oralité demandant à être elle-même interrogée, nous avons donc pris en compte dans notre corpus les mentions des réactions des publics indiquées par les sténographes. Elles sont bien évidemment fonction de l'appréciation des sténographes qui en rendent compte et rien ne permettra jamais, à l'évidence, d'attester que ces réactions représentent une quelconque « réalité », il ne s'agit que de réécriture *a posteriori* (tout comme les paroles prononcées, d'ailleurs, pourtant classiquement analysées comme « texte »). Mais, les comparaisons permettent de dégager quelques pistes d'analyse. Ces retranscriptions sont ensuite publiées et font l'objet des commentaires de la presse. En termes de réception de ces discours, l'analyse du discours permet de dégager ce que l'orateur donne à voir de son public au sein même de la matérialité de la langue. Les concepts *d'ethos discursif*, de *topoi*, d'implicites, d'euphémisation sont dès lors mobilisés. En regard des indications fournies par les sténographes, les réactions de l'auditoire permettent de formuler des hypothèses objectivables sur la réception de ces discours. Méthodologiquement, il est bien évident qu'il ne s'agit pas d'essentialiser ces réactions.

⁵ Jacques Guilhaumou, *Discours et événement. L'histoire langagière des concepts*, Besançon : Presses Universitaires de Franche-Comté, 2006.

⁶ Marie-Anne Paveau, « Analyse du discours et histoire. Rencontres et oublis », in Simonne Bonnafous et Malika Temmar, *Analyse du discours et sciences humaines et sociales*, Paris : Ophrys, 2007, pp. 121-134.

Jean-Pierre Esquenazi nous invite à relire Bakhtine : ne pas opposer l'activité énonciative à l'activité interprétative⁷. Ce sont deux réponses qui appartiennent au même chaînon symbolique : l'énonciation est réponse à une demande ou à une situation sociale. Le public interprète et est ainsi un acteur fondamental de la construction du sens.

Que nous apporte ce type d'analyse par rapport à l'analyse de contenu pratiquée généralement par les historiens ? Ne plus partir des « conditions de production » du discours, mais analyser la matérialité de la langue, amène à ne plus considérer les leaders en surplomb de leurs publics, comme représentants d'un courant politique, venant développer un argumentaire. Nous pouvons analyser ce « moment de corpus » comme un acte de formation, comme une interaction entre un monde populaire, déjà acquis à la cause républicaine, et les représentants d'un projet politique. Ce que nous appelons « événement discursif » est cette relation entre public populaire et leader, une relation fondatrice de la Troisième république. Rien n'oblige Gambetta par exemple, à tenir ces meetings, à parcourir la France à la rencontre de publics populaires, au point d'avoir été raillé comme le « commis-voyageur de la République ». La méthode politique de Léon Gambetta est nouvelle. L'historiographie classique y voit un acte de propagande, ce qui est un fait. L'analyse du discours déplace toutefois le regard. Elle fait émerger cet acte de formation, en lui-même acte de fondation, comme si l'arène parlementaire, comme si la vie politique parisienne, ne pouvait suffire à fonder la République, comme si la légitimité même de la parole politique ne pouvait se forger que dans la rencontre avec les publics. Ce type d'analyse donne donc à lire autrement l'acte évident de propagande.

L'historienne en analyse du discours va dès lors dialoguer avec la science politique, tout au moins avec les approches qui s'inspirent d'une sociologie de la réception : « Au-delà de l'insistance sur le fait que les pratiques de la démocratie représentative ne sont pas assimilées telles quelles, il faut observer les modifications des formes de participation qui se jouent dans leur réception par la population (...) Dire que la République ne s'est pas imposée immédiatement, ce n'est pas juste constater que le processus d'acculturation a été long et difficile, mais aussi montrer qu'il a rencontré des résistances ayant contribué à transformer les modalités de

⁷ Jean-Pierre Esquenazi, *Sociologie des publics*, Paris : La Découverte, 2003, p. 111.

participation populaire »⁸. En d'autres termes, c'est se donner les moyens d'analyser comment la production de signification se joue dans l'interaction entre orateurs et publics. Paula Cossart montre la difficulté de l'entreprise lorsque l'on travaille sur le passé, lorsque les sources directes sont rares et les sources indirectes difficiles à interpréter.

2. Croiser science politique, sciences du langage et histoire pour enrichir l'analyse

La science politique a montré qu'il existait un véritable cérémonial républicain à ne pas négliger. Nous nous référons ici aux travaux de Yves Déloye⁹ et Paula Cossart¹⁰ sur l'émergence historique des meetings. Paula Cossart analyse à propos des meetings politiques de ces années de fondation républicaine, la contradiction entre un projet de formation d'un citoyen éclairé, capable de débattre, de réfléchir par lui-même, plein de « retenue démocratique » et les effets d'une rhétorique des passions par laquelle un orateur habile et convaincant semblerait vouloir imposer ses idées¹¹. Le projet affirmé des « Pères fondateurs de la République » n'est pas de refuser les élans collectifs, mais d'éduquer le public à n'ovationner que le principe, la République elle-même, en aucun cas l'orateur. Yves Déloye, s'intéressant plus précisément à Gambetta, montre le paradoxe entre la volonté de promouvoir les « bonnes manières » en politique, la retenue démocratique faite de sagesse, de sobriété, de raison en d'autres termes la maîtrise des émotions et des passions et le charisme du tribun qui se fait applaudir, parfois à tout rompre, par ses publics¹². Léon Gambetta ne cessera, en effet, d'intervenir à ce propos dans une volonté affichée de pédagogue de la République : les bons usages ne doivent pas laisser applaudir l'homme mais la République elle-même. Le peuple de France a trop souffert de la personnalisation du pouvoir.

⁸ Paula Cossart, *Le meeting politique de la délibération à la manifestation (1868-1939)*, Rennes : PUR, 2011, p.22.

⁹ Yves Déloye, Olivier Ihl, « Deux figures singulières de l'universel : la République et le sacré », in M. Sadoun *La démocratie en France. 1. Idéologie*, Paris : Gallimard, 2000, pp. 143-148.

¹⁰ Paula Cossart, *op. cit.*

¹¹ *Ibidem*, p. 191.

¹² Yves Déloye, « Le charisme contrôlé », in *Communications*, n°69, 2000, pp. 157-172.

L'analyse du discours permet de cerner cette tension, en opposant « discours d'autorité » et « discours autoritaire ». C'est avec l'exemple des discours évoquant le suffrage universel, que nous interrogerons, autrement, ce cérémonial (Nous avons développé cette analyse dans un article du numéro 107 de la revue *Mots. Les Langages du politique*¹³). À Coulanges par exemple, le 15 août 1880, le discours de Paul Bert sur le suffrage universel semble laisser le public silencieux. L'*ethos* préalable d'homme politique se retravaille ici dans une scénographie où domine le respect. L'orateur s'inscrit dans une relation directe avec son auditoire. Puis il modifie son *ethos*. Paul Bert n'est plus seulement un élu, mais le représentant d'une majorité politique, celle des républicains opportunistes, aux affaires. Le sténographe présent note une « approbation », mais pas d'explosion d'applaudissements, et ce malgré l'utilisation du registre du pathos. L'énonciateur-locuteur se dissout dans une unité de groupe, quelles que soient par ailleurs, les différences des uns et des autres sur l'échiquier politique du moment. La volonté affichée de réaliser l'union ne s'argumente pas. Le suffrage universel devient ici l'acteur même du destin. Alain Rabatel emprunte à Patrick Charaudeau l'idée de « simulacre énonciatif », comme si le sujet parlant disparaissait complètement dans l'acte d'énonciation et laissait le discours parler par lui-même¹⁴. Paul Bert n'est plus que la voix du destin devant laquelle aucune argumentation n'est possible. Cette voix explique, rend compte de ce qui s'est passé. La force illocutoire du constat fait le discours d'autorité : il n'y a plus qu'à s'incliner devant la puissance des faits. Est-ce la raison du silence du public ? Nous ne pourrions jamais qu'en formuler l'hypothèse.

En quoi ce type d'analyse apporte-t-il autre chose à l'analyse classique des discours politiques ? Discursivement, l'effacement énonciatif, la place des hyper-énonciateurs confèrent au discours sur le suffrage universel une autorité quasi sacralisée. C'est aussi la limite de l'exercice politique. Si la grand'messe fonctionne durant les années de danger - celles où la République reste encore à fonder -, la faiblesse du discours d'autorité se donne à voir

¹³ Aude Dontenwille-Gerbaud, « Un effacement énonciatif paradoxal. Les discours des grands leaders républicains sur le suffrage universel », in *Mots. Les langages du politique*, n°107, 2015, pp. 35-47.

¹⁴ Alain Rabatel, « L'effacement énonciatif dans les discours rapportés et ses effets pragmatiques » in *Langages*, n° 156, 2004, pp. 3-17.

dans des interactions plus difficiles à partir des années 1880. Là encore, au lieu d'analyser l'expression de courants politiques en termes d'idées, de projets, c'est le rôle assigné au public qui est souligné, déplaçant une lecture purement textuelle pour redonner à la dynamique oratoire tout son poids dans ce moment discursif qui fait émerger les tensions au sein même d'un rituel quasi sacralisé.

Les leaders républicains sont bien en train de mettre en place une stratégie de communication nouvelle. Ce n'est pas seulement au Parlement que commence à émerger un « métier »¹⁵. Ce n'est pas seulement en termes de naissance des partis politiques. C'est aussi, beaucoup plus largement, en termes de communication politique.

Conclusion. Les limites de ce type d'analyse interdisciplinaire.

Évoquons pour conclure les limites de ce type d'analyse interdisciplinaire par l'exemple d'une analyse croisée des interactions entre deux orateurs et un même public. Nous avons présenté nos modes de calcul et nos analyses dans les actes du colloque *Être Peuple. À la recherche des publics populaires*, organisé en novembre 2012 par le CREM de l'Université de Lorraine¹⁶. Comparons les réactions aux discours de Louis Blanc et de Victor Hugo lors d'une double conférence prononcée le 25 mars 1877, au profit des ouvriers lyonnais sur le thème du paupérisme. C'est l'un des discours de Louis Blanc où la fréquence de réactions notées par le sténographe est la plus basse. Sur 22 réactions, 14 appartiennent au registre de l'émotion à propos des *workhouses* anglaises. L'ensemble du discours regorge de détails morbides, relevant à l'évidence d'un style populaire très répandu, celui que l'on retrouve par ailleurs dans les pièces de théâtre de boulevard, telles *l'Auberge des Adrets*, *Robert Macaire*, *Coelina* ou *l'Enfant du mystère*. Le même jour, Victor Hugo s'exprime lors de cette même conférence. La fréquence de réactions notées par le même sténographe au discours de Victor Hugo est

¹⁵ Eric Anceau, « Les écoles du Parlement. Les types de formation des parlementaires », in Jean-Marie Mayeur, Jean-Pierre Chaline, Alain Corbin *Les Parlementaires de la Troisième République*, Paris : Publications de la Sorbonne, 2003, pp. 167-192. Eric Phélippeau, *L'invention de l'homme politique moderne. Macau, l'Orne et la République*, Paris : Belin, 2002.

¹⁶ Aude Dontenwille-Gerbaud, « Typologie des réactions des publics populaires républicains lors des grands meetings politiques, 1871 - 1882 », in Dakhliya, Le Nozach, Ségur, *A la recherche des publics populaires. Être peuple*, Nancy : Editions Universitaires de Lorraine, 2016.

deux fois plus forte. Par son analyse, Louis Blanc est plus proche des ouvriers lyonnais que Victor Hugo. Et cependant, le public semble réagir davantage aux propos de ce dernier. Public conquis par la « belle éloquence » hugolienne, par le charisme de l'orateur ? Retranscription « politiquement correcte » du sténographe ? Doctrine de Louis Blanc qui commence à ne plus être acceptée dans les milieux populaires ? Nous touchons là aux limites du travail de l'historien en analyse du discours, lequel ne pourra jamais qu'explorer des faisceaux de convergence. Pour éviter les risques de surinterprétation et « administrer la preuve » au sens historien du terme, seules les comparaisons entre moments d'interaction feront sens. Les réactions des publics, les publics eux-mêmes ne sauraient être essentialisés. S'il est possible d'effectuer une analyse tout à la fois discursive et sociale des modalités d'interaction entre orateurs et publics, l'historien n'aura jamais accès à des sources suffisamment fines concernant la composition de ces publics et les motivations de ceux qui sont réunis dans la salle. Cette limite n'est pas générée par la démarche interdisciplinaire en tant que telle, mais bien par l'état des sources disponibles.

Quant aux difficultés, elles ne sont plus celles qu'ont pu rencontrer les historiens qui s'intéressaient aux « discours » lors de la grande dramatisation autour du *Linguistic Turn*. Même s'il est parfois encore nécessaire de montrer en quoi cette approche langagière ne relève d'aucun relativisme, aujourd'hui, une position médiane semble de plus en plus partagée. Christian Delacroix¹⁷ évoque un éclectisme adoptant en partie des procédés de l'approche discursive mais n'abandonnant pas, pour autant, l'idée de référentialité, l'idée de l'existence d'une réalité indépendante du langage. Cette évolution amènerait aujourd'hui les historiens à reconnaître facilement la construction discursive du social, notamment en histoire dite « culturelle ». N'y-a-il pas pour autant risque de malentendu sur le plan épistémologique ? S'il est évident pour tout historien qu'on ne peut faire l'économie des données extra linguistiques, comment éviter le piège du « jugement de savoir de l'historien » en analyse du discours ? Si défendre le régime de vérité propre à l'histoire amène à dissocier herméneutique des discours et logique pratique qui régit les comportements sociaux, comment rendre compte de l'événement discursif ? C'est tout l'enjeu d'une réelle

¹⁷ Christian Delacroix, « Linguistic turn », in Delacroix, Dosse, Offenstad, *Historiographies. Concepts et débats*, Paris : Folio, 2010, p. 486.

interdisciplinarité dans l'étude de ces discours politiques, celle qui consiste à ne pas instrumentaliser la démarche linguistique au sein d'une recherche historique. Nos questions sont en effet bien posées aux discours, ce sont d'eux dont nous attendons la réponse. Il ne s'agit pas d'utiliser les sciences du langage comme une « boîte à outil » permettant d'analyser des constructions discursives renvoyant à des positions ou propriétés sociales objectives, extérieures au discours. En effet, « le sujet énonciatif mis en valeur par l'événement discursif n'est pas nécessairement un sujet parlant déjà constitué, un acteur et/ou un auteur. Il est aussi un *spectateur*, et/ou un *lecteur*, imprévisible, désintéressé au départ de l'action, puis devenu apte à juger dans le cours de l'action, puis protagoniste à part entière de l'événement. À ce titre, l'événement discursif n'est pas dissociable de la formation d'un « sens commun » par l'universalisation de la singularité événementielle dont le spectateur s'avère l'élément central dans la mesure où il permet l'achèvement narratif de l'événement discursif ¹⁸».

Sources citées :

1. Bert, Paul (1881), *Leçons, discours et conférences*, Paris : Charpentier.
2. Blanc, Louis (1882), *Discours politiques, 1847 – 1881*, Paris : Germer-Baillière.
3. *Discours et plaidoyers politiques de Gambetta*, rassemblés par J. Reinach (1881), Paris : Charpentier (11 volumes).
4. Hugo, Victor (1968), *Actes et Paroles*, Œuvre complète de Victor Hugo présentée par J.-L. Cornuz, Paris : Editions Rencontre.

¹⁸ Jacques Guilhaumou, « Événement discursif », in : *Dictionnaire d'analyse du discours* (dir. Charaudeau, Patrick, Maingueneau, Dominique), Paris : Seuil, 2002, p.246

Références bibliographiques

1. Anceau Eric (2003), « Les écoles du Parlement. Les types de formation des parlementaires », in Mayeur Jean-Marie, Chaline Jean-Pierre, Corbin Alain (ed.), *Les Parlementaires de la Troisième République*, Paris : Publications de la Sorbonne, 167-192.
2. Bacot Paul, Coulomb-Gully Marlène, Honoré Jean-Paul, Le Bart Christian, Oger Claire, Plantin Christian (2010), « Le discours politique n'est pas transparent. Permanence et transformations d'un objet de recherche », in *Mots. Les langages du politique*, n°94, 5-9.
3. Cossart, Paula (2011), *Le meeting politique de la délibération à la manifestation (1868-1939)*, Rennes : PUR.
4. Delacroix, Christian (2010), « Linguistic turn », in Delacroix Christian, Dosse François, Garcia Patrick, Offenstadt Nicolas (ed.), *Historiographies. Concepts et débats*, Paris : Folio, 476-490.
5. Déloye, Yves (2000), « Le charisme contrôlé », Paris : *Communications*, n°69, 157-172.
6. Déloye, Yves, Ihl Olivier (2000), « Deux figures singulières de l'universel : la République et le sacré », in Marc Sadoun (ed.), *La démocratie en France. 1. Idéologie*, Paris : Gallimard, 143-148.
7. Dubois Jean (1962), *Le vocabulaire politique et social en France, 1869-1872*, Paris : Larousse.
8. Dontenwille-Gerbaud, Aude (2015), « Un effacement énonciatif paradoxal. Les discours des grands leaders républicains sur le suffrage universel », in *Mots. Les langages du politique*, n°107, 35-47.
9. Dontenwille-Gerbaud, Aude (2016), « Typologie des réactions des publics populaires républicains lors des grands meetings politiques, 1871 - 1882 », in Dakhlija Jamil, Le Nozach Delphine, Ségur Céline (ed.) *A la recherche des publics populaires. Etre peuple*, Nancy : Editions Universitaires de Lorraine, 127-146.
10. Esquenazi, Jean-Pierre (2003), *Sociologie des publics*, Paris : La Découverte.
11. Guilhaumou, Jacques (2002), « Événement discursif », in Charaudeau Patrick, Maingueneau Dominique (ed.), *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris : Seuil, 244-246

12. Guilhaumou, Jacques (2006), *Discours et événement. L'histoire langagière des concepts*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté.
13. Paveau, Marie-Anne (2007), « Analyse du discours et histoire. Rencontres et oublis », in Bonnafous Simonne, Temmar Malika (ed.) *Analyse du discours et sciences humaines et sociales*, Paris : Ophrys, 121-134.
14. Phélippeau, Eric (2002), *L'invention de l'homme politique moderne. Macau, l'Orne et la République*, Paris : Belin.
15. Rabatel, Alain (2004), « L'effacement énonciatif dans les discours rapportés et ses effets pragmatiques », in *Langages*, n° 156, 3-17
16. Reichardt, Rolf (1982), « Pour une histoire des mots-thèmes socio-politiques en France (1680-1820) », in *Mots*, n°5, 189-202
17. Ricœur, Paul (1983), *Temps et récit*, Paris: Seuil.

CONTREPOINT

LES LIMITES DE L'INJONCTION INTERDISCIPLINAIRE

THE LIMITS TO THE INTERDISCIPLINARITY INJUNCTION

Philippe Le Prestre*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2018.2.11

Published Online : 2018-12-31

Published Print : 2018-12-31

Abstract

The main purpose of this contribution is to reflect on the interdisciplinarity mantra. To that end, it first identifies the links between the initial motivations and the practice of interdisciplinary research, proceeds with an examination of the challenges that various types of interdisciplinary collaboration present, before concluding with a few remarks on the potential perverse effects of the interdisciplinarity injunction. Indeed, this approach must go beyond problem resolution and encompass a theoretical ambition as well. To that end, it must rest on strong disciplines which the need for an interdisciplinary perspective will nevertheless transform. Being defined less by its results than by a process, interdisciplinarity is only one of various research strategies rather than an end in itself.

* Philippe Le Prestre est professeur titulaire de science politique à l'Université Laval (Québec, Canada). Détenteur d'un doctorat en science politique de l'université de l'Indiana (Bloomington) et d'un DEA en écologie de l'Université Paris, il a notamment fondé et dirigé l'Institut Hydro-Québec en environnement, développement et société de l'Université Laval et participé activement à plusieurs commissions scientifiques multidisciplinaires nationales et internationales. Contact: Philippe.Le-Prestre@pol.ulaval.ca

Keywords: interdisciplinarity, international relations, theory, perverse effects

Introduction

L'interdisciplinarité est devenue le nouveau mantra des politiques de recherche, à la fois évidence et incantation. Le problème est alors présenté essentiellement en termes méthodologiques (comment la favoriser ?). Une réflexion plus générale sur ses limites est plus rare. Dans ce contexte, cet essai identifie les liens entre motivations initiales et pratique de l'interdisciplinarité (1), examine les défis différents que représentent l'interdisciplinarité collective et l'interdisciplinarité individuelle (2), ainsi que l'interdisciplinarité de proximité et l'interdisciplinarité étendue (3), pour conclure par quelques remarques sur les effets pervers de l'interdisciplinarité (4).

1. Des motivations initiales diverses aux conséquences pratiques

Les motivations initiales auront un impact évident sur la pratique et la détermination des avantages et des inconvénients de l'interdisciplinarité. Ceci implique que les différentes formes de collaborations disciplinaires ne peuvent être simplement conçues comme des degrés le long d'un gradient unique, même s'il est parfois possible de passer de l'une à l'autre¹. On peut identifier cinq grandes motivations qui correspondent à différentes formes de collaboration entre disciplines, chacune représentant une démarche légitime qu'il faut cependant différencier si l'on veut s'assurer de réfléchir sur le même objet.

¹ La pluridisciplinarité correspond à la superposition de deux ou plusieurs disciplines; la multidisciplinarité implique la conjonction de différentes disciplines appelées à se pencher de façon autonome sur différents aspects d'un problème très large; l'interdisciplinarité proprement dite rassemble plusieurs disciplines travaillant sur un problème commun; enfin la transdisciplinarité vise à faire converger différentes disciplines autour de concepts communs et de la fusion d'approches théoriques distinctes; cf. Michael Moran, «Interdisciplinarity and Political Science» in *Politics*, 26, 2, 2006, pp. 73-83.

En premier lieu, l'«interdisciplinarité» est de plus en plus *mandatée*. Les agences de financement de la recherche, par exemple, souvent en font une condition de financement de centres de recherche sur des questions qui ont des fondements scientifiques autant dans les sciences de la nature que dans les sciences sociales. En pratique, cela se traduit souvent par des mariages de raison où chacun continue de faire ce qu'il veut, hors collaborations ponctuelles. Il s'agit donc d'une approche essentiellement pluridisciplinaire.

Vient ensuite ce qu'on pourrait appeler l'interdisciplinarité *instrumentalisée*. C'est le cas lorsqu'un champ disciplinaire fait appel à un autre afin de compléter certaines investigations ou étudier les conséquences ou les implications de travaux antérieurs. Cette instrumentalisation peut notamment résulter d'inégalités d'accès aux sources de financement : le volume de subventions et les probabilités de succès sont bien plus grands dans le domaine de la santé et dans les sciences dures et les sciences de l'ingénieur, que dans les sciences humaines et sociales. Les disciplines ne sont donc pas dans la même relation de pouvoir.

Les exemples sont nombreux et constituent une forte composante de ce qu'on appelle collaborations interdisciplinaires. Souvent les sciences humaines et sociales (SHS) seront simplement appelées à étudier et à surmonter l'«obstacle» que représentent certains acteurs sociaux (populations concernées, décisionnaires, organisations) à la mise en œuvre de conclusions que les chercheurs en sciences naturelles auront tirées de leurs travaux. Dans ce cas, les SHS ne constituent au mieux qu'un volet d'une problématique de recherche définie par d'autres. Le phénomène n'est pas limité aux rapports entre sciences naturelles et sociales. Les Relations Internationales, par exemple, abordent souvent l'Histoire ou le Droit comme un ensemble de données, des collections d'anecdotes ou des descriptions susceptibles d'alimenter le développement d'une approche théorique particulière, en dehors de toute analyse de leur pertinence. En pratique, la problématique de recherche en collaboration est celle de la discipline dominante et l'interdisciplinarité est en fait une multidisciplinarité.

L'interdisciplinarité *cataplasmique*, quant à elle, a pour principal objet de revigorer une discipline. Ce phénomène n'est pas nouveau: toutes les sciences ont été irriguées par d'autres à des degrés divers. Dans ce cas, on emprunte les concepts et les outils d'une autre discipline afin de stimuler

de nouveaux développements ; par exemple lorsque le Droit international se tourne vers les Relations internationales (théories des régimes), ou ces dernières vers les sciences économiques (théories des choix publics) ou la sociologie (constructivisme).

Ceci ne constitue qu'un premier degré d'interdisciplinarité. L'intérêt pour l'interdisciplinarité trouve ici son origine dans la dynamique intellectuelle des disciplines. En pratique, ceci peut ouvrir de nouvelles perspectives et forcer une remise en question des postulats de base d'un champ d'étude, comme dans le cas du droit international²; mais il peut aussi s'agir d'un simple exercice visant à subordonner une littérature à une autre, une captation plutôt qu'une collaboration³.

Deux autres formes d'interdisciplinarité constituent des prolongements non automatiques de motivations précédentes. L'interdisciplinarité est alors jugée une *méthode d'investigation indispensable d'un problème complexe*. Elle peut s'imposer en réponse aux développements d'un champ d'étude (tel que les sciences de l'environnement) ou à une demande extérieure, principalement des pouvoirs publics. Elle représente souvent le degré supérieur de l'interdisciplinarité mandatée. C'est la conception la plus courante de la fonction de l'interdisciplinarité qui serait d'aborder différentes facettes d'un même problème. Les questions de conservation des espèces et de la biodiversité en général, ou l'opérationnalisation d'un développement durable en sont des exemples. En pratique, il s'agit souvent d'une interdisciplinarité étendue (v. infra) qui affronte le danger de régression en interdisciplinarité instrumentalisée.

Enfin, l'interdisciplinarité peut correspondre à la volonté d'explorer de *nouveaux horizons de connaissances*. La motivation est davantage la curiosité que le désir de répondre à un problème complexe de politique publique,

² Cf. Anne-Marie Slaughter, Andrew S. Tulumello, Stepan Wood, «International Law and International Relations Theory: A New Generation of Interdisciplinary Scholarship», in *American Journal of International Law*, 92, 3, 1998, pp. 367-397; Anne-Marie Slaughter Burley, «International Law and International Relations Theory: A Dual Agenda» in *American Journal of International Law*, 87, 2, 1993, pp.205-239.

³ Alex Warleigh-Lack, Michelle Cini, «Interdisciplinarity and the Study of Politics» in *European Political Science*, 8, 2009, pp.4-15. Dans le cas du Droit international, cependant, ces tentatives ont aussi pour objet d'affirmer la contribution que celui-ci peut apporter, sur un pied d'égalité, à l'étude interdisciplinaire des relations internationales; cf. Anne-Marie Slaughter et al., *op. cit.*

même si ces développements peuvent entraîner des applications pratiques. C'est souvent le degré supérieur de l'interdisciplinarité cataplasmique. Les thèmes de recherche à l'interface des Relations internationales et du Droit international proposés par Slaughter et al. (1998) et Abbott et al. (2000)⁴ en fournissent un exemple (théorie de la gouvernance internationale, impact des normes sur les structures sociales et les comportements des acteurs, liens entre le Droit et la politique internationale, etc.). Cette démarche, et c'est une de ses caractéristiques, débute par le développement de concepts communs, tels que ceux de gouvernance, «legalization» ou résilience. On s'approche alors de la transdisciplinarité.

2. L'interdisciplinarité en solo

La deuxième question concerne l'aspect collectif ou individuel de l'interdisciplinarité. En pratique, les discussions sur l'interdisciplinarité portent largement sur les avantages mais aussi sur les difficultés à faire collaborer des chercheurs de disciplines différentes (v. infra). Cependant, les programmes des formations dites «interdisciplinaires» foisonnent depuis une quarantaine d'années, que ce soit en Environnement ou en Relations internationales. Certains ont acquis une reconnaissance institutionnelle sous la forme de départements académiques (tels que les Relations Industrielles). Le problème pratique de l'interdisciplinarité est pourtant différent selon qu'on cherche à faire collaborer des disciplines différentes au sein d'une même équipe, ou que l'on demande à une jeune chercheuse d'être elle-même interdisciplinaire (soliste).

Il ne suffit pas d'être formé dans deux ou plusieurs disciplines différentes pour être interdisciplinaire puisque l'interdisciplinarité n'émerge pas automatiquement. Ne faut-il alors pas débiter très tôt, soit dès l'entrée à l'université? Certains programmes ont choisi cette voie. Une réponse à la

⁴ Anne-Marie Slaughter Burley, et al., *op. cit.*; Kenneth Abbott, Robert O. Keohane, Andrew Moravcsik, Anne-Marie Slaughter, Duncan Snidal, «The Concept of Legalization» in *International Organization*, 54, 3, 2000, pp. 401-419.

question réside donc dans les formations interdisciplinaires qui commencent dès la licence, centrées sur un problème et faisant appel à un cadre conceptuel et théorique systémique. Trop souvent, cependant, ces formations ne sont que l'addition de cours disparates (ou d'interventions séquentielles dans un même cours), charge aux étudiantes d'effectuer la synthèse ou les rapprochements qui s'imposent...

On peut être sceptique quant à la possibilité, voire même la pertinence, de former des chercheurs interdisciplinaires. On pourrait même y voir une certaine imposture intellectuelle, pour quatre raisons :

- (i) Il est plus facile de raisonner et de dépasser un cadre intellectuel existant (ce que l'on attend de toute bonne étudiante) s'il existe un cadre. Or, les cadres interdisciplinaires sont peu développés, hormis l'approche systémique qui elle-même s'intègre très bien aux disciplines existantes ;
- (ii) En pratique et au mieux, ces formations interdisciplinaires sont, en fait, des formations pluridisciplinaires qui ne transmettent généralement ni les fondements intellectuels ni la richesse de plusieurs disciplines, mais qui procurent plutôt un éveil à d'autres conceptualisations d'une question, ou qui fournissent des outils. Au pire, elles sont centrées sur une ou deux disciplines de base couplées à des cours d'introduction à d'autres disciplines dont l'inclusion dans un programme reflète autant l'offre disponible que la pertinence intellectuelle ;
- (iii) L'interdisciplinarité, pour être crédible et féconde, doit reposer sur l'engagement d'experts reconnus dans leur discipline susceptibles de légitimer une telle démarche et d'y apporter leur profonde connaissance de leurs disciplines respectives; un chercheur «interdisciplinaire» jouit rarement de ce statut ;
- (iv) Enfin, elle doit reposer sur des disciplines fortes. Loin de remplacer ou de dépasser les disciplines existantes, l'interdisciplinarité doit concourir à les renforcer. La question que le jeune chercheur interdisciplinaire devrait se poser devient: «dans quelle mesure cet exercice interdisciplinaire, en dépassant les limites de ma discipline afin d'appréhender un phénomène de façon nouvelle, m'a-t-il aussi permis d'approfondir ou de faire évoluer cette dernière, de poser de nouvelles questions, de découvrir des faits nouveaux, etc. ?»

Voir dans la prétention à l'interdisciplinarité en solo une forme d'imposture intellectuelle n'implique pas que ce type de formation pluridisciplinaire soit dénué d'utilité. Tout dépend des objectifs de formation que l'on se donne. Par exemple, le diplôme délivré par les Instituts d'études politiques en France n'a pas pour objet de former des politologues, mais de fournir des compétences et des connaissances générales aux futurs cadres supérieurs de la fonction publique ou du privé. Ce qui n'empêche pas, bien sûr, certains étudiants de poursuivre par la suite un programme de troisième cycle disciplinaire. Il en est de même pour la plupart des Instituts en science de l'environnement fondés en Amérique du Nord depuis les années soixante-dix.

Si les conseils pour mener à bien une recherche collective pluridisciplinaire abondent, le champ des Relations internationales, par exemple, offre bien peu d'indications sur la façon de parvenir à l'élaboration d'un projet de recherche individuel interdisciplinaire, tel qu'exigé dans le cadre d'un mémoire ou d'une thèse. Comment formuler la (ou les) questions de recherche d'un projet faisant appel à plusieurs disciplines? Quelles disciplines utiliser et comment les agencer? Quelles approches théoriques et méthodologiques privilégier? Surtout, l'addition de regards disciplinaires pluriels suffit-elle à l'élaboration de projets de recherche individuels novateurs dans le contexte d'études de 2^e et 3^e cycle?

Outre les questions épistémologiques (v. infra), le problème principal est celui de la surcharge d'informations. Il est déjà malaisé de suivre la littérature des sous-champs de sa propre discipline; il est donc difficilement envisageable de revendiquer la maîtrise de plusieurs disciplines. Et pourtant... combien ne se présentent-ils pas comme «économiste et anthropologue», «juriste et politologue», «sociologue et spécialiste des relations internationales», «anthropologue et médecin ou biologiste»...? Ce n'est pas parce que l'on a été formé dans deux disciplines que l'on maîtrise chaque discipline et encore moins que l'on possède la capacité de les intégrer ou de les dépasser.

Bien sûr, plutôt que d'investir le sous-champ d'une autre discipline afin d'en devenir un expert, on peut toujours développer une spécialisation interdisciplinaire idiosyncrasique très étroite sur la base de concepts, de questions, de théories et de méthodes ad-hoc. On réduira ainsi la littérature pertinente de façon drastique: on ignore les contributions étrangères,

passées, ou d'écoles de pensées distinctes, ainsi que l'étendue des techniques disponibles.⁵ Ce type de travaux peut néanmoins être considéré comme superficiels par les experts disciplinaires sur lesquels ils s'appuient⁶. C'est une critique courante. Le chercheur va en quête de notions à moitié comprises ou utilisées hors contexte, dans un but heuristique plutôt qu'explicatif.

Face aux difficultés qu'affronte les solistes, il serait plus sage de les encourager à se joindre à une équipe pluri- voire interdisciplinaire et à y contribuer les connaissances et compétences développées dans un cadre disciplinaire, ce qui suppose une reconceptualisation des programmes qui se présentent comme interdisciplinaires. C'est dans le cas d'une interdisciplinarité en solo que se poseront surtout les questions de stratégie de carrière (absence de postes ; problèmes d'identité et de légitimité ; lieux de publications moins prestigieux ; absence de reconnaissance institutionnelle ; critères de financement de la recherche aléatoires, etc.). Le modèle des Institut d'études avancées, associé à une formation à la démarche interdisciplinaire et complémentaire aux disciplines, semble donc plus pertinent que celui de former des chercheurs véritablement interdisciplinaires.

3. Interdisciplinarité de proximité et interdisciplinarité étendue

La troisième distinction pertinente est celle qui oppose l'interdisciplinarité «de proximité» et l'interdisciplinarité «étendue»⁷. Il semble évident que les dimensions et les problèmes de l'interdisciplinarité ne seront pas les mêmes selon qu'on assemble des disciplines dites connexes ou des univers scientifiques différents.

⁵ Patrick Wilson, «Interdisciplinary Research and Information Overload», in *Library Trends*, 45, 2, 1996, pp. 192-203.

⁶ Alex Warleigh-Lack, Michelle Cini, *op.cit.*

⁷ Marcel Jollivet, Jean-Marie Legay, «Canevas pour une réflexion sur une interdisciplinarité entre sciences de la nature et sciences sociales» in *Natures Sciences Sociétés*, 13, 2005, pp. 184-188.

a. L'interdisciplinarité de proximité

C'est surtout ce type d'interdisciplinarité qui a augmenté, autant au sein des sciences sociales et humaines, qu'au sein des sciences naturelles ou de l'ingénieur⁸. Paradoxalement, cette interdisciplinarité de proximité n'est pas aussi aisée qu'on pourrait le croire. Contrairement à l'interdisciplinarité étendue, la pratique de l'interdisciplinarité de proximité est une négociation permanente sur les concepts, les épistémologies et les méthodes. De plus, alors que l'interdisciplinarité étendue se concentre sur la résolution de problèmes (souvent de politique publique), l'interdisciplinarité de proximité possède souvent une ambition théorique. Cette interdisciplinarité doit donc débiter par un dialogue sur les concepts.

Paradoxalement, là aussi, c'est plutôt dans le cadre de l'interdisciplinarité de proximité que l'on verra s'affronter des oppositions épistémologiques ou des paradigmes différents (aussi bien entre qu'au sein-même des disciplines concernées). Pensons aux débats entre holisme (sociologie) et individualisme méthodologique (économique); entre le droit et les relations internationales ; entre l'anthropologie (approche inductive) et la science politique (dans son avatar hypothético-déductif). Une interdisciplinarité fructueuse doit reposer sur une conception commune de la «science normale». Une épistémologie partagée est sans doute la condition fondamentale d'une interdisciplinarité réussie⁹.

Des tensions peuvent aussi résulter de la conception que chaque discipline a de l'autre. Par exemple le Droit international peut n'être vu que comme un outil de gouvernance et non comme un moyen d'illuminer « les mécanismes précis par lesquels les règles de droit façonnent non seulement les politiques mais aussi les structures sociales et le comportement des acteurs»¹⁰. Il existe néanmoins des expériences fructueuses d'interdisciplinarité de proximité, notamment en analyse des politiques publiques ou en Relations internationales.

⁸ Dans le cas des sciences dures, voir Alan L. Porter, Ismael Rafols, «Is Science Becoming more Interdisciplinary? Measuring and Mapping Six Research Fields over Time» in *Scientometrics*, 81, 3, 2009, pp. 719-745.

⁹ Alex Warleigh-Lack, Michelle Cini, *op. cit.*

¹⁰ Anne-Marie Slaughter, Andrew S. Tulumello, Stepan Wood, *op. cit.*

b. L'interdisciplinarité étendue

Le domaine de la protection de l'environnement, à la jonction du scientifique et du sociétal, fournit un exemple emblématique de cette interdisciplinarité étendue. Cette interdisciplinarité est en fait très souvent mandatée ou instrumentalisée. Paradoxalement, elle pourrait poser moins de problèmes pratiques en termes de convivialité, dans la mesure où il y a réticence à remettre en question le savoir de l'autre, ce qui ne signifie pas absence d'obstacles importants.

La première difficulté est d'éviter la simple instrumentalisation des sciences sociales mentionnée ci-dessus, sommées de démontrer leur propre caractère scientifique et de s'insérer dans le cadre d'une définition du problème et des solutions imposée par les intérêts disciplinaires des sciences dures. On pourrait espérer que l'instrumentalisation mènerait à une reconceptualisation des problématiques et postulats de bases de la recherche, mais c'est rarement le cas. Cette dynamique est fréquente dans les études sur la biodiversité ou les changements climatiques.

D'autre part, les sciences dures ou naturelles, suivant en cela leur épistémologie et leurs propres pratiques, recherchent des recettes face à un problème complexe. Les sciences sociales hésitent à en fournir. L'utilisation du savoir anthropologique par les biologistes en fournit un exemple, lesquels en sont venus à conclure qu'une des solutions au problème de conservation résidait dans les tabous (les bois sacrés par exemple). Mais un tabou évolue, a une fonction qui n'est pas nécessairement liée à un objet précis (il peut se transférer ou s'adapter), et ce tabou n'est pas nécessairement partagé par une communauté¹¹.

Les chercheurs en sciences sociales sont plus réticents que leurs homologues des sciences dures à affirmer leur savoir. Ces derniers se plaignent souvent de la tendance des premiers à remettre en question les fondements de la problématique de recherche, ce qui reflète, naturellement, l'absence de paradigme dominant. Les sciences dures sont aussi réticentes à poser les questions en termes théoriques et *a fortiori* épistémologiques, à l'inverse de l'interdisciplinarité de proximité en sciences sociales et

¹¹ Sophie Goedefroit, «La nature est culture», Communication au Forum EDS sur *Développement durable et biodiversité : le rôle des universitaires*, Congrès de l'ACFAS, Université Laval, 8 mai 2013

humaines. Les biologistes, par exemple, vont donc, naturellement, privilégier les sciences sociales dont ils peuvent mieux comprendre la démarche et qui sont susceptibles de fournir des outils leur permettant de promouvoir leurs préférences (tels que l'approche économiste des services écosystémiques). C'est ainsi que le discours institutionnel sur l'interdisciplinarité en environnement considère souvent la science économique comme située entre les sciences dures et les sciences sociales. Pourtant, une construction interdisciplinaire étendue est-elle possible sans recours à une théorie ou à une méthodologie qui en fournisse les règles ? Côté théorie, on pense évidemment à l'analyse systémique ; et côté méthodologie, aux différentes formes de la modélisation¹².

4. L'interdisciplinarité perverse

Enfin, les effets pervers de l'interdisciplinarité, dont beaucoup, il est vrai, peuvent émaner de mauvaises pratiques ou de conceptions à courte vue de l'interdisciplinarité et non de sa nature intrinsèque, méritent attention. Si l'interdisciplinarité permet d'identifier les effets pervers de conclusions disciplinaires, elle n'en est pas elle-même dépourvue. J'en citerais potentiellement cinq.

- (i) L'interdisciplinarité mandatée peut servir à légitimer des choix préexistants ou des préférences fondées sur d'autres critères. Le recours à une variété de regards disciplinaires peut servir à justifier des préférences antérieures plutôt que de guider les choix. En outre, que va-t-on chercher dans une autre discipline ? Les spécialistes des sciences dures s'apercevront qu'ils n'y trouvent pas une discipline mais une école. L'inverse est aussi vrai. On utilisera l'interdisciplinarité pour démontrer l'utilité et renforcer la légitimité de sa propre école au sein de sa discipline. En d'autres termes, l'interdisciplinarité est aussi un processus politique.
- (ii) Un autre effet pervers potentiel concerne l'évolution du sous-champ d'une discipline (tel que l'analyse des politiques publiques) vers la conception qu'en a une autre discipline (les sciences économiques, par exemple), notamment à travers les outils utilisés (public choice), ou en fonction des attentes de cette dernière.

¹² Jollivet, Marcel; Legay, Jean-Marie (2005), *op. cit.*

- (iii) Il existe également un danger que la recherche interdisciplinaire n'aboutisse qu'à des travaux a-disciplinaires, c'est-à-dire sans dimension théorique. Le prix à payer pour une recherche interdisciplinaire serait donc de se résigner à des descriptions denses¹³. On pourrait craindre que l'appel à plus d'interdisciplinarité ne renforce une telle tendance en études internationales (par opposition aux Relations internationales basées sur un socle de science politique) ou en études comparées (area studies).
- (iv) En outre, l'appel à l'interdisciplinarité oriente la recherche vers la résolution de problèmes de politiques publiques posés comme des défis de société, plutôt que vers l'approfondissement des connaissances disciplinaires. Comme le souligne Giacomini (2004),¹⁴ le chercheur qui ne s'attache qu'à des problèmes pratiques sans possibilité de suivre sa curiosité intellectuelle risque de devenir plus ingénieur qu'érudit. Ainsi, l'accent mis sur les travaux interdisciplinaires appliqués peut-il drainer les ressources des départements disciplinaires et, comme des parasites, détruire leurs hôtes (les disciplines). Au lieu de les approfondir, il existe le risque inverse d'appauvrir les disciplines en les cantonnant à un rôle d'appoint ou en les réduisant à une technique. L'injonction interdisciplinaire entraînerait un appauvrissement des sciences sociales et humaines qui, sommées de démontrer leur utilité, deviendraient des sciences «de service» centrées sur la résolution de défis sociétaux ; les disciplines qui ne s'intégreraient pas dans une démarche interdisciplinaire étant marginalisées.
- (v) Enfin, en réponse au sentiment que de nombreuses connaissances pertinentes sont ignorées ou mal comprises, et à des incitations externes en faveur de transferts de connaissances, le chercheur risque de consacrer de plus en plus de temps à la rédaction d'articles pour d'autres professionnels, les médias ou les décideurs, et moins pour ses pairs. Il devient passeur d'informations plus que découvreur de nouvelles connaissances (Idem).

¹³ Warleigh-Lack, Alex; Cini, Michelle (2009), *op. cit.*

¹⁴ Mita Giacomini, «Interdisciplinarity in Health Services Research: Dreams and Nightmares, Maladies and Remedies» in *Journal of Health Services Research & Policy*, 9, 3, 2004, pp. 177-183.

Conclusion

Si, en pratique, l'interdisciplinarité s'applique généralement à la résolution de problèmes, l'ambition interdisciplinaire ne doit pas s'y limiter. Elle vise à expliquer et à comprendre, et doit contenir une ambition théorique. Pour cela, elle doit reposer sur des disciplines fortes. Les disciplines ne sont pas des obstacles qu'il faut transcender. En fait, l'interdisciplinarité les pousse à se transformer sous peine de disparaître soit par éclatement, soit par manque de pertinence.

En définitive, l'interdisciplinarité doit être vue davantage comme un processus que comme un objectif. Marcel Jollivet (1992)¹⁵ parle justement de «démarche» : l'interdisciplinarité doit être une ontologie, une façon de poser des questions et de percevoir la recherche. Elle se définit moins par ses résultats que par la démarche qui mène au choix des concepts et des méthodes. Elle doit être une stratégie de recherche parmi d'autres et non un objectif qui s'impose ou une fin en soi visant à gommer les contributions originales que différentes disciplines peuvent apporter à l'explication ou à la compréhension d'un phénomène.

Bibliography

1. Abbott, Kenneth; Keohane, Robert. O.; Moravcsik, Andrew; Slaughter, Anne-Marie; Snidal, Duncan (2000), «The Concept of Legalization» in *International Organization*, 54, 3, 401-419.
2. Giacomini, Mita (2004), «Interdisciplinarity in Health Services Research: Dreams and Nightmares, Maladies and Remedies» in *Journal of Health Services Research & Policy*, 9, 3, 177-183.
3. Goedefroit, Sophie (2013), «La nature est culture», Communication au Forum EDS sur «Développement durable et biodiversité : le rôle des universitaires », Congrès de l'ACFAS, Université Laval, 8 mai.
4. Jollivet, Marcel (ed.) (1992), *Les Passeurs de frontières*, Paris: CNRS.

¹⁵ Marcel Jollivet (ed.), *Les Passeurs de frontières*, Paris: CNRS, 1992

5. Jollivet, Marcel; Legay, Jean-Marie (2005), «Canevas pour une réflexion sur une interdisciplinarité entre sciences de la nature et sciences sociales» in *Natures Sciences Sociétés*, 13, 184-188.
6. Moran, Michael (2006), «Interdisciplinarity and political science» in *Politics*, 26, 2, 73-83.
7. Porter, Alan L.; Rafols, Ismael (2009), «Is Science Becoming more Interdisciplinary? Measuring and Mapping Six Research Fields over Time» in *Scientometrics*, 81, 3, 719-745.
8. Slaughter Burley, Anne-Marie (1993), «International Law and International Relations Theory: A Dual Agenda» in *American Journal of International Law*, 87, 2, 205-239.
9. Slaughter, Anne-Marie; Tulumello, Andrew S.; Wood, Stepan (1998), «International Law and International Relations Theory: A New Generation of Interdisciplinary Scholarship», in *American Journal of International Law*, 92, 3, 367-397.
10. Warleigh-Lack, Alex; Cini, Michelle (2009), «Interdisciplinarity and the Study of Politics» in *European Political Science*, 8, 4-15.
11. Wilson, Patrick (1996), «Interdisciplinary Research and Information Overload», in *Library Trends*, 45, 2, 192-203.

APPLYING THE LOYAL OPPOSITION TRADITION TO FOREIGN POLICY: A U.S.-UKRAINE CASE STUDY (PART II)

Isaiah Winters*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2018.2.12

Published Online: 2018-12-31

Published Print: 2018-12-31

Abstract

This two-part research project analyzes U.S. foreign policy during the Ukraine Crisis from the viewpoint of loyalty to democracy. By applying the standards expected of loyal opposition parties to the U.S., the foreign policy approach taken is shown to have been disloyal to Ukraine's fragile democracy, as it contributed to an undemocratic transition of power in the form of a coup d'état. Ultimately, the failure of the U.S. to remain loyal to Ukraine's democratic process (the way a "loyal opposition state" would have) is explained by the Obama administration's liberal imperialist approach to foreign policy, whose first loyalty was to U.S. interests, not Ukrainian political sovereignty.

Keywords: Ukraine Crisis; democracy; loyal opposition; U.S. foreign policy; liberal imperialism

Introduction

This research comprises the second half of the author's two-part master's thesis on applying the standards of expected of a loyal opposition party to the foreign policy approach of the U.S. during the early stages of

* Isaiah Winters, chief proofreader for Gwangju News, South Korea, and full-time instructor at the English language institute in Gwangju, South Korea.
Contact: isaiahsamuelwinters@gmail.com

the Ukraine Crisis. The first half of this research introduced the precariousness of Ukraine's position as a borderland between Russia and the West. It then provided a literature review germane to loyal power-sharing and the development of the loyal opposition tradition. Finally, the first half of this research concluded with standards by which to judge the "loyalty" of a democratic state in regards to other democratic or democratizing states.¹

The second part of this research begins by reiterating the standards expected of a "loyal opposition state" developed in the first half. Following this, the methodological approach for this qualitative research is put forward. Centering on a case study—i.e. the foreign policy approach of the U.S. during the early stages of the Ukraine Crisis—the methodology ultimately seeks to apply the standards expected of a loyal opposition party to the U.S. as a "loyal opposition state." This application centers on four main research questions regarding former Ukrainian President Viktor Yanukovich's legitimacy and ouster, as well as U.S. involvement and the nature of its approach during the Ukraine Crisis.

This research answers each of these questions at length and then applies the standards expected of loyal opposition parties to the U.S. in order to determine whether or not it acted as a "loyal opposition state" would have. Following this, the results of this unique application are then placed within the context of the two major foreign policy approaches of the U.S. since the end of the Cold War: neo-conservatism and liberal imperialism. This foreign policy context is then followed by a conclusion that reviews the most salient points made in both research articles, including a few brief remarks on the research limitations of this project.

The Standards for a "Loyal Opposition State"

In short, a "loyal opposition state" is a state whose opposition to another democratic (or democratizing) state's regime is constructive, responsible, and bounded by loyalty to fundamental interests and principles, especially those concerning democracy and political sovereignty.

¹ Isaiah Winters, "Applying the Loyal Opposition Tradition to Foreign Policy: A U.S.-Ukraine Case Study" in *Studia Europaea*, vol. 63, iss. 1, 2018, pp. 235-250.

Methodology

As noted above, the principle aim of this qualitative research is to apply the loyal opposition tradition found within democratic governments to foreign policy—namely, that of the U.S. in regards to Ukraine during the Ukraine Crisis—so as to identify whether or not the foreign policy approach of the U.S. was loyal to Ukraine’s democracy by these standards. To achieve this, the following section will present a case study which will focus on events surrounding the Ukraine Crisis from late 2013 to early 2014. This case study will answer the following four research questions:

- Was President Yanukovich legitimately elected?
- Is it fair to call President Yanukovich’s ouster a coup?
- To what extent was the U.S. involved in the coup?
- Was the U.S. Ultimately Disloyal to Ukrainian Democracy?

Through the analysis of numerous primary and secondary sources germane to the above research questions, this paper highlights the fact that the U.S. foreign policy approach taken was ultimately disloyal to the democratic process in Ukraine. After establishing this, the subsequent section focuses on the reasons why the specific foreign policy approach of the U.S. fell short of expectations for a “loyal opposition state.” This foreign policy approach, which was liberal imperialist in nature, is shown to have prioritized loyalty to U.S. interests over Ukraine’s political sovereignty in a manner that disregarded the prudent cost-benefit analyses advocated by the realist approach.

President Yanukovich’s Ouster in the Context of Loyalty

This section presents a case study which seeks to: a) answer the aforementioned research questions; and b) apply the standards expected of a loyal opposition party to the U.S. based on its foreign policy. The first section shows that former President Yanukovich’s 2010 election was widely considered to be fair and his mandate legitimate, which, as a result, garnered his regime loyalty from other states. Next, the second section shows that the events surrounding President Yanukovich’s ouster constituted

a *coup d'état* rather than a democratic transition of power, and that support for such a transition of power by another state would constitute an act of grave disloyalty. Following this, the third section assesses the degree of U.S. involvement in events surrounding the *coup d'état*, which is shown to have been extensive both before and after President Yanukovich's ouster. Finally, the fourth section establishes that the foreign policy approach of the U.S. was ultimately disloyal to Ukraine's democratic processes, as it promoted regime change by undemocratic means before President Yanukovich had lost legitimacy.

Question 1: Was President Yanukovich Legitimately Elected?

There is ample evidence suggesting that, by most measurements, President Yanukovich was the legitimately elected leader of Ukraine. Firstly, the Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), which works to monitor and safeguard elections across the continent, found the 2010 presidential elections in Ukraine to be in good standing with most international commitments.² The president of the OSCE Parliamentary Assembly, João Soares, called the process an "impressive display of democratic elections" and a "victory" for everyone in Ukraine.³ The heads of delegations such as the Council of Europe, the North Atlantic Treaty Organization (NATO), and the European Parliament, as well as the head of the election observation mission for the OSCE, all gave similar praise to the election process in Ukraine.⁴

Civil Network OPORA, a non-partisan group of activists in Ukraine, released a report on the 2010 elections detailing the irregularities found at the over 1,000 polling stations observed. To be sure, many voting irregularities were indeed found, however their scale was minor in

² OSCE, *Ukraine's presidential election meets most international commitments*, 18 January 2010, [<http://www.osce.org/odihr/elections/51830>], 5 February 2017.

³ OSCE, *Run-off confirms that Ukraine's presidential election meets most international commitments*, 8 February 2010, [<http://www.osce.org/node/51888>], 5 February 2017.

⁴ Council of Europe, *Run-off confirms that Ukraine's presidential election meets most international commitments*, 8 February 2010, [<http://assembly.coe.int/nw/xml/News/News-View-EN.asp?newsid=2753&lang=2>], 5 February 2017.

comparison to those found in 2004.⁵ The European Network of Elections Monitoring (ENEMO) reported the same, noting significant improvements in the first round of voting⁶ and even better election practices for the run-off elections held one month later.⁷ Together, these sources show that although the 2010 presidential elections in Ukraine had their faults, they were broadly hailed as improvements, thus giving the winner, President Yanukovich, far more legitimacy than he has been given credit for since his ouster.

As a result of his legitimate electoral success, Yanukovich and his regime garnered much loyalty, if only rhetorically, from numerous foreign governments. Among those which openly recognized the legitimacy of the 2010 presidential elections were, for example, the Obama White House, which issued a press release wishing the new president “success in carrying out his mandate.”⁸ Prime Minister Stephen Harper of Canada,⁹ Prime Minister Gordon Brown of the U.K., and President Dmitry Medvedev of Russia similarly sang paeans to the free and fair elections in Ukraine.¹⁰

Regardless of the illiberal policies that President Yanukovich would go on to implement in the following years, the 2010 elections were undoubtedly a high point in Ukraine’s young democracy strictly in terms of electoral procedures. Initially, the foreign policy approach of the U.S.

⁵ OPORA, *Election Day Report of Civil Network OPORA*, 2010, 18 January 2010, [https://www.oporaua.org/novyny/448-4322-1446977788-2010-01-18], 5 February 2017.

⁶ ENEMO, *Ukrainian Presidential Elections: ENEMO Election Day Findings Preliminary Report*, 18 January 2010, [https://www.ndi.org/files/ENEMO_Report_on_the_2010_Presidential_Election_in_Ukraine.pdf], 5 February 2017, p. 1.

⁷ ENEMO, *Ukrainian Presidential Elections: ENEMO Election Day Findings Preliminary Report*, 8 February 2010, [https://www.ndi.org/files/ENEMO_Report_Ukraine_Presidential_Runoff.pdf], 5 February 2017, p. 1.

⁸ White House, Office of the Press Secretary, *Readout of the President’s call with President-elect Yanukovich of Ukraine*, 11 February 2010, [https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/readout-presidents-call-with-president-elect-yanukovich-ukraine], 3 April 2017.

⁹ Government of Canada, *Statement by the Prime Minister of Canada*, 15 February 2010, [https://www.canada.ca/en/news/archive/2010/02/statement-prime-minister-canada-513099.html?=&wbdisable=true], 3 April 2017.

¹⁰ Luke Baker, “EU welcomes Ukraine’s Yanukovich”, *Reuters*, 12 February 2010, [http://uk.reuters.com/article/uk-ukraine-election-west-idUKTRE61B2F720100212?feedType=RSS&feedName=topNews&utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+Reuters%2FUKTopNews+%28News+%2F+UK+%2F+Top+News%29&utm_content=Google+International], 3 April 2017.

was characterized by its loyalty to and support for a regime which had established an incipient democratic precedent. A prudent “loyal opposition state” headed by responsible statesmen likely would have maintained this stance into the latest stages of the Euromaidan so as to avoid provoking a destabilizing revolution and regime change by undemocratic means. As we shall see, this was not the case, for the foreign policy approach of the U.S. favored less principled means of regime change that prioritized its own interests over Ukrainian political sovereignty.

Question 2: Is it Fair to Call President Yanukovich’s Ouster a Coup?

The four-letter word which most public figures have been reluctant to use when describing President Yanukovich’s ouster is, of course, coup. Those who have uttered the four-letter word may be few, but they are not insignificant figures. For starters, Russian President Vladimir Putin is a high-profile (and highly tendentious) adherent to this view.¹¹ Less obvious supporters are political scientist John Mearsheimer,¹² American scholar of Russian studies Stephen Cohen,¹³ editor of *The Nation* magazine Katrina Vanden Heuvel,¹⁴ linguist Noam Chomsky,¹⁵ and *Stratfor* founder George Friedman.¹⁶ Although former Secretary of State Henry Kissinger has never

¹¹ Blake Neff, “Putin says US backed a coup d’état in Ukraine”, *The Hill*, 23 May 2014, [<http://thehill.com/policy/international/207053-putin-says-us-backed-a-coup-in-ukraine>], 5 February 2017.

¹² John J. Mearsheimer, “Why the Ukraine Crisis Is the West’s Fault”, *Foreign Affairs*, 18 August 2014, [<https://www.foreignaffairs.com/articles/russia-fsu/2014-08-18/why-ukraine-crisis-west-s-fault>], 5 February 2017.

¹³ Zoe Schlanger, “The American Who Dared Make Putin’s Case”, *Newsweek*, 10 March 2014, [<http://europe.newsweek.com/american-who-dared-make-putins-case-231388?rm=eu>], 5 February 2017.

¹⁴ Katrina Vanden Heuvel, “Rethinking the cost of Western intervention in Ukraine”, *Washington Post*, 25 November 2014, [https://www.washingtonpost.com/opinions/katrina-vanden-heuvel-rethinking-the-cost-of-western-intervention-in-ukraine/2014/11/25/b92f8496-741a-11e4-9c9f-a37e29e80cd5_story.html], 5 February 2017.

¹⁵ Noam Chomsky, “Noam Chomsky: We’re facing a new Cold War”, *Salon*, 15 April 2015, [http://www.salon.com/2015/04/15/noam_chomsky_were_facing_a_new_cold_war_partner/], 5 February 2017.

¹⁶ “Stratfor: Ukraine Coup Plotted by US Over Russian Stance on Syria”, *Sputnik*, 19 December 2014, [<https://sputniknews.com/politics/201412191016024377/>], 5 February 2017.

expressly labeled President Yanukovich's loss of power a coup, he has been an outspoken critic of the West's attempt to pull Ukraine away from Russia's orbit and into organizations like NATO.¹⁷

Though small in number, these and other public figures who have uttered the four-letter word stand on firm ground. Article 108 of Ukraine's constitution states the four cases in which an acting president can be removed from power, and clearly none of them applies in the case of President Yanukovich's ouster. The one that would have been most applicable in this case, i.e. impeachment proceedings, is outlined in Article 111; however, the procedure it mandates was clearly not followed.¹⁸ For one, no investigatory commission was established and the courts did not get involved as they should have. Instead, a bill was simply passed removing President Yanukovich from power. The bill, however, was not ratified by three-quarters of the Rada, as required by Article 111.^{19,20}

Given all this, it is clear that the four-letter word is indeed valid in this circumstance. Though it almost goes without saying, state support for regime change by coup—i.e. by a sudden, violent, and illegal seizure of power by unconstitutional procedures—would constitute disloyalty if the standards applied to an opposition party were applied to foreign democratic states. As for the U.S., loyalty to Ukraine's democratic and constitutional procedures would not prove to be as high a priority as loyalty to its own interests. Therefore, to have supported the process by which President Yanukovich was removed from power would mean that the U.S. had not played the role of a constructive and responsible "loyal opposition state" bounded by loyalty.

¹⁷ Jacob Heilbrunn, "The Interview: Henry Kissinger", *The National Interest*, 19 August 2015, [<http://nationalinterest.org/feature/the-interview-henry-kissinger-13615?page=2>], 5 February 2017.

¹⁸ U.S. Department of Justice, *Constitution of Ukraine*, 8 November 2013, [https://www.justice.gov/sites/default/files/eoir/legacy/2013/11/08/constitution_14.pdf], 5 February 2017.

¹⁹ David Morrison, "How William Hague Deceived the House of Commons on Ukraine", *Huffington Post*, 9 May 2014, [http://www.huffingtonpost.co.uk/david-morrison/ukraine-william-hague_b_4933177.html], 5 February 2017.

²⁰ Daisy Sindelar, "Was Yanukovich's Ouster Constitutional?", *Radio Free Europe Radio Liberty*, 11 May 2014, [<http://www.rferl.org/content/was-yanukovychs-ousterconstitutional/25274346.html>], 5 February 2017.

Question 3: To What Extent Was the U.S. Involved in the Coup?

A few key events suggest that the U.S. played a significant role in shaping circumstances in Ukraine both before and after the coup. For one, Arizona Senator John McCain paid a visit to Kiev amid growing tensions in mid-December 2013 and expressed his support for the opposition in bringing about “a peaceful transition” in Ukraine.²¹ Whether Senator McCain was referring to the presidential elections set to take place in late March 2015 or to a premature transition of power by other constitutional or unconstitutional means is uncertain. Obviously, referring to a transition of power by constitutional means would have been an affirmation of loyalty to Ukrainian democracy, whereas reference to unconstitutional means would have constituted disloyalty.

In late January 2014, just a few weeks before the height of protests in Kiev, Assistant Secretary of State for European and Eurasian Affairs Victoria Nuland was scheduled to visit the Ukrainian opposition “to encourage agreement on a new government” and to discuss other plans for further integrating Ukraine into the West.²² The aim was to get President Yanukovich to agree to the formation of a new government that involved key members of the opposition. In early February 2014, a bugged phone conversation between Assistant Secretary Nuland and U.S. Ambassador to Ukraine Geoffrey Pyatt was leaked, revealing significant U.S. influence in choosing which members of the opposition should be included (i.e. Arseniy Yatsenyuk) and which should be excluded (i.e. Vitali Klitschko and Oleh Tyahnybok) in case a deal with President Yanukovich could be arranged.^{23,24}

²¹ Guardian Staff and Agencies, “John McCain tells Ukraine protesters: ‘We are here to support your just cause’”, *The Guardian*, 15 December 2013, [<http://www.theguardian.com/world/2013/dec/15/john-mccain-ukraine-protests-support-just-cause>], 6 February 2017.

²² U.S. Department of State, *Bureau of European and Eurasian Affairs: Travel to Germany, Greece, Cyprus, Czech Republic, and Ukraine, January 31 – February 7*, 31 January 2014, [<https://2009-2017.state.gov/p/eur/221073.htm>], 13 April 2017.

²³ Jonathan Marcus, “Ukraine crisis: Transcript of leaked Nuland-Pyatt call”, *BBC*, 7 February 2014, [<http://www.bbc.com/news/world-europe-26079957>], 6 February 2017.

²⁴ John Hudson, “The Undiplomatic Diplomat”, *Foreign Policy*, 18 June 2015, [<http://foreignpolicy.com/2015/06/18/the-undiplomatic-diplomat/>], 4 April 2017.

Interestingly, the State Department made no attempt to deny the authenticity of the recording and, when questioned personally, Assistant Secretary Nuland laughed off the incident, calling it “pretty impressive tradecraft,” presumably referring to the efforts of Russian intelligence services.²⁶ Despite the rift Assistant Secretary Nuland’s call created between the U.S. and the E.U., eventually President Yanukovych did agree to make extensive concessions in a deal brokered by the foreign ministers of France, Germany, and Poland. Among the concessions were a return to the 2004 constitution within forty-eight hours; the formation of a government of national unity within ten days after that; a new constitution by September; new presidential elections by December; and agreements to launch an investigation into the recent violence and to not call a state of emergency.²⁷

Nevertheless, the deal did not last very long. Protests reached a fever pitch shortly after its signing, as many of the protesters saw anything short of the president’s resignation as unacceptable, and by the end of the day President Yanukovych had fled the country to Russia. Until this point, the deal that had been brokered just before the coup at least appeared to have been made with loyalty to Ukraine’s democratic processes in mind. After all, the opposition parties were involved, the president willingly signed the deal, and new elections were agreed to by all. The integrity of such an arrangement, in reality, was at best dubious, as it involved foreign states power-brokering for regime change that, at its core, sought the ouster of a democratically elected president at a time when he was under considerable duress.

Although Assistant Secretary Nuland originally sought the legitimacy of the U.N. “to help glue this thing,”²⁸ the deal was eventually brokered by foreign ministers from the E.U., which Assistant Secretary Nuland had initially dismissed vulgarly in her leaked phone call. It would come as no surprise to many if the E.U. ministers’ role in reaching a deal

²⁵ Peter Conradi, *Who Lost Russia? How the World Entered a New Cold War*, London: Oneworld Publications, 2017, p. 254.

²⁶ *Ibidem*.

²⁷ “Agreement on the Settlement of Crisis in Ukraine – full text,” *The Guardian*, 21 February 2014, [<https://www.theguardian.com/world/2014/feb/21/agreement-on-the-settlement-of-crisis-in-ukraine-full-text>], 4 April 2017.

²⁸ Jonathan Marcus, “Ukraine crisis: Transcript of leaked Nuland-Pyatt call”, *BBC*, 7 February 2014, [<http://www.bbc.com/news/world-europe-26079957>], 6 February 2017.

had been orchestrated by the U.S. in order to both “glue this thing” and absolve itself for the leaked slur from Assistant Secretary Nuland. Whatever the case, there is little doubt that the U.S. was heavily involved in the deal brokered at President Yanukovich’s 11th hour. In fact, in his own words, President Obama acknowledged that “we’d brokered a transition of power in Ukraine”²⁹ just prior to President Yanukovich fleeing the country.

Following the coup, the role of the U.S. in Ukrainian affairs only intensified. In the government that followed, the intrigues leaked in Assistant Secretary Nuland’s call to Ambassador Pyatt were met out and Arseniy Yatsenyuk did in fact become prime minister. In April 2014, just two months after the coup, the IMF stepped in and offered Ukraine a \$17 billion loan in exchange for reforms, no doubt as an act of economic one-upmanship over Russia’s earlier loan.³⁰ Also in April, just two weeks after Russia’s annexation of Crimea, NATO and Ukraine agreed “to implement immediate and longer-term measures in order to strengthen Ukraine’s ability to provide for its own security.”³¹ Also worth mentioning is the addition of Hunter Biden that same month to the board of Burisma Holdings, one of Ukraine’s largest natural gas companies. This came at the same time when Hunter’s father, Vice President Joe Biden, was railing against corruption in Ukraine. Almost simultaneously, Burisma Holdings had its bank accounts in London frozen as part of an independent government investigation into money laundering.³²

When one considers the U.S.-friendly political, economic, and security outcomes in Ukraine immediately after the Euromaidan, it appears that the U.S. was highly successful at having its interests met. The odds that these outcomes are just a coincidence are miniscule. The ends reveal that the U.S. foreign policy approach in Ukraine was based on the self-interested pursuit of relative gains by almost any means necessary—the

²⁹ Fareed Zakaria, “Interview with President Barack Obama”, *CNN*, 1 February 2015, [<http://transcripts.cnn.com/TRANSCRIPTS/1502/01/fzgps.01.html>], 7 April 2017.

³⁰ “IMF Survey: Ukraine Unveils Reform Program with IMF Support”, *IMF News*, 30 April 2014, [<https://www.imf.org/external/pubs/ft/survey/so/2014/new043014a.htm>], 7 April 2017.

³¹ North Atlantic Treaty Organization, *Statement by NATO Foreign Ministers*, 1 April 2014, [http://www.nato.int/cps/en/natohq/news_108501.htm], 8 April 2017.

³² James Risen, “Joe Biden, His Son and the Case Against a Ukrainian Oligarch,” *The New York Times*, 8 December 2015, [<https://www.nytimes.com/2015/12/09/world/europe/corruption-ukraine-joe-biden-son-hunter-biden-ties.html>], 7 April 2017.

fact that international support was sought from the U.N. and later the E.U. is most probably just cover for the aggressive pursuit of interests spearheaded by the U.S. Therefore, the role of the U.S. leading up to and immediately after the ouster of President Yanukovich was about as far from that of a “loyal opposition state” as imaginable, as it undermined the democratic processes and political sovereignty of Ukraine.

Question 4: Was the U.S. Ultimately Disloyal to Ukrainian Democracy?

Although the blurry, fast-changing events that took place during the Euromaidan raise more unanswerable questions than is desirable, in the end, a strong case can still be made that the U.S. was in fact disloyal to Ukrainian democracy. In order to finalize this case, two more crucial points require special attention: a) that President Yanukovich certainly did lose his legitimacy before the coup; but also b) that the U.S. sought irregular regime change in Ukraine well before President Yanukovich’s legitimacy was beyond salvaging.

Regarding the first point, it is important to note that free and fair elections alone do not make for a vibrant, functioning democracy, as what occurs between elections is just as crucial as the elections themselves. Indeed, President Yanukovich was directly responsible for many policies that undermined Ukraine’s transition from authoritarianism. For example, after winning the 2010 presidential elections, President Yanukovich quickly began reversing the reforms made during the Orange Revolution under former President Yushchenko:

Between 2010 and 2013, Yanukovich rapidly concentrated power and put an end to democratic rule under Yushchenko. Press freedom declined and electoral fraud increased, while parliament took on “a largely rubber-stamp role.” In late 2010, Yanukovich successfully pushed through a reversal of the 2004 constitutional reforms. Finally, Yanukovich’s tenure witnessed “the dramatic and sudden increase in criminal prosecutions of high-level politicians” —including Yuriy Lutsenko and Yulia Tymoshenko.³³

³³ Lucan Way, *Pluralism by Default: Weak Autocrats and the Rise of Competitive Politics*, Baltimore: John Hopkins University Press, 2015, p. 78.

These are certainly damning policies on the part of President Yanukovich that fair elections alone cannot rectify. The one consolation to President Yanukovich's regressive policies was that he was up for reelection in early 2015—a little more than a year after his ouster—and the Ukrainian people could have been encouraged to organize and put a stop to all this. Beyond that hope, there was little about President Yanukovich's regime apart from its democratic election that merited the loyalty it initially received from foreign democratic states.

And yet it is important to bear in mind that these regressive policies did not engender a loss of faith on the part of the West, as the E.U. was still set to sign its association agreement with President Yanukovich as late at November 2013—long after the above-stated regressive policies had been passed. Nor have regressive policies or halfhearted reforms been loyalty deal-breakers for the pro-West regime that has followed President Yanukovich. Much like the failures of President Yushchenko to make significant reforms following the Orange Revolution, the regime of President Poroshenko and former Prime Minister Yatsenyuk has been greatly criticized for its slow and halfhearted responses to corruption in Ukraine.³⁴³⁵³⁶

In effect, it was not President Yanukovich's regressive policies between elections that lost him his international legitimacy in the final stages of the Euromaidan, for the E.U. and the U.S. were still favorably disposed to the Yanukovich regime so long as it remained favorably disposed to the West. Domestically, Ukrainians turned most sharply against President Yanukovich after "the government's unprecedented step of shooting protesters in broad daylight radically increased the costs of loyalty, motivating open defection."³⁷ There is little even a democratically elected leader can do to salvage his legitimacy in the face of protests as

³⁴ Mikheil Saakashvili, "Why Ukraine Is Losing the War on Corruption", *The New York Times*, 16 November 2016, [<https://www.nytimes.com/2016/11/17/opinion/why-ukraine-is-losing-the-war-on-corruption.html>], 10 April 2017.

³⁵ Oleg Bazaluk, *Corruption in Ukraine: Rulers' Mentality and the Destiny of the Nation, Geophilosophy of Ukraine*, Tamara Blazhevych (trans.), Newcastle upon Tyne: Cambridge Scholars Publishing, 2016, Chapter 4.

³⁶ Agnia Grigas, *The New Geopolitics of Natural Gas*, Cambridge: Harvard University Press, 2017, p. 190.

³⁷ Lucan Way, *op.cit.*, p. 88.

ardent and potentially volatile as those that took place during the Euromaidan, especially when that regime's orders led to dozens of civilian deaths from February 18th onward. In short, President Yanukovich did in fact lose legitimacy, but the timing of this is crucial, especially when considering the foreign policies of the other states involved.

This brings us to the second point regarding the timing of U.S. support for regime change in Ukraine. The important factor to keep in mind is the timeline of events, as the U.S. was openly advocating this regime change well before events turned extraordinarily violent.³⁸ Rather than encourage Ukrainian voters to voice their righteous indignation in the following year's presidential elections (as a "loyal opposition state" should have done), the U.S. proved to be disloyal to Ukraine's democratic process by seeking regime change through undemocratic means before the violent orders on behalf of the Yanukovich regime lost the president his people's confidence—though not even a majority of his people's confidence, it should be noted. It is a little-known fact that not even 50% of Ukrainians supported the protests in February, and a substantial portion of the population, especially those in the south and east, saw the post-Yanukovich regime as illegal.³⁹

To summarize, the case study presented in this section shows that the position of the U.S. was initially openly supportive at the time of President Yanukovich's election, and remained largely unperturbed during his years of illiberal reforms. It then switched to being increasingly disloyal only after his regime pivoted to Russia, and this active disloyalty culminated in a last-minute power brokering that used a multilateral guise to legitimize the premature removal of a democratically elected leader by dubious means. The intensity of U.S. disloyalty was odd because President Yanukovich's unpopular decision not to sign the E.U. association agreement could easily have been corrected by the Ukrainian people at the ballot box in the following year's elections.

³⁸ U.S. Department of State, *Bureau of European and Eurasian Affairs: Press Conference*, 7 February, 2014, [<https://2009-2017.state.gov/p/eur/rls/rm/2014/feb/221468.htm>], 13 April 2017.

³⁹ Lucan Way, *op.cit.*, p. 86.

Nevertheless, President Yanukovych was ousted in a coup and then “formally” removed from power by unconstitutional means which the U.S. did not dispute. Following this, a more Western-oriented regime came to power in Ukraine and quickly agreed to further integration with Western institutions. For the U.S., the self-interested ends justified the undemocratic means, as its foreign policy approach did not prioritize loyalty that was constructive, responsible, and bounded to democratic principles the way a loyal opposition party is expected to do. What are the specific facets and shortcomings of this disloyal foreign policy approach? The following section is devoted to answering this question.

Prudent and Imprudent Foreign Policy Approaches

While it is fair to say that the foreign policy of the U.S. was ultimately disloyal to Ukrainian democracy, loyalty was still very much a crucial factor for the U.S.—that is, loyalty to its own interests. What explains this case of disloyalty on the part of one democracy toward another (albeit deeply flawed) democracy? In short, the failure of the U.S. to play the more prudent role of the “loyal opposition state” is explained by its two major foreign policy approaches since the end of the Cold War: the neo-conservative approach and the liberal imperialist approach.

The Neo-Conservative and Liberal Imperialist Approaches

Both the neo-conservative and liberal imperialist approaches are similar in that they seek to maintain U.S. hegemony and spread liberal democracy around the globe, often with little regard for moral contradictions or prudent statecraft. Adherents to these approaches appropriate the notion of American exceptionalism, couch it in the “language of good and evil,”⁴⁰ and then seek to make the world over in America’s image. There is, however, a crucial difference between these approaches in that neo-conservatives favor pursuing the above aims

⁴⁰ Jack Kerwick, “The Neoconservative Conundrum” in *Modern Age*, vol. 55, nos. 1-2, 2013, p. 8.

unilaterally,⁴¹ while liberal imperialists favor doing so multilaterally.⁴² These post-Cold War approaches were greatly influenced by Francis Fukuyama's "The End of History?" and Charles Krauthammer's "The Unipolar Moment," which portrayed Western liberal democracy as the apogee of human government, and the U.S. as the global enforcer of that standard, respectively.⁴³

As for neo-conservatism, it reached its zenith with the Bush Doctrine, which favored the imposition of liberal democracy through largely unilateral military force. In his book *Neoconservatism: Why We Need It*, Douglas Murray quotes Norman Podhoretz's portrayal of this doctrine as being based on "a repudiation of moral relativism and an entirely unapologetic assertion of the need for and the possibility of moral judgment in the realm of world affairs."⁴⁴ Elliott Abrams put it more simply when he said "The United States is the greatest force for good among the nations of the Earth."⁴⁵ This combination of benevolence and power, Jim Lobe notes, is "not just a matter of protecting our national security. It is a moral imperative."⁴⁶ Neo-conservatism is therefore "revolutionary" in the Trotskyite sense, as it seeks U.S. global hegemony through the imposition of its values and systems internationally, with the ends justifying the means.⁴⁷ As Lobe said when summarizing the essential elements of neo-conservatism, "democracy is desirable, but it always depends on who wins."⁴⁸

As for the liberal imperialist approach, President Bill Clinton was its first post-Cold War adherent. This approach marked a break from the offshore balancing approaches of presidents Ronald Reagan and George H. W. Bush, and is characterized by the pursuit of U.S. global dominance,

⁴¹ Richard K. Betts, "The Realist Persuasion" in *The National Interest*, no. 139, 2015, p. 47.

⁴² John J. Mearsheimer, "Imperial by Design" in Justine A. Rosenthal (ed.), *The National Interest*, no. 111, 2011, p. 19.

⁴³ *Ibidem*, p. 16.

⁴⁴ Douglas Murray, *Neoconservatism: Why We Need It*, New York: Encounter Books, 2006, p. 95.

⁴⁵ Lawrence Davidson, "One-Dimensional Men: Neoconservatives, Their Allies and Models", in Michael Thompson (ed.), *Confronting the New Conservatism: The Rise of the Right in America*, New York: New York University Press, 2007, p. 250.

⁴⁶ Jim Lobe, "American Neoconservatives: A History and Overview" in *Washington Report on Middle East Affairs*, vol. 35, iss. 3, 2016.

⁴⁷ Jack Kerwick, "The Neoconservative Conundrum" in *Modern Age*, vol. 55, nos. 1-2, 2013, pp. 8-9.

⁴⁸ Jim Lobe, *op.cit.*

though with greater reliance on international institutions and greater reluctance to engage in nation-building.⁴⁹ President Clinton's former Secretary of State Madeleine Albright summarized the ethos of liberal imperialism when she said "If we have to use force, it is because we are America; we are the indispensable nation. We stand tall and we see further than other countries into the future, and we see the danger here to all of us."⁵⁰ Somewhat more prudent than the neo-conservative approach, liberal imperialism favors greater selectivity for military engagements, and seeks to avoid unilateral "big-stick diplomacy" in favor of domination through multilateral institutions.

The liberal imperialist approach made a clear comeback in 2008 under the Obama administration. While working under the Obama administration, then Secretary of State Hillary Clinton's foreign policy approach was in effect a resurrection of her husband's. Sounding every bit the liberal imperialist, Secretary Clinton said the following in a 2010 speech⁵¹ to the Council on Foreign Relations:

Solving foreign-policy problems today requires us to think both regionally and globally, to see the intersections and connections linking nations and regions and interests, to bring people together as only America can. I think the world is counting on us today, as it has in the past. When old adversaries need an honest broker or fundamental freedoms need a champion, people turn to us. When the earth shakes or rivers overflow their banks, when pandemics rage or simmering tensions burst into violence, the world looks to us.

Naturally, the liberal imperialist approach was the one taken by the Obama administration during the Ukraine Crisis. Assistant Secretary Nuland's emphasis on getting help from international institutions "to help glue this thing" — with the "thing" being an undemocratic regime change involving U.S.-approved candidates—was illustrative of this approach, as

⁴⁹ John J. Mearsheimer, "Imperial by Design" in Justine A. Rosenthal (ed.), *The National Interest*, no. 111, 2011, pp. 19-20.

⁵⁰ Micah Zenko, "The Myth of the Indispensable Nation", *Foreign Policy*, 6 November 2014, [<http://foreignpolicy.com/2014/11/06/the-myth-of-the-indispensable-nation/>], 23 May 2017.

⁵¹ Hillary Rodham Clinton, *A Conversation with U.S. Secretary of State Hillary Rodham Clinton*, Council on Foreign Relations, 8 September 2010, [<https://www.cfr.org/event/conversation-us-secretary-state-hillary-rodham-clinton-2>], 24 May 2017.

was the Obama administration's reluctance to unilaterally invade Ukraine and install a new government, as the neo-conservative approach may have advocated.

Though there are indeed important distinctions between these two post-Cold War approaches, it is important to highlight the considerable fungibility of liberal imperialists and neo-conservatives. Few careers exemplify this better than that of Assistant Secretary Nuland. David Rieff⁵² takes note of this in his article *Obama's Liberal Imperialism*:

[Nuland] was Deputy Secretary of State Strobe Talbott's chief of staff during the Clinton administration, principal deputy foreign-policy advisor to Vice President Cheney and then ambassador to NATO under George W. Bush, and first State Department spokesperson and then Assistant Secretary of State for European Affairs under Barack Obama.

Since the end of the Cold War (and possibly even earlier), the careers of advocates of either foreign policy approach have been remarkably impervious to the party affiliations and foreign policy nuances of subsequent presidential administrations. Again, probably no clearer example of this exists than Assistant Secretary Nuland, whose husband, Robert Kagan, is an arch neo-conservative associated with many Republican leaders. In short, if there is an ideological war raging between the advocates of these two post-Cold War approaches, neither side is likely to win as there is far too much fraternizing with the enemy.

Three Key U.S. Interests in Ukraine

According to Mearsheimer,⁵³ based on its liberal imperialist approach, the three key interests of the U.S. during the Ukraine Crisis were to shift Ukraine's economic, political, and security orientation westward. Economically, the aim was to ensure that Ukraine further integrated with

⁵² David Rieff, "Obama's Liberal Imperialism", *National Interest*, 11 February 2014, [<http://nationalinterest.org/commentary/obamas-liberal-imperialism-9861?page=2>], 24 May 2017.

⁵³ The University of Chicago, *John Mearsheimer: UnCommon Core: The Causes and Consequences of the Ukraine Crisis*, YouTube video, 25 September 2015, [<https://www.youtube.com/watch?v=JrMiSQAGOS4>], 6 February 2017.

the E.U. and other Western financial institutions. This would bring Ukraine deeper into the West's largest economic bloc and increase its financial dependency on the West. Politically, the aim was initially to provoke a new Orange Revolution, ostensibly with loyalty to the democratic process in mind. That this provoked a coup against a democratically elected president instead is secondary to the fact that the "winner" was pro-West and thus more amenable to U.S. interests. The security-based interest was, of course, NATO expansion, which had already been underway but then gained more traction following the coup,⁵⁴ much to the chagrin of the Russian government.

The greatest obstacle to these interests was, of course, President Yanukovich once he pivoted towards Russia, thereby costing him U.S. loyalty. With President Yanukovich gone, the process of orienting Ukraine westward in these three areas has become more assured, though to varying degrees. Of the three aims, NATO accession is by far the most dangerous because of the very real risk that the Article 5 guarantee of collective defense may be tested. If the frozen conflicts in the Donbass were to suddenly heat up again, then what was once a proxy war largely consigned to the Ukrainian-Russian border could become a direct war involving many states. Therefore, with the Russo-Georgian War in mind, NATO expansion to Ukraine should give the West greater pause.

For the Russian government, the constant expansion of NATO is obviously of great concern, as NATO is, at its core, a military alliance whose principal de facto adversary is still located in Moscow. Since the fall of the Berlin Wall, a convoluted historical debate has emerged over whether the West ever explicitly promised the Soviets/Russians not to expand NATO eastward.⁵⁵ While there is no such written agreement in existence, former Soviet leader Mikhail Gorbachev has called NATO expansion into Eastern Europe "a violation of the spirit of the statements

⁵⁴ North Atlantic Treaty Organization, *Relations with Ukraine*, 8 December 2015, [http://www.nato.int/cps/en/natolive/topics_37750.htm], 6 February 2017.

⁵⁵ Uwe Klußmann, Matthias Schepp, Klaus Wiegrefe, "NATO's Eastward Expansion: Did the West Break Its Promise to Moscow?", *Spiegel*, 26 November 2009, [<http://www.spiegel.de/international/world/nato-s-eastward-expansion-did-the-west-break-its-promise-to-moscow-a-663315.html>], 6 February 2017.

and assurances made to us in 1990.”⁵⁶ And yet NATO seems to know no bounds in Eastern Europe: it has expanded eastward in two big stages—one in 1999 and another in 2004—with stated plans for further expansion in Georgia in addition to Ukraine. As Noam Chomsky quipped, “the implication [of the above broken promise] is that if you’re dumb enough to accept a verbal, gentleman’s agreement with the United States, that’s your problem.”⁵⁷

Realism as a Prudent Counter-Approach

With hindsight granting observers 20/20 vision, the ouster of President Yanukovich shows that the economic, political, and security interests of the U.S. have been largely successfully met, though at the cost of rupturing Ukraine’s fragile democratic precedent, an event which precipitated both the Russian annexation of Crimea and the frozen conflicts in pro-Russian separatist regions of the Donbass. Moreover, the fulfillment of these interests engendered a total breakdown of the 1994 Budapest Memorandums on Security Assurances, which were explicit promises agreed to by the U.S., Russia, and the U.K. to respect the territorial, political, and economic independence and sovereignty of Ukraine.⁵⁸ Given that the liberal imperialist approach prioritizes U.S. dominance, the ends nevertheless justified the means.

However, from the point of view of other international relations approaches, particularly the realist approach, there were major flaws with the liberal imperialist approach. Many realists like Mearsheimer are, in fact, opposed to NATO expansion,⁵⁹ because although it may be morally justifiable (largely on the absolutist liberal grounds that the U.S. is good

⁵⁶ Maxim Korshunov, “Mikhail Gorbachev: I am against all walls”, *Russia Beyond the Headlines*, 16 October 2014, [http://rbth.com/international/2014/10/16/mikhail_gorbachev_i_am_against_all_walls_40673.html], 6 February 2017.

⁵⁷ Noam Chomsky, *Noam Chomsky discusses Ukraine and Russia*, YouTube video, 14 December 2014, [<https://www.youtube.com/watch?v=7-IKRsmCx4E>], 6 February 2017.

⁵⁸ Council on Foreign Relations, *Budapest Memorandums on Security Assurances, 1994*, [<http://www.cfr.org/nonproliferation-arms-control-and-disarmament/budapest-memorandums-security-assurances-1994/p32484>], 5 December 1994.

⁵⁹ Richard K. Betts, “The Realist Persuasion” in *The National Interest*, no. 139, 2015, p. 54.

and Russia is bad), such an act does not prudently weigh the consequences in terms of national interests and survival.⁶⁰ The “categorical morality”⁶¹ of the realist approach rejects both liberal imperialism and neo-conservatism, as these display greater disregard for the prudent cost-benefit analyses key to realism. Therefore, as mentioned above, pushing to expand NATO’s Article 5 for collective defense to countries which have had very recent military tensions with Russia (i.e. Georgia and Ukraine) is something that should be avoided.

Secretary Kissinger, another prominent realist, similarly rejects the liberal imperialist approach taken in Ukraine because it disregarded both the internal issues of this “cleft country,” and its special character in the Russian mind.⁶² A more prudent foreign policy in Ukraine, former Secretary Kissinger argues, would consider examining the possibility of some cooperation between the West and Russia in a militarily nonaligned Ukraine. This would respect the nascent development of Ukrainian identity and acknowledge Russia as the great power that it is. To provoke the overthrow of Ukraine’s inchoate democracy, as the self-assured liberal imperialist approach did, failed on both of these levels and destabilized international order in the process.

In contrast to prudent realism, the liberal imperialist approach of the U.S. ultimately proved to be too blinded by its own self-righteousness to maintain loyalty to Ukraine’s political sovereignty, and the fallout from this has created a seemingly unbridgeable schism between the U.S. and Russia. In former Secretary Kissinger’s own words, the “most fundamental problem of politics ... is not the control of wickedness but the limitation of righteousness.” Those who are convinced of their moral superiority, former Secretary Kissinger’s words suggest, are more apt to make imprudent decisions based on their absolutist convictions, something responsible statesmen should seek to forestall by reconciling what is just with what is possible.⁶³

⁶⁰ Hans J. Morgenthau, *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace*, 7th Edition, revised by Kenneth W. Thompson, W. David Clinton, New York: McGraw-Hill, 2006, p. 12.

⁶¹ Richard K. Betts, “The Realist Persuasion” in *The National Interest*, no. 139, 2015, pp. 47-48.

⁶² Jacob Heilbrunn, “The Interview: Henry Kissinger”, *The National Interest*, 19 August 2015, [<http://nationalinterest.org/feature/the-interview-henry-kissinger-13615?page=2>], 5 February 2017.

⁶³ Robert D. Kaplan, *The Coming Anarchy: Shattering the Dreams of the Post Cold War*, New York: Random House, 2001, pp. 134-137.

In a similar vein, Hans Morgenthau noted that “to know that nations are subject to the moral law is one thing, while to pretend to know with certainty what is good and evil in the relations among nations is quite another.”⁶⁴ In Morgenthau’s view, the supreme virtue of politics is not to apply universal moral principles to states in the abstract. Instead, the embodiment of political morality comes through the prudent weighing of consequences with consideration to “the concrete circumstances of time and place.”⁶⁵ Unfortunately, the post-Cold War approaches of the U.S. have “studiously neglected political and diplomatic history,” as they have failed to regulate the present, failed to see the future, and forgotten the past.⁶⁶ The latter is especially true in the case of Russia, whose long-term strategic goals were ignored, even just five years after they were clearly manifested in the Russo-Georgian War.

Crimea is one of Russia’s long-term strategic interests that needs to be remembered when weighing the consequences of actions in Ukraine. A Russian parliamentarian and political scientist made that clear as recently as May 2017, when he warned at the Bratislava Global Security Forum that Moscow could resort to using nuclear arms to defend Russia’s interests if forces led by the U.S. or NATO intervened in Crimea or eastern Ukraine.⁶⁷ It should come as no surprise that Russia would be willing to go to extreme measures to defend these regions given their importance to Russia’s past, present, and future.

The naval station at Sevastopol, Crimea, is of immense strategic importance to Russia, which lacks an abundance of warm-water ports. Through the annexation of Crimea, Russia can better entrench itself as a regional force that, along with its naval station in Syria, now has greater mobility and influence in the Black Sea and in the Mediterranean. There is a strong emotional connection to Crimea as well. Sevastopol was founded in

⁶⁴ Hans J. Morgenthau, “Morgenthau (1948)”, in Howard L. Williams and Moorhead Wright (eds.), *A Reader in International Relations and Political Theory*, 1993, Canada: UBC Press, p. 199.

⁶⁵ Hans J. Morgenthau, *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace*, 7th Edition, revised by Kenneth W. Thompson, W. David Clinton, New York: McGraw-Hill, 2006, p. 12.

⁶⁶ David M. Jones, M. L. R. Smith, “Return to reason: reviving political realism in western foreign policy” in *International Affairs*, vol. 95, iss. 5, 2015, p. 948.

⁶⁷ Tom O’Connor, “Russia Conflict with NATO and U.S. would immediately result in nuclear war, Russian lawmaker warns”, *Newsweek*, 30 May [http://www.newsweek.com/russia-politician-nuclear-weapons-us-nato-crimea-617613], 31 May 2017.

1783 by Russian Empress Catherine the Great, who formally annexed Crimea the following year.⁶⁸ From 1853 to 1856, the Crimean War was waged, with the final siege on Sevastopol resulting in a stinging Russian defeat.⁶⁹ From the first census of the Russian Empire in 1897 to the most recent Ukrainian census in 2001, the Russian population in Crimea has grown from a plurality to a majority of nearly 60%.⁷⁰ Ultimately, to ignore the emotional and strategic importance of Crimea in the Russian mind would likely be catastrophic.

Conclusion

This research project has sought to frame the foreign policy of the U.S. during the early stages of the Ukraine Crisis within the novel context of loyalty. Loyal opposition, as practiced by political parties within mature democratic governments, provides a useful moral context for pointing out the hypocrisy of U.S. foreign policy which, in either of its post-Cold War manifestations, prioritizes loyalty to U.S. interests over loyalty to democratic processes—even when those interests are purportedly to “spread liberal democracy.” Each section of this research project has been composed with specific aims in mind which, when considered as a whole, hopefully constitute a persuasive case.

The introduction (in part I) provided general background knowledge regarding Ukraine’s particularly precarious position as a “borderland” between east and west. As a cleft country, Ukraine has challenges facing it on multiple fronts. Some (though surely not all) of the most salient challenges include its political, economic, and security realities. Politically, since the fall of the Soviet Union, Ukraine has developed tumultuous hybrid regimes

⁶⁸ Carolyn Harris, *When Catherine the Great Invaded the Crimea and Put the Rest of the World on Edge*, *Smithsonian*, 4 March 2014, [<http://www.smithsonianmag.com/history/when-catherine-great-invaded-crimea-and-put-rest-world-edge-180949969/>], 16 January 2017.

⁶⁹Crimea Historical Society, *Crimean War 1853-1856*, no date, [<http://www.crimeahistory.org/crimean-war/>], 20 June 2017.

⁷⁰ All Ukrainian Population Census, *Autonomous Republic of Crimea*, 2001, [<http://2001.ukrcensus.gov.ua/eng/results/general/nationality/Crimea/>], 16 January 2017.

⁷¹ Gus Lubin, “How Russians Became Crimea’s Largest Ethnic Group, In one Haunting Chart”, *Business Insider*, 16 March 2014, [<http://www.businessinsider.com/crimea-demographics-chart-2014-3>], 16 January 2017.

that are prone to sudden oscillations and rampant corruption. Economically, cash-strapped Ukraine is caught in an economic proxy war between Russia and the West. As for security, Ukraine represents a potentially catastrophic final frontier between an ever-expanding NATO and a resurgent Russia. In light of all of these challenges facing Ukraine, and due to the nature of U.S. foreign policy, the country was and still is a geopolitical powder keg waiting to ignite.

The literature review (also in part I) referenced historical and contemporary luminaries closely associated with the traditions of loyal power-sharing and loyal opposition. This literature review provided the necessary context in which to judge the loyalty of U.S. foreign policy, and helped the author develop a basic set of standards by which to judge the “loyalty” of democratic states’ foreign policies. The intention was to later put this set of standards to the test in a case study involving the foreign policy approach of the U.S. during the Ukraine Crisis.

Part two began by providing the methodology for this qualitative research, which included four principle research questions whose answers helped determine whether or not the U.S. played the role of the “loyal opposition state” during the Ukraine Crisis. A democratic “loyal opposition state” that practiced what it preached would, when held to the same standards that opposition parties face when confronted with rival incumbent parties, have behaved in a way that was “constructive, responsible, and bounded by loyalty to fundamental interests and principles” germane to democracy and political sovereignty. Anything short of this would constitute disloyalty.

To the first question posed in the methodological section about whether President Yanukovich was legitimately elected, this research has shown that the answer is affirmative, as evidenced by the election practices which took place and the wide-scale international recognition of his 2010 mandate. Regardless of the faults of the ensuing regime, this research therefore asserts that, when judged by the standards expected of a loyal opposition party, any state which sought to undermine President Yanukovich’s mandate would have been disloyal to Ukrainian democracy. Second, in answer to the question of whether President Yanukovich’s ouster was a coup, this research asserts that it indeed was, and that any foreign democratic state which aided in such an undemocratic regime change

would be guilty of disloyalty. Third, as for the question regarding the extent of U.S. involvement in said coup, this research asserts that it was significant both before and after the regime change took place. Finally, in answer to the fourth question concerning whether the U.S. was definitively disloyal to Ukrainian democracy, this research shows that it was from fairly early on. Thus, the research herein shows that the U.S. failed to act as a “loyal opposition state” when judged by the standards expected of a loyal opposition party.

The subsequent section outlined the contemporary foreign policy approaches taken by the U.S., what loyalties these approaches prioritized, and what a more prudent foreign policy approach would have prioritized instead. The post-Cold War foreign policy approaches of the U.S.—liberal imperialism and neo-conservatism—were shown to prioritize U.S. dominance through the spread of liberal democracy, with the first doing so multilaterally and the second doing so unilaterally. These approaches were shown to have been byproducts of a euphoric post-Cold War U.S. convinced of its moral superiority. The lack of prudent statecraft practiced by states guided by a sense of self-righteousness was then contrasted with the realist approach, which favors a more responsible balance between what is just and what is possible. Therefore, as the stakes in Ukraine were extremely high on account of Russia’s considerable interests there, the morally self-assured foreign policy approach taken by the U.S. during the Ukraine Crisis was dangerous, irresponsible, and ultimately disloyal to Ukraine’s fragile democracy and political sovereignty.

Research Limitations

There are a few key limitations to this research worth mentioning. First, it is difficult to know exactly how all events played out during the Euromaidan, as well as the intentions of each actor involved. This leaves many of the events and influences behind them open to conjecture. For example, Senator McCain’s early expression of support for “a peaceful transition” of power is hazy as to its intentions. Was he advocating a peaceful transition of power in the following year’s presidential elections or a transition by any means necessary? Admittedly, the safest way forward would be to conjecture based on Senator McCain’s foreign policy track

record, which skews strongly neo-conservative. Still, there is no way to know for certain.

Similarly, does Assistant Secretary Nuland's outreach to the U.N., and then later to the E.U., in order "to help glue this thing" make the U.S. a less culpable player in the ill-fated deal with President Yanukovich, or was said outreach simply a multilateral mask for U.S. interests? Lacking omniscience and the power of instant replays for these and other cases, the author of this research has chosen to wield Occam's Razor and assume that the simplest, most obvious explanations are likely to carry the most explanatory power. Given Secretary Nuland's track record (and consideration of the E.U.), the author believes the assumptions made in this research are reasonable.

Lastly, the author acknowledges that the application of a tradition of loyalty found within democratic governments to their foreign policies is obviously not an apples-to-apples comparison, nor is it intended to be. The intention behind this application has been to highlight the discordance between the U.S. government's internal and external practices, and to show that when a state guided by hidebound moral convictions has its foreign policy subjected to its own domestic standards for loyalty to democracy, that foreign policy is likely to fall short. Self-reflection of this sort is sorely missing from much of U.S. foreign policy, something this research has hoped to rectify.

Bibliography:

Books:

1. Bazaluk, Oleg (2016), *Corruption in Ukraine: Rulers' Mentality and the Destiny of the Nation, Geophilosophy of Ukraine*, Blazhevych, Tamara (trans.), Newcastle upon Tyne: Cambridge Scholars Publishing, Chapter 4.
2. Conradi, Peter (2017), *Who Lost Russia? How the World Entered a New Cold War*, London: Oneworld Publications, 254-255.

3. Davidson, Lawrence (2007), "One-Dimensional Men: Neoconservatives, Their Allies and Models", in Michael Thompson (ed.), *Confronting the New Conservatism: The Rise of the Right in America*, New York: New York University Press, 250.
4. Grigas, Agnia (2017), *The New Geopolitics of Natural Gas*, Cambridge: Harvard University Press, 190.
5. Kaplan, Robert D. (2001), *The Coming Anarchy: Shattering the Dreams of the Post Cold War*, New York: Random House, 134-137.
6. Morgenthau, Hans J. (1993), "Morgenthau (1948)", in Williams, Howard L. and Wright, Moorhead (eds.), *A Reader in International Relations and Political Theory*, Canada: UBC Press, 199.
7. Morgenthau, Hans J. (2006), *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace, 7th Edition*, revised by Thompson, Kenneth W.; Clinton, W. David, New York: McGraw-Hill, 12.
8. Murray, Douglas (2006), *Neoconservatism: Why We Need It*, New York: Encounter Books, 95.
9. Way, Lucan (2015), *Pluralism by Default: Weak Autocrats and the Rise of Competitive Politics*, Baltimore: John Hopkins University Press, 78, 86, 88.

Articles and Academic Journals:

1. Betts, Richard K. (2015), "The Realist Persuasion" in *The National Interest*, no. 139, 48-54.
2. Heilbrunn, Jacob (19 August 2015), "The Interview: Henry Kissinger", *The National Interest*, [<http://nationalinterest.org/feature/the-interview-henry-kissinger-13615?page=2>], 5 February 2017.
3. Hudson, John (18 June 2015), "The Undiplomatic Diplomat", *Foreign Policy*, [<http://foreignpolicy.com/2015/06/18/the-undiplomatic-diplomat/>], 4 April 2017.
4. Jones, David M.; Smith, M. L. R. (2015), "Return to reason: reviving political realism in western foreign policy" in *International Affairs*, vol. 95, iss. 5, 948.
5. Kerwick, Jack (2013), "The Neoconservative Conundrum" in *Modern Age*, vol. 55, nos. 1-2, 8-9.

6. Lobe, Jim (2016), "American Neoconservatives: A History and Overview" in *Washington Report on Middle East Affairs*, vol. 35, iss. 3.
7. Mearsheimer, John J. (2011), "Imperial by Design" in Rosenthal, Justine A. (ed.), *The National Interest*, no. 111, 16.
8. Mearsheimer, John J. (18 August 2014), "Why the Ukraine Crisis Is the West's Fault", *Foreign Affairs*, [<https://www.foreignaffairs.com/articles/russia-fsu/2014-08-18/why-ukraine-crisis-west-s-fault>], 5 February 2017.
9. Rieff, David (11 February 2014), "Obama's Liberal Imperialism", *National Interest*, [<http://nationalinterest.org/commentary/obamas-liberal-imperialism-9861?page=2>], 24 May 2017.
10. Zenko, Micah (6 November 2014), "The Myth of the Indispensable Nation", *Foreign Policy*, [<http://foreignpolicy.com/2014/11/06/the-myth-of-the-indispensable-nation/>], 23 May 2017.
11. Winters, Isaiah (1 July 2018), "Applying the Loyal Opposition Tradition to Foreign Policy: A U.S.-Ukraine Case Study" in *Studia Europaea*, vol. 63, iss. 1, 235-250.

Online Sources:

1. "Agreement on the Settlement of Crisis in Ukraine – full text" (21 February 2014), *The Guardian*, [<https://www.theguardian.com/world/2014/feb/21/agreement-on-the-settlement-of-crisis-in-ukraine-full-text>], 4 April 2017.
2. All Ukrainian Population Census (2001), *Autonomous Republic of Crimea*, [<http://2001.ukrcensus.gov.ua/eng/results/general/nationality/Crimea/>], 16 January 2017.
3. Baker, Luke (12 February 2010), "EU welcomes Ukraine's Yanukovich", *Reuters*, [http://uk.reuters.com/article/uk-ukraine-election-west-idUKTRE61B2F720100212?feedType=RSS&feedName=topNews&utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+Reuters%2FUKTopNews+%28News+%2F+UK+%2F+Top+News%29&utm_content=Google+International], 3 April 2017.

4. Chomsky, Noam (14 December 2014), *Noam Chomsky discusses Ukraine and Russia*, YouTube video, [<https://www.youtube.com/watch?v=7-IKRsmCx4E>], 6 February 2017.
5. Chomsky, Noam (15 April 2015), “Noam Chomsky: We’re facing a new Cold War”, *Salon*, [http://www.salon.com/2015/04/15/noam_chomsky_were_facing_a_new_cold_war_partner/], 5 February 2017.
6. Clinton, Hillary R. (8 September 2010), *A Conversation with U.S. Secretary of State Hillary Rodham Clinton*, Council on Foreign Relations, [<https://www.cfr.org/event/conversation-us-secretary-state-hillary-rodham-clinton-2>], 24 May 2017.
7. Council of Europe (8 February 2010), *Run-off confirms that Ukraine’s presidential election meets most international commitments*, [<http://assembly.coe.int/nw/xml/News/News-View-EN.asp?newsid=2753&lang=2>], 5 February 2017.
8. Council on Foreign Relations (5 December 1994), *Budapest Memorandums on Security Assurances, 1994*, [<http://www.cfr.org/nonproliferation-arms-control-and-disarmament/budapest-memorandums-security-assurances-1994/p32484>], 16 January 2017.
9. Crimea Historical Society (no date), *Crimean War 1853-1856*, [<http://www.crimeahistory.org/crimean-war/>], 16 January 2017.
10. ENEMO (18 January 2010), *Ukrainian Presidential Elections: ENEMO Election Day Findings Preliminary Report*, [https://www.ndi.org/files/ENEMO_Report_on_the_2010_Presidential_Election_in_Ukraine.pdf], 5 February 2017, 1.
11. ENEMO (8 February 2010), *Ukrainian Presidential Elections: ENEMO Election Day Findings Preliminary Report*, [https://www.ndi.org/files/ENEMO_Report_Ukraine_Presidential_Runoff.pdf], 5 February 2017, 1.
12. Government of Canada (15 February 2010), *Statement by the Prime Minister of Canada*, [<https://www.canada.ca/en/news/archive/2010/02/statement-prime-minister-canada-513099.html?=&wbdisable=true>], 3 April 2017.
13. Guardian Staff and Agencies (15 December 2013), “John McCain tells Ukraine protesters: ‘We are here to support your just cause’”, *The Guardian*, [<http://www.theguardian.com/world/2013/dec/15/john-mccain-ukraine-protests-support-just-cause>], 6 February 2017.

14. Harris, Carolyn (4 March 2014), *When Catherine the Great Invaded the Crimea and Put the Rest of the World on Edge*, Smithsonian, [<http://www.smithsonianmag.com/history/when-catherine-great-invaded-crimea-and-put-rest-world-edge-180949969/>], 16 January 2017.
15. "IMF Survey: Ukraine Unveils Reform Program with IMF Support" (30 April 2014), *IMF News*, [<https://www.imf.org/external/pubs/ft/survey/so/2014/new043014a.htm>], 7 April 2017.
16. Klußmann, Uwe; Schepp, Matthias; Wiegrefe, Klaus (26 November 2009), "NATO's Eastward Expansion: Did the West Break Its Promise to Moscow?", *Spiegel*, [<http://www.spiegel.de/international/world/nato-s-eastward-expansion-did-the-west-break-its-promise-to-moscow-a-663315.html>], 6 February 2017.
17. Korshunov, Maxim (16 October 2014), "Mikhail Gorbachev: I am against all walls", *Russia Beyond the Headlines*, [http://rbth.com/international/2014/10/16/mikhail_gorbachev_i_am_against_all_walls_40673.html], 6 February 2017.
18. Lubin, Gus (16 March 2014), "How Russians Became Crimea's Largest Ethnic Group, In one Haunting Chart", *Business Insider*, [<http://www.businessinsider.com/crimea-demographics-chart-2014-3>], 16 January 2017.
19. Marcus, Jonathan (7 February 2014), "Ukraine crisis: Transcript of leaked Nuland-Pyatt call", *BBC*, [<http://www.bbc.com/news/world-europe-26079957>], 6 February 2017.
20. Morrison, David (9 May 2014), "How William Hague Deceived the House of Commons on Ukraine", *Huffington Post*, [http://www.huffingtonpost.co.uk/david-morrison/ukraine-william-hague_b_4933177.html], 5 February 2017.
21. Neff, Blake (23 May 2014), "Putin says US backed a coup d'état in Ukraine", *The Hill*, [<http://thehill.com/policy/international/207053-putin-says-us-backed-a-coup-in-ukraine>], 5 February 2017.
22. North Atlantic Treaty Organization (1 April 2014), *Statement by NATO Foreign Ministers*, [http://www.nato.int/cps/en/natohq/news_108501.htm], 8 April 2017.

23. North Atlantic Treaty Organization (8 December 2015), *Relations with Ukraine*, [http://www.nato.int/cps/en/natolive/topics_37750.htm], 6 February 2017.
24. O'Connor, Tom (30 May 2017), "Russia Conflict with NATO and U.S. would immediately result in nuclear war, Russian lawmaker warns", *Newsweek*, [<http://www.newsweek.com/russia-politician-nuclear-weapons-us-nato-crimea-617613>], 31 May 2017.
25. OPORA (18 January 2010), *Election Day Report of Civil Network OPORA*, 2010, [https://www.ndi.org/sites/default/files/OPORA_Report_on_the_2010_Presidential_Election_in_Ukraine.pdf], 5 February 2017.
26. OSCE (18 January 2010), *Ukraine's presidential election meets most international commitments*, [<http://www.osce.org/odihr/elections/51830>], 5 February 2017.
27. OSCE (8 February 2010), *Run-off confirms that Ukraine's presidential election meets most international commitments*, [<http://www.osce.org/node/51888>], 5 February 2017.
28. Risen, James (8 December 2015), "Joe Biden, His Son and the Case Against a Ukrainian Oligarch", *The New York Times*, [<https://www.nytimes.com/2015/12/09/world/europe/corruption-ukraine-joe-biden-son-hunter-biden-ties.html>], 7 April 2017.
29. Saakashvili, Mikheil (16 November 2016), "Why Ukraine Is Losing the War on Corruption", *The New York Times*, [<https://www.nytimes.com/2016/11/17/opinion/why-ukraine-is-losing-the-war-on-corruption.html>], 10 April 2017.
30. Schlanger, Zoe (10 March 2014), "The American Who Dared Make Putin's Case", *Newsweek*, [<http://europe.newsweek.com/american-who-dared-make-putins-case-231388?rm=eu>], 5 February 2017.
31. Sindelar, Daisy (11 May 2014), "Was Yanukovich's Ouster Constitutional?", *Radio Free Europe Radio Liberty*, [<https://www.rferl.org/a/was-yanukovichs-ouster-constitutional/25274346.html>], 5 February 2017.
32. "Stratfor: Ukraine Coup Plotted by US Over Russian Stance on Syria" (19 December 2014), *Sputnik*, [<https://sputniknews.com/politics/201412191016024377/>], 5 February 2017.

33. The University of Chicago 2015 (25 September 2015), *John Mearsheimer: UnCommon Core: The Causes and Consequences of the Ukraine Crisis*, YouTube video, [<https://www.youtube.com/watch?v=JrMiSQAGOS4>], 4 February 2017.
34. U.S. Department of Justice (8 November 2013), *Constitution of Ukraine*, [https://www.justice.gov/sites/default/files/eoir/legacy/2013/11/08/c_onstitution_14.pdf], 5 February 2017.
35. U.S. Department of State (31 January 2014), *Bureau of European and Eurasian Affairs: Travel to Germany, Greece, Cyprus, Czech Republic, and Ukraine, January 31 – February 7*, [<https://2009-2017.state.gov/p/eur/221073.htm>], 13 April 2017.
36. U.S. Department of State (7 February 2014), *Bureau of European and Eurasian Affairs: Press Conference*, [<https://2009-2017.state.gov/p/eur/rls/rm/2014/feb/221468.htm>], 13 April 2017.
37. Vanden Heuvel, Katrina (25 November 2014), “Rethinking the cost of Western intervention in Ukraine”, *Washington Post*, [https://www.washingtonpost.com/opinions/katrina-vanden-heuvel-rethinking-the-cost-of-western-intervention-in-ukraine/2014/11/25/b92f8496-741a-11e4-9c9f-a37e29e80cd5_story.html], 5 February 2017.
38. White House, Office of the Press Secretary (11 February 2010), *Readout of the President’s call with President-elect Yanukovych of Ukraine*, [<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/readout-presidents-call-with-president-elect-yanukovych-ukraine>], 3 April 2017.
39. Zakaria, Fareed (1 February 2015), “Interview with President Barack Obama”, *CNN*, [<http://transcripts.cnn.com/TRANSCRIPTS/1502/01/fzgps.01.html>], 7 April 2017.

US GEOPOLITICAL INTERESTS AND REGIONAL SECURITY IN CENTRAL ASIA

Assel Zholbarysova*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2018.2.13

Published Online : 2018-12-31

Published Print : 2018-12-31

Abstract

This article is aimed at developing and analyzing the strategic concerns of the main geopolitical powers in the Central Asian region. The author concludes that the specialty of the Central Asia is a beneficial geopolitical location and great amount of nature resources that makes the region an object of world powers' geopolitical interests. The main actors in the Central Asia are Russia, China and the USA. They have an influence on political processes inside of the region, realizing their own strategies.

Keywords: Central Asia, Russia, the USA, China, geo-politics, geo-strategy.

As the famous Kazakh researcher Murat Laumulin notes, "The geopolitics and geo-strategy of the United States of America are truly global in nature and affect virtually on all the regions, on any state on the planet. The region of Central Asia is not an exception. In general, American

* Assel Zholbarysova is PhD candidate, Faculty of European Studies, Babes-Bolyai University of Cluj-Napoca, on the field of Political Science, with focus on the geopolitical interests of USA in Central Asian region. She holds Bachelor degree in International Relations (2009-2013) and a Master at the same specialty (2013-2015) from the Eurasian National University, Astana, Kazakhstan. Contact: asel__92@mail.ru

policy in Central Asia is part of a more general Eurasian strategy of the United States, affecting the Caspian and Caucasus regions, Russia, Afghanistan, the Middle East, South Asia and China in addition to the Central Asian region"¹.

The main factors influencing the implementation of the US foreign policy strategy in the Central Asian region are considered, namely "the Eurasian strategy as part of the US global strategy aimed at preserving the United States' dominance in the world as a geopolitical force was characterized and will be characterized by the following consecutive steps. These include the consolidation in the Caucasus and the Caspian region, the inclusion of Georgia and Azerbaijan in NATO, the withdrawal of Armenia from under Russian influence; completion of the BTC project. With regard to the implementation of the strategy in 2004-2006 there was an increase in pressure on Iran, there were attempts to replace the existing regime; expansion of the military-political presence in Central Asia.

The main competitors for Central Asia are traditionally considered to be the three world powers: China, the Russian Federation and the United States of America. Each of the three states is interested in consolidating their presence in the region and reducing the level of influence of competitors.

The main feature of the region is significant raw materials. Central Asian countries produce gold, precious, non-ferrous, rare-earth metals, hydrocarbons, etc. Thus, the explored reserves of gas in Central Asia make up about 7% of all the explored reserves in the world and oil is 2.7%. In Kazakhstan, about 25% of the world's uranium reserves are located and 8% of the world's production is produced, which places Kazakhstan at the 4th place in the world for uranium mining. At the same time, Uzbekistan is on the fifth. In addition, Uzbekistan ranks second in the world in export of cotton fiber and 6th in its production².

US policy in Central Asia is one of the parts of a more general US strategy called the Eurasian one, which, in addition to the Central Asian region, also includes the Caspian and Caucasus regions of Russia,

¹ Murat Laumulin, "Central Asia and the West: New Geopolitical Realities" in *Kazakhstan in Global Processes* no. 2, 2004, p. 96-97.

² G. K. Iskakova, "Regional Security in Central Asia and the Strategy of Russia, the United States and China" in *PolitBook* no. 4, 2014, p. 11.

Afghanistan, China, South Asia and the Middle East. In even more general terms, this Eurasian strategy is an integral part of the US global strategy aimed at preserving America's dominance in the global financial and economic systems, expanding US geopolitical influence, consolidating military superiority, controlling the Islamic world (through combating "international terrorism") and also containment of potential competitors in the person of the Russian Federation and the People's Republic of China.

In 2005, a geopolitical project called "Greater Central Asia"³ was presented in the United States, according to which Washington intended to form a unified military-strategic space consisting of the Central Asian and Afghanistan, later to join the GCA with such a project "The Great Middle East". The goal of the GCA project was the withdrawal of the region from the influence of the Russian Federation and China, as well as the accession of Afghanistan to the region, which would allow the country to move closer to more democratic and stable states of Central Asia, as well as to protect it from the negative influence of Pakistan and Iran.

In the activity of the USA in Central Asia in the framework of the "Greater Central Asia" project, the following activities are in priority: promoting the development of regional trade, transport infrastructure in the region, energy; the region's entry into the world financial structures under the auspices of the West led by the United States; transformation of the GCA into an important transport hub for the transit of raw materials and goods; promoting the development of the agrarian sector of the economy at the expense of industrial development.

There is an opinion that one of the factors of the US presence in the region is the need to overcome OPEC's monopoly in oil pricing, the creation of the so-called free oil market and the increasing importance of US oil companies. At the same time, the transportation of Caspian hydrocarbons to the United States is a costly project and therefore unprofitable, but US companies are successfully transporting Caspian oil to Europe⁴.

³ Frederick Starr, *In Defense of Greater Central Asia*, U.S.A., Washington, D.C.: Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program – A Joint Transatlantic Research and Policy Center, September 2008, p. 3.

⁴ Murat Laumulin, "US Strategy and Policy in Central Asia" in *Central Asia and the Caucasus* no. 4(52), 2007, p. 60.

After 2014, the United States of America introduced a new strategy for the development of the region "New Silk Road", involving the unification of Afghanistan and the states of Central Asia with the more economically developed states of South Asia⁵. At the same time, participation in the process of Russia, China and Iran is as limited as possible. The project involves the formation of a transport corridor from Southeast Asia to Europe bypassing Russia, completely excluding participation in it both the Northern Sea Route and the Trans-Siberian Railway. Thus, according to the authors of the project, Russia and China will for several decades fall out of the process of rapprochement with the Central Asian states. However, experts believe that such an idea is unrealizable, since even from a geographical point of view, the region is forced to contact and develop economic ties with its closest neighbors such as Russia and China⁶.

In addition, there is a point of view according to which the US is generally more rational to leave the region, which will save considerable financial resources. Researcher Daniel V. Drezner relies on the fact that, firstly, already implemented projects such as the launching of the Baku-Ceyhan pipeline did not strengthen the US position in Central Asia, one power in the region can't be fully hegemony in the region and the region is significantly remote geographically⁷.

Nevertheless, the US is not in a hurry to leave Central Asia, moreover, Washington is taking a number of efforts to consolidate its position in the region and prevent the transition of Central Asia to the monopoly influence of Russia or China.

From a geopolitical point of view, Russia's strategic orientation toward military-strategic cooperation with the West and the constant containment of Russia's geopolitical ambitions are important elements of the US strategy in Eurasia; the beginning of the formation of a strategic partnership with India; deterrence of China as a geopolitical force, the

⁵ Younkyoo Kim, Fabio Indeo, "The new great game in Central Asia post 2014: The US "New Silk Road" strategy and Sino-Russian rivalry" in *Communist and Post-Communist Studies*, Vol. 46 (2), June 2013, pp. 275-286.

⁶ N. Mozgovaya, *United States can't forget about Central Asia after the withdrawal of troops from Afghanistan*, [<http://www.golosameriki.ru/a/csis-mankoff/1598062.html>].

⁷ V.N. Zemskov, "The US strategy in Central Asia" in *Bulletin of MGIMO University* no. 2(29), 2013, p. 31.

beginning of confrontation with the PRC on a geopolitical scale (2010-2020)"⁸.

Western interests also depend on how active the other two largest powers are in the neighborhood such as Russia and China. There are indications that both countries have drawn their attention to the region, which can be judged from their obvious (in the case of Russia's veiled) economic introduction to Kazakhstan, as well as regional initiatives, such as the Shanghai Cooperation Organization, the presentation in 2005 of a new pipeline to the west of China and the 5 + 1 initiative put forward by Japan⁹.

In 1997, the highest state official in the administration of B. Clinton, Deputy Secretary of State S. Talbot made a policy statement on American policy towards Central Asia. He made it clear that America does not seek domination in this region; its goal is to prevent others from establishing domination or fighting for influence¹⁰.

On the current state of geopolitical interests and priorities of the main players in the region, we can talk about the basis of the results of an expert poll. The analysis showed that USA interests and actions to develop energy resources in the region, in contrast to Russia and China, prevail over other problems. At the same time, experts believe that security issues in Central Asia are not a priority for the United States for some reasons.

First, the geographical factor plays a role here, remoteness of the region from the American continent.

Secondly, the expectations of the Central Asian countries that the United States will take up the problem of the region, after the events of September 11, 2001, were not realized, since the USA were occupied with other international problems related to the Iraq war, with nuclear issues in Iran and North Korea and disagreements with their European allies over Iraq.

⁸ Murat Laumulin, "Central Asia in a Foreign Political Science and World Geopolitics, Foreign Policy and Strategy of the United States at the Present Stage and Central Asia, Almaty: KISI under the President of the Republic of Kazakhstan, Vol. 2, 2006, pp. 197-198.

⁹ "Kazakhstan: Dialogue with the West" in G. Manyatis and A. Alimzhanov (ed.), Almaty: PF "Perspective", 2005, pp. 29-30.

¹⁰ E. Rumer, "USA and Central Asia after September 11" in *Russia and the Muslim world*, no. 11 (137), 2003, pp. 93-95.

US analysts suggest changing the US strategy in the Central Asian region on the basis that growing anti-American sentiments are one of the reasons for the revision of current American public diplomacy towards Central Asia. According to the latest recommendations, the US should continue the geopolitical separation of the Central Asian region from the Caucasus. Central Asia is closer to the Middle East and South-East Asia and the Caucasus is closer to Europe. Further, the US must go beyond the view that the Caspian is a critical point for ensuring the security of Eurasia. Caspian resources are important only for the energy market.

Another promising area of American foreign policy in the region is the development of nationally oriented civil societies in Central Asia. According to most analysts, the US should support the protection of human rights and other aspects that can resonate with public opinion. This, in turn, will allow for some time to create the basis for political movements capable of acting as a functional opposition to the ruling regimes.

In the implementation of their strategy, the US is encountering resistance from both the states of the region, protesting for natural reasons, outside pressure on their own internal competence and external actors – primarily Russia, China and to some extent, the European Union.

To realize its strategic and geopolitical goals, the United States uses methods and tools that are not new, but nevertheless are considered to be effective by the White House. These include economic assistance, ideological pressure and in special cases, special operations, political provocations and sabotage: the artificial organization of political crises, support and financing of opposition and etc.

In relation to the states of Central Asia, the US uses such important levers to exert political pressure as accusations of human rights violations, criticism of the authoritarian nature of local regimes, demands to democratize existing regimes, allegations of corruption; rendering or cutting financial, economic, military, technical and humanitarian assistance.

At the same time, as a universal instrument for implementing such a policy in the post-Soviet space, the military-political leadership of the alliance began actively using the mechanisms for the development of international military cooperation within the framework of the Partnership for Peace (PFP) program, which NATO has been implementing since

January 1994¹¹. Officially, the PFP aims to expand and intensify political and military cooperation, increase stability, reduce the threat to peace and strengthen relations by creating an atmosphere of commitment to practical cooperation and the democratic principles of the North Atlantic alliance¹².

Under the PFP, the partner countries, participating in specific programs, cooperate with NATO on several levels, consistently increasing their integration with NATO structures. These programs include: The Individual Partnership Program (IPP), which provides for a wide range of activities for which the Partner State wishes to build relations with NATO; The Program for Process Planning and Analysis (PARP), which assesses the compliance of the defense sphere partner state to NATO standards. In parallel, the structures of the national Armed Forces create peacekeeping units that participate, including in NATO operations in Afghanistan and Iraq; The Individual Partnership Action Plan (IPAP), which covers specific activities for the integration of the Partner State into NATO. For Partners States that intend to deepen relations with NATO, a Cooperative Action Plan for the Establishment of Defense Institutions (PAP-DIB) is also being developed, within which concrete defense reforms are proposed¹³.

The development of cooperation within the PFP allows solving the problem of access of American troops to the regional theaters of military operations, so necessary for conducting current future operations. In addition, the military exercises under the auspices of the partnership will facilitate the transfer of the armed forces and the countries that have joined it to NATO standards which will strengthen the potential for joint military action by the United States and its allies.

US researcher E. Rumer notes: "After September 11, the United States assumed the role of the leading power and "security manager" of Central Asia. After 10 years of conscious distancing from its problems, there are all signs of a long-term US military presence in the region. The regimes of the Central Asian states undoubtedly benefited from the

¹¹ Philip H. Gordon, *NATO's Transformation: The Changing Shape of the Atlantic Alliance*, Boston: Rowman and Littlefield Publishers, Inc., 1997, p. 94.

¹² Murat Laumulín, Fatima Kukeeva, *The foreign policy strategy of the Obama administration and US policy in the post-Soviet space*, Textbook. Allowance, Almaty: KazNU, 2012, p. 122.

¹³ Ingo Peters, *New Security Challenges: the Adaptations of International Institutions ...*, Munster: Lit Verlag, 2016, p. 147.

appearance of Americans. The situation changed with the emergence of Americans in Central Asia, displacing both Russia and China from the positions of the dominant powers in the region and providing the Central Asian leaders with room for maneuver in relation to Moscow and Beijing”.

By 2006 the period of unstable balance of forces that had been established since the end of 2001 when after the launch of the anti-terrorist campaign in Afghanistan, the United States, Russia, China, to some extent Iran and the EU countries agreed on the delimitation of spheres of influence and responsibility in the Central Asian region. These arrangements were largely closed. They were based on the fact that the US presence in Central Asia after the events of September 2001 became a reality. For the interests of Russia and China it was extremely important to limit the ability of the USA to expand its presence and influence. In fact, at the end of 2001, the USA very effectively implemented the first stage of political implementation in Russia's zone of responsibility in Central Asia which directly affected the interests of China and Iran.

However, both in Afghanistan and among the newly independent states of Central Asia the US presence did not translate into political influence mainly because of the need to negotiate with Iran and Russia in Afghanistan and Russia in Central Asia. Accordingly, the US ability to influence the situation in the region and manage it was very limited, which did not meet the strategic interests of Washington for which the control over Central Asia was necessary to exert pressure simultaneously on China and Russia at the points most vulnerable to them.

The opinion on this question is expressed by professor of political science of George Mason University (USA) M. Katz: “Obviously, great powers have their own both competing and common interests in the Central Asian countries (Kazakhstan, Kyrgyzstan, Uzbekistan, Tajikistan and Turkmenistan). America, Russia and China are competing against each other in the struggle for oil and pipelines from Central Asia. Cooperation between the four great powers on the problem of oil and pipeline routes from Central Asia is at the minimum level. However, they jointly oppose the growth of Islamic extremism in Central Asia. Each individual state

must recognize that others also have legitimate interests in the region, and therefore all must take these circumstances into account"¹⁴.

That is, not only when the five former Soviet republics of Central Asia agree, the economic interests and security of the great powers depend on Russia, China, the USA and Europe and also depend on the position of other states. However, the solution of common problems through closer integration with great difficulty is making its way. The region continues to accumulate dangerous conflict potential and the statements of the ruling circles on joint struggle against threats and challenges are mostly declarative¹⁵.

Multifaceted cooperation of the USA with the countries of the region is an important factor for the development of Central Asia and ensuring regional security, including in the field of countering contemporary threats and challenges. Washington, in cooperation with various international financial organizations, not only supports the efforts of the Central Asian states in the field of regional integration, but also acts as the initiator of various programs to deepen regional cooperation in trade, transport and energy¹⁶.

At the same time, Central Asian countries are close to major hotbeds of tension and are experiencing a destabilizing influence from outside as well as from within - from extremist groups that hide behind the flag of Islamic fundamentalism. It is also significant that Pakistan and India, possessing nuclear weapons, have been in a state of confrontation for several decades. In a complex relationship with the USA, Israel and some other countries are neighboring Iran. In China, it is necessary to note the actions of the separatists: The Uighur Islamic Movement of East Turkestan is included in the list of terrorist organizations in August 28, 2002. In Tajikistan the consequences of the war remain with the forces of the armed opposition of the Islamic sense who keep in touch with the leadership of the Taliban movement in Afghanistan and terrorist Al-Qaida organizations

¹⁴ M. N. Katz, "Russian-Iranian Relations: Functional Dysfunction" in *Mideast Monitor*, Vol. 4 (1).

¹⁵ S. Isabaeva, "The Central Asian Pie" in *Focus*, 13 May 2009, p. 9.

¹⁶ M. Ashimbayev, "Cooperation with the US and the national interests of Kazakhstan" in M. Ashimbayev (ed.), *Kazakhstan and the USA: the state and prospects of bilateral cooperation*, Almaty, 2006, p.7.

and the World Jihad Front. There remains the threat of instability on the part of Afghanistan and drug trafficking from its territory¹⁷.

In general, Central Asia is a politically an unstable region. At present, the interests of independent states in the region are often mutually exclusive. Central Asia is a knot of contradictions, in which problems in various spheres are sharply intertwined: disputes over water resources, many latent conflicts, political turbulence, ethnic and interstate contradictions. The high conflict of the region is expressed in the fact that an aggravation of one problem can pull the aggravation of the remaining problems listed above.

The origins of modern problems lie in the following reasons:

- Uneven distribution of water resources (Tajikistan and Kyrgyzstan are rich in water resources and dependent countries are Kazakhstan and Uzbekistan);

- Low level of economic interaction between the countries of the region;

- Rivalry for regional leadership between two largest states of the region (Kazakhstan and Uzbekistan).

The main threats for the region are:

- Drug trafficking;

- The unstable situation in Afghanistan;

- Terrorist threats;

- Growth of Islamization;

- Socio-economic instability;

- The lack of a coherent policy on the part of Russia¹⁸.

Thus, if all these factors are exacerbated, which represent a significant threat to regional security in the region; it is difficult to avoid any negative consequences.

Researcher R. Burnashev identified in the security system of Central Asia a "global level", consisting of global forces (Global level power),

¹⁷ I. Prokofiev, "On the balance of geopolitical interests in Central Asia" in M. Ashimbayev and J. Mennuti (ed.), *Cooperation of Central Asian countries and the USA on ensuring security in the region*, Almaty: IMEP, 2005, pp. 34-36.

¹⁸ "Forecast by scenario of the development of situation in Central Asia after the withdrawal of coalition forces from Afghanistan", 2014-2024, [http://russiancouncil.ru/inner/?id_4=1870#top], 27 May 2013.

which due to the peculiarities of the modern system of international relations can play a significant role in Central Asia. These include the US and the European Union. Although their involvement in sub-regional processes is small, they create favorable or unfavorable external conditions for the sub-region and influence the formation of its internal structure.

Another “internal level” of security in Central Asia, defined by the fact that Central Asia, as a sub-region of weak states and authorities, leaves space for the actions of actors of a non-state type, shaping the dynamics of security at non-state levels and leaves the sub-region relatively open to external forces. Since the ability of the states of the sub-region to interact and enter into classical interstate rivalry is low and limited, security problems in the sub-region are more transnational than interstate. Of the “essential structures” of the regional security complex (deep structure of anarchy / hierarchy, polarity, amity / enmity pattern and boundaries), none was formed¹⁹.

In this regard, the results of the expert study on the question of the degree of influence of the United States of America on strengthening the national security of the countries of Central Asia have presented the following answers at the present stage.

The expert concludes, “Actions of the USA did not lead to the formation of an independent regional security complex in Central Asia, but an isolating education with the political and economic presence of the United States. Only if the United States significantly strengthens its presence in the sub-region can a scenario open in which Central Asia becomes the arena of a mixture of interregional and global rivalry”.

One of the most important spheres of interaction between the countries of Central Asia and the United States was the post-conflict arrangement of Afghanistan. According to American analysts, since it has always been beneficial for the Central Asian states to maintain balanced relations with major powers, they should be vitally interested in the success of American policy in this country.

In turn, the States are vitally interested in attracting the states of the region as economic partners and sponsors of Afghanistan. At the same

¹⁹ R. Burnashev, *Dynamics of the US presence in Central Asia: situation analysis based on the theory of a set of regional problems. US Policy in Central Asia*, Almaty: Central Asian Agency for Policy Studies, Friedrich Ebert Foundation in Kazakhstan, 2003, pp.57-58.

time, the United States is making a big bet on expanding regional cooperation (with the mandatory participation of Kabul).

During the consultations, American politicians and experts expressed concern over China's activation in Central Asia, in particular, the transition of Beijing's "excessive" economic influence to the political one. A certain alarm is caused by their "return" to Russia and Russian business in Central Asia. In this regard, the US is interested in ensuring that the activities of the SCO, which includes both the PRC and Russia, do not go beyond purely economic projects. In extremely acute form, Americans are beginning to say that the States in one form or another could take part in the activities of this organization.

In this regard, America's main task is to prevent the entry of its strategic adversary and rival - Iran into the ranks of this structure. Experts from Kazakhstan drew attention to the need to establish a full-fledged strategic dialogue between various international organizations (including the SCO and NATO, CSTO and NATO, the SCO and the OSCE and so on) in the sphere of ensuring regional security.

Not always the certain position of the USA concerning the region is partly due to the presence of two differently directed trends in the American political establishment and expert community. One part of politicians and experts is inclined to perceive Central Asia as a single region. The other, on the contrary, emphasizes the need for a differentiated approach. The result of this confrontation was an inconsistent policy, according to some political scientists. Near the end of the reign of the second administration of George W. Bush many specialists allowed themselves to speak even about America's "absence" in Central Asia²⁰.

During the Obama administration, the US retained considerable potential for intervention in the geopolitics of Eurasia. This concerns the continuing occupation of Afghanistan, shifting the center of gravity of military operations to Pakistan, threatening Iran, conducting subversive operations in the XUAR (Xinjiang Uygur Autonomous Region) of the PRC (as was the case in the summer of 2010), attempts to re-destabilize the post-

²⁰ M.E., Shaikhutdinov, Murat Laumulin, "On the Potomac and the Hudson" in *Kazakhstanskaya Pravda*, 15 May 2008, p. 5.

Soviet space by resuscitating the policy of “color revolutions”. All these factors directly affect the security and stability of Central Asia²¹.

In the long term, the transformation of the PRC into a regional power can have different effects on the US economy and security. Our two countries depend heavily on peace and stability in East Asia and are therefore interested in establishing joint bilateral relations. However, China must accompany the growth of its military power with greater openness in strategic intentions, in order to prevent friction in the APR²².

In 2011, there was an incident with the attack by an American plane of Pakistani military which led to the termination through Pakistan of cargo transit for the troops of the international coalition in Afghanistan and put the latter in an extremely difficult situation. As a result, the US and its allies began to negotiate with the states of Central Asia and Russia on the so-called Northern Route of Transportation. Naturally, in this connection, not only was the impression emerged of a certain dependence of the West on Russia as a key country in ensuring the transit of cargo for their troops, but also confirmed the idea of the inevitable withdrawal of Western troops from Afghanistan²³.

Therefore, Russia did its best to have reliable positions in Central Asia. It has strengthened its influence in the Collective Security Treaty Organization (CSTO). Attention should be drawn to the adoption in this organization in 2011 of the decision that the deployment of foreign bases can only be carried out with the general agreement of the participating countries.

In the organization, the forces of rapid collective response to internal political crises in these countries were created. Tashkent with great

²¹ George D. Schwab, Michael Rywkin, “Security and stability in Central Asia: differing interests and perspectives” in *Kazakhstan Institute for Strategic Studies under the President of the Republic of Kazakhstan*, [<http://kisi.kz/en/categories/geopolitics-and-international-affairs/posts/security-and-stability-in-central-asia-differing-intere>].

²² “Preserving of Global Leadership in the USA: Priorities for the Armed Forces in the XXI Century: A New Survey of US Defense Strategy”, [http://pentagonus.ru/publ/2012_g/sokhranenie_globalnogo_liderstva_ssha_prioritety_dlja_vooruzhjonnykh_sil_v_xxi_veke_2012_oficialnye_dokumenty/130-1-0-22200], 12 December 2016.

²³ S. Akimbekov, “The eternal struggle for Central Asia” in *the Center of Asia* no. 13-16, 2012, pp. 37-38.

reluctance at the time subscribed to these decisions, adopted after the events in Kyrgyzstan in the summer of 2010²⁴.

At present, for the realization of Washington's strategic interests, American experts call the course toward cooperation with Moscow in Central Asia, as well as the rejection of the previous US strategy aimed at isolating or ousting Russia from the region; support of the idea of the Central Asian "round table", i.e. dialogue at the highest level between the states of the region and their neighbors - the PRC, Russia, Turkey and Iran. In the field of energy policy, according to experts, the United States should not concentrate exclusively on known oil and gas transportation routes, support Russian and international projects, including those that can link the region to East Asia.

American long-term strategic interests in the Central Asian region are as follows:

- 1) Promoting the stabilization of the region through its democratization and involvement in the globalization process;
- 2) Preventing the acquisition of a "controlling stake" of political influence by any other power (Russia and China).

Destabilization, according to Washington, may have the following structure or components:

- 1) The threat of Iran's nuclear program;
- 2) The risk of socio-political destabilization of Pakistan and Afghanistan;
- 3) Escalation in the zone of the Indo-Pakistani conflict;
- 4) Non-participation of the United States in determining the status and distribution of resources of the Caspian Sea;
- 5) Greater involvement of Central Asia in the orbit of transnational terrorist groups and the transformation of the region into a base for extremist Islamist forces;
- 6) Increasing new challenges and threats (drug trafficking, illegal migration);

²⁴ "Obama is betting on Afghanistan",

[http://rus.ru/radio_broadcast/no_program/79945816/], 2 December 2009.

- 7) Proliferation of WMD (weapons of mass destruction) and lack of control over uranium ore reserves and available nuclear technologies.

Washington experts point to possible US roles that they could play in Central Asia:

- 1) A limited partner;
- 2) A hegemon;
- 3) A security manager.

They are inclined to believe that at present the USA should choose the role of a “security manager”, avoid becoming a hegemon and build its own policy taking into account the interests of Russia, China and Iran.

At the same time, the USA is unlikely to become the only dominant force in Central Asia: there are no prerequisites for this to happen. Real goals are energy security, proximity to the main focus with terrorism (Afghanistan and Pakistan), combating drug trafficking, arms and WMD (weapons of mass destruction) production technologies, promoting transparency in social and economic development - all this requires firm commitments. In addition, complex Russian-American relations can, at least in the short term, block US policy in this region.

Thus, since the United States pursues a global policy and is considered to be the main geopolitical player in Central Asia, they undoubtedly have their own interests in the region, which directly depend on the actions of other geopolitical players in the region and on the degree of stability. These factors make it possible to ensure the interests of the US in the post-Soviet space, which include: the prevalence in the world economy, the predominance of the military-strategic sphere, the spread of its geopolitical dominance in the region by limiting the influence of its rivals in the region and the fight against terrorism that helps to establish control the Islamic world.

At the same time, the problem of ensuring security in the region, conditioned by the fight against international terrorism has acquired a key importance in US policy, although the geopolitical interests of Washington were hidden under this slogan. Geopolitical domination is the US' top priority in the Central Asian region. In addition, the United States did not

prioritize security in the Central Asian region as the problems in other regions are the most significant for them.

Bibliography

1. "Kazakhstan: Dialogue with the West" in G., Manyatis and A., Alimzhanov (ed.), Almaty: PF "Perspective", 2005, 29-30.
2. "Obama is betting on Afghanistan" [http://rus.ru/radio_broadcast/no_program/79945816/], 2 December 2009
3. "Preserving Global Leadership in the US: Priorities for the Armed Forces in the 21st Century: A New Survey of US Defense Strategy", [http://pentagonus.ru/publ/2012_g/sokhranenie_globalnogo_liderstva_ssha_prioritety_dlja_vooruzhjonnykh_sil_v_xxi_veke_2012_oficialnye_dokumenty/130-1-0-2220/], 12 December 2016
4. "Scenario forecast of the development of the situation in Central Asia after the withdrawal of coalition forces from Afghanistan", 2014-2024 [http://russiancouncil.ru/inner/?id_4=1870#top], 27 May 2013
5. Akimbekov, S. (2012), "The eternal struggle for Central Asia" in the *Center of Asia* no. 13-16, 37-38.
6. Ashimbayev, M. (2006), "Cooperation with the US and the national interests of Kazakhstan", in M., Ashimbayev (ed.), *Kazakhstan and the USA: the state and prospects of bilateral cooperation*, Almaty, 7.
7. Burnashev, R. (2003), *Dynamics of the US presence in Central Asia: situation analysis based on the theory of a set of regional problems. US Policy in Central Asia*, Almaty: Central Asian Agency for Policy Studies, Friedrich Ebert Foundation in Kazakhstan.
8. D. Schwab, George; Rywkin, Michael "Security and stability in Central Asia: differing interests and perspectives" in *Kazakhstan Institute for Strategic Studies under the President of the Republic of Kazakhstan*, [<http://kisi.kz/en/categories/geopolitics-and-international-affairs/posts/security-and-stability-in-central-asia-differing-intere>].
9. Gordon, Philip (1997), *NATO's Transformation: The Changing Shape of the Atlantic Alliance*, Boston: Rowman and Littlefield Publishers, Inc.
10. Isabaeva, S. (2009), "The Central Asian Pie" in *Focus*, 9.

11. Iskakova, G. (2014), "Regional Security in Central Asia and the Strategy of Russia, the United States and China" in *PolitBook* no. 4, 11.
12. Katz, M. N. (2009), "Russian-Iranian Relations: Functional Dysfunction" in *Mideast Monitor*, 4 (1).
13. Kim, Younkyoo; Indeo, Fabio (2013), "The new great game in Central Asia post 2014: The US "New Silk Road" strategy and Sino-Russian rivalry" in *Communist and Post-Communist Studies*, Vol. 46 (2), 275-286.
14. Laumulin, Murat (2004) "Central Asia and the West: New Geopolitical Realities" in *Kazakhstan in Global Processes* no. 2, 96-116.
15. Laumulin, Murat (2007), "US Strategy and Policy in Central Asia" in *Central Asia and the Caucasus* no. 4(52), 60.
16. Laumulin, Murat (2006), *Central Asia in a Foreign Political Science and World Geopolitics, Foreign Policy and Strategy of the United States at the Present Stage and Central Asia*, Almaty: KISI under the President of the Republic of Kazakhstan.
17. Laumulin, Murat; Kukeeva, Fatima (2012), *Foreign policy strategy of the Obama administration and US policy in the post-Soviet space*, Textbook. Allowance, Almaty: KazNU.
18. Mozgovaya, N., *The United States can't forget about Central Asia after the withdrawal of troops from Afghanistan* [<http://www.golosameriki.ru/a/csis-mankoff/1598062.html>].
19. Peters, Ingo (2016), *New Security Challenges: the Adaptations of International Institutions ...*, Munster: Lit Verlag.
20. Prokofiev, I. (2005), "On the balance of geopolitical interests in Central Asia" in M., Ashimbayev and J., Mennuti (ed.), *Cooperation of Central Asian countries and the USA on ensuring security in the region*, Almaty: IMEP, 34-36.
21. Rumer, E. (2003), "USA and Central Asia after September 11th" in *Russia and the Muslim world* no. 11 (137), 93-95.
22. Shaikhutdinov, M.; Laumulin Murat (2008), "On the Potomac and the Hudson" in *Kazhkhstanskaya Pravda*, 5.
23. Starr, Frederick (2008), In *Defense of Greater Central Asia*, U.S.A., Washington, D.C.: Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program – A Joint Transatlantic Research and Policy Center.
24. Zemskov, V. (2013), "The US strategy in Central Asia" in *Bulletin of MGIMO University*, no. 2(29), 31.

AN ATTEMPT AT DIPLOMACY: HOW THE PURSUIT OF A NUCLEAR DEAL WITH IRAN AFFECTED THE UNITED STATES- ISRAEL RELATIONS

Anda Ghilescu*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2018.2.14

Published Online : 2018-12-31

Published Print : 2018-12-31

Abstract

This article follows the United States' pursuit of a comprehensive agreement with Iran over its nuclear program, by putting it in the context of U.S. – Israel relations. Firstly, it offers an overview of the highly contextual relations between Israel and Iran, in order to understand the historical evolution of their present-day rivalry. Secondly, it observes the Iranian regime under Mahmoud Ahmadinejad in the aftermath of George W. Bush's foreign policy actions, and the increased international focus on Iran's nuclear capabilities. Finally, the focus shifts from President Bush to President Obama and how his foreign policy priorities in the Middle East, particularly the dialogue with Iran, affected the relations with the Israeli government the closer the negotiators got to achieving a final nuclear agreement. This paper seeks to emphasize the interdependent character of the Iran-Israel-U.S. dynamics through the perspective of one of the most pressing regional and international concerns: Iran's nuclear program.

Keywords: Israel, United States, Iran, Nuclear Program, JCPOA

* Anda Ghilescu has a BA in International Relations and European Studies and is currently enrolled in the International Relations, Foreign Policy and Crisis Management MA program at the Faculty of European Studies, Cluj-Napoca. Contact: andaghilescu@gmail.com

1. How We Got Here: The Development of Relations between Israel and Iran

To say that Israel was welcomed in the international community of states with extreme distrust and dissatisfaction by neighboring states is an understatement. Following the adoption of Resolution 181(II) by the United Nations in November 1947, by which the hitherto Palestinian territories under a British Mandate would be partitioned into an Arab state, a Jewish state and the city of Jerusalem as a *corpus separatum*¹, the reactions from the Arab world to the creation of the state of Israel prefigured the oncoming wars and conflicts between the two. From the very beginning, the geopolitical has dictated Israel's development, as its very existence has been denied and fought against by regional states.

Iran, however, has had a somewhat less clear-cut attitude towards Israel. A non-Arab state, Iran was one of the eleven states in the United Nations Special Committee on Palestine (UNSCOP), tasked to propose a solution on the future of the territories in question. The concluding UNSCOP report contained the proposal for partition, which was accepted by a majority of the members, but Iran, along with India and Yugoslavia, were in disagreement with such a solution; instead, they formulated an alternative plan for the creation of a federal state, which "shall comprise an Arab state and a Jewish state."² Thus, when the partition plan was eventually voted upon in the General Assembly in November 1947, Iran was one of the thirteen states who voted against it.

And yet, despite the stark opposition to the existence of the state of Israel as part of a partition plan, Iran understood the strategic advantages of a possible alliance with a non-Arab state who maintained especially good relations with the West. Israel, in turn, recognized its own need for security by fostering good relations with a regional actor. What developed was not exactly a typical form of cooperation, but rather a tacit strategic

¹ General Assembly Resolution 181(II), *Resolution adopted on the report of the ad hoc Committee on the Palestinian Question*, A/RES/181(II) (29 November 1947), [[https://undocs.org/A/RES/181\(II\)](https://undocs.org/A/RES/181(II))], accessed on 16.10.2018

² UNSCOP, *Report to the General Assembly*, A/364 (3 September 1947), [<https://unispal.un.org/DPA/DPR/unispal.nsf/0/07175DE9FA2DE563852568D3006E10F3>], accessed on 16.10.2018

alliance that did not transfer to the public discourse. The nature of the alliance was predominantly “military, economic and intelligence”³-related.

From Iran’s point of view, maintaining close ties with Israel would strengthen its relations with the United States as well.⁴ However, such a cooperation need to be kept, as much as possible, under the radar of the Arab states in the region, lest it would trigger unwanted tensions. As Trita Parsi explains, “it behooved Iran to tread a path between overt hostility and overt alliance.”⁵ Israel’s perspective came to be defined as the *periphery doctrine*, a foreign policy strategy envisioned by Israel’s Prime Minister David Ben Gurion in the 1950s.⁶ Its core principle was to approach and develop good relations with non-Arab states as a means of protection against belligerent Arab states; unsurprisingly, Iran was one of those states.

The military and intelligence cooperation between Iran and Israel flourished for the rest of Mohammad Reza Shah’s rule in Iran, but began to experience some challenges once the Islamic revolution overthrew the pro-Western monarchic system in 1979. The rhetoric towards Israel changed dramatically; Iran cut diplomatic ties with Israel, as well as with Egypt soon after the two states signed a peace treaty in March 1979.⁷ Even so, the substance of the Israeli-Iranian cooperation persisted after 1979, especially in the context of the Iran-Iraq war. Despite the newly proclaimed ideology, Iran’s rivalry with its Arab neighbor provided the Islamic Republic a reason to heavily rely upon external supply of “modern military equipment.”⁸

³ Dalia Dassa Kaye, Alireza Nader and Parisa Roshan, *Israel and Iran: A Dangerous Rivalry*, RAND Corporation, 2011, p. 9

⁴ *Ibidem*, p. 11

⁵ Trita Parsi, *Treacherous Alliance: The Secret Dealings of Israel, Iran and the United States*, Yale University Press, 2008, p. 20

⁶ Yossi Alpher, *Periphery: Israel’s Search for Middle East Allies*, Rowman and Littlefield, 2015, p. 3

⁷ Semira N. Nikou, “Timeline of Iran’s Foreign Relations”, *United States Institute of Peace*, [<https://iranprimer.usip.org/resource/timeline-irans-foreign-relations>], accessed on 16.10.2018

⁸ Dalia Dassa Kaye, Alireza Nader and Parisa Roshan, *Israel and Iran: A Dangerous Rivalry*, RAND Corporation, 2011, p. 14

Indeed, as early as two years into the armed conflict, Western intelligence sources revealed that Iran was receiving military aid from Israel, as well as from the Soviet Union, Syria, and other states.⁹

The Gulf War (1990-91) was especially relevant for solidifying Iran's presence in the region and, simultaneously, worsening its relations with Israel. It is important to note that despite the decades-long strategic alliance, the Iranian political discourse had consistently been anti-Israeli, with successive generations of leaders refusing to recognize Israel's right to exist. Yitzak Segev, a former Israeli military attaché to Iran, explained the rhetoric as follows: "The moment that [the Shah] found out that all Arab countries are hostile against Israel, it was very good for him to continue to push all Arabs to be against Israel...Israel would be the subject that would take all the Arab anger [away from Iran]."¹⁰

The Iranian threats had never materialized into actions, but once Iraq ceased to be the more immediate menace in the region after the toppling of Saddam Hussein, the tensions between Iran and Israel became more tangible. Not only was Israel becoming increasingly anxious about Iran's extensive efforts to bolster its uranium enrichment program, but the two states have been engaged in a proxy war, most notably during the 2006 armed conflict between Israel and the Hizballah, an Iranian-backed militant group based in Lebanon. This proxy war in particular was a turning point in Iran-Israel relations, as Jalil Roshandel explains that it "did cause Israel to pause and regroup,"¹¹ deciding to shift the principal focus on the Iranian nuclear threat.

⁹ Leslie H. Gelb and Special To The New York Times, "Iran Said to Get Large-Scale Arms From Israel, Soviet and Europeans", *The New York Times*, March 8, 1982, [<https://www.nytimes.com/1982/03/08/world/iran-said-to-get-large-scale-arms-from-israel-soviet-and-europeans.html>], accessed on 16.10.2018

¹⁰ Interview with Yitzak Segev, Tel Aviv, October 17, 2004 *apud* Trita Parsi, *Treacherous Alliance: The Secret Dealings of Israel, Iran and the United States*, Yale University Press, 2008, p. 45

¹¹ Jalil Roshandel with Nathan Chapman Lean, *Iran, Israel, and the United States: regime security vs. political legitimacy*, First edition, Santa Barbara: Praeger, 2011, p. 113

2. The Nuclear Framework: Ahmadinejad and the United States between Bush and Obama

The Iranian nuclear program was revealed in August 2002, by the National Council of Resistance of Iran (NCRI); less than a year later, following an on-site inspection, the International Atomic Energy Agency (IAEA) acknowledged that Iran had violated the Nuclear Non-Proliferation Treaty.¹² The exposure of these rapid developments heightened Israel's security concerns, and "moved the Iran issue to political levels and to the public's attention."¹³

In this context, the regime led by Mahmoud Ahmadinejad following the 2005 presidential elections did anything but assuage Israel's anxiety regarding Iran's possible use of nuclear weapons. Ahmadinejad's public discourse was fiercely anti-Israeli, with infamous public appearances in which he threatened that the nation would be "eliminated"¹⁴, as well as many public instances in which he espoused and encouraged Holocaust denial.¹⁵ At the same time, the Iranian president seemed keen on continuing the development of a nuclear program. Interestingly, however, Ahmadinejad signaled willingness to also pursue a diplomatic approach with Europe and the United States regarding the issue, but only as long as "the minimum requirements expected by the Islamic Republic"¹⁶ were respected, which related to Iran's right to a peaceful use of nuclear energy.¹⁷

¹² Reuters, "Chronology of Iran's Nuclear Program", *The New York Times*, August 8, 2005, [<https://www.nytimes.com/2005/08/08/international/chronology-of-irans-nuclear-program.html>], accessed on 17.10.2018

¹³ Interview with former Israeli official, August 22, 2010, Herzliya *apud* Dalia Dassa Kaye, Alireza Nader and Parisa Roshan, *Israel and Iran: A Dangerous Rivalry*, RAND Corporation, 2011, p. 23

¹⁴ Louis Charbonneau, "In New York, defiant Ahmadinejad says Israel will be 'eliminated'", *Reuters*, September 24, 2012, [<https://www.reuters.com/article/us-un-assembly-ahmadinejad/in-new-york-defiant-ahmadinejad-says-israel-will-be-eliminated-idUSBRE88N0HF20120924>], accessed on 17.10.2018

¹⁵ Parisa Hafezi, Firouz Sedarat, "Ahmadinejad says Holocaust a lie, Israel has no future", in *Reuters*, September 18, 2009, [<https://www.reuters.com/article/us-iran/ahmadinejad-says-holocaust-a-lie-israel-has-no-future-idUSTRE58H17S20090918?rpc=64&sp=true>], accessed on 18.10.2018

¹⁶ Nazila Fathi, "Iran Warns Europeans to Respect Its Rights on Nuclear Program", *The New York Times*, July 24, 2005, [<https://www.nytimes.com/2005/07/24/world/middleeast/iran-warns-europeans-to-respect-its-rights-on-nuclear.html>], accessed on 19.10.2018

¹⁷ *Ibidem*.

Where was the United States situated in this uncertain dynamic? In the early years of Ahmadinejad's tenure, the Bush administration had already constructed a general foreign policy of unilateralism, with a focus on fighting terrorism through the states that supported terrorist networks. In this context, Iran was directly targeted as one of the states that comprised the "axis of evil,"¹⁸ but preventing Iran from developing nuclear weapons was not an explicit foreign policy goal of the Bush presidency.

The Bush administration focused its military efforts in Afghanistan and Iraq, the latter having the result of indirectly empowering Iran. Instead of intimidating (via force) or encouraging (via diplomacy) the Iranian regime to halt its nuclear advancements, Bush's policies provided the ideal circumstances in which its nuclear program could evolve;¹⁹ most importantly, the lack of genuine engagement with Ahmadinejad only reinforced those conditions. Because of the foreign policy context constructed by Bush's presidency, then, negotiations for a nuclear deal between Iran, the United States and Europe were very unlikely.

However, precisely because of its growing influence in the region, and considering Israel's security concerns, the need to engage with Iran on its nuclear program was becoming one of the most pressing issues of the West's relations with the Middle East. While the Bush administration had not made noticeable progress on the matter²⁰, one candidate in the 2008 American presidential elections made it a top foreign policy concern of his campaign.

From the outset, President Obama shaped his foreign policy objectives in terms of a reversal of many of George W. Bush's decisions in the Middle East, including the war in Iraq, as well as the Israeli-Palestinian

¹⁸ George W. Bush, "Bush State of the Union address", CNN, January 29, 2002, [<http://edition.cnn.com/2002/ALLPOLITICS/01/29/bush.speech.txt/>], accessed on 19.10.2018

¹⁹ As referenced to before, a weakened Iraq had already improved Iran's position of regional superiority after the Gulf War, but Bush's policies in Afghanistan and Iraq led to the removal of Iran's two main security concerns: the Taliban and Saddam Hussein's regime.

²⁰ That is not to say that attempts at negotiation were not made. The United States was involved during the 2006 talks between Iran and the European powers, but Trita Parsi argues that the American negotiators were not entirely keen on publicly compromising with the Iranian regime. Because of this, the negotiations were not likely to lead anywhere. For more, see Trita Parsi, *A Single Roll of the Dice: Obama's Diplomacy with Iran*, New Haven and London: Yale University Press, 2012, EPUB format, p. 24-5

peace process. The overarching framework of action around the Israel-Palestine conflict had two major tenets, which Dennis Ross, a former Middle East aide in the Obama administration, described as follows: “preventing the spread of nuclear weapons and transforming our relations with Muslim-majority countries.”²¹ Both of these objectives would clearly implicate Israel: the first by targeting so-called “rogue nations,”²² – particularly Iran – while the second contained the risk of unpredictability – would it prove to be a transformation of U.S. relations with Muslim states at the expense of its relations with Israel?

When considered from the perspective of U.S.-Iran relations, the answer to the question is seemingly *yes*. Right from the very beginning of his presidency, Barack Obama was keen on starting a direct dialogue with the Iranian government. This was part of the *dual-track approach*, which consisted of an “appropriate balance between talks and incentives [...] and hard-hitting sanctions;”²³ together, they would efficiently push for a solution to the nuclear threat posed by Iran.

Evidently, Israel would have a vital interest in following America’s foreign policy towards Iran and ensuring that Iran did not emerge empowered by the strategies pursued. The Obama administration acknowledged the importance of including Israel in their calculations, as Ross discloses the details of a meeting between President Obama and Israeli Prime Minister Netanyahu in May 2009.²⁴ When clarifying what the dual-track approach would imply, Obama made sure to alleviate Israel’s concerns that Iran would merely stall for time by agreeing to talk. He revealed that unless Iran made meaningful progress during the engagement phase by the end of the first year, the United States would change course and focus on sanctions. Additionally, he confirmed that the U.S. would be ready and willing to react militarily to the Iranian threat if it came to it.

²¹ Dennis Ross, *Doomed to succeed: the U.S.-Israel relationship from Truman to Obama*, First edition, New York: Farrar, Straus and Giroux, 2015, EPUB format, p. 350

²² *Ibidem*.

²³ Trita Parsi, *A Single Roll of the Dice: Obama’s Diplomacy with Iran*, New Haven and London: Yale University Press, 2012, EPUB format, p. 25

²⁴ Dennis Ross, *Doomed to succeed: the U.S.-Israel relationship from Truman to Obama*, First edition, New York: Farrar, Straus and Giroux, 2015, EPUB format, p. 371

Between the years 2009 and 2013, the changes that occurred in U.S.-Iran relations were monumental, considering that the two states had not had diplomatic relations since 1980. Only two days after Obama's presidential election victory, Mahmoud Ahmadinejad sent the President-elect a congratulatory letter²⁵, followed in the next few months by back-and-forth public displays of conciliatory and diplomatic tones between the two heads of state. However, in spite of such a promising rhetoric, Iran remained skeptical about the intentions behind America's gestures. There was, as Trita Parsi observes, a very clear distinction between *saying* and *doing*, which Iran relied heavily upon in their calculations: "At the same time that the Iranians were cautiously entertaining the possibility of change in U.S. foreign policy, they were increasingly preparing for it not to happen."²⁶

In other words, the inviting and open new approach of the Obama administration, profoundly different from that of the Bush administration, meant little to the Iranian regime; changes in public discourse had the appeal of domestic political gains for President Obama, especially when those changes were a drastic departure from his own predecessor's, but they did not guarantee that the new American administration had, indeed, a real interest in "strategic engagement"²⁷ with Iran, which would bring about concrete developments.

3. Enter Rouhani: A New Chance for Negotiations

What paved the way for the genuine possibility of dialogue was the presidential election in Iran of June 2013. Hassan Rouhani, the newly-elected President of Iran, was a promising moderate figure in the eyes of U.S. and European officials alike, having been one of the very few diplomats who managed to convince Supreme Leader Ali Khamenei to

²⁵ Nazila Fathi, "In Rare Turn, Iran's Leader Sends Letter to Obama", *The New York Times*, November 6, 2008, [<https://www.nytimes.com/2008/11/07/world/middleeast/07iran.html>], accessed on 21.10.2018

²⁶ Trita Parsi, *A Single Roll of the Dice: Obama's Diplomacy with Iran*, New Haven and London: Yale University Press, 2012, EPUB format, p. 50

²⁷ *Ibidem*, p. 51

conclude a nuclear agreement with the West back in 2003.²⁸ Once in office, President Rouhani readily expressed Iran's willingness to hold direct talks with the United States²⁹, although the leader called for his American counterparts to make the first step.³⁰

The stakes drastically changed for the United States. What had hitherto been hypothetical, promptly became a tangible opportunity to negotiate a nuclear agreement before the end of Obama's second term and thus, bring to completion one of his most valued foreign policy priorities. In the months following Iran's presidential election, there was a sense of urgency that had been largely absent during Ahmadinejad's rule, which was also reflected in the relations between the United States and Israel. As we shall observe, the closer the negotiators got to signing a final, comprehensive deal with Iran, the more the American and Israeli governments publicly clashed.

In this new context, Israeli Prime Minister Netanyahu conveyed a lack of enthusiasm regarding Hassan Rouhani's appeasing rhetoric to the United States. As the leaders of the world were preparing to hear the Iranian President's speech at the United Nations in New York on September 24, Netanyahu expressed his distrust in Iran's seriousness: "We will not be fooled by half-measures that merely provide a smoke screen for Iran's continual pursuit of nuclear weapons."³¹ What was needed, Netanyahu underlined, were actions that matched the words – a similarly skeptical approach that Ahmadinejad's regime had shown towards the Obama administration.

²⁸ Thomas Erdbrink, "President-Elect Stirs Optimism in Iran and West", *The New York Times*, July 26, 2013, [<https://www.nytimes.com/2013/07/27/world/middleeast/president-elect-stirs-optimism-in-iran-and-west.html>], accessed on 21.10.2018

²⁹ Michael R. Gordon, "Iran Is Said to Want Direct Talks With U.S. on Nuclear Program", *The New York Times*, July 26, 2013, [<https://www.nytimes.com/2013/07/26/world/middleeast/iran-is-said-to-want-direct-talks-with-us-on-nuclear-program.html>], accessed on 21.10.2018

³⁰ Thomas Erdbrink, "Iran's New President Calls for Nuclear Talks Without Rejecting Direct U.S. Role", *The New York Times*, August 6, 2013, [<https://www.nytimes.com/2013/08/07/world/middleeast/irans-new-president-says-nuclear-talks-could-succeed.html>], accessed on 21.10.2018

³¹ Jodi Rudoren, "As the New Iranian Leader Gets a Warm Reception, Israel Calls for Caution", *The New York Times*, September 25, 2013, [<https://www.nytimes.com/2013/09/25/world/middleeast/israel-continues-to-sound-alarm-on-iranian-overture.html>], accessed on 21.10.2018

4. The Road to a Nuclear Deal: The Geneva Interim Agreement

In order to better understand the following developments in the multilateral relations between Israel, Iran and the United States, it is essential to grasp how Israel understands the Iranian threat and why negotiating with this particular enemy is not even considered as an option. For decades, Israel has been the major nuclear player in the Middle East, despite the government's assumed policy of "strategic ambiguity,"³² meaning that it has neither denied nor confirmed its nuclear capabilities. However, the nuclear supremacy that Israel has in the region has not been and cannot be contested.

For Iran to acquire nuclear weapons, it would not only be of extreme danger to Israel because of its possible use by the Iranian regime; it is, in fact, just as dangerous for Iran to be close to reaching the stage of producing nuclear weapons because of how regional dynamics would be affected and, thus, how Israel's dominant position would be challenged. A former Israeli Deputy Minister of Defense puts it simply: "They don't have to use [a nuclear bomb]; the fact that they have it is enough."³³

Moreover, the emergence of a new nuclear power – such as Iran – would also alter the way the United States and Israel interacted, as it would "acquire strategic significance in the Middle East at the expense of Israel."³⁴ Considering President Obama's foreign policy priorities, it is not hard to see how Israel was reading the international context at the time as detrimental and quite dangerous to Israel's position and national security. By merely agreeing to negotiations with Iran, the United States was signaling a recognition of Iran's power to become Israel's equal in terms of nuclear significance in the near future.

Eventually, and in spite of Israel's dissatisfaction, discussions did begin in October 2013 between Iran and the P5+1 countries (France, Russia, United States, United Kingdom, China and Germany) in Geneva, Switzerland, and the representatives agreed to meet once again on

³² Rory McCarthy, "Israel's nuclear capability and policy of strategic ambiguity", *The Guardian*, May 23, 2010, [<https://www.theguardian.com/world/2010/may/23/israel-nuclear-capability-strategic-ambiguity>], accessed on 22.10.2018

³³ Trita Parsi, *A Single Roll of the Dice: Obama's Diplomacy with Iran*, New Haven and London: Yale University Press, 2012, EPUB format, p. 38

³⁴ *Ibidem*.

November 7 and 8.³⁵ It is right before the second round of talks began that Dennis Ross recounts meeting with Prime Minister Netanyahu, who had just been on a phone call with President Obama. Netanyahu's apprehension over Iran had reached a new high, as an interim agreement "was suddenly on the brink of happening"³⁶ in Geneva, contrary to the briefing³⁷ of the status of the talks that his team had received. The phone call was intended to prepare and convince Netanyahu on the advantages of a possible deal being concluded soon, but it was unsuccessful.

And yet, Iran and the P5+1 states did announce the signing of a deal later in November, which came to be known as the Joint Plan of Action or the Geneva interim agreement. Under it, sanctions against Iran's petrochemical exports, auto industry, gold and precious metals were suspended and the reduction of Iran's crude oil sales was paused.³⁸ In return, Iran agreed to some limitations over its own nuclear activities – such as not enriching uranium over 5% for the following six months, as well as allowing enhanced monitoring by the International Atomic Energy Agency.³⁹ It was a breakthrough both for the foreign policy of the Obama administration and for U.S.-Iran relations since 1979.

For Israel, however, the Geneva accord was nothing short of a disappointment. In a Cabinet meeting shortly after the announcement, Prime Minister Netanyahu described it as a "historic mistake" and explained that "sanctions have been given up in exchange for cosmetic Iranian concessions that can be cancelled in weeks."⁴⁰ The concern regarding the

³⁵ Michael R. Gordon, "After Talks on Iran's Nuclear Program, Officials Highlight the Positive", *The New York Times*, October 16, 2013, [<https://www.nytimes.com/2013/10/17/world/middleeast/iran-nuclear-talks.html>], accessed on 22.10.2018

³⁶ Dennis Ross, *Doomed to succeed: the U.S.-Israel relationship from Truman to Obama*, First edition, New York: Farrar, Straus and Giroux, 2015, EPUB format, p. 369

³⁷ According to Dennis Ross, Susan Rice, who was Obama's national security advisor, had denied authorizing the Israelis on the real status.

³⁸ *Full Text of Iran-5+1 agreement in Geneva*, Islamic Republic News Agency, November 24, 2013, [http://www.irna.ir/en/News/80918859/Politic/Full_text_of_Iran-5_1_agreement_in_Geneva], accessed on 22.10.2018

³⁹ *Ibidem*.

⁴⁰ *PM Netanyahu on the Geneva agreement*, Jerusalem: Israel Ministry of Foreign Affairs, November 25, 2013, [<http://mfa.gov.il/MFA/PressRoom/2013/Pages/PM-Netanyahu's-remarks-at-the-start-of-the-weekly-Cabinet-meeting-24-Nov-2013.aspx>], accessed on 22.10.2018

interim deal was that it did not strip Iran of its nuclear capabilities and allowed it to keep its 11,000 centrifuges already operating for the following six months, during which the negotiations were supposed to continue to reach a final agreement. Therefore, getting so little out of Iran's nuclear program in exchange for suspension of a set of sanctions, the Israeli thinking went, does nothing else but relieve "the pressure that brought Iran to the table"⁴¹ in the first place.

Simultaneously, the ongoing tensions between the United States and Israel, which had developed during the Obama administration, only deepened with the signing of the Geneva interim agreement. The White House had clearly prioritized Iran over other affairs in the Middle East; Israel, for its part, had just witnessed an American administration who proved to be unpredictable and hesitant in its behavior towards regional allies in the context of the Arab Spring, particularly during the overthrow of Egypt's President Mubarak⁴² and during the Syrian "red line"⁴³ episode. Both of these instances robbed the Israeli government of the chance to correctly predict the changes in American behavior, and instead, left Israel cautious of American commitment to its interests and security. Despite numerous assurances from the U.S. that Iran would not emerge empowered by a nuclear deal, the fact remained that Israel's confidence in the Obama administration was put to test once more.

⁴¹ *Ibidem*.

⁴² Referring to President Obama's firm call for the Egyptian President to step down in 2011 amid growing pressure and protests from the Egyptian population to do so. In the Arab world, this was largely perceived as the Obama administration abandoning a long-time ally such as Mubarak, underlining a conditionality of the United States with its Middle Eastern allies. Naturally, Israel perceived it as a signal of unreliability.

⁴³ Referring to a famous episode in Obama's foreign policy repertoire, when President Obama sought Congress authorization to respond with force to a critical chemical weapons attack during the Syrian civil war in 2013. Only a year before, President Obama had established that the use of chemical weapons in Syria represented a red line that, if crossed, would be assuredly followed by a swift American military response.

5. The Final Nuclear Agreement: JCPOA and the Rift with Israel

The height of the strained relationship that grew between the United States and Israel over the Iranian nuclear threat was the historic address that Prime Minister Netanyahu gave to the U.S. Congress in March 2015, just a few weeks before the Israeli legislative elections.

At the invitation of House Speaker John A. Boehner and without prior coordination with the White House,⁴⁴ Netanyahu addressed both houses of Congress on the perils of concluding a nuclear deal with Iran. He warned of the drawback of an agreement which would allow Iran to retain “a vast nuclear infrastructure,”⁴⁵ the unreliability of inspections and the danger of lifting sanctions in about a decade that would “pave Iran’s path to the bomb.”⁴⁶ The White House responded by dismissing Netanyahu’s remarks, as he had not “offered any viable alternatives”⁴⁷ on dealing with the Iranian nuclear threat.

The speech was the most visible damage that U.S.-Israel relations had suffered during Obama’s presidency. Whatever public clashes the two leaders had previously been involved in, the fact that Prime Minister Netanyahu chose to confront the diplomatic policy towards Iran that the U.S. had so strongly maintained for close to two years, in front of the American Congress, sent a very strong message to the Obama administration. More specifically, it conveyed that the rift did not involve nor extend to the entire American government, but rather, to the members of the administration, including the President himself, who had fiercely chosen to follow a compromise with Iran.

In this way, only the specific policy of pursuing talks with Iran on its nuclear program was attacked, but President Obama, along with his surrounding advisors, were more powerfully singled out. Furthermore, the

⁴⁴ Dennis Ross, *Doomed to succeed: the U.S.-Israel relationship from Truman to Obama*, First edition, New York: Farrar, Straus and Giroux, 2015, EPUB format, p. 391

⁴⁵ Benjamin Netanyahu, “PM Netanyahu’s speech to a joint session of the US Congress”, *Israel Ministry of Foreign Affairs*, March 3, 2015, [<http://mfa.gov.il/MFA/PressRoom/2015/Pages/PM-Netanyahus-speech-to-Congress-3-March-2015.aspx>], accessed on 22.10.2018

⁴⁶ *Ibidem*.

⁴⁷ Stephen Collinson, “Bad relationship gets worse for Obama, Netanyahu”, *CNN*, March 4, 2015, [<https://edition.cnn.com/2015/03/03/politics/netanyahu-speech-analysis-congress/index.html>], accessed on 22.10.2018

address to Congress acted as a forceful reminder that Obama's strategy faced fierce internal opposition as well, emphasized by the invitation of the House Speaker and the loud signals of approval from members of Congress that echoed through the room during Netanyahu's speech.

A few weeks after the controversial address, Iran, the European Union and the P5+1 countries convened in Lausanne, Switzerland, to conclude a framework that would allow a final agreement to be detailed. Finally, after a new round of negotiations, the Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA) was revealed on July 14, 2015. Under the JCPOA, Iran agreed to several restrictions on its nuclear program, such as cutting down its number of centrifuges for enriching uranium, while also limiting enrichment to 3.7% (compared to the 20% level of enrichment that Iran had maintained until then).⁴⁸ The implementation of those measures was to be done under the inspection of International Atomic Energy Agency, who would be allowed access to Iran's nuclear sites and verify suspected covert facilities.⁴⁹ In turn, depending on the successful implementation of the agreement, U.N. and some E.U. sanctions, together with secondary U.S. sanctions, would be terminated.

In the end, for all its attempts to re-direct the attention of the United States on the dangers of a nuclear deal, Israel was still not able to halt the advancement of a comprehensive nuclear agreement with Iran. The clashes between the Obama administration and the Netanyahu government over Iran reached unprecedented highs the closer the negotiators got to a final deal.

Conclusions

The relation between the United States and Israel has always gone beyond the strictly bilateral alliance between the two states; it has always consisted of thorough considerations on Israel's neighbors and regional stability. Similarly, the United States-Iran relations have also been driven

⁴⁸ William J. Broad and Sergio Peçanha, "The Iran Nuclear Deal – A Simple Guide", *The New York Times*, January 15, 2015, [<https://www.nytimes.com/interactive/2015/03/31/world/middleeast/simple-guide-nuclear-talks-iran-us.html>], accessed on 22.10.2018

⁴⁹ *Ibidem*.

by strategic calculations, as the American foreign policy has always contextualized the importance of Iran in the region. In the past few decades, the three states have become increasingly conjoined, and an American policy towards either of the two rivals must balance the interests, concerns and threats deriving from both Israel and Iran.

Barack Obama was the first American President to capitalize on the Iranian nuclear threat as a major priority of his foreign policy agenda. Perhaps an unusual choice for a presidential candidate who wishes to win the upcoming elections, this goal to commence a dialogue with Iran was, actually, favorable in the context of his predecessor's actions in the foreign policy area. President Obama's approach had been very much Arab world-centric from the very beginning, and while the relation with Israel was not directly targeted, Israel would gradually feel how contextually defined its alliance with this new American administration actually was.

Therefore, President Obama's decisive position on the most efficient manner in which to respond to the Iranian nuclear threat put the interests of the United States in direct contrast with those of Israel. The time before Hassan Rouhani's election was one of relative understanding between the two states, largely due to the fact that the opportunity to pursue a nuclear deal had not yet materialized, but also because the Obama administration seemed more responsive to the worries of the Israeli government regarding hypothetical negotiations.

However, the moment talks began between Iran and the P5+1 states, the conduct of the United States revealed an administration which dedicated itself completely to the goal of concluding a nuclear agreement with Iran, even if it came at the expense of the already-strained relationship with Israel. Progress occurred at a faster rate than Israel was comfortable with, but precisely because of this, Obama could not risk endangering the development of the negotiations only to strike an unrealistic balance between his interests and those of Israel.

Since 2015, however, the situation has drastically changed with the new Trump administration. His foreign policy has materialized in stark contrast to the one during the Obama administration. The rhetoric is not only visibly much closer to Israel's interests and expectations, but it also returns to a pre-Obama era perception of Iran as an enemy that cannot be

discussed with, relying on sanctions rather than diplomacy to halt its threatening behavior. On May 8 this year, the President announced that the United States would withdraw from the nuclear agreement and re-impose the economic sanctions that preceded the deal in 2015.⁵⁰

From this point of view, the Iran-Israel-U.S. dynamic is being redefined in a manner more consistent with the traditional American model, one that strongly believes and acts according to the benefits of the Israeli alliance, while discouraging diplomatic progress with Iran. While popular with a significant segment of the American population and interest groups, this policy line is being pursued at the expense of a mutual compromise, balancing interests and overall regional security for the long-term.

Bibliography

Books:

1. Alpher, Yossi (2015), *Periphery: Israel's Search for Middle East Allies*, Rowman and Littlefield.
2. Kaye, Dalia Dassa; Nader, Alireza and Roshan, Parisa (2011), *Israel and Iran: A Dangerous Rivalry*, RAND Corporation.
3. Parsi, Trita (2012), *A Single Roll of the Dice: Obama's Diplomacy with Iran*, New Haven and London: Yale University Press.
4. Parsi, Trita (2008), *Treacherous Alliance: The Secret Dealings of Israel, Iran and the United States*, Yale University Press.
5. Roshandel, Jalil with Lean, Nathan Chapman (2011), *Iran, Israel, and the United States: regime security vs. political legitimacy*, First edition, Santa Barbara: Praeger.
6. Ross, Dennis (2015), *Doomed to succeed: the U.S.-Israel relationship from Truman to Obama*, First edition, New York: Farrar, Straus and Giroux.

⁵⁰ Mark Landler, "Trump Abandons Iran Nuclear Deal He Long Scorned", in *The New York Times*, May 8, 2018, [<https://www.nytimes.com/2018/05/08/world/middleeast/trump-iran-nuclear-deal.html>], accessed on 23.10.2018

Online materials:

1. Broad, William J. and Peçanha, Sergio (2015), "The Iran Nuclear Deal – A Simple Guide", The New York Times, [https://www.nytimes.com/interactive/2015/03/31/world/middleeast/simple-guide-nuclear-talks-iran-us.html], October 23, 2018.
2. Bush, George W. (2002), "Bush State of the Union address", CNN, [http://edition.cnn.com/2002/ALLPOLITICS/01/29/bush.speech.txt/], October 19, 2018.
3. Charbonneau, Louis (2012), "In New York, defiant Ahmadinejad says Israel will be 'eliminated'", Reuters, [https://www.reuters.com/article/us-un-assembly-ahmadinejad/in-new-york-defiant-ahmadinejad-says-israel-will-be-eliminated-idUSBRE88N0HF20120924], October 17, 2018.
4. Collinson, Stephen (2015), "Bad relationship gets worse for Obama, Netanyahu", CNN, [https://edition.cnn.com/2015/03/03/politics/netanyahu-speech-analysis-congress/index.html], October 22, 2018.
5. Erdbrink, Thomas (2013), "Iran's New President Calls for Nuclear Talks Without Rejecting Direct U.S. Role", The New York Times, [https://www.nytimes.com/2013/08/07/world/middleeast/irans-new-president-says-nuclear-talks-could-succeed.html], October 21, 2018.
6. Erdbrink, Thomas (2013), "President-Elect Stirs Optimism in Iran and West", The New York Times, [https://www.nytimes.com/2013/07/27/world/middleeast/president-elect-stirs-optimism-in-iran-and-west.html], October 21, 2018.
7. Fathi, Nazila (2005), "Iran Warns Europeans to Respect Its Rights on Nuclear Program", The New York Times, [https://www.nytimes.com/2005/07/24/world/middleeast/iran-warns-europeans-to-respect-its-rights-on-nuclear.html], October 19, 2018.
8. Fathi, Nazila (2008), "In Rare Turn, Iran's Leader Sends Letter to Obama", The New York Times, [https://www.nytimes.com/2008/11/07/world/middleeast/07iran.html], October 21, 2018.
9. General Assembly Resolution 181(II) (1947), *Resolution adopted on the report of the ad hoc Committee on the Palestinian Question*, [https://undocs.org/A/RES/181(II)], October 16, 2018.

10. Gelb, Leslie H. and Special To The New York Times (1982), "Iran Said to Get Large-Scale Arms From Israel, Soviet and Europeans," The New York Times, [<https://www.nytimes.com/1982/03/08/world/iran-said-to-get-large-scale-arms-from-israel-soviet-and-europeans.html>], October 16, 2018.
11. Gordon, Michael R. (2013), "After Talks on Iran's Nuclear Program, Officials Highlight the Positive", The New York Times, [<https://www.nytimes.com/2013/10/17/world/middleeast/iran-nuclear-talks.html>], October 22, 2018.
12. Gordon, Michael R. (2013), "Iran Is Said to Want Direct Talks With U.S. on Nuclear Program", The New York Times, [<https://www.nytimes.com/2013/07/26/world/middleeast/iran-is-said-to-want-direct-talks-with-us-on-nuclear-program.html>], October 21, 2018.
13. Hafezi, Parisa; Sedarat, Firouz (2009), "Ahmadinejad says Holocaust a lie, Israel has no future", Reuters, [<https://www.reuters.com/article/us-iran/ahmadinejad-says-holocaust-a-lie-israel-has-no-future-idUSTRE58H17S20090918?rpc=64&sp=true>], October 18, 2018.
14. Islamic Republic News Agency (2013), *Full Text of Iran-5+1 agreement in Geneva*, [http://www.irna.ir/en/News/80918859/Politic/Full_text_of_Iran-5_1_agreement_in_Geneva], October 22, 2018.
15. Israel Ministry of Foreign Affairs (2013), *PM Netanyahu on the Geneva agreement*, [<http://mfa.gov.il/MFA/PressRoom/2013/Pages/PM-Netanyahu's-remarks-at-the-start-of-the-weekly-Cabinet-meeting-24-Nov-2013.aspx>], October 22, 2018.
16. Landler, Mark (2018), "Trump Abandons Iran Nuclear Deal He Long Scorned", in The New York Times, [<https://www.nytimes.com/2018/05/08/world/middleeast/trump-iran-nuclear-deal.html>], October 23, 2018.
17. McCarthy, Rory (2010), "Israel's nuclear capability and policy of strategic ambiguity", The Guardian, [<https://www.theguardian.com/world/2010/may/23/israel-nuclear-capability-strategic-ambiguity>], October 22, 2018.

18. Benjamin Netanyahu (2015), "PM Netanyahu's speech to a joint session of the US Congress", Israel Ministry of Foreign Affairs, [<http://mfa.gov.il/MFA/PressRoom/2015/Pages/PM-Netanyahus-speech-to-Congress-3-March-2015.aspx>], October 22, 2018.
19. Nikou, Semira N. "Timeline of Iran's Foreign Relations", United States Institute of Peace, [<https://iranprimer.usip.org/resource/timeline-irans-foreign-relations>], October 16, 2018.
20. Reuters (2005), "Chronology of Iran's Nuclear Program", The New York Times, [<https://www.nytimes.com/2005/08/08/international/chronology-of-irans-nuclear-program.html>], October 17, 2018.
21. Rudoren, Jodi (2013), "As the New Iranian Leader Gets a Warm Reception, Israel Calls for Caution", The New York Times, [<https://www.nytimes.com/2013/09/25/world/middleeast/israel-continues-to-sound-alarm-on-iranian-overture.html>], October 21, 2018.
22. UNSCOP, *Report to the General Assembly, A/364 (1947)*, [<https://unispal.un.org/DPA/DPR/unispal.nsf/0/07175DE9FA2DE563852568D3006E10F3>], October 16, 2018.

DER KOMMUNISTISCHE WIDERSTAND IN RUMÄNIEN: EIN
EINBLICK IN DIE GEDÄCHTNISPOLITISCHE
AUSEINANDERSETZUNG

THE COMMUNIST RESISTANCE IN ROMANIA:
CONSIDERATIONS ON THE POLITICS OF MEMORY

Antonela Gyöngy*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2018.2.15

Published Online : 2018-12-31

Published Print : 2018-12-31

Abstract

The present paper discusses the communist resistance in Romania from the perspective of memory politics. During the communist period, this topos was clearly shaped by memory politics and therefore directly related to the domestic and foreign policy turning points. By addressing the formation context of the Communist Party in Romania as well as the subsequent political and scientific discourses, the question is raised: why this topos has stuck to the rigid narratives during and after communism.

Keywords: communist resistance, political discourse, scientific debate, PCR, memory politics

* Antonela Gyöngy is associated assistant professor at the Faculty of European Studies, Babeş-Bolyai University in Cluj-Napoca. She studied Journalism and European Studies, followed by doctoral studies in sociology. In her PhD thesis, she dealt with cinematic constructions of collective memory. Contact: E-mail: gy_antonela@yahoo.com

Einführung

Der kommunistische Widerstand ist in Rumänien nach der Wende aus dem Fokus (geschichts)wissenschaftlicher Auseinandersetzungen geraten. Zum einen wurde dieses Thema von dem antikommunistischen Widerstand ausgeblendet, zum anderen als Gegenstand der kommunistischen Propaganda abgewertet und sogar als abgeschlossen betrachtet. Das Interesse an diesem Thema wurde über die Geschichte der kommunistischen Partei hinaus nicht mehr weitergeführt. Dabei ist es aus gedächtnistheoretischer Perspektive unerforscht geblieben, wie sich die einzelnen Erinnerungsdiskurse überlagert, sich gegenseitig ergänzt oder abgelöst haben.

Angesichts der früheren inflationären Thematisierung des Widerstandes nicht nur in Rumänien, sondern in dem gesamten Ostblock, der Widerstandsbilder und den ihnen inhärenten Aushandlungsprozessen ist nicht nur die Frage nach der Darstellung von Trägern und Formen des widerständigen Verhaltens wichtig, sondern auch der wissenschaftliche und politische Diskurs bzw. die Frage was als Widerstand betrachtet wurde und wie sich diese Auffassungen im Laufe der Zeit verändert haben. Der Widerstand war schließlich ein Begriff, der nicht nur von den Spannungen des Kalten Krieges, sondern auch von innerstaatlichen oder innerparteilichen Machtkämpfen deutlich geprägt war.

Dieser kurze Überblick über den kommunistischen Widerstand sollte eine Erklärung dafür anbieten, wie und warum die nachfolgende Konstruktion des offiziellen kollektiven Gedächtnisses sowie die alternativen Erinnerungen während des Kommunismus in Rumänien den starren Narrativen haften geblieben sind.

Der Antifaschismus als legitimierende Grundlage

Eng mit dem kommunistischen Widerstand war der Antifaschismus-Begriff verbunden, der gleichwohl in den sozialistischen Ländern zur internen- und externen politischen Legitimation eingesetzt wurde. Der Begriff stützte sich auf die bereits 1935 von Georgi Dimitroff auf dem VII. Weltkongress der Kommunistischen Internationale verkündete Formel der „offene[n] terroristische[n] Diktatur der reaktionärsten, am meisten

chauvinistischen, am meisten imperialistischen Elemente des Finanzkapitals.“¹ Der Antifaschismus-Begriff sowjetischer Prägung, der einen ökonomisch begründeten, einseitigen Charakter hatte und die Sozialfaschismusthese zugunsten der Einheits- und Volksfrontpolitik abschaffte, bestimmte weiterhin die politischen Nachkriegsverhältnisse in den sozialistischen Ländern.² Er belegte die Fusionierung der sozialdemokratischen Parteien mit den kommunistischen Parteien. Doch die scheinbar integrierende Auffassung des Antifaschismus als Einheits- und Volksfrontpolitik verbarg den exklusionistischen Charakter, der durch das Dogma der führenden Rolle der kommunistischen Partei und damit der kommunistischen Deutungshoheit entstand.

Obwohl der Antifaschismus-Begriff sich vielmehr zur politischen Rhetorik als zum Gegenstand wissenschaftlicher Auseinandersetzung entwickelte,³ können seine weiteren Variationen⁴ trotzdem, wie Detlef Kannapin im Hinblick auf die DDR hinweist, nicht nur als „politische Strategie“ und demzufolge als Ausschaltung politischer Gegner oder „Diffamierung politisch nonkonformer Gesellschaftsmitglieder“ betrachtet werden, sondern auch als „politisch-moralische Haltung“ und als „Kulturbegriff.“⁵ Der antifaschistische Widerstand unterschiedlicher

¹ Georgi Dimitroff, „Die Offensive des Faschismus und die Aufgaben der Kommunistischen Internationale im Kampf für die Einheit der Arbeiterklasse gegen den Faschismus“, in: Wilhelm Pieck, Georgi Dimitroff, Palmiro Togliatti, *Die Offensive des Faschismus und die Aufgaben der Kommunisten im Kampf für die Volksfront gegen den Krieg und Faschismus, Referate auf dem VII. Kongress der Kommunistischen Internationale (1935)*, Berlin: Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, 1957, S. 85-125, hier: S. 87, zitiert nach Klaus Finke, *Politik und Film in der DDR*, Teilband 1, Oldenburg: BIS-Verlag, 2007, S. 149-150.

² Vgl. zum Antifaschismus: Finke, *Politik und Film in der DDR*, Teilband 1, S. 115-161.

³ Mihai, Chioveanu, „Antifascism și totalitarism“, in Alexander Rubel; Cătălin Turliuc (Hrsg.), *Totalitarism. Ideologie și realitate socială în România și RDG*, Iași: Editura Universității „Alexandru Ioan Cuza“, 2006, S. 223-242; hier: S. 234. Chioveanu weist am Beispiel Rumäniens darauf hin, dass die Forschung nur selten den politischen Kanon abweichen konnte, worauf auch die fehlende Perspektive der Totalitarismus-Debatte zurückzuführen sei, vgl. ebenda, S. 239.

⁴ Siehe eine detaillierte Erfassung unterschiedlicher Antifaschismus-Interpretationen in: Anne Barnert, *Die Antifaschismusthematik der DEFA. Eine kultur- und filmhistorische Analyse*, Marburg: Schüren, 2008, S. 45-56; Chioveanu, „Antifascism și totalitarism“, S. 223-242; siehe Beiträge der Totalitarismusforschung oder des Historikerstreits 1986/ 1987.

⁵ Detlef Kannapin, *Antifaschismus im Film der DDR. Die DEFA-Spielfilme 1945 bis 1955/1956*, Köln: Papy-Rossa, 1997, S. 21-22.

sozialer Gruppen und die Auseinandersetzung mit der Vergangenheit, die mehr oder weniger von den Kulturschaffenden und Intellektuellen getragen wurde, seien hier zu erwähnen, obgleich ihre Auffassung mit der parteipolitischen Auffassung kollidierte oder konvergierte, oder auch durch den antikapitalistisch geprägten, einseitigen Antifaschismus-Begriff verstellt wurde.⁶ Daher sei nach Detlef Kannapins Ansicht auch von Antifaschismus als Kulturbegriff die Rede, solange eine Gesellschaft in einer Form oder anderen ihm ausgesetzt war.⁷ Inwiefern das auch auf die kommunistische Bewegung in Rumänien zutrifft, wird im Laufe der vorliegenden Arbeit zu beantworten versucht. Der Entstehungszusammenhang der kommunistischen Partei und der nachträgliche Deutungskampf über den Widerstand sollten erste Ansätze hierfür erkennbar machen.

Das Wechselspiel zwischen Diskreditierung, Rehabilitierung und Indifferenz

Die Kommunistische Partei Rumäniens war nach ihrer Spaltung von der Sozialistischen Partei im Jahr 1921 eine Splitterpartei von ungefähr 1000 Mitgliedern geworden,⁸ die der Kommunistischen Internationale untergeordnet und von internen Machtkämpfen geprägt war. Ihre niedrige Anhängerschaft lässt sich darauf zurückführen, dass Rumänien als wenig industrialisiertes Land kaum über eine Arbeiterschaft verfügte, die auch noch sozialistische Vorstellungen hegte. Daher konnte die ohnehin geringe rumänische Arbeiterschaft vielmehr von den Legionären als von der sowjetisch geprägten und dementsprechend diskreditierten kommunistischen Partei mobilisiert werden. So vertritt der Historiker Oliver Jens Schmitt die

⁶ Vgl. ebenda, S. 24-25/ S. 29-32.

⁷ Vgl. ebenda, S. 32-33.

⁸ Siehe die Diskussion über die Anzahl der Mitglieder in: Dumitru Lăcătușu, „Convenient Truths: Representations of the Communist Illegalists in the Romanian Historiography in Post-Communism“, in *Brukenthalia*, No. 4, Sibiu, 2014, S. 197-202, hier: S. 199-200, [<http://www.andco.ro/wp-content/uploads/2014/09/D.-Lacatusu-Brukenthalia-4..pdf>], 24. April 2016. Rumänien hatte die kleinste Anzahl kommunistischer Anhänger im Gegensatz zur Tschechoslowakei oder Deutschland. Über die Zahl der Mitglieder der Kommunistischen Parteien vor 1945 im (osteuropäischen) Vergleich, siehe: Lucian Boia, *Strania istorie a comunismului românesc (și nefericitele ei consecințe)*, București: Humanitas, 2016, S. 13-14; Victor Frunză, *Istoria stalinismului în România*, București: Humanitas, 1990, S. 30

These, dass die Legionäre durch nationalistisch-religiösen und sozial-revolutionären Ideen der ländlichen Prägung rumänischer Arbeiter mehr entgegenkamen, wodurch sie später, nach dem Jahr 1944, ihre Anpassung zum kommunistischen Regime untermauern konnten.⁹

Ein anderer Beweggrund für die interne Spaltung der Partei und das nachfolgende verzerrte Bild des Widerstandes stellte das Selbstbestimmungsrecht der Völker dar, eine von V. I. Lenin eingeleitete These, die von den Parteimitgliedern aus Rumänien übernommen wurde. Diese Entscheidung hätte – in der Auffassung der Historiker¹⁰– die Anhängerschaft bei den Massen deutlich reduziert, weil sie dem damaligen nationalen Gedanken entgegentrat.

Die interne Spaltung kam auch dadurch zum Ausdruck, dass innerhalb der kommunistischen Partei sich drei Interessengruppen¹¹ gebildet haben, die für die weitere Entwicklung während des kommunistischen Regimes eine bedeutende Rolle spielten. Die Mitglieder um die Moskauer Zentrale um die Leitfigur Ana Pauker, die Kommunisten in den rumänischen Gefängnissen, zu denen auch Gheorghe Gheorghiu-Dej gehörte und sich durch weitere Machtkämpfe zur Leitfigur entwickelte und schließlich die Parteiorganisation PCdR, an deren Führung sich zuletzt Ștefan Foriș (1940-1944) befand.¹² Mit der Beseitigung und der anschließenden Ermordung von Ștefan Foriș wurde Gheorghe Gheorghiu-Dejs Weg an der Parteispitze ermöglicht.¹³ Seine Vormachtstellung hat er später auch gegenüber der sowjetischen Fraktion um Vasile Luca, Teohari Georgescu und Ana Pauker

⁹ Vgl. Oliver Jens Schmitt, „«Zum Kampf, Arbeiter» - Arbeiterfrage und Arbeiterschaft in der Legionärsbewegung (1919-1938)“, in Armin Heinen, Oliver Jens Schmitt (Hrsg.), *Inszenierte Gegenmacht von rechts. Die „Legion Erzengel Michael“ in Rumänien 1918-1938*, München: Oldenburg Verlag, 2013, S. 277-361.

¹⁰ Vgl. Frunză, *Istoria stalinismului în România*, S. 40-43; Vladimir Tismăneanu, *Stalinism pentru eternitate. O istorie politică a comunismului românesc*, București: Humanitas, 2014, S. 87 f.

¹¹ Alina Pavelescu Tudor (et al.) (Hrsg.), *Partidul Comunist din România în anii celui de-al doilea război mondial: 1939-1944*, București: Arhivele Naționale ale României, 2003, S. 11.

¹² Ebenda. Die Vorgänger von Ștefan Foriș waren Bela Brainer (1939-1940), Boris Ștefanov (1935-1939), Aleksandr Daneliuk (1931-1935), Vitali Holostenko (1928-1931), Elek Köblös (1924-1928), Gheorghe Cristescu Plăpumarul (1921-1924), in: Lavinia Betea, *Psihologie politică. Individ, lider, mulțime în regimul comunist*, Iași: Polirom, 2001, S. 83.

¹³ Pavelescu (et al.) (Hrsg.), *Partidul Comunist din România în anii celui de-al doilea război mondial*, S. 10.

in der Partei gesichert. Sie wurden als Rechtsabweichler im Jahr 1952 aus der Partei ausgeschlossen und aus der Geschichtsschreibung ausgetilgt.

Doch gegenseitige Diskreditierung und Ausschaltung innerhalb der Partei gab es sowohl in der Zeit der Illegalität als auch während den gesamten 1950er Jahren, vor allem innerhalb der Machtkämpfe zwischen der von Komintern ernannten Parteiführung und den Leitern einzelner regionaler Parteiorganisationen, zwischen der rumänischen- und der sowjetischen Fraktion¹⁴ oder später – während des kommunistischen Regimes – zwischen Gheorghe Gheorghiu-Dej und (potenziellen) Regimekritikern. Denn einerseits entschloss das Politbüro im April 1956 die Entlassung ehemaliger Illegalisten aus ihren Ämtern aufgrund ihrer Kritik („fraktionistische Haltung“) an die eingeschlagene ökonomische Richtung.¹⁵ Andererseits war die Kritik an die kollektive Parteiführung ein weiterer Anlass für die Beseitigung wichtiger Funktionsträger wie Iosif Chișinevschi, Mitglied des Sekretariats des PMR und Miron Constantinescu, Mitglied des Politbüros – infolge des 20. Parteitags der KPdSU.¹⁶

Ein weiterer Machtkampf, der auch einen direkten Bezug zum früheren Widerstand der Illegalisten hatte, kam innerhalb des Plenums des ZK der PMR vom 9.-13. Juni 1958 zum Ausdruck.¹⁷ Dieses Plenum

¹⁴ Vgl. bspw. der Konflikt zwischen dem Parteiführer Vitali Holostenko und Marcel Pauker, in: Liviu Pleșa, „Vasile Luca în anii ilegalității“, in: Adrian Cioroianu (Ed.), *Comuniștii înainte de comunism. Procese și condamnări ale ilegalistilor din România*, București: Editura Universității din București, 2014, S. 23-75; hier: S. 47-58; der Konflikt zwischen dem Parteiführer Ștefan Foriș und Petre Gheorghe, in: Mihai Burcea, „Judecarea comuniștilor în timpul războiului. Procesul lui Petre Gheorghe“, in: ebenda, S. 307-387; Ștefan Foriș und Constantin Părvulescu (dabei auch Gheorghe Gheorghiu-Dej, Emil Bodnăraș), in: Pavelescu (et al.) (Hrsg.), *Partidul Comunist din România în anii celui de-al doilea război mondial*, S. 10.

¹⁵ Dumitru Petrescu, Dușa Victor, Eremia Ion, Ion Gh.-Maurer, u.a., in: Nicoleta Ionescu-Gură, „Studiu introductiv“, in: Florica Dobre (Coord.), *Membrii C.C. al P.C.R., 1945-1949. Dicționar, Consiliul Național pentru Studierea Arhivelor Securității*, București: Editura Enciclopedică, 2004, S. 5-56, hier: S. 33-34.

¹⁶ Ihre Ausschaltung fand erst nach der Entspannung der internationalen Situation (Aufstand in Ungarn) im Jahr 1957 statt. Vgl. ebenda, S. 34-36.

¹⁷ Illegalisten, die bei diesem Plenum aus der Partei ausgeschlossen wurden: Doncea Constantin, Coțoveanu Iacob, Șandru Ovidiu, Răceanu Grigore, Genad Eugen, Genad Heinrich, Drancă Ion, Moflic Constantin, Pavel Ștefan, Bîgu Vasile, Vasi Vasile, Răceanu Ileana, Mathe Ernest, Cristache Vasile, Popa Emil, Manole Ofelia, Voicu Ștefan. Vgl. Alina Tudor, Dan Cătănuș (Hrsg.), *Amurgul ilegalistilor, Plenara PMR din 9-13 iunie 1958*, București: Vreimea, 2000.

bestimmte die Abspaltung der Partei von den ehemaligen Illegalisten, die aus ihren bisherigen unzufriedenstellenden Positionen heraus, in Zusammenhang mit Nikita Chruschtschows eingeführter Entstalinisierung, Kritik gegenüber Gheorghe Gheorghiu-Dej ausübten. Der Anlass bildete die 25. Jahresfeier der Arbeiterstreiks von Grivița (15.-16. Februar 1933) beim Historischen Institut der Partei. Innerhalb dieser Feierlichkeit stellten einige eingeladene ehemalige Illegalisten, die an jenen Ereignissen teilgenommen haben, Gheorghe Gheorghiu-Dejs Führungsrolle bei den Streiks in Frage.¹⁸ Die darauffolgende Kampagne, die zum Parteiausschluss der kritischen Illegalisten führte, sollte Gh. Gheorghiu-Dejs Position innerhalb der Partei stärken, denn sie war Teil jener Säuberungen, die bereits mit der Ermordung des ehemaligen Parteiführers Ștefan Foriș (1946), mit dem Parteiausschluss von Ana Pauker, Vasile Luca und Teohari Georgescu (1952), die Hinrichtung von Lucrețiu Pătrășcanu (1954) und die Beseitigung von Miron Constantinescu und Iosif Chișinevschi (1957) einführt wurden.¹⁹

Die Rolle der meisten ehemaligen Illegalisten wurde bereits früher auf Zeitzeugenerzählungen innerhalb von Tagungen und Feiertagen eingeschränkt, die weniger den eigenen Erinnerungen, sondern der selektiven, offiziellen Erinnerungen entsprechen sollten. Denn damit solle die führende Rolle der Partei und Gheorghiu-Dejs beachtet werden.²⁰ Die politische Legitimation des Parteiführers stütze sich auf seine klandestine Aktivität in der Zwischenkriegszeit, insbesondere auf seine organisatorische Funktion während der Streiks von Grivița sowie auf die lange Haftzeit. Die umgedeutete Geschichtsschreibung, die zwangsläufig einseitigen „Zeitzeugenerzählungen“ und die Repression abweichender Meinungen und möglicher Konkurrenten wurden dafür eingesetzt. Denn weniger Gheorghiu-Dej, der unter den Grivița-Angestellten kaum bekannt war, jedoch eine Radikalisierung der Protestbewegungen zwischen 1931-1933 hervorbrachte, sondern Vasile Luca und Gheorghe Stoica übernahmen bei den Arbeiterprotesten von 1932 und 1933 eine wichtigere politische Position, während die Arbeiterstreiks von Grivița vielmehr von Constantin Doncea und Dumitru Petrescu geführt

¹⁸ Der Propaganda- und Kulturleiter des ZK der PMR, Leonte Răutu, erfuhr über diese Diskussionen und löste die Kampagne gegen die Illegalisten aus. Mihai Roller, der stellv. Direktor des Instituts beging nach Juni 1958 Selbstmord. Vgl. ebenda, S. 9/S. 173.

¹⁹ Ebenda, S. 6.

²⁰ Ebenda, S. 7.

wurden.²¹ Andererseits befanden sich Ovidiu Șandru und Gheorghiu-Dej nach 1943 in Konflikt um die Führung der Parteiorganisation innerhalb der Haftanstalt von Târgu-Jiu, die zu einer Spaltung auch zwischen den Anhängern führte.²² Aufgrund dieser internen Konflikte erfolgte die spätere Marginalisierung der in den Untergrund agierenden Hauptakteure zugunsten jener nach dem Jahr 1945 aufgenommenen Parteimitglieder einerseits, sowie der weitläufigen Anerkennung anderer Illegalisten, andererseits.²³ Ihre steigende Unzufriedenheit äußerte sich durch eine immer schärfere Kritik, durch Reformansprüche und insbesondere durch ihr Vorhaben, eine eigene unabhängige Partei der Kommunistischen Veteranen (Illegalisten) zu gründen, die in dem Plenum auch kritisch erwähnt wurde.²⁴ Zunächst marginalisiert, dann aus der Partei ausgeschlossen, konnten die ehemaligen Illegalisten – über ihre kritische Stimme hinaus – sich doch nicht der etablierten Herrschaft entgegensetzen. Denn die Machtsicherung des zum Personenkult sich nähernden Parteiführers Gheorghe Gheorghiu-Dej erfolgte durch weitere Repressionsmaßnahmen nicht nur innerhalb der Partei, sondern – insbesondere vor dem Hintergrund des ungarischen Aufstandes – auch in den Kultur- und Bildungseinrichtungen.²⁵

²¹ Elis Neagoe-Pleșa, „Gheorghe Gheorghiu-Dej și „procesul ceferiștilor“ (1933-1934)“, in Cioroianu (Ed.), *Comuniștii înainte de comunism*, S. 77-124; hier: S. 123.

²² Arhiva Istorică a B.A.R., fond I, dos. Nr. 320, f. 31-33, in: Tudor; Cătănuș (Hrsg.), *Amurgul ilegalistilor*, S. 7.

²³ Während innerhalb des Plenums für die Jahre 1956/1957 rund 750 Illegalisten aufgezählt wurden, verzeichneten spätere Studien über 4500 ehemalige Illegalisten im Jahr 1970, vgl. ebenda, S. 7.

²⁴ Das Vorhaben, eine unabhängige Partei zu gründen erschien in B. Feltev's Information bezüglich eines Briefes, der von L.S. Baranov in Sept. 1949 an Stalin geschickt wurde und der dieses Vorhaben auf die Unzufriedenheit der Illegalisten bezüglich der Parteimitglieder (v.a. der Sozialdemokraten) und ihrer Marginalisierung zurückführt. Die Gründung einer Unabhängigen Partei wird auch in dem Plenum angesprochen. Vgl. Florin Constantiniu, „Postfață“, in: Tudor; Cătănuș (Hrsg.), *Amurgul ilegalistilor*, S. 245-246.

²⁵ Vgl. dazu: Dokument 127: „1956 noiembrie 23, București. Ședința cu instructorii teritoriali ai CC al PMR din cadrul Secției Organelor de Partid, în care s-au prezentat manifestările legate de Revoluția din Ungaria, în rândurile mai multor categorii sociale și ale membrilor UTM și PMR, și măsurile luate în mai multe regiuni din România“, Quelle: ANIC, Fond CC al PCR, Secția Organizatorică, dosar 45/1956, ff. 1-16, 26-33, 42, hier: S. 544-556; Dokument 130: „1956 decembrie 13, București. Consfătuirea cu primii secretari ai comitetelor regionale UTM, mai ales din centrele universitare, ca urmare a Revoluției din Ungaria“, Quelle: ANIC,

Eine zögernde Rehabilitierung der Betroffenen wurde in den 1960er Jahren eingeleitet.

Die Machtübernahme Nicolae Ceaușescus und sein Abgrenzungskurs gegenüber seinem Vorgänger hatten direkte Folgen auf die Situation der diskreditierten Illegalisten. Bereits im April 1965 leitete er in einer Sitzung des Politbüros Maßnahmen zur Überprüfung der politischen Haltung der jeweiligen Betroffenen ein.²⁶ In der nachfolgenden Periode wurden somit Gheorghe Gheorghiu-Dejs frühere politische Kontrahenten wie Constantin Doncea, Teohari Georgescu,²⁷ Lucrețiu Pătrășcanu, Iosif Chișinevschi und Miron Constantinescu u.a. rehabilitiert.²⁸ Doch nicht nur führende Persönlichkeiten, sondern die allgemeine politische Anerkennung der Illegalisten durch Rehabilitierungen und Vergütungen führte, im Gegensatz zum früheren Regime, zu einer Wiederbelebung des Widerstandsbildes. Zu diesem Bild sollten nun auch frühere Gewerkschaftsmitglieder oder jene sozialistisch ausgerichtete Widerstandskämpfer gehören, die vor der Parteigründung in 1921 aktiv waren. Jene internationalistisch ausgerichteten, in Spanien oder Sowjetrussland aktivierenden Widerstandskämpfer

Fond CC al UTC, dosar 38/1956, ff. 136, 167-181, hier: S. 559-565; Dokument 132: „1957, ianuarie 9, București. Raportul privind sarcinile UTM în rândurile studenților, ce urma a fi prezentat de Ion Iliescu la 10 ianuarie, în prima zi a Plenarei CC al UTM [...] în contextul revoluției din Ungaria“, Quelle: ANIC, Fond CC al UTC, dosar 11/1957, ff. 34-44, hier: S. 570-575, in: Berindei/ Dobrinu/ Goșu (Hrsg.), *Istoria Comunismului din România. Documente*, Vol. I.

²⁶ Vgl. Dokument 5: „1965 aprilie 14, București: Discuție în cadrul Biroului Politic în care se precizează atitudinea conducerii partidului față de unii ilegaliști [...]“, (Stenograma ședinței Biroului Politic al CC al PMR din ziua de 14 aprilie 1965), Quelle: ANIC, Fond CC al PCR – Secția Cancelarie, dosar 53/ 1965, ff. 8, 38-42, in: Mihnea Berindei, Dorin Dobrinu, Armand Goșu (Ed.), *Istoria comunismului din România. Documente. Nicolae Ceaușescu (1965-1971)*, Vol. II, Iași: Polirom, 2012, S. 53-56.

²⁷ Vgl. Dokument 11: „1966 ianuarie 20, București: Discuția în cadrul Comitetului Executiv privind reprimirea în partid a lui Constantin Doncea [...]“, (Stenograma ședinței Comitetului Executiv al CC al PCR din ziua de 20 ianuarie 1966), Quelle: ANIC, Fond CC al PCR – Secția Cancelarie, dosar 6/ 1966, ff. 7, 20-22, in: Berindei/ Dobrinu/ Goșu (Hrsg.), *Istoria comunismului din România*, Vol. II, S. 81-83.

²⁸ Vgl. Ionescu-Gură, „Studiu introductiv“, in Dobre (Coord.), *Membrii C.C. al P.C.R.*, S. 5-56, hier: S. 41-43.

wurden aber weiterhin mit Zurückhaltung betrachtet.²⁹ Die steigende Zahl der Illegalisten erreichte Ende der 1960er Jahre 4.209 Mitglieder, von denen 3.180 infolge des IX. Kongresses der RKP vom Juli 1965 hinzugefügt wurden.³⁰ Als politische Zäsur sowie als ein Bruch in der Erinnerungspolitik und Geschichtsschreibung betrachtet, ereignete sich dieser Kongress vor dem Hintergrund einer kurzfristigen Liberalisierungsphase, die der Legitimation der neuen Parteiführung entgegenkommen sollte. Denn bald danach leitete Nicolae Ceaușescu zusammen mit einem neuen restriktiven, politischen Kurs auch ein anderes Vergangenheitsverständnis und eine neue Richtung in der Geschichtsschreibung und Gedächtnispolitik ein, die dem kulturellen Gedächtnis und der ihm zugrundeliegenden fundierenden „Mythomotorik“³¹ zugeordnet werden kann. Den Illegalisten schlossen sich nun historische Persönlichkeiten als nationale Helden an, die in der rumänischen Gesellschaft und in den einzelnen Erinnerungsgemeinschaften der Historiker oder Kulturschaffenden mehr Zustimmung fanden.³² Wie diese Machtkämpfe als Deutungskämpfe um die Vergangenheit auf das gedächtnispolitische Widerstandsverständnis auswirkten, wird im Folgenden behandelt.

²⁹ Vgl. Dokument 7: „1965 septembrie 6, 28, București: Secretariatul CC al PCR aprobă răspunsurile ce trebuie date la întrebările privind acordarea stagiului de partid din ilegalitate la 21 septembrie 1965“, in: Berindei/ Dobrinu/ Goșu (Hrsg.), *Istoria comunismului din România*, Vol. II, S. 62-67. Zur nachträglichen offiziellen Einstellung gegenüber internationalistischer Widerstandskämpfern, die in Spanien und Frankreich aktiviert haben, siehe: Mihai Burcea, „Recuperarea memoriei interbrigadiștilor și maquisarzilor români. Studiu de caz: Ion Călin“ (I) und (II) in *Annals of the University of Bucharest. Political Science Series*, issue: XV/1/2013, S. 85-118 (I) [<http://www.andco.ro/wp-content/uploads/2014/09/M.-Burcea-I.pdf>,] und XV/2/2013, S. 123-148 (II), [<http://www.andco.ro/wp-content/uploads/2014/09/M.-Burcea-II.pdf>,] 25. April 2016.

³⁰ Dokument 61: „1968 iunie 18, București. Aprobarea în cadrul Secretariatului CC al PCR a modului în care s-a realizat acordarea vechimii în partid pentru ilegaliști [...]“, (Protokol Nr. 17 al ședinței Secretariatului CC al PCR din ziua de 18 iunie 1968), Quelle: ANIC, Fond CC al PCR – Secția Cancelarie, dosar 102/1968, ff. 2-4, 9, 17-24, in: Berindei/ Dobrinu/ Goșu (Hrsg.), *Istoria comunismului din România*, Vol. II, S. 403-407.

³¹ Jan Assmann, *Das kulturelle Gedächtnis. Schrift, Erinnerung und politische Identität in frühen Hochkulturen*, 3. Aufl. dieser Ausg., München: Beck, 2000 [1997], S. 80.

³² Vgl. dazu Katherine Verdery, *Compromis și rezistență: cultura română sub Ceaușescu*, București: Humanitas, 1994.

Der Widerstand im Spannungsverhältnis zwischen Wissenschaft, Politik und Mythos

Da das sowjetische Verständnis des Widerstandes in den sozialistischen Ländern zunächst exportiert wurde, stand dieser Begriff, wie bereits erwähnt, auch in Rumänien mit dem „Antifaschismus“ in Zusammenhang. Als Korrelat zum Widerstandsbegriff wurden in Rumänien unter „rezistență“ die aktiven, politischen, konspirativen Tätigkeiten der Arbeiterklasse unter der Führung der Kommunistischen Partei verstanden. Daher handelte es sich hier ebenfalls um einen engen Widerstandsbegriff, der nicht mit dem deutschen Verständnis von „Resistenz“³³ verwechselt werden sollte. Vielmehr im informellen Sprachgebrauch, aber in den politischen Diskursen und in der Geschichtsschreibung ebenfalls übernommen, hat sich der generalisierende Begriff „Illegalist“ eingebürgert, der zwar auf den langen Verbot der Kommunistischen Partei Rumäniens (PCdR) zwischen 1924-1944 hinweist, jedoch auch für die Bezeichnung der Kommunisten über diese Periode hinaus ausgeweitet wurde.

Eine Bestandsaufnahme der geschichtspolitischen Literatur bzw. der Erinnerungsliteratur über den kommunistischen Widerstand wurde von Sorin Șerban unternommen. Indem er auf (auto)biographische Abhandlungen der ehemaligen Illegalisten zurückgreift, versucht er die mythische Struktur dieses Begriffes durch eine Typologie des Illegalisten zu beschreiben.³⁴ Demzufolge hätten die Illegalisten ein hartes, ärmliches Leben geführt. Ihre „Wissensdurst“ („setea/ foamea de învățătură“) und die damit einhergehende Aneignung marxistisch-leninistischer Schriften hätten sie zur Überwindung dieser Verhältnisse, zur Bildung des neuen

³³ In dem deutschsprachigen Raum ist zwischen dem Begriff Widerstand und Resistenz zu unterscheiden. Martin Broszat führte in den 70er Jahren den Begriff der „Resistenz“ in die Debatte ein und dehnte somit die alltägliche Widerstandserfahrung – nicht ohne dabei auf Kritik zu stoßen – auf die Mehrheit der deutschen Bevölkerung aus. Vgl. dazu: Martin Broszat, „Resistenz und Widerstand. Eine Zwischenbilanz des Forschungsprojekts „Widerstand und Verfolgung in Bayern 1933-1945““ (1981), in Hermann Graml, Klaus-Dietmar Henke, *Nach Hitler. Der schwierige Umgang mit unserer Geschichte. Beiträge von Martin Broszat*, München: Oldenbourg, 1987, S. 68-91, hier: S. 76f. zit. nach: Karl Filser, *Dissens, Resistenz, politischer Protest...Zum Widerstandsbegriff in der deutschen Historiographie der Nachkriegszeit*, 2000, S. 101, [<https://opus.bibliothek.uni-augsburg.de/opus4/frontdoor/index/index/docId/1069>], 11. April 2016.

³⁴ Sorin Șerban, „Ilegaliștii“, in: Lucian Boia (Hrsg.), *Miturile comunismului românesc*, vol. II, București: Editura Universității București, 1997, S. 45-58; hier: S. 47-52.

Menschen durch ein erzieherisches Modell angetrieben. Doch ihre Aufnahme in die Partei setzte zunächst einen Bildungsprozess voraus, den die Illegalisten mithilfe erfahrener, meist älterer Proletarier durchquert hätten.³⁵ Als Berufsrevolutionäre beteiligten sie sich auf aktiver und dynamischer Weise in der Überwindung der schweren Verhältnisse, in den politischen Parteitätigkeiten, an den Parteisitzungen, so dass ihre auch durch die Körperlichkeit ausgedrückte heldenhafte Entwicklung sich von der unterdrückten Arbeiterschaft deutlich unterschied. Allerdings kennzeichnen sich die Illegalisten auch durch einen heldenhaften Tod, vor dessen Eintritt sie aber noch weitere Kampfparolen vermitteln.³⁶ Ob diese narrative Struktur in den unterschiedlichen Felder der Geschichts- oder Erinnerungspolitik auch zeitübergreifend zutrifft, kann allerdings in Frage gestellt werden. Insbesondere in dem Filmwesen ist diese Struktur – durch den Gebrauch von Fiktion und der reflexiven Filmsprache – stark variabel.

Sorin Şerban führt seine Untersuchung des Illegalisten weiter, indem er durch eine quantitative Herangehensweise Rückschlüsse auf den politischen bzw. geschichtspolitischen Diskurs zieht. Dabei unterscheidet er eine erste Phase des „aktiven Illegalismus“ (1945-1952), der von jenen Machtkämpfen geprägt war, die nicht nur die Opposition betrafen, sondern auch innerparteilich, gegen die sowjetische Fraktion um Ana Pauker, Vasile Luca und Teohari Georgescu gerichtet worden waren. Die anfangs noch heterogene publizistische Auseinandersetzung, schloss nun die Biographien der betroffenen Illegalisten aus.³⁷

Als eine nächste Phase kennzeichnete sich der „passive Illegalismus“ (1952-1974), in der die Beiträge über den Parteiführer Gheorghe Gheorghiu-Dej zahlenmäßig überlegen waren. Der Übergang zu Nicolae Ceauşescu brachte mit wenigen, auf die Rehabilitierung Lucreţiu Pătrăşcanus zurückgeführten Ausnahmen zunächst einen Rückgang in der geschichtswissenschaftlichen Auseinandersetzung mit den früheren Illegalisten.³⁸ Zwar ging die Zahl der Geschichtsabhandlungen zurück, doch der kommunistische Widerstandskampf erwies sich gerade im politischen Diskurs als ausschlaggebend. In dieser Hinsicht sollte der IX. Kongress der RKP vom Juli 1965 erwähnt werden, der als

³⁵ Ebenda, S. 47-50.

³⁶ Ebenda, S. 50-52.

³⁷ Ebenda, S. 53-54.

³⁸ Ebenda, S. 54-56.

grundlegende Zäsur in der Geschichtsschreibung und Erinnerungspolitik des rumänischen kommunistischen Regimes betrachtet werden kann. Aufgrund der Distanzierung von seinem Vorgänger Gheorghe Gheorghiu-Dej ließ Nicolae Ceaușescu die Vergangenheit der ehemaligen Illegalisten umdeuten und zu einem nationalen Narrativ anpassen. Dabei sollten jene Parteiaktivitäten der Zwischen- und Kriegszeit, die dem Komintern wegen ihrem antinationalen Charakter anzulasten waren, aus der Geschichte getilgt werden. Diese Rektifikationen sollten in einer neuen Parteigeschichte (*Istoria P.C.R.*) vorgenommen werden³⁹ und Bezugspunkt kritischer Bewertungen und Umschreibungen sowohl früherer- als auch nachkommender historischer Beiträge werden, die von der neuen geschichtspolitischen Linie abweichen. Dasselbe Dokument, in dem Verbesserungen historischer Darstellungen insbesondere im Hinblick auf die nationale Frage und auf das Verhältnis zur Sozialdemokratie vermerkt wurden, betonte gleichwohl die unzureichende historische Auseinandersetzung mit den Ereignissen vor und nach dem 23. August 1944.⁴⁰

Die letzte Phase des sogenannten „despotischen Illegalisten“ (1974-1989) brachte ab den 1980er Jahren eine Wiederbelebung in der Geschichtsschreibung, die aber weniger auf die Gesamtheit der Illegalisten, sondern auf Nicolae Ceaușescu ausgerichtet wurde. Erwähnenswert sind hier die ihn betreffenden Beiträge, die schließlich auf seinen Personenkult hindeuten: 24 Beiträge aus 89 in der Zeitspanne 1974-1979 und 84 Beiträge aus insgesamt 160 in den Jahren 1979-1984.⁴¹ Dass aber seine Mitbeteiligung in den Widerstandskampf als

³⁹ Dokument 4: „1965, octombrie 14. Referat înaintat de Leonte Răutu către Cancelaria C.C. al P.C.R., cu privire la întocmirea *Istoriei Partidului Comunist Român*“, Quelle: D.A.N.I.C., fond C.C. al P.C.R. – Cancelarie, dosar 144/1965, f. 58-70, in: Alina Pavelescu, Laura Dumitru (Hrsg.), *P.C.R. și intelectualii în primii ani ai regimului Ceaușescu (1965-1972)*, București: Arhivele Naționale ale României, 2007, S. 41-46.

⁴⁰Dokument 19: „1969, mai 31. Referat înaintat Direcției Generale pentru Presă și Tipărituri, cu privire la conținutul lucrărilor din istoria României apărute în perioada 1966-1968“, Quelle: D.A.N.I.C., fond Comitetul pentru Presă și Tipărituri, dosar 17/1969, f. 139-148, in: ebenda, S. 247-252. Vgl. dazu auch die Veränderungen an die 2. Edition des Kompendiums über die Geschichte Rumäniens, in: Dokument 24: „1970, decembrie 18. Notă întocmită de Serviciul „Ideologie“ din Direcția Generală a Presei și Tipăriturilor, referitoare la conținutul compendiului *Istoria României*“, Quelle: D.A.N.I.C., fond Comitetul pentru Presă și Tipărituri, dosar 59/1970, f. 228-236, ebenda, S. 267-272.

⁴¹ Șerban, „Ilegaliștii“, S. 56.

UTM-Mitglied im Vergleich zu den anderen PCdR-Mitgliedern viel geringer war, zeigt der Verlauf seines Prozesses im Jahr 1936.⁴²

Schließlich war die wissenschaftliche Auseinandersetzung mit dem kommunistischen Widerstand in Rumänien grundsätzlich von dem intern bestimmten Zig-Zag-Kurs der Erinnerungspolitik deutlich geprägt. Sie war auf diskurspolitische Korrekturen und daher auf Inklusion und Exklusion ehemaliger Illegalisten sowie unterschiedlicher internationalistisch- oder nationalistisch ausgerichteten Deutungen angewiesen und weniger auf eine begriffliche Ausdifferenzierung. Unter denselben Korrekturen fielen auch die (auto)biographischen Auseinandersetzungen.⁴³ Von der offiziellen Geschichtsschreibung und Mythisierung geprägt und mit der Arbeiterbewegung und Parteigeschichte in Zusammenhang gebracht, übernahm die Auseinandersetzung mit dem Widerstand in Rumänien die gleichen Narrativen der Abgrenzung gegenüber der Sowjetunion, der nationalistischen Ansprüche oder des Personenkultes.⁴⁴ Dem mangelnden Realitätsbezug wurden fiktionalisierte Umdeutungen oder sogar Parteiausschlüsse entgegengesetzt. Die einzelnen Arbeiterstreiks, die insbesondere aus ökonomischen Gründen stattgefunden haben oder von sozialdemokratisch geprägten Gewerkschaften organisiert wurden⁴⁵ sowie der königliche Staatsstreich vom 23. August 1944 wurden als Verdienst der Kommunistischen Partei Rumäniens (PCdR) gefeiert, der Ausmaß des widerständigen Verhaltens der neuen Parteiführer mythisch überhöht. Die Illegalisten, die zum Hauptdiskurs alternative Erinnerungen hervorzubringen versuchten, wurden bis Ende der 50er Jahre ausgeschaltet. Am deutlichsten zeigte sich diese starre Gedächtnispolitik während des Plenums des ZK der Rumänischen Arbeiterpartei im Juni 1958, als die Fragwürdigkeit der

⁴² Cristina Diac, „O cotitură a destinului. Procesul lui Nicolae Ceaușescu din 1937“, in Cioroianu (Ed.), *Comuniștii înainte de comunism*, S. 257-305.

⁴³ Siehe die Beiträge von Ana Pauker, die aus der Geschichtsschreibung entfernt wurden oder die Vielzahl der Beiträge von Lucrețiu Pătrășcanu und von Constantin Dobrogeanu-Gherea nach ihrer Rehabilitierung, in: Șerban, „Ilegaliștii“, S. 57-58.

⁴⁴ Zu einer stark nationalistischen Umdeutung des Widerstandes, zur Abwendung von den Komintern-Richtlinien sowie die zur Volksfrontpolitik, siehe bspw.: Mihail E. Ionescu, *Puterea cuvîntului: propaganda mișcării de rezistență din România: 1940-1944*, București: Editura Științifică și Enciclopedică, 1984.

⁴⁵ Vgl. Pleșa, „Vasile Luca în anii ilegalității“, S. 51-54.

führenden Rolle der Partei und des damaligen Parteiführers Gh. Gheorghiu-Dej in den Widerstand zum Ausdruck kam.⁴⁶

Die Widerstandsforschung in Rumänien gelang nach dem Zusammenbruch des Kommunismus zu einer Wiederbelebung, richtete sich aber ausschließlich auf den antikommunistischen Widerstand (vgl. Widerstand in den Bergen oder Widerstand durch Kultur), wohingegen der Widerstand bis Ende des Zweiten Weltkrieges unter dem Vorwurf der propagandistischen Umdeutung eher in den Hintergrund gerückt wurde. Stereotypische Einschätzungen, wie die verringerte Anzahl oder die nicht-rumänische Zusammensetzung der kommunistischen Parteimitglieder (1921-1944) sollten, den neueren Studien zufolge, die fehlende Anhängerschaft gegenüber der kommunistischen Ideologie in der rumänischen Gesellschaft der Zwischenkriegszeit hervorheben und dementsprechend eine politische Verantwortung vermeiden.⁴⁷ Der kommunistische Widerstand wurde im Nachhinein mit dem Stalinismus der rumänischen Machthaber in Zusammenhang gebracht⁴⁸ und daher als „Kulturbegriff“ oder „moralische Haltung“ nicht behandelt.

Neue Ansätze wurden mit dem Forschungsprojekt „Analysis Network Diagrams from Communism“ erst seit 2013 in Gang gesetzt, die mit der Digitalisierung von Archivmaterialien zunächst eine weitläufigere (geschichts-)wissenschaftliche Auseinandersetzung ermöglichen sollten.⁴⁹

Schlussfolgernde Betrachtungen

Der umstrittene Entstehungszusammenhang der kommunistischen Partei in Rumänien und der Machtkampf ihrer Mitglieder stellten einen ersten Grund für die spätere einseitige Darstellung der Vergangenheit dar. Die internationalistische Ausrichtung und die daraus erfolgende These des Selbstbestimmungsrechts der Völker war vor dem Hintergrund des

⁴⁶ Vgl. Tudor; Cătănuș (Hrsg.), *Amurgul ilegalistilor*, 2000.

⁴⁷ Für eine Bestandsaufnahme der rumänischen Geschichtsschreibung bezüglich der kommunistischen Partei vor 1944, siehe: Lăcătușu, „Convenient Truths...“, 2014.

⁴⁸ Vgl. Frunză, *Istoria stalinismului în România*, 1990; Tismăneanu, *Stalinism pentru eternitate*, 2014.

⁴⁹ *Analysis Network Diagrams from Communism*, [<http://www.andco.ro/the-project/>], 23. April 2016; Cioroianu (Ed.), *Comuniștii înainte de comunism*, 2014. Vgl. auch Pavelescu (et al.), (Hrsg.), *Partidul Comunist din România în anii celui de-al doilea război mondial*, 2003.

rumänischen Nationalgefühls in der Zwischenkriegszeit ein weiterer umstrittener Aspekt der jüngsten Vergangenheit,⁵⁰ der in dem politischen Diskurs zunächst kaum Erwähnung fand, später mit der Entrussifizierungskampagne und den verschärften rumänisch-sowjetischen Beziehungen auf die Zwangsbedingungen der Komintern zurückgeführt wurden.

Ein „sorgfältiger“ Umgang mit der jüngsten Vergangenheit erfolgte während der Regierungszeit von Gheorghe Gheorghiu-Dej auch weil er sich mit dem Topos des Widerstandskämpfers identifizierte und den Personenkult durch seine Rolle in den Arbeiterstreiks aufzubauen versuchte. Wie das Plenum des ZK der PMR aus dem Jahr 1958 gezeigt hat, wurden alternative oder abweichende Erinnerungen nicht zugelassen.

Die Machtübernahme Nicolae Ceaușescus brachte eine Refiguration der Gedächtnispolitik und dieser Topoi insofern, als der neue Parteiführer sich von seinem politischen Vorgänger distanzierte. Trotz der Rehabilitierung der verurteilten Illegalisten, blieb der Diskurs über den kommunistischen Widerstand weiterhin den starren Narrativen haften und wurde sogar vor dem Hintergrund des Nationalkommunismus und der Verschärfung der Beziehungen zu Sowjetrußland umgedeutet.

Schließlich waren die Voraussetzungen für eine kritische Auseinandersetzung mit diesem Abschnitt der jüngsten Vergangenheit innerhalb der rumänischen Gesellschaft nicht vorhanden. Der Widerstand war bis 1944 gesellschaftlich nicht ausreichend verankert, um von einer Widerstandserfahrung jeglicher Art zu sprechen, die das offizielle Widerstandsverständnis hätte bestreiten oder bestätigen können. Dieser Topos wurde während des kommunistischen Regimes als parteipolitische Identitäts- und Legitimationsgrundlage betrachtet und dementsprechend wurde darauf mit einer ablehnenden, pflichterfüllenden oder „duplizitären“⁵¹ Haltung reagiert.

Nach der Wende wurde der Topos des kommunistischen Widerstandes dem (rumänischen) Stalinismus zugeschrieben und nach wie vor einer kritischen Auseinandersetzung entzogen.

⁵⁰ Frunză, *Istoria stalinismului în România*, S. 40-43; Vladimir Tismăneanu, *Stalinism pentru eternitate. O istorie politică a comunismului românesc*, București: Humanitas, 2014, S. 87f.

⁵¹ Vgl. den Begriff „duplizitäres Verhalten“ bei Gail Kligman, *Politica duplicității: controlul reproducerii în România lui Ceaușescu*, București: Humanitas, 2000.

Literatur

1. Assmann, Jan (2000), *Das kulturelle Gedächtnis. Schrift, Erinnerung und politische Identität in frühen Hochkulturen*, 3. Aufl. dieser Ausg., München: Beck, [1997].
2. Barnert, Anne (2008), *Die Antifaschismusthematik der DEFA. Eine kultur- und filmhistorische Analyse*, Marburg: Schüren.
3. Beta, Lavinia (2001), *Psihologie politică. Individ, lider, mulțime în regimul comunist*, Iași: Polirom.
4. Boia, Lucian (2016), *Strania istorie a comunismului românesc (și nefericitele ei consecințe)*, București: Humanitas.
5. Burcea, Mihai (2014), „Judecarea comuniștilor în timpul războiului. Procesul lui Petre Gheorghe”, in Cioroianu, Adrian (Ed.), *Comuniștii înainte de comunism. Procese și condamnări ale ilegaliștilor din România*, București: Editura Universității din București, 307-387.
6. Chioveanu, Mihai (2006), „Antifascism și totalitarism”, in Rubel, Alexander; Turliuc, Cătălin (Hrsg.), *Totalitarism. Ideologie și realitate socială în România și RDG*, Iași: Editura Universității „Alexandru Ioan Cuza”, 223-242.
7. Cioroianu, Adrian (Ed.) (2014), *Comuniștii înainte de comunism. Procese și condamnări ale ilegaliștilor din România*, București: Editura Universității din București.
8. Constantiniu, Florin (2000), „Postfață”, in Tudor, Alina; Cătănuș, Dan (Hrsg.), *Amurgul ilegaliștilor, Plenara PMR din 9-13 iunie 1958*, București: Vremea, 245-246.
9. Diac, Cristina (2014), „O cotitură a destinului. Procesul lui Nicolae Ceaușescu din 1937”, in Cioroianu, Adrian (Ed.), *Comuniștii înainte de comunism. Procese și condamnări ale ilegaliștilor din România*, București: Editura Universității din București, 257-305.
10. Dimitroff, Georgi (1957), „Die Offensive des Faschismus und die Aufgaben der Kommunistischen Internationale im Kampf für die Einheit der Arbeiterklasse gegen den Faschismus”, in Pieck, Wilhelm; Dimitroff, Georgi; Togliatti, Palmiro, *Die Offensive des Faschismus und die Aufgaben der Kommunisten im Kampf für die Volksfront gegen den Krieg und Faschismus, Referate auf dem VII. Kongreß der Kommunistischen Internationale*

- (1935), Berlin: Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, 85-125, zitiert nach Finke, Klaus (2007), *Politik und Film in der DDR*, Teilband 1, Oldenburg: BIS-Verlag.
11. Frunză, Victor (1990), *Istoria stalinismului în România*, București: Humanitas.
 12. Ionescu, Mihail E. (1984), *Puterea cuvîntului: propaganda mișcării de rezistență din România: 1940-1944*, București: Editura Științifică și Enciclopedică.
 13. Ionescu-Gură, Nicoleta (2004), „Studiu introductiv”, in Dobre, Florica (Coord.), *Membrii C.C. al P.C.R., 1945-1949. Dicționar, Consiliul Național pentru Studierea Arhivelor Securității*, București: Editura Enciclopedică, 5-56.
 14. Kannapin, Detlef (1997), *Antifaschismus im Film der DDR. Die DEFA-Spielfilme 1945 bis 1955/1956*, Köln: Papy-Rossa.
 15. Kligman, Gail (2000), *Politica duplicității: controlul reproducerii în România lui Ceaușescu*, București: Humanitas.
 16. Neagoe-Pleșa, Elis (2014), „Gheorghe Gheorghiu-Dej și „procesul ceferiștilor“ (1933-1934)”, in Cioroianu, Adrian (Ed.), *Comuniștii înainte de comunism. Procese și condamnări ale ilegaliștilor din România*, București: Editura Universității din București, 77-124.
 17. Pavelescu Tudor, Alina; Dască, Octavian; Petrovici, Afrodita; Dobrotă, Carmen (Hrsg.) (2003), *Partidul Comunist din România în anii celui de-al doilea război mondial: 1939-1944*, București: Arhivele Naționale ale României.
 18. Pleșa, Liviu (2014), „Vasile Luca în anii ilegalității”, in Cioroianu, Adrian (Ed.), *Comuniștii înainte de comunism. Procese și condamnări ale ilegaliștilor din România*, București: Editura Universității din București, 23-75.
 19. Schmitt, Oliver Jens (2013), „«Zum Kampf, Arbeiter» - Arbeiterfrage und Arbeiterschaft in der Legionärsbewegung (1919-1938)”, in Heinen, Armin; Schmitt, Oliver Jens (Hrsg.), *Inszenierte Gegenmacht von rechts. Die „Legion Erzengel Michael“ in Rumänien 1918-1938*, München: Oldenburg Verlag, 277-361.
 20. Șerban, Sorin (1997), „Ilegaliștii”, in Boia, Lucian (Hrsg.), *Miturile comunismului românesc*, Vol. 2, București: Editura Universității București, 45-58.

21. Tismăneanu, Vladimir (2014), *Stalinism pentru eternitate. O istorie politică a comunismului românesc*, București: Humanitas.
22. Verdery, Katherine (1994), *Compromis și rezistență: cultura română sub Ceaușescu*, București: Humanitas.

Quellensammlungen:

1. Arhiva Istorică a B.A.R., fond I, dos. Nr. 320, f. 31-33, in Tudor, Alina; Cătănuș, Dan (Hrsg.) (2000), *Amurgul ilegalistilor, Plenara PMR din 9-13 iunie 1958*, București: Vremea.
2. Berindei, Mihnea; Dobrinu, Dorin; Goșu, Armand (Hrsg.) (2009), *Istoria comunismului din România. Documente. Perioada Gheorghe Gheorghiu-Dej, Comisia prezidențială pentru analiza dictaturii comuniste din România*, București: Humanitas, daraus:
 - Dokument 127: „1956 noiembrie 23, București. Ședința cu instructorii teritorialii ai CC al PMR din cadrul Secției Organelor de Partid, în care s-au prezentat manifestările legate de Revoluția din Ungaria, în rândurile mai multor categorii sociale și ale membrilor UTM și PMR, și măsurile luate în mai multe regiuni din România“, Quelle: ANIC, Fond CC al PCR, Secția Organizatorică, dosar 45/1956, ff. 1-16, 26-33, 42, hier: S. 544-556.
 - Dokument 130: „1956 decembrie 13, București. Consfătuirea cu primii secretari ai comitetelor regionale UTM, mai ales din centrele universitare, ca urmare a Revoluției din Ungaria“, Quelle: ANIC, Fond CC al UTC, dosar 38/1956, ff. 136, 167-181, hier: S. 559-565.
 - Dokument 132: „1957, ianuarie 9, București. Raportul privind sarcinile UTM în rândurile studenților, ce urma a fi prezentat de Ion Iliescu la 10 ianuarie, în prima zi a Plenarei CC al UTM [...] în contextul revoluției din Ungaria“, Quelle: ANIC, Fond CC al UTC, dosar 11/1957, ff. 34-44, hier: S. 570-575.
3. Berindei, Mihnea; Dobrinu, Dorin; Goșu, Armand (Ed.) (2012), *Istoria comunismului din România. Documente. Nicolae Ceaușescu (1965-1971)*, Vol. II, Iași: Polirom, daraus:

- Dokument 5: „1965 aprilie 14, București: Discuție în cadrul Biroului Politic în care se precizează atitudinea conducerii partidului față de unii ilegaliști [...]” (Stenograma ședinței Biroului Politic al CC al PMR din ziua de 14 aprilie 1965), Quelle: ANIC, Fond CC al PCR – Secția Cancelarie, dosar 53/ 1965, ff. 8, 38-42, hier: S. 53-56.
 - Dokument 7: „1965 septembrie 6, 28, București: Secretariatul CC al PCR aprobă răspunsurile ce trebuie date la întrebările privind acordarea stagiului de partid din ilegalitate la 21 septembrie 1965”, hier: S. 62-67.
 - Dokument 11: „1966 ianuarie 20, București: Discuția în cadrul Comitetului Executiv privind reprimirea în partid a lui Constantin Doncea [...]” (Stenograma ședinței Comitetului Executiv al CC al PCR din ziua de 20 ianuarie 1966), Quelle: ANIC, Fond CC al PCR – Secția Cancelarie, dosar 6/ 1966, ff. 7, 20-22, hier: S. 81-83.
 - Dokument 61: „1968 iunie 18, București. Aprobarea în cadrul Secretariatului CC al PCR a modului în care s-a realizat acordarea vechimii în partid pentru ilegaliști [...]” (Protocol Nr. 17 al ședinței Secretariatului CC al PCR din ziua de 18 iunie 1968), Quelle: ANIC, Fond CC al PCR – Secția Cancelarie, dosar 102/1968, ff. 2-4, 9, 17-24, hier: S. 403-407.
4. Pavelescu, Alina; Dumitru, Laura (Hrsg.) (2007), *P.C.R. și intelectualii în primii ani ai regimului Ceaușescu (1965-1972)*, București: Arhivele Naționale ale României, daraus:
- Dokument 4: „1965, octombrie 14. Referat înaintat de Leonte Răutu către Cancelaria C.C. al P.C.R., cu privire la întocmirea *Istoriei Partidului Comunist Român*”, Quelle: D.A.N.I.C., fond C.C. al P.C.R. – Cancelarie, dosar 144/1965, f. 58-70, hier: S. 41-46.
 - Dokument 19: „1969, mai 31. Referat înaintat Direcției Generale pentru Presă și Tipărituri, cu privire la conținutul lucrărilor din istoria României apărute în perioada 1966-1968”, Quelle: D.A.N.I.C., fond Comitetul pentru Presă și Tipărituri, dosar 17/1969, f. 139-148, hier: S. 247-252.
 - Dokument 24: „1970, decembrie 18. Notă întocmită de Serviciul „Ideologie” din Direcția Generală a Presei și Tipăriturilor, referitoare la conținutul compendiului *Istoria României*”, Quelle: D.A.N.I.C., fond Comitetul pentru Presă și Tipărituri, dosar 59/1970, f. 228-236, hier: S. 267-272.

5. Tudor, Alina; Cătănuș, Dan (Hrsg.) (2000), *Amurgul ilegalistilor, Plenara PMR din 9-13 iunie 1958*, București: Vremea.

Elektronische Quellen:

1. Broszat, Martin (1981), „Resistenz und Widerstand. Eine Zwischenbilanz des Forschungsprojekts „Widerstand und Verfolgung in Bayern 1933-1945““, in Graml, Hermann; Henke, Klaus-Dietmar (1987), *Nach Hitler. Der schwierige Umgang mit unserer Geschichte. Beiträge von Martin Broszat*, München: Oldenbourg, S. 68-91, hier: S. 76f. zit. nach: Filser, Karl (2000), *Dissens, Resistenz, politischer Protest...Zum Widerstandsbegriff in der deutschen Historiographie der Nachkriegszeit*, S. 101, [<https://opus.bibliothek.uni-augsburg.de/opus4/frontdoor/index/index/docId/1069>], 11. April 2016.
2. Burcea, Mihai (2013), „Recuperarea memoriei interbrigadiștilor și maquisarzilor români. Studiu de caz: Ion Călin (I)“, in *Annals of the University of Bucharest. Political Science Series*, issue: XV/1/2013, S. 85-118, [<http://www.andco.ro/wp-content/uploads/2014/09/M.-Burcea-I.pdf>] 25. April 2016.
3. Burcea, Mihai (2013), „Recuperarea memoriei interbrigadiștilor și maquisarzilor români. Studiu de caz: Ion Călin (II)“, in *Annals of the University of Bucharest. Political Science Series*, issue XV/2/2013, 123-148, [<http://www.andco.ro/wp-content/uploads/2014/09/M.-Burcea-II.pdf>], 25. April 2016.
4. Lăcătușu, Dumitru (2014), „Convenient Truths: Representations of the Communist Illegalists in the Romanian Historiography in Post-Communism“ in *Brukenthalia*, No. 4, Sibiu, 197-202, [<http://www.andco.ro/wp-content/uploads/2014/09/D.-Lacatusu-Brukenthalia-4..pdf>] 24. April 2016.

DER TRANSFORMATIONSPROZESS RUMÄNIENS UND SEINE HINDERNISSE ZUR DEMOKRATIE

THE TRANSFORMATION PROCESS OF ROMANIA AND ITS OBSTACLES TO DEMOCRACY

Roxana Stoenescu*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2018.2.16

Published Online : 2018-12-31

Published Print : 2018-12-31

Abstract

This article discusses the difficulties of Romania's transformation and democratisation process. Despite the "official" change of system, corruption, social inequality, clan structural organisation and nepotism prevail in Romania. Without democratic values having provided the decisive impetus for the transformation of society, the completion of the system change didn't take place, because there was no basis for a democratic change of values.

The main thesis are that if the consciousness of the broad masses, despite the formal democratisation process did not change fundamentally, changing towards a democratic identity remains rather a utopian goal.

* Dr. Roxana Alice Stoenescu has been working since 2017 as a lecturer at the Faculty of European Studies, Babeş-Bolyai University, Cluj-Napoca. She received a Master's Degree in Comparative European Political Studies: Germany and Eastern Europe. She obtained her doctoral degree in 2017 from the Faculty of History and Philosophy at the Babeş-Bolyai University. Contact: lenasvincent@yahoo.com

Keywords: Romania, post-comunism, transformation process, democratisation, value shift, political culture

Einführung

Die Transformation der rumänischen Gesellschaft schließt "eine simultane zwei- bzw. dreifache Transition ein: 'vom Plan zum Markt', von Einparteienregimen zu Demokratien und – soweit erforderlich – von zwangsintegrierten zu selbstbestimmten (National)Staaten."¹ Claus Offe spricht deshalb auch von der Gleichzeitigkeit der staatlichen, wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Wandlungsprozesse der Transformation.²

Mit dem Untergang der kommunistischen Diktatur tauchen nun eine Reihe von problematischen Folgeerscheinungen für die Gesellschaft des Transformationslandes auf.

Einerseits wäre da das Problem der Umstellung des ökonomischen Systems von der Plan- und Kommandowirtschaft auf den neoliberalen Kapitalismus in einem internationalen Markt und dem System der flexiblen Arbeit, die von der Politik des Postsozialismus nicht unbedingt begünstigt wurde.³

Die Realität "liberalistischer und voreiliger Verheißungen" sollte sich in ihrer Entwicklung allerdings weitaus "prosaischer" zeigen, als Osteuropaexperten es je angenommen hatten.⁴

Andererseits ist die Umstellung des politischen Systems selbst mit vielen Hürden verbunden. Die Einparteindiktatur muss sich in eine parlamentarische Demokratie verwandeln. Diese ist in Mittel-Osteuropa besonders von Korruption betroffen, da "die alten politischen Strukturen

¹ Raj Kollmorgen, „Zwei konkurrierende Disziplinen? Entwicklungssoziologie und Transformationsforschung“, in Heiko Schrader, Ingrid Oswald (Hg.), *Berliner Debatte Initial*, Nr. 15, Vol. 3, 2004, S. 28.

² Vgl. Claus Offe, *Der Tunnel am Ende des Lichts. Erkundungen der politischen Transformation im Neuen Osten*, NY/Frankfurt am Main: Campus Verlag, 1994.

³ Vgl. Andrei Marga, „Grenzen und Dilemmata der Transformation“, in Armin Nassehi (Hg.), *Nation, Ethnie, Minderheit, Beiträge zur Aktualität Ethnischer Konflikte*, Köln/Weimar/Wien: Böhlau Verlag, 1997, S. 409.

⁴ *Ibd.*

des kommunistischen Systems nicht gänzlich überwunden wurden“⁵, was eine permanente Bedrohung für die Entwicklung eines pluralistisch-demokratisch orientierten Sozialstaats darstellt. Diese beiden Probleme lassen sich als „ineffiziente Verwaltung“ zusammenfassen und bestehen daraus, „Kritik zu unterdrücken und ökonomische Güter recht ineffektiv zu verteilen, um Massenloyalität zu sichern.“⁶ Möglich wurde das angesichts politisch fragwürdiger Maßnahmen und politischer Korruption, die nach der Wende in Rumänien in großem Ausmaß stattgefunden haben und nicht zuletzt durch die Privatisierung der nationalen Industrien einen ökonomischen Zusammenbruch, der von Arbeitslosigkeit und Inflation gekennzeichnet war, herbeigeführt haben. Ursache der Korruption ist, dass die Ex-Kommunisten gemeinsam mit den Nationalisten nach 1989 (wieder) an Einfluss gewinnen konnten und einen *populistischen Liberalismus* erschufen, der durch eine Parteienpolitik ehemaliger kommunistischer Machtinhaber, die „unter sozialdemokratischen oder sozialistischen Labels operierte[n]“ und hinter einem „neo-liberalen Jargon versteckt“ den Transformationsprozess durch „krypto-sozialistische Formeln“ und einer „populistischen Propaganda als Folie für egalitäre und quasi sozialistische Semantiken“ behinderten, geschaffen wurde.⁷ Der Grund dafür liegt nach der Auffassung des Klausenburger Soziologen A. Roths u. A. darin, dass Rumänien eine „clanstrukturelle“ Gesellschaft ist, in der die Beziehungen zwischen „Patron“ und „Klientel“ größeren Einfluss haben, „als alle sukzessiven Revolutionen und Reformversuche“. Dadurch blieb trotz des Zusammenbruches des kommunistischen Regimes dieses „Beziehungs-Geflecht“ der politischen und ökonomischen Elite Rumäniens bis heute noch bestehen.⁸

Daraus ergibt sich das dritte große Problem der Transformation, das in der Entwicklung eines Bewusstseinswandels der „sozialistischen Gesellschaft“ hin zu einer selbstbestimmten Gesellschaft besteht. Die rumänische Gesellschaft lebte bis zur Wende und auch lange Zeit danach in einer Art

⁵ Ibid.

⁶ Ibid., S. 411.

⁷ Ibid. S. 414-415.

⁸ Andrei Roth, „Staatliche Bürokratie und neue Eliten im posttotalitären Rumänien“, in Anton Sterbling, Heinz Zipparian (Hg.), *Max Weber und Osteuropa*, Hamburg: Krämer Verlag, 1997, S. 198.

„Bewusstseinschwund“, so dass die Bemühungen um einen Wertewandel ein weitaus schwierigeres Problem darstellt, als die staatlichen Strukturreformen umzusetzen.

1. Die Transformationsprobleme Rumäniens

Dadurch, dass in Rumänien nach 1989 das eingeführte kapitalistische System unter der politischen, ökonomischen und administrativen Führung ihrer „postkommunistischen Elite“ stand, änderte sich bis zu den im Jahre 1999 begonnenen Beitrittsverhandlungen zur Europäischen Union nicht viel an der politischen und ökonomischen Lage. Selbst mit dem Beitritt zur NATO am 29. März 2004 wurden noch keine großen Reformertolge erzielt. Man könnte sagen, dass erst mit dem Beitritt in die EU am 01. Januar 2007 erste demokratische Reform- und Denkprozesse in Rumänien angestoßen wurden. Die Fortschritte des Landes als Folge der Mitgliedschaft der Europäischen Union werden durch das positive Bild, dass die Rumänen von der EU haben, angestoßen. Anhand einer Umfrage des Eurobarometers vom Jahr 2015 schätzen 62 % der Rumänen die EU als positiv ein.⁹ Bis dahin kann man in Rumänien kaum von einer tatsächlichen Wende oder einer wirklichen Transformation¹⁰ sprechen, da der Regime- oder Systemwechsel nur formal innerhalb der Parteikader stattfand. Die „Regeln“ des demokratischen Verfassungsstaates und der neoliberalen und nun freien Marktwirtschaft wurden daher zu Gunsten der weiterhin herrschenden (post)kommunistischen bzw. „Reform-“ Elite ausgelegt. Die Gesellschaft erfuhr dabei den System-“Wandel“ der Politik und des Arbeitssystems als eine Verlängerung des kommunistischen Regimes, nur offensichtlich instabiler und wie zuvor schon von Korruption und Austerität gekennzeichnet.¹¹ Laut dem Eurobarometer

⁹ Europäische Kommission, „Standard Eurobarometer“, in *Public opinion in the European Union*, 2015 [http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb83/eb83_first_en.pdf], abgerufen am 08.05.2016 um 13.06 Uhr.

¹⁰ Vgl. Wolfgang Merkel, *Systemtransformation. Eine Einführung in die Theorie und Empirie der Transformationsforschung*, Wiesbaden: Springer Verlag, 2010, S. 66.

¹¹ Vgl. Bertelsmann - Transformations- Index für 2003 [<http://bti2003.bertelsmann-transformation-index.de/180.0.html>], abgerufen am 08.05.2016 um 13.10 Uhr. Vgl. Europäische Kommission, „Bericht der Kommission an das Europäische Parlament und den Rat“, *Über Rumäniens Fortschritte im Rahmen des Kooperations- und Kontrollverfahrens*, S. 3 f. Brüssel 18. 07. 2012 [http://ec.europa.eu/cvm/docs/com_2012_410_de.pdf], abgerufen am 08.05.2016 um 13.31 Uhr.

von 2013 sind 82 % der befragten Rumänen noch immer der Meinung, dass Korruption in den nationalen öffentlichen Institutionen vorhanden ist; 83 % stimmen dem Korruptionsverdacht auch hinsichtlich regionalen öffentlichen Institutionen zu, 54 % sind der Meinung, dass Korruption im Land sehr weit verbreitet ist und 57 % der Rumänen denken, die Korruption einen negativen Einfluss auf ihr Alltagsleben.¹² Auch hier ist zu erkennen, dass die einfache strukturelle und formale Übernahme eines Systems nicht mit wirklichen Reformen, die einen funktionstüchtigen demokratischen Nationalstaat mit einer neoliberalen Marktwirtschaft hervorzubringen in der Lage wären, gleichzusetzen ist. Simulation und formale Anpassung waren einmal mehr die Methode, das Land auf einen besseren Weg zu bringen, anstatt tiefgreifende Reformen im Wirtschafts- und Bildungssystem einzuführen, die wirklichen Wandel begünstigt hätten. Der Grund für die formale Übernahme demokratischer Strukturen, die bisher keine wirklichen Entwicklungsschritte hin zu einer Demokratie erzeugt haben und keine maßgeblichen gesellschaftlichen Veränderungen hervorgerufen haben, liegt einerseits darin dass der Impuls dafür vom Volk eine Demokratie „von unten“ aufzubauen gar nicht vorhanden war und andererseits auch von den „Eliten“ kein Interesse darin bestand das Volk an den Aufbau einer Demokratie heranzuführen, da sie so schneller ihre politischen und ökonomischen Machtpositionen eingebüßt hätten. Da kein wirklicher Wunsch seitens der rumänischen Führungseliten bestand eine „intakte“ Demokratie aufzubauen, kann man sagen, dass es auch keine wirklichen Maßnahmen in dieser Hinsicht gab, demokratische Reformen umzusetzen, deshalb tat man das nur formal, indem bspw. Ämter und Institutionen geschaffen wurden und man diese mit der „alten“ Nomenklatura besetzte. So konnten Strukturen des „alten“ kommunistischen Systems auch weiterhin in Rumänien bestehen und erhalten bleiben, durch das der rumänische Nationalkommunismus seine Kontinuität durch den Postkommunismus erfuhr. Ein alternativer Weg wäre dazu die gründliche und rechtzeitige

S. d. a.: [http://ec.europa.eu/public_opinion/index_en.htm], Vgl. Europäische Kommission, „Bericht der Kommission an das Europäische Parlament und den Rat“, *Über Rumäniens Fortschritte im Rahmen des Kooperations- und Kontrollverfahrens*, S. 3 f. Brüssel 22. 02. 2014 [http://ec.europa.eu/cvm/docs/com_2014_37_de.pdf], abgerufen am 08.05.2016 um 13.40 Uhr.

¹² Europäische Kommission, „Eurobarometer“, *Korruption in Rumänien*, 2013 [http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_397_fact_ro_en.pdf], abgerufen am 08.05.2016 um 14.20 Uhr, Vgl. dazu auch die Angaben zu den EU Befragten.

Aufarbeitung der kommunistischen Vergangenheit gewesen, indem die Securitate-Akten noch vor ihrer großflächigen Beseitigung und Zerstörung¹³ oder Verzerrung geöffnet werden mussten, um die betreffenden Personen, wie ehemalige Securitate-Offiziere zu enttarnen und sie durch Sanktionen für ihre Taten zur Rechenschaft zu ziehen. Dadurch hätte man ihre Einmischung in politische und ökonomische Tätigkeiten aufhalten können und zumindest die Fortsetzung kommunistischer Strukturen im institutionellen Rahmen unterbinden können. Die Reformpolitik wussten die Ex-Kommunisten schnell für sich und ihre privaten Interessen einzunehmen, wodurch sie zu einer oligarchischen Elite aufsteigen konnten, während die rumänische Bevölkerung weiterhin arm blieb. Laut Rawls stellt das „die Auswirkungen von Ungerechtigkeit im politischen System dar“ und hat seines Erachtens weitaus gravierendere und permanentere Folgen als die „Unvollkommenheit eines Marktes“¹⁴, da sich die Korruption institutionalisierte und der Gesellschaft die Möglichkeit auf ein demokratisches Staatssystem und einer freien und wettbewerbsfähige Marktwirtschaft verwehrte.

1.1. Reformrückschläge

Das Wirtschaftssystem Rumäniens brach einige Jahre nach der Wende schließlich zusammen, da die Privatisierung durch die Nomenklatura hinausgeschoben wurde und westliche Investoren ihre großen Kapitalanlagen in andere, bereits liberalisierte osteuropäische Länder steckten – der Standort Rumänien mit seiner instabilen politischen Landschaft und der mangelnden Infrastruktur versprach keine Gewinne. So konnte Rumänien auch noch lange Zeit nach den 90er Jahren nicht an die anderen Reformländer anschließen und sich schon gar nicht den marktwirtschaftlichen Erfordernissen des Neoliberalismus anpassen, wodurch sich auch die Lebensformen, Lebensweisen, und folglich auch die Mentalitäten nicht wesentlich änderten. Somit fiel der Modernisierungsprozess Rumäniens in eine Art Lethargie und war von Stagnation gekennzeichnet.

Das Aufleben stark nationalistischer, populistischer, als auch religiöser und traditioneller Werte, die zugleich mit modernen Elementen der kapitalistischen Konsumgesellschaft vermischt wurden, sind bezeichnend

¹³ Katherine Verdery, *Secrets and Truths*, Ethnography in the Archive of Romania's Secret Police, Budapest/New York: CEU Pres, 2014, S. 33.

¹⁴ John Rawls, *Eine Theorie der Gerechtigkeit*, Frankfurt am Main: Suhrkamp, 1975, S. 257.

für die postkommunistische Gesellschaft Rumäniens. Bezeugt wird das durch das vermehrte auftreten populistischer, ultranationalistischer und nationalistische Parteien, die nach der Wende in Rumänien um die Machtpositionen kämpften. 2004 verzeichnete das Freedom House Country Report, dass die PRM (Partidul Romania Mare), die Partei Großrumäniens unter dem Vorsitzenden Corneliu Vadim Tudor, 20 % der Wählerstimmen gewann und zu den vier größten Parteien Rumäniens zählte.¹⁵ Dieses Aufleben populistischer und (ultra-)nationaler Politik spiegelte sich nach der Wende auch in zahlreichen Elementen der städtischen Architektur und Kunst wider. Es tauchten vermehrte Statuen rumänischer Nationalhelden wie Avram Iancu, Mihai Viteazu, M. Eminescu u. A. auf städtischen Plätzen auf, man änderte öffentlich aufgestellte Geschichts- und Erinnerungstafeln, um Geschichte zu Gunsten „der Rumänen“ und zum Nachteil „der Minderheiten“ zu verfälschen oder aber man dekorierte die Städte mit der Trikolore der rumänischen Flagge. Bis heute noch gilt diese politische Verherrlichung kultureller Persönlichkeiten in Nationalhelden. Die Orthodoxe Kirche unterstütze die nationalen Bewegungen durch Sakralisierung der Politik, da sich die Nationalstaatlichkeit Rumäniens noch immer stark ethnisch definiert. Die Orthodoxe Kirche Rumäniens wird daher als identitätsstiftender Motor der rumänischen Nation angesehen und genießt großes Ansehen. Durch das starke Aufleben nationaler Identitätskonstrukte nach 1989 wurde auch die Position der orthodoxen Kirche, die die religiöse Mehrheit repräsentierte, in der rumänischen Gesellschaft zunehmend gefestigt. So entsteht eine komplizenhafte Zusammenarbeit zwischen der korrupten Politik Rumäniens und den spirituellen und religiösen Vertretern der Glaubensgemeinschaft der Orthodoxen. Zurückzuführen ist diese politische und religiöse Kollaboration oder „Simphonia“ ebenfalls auf die kommunistische Zeit Rumäniens, in der die Orthodoxe Kirche, im Gegensatz zu allen anderen Kirchen vom kommunistischen Regime geduldet und gefördert wurde. Man sagt ihr sogar nach, vor allem unter dem Patriarchen Teoctist (1986- 2007) Verbindungen zu dem Geheimdienst der Securitate gepflegt zu haben.¹⁶

¹⁵ Freedom House, *Romania 2004 Country Report*, Rowman & Littlefield Publishing House, 2004, S. 445-446.

¹⁶ Vgl. Klara A. Csiszar, „Religion in Rumänien“, in Markus Porsche-Ludwig, Jürgen Bellers (Hg.), *Religionen in den Ländern der Welt*, Bd. 1, Nordhausen, 2012, Vgl. V. Tismăneanu, *Comisia Prezidențială pentru analiza dictaturii comuniste din România – Raport final* [dt. *Präsidentenkommission*

Die zunehmende Bedeutung von Kirch und Religion wird auch durch den enormen Zuwachs an orthodoxer Kirchenbauten bezeugt. Seit 1989 wurden jährlich ca. 90 neue Kirchen gebauten, was in einem Verhältnis von 1: 5 zum Neubau von Schulen steht. Begründet wird die Notwendigkeit der Kirchenbauten durch die Orthodoxe Kirche damit, dass Die Rumänisch-Orthodoxe-Kirche und ihre Glaubensgemeinschaft über 19 Mio. Anhänger zähle und die weltweit zweitgrößte orthodoxen Kirchengemeinde sei.¹⁷ Aufgrund dieses Erstarken und Aufleben der patriarchalen orthodoxen Kirche wächst ihr Einfluss in der Gesellschaft und auch die Identifizierung der Rumänen mit nationalen und religiös-traditionellen Identitätskonstrukten. Kritisiert wird die Rumänisch-Orthodoxe-Kirche vor allem wegen ihrer eher rückständigen Religionsphilosophie, die sich einer modernen Auseinandersetzung, Weiterentwicklung und Um- oder Reinterpretation orthodoxer Spiritualität, Glaubensinhalte und Schriften verweigert, so wie es beispielsweise im Katholizismus zumindest im gewissen Rahmen Brauch ist. Aus diesem Grund verstehen Kritiker die rumänische orthodoxen Religiosität eher als ein „Ritual“, statt sie als „religiöse Metaphysik“ aufzufassen.¹⁸ Sichtbar wird dieses Phänomen besonders im Alltagsleben der Rumänen, wo verschiedene altertümliche Bräuche und Rituale bei Verlobungen, Hochzeiten, Begräbnissen und Taufe praktiziert werden. Dabei erfahren traditionale und rurale Werte eine starke Sakralisierung und religiöse Konnotation und leben sogar im städtischen Raum wieder auf. Wie man unschwer an den letzten Präsidentschaftswahlen von 2014 erkennen konnte, erfährt auch das Politische eine starke Sakralisierung, was nicht zuletzt zur nationalen Identitätsstiftung beiträgt. Der Wahlkampf Victor Pontas zielte auf ein ethnische und konfessionelles „wahres“ Rumänien ab in Abgrenzung zum „guten“ Rumänien Klaus Johannis, der siebenbürgischer Abstammung und evangelischer Konfession ist. Diese Rückkehr zu traditionellen Werten und der Rückgriff auf einheitsstiftende

für die Analyse der kommunistischen Diktatur in Rumänien – Endbericht], București: Humanitas, 2007. Vgl. A. Maté-Tóth, P. Mikluščák, *Nicht wie Milch und Honig*, Wien 2000, S. 34. / București 2006, S. 465. In: http://www.presidency.ro/static/ordine/RAPORT_FINAL_CPADCR.pdf (Stand: 23.08.2011, um 20:04).

¹⁷ Rumänisch Orthodoxe Metropole für Deutschland, Zentral- und Nordeuropa (KdöR), *Die Rumänische Orthodoxe Kirche* [<http://www.mitropolia-ro.de/index.php/30-geschichte-der-metropole/119-i-die-rumaenische-orthodoxe-kirche>], abgerufen am 10. 05. 2016 um 15. 37 Uhr.

¹⁸ Andrei Marga, *Bildung und Modernisierung*, Cluj-Napoca: Cluj University Press, 2005, S. 101.

Konstruktionen, wie Ethnie oder der Glaubensgemeinschaft der Orthodoxen, um das rumänische Nationalgefühl zu bekräftigen, liegen einerseits darin begründet, dass die politische Kultur Rumäniens lange Zeit von einer volkstümlichen Anschauung -der Dorfgemeinschaft¹⁹ geprägt war, da die rumänische Nation nur sehr jung ist und auch einfach historisch fundierte Gemeinsamkeiten für die Konstitution eines Gemeinschaftsgefühls fehlen. Andererseits spricht die Rückkehr zu traditionell und religiös geprägten Werten auch für die politische und ökonomische Instabilität und der Unsicherheit Rumäniens, mit der sie sich seit der Wende und ihrer Öffnung hin zu einer internationalen Politik und der internationalen wettbewerbsfähigen freien Marktwirtschaft, nach der langen Zeit der Isolierung konfrontiert sah. Die Rückkehr zu den „alten“ religiös-traditionellen Werten zeugt von einer Identitätskrise der rumänischen Gesellschaft, die sie nur sehr langsam zu verarbeiten begann, da die „neue“ Welt zugleich auch eine „Fremde“ war, die eher als Bedrohung gegenüber dem „Eigenen“ empfunden wurde. Aus diesem Grund verschloss sich Rumänien politisch und ökonomisch in den ersten Jahren nach der Wende. Die Privatisierung der Wirtschaft dauerte lange und die Öffnung gegenüber den internationalen Märkten verzögerte sich.

Ein weiterer Grund für diese Art politischer Kultur könnte laut Stelian Tănases daran liegen, dass "seit Jahrhunderten Rumänien eine Gesellschaft ist, die sich auf Verwandtschafts-, Nachbarschafts- und Heiratsbeziehungen gründet,"²⁰ was Korruption, Nepotismus, ungleiche Chancenverteilung in Hinblick auf Posten im öffentlichen Dienst oder hoch qualifizierte Berufe als auch ungleichen Zugriff zu Ressourcen begünstigt.

Die ersten Jahre der „Wende“ waren somit von Stagnation und politischer und wirtschaftlicher Unsicherheit anstelle von Reformprozessen gekennzeichnet.

„Zwischen 1989 und 1999 sank das Bruttoinlandsprodukt (BIP) des Landes auf 74 % des Ausgangswertes. Erst im Jahre 2000 konnte das BIP wieder ein Wachstum von 1,6% verzeichnen, das sich 2001 beschleunigte.“²¹

¹⁹ Vgl. Andrei Marga, *Bildung und Modernisierung*, S. 99.

²⁰ Andrei Roth, „Staatliche Bürokratie und neue Eliten im posttotalitären Rumänien“, S. 198.

²¹ A. - Ute Gabanyi, „Das Politische System Rumäniens“, in Wolfgang Ismayr (Hg.), *Die politischen Systeme Osteuropas*, Opladen: Leske + Budrich, 2002, S. 554.

Zugleich findet sich in der rumänischen Gesellschaft nach der Wende und trotz dieser aufgezählten Modernisierungshemmenden Elemente auch eine wachsende Konsumbereitschaft der Bevölkerung, die zu Wirtschaftswachstum beiträgt.

„Das Wachstum des rumänischen BIP lag im Dezember 2002 bei 4,9 %, im ersten Quartal 2003 betrug das Wachstum real 4,4 %. [...] Die Importe stiegen 2002 langsamer an. Das Handelsbilanzdefizit betrug 2002 5,7 % des BIP (2001: 3,5 %). Die ausländischen Direktinvestitionen verharrten mit 1.169 Mio. Euro im Jahre 2002 zwar auf dem Niveau des Vorjahres, doch offenbar beginnen die exportierten ausländischen Kapitalanlagen der letzten Jahre nun Früchte zu tragen.“²²

Die Öffnung des bislang geschlossenen Marktes führte zum Zusammenbruch der nationalen Staatsbetriebe, die angesichts der westlichen Importprodukte konkurrenzunfähig waren, da die Gesellschaft nun Westprodukte kaufen wollte, weil „die bunte Warenwelt des Westens“ „deutlich attraktiver“.²³ Das hatte auch den Zusammenbruch der nationalen und regionalen Produktion in der Landwirtschaft zur Folge, die aufgrund der Liberalisierung immer mehr zu einer Subsistenzwirtschaft degeneriert ist, da sie sich angesichts den Angeboten internationaler Großkonzerne nicht mehr aufrechterhalten konnte.

Aufgrund der ständigen ökonomischen Instabilität der Jahre nach der Wende und der Jahre der Austeritätspolitik davor, litt die rumänische Gesellschaft unter einem permanenten materiellen Mangel, wodurch sie immer mit der Notwendigkeit konfrontiert wurde, was sich zu einer gesellschaftlichen Pathologie entwickelt hat.

Im Vergleich zu „demokratisch-kapitalistisch“ sozialisierten Individuen haben die Pathologien der (post)kommunistischen Gesellschaft einen permanenten (materiellen) Minderwertigkeitskomplex hinterlassen. Aus diesem Minderwertigkeitskomplex heraus, der im Kern auf die fehlenden westlichen kapitalistischen und politischen Entwicklungsprozesse und Wertorientierungen zurückzuführen ist, entstehen unterschiedliche Wertesysteme und unterschiedliche Selbstbilder. Diese Wertesysteme und Selbstbilder sind in Rumänien aufgrund des ausgebliebenen Wohlstandes

²² *Ibd.*, S. 554-555.

²³ Philipp Ther, *Die neue Ordnung auf dem alten Kontinent. Eine Geschichte des neoliberalen Europa*, Frankfurt am Main: Suhrkamp Verlag, 2014, S. 107.

und der anhaltenden Dominanz der Notwendigkeit über das Leben überwiegend materiell und statusorientiert. Durch die unterschiedlichen Wertesysteme, die die Individuen innerhalb der politisch und ökonomisch unterschiedlich geführten Systeme von West- und Osteuropa verinnerlicht haben, entstanden verschiedene Formen von Selbstwertgefühlen (bspw. gilt Arbeit in Rumänien nicht als selbstverwirklichende Tätigkeit), die sich durch unterschiedliche Auffassungen des Gemeinschaftssinns auszeichnen, die wiederum die Ursache für bestimmte Verhaltensweisen sowie individuelle und kollektive Ziele (sei es nationale, politische, wirtschaftliche, administrative, soziale, kulturelle usw.) und deren Priorisierung darstellen. In Rumänien ist und bleibt das vorrangige gemeinsame Ziel das ständige Nachholen der Modernisierungsprozesse der kapitalistisch entwickelten Länder.

Solange sich also nicht durch politische, wirtschaftliche und administrative Maßnahmen die Arbeitsformen, Arbeitsweisen und die Arbeitsverhältnisse der rumänischen Gesellschaft radikal verbessern und das Einkommen der Menschen an die marktwirtschaftlichen Preise angeglichen wird, kann sich auch die Lebensform und Lebensweise der Menschen nicht verbessern, da sie weiterhin im Zustand der „Proletarisierung“ leben. Ohne ein an internationale Marktpreisen angepasstes Einkommenssystem, kann sich in der rumänischen Gesellschaft auch weiterhin keine Mittelschicht entwickeln, die auch politischen Einfluss ausüben könnte.

Dadurch bleiben die Lebensformen der Menschen weiterhin überwiegend feudal struktureller oder proletarischer Natur, da die materiellen Bedürfnisse nicht befriedigt werden und die Gesellschaft primär durch die Beschäftigung mit der Notwendigkeit geprägt bleibt.

Da Transformationsländer sich also auch weiterhin in einem permanenten Zustand des Nach- oder Aufholens zu den demokratischen Gesellschaften befinden, kann man schlussfolgern, dass ihr Wertesystem bis heute noch überwiegend von materiellen Werten geprägt geblieben ist.

2. Demokratisierungshindernisse

Das politische Problem entstand gleich nach dem Zusammenbruch des Ceaușescu-Regimes und der Hinrichtung des Diktatorenpaares am 25. 12. 1989 auf Anordnung des neuen Staatspräsidenten Ion Iliescu und mit der Machtübernahme der „Front der Nationalen Rettung“ (Frontul Salvării Naționale (FSN)).

Die "neue" und besonders korrupte politische Elite, die sich von heute auf morgen in "Ex-Kommunisten" verwandelt hatte, waren die "neu- alten" Machthaber Rumäniens, da die Macht "nicht den 'jungen Leuten' zufiel, sondern der ‚zweiten Generation‘ - der alten Nomenklatura, die letztlich den Sieg der Wende davon getragen hat", da die "die kommunistische Partei nicht aufgelöst wurde, sondern binnen ein paar Stunden einfach verschwand."²⁴

In Rumänien gab es folglich, besonders auf politischer Ebene, keinen eigentlichen "Bruch" oder eine "Wende" und schon gar keinen "Sieg" einer Opposition, wie es in den anderen Ostblockstaaten nach 1989 der Fall war, da die Staatsapparatur vorwiegend in den Händen derselben kommunistischen Führungselite geblieben ist.

N. Chomsky vertritt dazu die Auffassung, dass

"daran gemessen die westlichen Eliten und die ehemalige Nomenklatura, die sich über ihre kühnsten Erwartungen hinaus bereichert hat, die Sieger sind, während ein Großteil der Bevölkerung des Ostens, die Armen und die arbeitenden Menschen im Westen und die Volksbewegungen im Süden, die versucht haben, einen unabhängigen Weg zu verfolgen, die Verlierer sind."²⁵

Roth fasst zusammen dass

„die Front der nationalen Rettung [...] sich ‚nur‘ als führende Bewegung dargestellt hat, die die Stimme der Mehrheit der Wähler erlangt hat [...] Die Partei der Sozialen Demokratie in Rumänien (PDSR) war die Nachfolgerin jener Formation und Machtinhaberin [...] des Post-Sozialismus“, indem sie "die Einarbeitung der Partei in die höheren Positionen der Staatsverwaltung -

²⁴ Andrei Roth, *Staatliche Bürokratie und neue Eliten im posttotalitären Rumänien*, S. 194, S. a. Vladimir Tismaneanu, "Understanding National Stalinism: Legacies of Ceaușescu 's Socialism", in Henry F. Carey (Hg.), *Romania Since 1989. Politics, Economics and Society*, Lexington Books, 2004, S. 28: „Be that as it may, the RCP—which was, with its almost 4 million members, perhaps the largest party, in proportional terms, in the world—disappeared almost overnight on 22 December 1989.“

²⁵ Noam Chomsky, *Anarchismus, Marxismus und Hoffnungen für die Zukunft*, Interview mit Kevin Doyle für die Zeitschrift *Red & Black Revolution* Originaltext: www.chomsky.zmag.de/interviews.php?id=30, gefunden auf [www.chomskyarchiv.de], abgerufen am 27. 07. 2015, um 15. 19 Uhr.

auf höchster, mittlerer und unterer Ebene -, durch die parteipolitische Rekrutierung der bedeutendsten Vertreter des Apparats, insbesondere im ökonomischen Bereich verfolgte, dabei sollten Generaldirektoren und Direktoren der Betriebe und Banken unbedingt Mitglieder der herrschenden Partei sein und sie sind es tatsächlich fast alle gewesen.“²⁶

Das fehlende Interesse der rumänischen Elite am nationalen, wirtschaftlichen und politischen Wiederaufbau nach der Wende erklärt sich daher auch durch den fehlenden Wechsel innerhalb der Machteliten, deshalb könnte man in Rumänien eher von einer Kontinuität der Herrschaftselite sprechen, da auch die “kommunistischen Machtstrukturen” in Rumänien nicht vollständig abgebaut wurden und die “alten Parteiapparate - zum Teil” nur “eine veränderte Gestalt angenommen haben.“²⁷

Roth stellt hierzu fest, dass die überwiegend schleppend verlaufenden Transformationserfolge Rumäniens einerseits darin begründet sind, dass

“die Kader der neuen politischen Machtteile aus den Reihen der alten Nomenklatura stammten, [...] aus dem Kreis der Nachkommen und Verwandten der Spitzennomenklatura, wobei sie alte Positionen der alten Nomenklatura für eine neue politische Karriere, als Sprungbrett für Machterwerb verwendeten.“²⁸

Und andererseits darin, dass:

“der Übergang von der Kommandowirtschaft zur Marktwirtschaft, von der Dominanz des Staatseigentums zu einer Wirtschaft, die sich hauptsächlich auf Privateigentum stützte, von Anfang an mit einer grundlegenden Schwierigkeit konfrontiert war: dem Fehlen von Investitionskapital bei den Privatunternehmern, da im alten Regime niemand Kapital akkumulieren konnte.“²⁹

²⁶ Andrei Roth, *Staatliche Bürokratie und neue Eliten im posttotalitären Rumänien*, S. 194.

²⁷ Andrei Marga, „Grenzen und Dilemmata der Transformation“, S. 415.

²⁸ Andrei Roth, *Staatliche Bürokratie und neue Eliten im posttotalitären Rumänien*, S. 194.

²⁹ *Ibid.*, S. 195.

Deshalb entstanden in Rumänien nach der Wende im Zuge der Privatisierung als erste Stufe einer ökonomischen Elite zunächst nur kleine Unternehmen von Kleinhändlern, die Läden und Verkaufsstände betrieben und nicht große Unternehmen, die zu großen Konzernen oder Großkapitalisten aufsteigen hätten können, da das Investitionskapital dafür fehlt.³⁰ Die zweite Stufe oder Kategorie der ökonomischen Elite stammte laut Roth aus den Reihen "der alten Nomenklatura; wobei die politische Macht hier eine entscheidende Rolle spielte", da, wie Roth an Weber angelehnt konstatiert, man entweder "für" die Politik - oder aber "von" der Politik lebt.³¹ Die Transformation bedeutete daher für Rumänien nicht die Verwandlung in eine neoliberale Demokratie, sondern zunächst nur den Übergang in einen postkommunistischen Kapitalismus.

Um für die Politik zu Leben, erklärt Roth Webers Theorie weiterhin auf Rumänien bezogen,

"muss man - in einer Demokratie- ökonomisch unabhängig, das heißt vermögend sein, oder über genügend Privateinkommen verfügen [...] da aber keiner Privateinkommen hatte, wollte man von der Politik leben, Machtpositionen erreichen, um diese ökonomisch zu nutzen, oder wenigstens ihre Beziehung zu den Machtinhabern ökonomisch fruchtbar zu machen."³²

Erst 1996 sollte unter dem demokratischen Präsidenten Emil Constantinescu endlich einmal eine Opposition in Rumänien politische Macht ausüben. Allerdings wurde Constantinescu im Jahre 2000 wieder von Ion Iliescu abgelöst.

Diese instabile politische Grundlage hatte auch für die Liberalisierung der Marktwirtschaft negative Folgen, da die Privatisierung durch die Ex-Kommunisten gelenkt wurde und dadurch eine Oligarchie-Gruppe entstand. So verschwimmen die Grenzen zwischen dem politischen System und seinen Institutionen mit denen des Marktes.

³⁰ *Ibd.*, S. 195-196.

³¹ *Ibd.*, S. 196. Zit. n. Max Weber, *Politik als Beruf*, in *Gesammelte Politische Schriften*, Tübingen, 1988 (7.Auflg.), S. 513.

³² *Ibd.*, S. 196.

Jan Delhey stellte in seinem Werk *Zwischen Marx und Markt* nämlich fest, dass im Osten Europas Hybridgesellschaften, das heißt postsozialistische, aber nicht voll kapitalistische Gesellschaften entstanden sind, da

„[...] der Staat [hat] nach wie vor viele Großbetriebe in seiner Verantwortung hat, und die Entstaatlichung von Wirtschaft und Gesellschaft [ist] paradoxerweise eine Entstaatlichung durch den Staat ist.“

wobei die Inhaber der Staatsmacht auch das entscheidende Wort in der Wirtschaft haben und „informelle Netzwerke und Beziehungen“ für den individuellen Vorteil wichtig bleiben.³³ Auch A. Roth diagnostiziert in diesem Zusammenhang das gleiche Problem für den rumänischen Transformationsprozess, da bis Ende der 90er Jahre 86% der Gesamtproduktion in Staatsbetrieben erzeugt wurde und trotz der Privatisierung, der Staat weiterhin eine bedeutende Rolle in der Wirtschaft spielte, wodurch der Einfluss der politischen und administrativen Elite wuchs. Auf dieser Grundlage behielt diese Elite die Kontrolle über den Privatisierungsprozess bei und stellt mit diesem Klientensystem die Hauptquelle der Korruption dar.³⁴ Da es in Rumänien eine politische Kontinuität und keine eigentliche oppositionelle Wende gab, zögerte die postkommunistische Elite die Privatisierung hinaus, indem der Staat durch finanzielle Hilfeleistungen versuchte, die Industrie aufrechtzuerhalten und diese vor dem Zusammenbruch zu retten.

Ther erklärt nämlich, dass Rumänien und Bulgarien, als die staatlichen Budgets überlastet wurden die Privatisierung über `Manager-Buyouts` begannen; „die darauf beruhten, dass die Unternehmen an ihre Führungskader vergeben oder versteigert wurden.“ Dadurch wurden Diese völlig falsche Anreize erzeugt;

„denn nun lohnt es sich, Staatsbetriebe absichtlich herunterzuwirtschaften oder in verschiedene Teile zu zerschlagen, um sie dann günstig zu erwerben. Überdies wurden die Bieterverfahren häufig durch Insiderbeziehungen und Bestechungen verzerrt. Somit erzielte der Staat bei der Privatisierung viel

³³ Jan Delhey, *Osteuropa zwischen Marx und Markt. Soziale Ungleichheit und soziales Bewusstsein nach dem Kommunismus*, Hamburg: Reinhold Krämer Verlag, 2001, S. 64.

³⁴ Andrei Roth, *Staatliche Bürokratie und neue Eliten im posttotalitären Rumänien*, S. 199. zit. nach Stelian Tănase, „Patroni și clienți“, [dt. *Unternehmer und Kunden*], in *Sfera politică*, Nr. 25, Januar, 1995, S. 32.

geringere Einnahmen als erwartet, die Industrieproduktion ging zurück, was nochmals sinkende Steuereinnahmen nach sich zog. Rumänien und Bulgarien reagierten, indem sie die Notenpresse anwarfen, Ende der neunziger Jahre entstand eine weitere, verheerende Inflation.“³⁵

Rumänien erlitt dadurch in den 90er Jahren nicht nur einen Rückfall in ökonomische Missstände, die wieder von Inflation (1997 betrug die Inflationsrate über 150%, 1991-1994 lag sie ebenfalls im dreistelligen Bereich),³⁶ Arbeitslosigkeit, Produktivitäts- und Ressourcenmangel gekennzeichnet waren.³⁷ Ebenso konnten Reformen zur Liberalisierung oder Modernisierung aufgrund der Kontinuität der Nomenklatura und ihrer clanstrukturellen Vernetzung in Wirtschaft, Politik und Medien nach der Wende nicht wirksam werden bzw. gab es derartige Bestrebungen kaum.

Das Problem dieser „Geschlossenheit“ der rumänischen aber auch anderer osteuropäischer Transformationsgesellschaften, die durch „Beziehungswirtschaft“ und „Statuserwerb“ gekennzeichnet sind, wurzelt im Zentralismus des sozialistischen Staatsgebildes, in der sich die Macht im Netzwerk der Mitglieder der kommunistischen Apparatur und ihrer Kader konzentrierte, die ihre Privilegien über die Wende hinaus erhalten konnte. Ther sieht allerdings den Grund in diesen „halblegalen und illegalen Praktiken“, die nach der Wende in den postsowjetischen Ländern durch die „Reformpolitik“ das Anwachsen der Oligarchien begünstigt haben, nicht ausschließlich in „kulturellen Spezifika des postsowjetischen Raumes“ gelegen.³⁸ Ther versteht die osteuropäischen Oligarchen als „Pioniere des Kapitalismus“ die „Chancen“ genutzt haben, „die sich im Rahmen der Wirtschaftsreformen boten“ und die eine „äußerst effektive

³⁵ Philipp Ther, *Die neue Ordnung auf dem alten Kontinent*, S. 100-101, Vgl. d. auch Privatisierung in der Ukraine und Russland 101 f.

³⁶ *Ibd.*, S. 120.

³⁷ Vgl. dazu auch eingehend Alfred Stepan, Juan J. Linz, „Post communist Europe: Comparative reflections“, in Takashi Inoguchi; Edward Newman; John Keane (Ed.), *The Changing Nature of Democracy*, New York: United Nations University Press, 1998, siehe besonders S. 191 Table 12.1 ff. [This chapter is reprinted, with changes, by permission of the authors and the John Hopkins University Press from Juan J. Linz and Alfred Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation: Southern Europe, South America, and Post-Comunist Europe*, 1996.

³⁸ Vgl. Philipp Ther, *Die neue Ordnung auf dem alten Kontinent*, S. 102.

Kapitalakkumulation“ betrieben.³⁹ Die sozialen Strukturen aber blieben davon unberührt, sie wurden im Kommunismus, um besser und effektiver kontrolliert werden zu können, stark „uniformiert“ und „vereinheitlicht“: Berufsgruppen und Einkommensschichten glichen sich auch noch lange Zeit nach der Wende.⁴⁰ Delhey und Sterbling äußern sich zum Zustand der sozioökonomischen Strukturen der osteuropäischen Transformationsgesellschaften ebenso: die Lage in den „unterschiedlichen“ sozialen Schichten war sehr ähnlich, es gab keine schicht- oder klassenspezifische Identität und ebenso wenig konnte von einer „Fähigkeit zum kollektiven Handeln“ die Rede sein.⁴¹

Das Problem, das die Osteuropawissenschaftler hier festgestellt haben, besteht im Grunde in einer allgemeinen Problematik der Transformationsprozesse sozialistisch geführter Systeme, die sich im Übergang zu neoliberalen Demokratien in postsozialistische oder postkommunistische Gesellschaften verwandelt haben. Entgegen der theoretischen Erwartung, entstanden völlig neue bzw. „hybride“ Gesellschaftstypen, die

„strukturell einen eigenen, dabei selbst hoch differenzierten Typus überwiegend formaldemokratischer und formalkapitalistischer Gesellschaften - den postkommunistischen oder postsozialistischen Typus repräsentieren.“⁴²

Zudem wusste die rumänische Nomenklatura die Mechanismen und Regeln der neoliberalen Marktwirtschaft in ihrem Sinne zu nutzen und konnte sich durch die Privatisierungsmaßnahmen bereichern. So zementierten und stärkten sie ihre Macht und die Kontrolle über alle gesellschaftlichen Bereiche und schwächten gleichzeitig das Land und dessen Bevölkerung, die immer ärmer wurde, und boykottierten jegliche Transformations-, Modernisierungs- und Demokratisierungsprozesse.

³⁹ Vgl. *Ibd.*

⁴⁰ Jan Delhey, *Zwischen Marx und Markt*, S. 52-53.

⁴¹ *Ibd.*, S. 52-53 und Anton Sterbling, „Statussegregation als Strukturmerkmal osteuropäischer Gesellschaften: Shmuel N. Eisenstadts Bedeutung für die soziologische Osteuropaforschung“, in Klaus Plake; Wolfgang K. Schulze (Hg.), *Entillusionierung als Programm. Beiträge zur Soziologie von Shmuel Eisenstadt*. Weinheim: Deutscher Studien Verlag, 1993, S. 165, Vgl. 149-175.

⁴² Raj Kollmorgen, *Transformation als Modernisierung, Eine meta- und gesellschaftstheoretische Nachlese*, Beitrag für den Erfurter Sammelband zu Transformation und Europäisierung, 2008; 2007 unter gleichem Titel als Arbeitspapier, Nr. 47 des Instituts für Soziologie der Otto – von Guericke - Universität Magdeburg erschienen, S. 5.

Abschlussbetrachtungen

Durch das Ausbleiben oder der Nichteinhaltung demokratisch geregelter Rechtsnormen entstanden in Rumänien daher nicht nur schwerwiegende staatliche Strukturprobleme, sondern auch eine gesellschaftliche Krise, die sich als Bewusstseinskrise gegenüber liberaler und demokratischer Konzepte äußert. Der rumänischen politischen Kultur mangelte es im Postkommunismus vor allem am Verständnis gegenüber dem demokratisch regeltem Rechtssystem und den damit einhergehenden Rechten und Pflichten, wodurch sie wiederum leicht von der Nomenklatura manipulierbar war. Zusammen mit den vorhandenen staatlichen Strukturproblemen einer noch sehr jungen und schwachen Demokratie, der Privatisierung und dem Einsturz des rumänischen Industrie- und Agrarsektors in den 90er Jahren und der politisch unerfahrenen Bevölkerung kann man sagen, dass der rumänische Postkommunismus weniger eine Wende, im Sinne von Umgestaltung, als viel eher nur einen Regime- oder Elitenwechsel war. Demokratische Werte lassen sich aufgrund dessen kaum in der Gesellschaft legitimieren und auch die Arbeits- und Lebensweise sind noch an die Bedingungen des ehemaligen Kommunismus geknüpft. Einerseits liegt das daran, dass die politische Elite in *Persona* dieselbe blieb. Andererseits beruhen planwirtschaftlicher Kommunismus und freie marktorientierte Demokratie auf völlig unterschiedlichen Ideologien und Wertvorstellungen, weswegen die Transformation von einer auf dem Kollektivitätsprinzip (kollektive Arbeit, kollektive Güter, kollektive Planwirtschaft usw.) beruhenden Gesellschaft hin zu einer Gesellschaft des liberalen Individualismus, in der individuelle Leistungen, Besitzindividualismus und marktwirtschaftlicher freier Wettbewerb das System beherrschen, eine Herausforderung darstellte. Diese radikale Umstellung zu einer völlig gegensätzlichen Gesellschaftsform erfordert weit mehr, als nur die „Form“ der Demokratie und der neoliberalen Marktwirtschaft zu übernehmen, da sich die „Mentalität“ der Gesellschaft so nicht verändern lässt. Wie Ernest Renan in seinem Vortrag in der Sorbonne schon treffend formulierte, fehlt es den „Gemeinschaften der Interessen“ das „seelische“ und „geistige Prinzip“⁴³.

⁴³ Ernest Renan, „Vortrag in der Sorbonne am 11. März 1882“, (aus dem Französischen von Henning Ritter), veröffentlicht in: Michael Jeismann, Henning Ritter (Hg.), *Grenzfälle - Über neuen und alten Nationalismus*, Leipzig, 1993, S. 14.

Trotz des „offiziellen“ Systemwechsels herrschen in Rumänien Korruption, soziale Ungleichheit, Ausbeutung der arbeitenden Schicht, zu Gunsten der herrschenden politischen und ökonomischen Elite, clanstrukturelle Organisation und Nepotismus, der jede Chancengleichheit vereitelt, da öffentliche und privaten Ämter innerhalb der Eliten verteilt wurden, Berufs-, Karriere- und Erfolgchancen nur wenigen vorbehalten sind und eine weiterhin stark hierarchisierte Gesellschaft kennzeichnend für das postkommunistische Transformationsland Rumänien ist.⁴⁴ In diesem Zusammenhang stellen Skocpol, Barrington Moore, Henry F. Carey und Christopher Eisterhold auch fest, dass die 89er „Revolution“ eine Regimewechsel vom Totalitarismus zum Autoritarismus gewesen ist.⁴⁵

Ohne dass die Sehnsucht nach einem Leben mit demokratischen Werten den entscheidenden Impuls für die Umgestaltung der Gesellschaft gegeben hat, der Vollzug des Systemwechsels weder von der breiten Masse ausging noch ideell begründet war, sondern im Gegenteil, sogar den demokratischen Idealen zuwiderlief, gab es auch keine Grundlage für einen Wertewandel. Dieser hätte dem Systemwechsel eher vorausgehen müssen oder sich zumindest aus einer Veränderung der Lebens- und Arbeitsformen, einer Veränderung des gesellschaftlichen Alltags heraus oder aus dem Wunsch danach entwickeln müssen. Da Arbeits- und Lebensbedingungen sich aber grundlegend nicht änderten, ist auch eine Bewusstseinsveränderung der breiten Masse ein eher utopisches Ziel, trotz des formalen Demokratisierungsprozesses.

⁴⁴ Vgl. Andrei Roth, „Staatliche Bürokratie und neue Eliten im posttotalitären Rumänien“, S. 199, Vgl. Freedom House, *Romania 2004 Country Report*, Rowman & Littlefield Publishing House 2004, S. 458- 459: „Corruption in Romania is still grounded in the social structure of a country with almost no middle class and networks of individuals with disproportion influence.“ ff.

⁴⁵ Vgl. Henry F. Carey, Christopher Eisterhold, *Romania Since 1989, Politics, Economics and Society*, USA/UK: Lexington Books, 2004, S. 2, Vgl. a. Barrington Moore, *Social Origins of Dictatorship and Democracy: Lord and Peasant in the Making of the Modern World*, Boston: Beacon Press, 1996; und Theda Skocpol, *States and Social Revolutions: A Comparative Analysis of France, Russia and China*, Cambridge: Cambridge University Press, 1988.

Literaturverzeichnis

1. Bertelsmann – Transformations- Index (2003)
[<http://bti2003.bertelsmann-transformation-index.de/180.0.html>],
abgerufen am 08.05.2016 um 13.10 Uhr.
2. Carey, Henry F., Eisterhold, Christopher (2004), *Romania Since 1989, Politics, Economics and Society*, USA/UK: Lexington Books.
3. Chomsky, Noam *Anarchismus, Marxismus und Hoffnungen für die Zukunft, Interview mit Kevin Doyle für die Zeitschrift Red & Black Revolution Originaltext: www.chomsky.zmag.de/interviews.php?id=30, gefunden auf [www.chomskyarchiv.de], abgerufen am 27. 07. 2015, um 15. 19 Uhr.*
4. Csiszar, Klara A. (2012), „Religion in Rumänien“, in Porsche-Ludwig, Markus; Bellers, Jürgen (Hg.), *Religionen in den Ländern der Welt*, Bd. 1, Nordhausen.
5. Matè-Tòth, András; Mikluščák, Pavel (2000), *Nicht wie Milch und Honig: Unterwegs zu einer Pastoraltheologie Ost(mittel)europas*, Wien: Pastorales Forum.
6. Drace-Francis, Alex (2016), *Geneza culturii române moderne. Instituțiile scrisului și dezvoltarea identității naționale 1700-1900*, București: Polirom.
7. Europäische Kommission (18.07. 2012), „Über Rumäniens Fortschritte im Rahmen des Kooperations- und Kontrollverfahrens“, in *Bericht der Kommission an das Europäische Parlament und den Rat*
[http://ec.europa.eu/cvm/docs/com_2012_410_de.pdf],
[http://ec.europa.eu/public_opinion/index_en.htm], abgerufen am 08.05.2016 um 13.31 Uhr.
8. Europäische Kommission (22. 02. 2014), „Über Rumäniens Fortschritte im Rahmen des Kooperations- und Kontrollverfahrens“, in *Bericht der Kommission an das Europäische Parlament und den Rat*
[http://ec.europa.eu/cvm/docs/com_2014_37_de.pdf], abgerufen am 08.05.2016 um 13.40 Uhr.

9. Europäische Kommission (2013), „Korruption in Rumänien“, in *Eurobarometer* [http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_397_fact_ro_en.pdf], abgerufen am 08.05.2016 um 14.20 Uhr.
10. Europäische Kommission (2015), „Public opinion in the European Union“, in *Standard Eurobarometer* [http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb83/eb83_first_en.pdf], abgerufen am 08.05.2016 um 13.06 Uhr.
11. Freedom House (2004), *Romania 2004 Country Report*, Rowman & Littlefield Publishing House.
12. Gabanyi, Anneli – Ute. (2002), „Das Politische System Rumäniens“, in Ismayr, Wolfgang (Hg.), *Die politischen Systeme Osteuropas*, Opladen: Leske + Budrich, 525-562.
13. Kollmorgen, Raj (2004), „Zwei konkurrierende Disziplinen? Entwicklungssoziologie und Transformationsforschung“, aus *Entwicklung oder Transformation*, in Schrader, Heiko Oswald,; Ingrid (Hg.), *Berliner Debatte - Initial* 15 (3), 24-40.
14. Kollmorgen, Raj (2006), „Gesellschaftstransformation als sozialer Wandlungstyp. Eine komparative Analyse“, *Politische Soziologie*. Erstmals erschienen 2005 in Kollmorgen, Raj (Hg.), *Transformation als Typ sozialen Wandels. Postsozialistische Lektionen, historische und internationale Vergleiche*, Münster: LIT.
15. Kollmorgen, Raj (2007/2008), „Transformation als Modernisierung. Eine meta- und gesellschaftstheoretische Nachlese“, in *Beitrag für den Erfurter Sammelband zu Transformation und Europäisierung*. Erschienen unter dem gleichem Titel als Arbeitspapier, Nr. 47 des Instituts für Soziologie der Otto –von Guericke- Universität Magdeburg.
16. Marga, Andrei (1997), „Grenzen und Dilemmata der Transformation“, in Nassehi, Armin (Hg.), *Nation, Ethnie, Minderheit, Beiträge zur Aktualität Ethnischer Konflikte*, Köln, Weimar, Wien: Böhlau Verlag, 409-426.
17. Marga, Andrei (2005), *Bildung und Modernisierung*, Cluj-Napoca: Cluj University Press.
18. Merkel, Wolfgang (2010), *Systemtransformation. Eine Einführung in die Theorie und Empirie der Transformationsforschung*, Wiesbaden: Springer Verlag.

19. Moore, Barrington (1996), *Social Origins of Dictatorship and Democracy: Lord and Peasant in the Making of the Modern World*, Boston: Beacon Press.
20. Neagoe, Liviu (2014), *Cetățenie și etnicitate. O perspectivă comparată*. Cluj-Napoca: Avalon.
21. Offe, Claus. (1994), *Der Tunnel am Ende des Lichts, Erkundungen der politischen Transformation im Neuen Osten*, NY/Frankfurt am Main: Campus Verlag.
22. Rawls, John (1975), *Eine Theorie der Gerechtigkeit*, Frankfurt am Main: Suhrkamp Verlag.
23. Renan, Ernest (1993), „Vortrag in der Sorbonne am 11. März 1882“, in Jeismann, Michael; Ritter, Henning (Hg.), *Grenzfälle - Über neuen und alten Nationalismus*, Leipzig.
24. Roth, Andrei (1997), „Staatliche Bürokratie und neue Eliten im posttotalitären Rumänien“, in Sterbling, Anton; Zipparian, Heinz (Hg.), *Max Weber und Osteuropa*, Hamburg: Krämer Verlag, 181-204
25. Rumänisch Orthodoxe Metropole für Deutschland, Zentral- und Nordeuropa (KdöR) (2016), *Die Rumänische Orthodoxe Kirche*, [<http://www.mitropolia-ro.de/index.php/30-geschichte-der-metropole/119-i-die-rumaenische-orthodoxe-kirche>], abgerufen am 10. 05. 2016 um 15. 37 Uhr.
26. Skocpol, Theda (1988), *States and Social Revolutions: A Comparative Analysis of France, Russia and China*, Cambridge: Cambridge University Press.
27. Stepan, Alfred; Linz, Juan J., „Post communist Europe: Comparative reflections“, in Inoguchi, Takashi; Newman, Edward; Keane, John (Ed.), *The Changing Nature of Democracy*, New York: United Nations University Press, 1998, 184-212. [This chapter is reprinted, with changes, by permission of the authors and the John Hopkins University Press from Juan J. Linz and Alfred Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation: Southern Europe, South America, and Post-Comunist Europe*, 1996.
28. Sterbling, Anton (1997), „Kritik als Beruf“ - oder das „Dauerdilemma“ der Intellektuellen „zwischen Ost- und West“?, in Sterbling, Anton & Zipparian, Heinz (Hg.), *Max Weber und Osteuropa*, Hamburg: Krämer Verlag.

29. Sterbling, Anton (1993), „Statussegregation als Strukturmerkmal osteuropäischer Gesellschaften: Shmuel N. Eisenstadts Bedeutung für die soziologische Osteuropaforschung“, in Plake, Klaus; Schulze, Wolfgang K. (Hg.), *Entillusionierung als Programm. Beiträge zur Soziologie von Shmuel Eisenstadt*, Weinheim: Deutscher Studien Verlag, 149-175.
30. Tismăneanu, Vladimir (2007), *Comisia Prezidențială pentru analiza dictaturii comuniste din România – Raport final* [dt. *Präsidentenkommission für die Analyse der kommunistischen Diktatur in Rumänien – Endbericht*], București: Humanitas [https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/RAPORT%20FINAL_%20CADCR.pdf], abgerufen am 29. 04. 2018 um 10. 36 Uhr.
31. Tismăneanu, Vladimir (2004), “Understanding National Stalinism: Legacies of Ceaușescu ‘s Socialism”, in Carey, Henry F.(Ed.), *Romania Since 1989, Politics, Economics and Society*, USA/UK: Lexington Books, 27-49.
32. Ther, Philipp (2014), *Die neue Ordnung auf dem alten Kontinent, Eine Geschichte des neoliberalen Europa*. Frankfurt am Main: Suhrkamp Verlag.
33. Verdery, Katherine (December 1976), *Ethnic Stratification in the European Periphery: The Historical Sociology of a Transylvanian Village*. Ph. D. dissertation: Standford University - Department of Anthropology.
34. Verdery, Katherine (1991), *Nation Ideology under Socialism: Identity and Cultural Politics in Ceaușescu’s România*. Berkley/L.A./Oxford: University of California Press.
35. Verdery, Katherine (2014), *Secrets and Truths, Ethnography in the Archive of Romania’s Secret Police*, Budapest/New York: CEU Pres.

POLITICAL EVOLUTION AND INVOLUTION IN HUNGARY AFTER THE ACCESSION IN THE EUROPEAN UNION

Ovidiu Vaida*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2018.2.17

Published Online : 2018-12-31

Published Print : 2018-12-31

Abstract

After the fall of communism, Hungary was one of the leading country in Central and Eastern Europe to pursue democracy and market economy. In short time, it was praised for its achievement in those areas, and soon Hungary was invited to join NATO, and starting with 2004, the EU. Yet, after 2010, some transformation took place in the political arena, and as a result, the quality of democracy started to decrease and in just few years, Hungary was the main example for illiberal democracy in this area. The current text aims to analyse the changes that occurred in Hungary, to what extent democracy is jeopardised and what are the explanations for the illiberal turn.

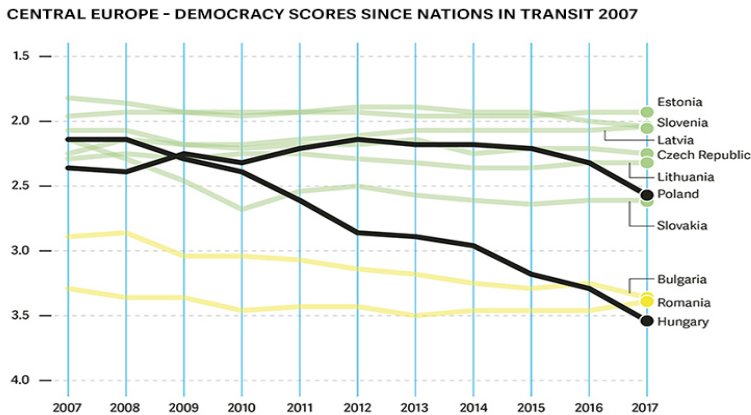
Keywords: Hungary, democracy, elections, FIDESZ, illiberalism.

One of the most praised country in Central and Eastern Europe for its democratic transformation and economic transition, Hungary begun negotiations with the European Union in 1998, to join the community in 2004. For a few years, there were no major political events to be mentioned.

* Ovidiu Vaida, PhD is Lecturer at the Faculty of European Studies, Babes-Bolyai University of Cluj-Napoca. Contact: ovidiuvaida@yahoo.com.

The economic crises and some political mistakes inside the governing party (Magyar Szocialista Párt, Hungarian Socialist Party) cause social unrest after 2006. After a major victory in 2010, Fidesz¹ came to power not only with the intention to govern, but also to profoundly change the Hungarian society. It did so by amending several times the Constitution, important laws, implementing new economic ideas, etc. Soon, accusation of breaching democratically lines came out in the public opinion. The European Union warned many times the Fidesz led government, without any major success. In all measurements regarding the level of democracy, being the one delivered by Freedom House or the Economic Intelligence Unit, Hungary had the most visible reduction.

Figure 1. Democracy scores CEE 2007-2017



Source: <https://freedomhouse.org/report/nations-transit/nations-transit-2018>, accessed 12.11.2018

The objective of this paper is to analyse Hungarian politics after 2004, to observe some elements that led to the Fidesz domination after 2010, to analyse major changes inside the Hungarian political system and framework and to give some explanation regarding the last decade developments in Hungary.

¹ Initially the party was named *Fiatal Demokraták Szövetsége – Young Democrats Alliance*. In 1995 it was added the *Magyar Polgári Párt – Hungarian Civic Party* label. Today the official name is *Fidesz - Magyar Polgári Párt*. Yet, only the *Fidesz* tag is used even in official documents, there in this text only the shortened version will be used also.

Although the literature is not quite abundant on this topic, in the recent years several papers tried to analyze the situation in Hungary, but it must be also underlined the fact that it is main story in the newspapers, too.² Comparative analysis, electoral and constitutional analysis will be used to find some explanation. Electoral results, surveys and Freedom House Nations in Transit report will be employed in order to gather the necessary data. The text has three parts. First of all, the last years of communism and the first years of transition will be researched. Then, the main part of the article will include the examination of the period after 2004, especially what happened after 2010. Some data grounded but also some empirical explanations and conclusion will end the text.

Table 1. Democracy score Hungary 2007-2017, Freedom House

2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
2,00	2,14	2,14	2.29	2.39	2.61	2.86	2.89	2.96	3.18	3.29	3.54	3.71

Source: <https://freedomhouse.org/report/nations-transit/nations-transit-2018>, accessed 14.11.2018

From Communism to the European Union

Hungary had a partly common, partly singular history during communism. The communist regime was imposed as in all other Eastern countries, with the help of the Red Army, controlled elections, then expulsion or arrest of all opponents. There were also some fights among different factions within the Communist party, ended with show trials. Also, as in East Germany or Poland, it had some anti-Soviet movements in the 1950s, a strong regime the next decade and some sort of liberalisation in the 1980s. Yet, opposed to most of the states behind the Iron curtain,

² Bojan Bugarič, "A Crisis of Constitutional Democracy in Post-Communist Europe: "Lands In-Between" Democracy and Authoritarianism" in *International Journal of Constitutional Law*, 13, 2015, pp. 219-245; R. D. Kelemen, "Europe's Other Democratic Deficit: National Authoritarianism in Europe's Democratic Union". *Government and Opposition*, 52(2), 2017, pp. 211-238; Péter Krekó and Zsolt Enyedi, "Explaining Eastern Europe: Orbán's Laboratory of Illiberalism" in *Journal of Democracy*, October 2018, Volume 29, Issue 4, 2018, pp. 39-51; Laurence Peter, "Hungary Row: EU Party Allies "Back Orban" ", BBC News, 17 April 2013, www.bbc.com/news/world-europe-22183871, 2013; Máté Szabó, "From a Suppressed Anti-Communist Dissident movement to a Governing Party: the Transformations of FIDESZ in Hungary" in *Corvinus Journal of Sociology and Social Policy*, no. 2, 2011

Hungary became slowly (starting with the 1980s) the most opened communist regime, contributing to a large extent to the symbolically (and effective) demolishing of the Berlin Wall. Also, it was one of the rare case in which the number one of the communist regime retired peacefully and was replaced by a group of reformists. The mentioned leader, Janos Kadar, was the promoter, as off the 1960s of what was called "Goulash communism", a variety of communism that was more careful with human rights and implemented an economic strategy that paid attention more to the consumers needs instead of the Stalinist, industrialised type of economy.

That being the case, Hungary was better equipped for the transition that started in 1990. In fact, the first movements already started in 1988, among those protesting against the regime being a young university graduate, Viktor Orban. Once Kadar retired, the Communist party accepted the need of some reforms. There were several Round tables and parliaments decisions that completely changed the political system, one of them being the complete change of the Constitution, in September 1989. One month later, the Communist regime was abolished, the country becoming officially Republic of Hungary.

Also Hungary was among those CEE states which managed a negotiated transition and eventually, even the Socialists had (supposedly) a better image, there were the opposition parties that won the first free election in 1990. It is important to notice that as compared to other CEE states, where the major opposition parties were liberal, in Hungary the winning party, the Magyar Demokrata Forum (MDF) was a rather conservative, mild nationalist party.³

A rather quiet transition was the path of Hungary, which adopted fast privatisation and opened the economy to foreign investments.⁴

With many political measures already adopted in 1989, the Hungarian political system needed only minor changes. Elections were held regularly every 4 years and no essential crises occurred for two decades.

³ Or, according to Gabor Toka, MDF was a "Centre-right strongly patriotic Christian party", Gábor Tóka, "Hungary", in Sten Berglund, Tomas Hellén and Frank Aarebrot (eds.), *Handbook of Political Change in Eastern Europe*, Cheltenham: Edgar Elgar, 1998, pp. 231-74, p. 244. Years later, this conservative electorate was transferred to Fidesz.

⁴ Terry Cox and Andy Furlong, "Political transition in Hungary: An overview", *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, 10:3, 1994, pp. 1-12.

Yet, even economic situation was good in the 1980s, the transition produced poverty and economic loss. For a few years, Hungary struggled to recover. Nevertheless, it was considered one of the most successful CEE country, in terms of transition and the rewards came soon: in 1996 Hungary was accepted to join NATO and soon opened accession negotiations with the EU.

Table 2. GDP growth in Hungary after 1989.

Year	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
GDP growth	-3,5	-12	-3,0	-0,5	2,9	1,5	0	3,3	4,2	3,1	4,2

Source: <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=HU>, accessed 29.09.2018

From a political point of view, Hungary display a rather simple ideological structure. Even there have been more political parties since 1989, they are grouped more or less, into two basic camps, left and right.

Somewhere in the center, two parties competed for the same voters, the liberal ones: Fidesz and SZDSZ (Szabad Demokraták Szövetsége - Alliance of Free Democrats), the latter being more popular in the first decades of the 1990s. Fidesz was rather “secular but outspoken on freedom of religion, mostly libertarian and always suspicious of authorities”.⁵ It seems that Fidesz started to change its views even in 1993. One reason was that SZDSZ was in a better electoral and political position so by joining this party in a supposed governmental coalition after the 1994 elections meant for FIDESZ to be only a junior partner. Therefore, a better strategy was to go closer to MDF, which was declining politically and would allow FIDESZ to become the main party in a possible governmental partnership after 1994. Consequently, the party brought new messages in the political arena, becoming less liberal and more right wing in tone.⁶ Yet the move proved as being disastrous. The voters did not enjoy the switch, therefore the party lost some of them by not gaining new ones.⁷ The result was that at the 1994 elections the party only received 7%, as much as the Christian Democrats, the future partners.

⁵ Gabor Toka, *op.cit.*, p. 246.

⁶ *Ibidem*, p. 250

⁷ *Ibidem*

It is important to notice that the elections came after 4 consecutive years of economic decline, which led to the high unpopularity of MDF and success of the socialists. The socialists, won the elections with 33%, but due to the electoral system, they received 54% of the seats. Even so, they decided not to govern by themselves, but to invite as coalition partner the liberals from SZDSZ.

It was one of the first event which later started to be an electoral pattern, that is to receive substantially more seats than votes. It happened several time in the Hungarian elections, and eventually became part of the electoral culture.

On the other hand, except MSZP, all the other parties (five of them) which entered the parliament belonged to the centre and centre right and one could predict that in next years one of them could become a leader senior party and absorbing the others.

Table 3. Electoral result in Hungary, 1994-2018

		1994	1998	2002	2006	2010	2014	2018
Fidesz	%	7,0	28,24	41,1	42,0	52,7	44,9	49,3
	Seats	20	148	188	164	263	133	133
MSZP	%	33,0	32,2	42,1	43,2	19,3	25,6	11,9
	S.	209	134	178	190	59	38	20
JOBBIK	%	-	-	-	HU	16,7	20,2	19,1
	S.	-	-	-	-	47	23	26
LMP	%	-	-	-	-	7,5	5,3	7,1
	S.	-	-	-	-	16	5	8
KDNP (CP)	%	7,0	2,3	3,9	Fidesz	Fidesz	Fidesz	Fidesz
	S.	22	-	-	(23)	(36)	(16)	
MDF	%	11,7	2,8	Fidesz	5,0	2,7	-	
	S.	37	17	(23)	11	-	-	
SZDSZ	%	19,7	7,9	5,6	6,5	MDF	-	
	S.	70	24	20	20	-	-	
Total	S.	386	386	386	386	386	199	199
Turnout	%	68,9	56,3	50,5	67,8	64,4	61,7	68,1

Source: <http://www.parties-and-elections.eu/hungary.html>, accessed 22.10.2018

Political development after the EU accession

After the integration of Hungary in 2004 and the subsequent years were peaceful, with no major events until the 2006 election, which worth some brief investigation. First of all, it was for the first time after 1990 that the party in government won the elections. As in 2002, to socialists had only 1% more than FIDESZ, yet due to the rather curious electoral system, they succeeded to secure 186 seats, plus 6 on a common ballot with the liberals. With the 18 seats won by the liberals, they were able to stay in power, in fact having better results than in 2002, when the socialist-liberal coalition had 198 seats, 10 more than of FIDESZ and having just a 5 seats majority. Secondly, just months after the voting, some riots occurred, partly fueled by a leaked declaration of Prime Minister Gsurcsany, in which he admitted socialists lied in the electoral campaign, presenting a better situation of economy. The next year was rather peacefully, yet it was the starting point for the entering in big politics of JOBBIK, a rather marginal party: they founded a paramilitary group, Magyar Garda, which caused heated debate in the society.

The year 2008 proved important for the Hungarian political arena for the years to come. First of all, in March the government organized a referendum regarding the cancelling of some medical and educational fees. It is important to note that the referendum was initiated by the opposition party FIDESZ. The voters supported the cancelling, in all three questions approving it (and thus opposing the governmental plan) with a majority of more than 80%. Since the Minister of Health was supported by SZDSZ, soon a conflict emerged between the two coalition parties, which eventually led to a political divorce. For the liberals, although it has ideological explanations, the move proved to be disastrous: they were unable to regain their 1990s strength and disappeared in just few years. Interestingly, the socialists resisted in power and were able to govern until 2010. Although a rather small party, SZDSZ was important for the Hungarian party system, acting as a buffer zone between the right and left. Without a centre party and with the continuous weakening of the left, in just few years the party system moved significantly to the right.

Last but not least, the year 2008 is important because it was the start of the world economic crises, which hit hard Hungary, already in some economic difficulties for some years. Even they had in 2006 one of the best electoral results, all these problem hit hard the Socialists, who dropped at the less important European Parliament elections of 2009 under 18%.

Table 4. GDP growth, Hungary, 2017-2018

Year	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Hungary	0.4	0.9	-6.6	0.7	1.7	-1.6	2.1	4.3	3.5	2.3	4.1	4.9

Source: <https://ec.europa.eu/eurostat/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=en&pcode=tec00115&plugin=1>

https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-performance-and-forecasts/economic-performance-country_en, accessed 15.10.2018

Scoring around 40% at the precedent two elections, Fidesz kept its voters once more and using the Socialists political and electoral failure, succeeded in achieving their best result after 1989, at the 2010 elections. The year 2010 is important in the political history of Hungary for several reasons.

First of all, as mentioned, Fidesz acquired their best electoral result after 1989. In fact, it was the best result of any party in the post-communist history of Hungary, being a record that seems to be difficult to break in the future. Fidesz received almost 53% of the popular vote, but due to the electoral system, the party succeeded in controlling 68% of the parliamentary seats. The mixt electoral system allows that almost half of the seats to be win in single member constituencies. Fidesz was so powerful that won 173 seats out of 178.⁸

Secondly, FIDESZ come to power and started its long and influential governing, being able to win the elections two more times, a rare performance in CEE countries.

Thirdly, the other main Hungarian party, the MSZP lost their political power, gaining less than 20%. Moreover, the party was unable to recover, and became a less important party. In fact, the entire opposition entered into turmoil, not being able to produce a powerful party or coalition, which could compete with FIDESZ.

Last, but not least, in 2010 Jobbik entered the Hungarian Parliament, after receiving almost 17%. In fact, the two right-wing parties received together three elections in a row around 70%, proving that the Hungarian political arena is highly unbalanced.

⁸ <http://www.valasztas.hu/dyn/pv10/outroot/vdin2/en/l22.htm>, accessed 30.10.2018

Once a liberal party, Fidesz started to govern having a clear, yet conservative agenda. The party started to change several aspects of the social and economic life, by bringing a more a conservative, paternalistic feature. On the other hand, it tried to change the political system, the political rules in order to stay in power as much as possible, via democratic tools, such as free elections and respecting the Constitution. Yet, in order to avoid breaching of the Constitution or to loose governmental majority after future elections, Fidesz begin to work in these two directions, right after its victory in May 2010. Among others was the law that changed the power of the Constitutional court to control or amend the legislation in the budgetary field.

Even it seems to be a popular measure and budgetary sound, the new Parliament adopted a Constitutional amendment that reduced the number of MPs to 199, starting with the next elections. Such measures, which please the voters, have side effects, such as the possibility that the government (and the governing party) to control easier a smaller parliament.

Eventually, in 2011 Hungary adopted a new and criticised Constitution. In fact, after the fall of communism, Hungary did not adopt a new constitution, but transformed significantly the 1949 one. The new one generated some controversies: it affects the system of checks and balances and limits some civil liberties (for instance, defining marriage as a union of man and woman) and last but not least, affects in certain areas the independence of justice. For instance, the new constitution states that the Constitutional court should be composed of 15 members, with a mandate of 12 years, compared with the 1989 one, which had 11 members, appointed for 9 years. Due to the fact that some judges retired, Fidesz was able to appoint 11 new judges by 2018. Also, in the judicial area, high ranked officials can only be appointed with a two third majority, which seems difficult to achieve in the next elections. The governing coalition was able thus to appoint several officials close to the two parties and who can be hardly removed from their position heavily, even if another party would win.⁹

Also in 2011, the Parliament adopted a new electoral law, which redesigned the electoral districts, and also changed the system from a rather proportional one to a mixed system which favours constituency candidates and the party gaining the first positions. For instance, in 2018,

⁹ <https://theorangefiles.hu/the-constitutional-court/>, accessed 22.10.2018

FIDESZ received 49% of votes on the national list but 67% of seats, while the opposition received 44% on the national list, yet only 32% of the seats.¹⁰

Further in 2011 it was adopted a law granting citizenship to Hungarian living abroad, mainly in Romania and Slovakia. Once with citizenship also came the right to vote, a measure criticised at that time, since it would allow to vote people who may not live in Hungary not a single day. The strategy proved successful: in 2014 and 2018, more than 95% of citizens from diaspora voted for FIDESZ in 2018, there were around 225.000 valid votes coming from abroad, which added 2 seats to FIDESZ, helping the party to achieve the needed two thirds necessary to amend the constitution.¹¹

Not only FIDESZ adopted a new constitution in the Parliament, but it amended it seven times until 2018, which is considered as to frequent, taking into consideration that a constitution should be a stable text.¹² It is important also to note that there were no minor, technical adjustments: in one case, in 2013, the amendment contained 22 new articles. Also, the electoral law was four times between 2011 and 2013.¹³

At political level, the opposition was further weakened by some splits among the Socialists and their factions. After some discussions without results in 2013, eventually most of all these parties and factions (some of them coming from the Socialist Party) agreed in January 2014 to run on a joint list, named Unity (Összefogás). Unfortunately for the opposition, the Greens and LMP decided not to join this common list and had their own campaign. Despite all these effort, the opposition remained low in the opinion polls: except 2012, when MSZP reached 30%, and in January 2014, when the new alliance was close to 35%, they remained under 30%, with LMP being around 5%. By the contrary, after a minimal 37% in 2012, FIDESZ stayed solidly between 40 and 50% until the 2014 elections.¹⁴

Even the economic recovery was slow (in fact, in 2012 Hungary witnessed another GDP decline), FIDESZ and its Christian Democratic ally managed to keep its voters close, or better said managed not to lose so many.

¹⁰ <https://www.osce.org/odihr/elections/hungary/385959?download=true>, accessed 29.10.2018

¹¹ Of which around a half of votes came from Romania.

¹² The constitution was amended five times between 2012 and 2013

¹³ <https://www.osce.org/odihr/elections/116757?download=true>, accessed 29.10.2018

¹⁴ <https://pollofpolls.eu/HU>, accessed 11.11.2018

In fact, even after a rather problematic governmental period, FIDESZ gained almost the same number of votes as in 2002 or 2006: 2,2 million. From a total of 128.000 votes coming from abroad, 122.000 went to FIDESZ.

The change of the electoral system proved successful: the FIDESZ-KDNP alliance won 96 of the 106 seats in constituencies where a FPTP system was used, while the opposition could win in only 10 constituencies. Even receiving less than 35% in some places, Fidesz won every not-Budapest constituency but two (in one of that two constituencies, the opposition candidate had only 300 votes in front of the Fidesz candidate).¹⁵ On the party list, Fidesz was also first, with over 45%. With the two combined, FIDESZ-KDNP passed once more the two thirds barrier, taking almost 67% of the total seats.

2014 was a full electoral year in Hungary, with national, European and local elections. Curiously, the national election were held in April and Fidesz received less than 45%, yet one month later, at the European Parliament elections the party received 51,5%. It was the second best result of a party at the 2014 elections, but the important piece of news was the fact the socialists received their lowest percentage of votes after the fall of communism (10,9%). It must be also underlined that the turnout at the EP elections was the fourth lowest in Europe, only 2,3 million citizens being interested in voting, compared with the 5 million one month earlier.

Besides the two elections, 2014 was also important for another political event. In July, at a Summer school in Baile Tusnad, Romania, Viktor Orbán had its famous speech in which first mentioned the term "illiberalism", which later became famous and main label for countries in CEE where there are problems in terms of democracy quality.¹⁶

Even it was successful at the October local elections, too, Fidesz lost some of its popularity and at two by elections in 2015 did not succeed to keep the seats; an independent candidate and a member of Jobbik winning

¹⁵ <http://www.valasztas.hu/dyn/pv14/szavossz/hu/oevker.html>, 27.10.2018

¹⁶ "Meaning, that Hungarian nation is not a simple sum of individuals, but a community that needs to be organized, strengthened and developed, and in this sense, the new state that we are building is an illiberal state, a non-liberal state. It does not deny foundational values of liberalism, as freedom, etc. But it does not make this ideology a central element of state organization, but applies a specific, national, particular approach in its stead.", Viktor Orbán, speech at Baile Tusnad Summer University, 2014

the available places. The damage was important due to the fact that the governmental majority lost its two third majority thus being unable to modify the constitution, as it did several time between 2010 and 2014.

To regain its popularity, Fidesz used the refugee crises which took place in the summer of 2015. To block the flux of immigrants from Serbia and Croatia, Hungary built almost 200 kilometres of fence, which caused irritation at EU level and in Brussels. The action was efficient for the governmental parties, since they regained their approval rate, at the level they were one year earlier.¹⁷ Even the number of immigrants applying for refugee status dropped significantly after the built of the fence, Fidesz further used this topic on the public agenda.

In February 2016, the government initiated a referendum on the same topic, yet the vote was held only months later, in October.¹⁸ The opposition boycotted the voting, in order to block the referendum to be valid, that is to reach the majority of 50%+1 of registered voters. They were successful, nevertheless the government, claiming that it must fulfil the preference of the 98% who voted “no”, initiated an amendment to the constitution. The amendment was rejected in November 2016: 131 Fidesz-KDNP MPs supported it, yet 133 votes were necessary to pass. Jobbik supported the idea, but asked for further measures, which were not accepted and therefore the extreme right wing party refused to support the governmental majority.¹⁹ After the constitutional transformations of 2012-2013, the immigrant question was the one that dominated the governmental and public agenda of 2016-2018.

Until the 2018 elections, the Orban government further diluted the quality of democracy in Hungary. Two directions were important in these respect.

First of all, media came more and more under the control of Fidesz. Mainly business people close to the party were involved in some acquisitions. As a result, most of the regional papers came under the influence of FIDESZ

¹⁷ <https://freedomhouse.org/report/nations-transit/2016/hungary>, accessed 7.11.2018

¹⁸ The so called ‘Quota referendum’, which looked to an answer for the question: “Do you want to allow the European Union to mandate the resettlement of non-Hungarian citizens to Hungary without the approval of the National Assembly?”

¹⁹ <https://theorangefiles.hu/amendments-to-the-fundamental-law/>, 22.10.2018

associates.²⁰ Moreover, *Nepszabadsag* political daily was also closed down just days before its editing company was purchased by a businessman close to the governmental coalition, a move that was seen as premeditated and planned by governmental/FIDESZ circles.²¹ As a result, most of media is indirectly under FIDESZ control, except some TV stations and news portals.

Secondly, NGOs became a target for governmental regulations. A so called 'NGO law' was passed, with the main purpose to control funding coming from abroad. The NGOs with such financial resources have to separately register and have to fulfil certain regulations. Connected to this topic were the attacks against Hungarian origin USA philanthropist George Soros, who is financing one of the largest Hungarian NGO and also the Central European University (which eventually was forced to relocate to Vienna).

After years of economic growth and with an opposition which failed to unite or increase its electoral support (as surveys showed), Fidesz stayed strongly at around 45%, while the socialists were near 15%, not to mention that the other opposition parties (except Jobbik) were under the limit of 10%.²² As compared to the 2014 elections, when most opposition parties, that is the liberal and socialists ones, managed to form an electoral coalition, in 2018 all the negotiations failed. The lack of unity did not harm the opposition parties, at least at constituency level, since they won almost the same number of seats. Nevertheless, a more unified opposition could deliver a stronger message, to alter Fidesz at national level.

The 2018 were important for several reasons. First of all, the winner was the same party/alliance that did it twice at the previous elections, this one being the third in a row. Secondly, Fidesz kept its level of popularity, receiving constantly 45-50% of votes. In fact, in 2018 Fidesz received the largest number of votes ever, 2,8 million Hungarians voting for this party. Thirdly, the turnout was high, 68%, one of the highest after 1990. At this point, it must be added that voters could have been tempted not to attend elections, since the name of the winner was well known. It was the ability of Fidesz, which used every tool, but mainly its party apparatus to

²⁰ https://index.hu/kultur/media/2017/07/31/russmedia_heinrich_pecina_mediahaboru_napilapok/, accessed 17.10.2018

²¹ <https://www.nytimes.com/2016/10/12/world/europe/hungary-newspaper-nepszabadsag.html>, accessed 29.10.2018

²² <https://pollofpolls.eu/HU>, accessed 5.11.2018

stimulate citizens to go to vote.²³ The opposition received about the same number of votes as in 2014, and almost the same number of seats. Fourthly, the performer of the elections was Jobbik. The extreme right wing party, with few resources, entered in high level politics only in 2010, succeeded to maintain the same percentage of votes as four years ago (19%, respectively 20%), and even to increase the number of votes by 70.000.

Conclusions

The present text, although it slightly revises ideas already discussed, it tries to bring a broader view, taking into consideration a mixture of elements, in order to reach some conclusions.

Hungary displayed a special kind of communism. After the 1956 revolution and the terror that followed, the regime started a softer version of communism, allowing some forms of free speech and parts of market economy. It was the first country that showed a departure from communism, in May 1989, when it removed the fence at the border with Austria, which allowed thousands of East Germans to travel to West Germany and ask for political asylum. A series of round tables ended communism in Hungary, with the first free elections held in 1990. Due to its rapid transition to democracy and market economy, Hungary was praised by foreign countries, and soon invited to join NATO and the European Union. Negotiations to join the latter started in 1998 and ended in 2002 and were conducted almost entirely by the first Orban government.

The first membership years evolved under a socialist-liberal government, with no significant political events until 2006, when a leaked registration was made public, in which Prime Minister Ferenc Gyurcsány admitted that MSZP lied about the governmental performance, which affected the Socialists' popularity. On this ground, and also paved by the economic problems of 2007-2010 Fidesz and its Christian-democratic ally came to power with a record percentage. There were few signs on what will come in the political system, the move of Fidesz towards a more nationalist and Eurosceptic zone.

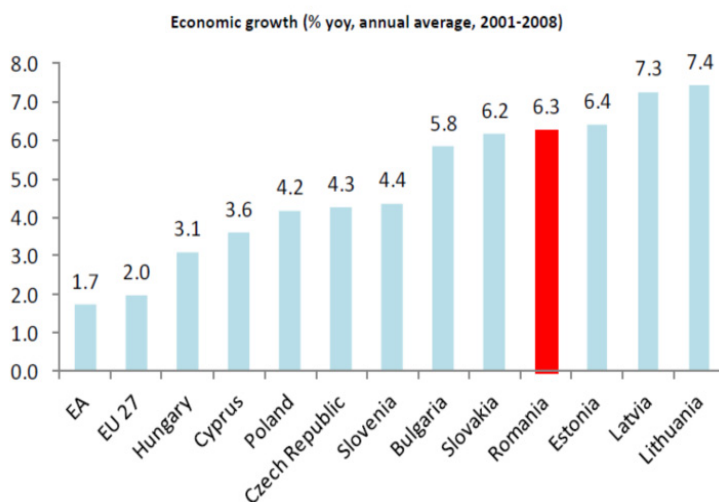
²³ Ovidiu Vaida, "Cauzele victoriei lui Viktor Orbán", *Revista 22*, 11.04.2018, <https://revista22.ro/opinii/ovidiu-vaida/cauzele-victoriei-lui-viktor-orbn>, accessed 22.10.2018

Next, some answers connected to the question: what is the current state of Hungarian politics, how can be explained the decrease of democracy? will be delivered.

One first answer for the important changes that took place in 2011-2012 is the fact that Fidesz, although it had more MPs than its rivals MSZP in 2002, it could not stay in government. As in Poland, once that it won again, first measures were to change the political framework, to stay in power as much as possible, or in the case of lose, to reduce the damage.²⁴

Another element which must be discussed is the fact that between 2007 and 2010 Hungary was severely hit by the global economic crises. Already in 2007 the country had an only 0.4% GDP growth, slowing down from 3-4% in the previous years, but the blow came in 2009, with severe -6,6%. Therefore, not only the MSZP mistakes and disputes inside the governmental coalition, but also the harsh economic crises could explain the unparalleled electoral success of Fidesz in 2010. From the voters' point of view, the crises came right after the enlargement, and the membership did not bring economic wellbeing, but the contrary.

Figure 2. Growth rate in the pre-crisis period



Source: www.fiscalcouncil.ro/prezentare-9-2012.pdf, accessed 6.10.2018

²⁴ In Poland, PiS (Prawo i Sprawiedliwość – Law and Justice) used the same path, after winning the majority of seat at the 2015 elections. The main changes affect the independence of justice and appointment of different state officials.

Thirdly, the Hungarian political arena had always displayed two main sides: the right wing and the centre-left. Between 1990 and 2010, the government was dominated by either a right wing coalition, first led by MDF, then by Fidesz, or by an alliance between MSZP and SZDSZ. The 2006-2010 difficult government had effects on the party system. On the one hand, due to their mistakes and economic difficulties, MSZP performed poorly at the 2010 elections. What was important for the political balance of Hungary is that the Socialists could not recover: after a refreshing 25% in 2014 (which was the score of an electoral alliance) it dropped four years later to its worst result in two decades: 11,9%. On the other hand, SZDSZ acted as a buffer zone in the political centre, and it was the main ally of the Socialists, while in government. Even losing its early 1990s popularity, it was still able to gain regularly 6-7% and it also hold the very important position of Mayor of Budapest for almost two decades. After a disappointing 0,25% in 2010, the party was dissolved in just a few years. The Liberals were important since they acted as a moderate, centre party, a much needed position in the Hungarian political system.

From a timeline point of view, the decline in democracy quality that occurred after 2010 could be divided into two periods. First of all, it seems that until 2014 Fidesz was rather interested in changing the political framework. The Constitution came first, and in few years, due to the fact that the party and its ally controlled two thirds of the votes in the Parliament, it was changed several times. Soon the Electoral law was on the agenda, and besides decreasing the number of MPs to 199, to law was modified in order to work in the advantage of the largest party. Other changes were also made, some of them can be amended in the future only with a two third majority. This way, Fidesz made it sure that in future, even if the party might lose the power, the political arrangements it devised will remain unchanged. That is a new coalition may govern, but under the rules of Fidesz.

A second phase could be witnessed after 2014. Having all major political arrangements solved, and after it lost the two third majority in 2015, after two by elections, the governmental majority was keen to work more on details, such as the economic advantages for its business supporters, media and civil society regulations.

One must pay attention to the fact that while Fidesz is supported by half of the voters, it may be that not all of them completely approve its policies or messages. It seems that it is case of top-to-bottom Euroscepticism or an induced Euroscepticism. While Fidesz clearly has anti-Brussels rhetoric and belief, it seems that partially it is a rather rationale vote gaining attitude, and not necessarily the mirroring of some views within the society.²⁵

As the Eurobarometer shows (Table 5), the level of *trust* is more or less at the same level, around 50%. It is true, the level of *do not trust* slightly increased after 2016, yet in 2015 it was a low of 34%. Curiously, the highest levels of *trust* are in the years that follow the EP elections. The point is that level of confidence in the EU is not declining considerably and in fact anti-Brussels views are used for electoral reasons also.

Table 5. Level of Trust in the EU in Hungary, 2008-2018, Standard Eurobarometer

Year	Trust	Do Not Trust
2008 spring	52%	33%
2009 spring	49%	39%
2010 spring	55%	30%
2011 spring	54%	40%
2012 spring	46%	40%
2013 spring	47%	46%
2014 spring	44%	50%
2015 spring	56%	34%
2016 spring	41%	53%
2017 spring	46%	49%
2018 spring	44%	50%
Average	49%	42%

Source: Standard EB, <http://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/Survey/index#p=1&instruments=STANDARD&yearFrom=2008&yearTo=2018>, accessed at 11.06.2018

²⁵ A hypothesis analyses also by Simon Hix in "Euroscepticism as Anti-Centralization: A Rational Choice Institutional Perspective", *European Union Politics*, 8(1), 2007, pp. 131-150

The case of Hungary would be curious, if there is analysed out of context. In fact, all over the European Union there is general tendency of support for right wing or Eurosceptic parties. Shortly, there is a general shift to the right and Hungary is nothing else than an example in this respect.²⁶ What are to be noticed in Hungary are the fact that right wing soft Eurosceptic parties are in the government and also the fact that the share of these parties is higher than anywhere in the EU. In fact, starting with 2010, when Jobbik first entered the parliament, together with Fidesz account for 68-70% of the general votes. This allows Fidesz sometimes to be radical since it has a more radical party at the extreme right. In fact, they have similar views in more areas, for instance regarding immigrants or Hungarians living in the neighbouring countries. Yet, since Fidesz and KDNP have enough votes to govern by themselves, there is no cooperation between the two parties at all.

A last but important element is that Fidesz is extremely skilful in building a good image. Either by using well targeted campaigns (regardless their moral limitations, see immigrant or Soros) or by taking advantage of the numerous media institutions close to the party, Viktor Orban and his colleagues were able to deliver a good impression and keeping its voters close.

Table 6. Number of votes for Fidesz, at the national elections.

Year	2002	2006	2010	2014	2018
Number of votes (mil.)	2.3	2.2	2.7	2.2	2.8

Source: <http://www.valasztas.hu/orszagyulesi-valasztasok>, accessed 17.10.2018

²⁶ Ovidiu Vaida, The New Challenges for the European Centre-Right and Centre-Left at The Beginning of New Century, *On-line journal Modelling the New Europe*, Issue No. 23/September 2017, pp. 3-18, http://neweurope.centre.ubbcluj.ro/wp-content/uploads/2017/10/On-line_Journal_No_23-September_2017_4-19.pdf

It worth also to underline the fact that at EU level Hungary is member of the largest party federation, the European Peoples' Party. Even there were several disputes regarding Fidesz and its leader, Viktor Orban inside EPP, no serious measures were taken for years. After repeated warnings, finally the European Parliament voted in September 2018 a motion against Hungary, which was backed by most EPP members, but still, steps for the triggering of Article 7 of the Treaty of EU were not initiated.

As different democracy indexes show, as media articles or experts' report present, the level of democracy is constantly decreasing in Hungary, especially after 2010. This process is closely linked to the name of Fidesz and its leader, Viktor Orban. Due to lack of political power of opposition, due to the rather jovial attitude of the EU institutions, but also of the EPP, the party could easily design al kind of measures that that would reinforce its domination, from changing the Constitution till the appointment in state positions of persons close to it. Not only was Fidesz in Hungary, but also became a model for other countries in CEE, such as Poland and Romania. Since there are signs at EU level that the situation cannot be longer tolerated, it seems that 2019 will offer a more clear answer regarding the state of democracy in Hungary.

Bibliography

1. Bugarič, Bojan (2015), "A Crisis of Constitutional Democracy in Post-Communist Europe: "Lands In-Between" Democracy and Authoritarianism", *International Journal of Constitutional Law*, 13, 219–245
2. Cox, Terry; Furlong, Andy (1994), "Political transition in Hungary: An overview" in *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, 10:3, 1-12.

3. Hix, Simon (2007), "Euroscepticism as Anti-Centralization: A Rational Choice Institutional Perspective", *European Union Politics*, 8(1), 131-150
4. Kelemen, R. D (2017), "Europe's Other Democratic Deficit: National Authoritarianism in Europe's Democratic Union", *Government and Opposition*, 52(2), 211-238.
5. Krekó, Péter, and Zsolt Enyedi (2018), "Explaining Eastern Europe: Orbán's Laboratory of Illiberalism", *Journal of Democracy*, October, Volume 29, Issue 4, 39-51
6. Peter, Laurence (2013), "Hungary Row: EU Party Allies 'Back Orbán'", *BBC News*, 17 April 2013, www.bbc.com/news/world-europe-22183871.
7. Szabó, Máté (2011), "From a Suppressed Anti-Communist Dissident movement to a Governing Party: the Transformations of FIDESZ in Hungary", *Corvinus Journal of Sociology and Social Policy*, 2.
8. Tóka, Gábor (1998), "Hungary", in Sten Berglund, Tomas Hellén and Frank Aarebrot (eds.), *Handbook of Political Change in Eastern Europe*, Cheltenham: Edgar Elgar, 231-74.
9. Vaida, Ovidiu (2017), "The New Challenges for the European Centre-Right and Centre-Left at The Beginning of New Century", *On-line journal Modelling the New Europe*, Issue No. 23 /September 2017, pp. 3-18, http://neweurope.centre.ubbcluj.ro/wp-content/uploads/2017/10/On-line_Journal_No_23-September_2017_4-19.pdf
10. Vaida, Ovidiu (2018), "Cauzele victoriei lui Viktor Orbán", *Revista 22*, 11.04.2018, <https://revista22.ro/opinii/ovidiu-vaide/cauzele-victoriei-lui-viktor-orbn>

<https://www.osce.org/odihr/elections/116757?download=true>

<https://pollofpolls.eu/HU>

<http://www.valasztas.hu/dyn/pv14/szavossz/hu/oevker.html>

<https://freedomhouse.org/report/nations-transit/2016/hungary>

<https://theorangefiles.hu/amendments-to-the-fundamental-law/>

https://index.hu/kultur/media/2017/07/31/russmedia_heinrich_pecina_mediahaboru_napilapok/

<https://www.nytimes.com/2016/10/12/world/europe/hungary-newspaper-nepszabadsag.html>

<https://pollofpolls.eu/HU>

**BARGAINING IN THE EUROPEAN UNION:
THEORETICAL AND PRACTICAL PERSPECTIVES ON
MULTILATERAL NEGOTIATION PROCESSES**

Alain Guggenbühl*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2018.2.18

Published Online : 2018-12-31

Published Print : 2018-12-31

Abstract

At a time of visible oppositions and some tensed relations between Member States of the EU, the article aims to advance the study of bargaining and unilateralism in reiterative consensus building processes such as multilateral negotiations within the EU. It examines how bargaining tendencies influence the three dimensions of any negotiation: the architecture of the negotiation; the deal-making and haggling; and the interpersonal level. Using selected theory and research, it identifies the essential elements of a successful bargaining formula applied to EU negotiations. The article proposes to combine principles and techniques originating from game theory; hostage negotiations and crisis bargaining; and military methodology.

Keywords: Bargaining, European Union, Negotiation, Strategy, Council of Ministers.

* Catholic University of Louvain, Belgium. Former Head of the Programme on European Negotiations, and Senior Lecturer, at the European Institute of Public Administration in Maastricht and Brussels. He has previously worked for an EU Law office in Brussels.

The article is part of a research project with the Catholic University of Louvain, where the author has lectured EU policies and negotiation theory.

Contact: alain.guggenbuhl@gmail.com

Introduction

Multilateral negotiations between Member States of the European Union (EU) are interstate processes combining diplomacy politics, institutional structures and cooperative regimes, a playing field for salient events, a specific atmosphere, different cultures, and linkages between recurring negotiations¹. They offer each Member State a special nexus to defend its national interests and implement the recommendation to keep friends or allies close, and enemies or opposing counterparts closer. This article investigates what happens to legislative negotiations and Council processes largely based on consensus building, when tensions increase the appetite, or bargaining tendencies, of both friends and enemies among traditional negotiation partners. Bargaining tendencies refer to the calculations, tactics and moves operated with a view to unilaterally maximize the available gains in bazaar-like haggling; they are referred to as distributive strategies². They contrast with joint problem-solving approaches, also labelled integrative strategies³. For several authors, the sources of such tensions lie in the opposition and conflict between Member States which stem from the economic and financial dissimilarities that divide a core and a periphery within the EU. For Magone et al.⁴, for example, the EU suffers from a dualist political economy, where peripheral countries are net EU budget receivers and debtors, macro-economically constrained in the Eurozone, and moderate innovators. Epstein⁵ goes as far as pointing at a resilient 'economic backwardness' of Member States of Central and Eastern Europe in this periphery. Two other authors further illustrate this dimension of the conflict by comparing income gaps and relative population size between the

¹ Daniel Druckman, "Intuition or Counterintuition? The Science behind the Art of Negotiation", in *Negotiation Journal*, no. 4, vol. 25, 2009, pp. 431-448, at p. 434.

² Christer Jönsson, "Diplomacy, Bargaining and Negotiation", in Walter Carlsneaes, Thomas Risse-Kappen and Beth A. Simmons (eds.), *Handbook of International Relations*, London: Sage Publications, 2002, pp. 212-234, at p. 212.

³ Richard E. Walton and Robert B. Mckersie, *A Behavioral Theory of Labor Negotiations*, New York: McGraw Hill, 1965.

⁴ José M. Magone, Brigid Laffan, et al., *Core-periphery Relations in the European Union. Power and Conflict in a Dualist Political Economy*, Abingdon and New York: Routledge, 2016.

⁵ Rachel A. Epstein, "Overcoming 'Economic Backwardness' in the European Union", in *Journal of Common Market Studies*, no. 1, vol. 52, 2014, pp. 17-34.

centre and periphery in Europe⁶. They expect future ongoing distributional conflicts between paying and recipient Member States that would reach out far beyond the recent rescue packages negotiated so far in the EU. In their analysis of the voting records in the Council of Ministers, Bailer et al⁷. reach two related conclusions of interest. First, the net EU budget contributors are more likely to oppose EU legislation than net beneficiaries. Second, structurally weaker Member States are basically 'appeased' by the subsidies granted to them during the negotiations. In such context, the article focuses specifically on the bargaining tendencies that develop among EU Member States when tensions arise notably from economic, financial, political, or humanitarian situations impinging on the routine negotiation regime in the Council. The article builds into the praxeological method used in an earlier description of the patterns of negotiation in the Council of the EU⁸. It equally relies on the choices of national delegations and individual representatives which have been reported, collected and observed in the framework of legislative interstate bargaining and negotiations within the Council⁹. The article has a threefold objective. First, it aims to use general theoretical lenses to read situations of negotiation where bargaining has become predominant. Second, it seeks to transfer and apply to the EU some theoretical concepts and parameters of bargaining. Finally, it attempts to consolidate the theoretical added value to formulate grassroots recommendations for negotiators engaged in European multilateral bargaining. The article relies on general bargaining theory and extensive research findings developed in many different negotiation formats and designs. In order to better delimitating the bargaining phenomena, the article uses as a main thread a theoretical framework designed by Lax and Sebenius¹⁰. Their model submits that every negotiation is three dimensional.

⁶ Wolfgang Streeck and Lea Elsässer, "Monetary Disunion: the Domestic Politics of Euroland", in *Journal of European Public Policy*, no. 1, vol. 23, 2016, pp. 1-24.

⁷ Stefanie Bailer, Mikko Mattila, et al., "Money Makes the EU Go Round: The Objective Foundations of Conflict in the Council of Ministers", in *Journal of Common Market Studies*, no. 3, vol. 53, 2015, pp. 437-456.

⁸ Alain Guggenbühl, "The Culture of Negotiation in the European Union: Reviewing Trends and Predicting Patterns of Multilateral Decision-Making", in *The Hague Journal of Diplomacy*, no. 1, vol. 8, 2013, pp. 21-47.

⁹ The author draws on his experience of working closely with national and EU institutions officials in preparing for and performing in negotiation processes; either as representatives in Council preparatory bodies or EU Presidency team members.

¹⁰ David A. Lax and James K. Sebenius, *3-D Negotiation: Powerful Tools to Change the Game in*

The first dimension collates variables relating to the people and processes playing a role at the negotiating table. It covers notably communication, bargaining tactics, cross-cultural manifestations, and trust aspects. The second gathers variables relating to the substance of the negotiation, possible outcomes and alternative plans. This is the drawing board stage of the negotiation where possible deals are designed. The third dimension clusters the variables intervening in the context, set up, and architecture of the negotiation. Away from the negotiation table, they involve preparing the phases of the negotiation and the mandate of the negotiators. The article relies on this 3D optic to study how negotiations and EU interstate decision-shaping are affected by bargaining tendencies. The next three sections will reorder the dimensions of the model to successively examine how bargaining tendencies materialize in the context of negotiations; in the dynamics at the negotiation table; and at the interpersonal level of a negotiation. The article also investigates which delegations have the highest bargaining satisfaction; before concluding by formulating propositions to negotiators on effective ways to approach bargaining and unilateralism in negotiations.

Dimension 1: Context and Architecture of Negotiations

At the end of a 2005 marathon negotiation to drastically reform the sugar policy of the EU, the European Commissioner in charge pictured perfectly the EU negotiation dance and some of its steps. She said the Council had just experienced the usual bargaining, but the outcome reached seemed to have been a reasonable one¹¹. There is disagreement and bargaining among Member States, but the process usually leads to an accommodating or interested consensus rarely opposed by national delegations¹². An interested consensus conventionally aims to accommodate the highest number of interests and policy preferences of the highest number of delegations. In other words, its quintessence is to reduce as much as possible damaging unilateral bargaining objectives, and any resistance to a final negotiation compromise. The analysis of Van Roozendaal et al. confirms that minimal

Your Most Important Deals, Harvard Business School Press, 2006.

¹¹ *Reuters News*, EU strikes historic deal to shake up sugar policy, 24 November 2005.

¹² Alain Guggenbühl, 2013, *op.cit.*, p. 28.

winning coalitions are a rare phenomenon in the Council¹³. After inspecting the adoption of 118 legislative Proposals in the Council, Arregui and Thomson corroborate that the dissent of delegations at the voting stage is rare; even when the proposals are controversial, and if they face a high salience or opposition. Member States refrain from dissenting explicitly at the voting stage, even when some of their policy demands have not been met¹⁴. Nonetheless, Member States do not join the consensus to the detriment of their national preferences. The research of Høyland and Wøien Hansen¹⁵ rules out that governments vote dramatically against their initial positions when acting consensually. This calculated equilibrium of national interests and collective outcome mirrors the oscillation between distributive and integrative approaches to negotiation. It is worth noting that the interested consensus building process has not been altered by the enlargement of the EU and the increase in numbers of the negotiating parties. Studying the data on the number and types of legal acts produced by the EU between 1994 and 2014, Toshkov¹⁶ reports that, even though enlargement has possibly added a new dimension of contestation in EU legislative decision-making, it only involves six policy fields and a relatively small share of all legislative negotiations in the Council. The interested consensus based on immediate and future gains, trade-offs and linkages, has endured throughout the increased membership of the EU. In their examination of eight policy sectors between 1984 and 2012, Citi and Justesen¹⁷ also observe an obvious rise of the heterogeneity of national positions with the successive enlargements. Interestingly however, this increased diversity did not alter the consensus

¹³ Peter Van Roozendaal, Madeleine O. Hosli, and Caspar Heetman, "Coalition Formation on Major Policy Dimensions: The Council of the European Union 1998 to 2004", in *Public Choice*, no. 3/4, vol. 153, 2012, pp. 447-467.

¹⁴ Javier Arregui and Robert Thomson, "Domestic Adjustment Costs, Interdependence and Dissent in the Council of the European Union", in *European Journal of Political Research*, no. 4, vol. 53, 2014, pp. 692-708.

¹⁵ Bjørn Høyland and Vibeke Wøien Hansen, "Issue-Specific Policy-Positions and Voting in the Council", in *European Union Politics*, no. 1, vol. 15, 2014, pp. 59-81.

¹⁶ Dimiter D. Toshkov, "The Impact of the Eastern Enlargement on the Decision-Making Capacity of the European Union", in *Journal of European Public Policy*, no. 2, vol. 24, 2017, pp. 177-196.

¹⁷ Manuele Citi and Mogens K. Justesen, "Measuring and Explaining Regulatory Reform in the EU: A Time-Series Analysis of Eight Sectors, 1984-2012", in *European Journal of Political Research*, no. 4, vol. 53, 2014, pp. 709-726.

building mechanisms or the coalitions of Member States established to defend certain policy preferences. The consensus building architecture is evidently challenged by events and situations inciting Member States to step up their negotiating positions and expectations. It may even lead Member States to challenge the decision of the Council in the unusual event of a majoritarian vote imposed on them. Slovakia and Hungary have for example decided to challenge before the European Court of Justice the legality of the 2015 'deal' to establish a mandatory plan to relocate migrants across all EU Member States¹⁸. This section will study successively how bargaining patterns are particularly enhanced under the pressure from the domestic stage, time factors, and deeply rooted non-negotiable preferences.

Home Map and Negotiation Compass

The crucial bearing of the domestic context on the choice of negotiation strategies and bargaining interactions has long been acknowledged¹⁹. Research shows also that EU governments experiencing domestic resistance to European integration are more likely to increase their opposition to mainstream consensus building in the Council²⁰. Besides, considerable societal and policy differences among Member States put pressure on EU policy-making because of the so-called misfit model. According to this model, Member States usually try to maintain the status quo of their legislation, and reach jointly the lowest common denominator; they are expected to do so because changes induced by EU legislation would incur material and ideational costs at home²¹. In such contexts, one would think that openness and transparency

¹⁸ Joined Cases C-643/15 and C-647/15, *Slovak Republic and Hungary v Council of the European Union*.

¹⁹ The two-level game theory presented in particular by Putnam stages the international negotiator as both the recipient of the preferences and interests of domestic societal actors, and the compromise builder interacting with international counterparts. See Robert D. Putnam, "Diplomacy and Domestic Politics: the Logic of Two-level Games", in *International Organization*, no. 3, vol. 42, 1988, pp. 427-460.

²⁰ Sara Hagemann, Sara B. Hobolt, and Christopher Wratil, "Government Responsiveness in the European Union: Evidence From Council Voting", in *Comparative Political Studies*, no. 6, vol. 50, 2016, pp. 850-876.

²¹ Adrienne Héritier, "The Accommodation of Diversity in European Policy Making and its Outcomes: Regulatory Policy as a Patchwork", in *European University Institute Working Papers*, no. SPS 96/2, 1996, p. 164.

of deliberations would be detrimental to the negotiation process. Studies presented by McKibben confirm that non-cooperative bargaining strategies are more likely to be adopted when negotiations are intensely publicized²². When negotiating, governments can indeed purposely choose to exaggerate the magnitude of the domestic opposition in order to portray themselves as unable to make concessions; their objective being to incite their counterparts to show flexibility in order to secure the domestic support for the agreement under negotiation. Research has shown that changing negotiating attitude and using competitive tactics will in fact escalate the tensions between parties, and lead to more impasses²³. Besides, in consensus driven environments, the cost of obstruction through excessive bargaining increases when circumstances impose on both the EU to act²⁴ and the Council to come to an agreement. It may lead to what Smeets calls a procedural consensus; a situation whereby Member States decide to abandon any opposing or contested view in the course of Council bodies deliberations to make sure an agreement is reached²⁵. This decision is largely motivated by the quality or value of any alternative a Member State may have set against the proposal or compromise text on the negotiation table. The value of an alternative solution can be measured notably by the costs to adjust to the proposed legislation. These costs include usually not only investments in new policies and procedures to produce policy change; they also comprise the effects of domestic political opposition to the change incurred²⁶. It has been demonstrated that bargaining may even be used by negotiating parties having no alternatives. The experiments of Schaerer et al. have shown that the absence of alternatives may indeed lead the negotiator to make higher demands and

²² Heather Elko McKibben, "The Effects of Structures and Power on State Bargaining Strategies", in *American Journal of Political Science*, no. 2, vol. 57, 2013, pp. 411-427.

²³ Denise Fleck, Roger J. Volkema, et al., "Dancing on the Slippery Slope: The Effects of Appropriate Versus Inappropriate Competitive Tactics on Negotiation Process and Outcome", in *Group Decision and Negotiation*, no. 25, 2016, pp. 873-899.

²⁴ Sandrino Smeets, "Unanimity and Exposure in the EU Council of Ministers – or How the Dutch Won and Lost the ICTY debate", in *European Journal of Political Research*, no. 2, vol. 54, 2015, pp. 228-304., at p. 290.

²⁵ Sandrino Smeets, "Consensus and Isolation in the EU Council of Ministers", in *Journal of European Integration*, no. 1, vol. 38, 2016, pp. 23-39.

²⁶ Javier Arregui and Robert Thomson, *op.cit.*, p. 694

reach better deals²⁷. An impasse may actually impose on negotiators to make further efforts, especially if events force them to take position in public; and expose them to the risk of taking the blame for not acting. The judgement on whether the bargaining tendency of a negotiating party is relevant, likely to happen, or realistic, should ultimately be founded on the salience of the issue for the party. A high salience of the interests at stake can lead to quite ambitious 'positioning' and bargaining plans on the part of EU Member States²⁸. Take the successful bargaining by the UK of the financial perspectives in 2005, a year of political crisis following the failure of the Constitutional Treaty. While the subject was under domestic scrutiny in the UK because of the high salience of the matter, a majority of other Member States were more eager to recover from the political crisis and restore the legitimacy of the EU. In the June European Council, after he had declined a compromise, the British Prime Minister was severely accused, by the French and the German leaders, of behaving 'badly'. Mr. Blair was told his attitude could cause a second major crisis in the EU, and cast him forever as a demon in Europe's mythology; according to words reported at the time²⁹. Britain's negotiating tactic was nevertheless to delay the process as much as possible, so that the first acceptable offer wasn't on the table until the summit was about to end. It implied seriously annoying the counterparts with two unrealistic offers first. The bargaining was successful essentially for the reasons explored in this section. The UK was able to convince its counterparts of its small margin of maneuver at home; it did not share the salience of the constitutional crisis experienced by other Member States; and it had a considerably better alternative since it could afford the political costs of no agreement at this specific negotiation gathering. This all explains why the UK basically had more time.

²⁷ Günther Schaefer, Morten Egeberg, Silvo Korez, and Jarle Trondal, "The Experience of Member State Officials in EU Committees: A Report on Initial Findings of an Empirical Study", in *Eipascope*, no. 3, vol. 2000, pp. 29-35.

²⁸ Frank M. Häge, *Bureaucrats as Law-makers: Committee Decision-making in the EU Council of Ministers*, Abingdon: Routledge, 2012.

²⁹ <http://newsvote.bbc.co.uk/mpapps/pagetools/print/news.bbc.co.uk/1/hi/world/europe/4537150.stm>, consulted 30 January 2018.

The Time Variable

Research has shown governments to be more likely to engage in bargaining when the problem to solve is the most critical because of an urgency to act³⁰. Scientific literature sees however more drawbacks than advantages for negotiations subject to stringent time pressure, and bargaining tendencies that claim a swift agreement is needed. After studying the effect of time pressure in 68 episodes of international territorial conflict negotiation, Pinfari³¹ concludes that agreements reached under time pressure tend to be more fragile and less durable. Another study indicated that negotiators under high time pressure are less likely to revise their initial distributive negotiation strategy and reach integrative agreements³². Conversely, the positive impact of a realistic time pressure is revealed in Moore's studies³³. They have demonstrated that moderate deadlines improved the outcomes for negotiators who were eager to get a deal. This is particularly valid when negotiators would possess some information about how much time their counterparts really have. Experiments by Gino and Moore³⁴ indicate that revealing final deadlines in a negotiation can lead to better outcomes for the negotiator with the deadline. Time restrictions, or the necessity to act rapidly, may however affect the quality of the information; whether the information is unavailable, incomplete or even biased. Kahn and Kohls³⁵ report the results of extensive research having long established that the less relevant information bargainers possess, the tougher the bargaining. This materializes with such negotiating moves as making higher initial demands; fewer concessions; more attempts at deception; taking longer; and ending

³⁰ David H. Bearce, Katarine M. Floros, and Heather Elko McKibben, "The Shadow of the Future and International Bargaining: The Occurrence of Bargaining in a Three-Phase Cooperation Framework", in *The Journal of Politics*, no. 2, vol. 71, 2009, pp. 719-732.

³¹ Marco Pinfari, "Time to Agree: Is Time Pressure Good for Peace Negotiations?", in *The Journal of Conflict Resolution*, no. 5, vol. 55, 2011, pp. 683-709.

³² Carsten K. W. De Dreu, "Time Pressure and Closing of the Mind in Negotiation", in *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, no. 91, 2003, pp. 280-295.

³³ Don A. Moore, "The Unexpected Benefits of Final Deadlines in Negotiation", in *Journal of Experimental Social Psychology*, no. 40, 2004, pp. 121-127.

³⁴ Francesca Gino and Don A. Moore, "Why Negotiators Should Reveal Their Deadlines: Disclosing Weaknesses Can Make You Stronger", in *Negotiation and Conflict Management Research*, no. 1, vol. 1, 2008, pp. 77-96.

³⁵ Arnold S. Kahn and John W. Kohls, "Determinants of Toughness in Dyadic Bargaining", in *Sociometry*, no. 2, vol. 35, 1972, pp. 305-315.

more negotiation sessions either deadlocked, or with members withdrawing from the negotiations. The authors found explicitly that a lack of information relevant to the agenda and to group preparation was a factor increasing sturdiness in bargaining. This information gap may lead to what theory calls today the risk of making 'fuzzy judgement' in negotiation³⁶. The risk of excessive time pressure, incomplete information and fuzzy judgement can advantageously be illustrated by the experience of the Dutch Presidency during the 2004 negotiations on software patent; during meetings of the Competitiveness Council. While the minister was briefing the Dutch Parliament on the conclusive results of the negotiations, the Dutch Chamber was informed that the time pressure tactics used had not exactly worked as positively as reported. It appeared that the Danish delegation actually complained for having been coerced to vote in favour of the compromise; the German minister was pressed to accept amendments contrary to the instructions of his Chancellery; and the Polish delegation was not even asked for its opinion before the final agreement was recorded³⁷.

The Sacrality and Non-negotiable Nature of Interests

The bargaining tendencies and resistance of negotiating parties may be motivated by deeply rooted interests that are highly political, non-economic in nature, and cannot be traded. Goodin and Brennan³⁸ refer to differences of 'beliefs' in situations where other interests and goals of the parties might in fact be fully compatible. Theory designates quite appropriately such values and issues as 'sacred' interests. They comply with two main attributes³⁹. They are priceless, meaning they refer to whatever is too costly to put under negotiation; they possess moreover an intrinsic value of moral or aesthetic nature. Cultural roots and historical traditions feed such invariable national and non-negotiable interests of Member States in many

³⁶ Ewa Roszkowska and Tom R. Burns, "Fuzzy Bargaining Games: Conditions of Agreement, Satisfaction, and Equilibrium", in *Group Decision and Negotiation*, no. 19, 2008, pp. 421-440.

³⁷ Jennifer L. Schenker, Ministers accused of making unauthorized last-minute deals: EU's software patent policy under siege, *International Herald Tribune*, 8 July 2004.

³⁸ Robert E. Goodin and Geoffrey Brennan, "Bargaining over Beliefs", in *Ethics*, no. 2, vol. 111, 2001, pp. 256-277.

³⁹ Kevin Gibson, "Making Sense of the Sacred", in *Negotiation Journal*, no. 4, vol. 27, 2011, pp. 477-492, at p. 483.

different EU policy-making areas. It is argued here that sacred interests will either motivate bargaining tendencies, or fuel a stronger resistance when tensions put pressure on the negotiating parties to compromise. The longest negotiations in the EU, sometimes even aborted, have confronted such constant values pertaining notably to transparency, state interventionism, neutrality, gender equality, or social dialogue. It should be pointed out that a party may claim the supposed 'sacrality' of some interest as a tactical mean to increase its value and trade it off at a higher price. Tenbrunsel et al⁴⁰ speak in this instance of 'pseudo-sacred' interests; they are meant to potentially abuse the counterparts. A suspicion has for example emerged during the negotiation over the maximum journey time for animals within the EU. It all started with a public outrage when dozens of pigs had been transported from the UK to Portuguese slaughter houses in quite daunting conditions. Under pressure from animal welfare campaigners, northern Member States raised matters of principle and fundamental values to restrict the journey time of animals. Southern Member States rapidly resisted any limit and denounced the pseudo moral motives presented by their northern counterparts. They argued that the northern, meat-exporting, countries actually had an economic interest to encourage the slaughter of animals in their own abattoirs by making transportation to southern Member States more difficult and expensive⁴¹. The recommendation of Shapiro⁴² in such instance is to distinguish among the three concentric circles of what is sacred, pseudo-sacred, and important. To be successful, bargaining should involve only the two latter groups of interests because they can be related to tangible calculations and the concrete provisions of a compromise text. In contrast, sacred interests are inherently associated to principles of an intrinsic intransigent nature⁴³.

⁴⁰ Ann E. Tenbrunsel, Kimberly A. Wade-Benzoni, et al., "The Reality and Myth of Sacred Issues in Negotiations", in *Negotiation and Conflict Management Research*, no. 3, vol. 2, 2009, pp. 263-284.

⁴¹ *Agence France Presse*, EU ministers fail to reach agreement on animal transportation, 22 February 1995.

⁴² Daniel Shapiro, *Negotiating the Nonnegotiable: How to Resolve Your Most Emotionally Charged Conflicts*, Penguin Books, 2017.

⁴³ Lax and Sebenius offer the examples of fairness and ethics; in David A. Lax and James K. Sebenius, *The Manager as Negotiator: Bargaining for Cooperation and Competitive Gain*, New York; London: Free Press; Collier Macmillan, 1986.

They usually serve the purpose of delegations aiming at an argumentative and protectionist positioning, without genuine intentions to put such matters under negotiation.

This section is compelled to conclude that it is not easy to predict the *denouement* of a negotiation animated by bargaining tendencies. Bjola proposes nonetheless a model claiming to assist in predicting the outcome of international negotiations taking place in the context of tensions, conflicts or crises. The result will depend mainly on the existence of a momentum and a favourable context to negotiate. The momentum is the factor brought in by the tension or a crisis; it creates the need to negotiate and act. The positive effect of the momentum will depend on the amplitude of the domestic win-set of the actors, a realistic timeframe, the costs of alignment, the value of the alternative solutions, and the presence of uncompromising sacred interests. Bjola's model measures these momentum related variables with the so-called 'Relative Strength Negotiation Index'. The positive impact of the momentum will be either complemented or contravened, respectively by a positive or negative context. Contextual variables include the intention of the parties to solve the problem or to bargain, the consciousness of future negotiation interactions, and the behaviour of the negotiating parties. These contextual variables are measured by the 'Negotiation Conduciveness Negotiation Index' (NCCI). Each time negotiations take place within a negative NCCI context, the potential breakthrough or turning point offered by a tension, pressure or crisis, is likely to fail. The particular negotiating power of a party will depend on whether that party has a possible alternative to what lies on the negotiation table. The value of such alternative can be measured as the adjustment costs for the negotiating party. When talking about governments, they generally prefer to avoid the adjustment costs involved in changing existing policies. These costs include investments in new policies and procedures to bring about policy change, as well as the effects of political opposition to change⁴⁴. From this standpoint, power is not only dependent on the domestic situation, namely the existence and value of alternative solutions or baseline support. It relies of course, additionally, on the existence, strength and sustainability of

⁴⁴ Javier Arregui and Robert Thomson, *op.cit.*, p. 694.

alliances secured with other States⁴⁵. All in all, the size of a negotiating party's win-set is shaped by three factors; the preferences and possible coalitions, the political institutions at the domestic level, and the negotiators' strategies at the international level⁴⁶.

Dimension 2: Bargaining Dynamics and Deal-Making

This section examines the dynamics at the negotiation table when parties adopt or enhance a bargaining attitude. From the opening statements and initial dynamics, to the final agreement, it explores successively the stages of reciprocation; linkages; consensus-building; and ultimate deal-crafting in a context of bargaining.

Reciprocity in Bargaining Dynamics

Experiments conducted by Butt et al⁴⁷. confirm that negotiators tend to reciprocate their counterparts' compromising or dominating behaviours. They will additionally match the size of the concessions offered to them at the negotiation table. Research on trust and reciprocity indicate further that recipients of gifts and concessions are often insensitive to the cost incurred by the giver⁴⁸. What is valued instead is the gesture of confidence or positive reciprocity that would demonstrate a willingness of a party to cooperate and solve a common problem. Negotiators are however all subject to some extent to the 'reciprocation wariness'. This is a belief, observed by Zhang and Han⁴⁹, that caution is required to avoid being

⁴⁵ Jeffrey W. Knopf, "Beyond Two-Level Games: Domestic-International Interaction in the Intermediate-Range Nuclear Forces Negotiations", in *International Organization*, no. 4, vol. 47, 1993, pp. 559-628.

⁴⁶ Robert D. Putnam, *op.cit.*, p. 442.

⁴⁷ Arif Nazir Butt, Jin Nam Choi, and Alfred M. Jaeger, "The Effects of Self-emotion, Counterpart Emotion, and Counterpart Behavior on Negotiator Behavior: a Comparison of Individual-level and Dyad-level Dynamics", in *Journal of Organizational Behavior*, no. 26, 2005, pp. 681-704.

⁴⁸ Deepak Malhotra, "Trust and Reciprocity Decisions: The Differing Perspectives of Trustors and Trusted Parties", in *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, no. 2, vol. 94, 2004, pp. 61-73.

⁴⁹ Zhi-Xhue Zhang and Yu-Lan Han, "The Effects of Reciprocation Wariness on Negotiation Behavior and Outcomes", in *Group Decision and Negotiation*, no. 16, 2007, pp. 507-525.

exploited by others. It will inhibit the negotiators' cooperative orientation and behaviour, essentially by constraining their first offer and successive reciprocation moves. This preliminary ascertainment points at three key effects of bargaining behaviours on the reciprocity mechanisms in negotiation. First, they magnify the expectation of negotiators to receive positive signals from their counterparts. Second, they increase the reciprocation wariness of negotiators, and discourage their own positive early moves. Lastly, bargaining moves and resulting tensions develop mistrust of negotiators about their counterparts' intentions to reciprocate positively. One way to thwart such a potential negative spiraling is to initiate a positive reciprocation founded on what Thuderoz designates as a 'double revision process'⁵⁰. With the goal to receive in return for giving, one party would deliberately revise its claim and make a concession for the very purpose of inciting the counterparts to operate analogous positive moves. This method was used in the negotiation over a Directive on the volatile organic compounds and their impact on global EU ozone gas emissions in 2003. A compromise text proposed by the Italian Presidency led to the isolation of the German delegation. In a planned move seeking positive reciprocation, the German delegation indicated that it would alter its position, "in a spirit of compromise and if all the delegations show the same spirit of conciliation"⁵¹. They had particularly in mind to trigger concessions from Member States, such as Greece, that were requesting more lenient limits and exemptions because of more challenging local climatic conditions. Ultimately, Germany managed to reverse its isolation and to secure the adoption of the Directive. A former Permanent Representative to the EU has recently shared his conviction that a confrontational style of negotiation is clearly less effective in the EU proceedings than positive reciprocation. He confirmed that if a member of the Committee of Permanent Representatives is flexible when colleagues have serious concerns on various issues, those colleagues will more likely be flexible towards that member when the member in turn will have an important concern on an issue⁵². He basically described diffused reciprocity, a

⁵⁰ Christian Thuderoz, "Why Do We Respond to a Concession with Another Concession? Reciprocity and Compromise", in *International Negotiation*, no. 1, vol. 33, 2017, pp. 71-83.

⁵¹ *European Report*, Environment Council: Ministers Clinch Deal on Volatile Organic Compounds, 29 October 2003.

⁵² Bobby McDonagh, "Inside the Mind of a Permanent Representative in Brussels: Personal

process where no particular exchange of vote or quid pro quo is really identified. It carries however the expectation that favours would be exchanged in later settings or rounds of negotiation; essentially relying on a mechanism of fairness⁵³. Another actor of a Permanent Representation has acknowledged that decision-making in the Council would hardly be possible without diffuse reciprocity⁵⁴. The process is a cornerstone of the interested consensus crafted in the reiterative negotiations of the Council. Lax and Sebenius claim that negotiators engaged in many similar repeated encounters may be able to mitigate claiming in subsequent rounds by agreeing initially on a principle for division of gains⁵⁵. Research undertaken with professional diplomats by Druckman and Harris⁵⁶ can usefully serve as a summary of the reciprocal interactions likely to be amplified in bargaining interactions. The authors have detected three patterns in particular. First, a preference for an adjustment in the direction of the opponent's previous move; a pattern called cooperative responsiveness. Second, comparable behaviours are desired; adjustments are made in the direction of reducing the apparent disparity in moves or concessions to reach equal exchanges. Third, negotiators are less concerned about their opponent's general strategy than with ensuring that concessions are comparable from one round to the next.

Linkages

The salience of the issue under negotiation and the existence of valuable alternatives for a Member State are significant variables in a negotiation. They make up the genuine power and capabilities of parties in

Reflections", in *European University Institute Working Papers*, no. RSCA 2015/50, 2015.

⁵³ Deborah Welch Larson, "Exchange and Reciprocity in International Negotiations", in *International Organization*, no. 3, vol., 1998, pp. 121-138.

⁵⁴ Jakob Lempp and Janko Altmenschmidt, "The Prevention of Deadlock through Informal Processes of 'Supranationalization': The Case of Coreper", in *European Integration*, no. 4, vol. 30, 2008, pp. 511-526.

⁵⁵ David A. Lax and James K. Sebenius, "The Manager as Negotiator: The Negotiator's Dilemma: Creating and Claiming Value", in Stephen B. Goldberg, Frank E. A. Sander and Nancy H. Rogers (eds.), *Dispute Resolution: Negotiation, Mediation, and Other Processes*, Boston: Little, Brown and Co, 1992, p. 58.

⁵⁶ Daniel Druckman and Richard Harris, "Alternative Models of Responsiveness in International Negotiation", in *The Journal of Conflict Resolution*, no. 2, vol. 34, 1990, pp. 234-251.

a bargaining situation. They can be measured by the issue power balance indicator; a mean significantly more relevant to determine negotiating outcomes than the aggregate power balance of all parties⁵⁷. The 'issue power' is composed of alternatives; commitments; and the ability to control the negotiation process. It includes the diplomatic resources dedicated to the tactics deployed to influence the process and achieve the most desired outcome during bargaining. Amid these tactics is the linking of the outcome of the negotiation to other issues negotiated elsewhere that bear more salience and value for the parties. The coupling of issues takes place to discuss them simultaneously; to enlarge the set of negotiation; and to find a joint global settlement on the issues connected deliberately. This method essentially uses 'forced linkages' or 'linkages though leverage'⁵⁸. Take for example the 2013 negotiation on admissible car emissions in the EU. Senior members of the German government informed targeted EU Member States that German car makers could consider reducing, or even drop completely, their production in these countries unless they supported weakened carbon emissions rules compared to the levels proposed by the European Commission. It is reported that Germany even increased its pressure to impose its negotiating positions and interests by reminding Portugal that the €78bn Eurozone bailout had been heavily financed by Germany⁵⁹. There are two conditions for linkages to work in bargaining situations, without harming excessively the negotiation capital of the party using them. First, they ought to be comparable and not totally disconnected in order to be legitimate; they should not be too distant in time; or of dissimilar salience. The central characteristic of linked issues relevant to international bargaining is the degree to which opposing parties consider different issues to be most important to their interests; where 'importance' can stem both from an issue touching on a state's sovereignty, or from its

⁵⁷ Habeeb derives this finding from three historical crisis case studies (the Panama Canal negotiations, the bases negotiations between the United States and Spain, and the Anglo-Icelandic cod war). See William Mark Habeeb, *Power and Tactics in International Negotiation: How Weak Nations Bargain with Strong Nations*, Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1988.

⁵⁸ James K. Sebenius, "Negotiation Arithmetic: Adding and Subtracting Issues and Parties", in *International Organization*, no. 2, vol. 37, 1983, pp. 281-316, at p. 287.

⁵⁹ *Reuters*, 18 June 2013.

salience in a state's domestic politics⁶⁰. The second condition requires that linkages are visible or put on the table, so that the elements of the global package are known to all parties. This condition is confirmed by the studies of Balakrishnan et al.⁶¹; they reveal that when parties have different priorities across issues, and there is the likelihood that major trade-offs can be made, a simultaneous consideration of the issues offers far greater utility to negotiators than negotiations following sequential agenda items. It should be noted that linkages are also used as leverage by the European Commission to influence the course of negotiations and recalcitrant Member States. It is not rare that representatives of the institution would use the corridors away from the negotiation table to approach the delegates of these Member States, and discuss with them the intentions of the Commission in other negotiations. The institution will particularly operate so if it intends to offer leniency towards the preferences of the Member States in the other dossiers. Take for example the negotiation on the so-called 'chocolate Directive'⁶² that was partly triggered by a conformity challenge raised in the framework of the World Trade Organization, as well as legal issues relating to the free movement of goods. The goal of the Directive is to define the requirements cocoa products need to meet before they can be called 'chocolate'; notably as regards the presence of vegetable fat in the products. With the British delegation anxious to authorize the use of genetically modified organisms in the production of chocolate, the Commission discussed the options for the EU to legislate all GMOs; i.e. not exclusively those destined to chocolate production. The Commission further approached several southern Member States to inform them of the options it has been considering to reform the olive oil market they directly benefit from. Additionally, the Commission used towards the obstructing Member States a long time used tactic of institutional leverage. The Commission would accost them to warn of a likely legal proceeding to the European

⁶⁰ Heather Elko McKibben, "Issue Characteristics, Issue Linkage and States' Choice of Bargaining Strategies in the European Union", in *Journal of European Public Policy*, no. 5, vol. 17, 2010, pp. 694-707.

⁶¹ P.V. (Sundar) Balakrishnan, Bruce Patton, et al., "Toward a Theory of Agenda Setting in Negotiations", in *Journal of Consumer Research*, no. 4, vol. 19, 1993, pp. 637-654.

⁶² Directive 2000/36/EC of the European Parliament and the Council of 23 June 2000 relating to cocoa and chocolate products intended for human consumption, OJEC L197 of 3 August 2000, p. 19.

Court of Justice in the event they would they not vote in favour of the new EU legislation. The argument of the Commission was that the allegedly unlawful practices of some Member States would have to disappear, either as a result of the new law, or following a legal proceeding brought against them. In the 'chocolate case', some Member States had decided by themselves on a definition of chocolate; and banned consequently any product originating from another Member State that would not possess their national imposed features. Another manifest 'institutional leverage' was used in 2006 by the Commission to force the adoption of a revised working time Directive. The new law proposed aimed to overcome some urgent public health issues resulting from national infringements. The quasi underground blackmailing of the Commission even became public when the institution declared during a ministerial meeting that it had the proceedings ready to bring 23 out of the 24 Member States to Court⁶³. There is definitely some truth in the conclusion of a former Permanent Representative that getting the support of the Commission is sometimes the most important in order to secure influence in the Council's joint decision-making process⁶⁴. The support of the institution is equally critical to build consensus on a compromise text.

The Deal

The bargaining exercise imposes to choose the right negotiation style; calculate immediate and future payoffs; link issues, and secure national interests through consensus or appropriate resistance. These steps are all cogwheels of the process leading to a final agreement or deal. The term 'deal' designates here a single undertaking⁶⁵ in which there is no final agreement until every issue on the table is resolved. The notion of single undertaking includes a possible preliminary stage quite indispensable in complex settings and negotiations under tensions; the so-called 'Pre-Settlement Settlement' (PreSS). With a PreSS, negotiating parties initiate complex negotiations by first reaching a binding settlement on some subset

⁶³ *Europolitics Social*, Working Time Directive: 23 countries face Commission action if no settlement is reached, 15 November 2006.

⁶⁴ Bobby McDonagh, *op.cit.*, p. 6.

⁶⁵ James K. Sebenius, *op.cit.*

of issues. It aims to establish a positive spiral of negotiation by agreeing on less contentious issues first⁶⁶. There are numerous formats of single undertakings that fundamentally involve compromises, packages and agreements. Tsebelis and Hahm⁶⁷ derive from an ample literature review a classification of negotiation deals that can usefully be drawn on. The first family of deals involves 'compensation'. It is a mechanism securing the participation and support of the 'would-be losers', by including benefits for them in a package deal. The arguments to convince them to adhere to the package deal would be trade-offs, linkages, or side payments. The process of exchanging favours and benefits in a systematic, symmetrical and beneficial fashion is often associated to logrolling. This process does not restrict compromises to a package deal over a particular issue; it extends them to include also the rewards or compensations for those parties offering the most expensive concessions. Since the logrolling logic basically operates without the need of homogenous positions and preferences of the negotiating parties⁶⁸, Heisenberg comes to the natural conclusion that it also governs the interactions within the Council. The logic is one of the reasons why there is 'culture of consensus'⁶⁹. Deals of the second type are based upon 'elimination'. This process aims to discard the issues of contention, also by working out ambiguous legal provisions and least common denominators. The third category identified in the literature groups the 'compromises' as such. While this deal results from the attribution of preferences and salience to the different actors, it may also be founded on different rules and values; notably equity or 'Justice'. Albin and Druckman⁷⁰

⁶⁶ James J. Gillespie and Max H. Bazerman, "Pre-Settlement Settlement (PreSS): A Simple Technique for Initiating Complex Negotiations", in *Negotiation Journal*, no. April 1998, pp. 149-159, at p. 150.

⁶⁷ George Tsebelis and Hyeonho Hahm, "Suspending Vetoes: How the Euro Countries Achieved Unanimity in the Fiscal Compact", in *Journal of European Public Policy*, no. 10, vol. 21, 2014, pp. 1388-1411.

⁶⁸ Lisa Martin, "Heterogeneity, Linkages and Commons Problems", in *Journal of Theoretical Studies*, no. 4, vol. 6, 1994, pp. 473-493.

⁶⁹ Dorothee Heisenberg, "The Institution of 'Consensus' in the European Union: Formal Versus Informal Decision-Making in the Council", in *European Journal of Political Research*, no. 44, 2005, pp. 65-90.

⁷⁰ Cecilia Albin and Daniel Druckman, "Procedures Matter: Justice and Effectiveness in International Trade Negotiations", in *European Journal of International Relations*, no. 4, vol. 20, 2014, pp. 1014-1042.

submit that parties may expect two types of Justices when negotiating deals; the Procedural Justice and the Distributive Justice. The former is fairness about the process and the procedures guiding the negotiations; the latter is fairness in the allocation of benefits. It has appeared clearly in this article that the 'EU deal' combines all three formats of single undertakings; it deserves however an additional one. In order to secure the support of the sufficient and highest number of delegations, the EU deal can also rely on 'adaptability' to overcome tensions and impasses yielding from exacerbated bargaining. Reference is in particular made here to the multi-speed formulas designed by the EU to accommodate the incompatible preferences of Member States. Consider specifically Article 20(1) of the Treaty on European Union. It provides for the mechanism of enhanced cooperation allowing a minimum of nine Member States to adopt EU legislation; obviously ultimately only applicable to them. It has been used to overcome several deadlocks. Fourteen Member States apply today EU law on trans-European divorces; 25 have adopted the EU patent regime in March 2011; ten Member States are currently negotiating an enhanced cooperation for a financial transaction tax; earlier, nine Member States had declared themselves ready to go ahead with the Proposal to freeze the quotas of CO₂ emissions. In April 2017, sixteen Member States have notified their intention to use the enhanced cooperation procedure to establish a European Public Prosecutor's Office. The full success of this adaptive deal mechanism depends however on its capacity to meet the expectations for Procedural Justice of the parties left aside or outvoted. 25 Member States seemed appropriately aware of this requirement when they decided in 2011 to use enhanced cooperation to adopt new legislation on the EU patent; even though this legislation could have been adopted by qualified majority, and simply be imposed on the two opposing delegations. Yet, the two Member States left aside decided to challenge the legality of this procedure⁷¹. Arguably, such situations fuel unpleasant feelings, damage mutual trust and mortgage the future of personal relationships of the negotiators in reiterative negotiations.

⁷¹ The Court unsurprisingly dismissed their actions, stating that "the contested decision does not damage the internal market or the economic, social and territorial cohesion of the EU"; recalling here an established condition to use the enhanced cooperation. Judgment of 16 April 2013, Spain and Italy v Council, Joined Cases C-274/11 and C-295/11.

Dimension 3: The Interpersonal Interactions and Human Variables

The personal behaviours, motivations, emotions and cognitions are the results of mental and cultural programming of the mind of the negotiators. They compose the 'interpersonal level'⁷² of any negotiation which this section intends to explore. Every individual negotiator comes with a psychological preset or motivational construct. It is made notably of the personality, the background, the inclination to trust; as well as social-environmental or cultural factors such as reputation, gender, power or status⁷³. These factors all feed the 'negotiation orientation' of any individual as determined by the model of Brooks and Rose⁷⁴. This orientation translates for example into the natural inclination to cooperate, show emotions, be transparent, or communicate extensively. Altogether, this section examines some of the psychological facets, negotiation orientations, personal preferences and expectations of the individuals. Arguably, these variables are all magnified when bargaining dominates negotiation processes. The section also borrows from the theoretical framework of crisis bargaining and hostage negotiation to analyze the predominant variables at play at the interpersonal level of bargaining within Council negotiations. It successively explores the relational dynamics between the negotiators, the value of trust, and the influence of cultural differences.

Relational Dynamics

The 'negotiation orientation'⁷⁵, or psychological predisposition of the negotiator, crucially conditions the relation with the counterparts. The experiments of Curhan and Elfenbein⁷⁶, on the build-up of individual

⁷² Leigh Thompson, Jiunwen Wang, and Brian C. Gunia, "Negotiation", in *Annual Review of Psychology*, no. 61, 2009, pp. 491-515.

⁷³ Jeanne Brett and Leigh Thompson, "Negotiation", in *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, no. 136, vol., 2016, pp. 68-79. Phyllis E. Bernard partly captures this as the 'soul' of the international negotiator; it covers notably human cognition and cultural intelligence. See Phyllis E. Bernard, "Bringing Soul to International Negotiation", in *Negotiation Journal*, no. April, vol., 2009, pp. 147-159.

⁷⁴ Bradley W. Brooks and Randall L. Rose, "A Contextual Model of Negotiation Orientation", in *Industrial Marketing Management*, no. 33, 2004, pp. 125-133.

⁷⁵ *Ibidem*.

⁷⁶ Jared R. Curhan, Hillary Anger Elfenbein, and Heng Xu, "What Do People Value When They Negotiate? Mapping the Domain of Subjective Value in Negotiation", in *Journal of Personality and Social Psychology*, no. 3, vol. 91, 2006, pp. 493-512.

perceptions and reiterative feelings, confirm the construction of a psychological predisposition of negotiators. Negotiators who have experienced greater subjective value - that is perceptual and emotional outcomes from a negotiation - achieved greater individual as well as joint objective negotiation performance. They have also developed an intention to negotiate again with the same counterpart. The results of the research further suggest that positive feelings matter, and not just positive outcomes of earlier negotiations. Satisfaction with prior negotiation outcomes and frequent exchanges with the same party foster trust, positive affect and affective commitment to the party⁷⁷. Barry et al⁷⁸ usefully analyze for that matter the 'affective commitment' that appears in multiple encounters between parties whose interdependence generates the need to negotiate repeatedly. If positive affect facilitates cooperative behavior, one might expect the opposite effect when negotiators experience negative affect. Referencing a study focused exclusively on negative emotion, the previous authors report that angry subjects had less regard for their opponent's interests; they had distorted judgments of the other party's interests, and reduced joint gains ultimately. The process of face-saving is the negotiation mechanism particularly founded on human perceptions that is widely acknowledged to secure positive results; not only in terms of emotions and outcomes, but also as regards the feeling of Justice, and the willingness to engage in future negotiation interactions. The 'face' is here an individual's most sacred possession because it associates with one's self-esteem⁷⁹. When a person's face is threatened in a negotiation, it can tip the balance of his/her behavior away from cooperation towards competition; and unsurprisingly result in fewer agreements⁸⁰. Many situations have been reported where national representatives have felt ignored, isolated or

⁷⁷ Jennifer George, Gareth R. Jones, and Jorge A Gonzalez, "The Role of Affect in Cross-Cultural Negotiations", in *Journal of International Business Studies*, no. 4, vol. 29, 1998, pp. 749-772.

⁷⁸ Bruce Barry, Ingrid Smithey Fulmer, and Nathan Goates, "Bargaining with Feeling: Emotionality in and Around Negotiation", in Leigh Thompson (ed.), *Negotiation Theory and Research*, New York: Psychology Press Taylor and Francis, 2006.

⁷⁹ Morton Deutsch, "The Face of Bargaining", in *Operations Research*, no. 9, 1961, pp. 886-897.

⁸⁰ Judith B. White, Renée Tynan, et al., "Face Threat Sensitivity in Negotiation: Roadblock to Agreement and Joint Gain", in *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, no. 94, 2004, pp. 102-124.

coerced by chairpersons operating on behalf of a rotating Council Presidency eager to rapidly come to an agreement. Some of these negotiators have either declared their intention to retaliate, or did actually pay back their former tormenter whenever it was their turn to hold the power of the Presidency. Beyond the substantive facts inherent to these situations, what matters essentially is that those representatives have initially felt to be losing face, both in the Brussels based group and in the eyes of their capitals. While the consensus building method in the Council is designed to avoid the isolation of delegations, it can also be considered to prevent national representatives from losing face and feel irreparably affected. The management of the relational dynamics falls fundamentally in the hands of the chairpersons⁸¹. They are key to collect the information on the interests of the delegations; govern the logrolling mechanisms; engage in socialization patterns with the other delegates; and influence the affect of the negotiators during their term in office.

Affect

The dynamics of the general interpersonal relationship and the level of Justice in the negotiation process are both nourished by the affect of the individual actors. The affect can suitably be defined as the combined manifestation of a person's emotions, mood, personality traits, and sensitivity to feelings⁸². Intuitively, it is quite challenging to envisage the affect having any other impact on a negotiation than a disturbing or negative one. Research shows however that there are in fact positive sides to the role of the affect as a variable of the negotiation process. Brown and Curhan⁸³ found for instance that individuals who look forward to a negotiation have more favorable subjective experiences and perform better when their physiological arousal is heightened; mainly indeed because they construe their arousal as positive affect. Laboratory studies have further established that being in a positive mood facilitates problem solving and integrative

⁸¹ Alain Guggenbühl, "Cookbook of the Presidency of the European Union", in Paul Meerts and Franz Cede (eds.), *Negotiating European Union*, Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2004.

⁸² Bruce Barry, Ingrid Smithey Fulmer, et al., *op.cit.*

⁸³ Ashley D. Brown and Jared R. Curhan, "The Polarizing Effect of Arousal on Negotiation", in *Psychological Science*, no. 10, vol. 24, 2013, pp. 1928-1935.

solutions; while reducing the use of contentious tactics during negotiations⁸⁴. Sinaceur et al⁸⁵. found also that communicating anger, rather than curbing it, can be an effective strategy to obtain concessions from negotiation counterparts. Communicating anger will have a positive effect if the counterparts perceive it as a threat of an impasse, or the source of other damaging consequences detrimental to them. These studies show further that communicating anger was more effective later rather than earlier in the negotiation process. In comparable experiments, Kopelman et al⁸⁶ similarly conclude that in an ultimatum setting, negotiators strategically displaying positive emotion are more likely to close a deal. They note moreover that the display of positive emotion is a more effective strategy for gaining concessions from the other party in a distributive or bargaining setting. In their experiments, negotiators made more extreme demands when facing a negotiator displaying negative, rather than positive or neutral, emotions. The context of the negotiation is evidently a fundamental determinant of either the negative or positive value of the affect as an impacting variable. It is the nature of the interpersonal relationship with the other party and interpersonal ties than can resist hostile or tensed bargaining conditions, and elicit positive affect⁸⁷. It seems fair to conclude that the context of the negotiation, the general orientation, the perception of face-threat, and the affect of the individual negotiators, all substantially hinge on the level of trust reached in relational dynamics.

Trust

Trust fundamentally collates confident positive expectations regarding another's conduct. Any conduct negatively perceived will yield distrust as

⁸⁴ Peter J. Carnevale and Alice M. Issen, "The Influence of Positive Affect and Visual Access on the Discovery of Integrative Solutions in Bilateral Negotiation", in *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, no. 1, vol. 37, 1986, pp. 1-13.

⁸⁵ Marwan Sinaceur, Gerben A. Van Kleef, et al., "Hot or Cold: Is Communicating Anger or Threats more Effective in Negotiation?", in *Journal of Applied Psychology*, no. 5, vol. 96, 2011, pp. 1018-1032.

⁸⁶ Shirli Kopelman, Ashley Shelby Rosette, and Leigh Thompson, "The three Faces of Eve: Strategic Displays of Positive, Negative, and Neutral Emotions in Negotiations", in *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, no. 99, 2006, pp. 81-101.

⁸⁷ Jennifer George, Gareth R. Jones, et al., *op.cit.*

a consequence⁸⁸. Perceptions that the other party has acted in a deceptive manner in a prior negotiation will elicit a negative affect⁸⁹. According to Filley⁹⁰, the compromise building method in bargaining settings needs in particular to review and adjust not only the relational conditions between the parties; but equally their perceptions and attitudes because of the possible variation of trust brought in by bargaining tendencies. Lewicki and Wiethoff⁹¹ offer an interesting perspective to better characterize trust; used so far only as an absolute value. They distinguish a 'calculus-based trust' (CBT) from an 'identification-based trust' (IBT). The CBT is most often associated with workplace relations, where people tend to operate on a reward or punishment system. In contrast, IBT operates essentially in the personal arena, where parties develop knowledge about their respective preferences and decide to mutually assist each other. Often, individuals share common values and have an outlook based on mutual benefit; over time they are able to develop a collective identity. Considering the setting-up, context and deal-making features explored so far, it can safely be stated that EU negotiations involve a combination of both trusts. It should be added that research operated by Sinaceur⁹² on other negotiation formats show that tensions among negotiating parties do not lead to mutual distrust, but rather suspicion among them. While distrust or trust involve having respectively negative or positive expectations about the counterparts' motives, suspicion is defined by Sinaceur as the perception of ambiguity about their motives. The difference is crucial because the experiments have shown that suspicion does not prevent a successful outcome of a negotiation. It might even prove to be a positive factor, considering that suspicious parties generally want to know more about their respective positions and

⁸⁸ Roy J. Lewicki, Daniel J McAllister, and Robert J. Bies, "Trust and Distrust: New Relationships and Realities", in *The Academy of Management Review*, no. 3, vol. 23, 1998, pp. 438-458.

⁸⁹ Debra L. Shapiro and Robert J. Bies, "Threats, Bluffs, and Disclaimers in Negotiations", in *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, no. 1, vol. 60, 1994, pp. 14-35.

⁹⁰ Alan C. Filley, *Interpersonal Conflict Resolution*, Chicago: Scott, Foresman, 1975.

⁹¹ Roy J. Lewicki and Carolyn Wiethoff, "Trust, Trust Development, and Trust Repair", in Morton Deutsch, Peter T. Coleman and Eric C. Marcus (eds.), *The Handbook of Conflict Resolution: Theory and Practice*, San Francisco: Jossey-Bass, 2000, pp. 86-107.

⁹² Marwan Sinaceur, "Suspending Judgment to Create Value: Suspicion and Trust in Negotiation", in *Journal of Experimental Social Psychology*, no. 46, 2010, pp. 543-550.

motives in order to clear up the perceived ambiguity⁹³. One should bear in mind however that because of their cultural background, individuals may have different personal preferences on how much information should be exchanged to build trust.

Cross-Cultural Differences

Even if frequent negotiations or diplomatic settings may attenuate cultural differences through intensive socialization⁹⁴, this section posits that the disparities in representatives' preferences will either surface or be amplified in tension and bargaining conditions. Cultural stereotypes specifically are expected to be magnified; as they are convenient ways for delegates to attribute the blame for any failure in a negotiation to the cultural preferences of their counterparts. Take the meeting reported between the two finance ministers of Germany and Greece in Berlin in the Spring of 2015; the purpose was to prepare an agreement on financial assistance to Greece at the Euro summit scheduled some weeks later. Mr. Schaüble rapidly showed impatience after waiting five minutes beyond the time agreed for the appointment. Shortly after came Mr. Varoufakis, in a dress attire relatively unconventional for diplomatic settings. The Greek minister started communicating on an equally casual tone, engaging in small talk and sharing positive comments on his interlocutor. It is argued here that the reasons behind the fiasco of this specific face-to-face encounter can fundamentally be attributed to differences between the two cultural backgrounds or preferences of the ministers. The German minister complained that 'the Greek' not only came late, but that he started to cajole him with the probable intention to fool him. He was then proud to state he had not been stupid enough to fall for an obvious tactic that did neither respect him, or the rules of the meeting. This section succinctly provides the theoretical lenses not only to read this specific bilateral negotiation; but also to broadly perceive how international negotiations are affected by the enhanced manifestation of cultural differences

⁹³ Marwan Sinaceur, *op.cit.*, p. 543.

⁹⁴ Zartman and Berman suggest to water down the impact of cultural differences in the event of the emergence of an "international diplomatic culture". See William Zartman and Maureen R. Berman, *The Practical Negotiator*, New Haven: Yale University Press, 1982.

when bargaining increases. It draws on Moore and Woodrow⁹⁵ to apprehend culture as the cumulative result of experience, beliefs, values, knowledge, and educational background; acquired or created by groups of people or social organizations over the course of generations. Culture provides models and norms for acceptable day-to-day communication or social interaction. Returning to the interpersonal variables studied in this section, the landmark studies of Hofstede⁹⁶ substantiate that individuals have different cultural preferences for the sharing of information, where it should be operated, and by whom. For some, the right information exchanges will feed trust; for others, building trust will need much more⁹⁷. Taking a domestic optic on information processes, Kassim⁹⁸ usefully distinguishes the internal coordination of EU affairs and positions within EU Member States between centralized and less centralized systems. This explains partially the amplitude of the freedom left to negotiators to move. Moves and concessions may well be facilitated by the display of anger and emotions in some countries, but not in others⁹⁹. Looking further at the negotiation table, differences are noted by D'Amico and Rubinstein¹⁰⁰ as to who should be at the table; and whether the power and status of the individuals should be matched. Individual negotiators will then experience additional differences about their respective mode of reasoning. Epstein et al.¹⁰¹ distinguish for example the individual analytical-rational mindsets from the intuitive-experiential

⁹⁵ Christopher W. Moore and Peter J. Woodrow, *Handbook of Global and Multicultural Negotiation*, San Francisco: Jossey-Bass, 2010, p. 5.

⁹⁶ Geert Hofstede, *Culture's Consequences: Comparing Values, Behaviors, Institutions, and Organizations Across Nations*, Thousand Oaks, Calif.: Sage Publications, 2001.

⁹⁷ Fons Trompenaars and Charles Hampden-Turner, *Riding the Waves of Culture. Understanding Cultural Diversity in Business*, London: Nicholas Brealey Publishing, 1997.

⁹⁸ Hussein Kassim, "Meeting the Demands of EU Membership: The Europeanization of National Administrative Systems", in Kevin Featherstone and Claudio M. Radaelli (eds.), *The Politics of Europeanization*, Oxford: Oxford University Press, 2003, pp. 83-111.

⁹⁹ Haljo Adam, Aiwa Shikaro, and William W. Maddux, "Cultural Variance in the Interpersonal Effects of Anger in Negotiations", in *Psychological Science*, no. 6, vol. 21, 2010, pp. 882-889.

¹⁰⁰ Lynne C. D'Amico and Robert A. Rubinstein, "Cultural Considerations When 'Setting' The Negotiation Table", in *Negotiation Journal*, no. 4, vol. 15, 1999, pp. 389-395.

¹⁰¹ Seymour Epstein, Rosemary Pacini, et al., "Individual Differences in Intuitive-Experiential and Analytical-Rational Thinking Styles", in *Journal of Personality and Social Psychology*, no. 2, vol. 7, 1996, pp. 390-405.

ones. Cross-cultural discussions in fact often oppose negotiators on whether a rational and logic approach should be pursued to collectively take the right decision; or a pragmatic and practical one instead. The choice of the legislative measure needed EU wide is subject itself to major cultural differences among negotiators. Hofstede et al.¹⁰² differentiate for example preferences on the necessity or not to use stringent and elaborated legislative means in policy-making. Communicating about such preferences during bargaining may of course take place in an either diplomatic or not so diplomatic fashion; depending on whether the delegates favour an indirect or rather a direct confrontation of ideas and positions¹⁰³. Tension may also arise from the different relations to time observed across cultures by Rosinski¹⁰⁴. Some negotiators expect to be devoting whatever time is needed for the activity started, without feeling generally threatened by the clock. Others experience a higher sensitivity to time pressures¹⁰⁵.

Conclusions and Propositions

From a bargaining theory perspective, EU multilateral decision-shaping processes are no special breed. Like most negotiations, they tend to oscillate between compromise-building and consensus-based mechanisms on one hand; and on the other, bargaining attitudes and calculations that are more vivid when tensions between the negotiation partners build up¹⁰⁶. Some UK negotiators taking part in Council deliberations have clearly

¹⁰² Geert Hofstede, Gert Jan Hofstede, and Michael Minkov, *Cultures and Organizations: Intercultural Cooperation and its Importance for Survival (The Software of the Mind)*, New York: McGraw Hill, 2010.

¹⁰³ Jeanne M. Brett, *Negotiating Globally: How to Negotiate Deals, Resolve Disputes, and Make Decisions Across Cultural Boundaries*, San Francisco: Jossey-Bass, 2007.

¹⁰⁴ Philippe Rosinski, *Coaching Across Cultures: New Tools for Leveraging National, Corporate & Professional Differences*, London: Nicolas Brealey Publishing, 2010.

¹⁰⁵ Ian McDuff, "Your Pace or Mine? Culture, Time, and Negotiation", in *Negotiation Journal*, no. 1, vol. 22, 2006, pp. 31-45.

¹⁰⁶ Empirical studies by Olekalns et al. show that negotiators generally swing between competitive -distributive- and cooperative -integrative- attitudes throughout a negotiation process. See Mara Olekalns, Jeanne Brett, and Laurie R. Weingart, "Phases, Transitions and Interruptions: Modeling Processes in Multi-party Negotiations", in *International Journal of Conflict Management*, no. 3-4, vol. 14, 2004, pp. 191-212.

reported on a contiguity of behaviours driven by both competitive and collaborative motives¹⁰⁷. Fundamentally, bargaining situations impose on EU governments to strike a series of pivotal conciliations and balancing acts. They need to combine domestic gratification with empathy from the counterparts; maximum unilateral bargaining with a mutually satisfactory common denominator for all; and immediate profits with future payoff prospects. In practice, the best players in this bargaining game are the national delegations reaping the highest bargaining satisfaction; it is measured by two main criteria. First, the shortest distance between their initial positions and the final terms of the compromise text agreed in the Council. Second, the number of their most salient interests fulfilled and mirrored in the joint text. With results varying across policy domains, it is on financial issues that Arregui notes the highest bargaining satisfaction; in fact, for eastern and the last acceding Member States¹⁰⁸. Furthermore, Member States of a small size have obtained more bargaining satisfaction than larger Member States on regulatory issues. An interesting conclusion of the author confirms also that the closer a Member State's negotiating position is from the Commission position, the higher its bargaining satisfaction will be¹⁰⁹. Cross suggests to gauge the success of Member States differently; and to look rather into some forms of influence.¹¹⁰ He proposes for that matter to use the engagement and number of 'interventions' of the national delegations. The criteria refer to a national delegation's efforts to make its position known over the course of the negotiations. This covers its number of interventions in multilateral meetings; its relative policy positions in the policy space under negotiation relative to other actors' positions; and the power -or resources- it derives from its size. Generally speaking, the more active Member States are, the more likely they punch above their weight if

¹⁰⁷ Julian Clark and Alun Jones, "'Telling Stories about Politics': Europeanization and the EU's Council Working Groups", in *Journal of Common Market Studies*, no. 2, vol. 49, 2011, pp. 341-366.

¹⁰⁸ Javier Arregui, "Determinants of Bargaining Satisfaction Across Policy Domains in the European Union Council of Ministers", in *Journal of Common Market Studies*, no. 5, vol. 54, 2016, pp. 1105-1122.

¹⁰⁹ Javier Arregui, *op.cit.*, p. 1118.

¹¹⁰ James Cross, "Everyone's a Winner (Almost): Bargaining Success in the Council of Ministers of the European Union", in *European Union Politics*, no. 1, vol. 14, 2012, pp. 70-94.

they're small¹¹¹; and vice-versa for large Member States, some of which often feel so powerful that they see no need to address, approach or lobby other delegations. Golub¹¹² confirms that smaller Member States do particularly well, in particular when one considers the salience for a delegation of the matter under negotiation. The interested consensus driven process described in this article does not prevent some Member States to win considerably more; with countries like France, Italy and Germany doing actually especially poorly. Analyzing decisions adopted by majority votes in the Council, Van Roozendaal et al¹¹³. reveal that Luxembourg, Ireland and Greece are the Member States having most often participated in winning coalitions. Seemingly, they were willing to sacrifice the most policy congruence in order to be part of the respective winning coalitions. Using more specific criteria, Panke concludes at the limited negotiation effectiveness of the representatives of Hungary, Latvia and Greece¹¹⁴. Her studies confirm that bargaining behaviors and distributive strategies are only effective if operated by delegations that have previously secured a sufficient capital of goodwill and offered uninterested mediation efforts to others in earlier rounds of negotiation with their EU partners.

Since strategies to cope effectively with high stakes situations and tensions among negotiation partners are often based on military like reckonings, the military method advocated by Wheeler¹¹⁵ appears quite appropriate to frame a series of concluding propositions addressed to negotiators engaged in EU multilateral bargaining. The propositions translate the explored findings of negotiation theory and research into recommendations to cope with increased bargaining and unilateralism in times of tensions, competition, opposition, or crisis. The military method selected recommends the four

¹¹¹ Diana Panke, "Negotiation Effectiveness: Why Some States are Better Than Others in Making Their Voices Count in EU Negotiations", in *Comparative European Politics*, no. 1, vol. 10, 2012, pp. 111-132., at p. 112.

¹¹² Jonathan Golub, "How the European Union Does Not Work: National Bargaining Success in the Council of Ministers", in *Journal of European Public Policy*, no. 9, vol. 19, 2012, pp. 1294-1315.

¹¹³ Peter Van Roozendaal, Madeleine O. Hosli, et al., *op.cit.*

¹¹⁴ Diana Panke, *op.cit.*, p. 127.

¹¹⁵ Michael Wheeler, *Performance and the Art of Negotiation*, New York: Simon and Schuster, 2013.

sequenced phases of observation, orientation, decision and action. In the 'observation' phase, negotiators should primarily analyze the interpersonal factors at play. This includes the reciprocation wariness of the players; their expectation for Procedural and Distributional Justice; their cultural preferences, personal affect history, and 'negotiation orientation'. The 'orientation' phase is the time to assess the party's relative negotiating power compared to the counterparts'; by using notably three indicators during a thorough phase of preparation and internal coordination. First, the size of the party's win-set; it is shaped by the national preferences, the support at the domestic level, and the negotiators' strategies as well as coalitions at the international level¹¹⁶. Second, the power based on the salience of the issues at stake for the party; also designated as 'issue power'. The negotiation power derives from the value of the alternative solutions and the ability to control the negotiation process, notably through diplomatic resources¹¹⁷. The third indicator is the likelihood of linkages. They might be either positive, by offering the party a negotiation benefit in more salient parallel issues; or negative if used as a leverage to force its concessions in the negotiation at hand. During the next and third phase of 'decision', the party will need to settle three items in particular. First, where to position the cursor the furthest between an integrative strategy and distributive bargaining without alienating the counterparts. This includes determining the sacred, pseudo-sacred, and important matters. Second, what issue can be eliminated or compensated for in the deal-making process; bearing in mind that tensions or more serious crises give precedence to these two compromise building instruments. Third, what level of resistance should be demonstrated in a consensus driven environment. It implies deciding either to stay in the silent majority of more proximate Member States that contest less frequently; they are generally supportive of EU legislation. Or join the group comprised of a vocal minority of countries that are less proximate to each other; but are

¹¹⁶ Robert D. Putnam, "Diplomacy and Domestic Politics: the Logic of Two-level Games", in Peter B. Evans, Harold Karan Jacobson and Robert D. Putnam (eds.), *Double-edged Diplomacy: International Bargaining and Domestic Politics*, Berkeley: University of California Press, 1993.

¹¹⁷ William Mark Habeeb, *op.cit.*

regularly outvoted¹¹⁸. This decision will be dependent upon the receptivity of both the Council Presidency and the European Commission to echo or mirror one's positions and interests in the final compromise text put up for adoption. In the final phase of the 'action', negotiators will need to undertake a series of incremental steps. Negotiators should first play sufficiently 'nice' by sending positive signals to the counterparts; present Confidence Building Measures; and advance a double revision process of reciprocation. They should then engage with the counterparts to maintain the dialogue, investigate their motivations, and share information - notably on any time related deadline; even if the initial behaviour of the counterparts was non-cooperative. Thirdly, all earlier actions should be discontinued as soon as the counterparts would not reciprocate positively. In a fourth stage, cooperation should only be reinstated if the counterparts would this time either do the first move, or repair the damage generated by their earlier bargaining attitude.

All in all, this article has come to identify what could be the essential elements of a successful universal bargaining formula applied to EU interstate decision-shaping and decision-taking processes. It is a balanced mixture of principles, rules and strategic calculations originating from game theory; hostage negotiations and crisis bargaining; and military methodology. The EU bargaining formula discussed in the article should also enable Member States to better control the unilateral aspirations of their respective friends and enemies, whether present or future. In some trivial terms, the formula looks like a recipe to both thrive or survive in bargaining situations taken directly from the Godfather movies.

¹¹⁸ Van Aken has examined sixteen years of decision-making in the Council to conclude on the existence of these two coalitions of interests in the Council. In Wim Van Aken, "Voting in the Council of the European Union: Contested Decision-Making in the EU Council of Ministers (1995-2010)", in *Swedish Institute for European Policy Studies (SIEPS)*, no. 2, 2012.

Bibliography

1. Adam, Haljo; Shikaro, Aiwa; Maddux, William W. (2010), "Cultural Variance in the Interpersonal Effects of Anger in Negotiations" in *Psychological Science*, no. 6, vol. 21, 882-889.
2. Albin, Cecilia; Druckman, Daniel (2014), "Procedures Matter: Justice and Effectiveness in International Trade Negotiations" in *European Journal of International Relations*, no. 4, vol. 20, 1014-1042.
3. Arregui, Javier (2016), "Determinants of Bargaining Satisfaction Across Policy Domains in the European Union Council of Ministers" in *Journal of Common Market Studies*, no. 5, vol. 54, 1105-1122.
4. Arregui, Javier; Thomson, Robert (2014), "Domestic Adjustment Costs, Interdependence and Dissent in the Council of the European Union" in *European Journal of Political Research*, no. 4, vol. 53, 692-708.
5. Bailer, Stefanie; Mattila, Mikko; Schneider, Gerald (2015), "Money Makes the EU Go Round: The Objective Foundations of Conflict in the Council of Ministers" in *JCMS: Journal of Common Market Studies*, no. 3, vol. 53, 437-456.
6. Balakrishnan, P.V. (Sundar); Patton, Bruce; Lewis, Phillip (1993), "Toward a Theory of Agenda Setting in Negotiations" in *Journal of Consumer Research*, no. 4, vol. 19, 637-654.
7. Barry, Bruce; Smithey Fulmer, Ingrid; Goates, Nathan (2006), "Bargaining with Feeling: Emotionality In and Around Negotiation", in Leigh Thompson, *Negotiation Theory and Research*, New York: Psychology Press Taylor and Francis.
8. Bearce, David H.; Floros, Katarine M.; McKibben, Heather Elko (2009), "The Shadow of the Future and International Bargaining: The Occurrence of Bargaining in a Three-Phase Cooperation Framework" in *The Journal of Politics*, no. 2, vol. 71, 719-732.
9. Bernard, Phyllis E. (2009), "Bringing Soul to International Negotiation" in *Negotiation Journal*, no. April, vol., 147-159.
10. Brett, Jeanne M. (2007), *Negotiating Globally: How to Negotiate Deals, Resolve Disputes, and Make Decisions Across Cultural Boundaries*, San Francisco: Jossey-Bass.

11. Brett, Jeanne; Thompson, Leigh (2016), "Negotiation" in *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, no. 136, vol., 68-79.
12. Brooks, Bradley W.; Rose, Randall L. (2004), "A Contextual Model of Negotiation Orientation" in *Industrial Marketing Management*, no. 33, 125-133.
13. Brown, Ashley D.; Curhan, Jared R. (2013), "The Polarizing Effect of Arousal on Negotiation" in *Psychological Science*, no. 10, vol. 24, 1928-1935.
14. Butt, Arif Nazir; Choi, Jin Nam; Jaeger, Alfred M. (2005), "The Effects of Self-emotion, Counterpart Emotion, and Counterpart Behavior on Negotiator Behavior: a Comparison of Individual-level and Dyad-level Dynamics" in *Journal of Organizational Behavior*, no. 26, 681-704.
15. Carnevale, Peter J.; Issen, Alice M. (1986), "The Influence of Positive Affect and Visual Access on the Discovery of Integrative Solutions in Bilateral Negotiation" in *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, no. 1, vol. 37, 1-13.
16. Citi, Manuele; Justesen, Mogens K. (2014), "Measuring and Explaining Regulatory Reform in the EU: A Time-Series Analysis of Eight Sectors, 1984–2012" in *European Journal of Political Research*, no. 4, vol. 53, 709-726.
17. Clark, Julian; Jones, Alun (2011), "'Telling Stories about Politics': Europeanization and the EU's Council Working Groups" in *JCMS: Journal of Common Market Studies*, no. 2, vol. 49, 341-366.
18. Cross, James (2012), "Everyone's a Winner (Almost): Bargaining Success in the Council of Ministers of the European Union" in *European Union Politics*, no. 1, vol. 14, 70-94.
19. Curhan, Jared R.; Elfenbein, Hillary Anger; Xu, Heng (2006), "What Do People Value When They Negotiate? Mapping the Domain of Subjective Value in Negotiation" in *Journal of Personality and Social Psychology*, no. 3, vol. 91, 493-512.
20. D'Amico, Lynne C.; Rubinstein, Robert A. (1999), "Cultural Considerations When 'Setting' The Negotiation Table" in *Negotiation Journal*, no. 4, vol. 15, 389-395.

21. De Dreu, Carsten K. W. (2010), "The Emergence and Consequences of Struggle and Negotiation", in Fiske, Susan T.; Gilbert, Daniel T.; Lindzey, Gardner, *Handbook of Social Psychology*, Hoboken N.J.: Wiley.
22. Deutsch, Morton (1961), "The Face of Bargaining" in *Operations Research*, no. 9, 886-897.
23. Druckman, Daniel (2009), "Intuition or Counterintuition? The Science behind the Art of Negotiation" in *Negotiation Journal*, no. 4, vol. 25, 431-448.
24. Druckman, Daniel; Harris, Richard (1990), "Alternative Models of Responsiveness in International Negotiation" in *The Journal of Conflict Resolution*, no. 2, vol. 34, 234-251.
25. Epstein, Rachel A. (2014), "Overcoming 'Economic Backwardness' in the European Union" in *Journal of Common Market Studies*, no. 1, vol. 52, 17-34.
26. Epstein, Seymour; Pacini, Rosemary; Denes-Raj, Veronika; et al. (1996), "Individual Differences in Intuitive-Experiential and Analytical-Rational Thinking Styles" in *Journal of Personality and Social Psychology*, no. 2, vol. 7, 390-405.
27. Filley, Alan C. (1975), *Interpersonal Conflict Resolution*, Chicago: Scott, Foresman.
28. Fleck, Denise; Volkema, Roger J.; Pereira, Sergio (2016), "Dancing on the Slippery Slope: The Effects of Appropriate Versus Inappropriate Competitive Tactics on Negotiation Process and Outcome" in *Group Decision and Negotiation*, no. 25, 873-899.
29. Garrett, Geoffrey; Tsebelis, George (1999), "More Reasons to Resist the Temptation of Power Indices in the European Union" in *Journal of Theoretical Studies*, no. 3, vol. 11, 331-338.
30. George, Jennifer; Jones, Gareth R.; Gonzalez, Jorge A. (1998), "The Role of Affect in Cross-Cultural Negotiations" in *Journal of International Business Studies*, no. 4, vol. 29, 749-772.
31. Gibson, Kevin (2011), "Making Sense of the Sacred" in *Negotiation Journal*, no. 4, vol. 27, 477-492.
32. Gillespie, James J.; Bazerman, Max H. (1998), "Pre-Settlement Settlement (PreSS): A Simple Technique for Initiating Complex Negotiations" in *Negotiation Journal*, no. April 1998, vol., 149-159.

33. Gino, Francesca; Moore, Don A. (2008), "Why Negotiators Should Reveal Their Deadlines: Disclosing Weaknesses Can Make You Stronger" in *Negotiation and Conflict Management Research*, no. 1, vol. 1, 77-96.
34. Golub, Jonathan (2012), "How the European Union Does Not Work: National Bargaining Success in the Council of Ministers" in *Journal of European Public Policy*, no. 9, vol. 19, 1294-1315.
35. Goodin, Robert E.; Brennan, Geoffrey (2001), "Bargaining over Beliefs" in *Ethics*, no. 2, vol. 111, 256-277.
36. Guggenbühl, Alain (2004), "Cookbook of the Presidency of the European Union," in Meerts, Paul; Cede, Franz, *Negotiating European Union*, Basingstoke: Palgrave Macmillan.
37. Guggenbühl, Alain (2013), "The Culture of Negotiation in the European Union: Reviewing Trends and Predicting Patterns of Multilateral Decision-Making" in *The Hague Journal of Diplomacy*, no. 1, vol. 8, 21-47.
38. Habeeb, William Mark (1988), *Power and Tactics in International Negotiation: How Weak Nations Bargain with Strong Nations*, Baltimore: Johns Hopkins University Press.
39. Häge, Frank M. (2012), *Bureaucrats as Law-makers: Committee Decision-making in the EU Council of Ministers*, Abingdon: Routledge.
40. Hagemann, Sara; Hobolt, Sara B.; Wratil, Christopher (2016), "Government Responsiveness in the European Union: Evidence From Council Voting" in *Comparative Political Studies*, no. 6, vol. 50, 850-876.
41. Heisenberg, Dorothee (2005), "The Institution of 'Consensus' in the European Union: Formal Versus Informal Decision-Making in the Council" in *European Journal of Political Research*, no. 44, 65-90.
42. Héritier, Adrienne (1996), "The Accommodation of Diversity in European Policy Making and its Outcomes: Regulatory Policy as a Patchwork" in *European University Institute Working Papers*, no. SPS 96/2.
43. Hofstede, Geert (2001), *Culture's Consequences: Comparing Values, Behaviors, Institutions, and Organizations Across Nations*, Thousand Oaks, Calif.: Sage Publications.

44. Hofstede, Geert; Hofstede, Gert Jan; Minkov, Michael (2010), *Cultures and Organizations: Intercultural Cooperation and its Importance for Survival (The Software of the Mind)*, New York: McGraw Hill.
45. Høyland, Bjørn; Wøien Hansen, Vibeke (2010), *Voting in the Consensual Council of Ministers*. ECPR Fifth Pan-European Conference on EU Politics. Porto, Portugal.
46. Høyland, Bjørn; Wøien Hansen, Vibeke (2014), "Issue-Specific Policy-Positions and Voting in the Council" in *European Union Politics*, no. 1, vol. 15, 59-81.
47. Jönsson, Christer (2002), "Diplomacy, Bargaining and Negotiation", in Carlsnaes, Walter; Risse-Kappen, Thomas; Simmons, Beth A., *Handbook of International Relations*, London: Sage Publications, 212-234.
48. Kahn, Arnold S.; Kohls, John W. (1972), "Determinants of Toughness in Dyadic Bargaining" in *Sociometry*, no. 2, vol. 35, 305-315.
49. Kassim, Hussein (2003), "Meeting the Demands of EU Membership: The Europeanization of National Administrative Systems", in Featherstone, Kevin; Radaelli, Claudio M., *The Politics of Europeanization*, Oxford: Oxford University Press, 83-111.
50. Knopf, Jeffrey W. (1993), "Beyond Two-Level Games: Domestic-International Interaction in the Intermediate-Range Nuclear Forces Negotiations" in *International Organization*, no. 4, vol. 47, 559-628.
51. Kopelman, Shirli; Rosette, Ashley Shelby; Thompson, Leigh (2006), "The three Faces of Eve: Strategic Displays of Positive, Negative, and Neutral Emotions in Negotiations" in *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, no. 99, 81-101.
52. Lax, David A.; Sebenius, James K. (1986), *The Manager as Negotiator: Bargaining for Cooperation and Competitive Gain*, New York; London: Free Press; Collier Macmillan.
53. Lax, David A.; Sebenius, James K. (1992), "The Manager as Negotiator: The Negotiator's Dilemma: Creating and Claiming Value", in Goldberg, Stephen B.; Sander, Frank E. A.; Rogers, Nancy H., *Dispute Resolution: Negotiation, Mediation, and Other Processes*, Boston: Little, Brown and Co.

54. Lax, David A.; Sebenius, James K. (2006), *3-D Negotiation: Powerful Tools to Change the Game in Your Most Important Deals*: Harvard Business School Press.
55. Lempp, Jakob; Altenschmidt, Janko (2008), "The Prevention of Deadlock through Informal Processes of 'Supranationalization': The Case of Coreper" in *European Integration*, no. 4, vol. 30, 511-526.
56. Lewicki, Roy J.; McAllister, Daniel J.; Bies, Robert J (1998), "Trust and Distrust: New Relationships and Realities" in *The Academy of Management Review*, no. 3, vol. 23, 438-458.
57. Lewicki, Roy J.; Wiethoff, Carolyn (2000), "Trust, Trust Development, and Trust Repair", in Deutsch, Morton; Coleman, Peter T.; Marcus, Eric C., *The Handbook of Conflict Resolution: Theory and Practice*, San Francisco: Jossey-Bass, 86-107.
58. Magone, José M.; Laffan, Brigid; Scheiwer, Christian (2016), *Core-Periphery Relations in the European Union. Power and Conflict in a Dualist Political Economy*, Abingdon and New York: Routledge.
59. Malhotra, Deepak (2004), "Trust and Reciprocity Decisions: The Differing Perspectives of Trustors and Trusted Parties" in *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, no. 2, vol. 94, 61-73.
60. Martin, Lisa (1994), "Heterogeneity, Linkages and Commons Problems" in *Journal of Theoretical Studies*, no. 4, vol. 6, 473-493.
61. McDonagh, Bobby (2015), "Inside the Mind of a Permanent Representative in Brussels: Personal Reflections" in *European University Institute Working Papers*, no. RSCA 2015/50.
62. McDuff, Ian (2006), "Your Pace or Mine? Culture, Time, and Negotiation" in *Negotiation Journal*, no. 1, vol. 22, 31-45.
63. McKibben, Heather Elko (2010), "Issue Characteristics, Issue Linkage and States' Choice of Bargaining Strategies in the European Union" in *Journal of European Public Policy*, no. 5, vol. 17, 694-707.
64. McKibben, Heather Elko (2013), "The Effects of Structures and Power on State Bargaining Strategies" in *American Journal of Political Science*, no. 2, vol. 57, 411-427.
65. Moore, Christopher W.; Woodrow, Peter J. (2010), *Handbook of Global and Multicultural Negotiation*, San Francisco: Jossey-Bass.

66. Moore, Don A. (2004), "The Unexpected Benefits of Final Deadlines in Negotiation" in *Journal of Experimental Social Psychology*, no. 40, 121-127.
67. Olekalns, Mara; Brett, Jeanne M.; Weingart, Laurie R. (2003), "Phases, Transitions and Interruptions: Modeling Processes in Multi-Party Negotiations" in *International Journal of Conflict Management*, no. 3/4, vol. 14, 191-211.
68. Panke, Diana (2012), "Negotiation Effectiveness: Why Some States are Better Than Others in Making Their Voices Count in EU Negotiations" in *Comparative European Politics*, no. 1, vol. 10, 111-132.
69. Pinfari, Marco (2011), "Time to Agree: Is Time Pressure Good for Peace Negotiations?" in *The Journal of Conflict Resolution*, no. 5, vol. 55, 683-709.
70. Putnam, Robert D. (1988), "Diplomacy and Domestic Politics: The Logic of Two-level Games" in *International Organization*, no. 3, vol. 42, 427-460.
71. Putnam, Robert D. (1993), "Diplomacy and Domestic Politics: the Logic of Two-level Games", in Evans, Peter B.; Jacobson, Harold Karan; Putnam, Robert D. (eds.), *Double-edged Diplomacy: International Bargaining and Domestic Politics*, Berkeley: University of California Press.
72. Rosinski, Philippe (2010), *Coaching Across Cultures: New Tools for Leveraging National, Corporate and Professional Differences*, London: Nicolas Brealey Publishing.
73. Roszkowska, Ewa; Burns, Tom R. (2008), "Fuzzy Bargaining Games: Conditions of Agreement, Satisfaction, and Equilibrium" in *Group Decision and Negotiation*, no. 19, 421-440.
74. Schaefer, Günther; Egeberg, Morten; Korez, Silvo; et al. (2000), "The Experience of Member State Officials in EU Committees: A Report on Initial Findings of an Empirical Study" in *Eipascope*, no. 3, vol. 2000, 29-35.
75. Sebenius, James K. (1983), "Negotiation Arithmetic: Adding and Subtracting Issues and Parties" in *International Organization*, no. 2, vol. 37, 281-316.
76. Shapiro, Daniel (2017), *Negotiating the Nonnegotiable: How to Resolve Your Most Emotionally Charged Conflicts*, Penguin Books.

77. Shapiro, Debra L.; Bies, Robert J. (1994), "Threats, Bluffs, and Disclaimers in Negotiations" in *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, no. 1, vol. 60, 14-35.
78. Sinaceur, Marwan (2010), "Suspending Judgment to Create Value: Suspicion and Trust in Negotiation" in *Journal of Experimental Social Psychology*, no. 46, 543-550.
79. Sinaceur, Marwan; Van Kleef, Gerben A.; Neale, Margaret A.; et al. (2011), "Hot or Cold: Is Communicating Anger or Threats more Effective in Negotiation?" in *Journal of Applied Psychology*, no. 5, vol. 96, 1018-1032.
80. Smeets, Sandrino (2015), "Unanimity and Exposure in the EU Council of Ministers – or How the Dutch Won and Lost the ICTY debate" in *European Journal of Political Research*, no. 2, vol. 54, 228-304.
81. Smeets, Sandrino (2016), "Consensus and Isolation in the EU Council of Ministers" in *Journal of European Integration*, no. 1, vol. 38, 23-39.
82. Streeck, Wolfgang; Elsässer, Lea (2016), "Monetary Disunion: the Domestic Politics of Euroland" in *Journal of European Public Policy*, no. 1, vol. 23, 1-24.
83. Tenbrunsel, Ann E.; Wade-Benzoni, Kimberly A.; Tost, Leigh P.; et al. (2009), "The Reality and Myth of Sacred Issues in Negotiations" in *Negotiation and Conflict Management Research*, no. 3, vol. 2, 263-284.
84. Thompson, Leigh; Wang, Jiunwen; Gunia, Brian C. (2009), "Negotiation" in *Annual Review of Psychology*, no. 61, 491-515.
85. Thuderoz, Christian (2017), "Why Do We Respond to a Concession with another Concession? Reciprocity and Compromise" in *International Negotiation*, no. 1, vol. 33, 71-83.
86. Toshkov, Dimiter D. (2017), "The Impact of the Eastern Enlargement on the Decision-Making Capacity of the European Union" in *Journal of European Public Policy*, no. 2, vol. 24, 177-196.
87. Trompenaars, Fons; Hampden-Turner, Charles (1997), *Riding the Waves of Culture. Understanding Cultural Diversity in Business*, London: Nicholas Brealey Publishing.

88. Tsebelis, George; Hahm, Hyeonho (2014), "Suspending Vetoes: How the Euro Countries Achieved Unanimity in the Fiscal Compact" in *Journal of European Public Policy*, no. 10, vol. 21, 1388-1411.
89. Van Aken, Wim (2012), "Voting in the Council of the European Union: Contested Decision-Making in the EU Council of Ministers (1995-2010)" in *Swedish Institute for European Policy Studies (SIEPS)*, no. 2.
90. Van Roozendaal, Peter; Hosli, Madeleine O.; Heetman, Caspar (2012), "Coalition Formation on Major Policy Dimensions: The Council of the European Union 1998 to 2004" in *Public Choice*, no. 3/4, vol. 153, 447-467.
91. Walton, Richard E.; Mckersie, Robert B. (1965), *A Behavioral Theory of Labor Negotiations*, New York: McGraw Hill.
92. Welch Larson, Deborah (1998), "Exchange and Reciprocity in International Negotiations" in *International Negotiation*, no. 2, vol. 3, 121-138.
93. Wheeler, Michael (2013), *Performance and the Art of Negotiation*, New York: Simon and Schuster.
94. White, Judith B.; Tynan, Renée; Galinsky, Adam D.; et al. (2004), "Face Threat Sensitivity in Negotiation: Roadblock to Agreement and Joint Gain" in *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, no. 94, 102-124.
95. Zartman, William I.; Berman, Maureen R. (1982), *The Practical Negotiator*, New Haven: Yale University Press.
96. Zhang, Zhi-Xhue; Han, Yu-Lan (2007), "The Effects of Reciprocation Wariness on Negotiation Behavior and Outcomes" in *Group Decision and Negotiation*, no. 16, 507-525.

**RELATIONS BILATERALES FRANCO-INDONESIENNES :
UN RAPPORT GAGNANT – GAGNANT ?**

**FRANCO-INDONESIAN BILATERAL RELATIONS:
A WIN-WIN AGREEMENT?**

Benoit Bavouset*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2018.2.19

Published Online : 2018-12-31

Published Print : 2018-12-31

Abstract

France and Indonesia, « key countries » in their respective regions and eager to occupy an influential place in diplomacy at a global level, had to meet around a common project. French President Hollande's State visit in 2017, the first one for more than thirty years in Indonesia, helped to speed up relations between the two states. If economy and culture remain at the centre of the bilateral stakes, maritime issues and New Caledonia constitute two singular territories for the development of relationship between the two countries.

Keywords: France, Indonesia, bilateral relations, sea, New Caledonia

* Benoit Bavouset est attaché principal d'administration de l'Etat, chercheur en science politique et récipiendaire de la Médaille d'honneur des affaires étrangères. Formé dans les universités de Clermont-Ferrand en gestion et aménagement du territoire, il poursuit actuellement un Doctorat européen en science politique à l'Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca consacré à l'exode des étudiants français de médecine en Roumanie. Directeur délégué de l'Institut Français d'Indonésie à Surabaya depuis novembre 2018. Contact: benoit.bavouset@gmail.com

Lors de leur déclaration conjointe le 29 mars 2017, François Hollande en visite d'Etat à Jakarta déclare aux côtés de Joko Widodo, Président de la République indonésienne : « L'Indonésie et la France, sont des puissances dans leurs régions respectives. Ce sont des démocraties qui entendent jouer un rôle à l'échelle du monde, c'est pourquoi nous partageons un grand nombre de principes tels que la stabilité, la sécurité et l'avenir de la planète »¹.

L'Indonésie et la France jouent en effet chacune un rôle de premier plan dans leur zone d'influence géopolitique. La première en tant que membre fondateur de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du sud-est et siège de secrétariat général de l'organisation à Jakarta), la deuxième en tant que nation clé de l'Union européenne (membre fondateur de la CEE et siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg). Si la France dispose toujours d'une influence importante à l'échelle mondiale (membre permanent du Conseil de sécurité, membre du G20), qu'elle entend restaurer par la puissance de son réseau diplomatique (politique, économique et d'influence), l'Indonésie se pose quant à elle en puissance émergente (membre du G20, postulant au siège de membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU), à l'appui d'une croissance économique retrouvée et d'un dynamisme démographique qui en fait la quatrième nation la plus peuplée au monde. La France qui développe depuis toujours des capacités de dialogue avec toutes les parties du monde, trouve en l'Indonésie un partenaire, qui depuis la décolonisation, tente de porter comme elle une voix différente. Ce pays est en effet à l'origine du Mouvement des non-alignés, institué sur son territoire par la Conférence de Bandung en 1955.

Ces similitudes et les enjeux qui s'y raccrochent ont naturellement portés la France et l'Indonésie à se rapprocher. Si le partenariat naissant entre les deux pays a connu un coup d'arrêt brutal après la crise financière qui a lourdement touché en 1998 l'Indonésie, il connaît aujourd'hui une réelle accélération. Un partenariat stratégique a ainsi été conclu, lors de la visite du Premier Ministre François Fillon en 2011, « axé sur la consolidation de la coopération bilatérale dans les domaines politique et de sécurité, économique, du développement, de l'éducation et de la culture,

¹ Ambassade de France à Jakarta [<http://id.ambafrance.org/Declaration-conjointe-du-president-Francois-Hollande-et-du-president-indonesien>], 18 mai 2017

ainsi que sur l'expansion des échanges entre les sociétés civiles »². Ce partenariat a été renforcé lors de la visite d'Etat du Président de la République François Hollande le 29 mars 2017. Durant cette visite officielle, la première depuis plus de trente ans, deux partenariats ont été signés : l'un concernant la coopération maritime et l'autre l'économie créative et numérique.

Dans un contexte où la France souhaite installer durablement son influence dans cette zone du monde, alors que l'Indonésie, fidèle à ses principes de non alignement politique trouve en notre pays un partenaire en phase avec des principes de pluralité de points de vue et d'échange, on peut se demander quels sont les ressorts et les enjeux des partenariats qui se dessinent ?

L'économie et la culture au centre des enjeux bilatéraux

Les transports, le tourisme et l'énergie : axes du partenariat économique

D'après les services du trésor du Ministère français de l'Economie et des finances « la croissance du PIB indonésien au cours du premier trimestre 2017 (+5%), soutenue par une consommation intérieure et une contribution de nouveau positive du commerce extérieur, confirme la reprise amorcée en 2016. Le renforcement de l'investissement privé, notamment manufacturier et la poursuite des réformes demeurent toutefois indispensables pour atteindre un niveau plus élevé de croissance, indispensable à la réalisation des objectifs sociaux du gouvernement »³. Ce taux de croissance et la démographie dynamique de l'Indonésie attisent la convoitise des nations établies comme la France, à la recherche d'un amplificateur de sa propre activité. L'Indonésie cherche quant à elle à bénéficier d'une expertise de haut niveau, notamment dans le développement

² France Diplomatie [<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/indonesie/la-france-et-l-indonesie/>], 14 juin 2018

³ Trésor direction générale [<http://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/Pays/indonesie>], 10 juillet 2017

et la mise en œuvre des politiques publiques, comme la France en dispose. Les accords de partenariats stratégiques conclus en 2011 entre les deux pays ont fixé le cap de la coopération bilatérale avec deux niveaux d'implication différents. Deux accords intergouvernementaux ont été signés l'un dans les domaines de l'énergie et des ressources minérales et l'autre dans celui du tourisme. L'accord sur l'énergie et le minerai prévoit de renforcer la coopération institutionnelle entre les secteurs privés ainsi que les investissements. L'objectif est de développer la coopération scientifique et technique, notamment en termes de formations et d'échanges d'information. L'accord sur le tourisme prévoit, dans une optique de développement durable et de réduction de la pauvreté, de renforcer la coopération dans le domaine de la promotion réciproque des deux pays et d'augmenter ainsi les flux de visiteurs. Le développement des ressources humaines dans le secteur est particulièrement visé. De fait, depuis la signature de ces accords, l'Indonésie n'a jamais été aussi visible en France avec une campagne publicitaire intitulée « *Wonderful Indonesia* ». Deux déclarations d'intention ont également été signées l'une dans le secteur des transports aériens (sécurisation des lignes aériennes par l'utilisation d'une technologie française de radar) et ferroviaires (infrastructures). Moins contraignants ces accords n'ont pas toujours été couronnés de succès pour la France. Ainsi, les travaux de sécurisation de la future voie à grande vitesse Bandung-Jakarta (dont la réalisation était prévue sous forme d'un prêt bonifié de 126 millions d'Euros) a échappé à la France, doublée par la Chine qui a remporté ce chantier en même temps que celui du train à grande vitesse entre les deux villes. La visite d'Etat du Président Hollande en 2017 (dernière en date d'un président français) a toutefois permis de renforcer ce partenariat stratégique par une démarche plus ciblée. Pour ce faire le Président était accompagné du Ministre de la défense de l'époque Jean-Yves le Drian et du Secrétaire d'Etat chargé de l'industrie, du numérique et de l'innovation, Christophe Sirugue. Une dizaine d'élus et près d'une cinquantaine d'hommes d'affaires français représentant des grands groupes, des entreprises de taille intermédiaire et des petites et moyennes entreprises complétaient la délégation. Les accords de partenariats conclus ont porté sur un volume total de 2,6 milliards de dollars US. Ils sont répartis de la façon suivante : 1 milliard USD dans le secteur des énergies, 1,1 milliard USD dans les infrastructures de transport et de tourisme, 500 millions USD dans le commerce de détail.

Le partage des cultures : entre enjeux patrimoniaux et contemporains

Les partenaires de la France sont particulièrement demandeurs de projets de collaboration dans le secteur culturel, dans lequel la France possède une expertise de haut niveau. Ce type de partenariat qui permet de renforcer le dialogue et la compréhension interculturelle, est également porteur en terme économique et de prestige, quand des opérateurs français publics reconnus sont impliqués dans le montage de ces projets. Le partenariat stratégique signé entre les deux pays prévoit ainsi un accord intergouvernemental sur la coopération dans le domaine des musées et de la muséologie. L'objectif est de renforcer les collaborations en matière de formation des personnels et d'organisation d'expositions. On peut parfois se demander, si dans les faits, la signature d'un document de ce type donne lieu à des réalisations concrètes ou relève de l'effet d'annonce. Afin de donner de la consistance à ce projet, le Musée Guinet a donc été identifié comme l'opérateur français qui sera étroitement associé aux objectifs visés. Avec 300.000 visiteurs, ce musée parisien est en effet le plus grand musée des arts d'Asie d'Europe. Sa compétence scientifique reconnue dans le monde en fait un opérateur de premier plan dans ce secteur. La signature de ses accords s'est traduite sur le terrain par l'organisation de deux événements cinématographiques dans l'auditorium du musée : un festival de films et de documentaires sur l'Indonésie en 2012 et le Festival du film de l'ASEAN en 2017, dont l'objectif pour le spectateur était de « porter un regard nouveau sur un ensemble géographique fascinant » et « d'entrevoir la diversité et la richesse de sa production actuelle »⁴. Des sociétés privées, parfois de petites tailles mais porteuses d'innovations, participent également à ce type d'accords. Ainsi la Société française Lovewalk, représentée par sa présidente Suzel Pietri et la Société indonésienne PT ITDC, représentée par Abdulbar Mansoer, PDG, ont paraphé un accord dans le domaine du développement et de la mise en valeur du tourisme culturel.

⁴ Sortir à Paris.com [<http://www.sortiraparis.com/loisirs/cinema/articles/151036-festival-du-film-de-l-asean-au-musee-guinet>], 16 août 2016

Par ailleurs, lors de sa venue en Indonésie, François Hollande signe un partenariat original dans le domaine de l'économie créative et numérique. Il déclare dans son allocution : « Nous avons dans un domaine qui est celui de l'indépendance, convenu de promouvoir les industries créatives, c'est-à-dire le cinéma, mais aussi le design, les jeux vidéo. Pourquoi ? Parce que d'abord c'est un élément essentiel de la vie de nos concitoyens et parce que nous devons avoir notre propre capacité de production. Nous devons développer nos propres créations et éviter l'uniformité, garder ce qui fait notre spécificité, notre richesse, notre diversité et là encore nous allons pouvoir coopérer ». Les projets de partenariat identifiés visent à « valoriser les coopérations multiples entre les deux pays : création et diffusion cinématographiques, mode, animation, jeux vidéo, contenu audiovisuel (...). Le partenariat a pour but d'accompagner les transformations de l'économie et de la société liées au numérique, en s'appuyant sur le dynamisme des échanges franco-indonésiens. Là encore les opérateurs publics français et indonésiens sont mis à contribution en vue de parvenir aux objectifs fixés. Un accord de coopération entre le Centre national du cinéma (CNC) et l'Agence indonésienne pour l'économie créative a ainsi été signé pour la France par Christophe Tardieu, Directeur délégué du CNC et par Endah Wahyu, Cheffe adjointe des relations inter-agences et régionales de l'Agence régionale pour l'économie créative. Un opérateur associatif de haut niveau comme la Fabrique de la Gaîté Lyrique à Paris a également signé un accord de coopération entre établissements culturels avec le réseau de créateurs indonésiens « Kreavi ».

Entre enjeu structurant et développement singulier

Partager l'expertise française en matière maritime

En 2014, le Président Joko Widodo lance son projet « Pivot maritime mondial » ; il entend renforcer l'identité maritime d'un pays, longtemps oubliée et nomme à la tête de ce projet le général Luhut Pandjaitan, un intime, au poste de Ministre coordinateur des Affaires maritimes. L'objectif premier est de renforcer les infrastructures portuaires, mais aussi de réaffirmer l'autorité du pays sur son espace maritime. Deux ans plus tard,

le 17 août 2016, jour de l'indépendance du pays, le Président Joko Widodo ordonne ainsi la destruction de 71 bateaux étrangers (chinois et vietnamiens pour la plupart). Ce mode d'action vigoureux montre la détermination du président indonésien à réaffirmer la puissance maritime du pays, lui qui déclare que « le monde doit se rendre compte que l'Indonésie est un grand pays »⁵. Avec ses 14.000 îles (dont 900 sont habitées), l'Indonésie est en effet le plus grand archipel du monde, réparti de part et d'autre de l'équateur et qui se développe sur deux continents l'Asie et l'Océanie (avec la partie occidentale de la Papouasie). Le nom même du pays, issu du néologisme grec *Indo* (indien) et *nêsos* (île), définit la relation de ses habitants à la mer.

La lutte contre la pêche illégale est ainsi devenue un enjeu de première importance pour l'Indonésie soucieuse autant de protéger sa propre flotte que de limiter l'influence chinoise dans la région. Malgré une décision défavorable de la Cour arbitrale de la Haye, la Chine continue de revendiquer 80% des eaux en mer de Chine. Même si elle est moins touchée par ces velléités que ces voisins vietnamien et philippin, l'Indonésie veut selon son Président « développer chaque centimètre carré de l'archipel ». Pour cela elle est prête à démontrer ses capacités à jouer avec les limites de son territoire en investissant notamment dans les Iles Natuna (nord-ouest de Bornéo), petit archipel de 270 îles revendiqué par la Chine. Le Président Widodo veut y développer la pêche et l'exploitation pétrolière, tout en y renforçant son dispositif de défense.

Eric Frécon, spécialiste de l'Indonésie et coordonnateur de l'Observatoire Asie du sud-est décrypte l'intérêt que l'Indonésie porte à la France dans le domaine maritime : « Paris dispose d'un coup d'avance, en particulier dans le domaine maritime du fait des objectifs similaires et grâce à son concept d'Action de l'Etat en Mer (AEM) - à savoir la gestion de l'ordre public en mer coordonnée par les préfets maritimes, sous l'autorité du Premier ministre et avec les équipements de toutes les administrations, dont la Marine, à leur disposition ». Il précise également que les pays possèdent des points communs, puisque la France possède la deuxième plus grande zone exclusive mondiale (ZEE), alors que l'Indonésie possède les plus

⁵ De Grandi, M. [http://www.lesechos.fr/16/08/2016/lesechos.fr/0211207474724_1-indonesie-veut-reaffirmer-sa-puissance-maritime.htm#], 16 août 2016

grandes eaux archipélagiques ». Il ajoute que « les deux pays doivent faire face à des frontières maritimes contestées tout en ayant à gérer des îles parfois difficilement habitables »⁶. En partageant son expertise dans le domaine maritime, la France entend se servir de ce domaine comme d'un levier pour s'implanter enfin économiquement et diplomatiquement en Asie du sud-est. Cette volonté commune a trouvé une concrétisation lors de la visite d'Etat de François Hollande en Indonésie en mars 2017, avec l'élaboration d'une déclaration conjointe des deux présidents pour un partenariat maritime vaste. Ce document comprend en effet une volonté de collaborer dans plusieurs domaines : le contrôle et de la défense des zones maritimes, conformément au droit international (notamment la lutte contre la piraterie en haute mer et la pêche illicite), l'accroissement des échanges économiques et commerciaux entre les deux pays par un rapprochement des entreprises françaises et indonésiennes du secteur, la protection de l'environnement et des écosystèmes et le développement de la recherche dans ce secteur, notamment la volonté de rechercher des solutions au problème de l'érosion littorale et à celui des risques sismiques et volcaniques.

La Nouvelle-Calédonie un enjeu singulier bilatéral et décentralisé

En 2016, le gouvernement de Nouvelle-Calédonie commémore les 120 ans de présence indonésienne dans ce territoire français à statut particulier (*sui generis*)⁷. Le porte-parole du gouvernement néo-calédonien, Thierry Cornaille, assiste à cette célébration en présence des membres de la communauté indonésienne, de l'Association indonésienne de Nouvelle-Calédonie (AINC) et Consul général d'Indonésie « venus effectuer ce devoir de mémoire »⁸. C'est en effet le 16 février 1896 que le premier convoi de travailleurs indonésiens accoste en baie de l'Orphelinat en Nouvelle Calédonie. Cette communauté issue de ces ouvriers immigrés venus

⁶ Frécon, E. [<http://www.latribune.fr/opinions/tribunes/pourquoi-la-france-interesse-l-indonesie-673284.html>], 28 mars 2017

⁷ Les Accords de Matignon (1988), prévoit un référendum sur l'autodétermination le 4 novembre 2018, repoussé par deux fois (1998 et 2014), N.D.A.

⁸ Gouvernement de Nouvelle-Calédonie [<http://gouv.nc/actualites/16-02-2016/120-ans-de-presence-indonesienne-en-caledonie>], 16 février 2016

principalement de l'île de Java compte aujourd'hui environ 4.000 habitants⁹ totalement assimilés, qui pour 90% d'entre eux possèdent la nationalité française. Si les indonésiens de Nouvelle-Calédonie ne représentent que 1,5% de la population locale, ils restent un des pivots de la mosaïque identitaire de ce territoire, dominés par les deux groupes majoritaires : Kanaks (Mélanésiens, avec 40% de la population) et « Européens » (Caldoches, 30%). Malgré une population en baisse (car vieillissante), ils constituent en effet la moitié des effectifs de la population d'origine asiatique de l'île (Chinois, Japonais, Vietnamiens, Indiens originaires de l'île de la Réunion). Dans le langage courant local, ils continuent d'être dénommés « Javanais », ou « Kakanes » ou « Bayou » (« aîné(e) » ou « grand frère », « grande sœur », en langue javanaise) ; les membres de cette communauté nés sur place sont quant à eux dénommés « Niaoulis »¹⁰. En 1894, le nouveau gouverneur de Nouvelle-Calédonie, Paul Feillet, souhaite limiter l'apport de travailleurs par le biais du bagne et fermer ce qu'il nomme « le robinet d'eau sale ». Il trouve alors un compromis avec les autorités néerlandaises soucieuses d'apporter une solution à la surpopulation de l'île de Java qui menace l'équilibre colonial. 20.000 individus sous contrat transportés par 90 bateaux rejoignent ainsi l'île française entre 1896 et 1949 pour devenir domestiques, ouvriers agricoles ou employés dans les mines. A son apogée en 1946, cette communauté compte 10.000 membres, au gré des mouvements migratoires et des naissances. Bon nombre d'entre eux reviennent à Java entre 1948 et 1955. Le boom du nickel dans les années 60 et 70 fait venir à nouveau quelques centaines de javanais.

Cette singularité historique et démographique amène la République d'Indonésie à implanter un Consulat général à Nouméa, la Capitale de l'île. On peut percevoir dans ce geste une réparation morale à l'égard d'une population qui a longtemps souffert de sa condition sociale de travailleurs immigrés, mais qui a toujours entretenu dans la cellule familiale ses racines javanaises, tout en cherchant à s'intégrer à sa nouvelle communauté

⁹ Institut de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie, Insee-Isee, recensement de 2014 [<http://www.isee.nc/population/recensement/communautes>], 05 novembre 2015

¹⁰ J.J. Espirat, [http://www.croixdusud.info/dico/dic_acc.php], 2018

nationale. On trouve ainsi sur le site du Consulat général indonésien des témoignages touchants des membres de cette communauté, réunies à l'occasion de repas d'anciens. Comme celui d'un certain Kasir, né à Cirebon (Java) en 1929, qui a quitté l'Indonésie avec l'espoir d'une vie meilleure et qui avoue « avoir décidé de travailler dans la mine parce qu'on lui avait promis un bon salaire. Mais qui constate, arrivé sur place, que la vie des travailleurs indonésiens est vraiment dure »¹¹. Des rythmes de travail éprouvants, des sévices corporels et des salaires indignes sont souvent leur quotidien. Aujourd'hui le Consulat général indonésien s'attache à promouvoir en partenariat avec les autorités locales (Mission d'insertion de la Province sud de Nouvelle-Calédonie) la Bourse d'études en art et culture indonésienne (BSBI), qui permet d'étudier les arts, la culture, la langue indonésienne ou un dialecte pour une durée de trois mois dans des centres d'art sur les Iles de Java, Bali ou de Célèbes et de renouer avec ses origines. Le gouvernement indonésien cherche également par sa présence diplomatique locale à stimuler la coopération décentralisée. Ainsi, en 2015, le Consul général Widyarka Ryananta a accompagné l'action du Gouverneur de la Province indonésienne de Papouasie Occidentale, Abraham Octavianus Atururi, lors de son déplacement en Nouvelle-Calédonie, en tant que représentant de l'Indonésie au 3^{ème} symposium commercial du Groupe fer de lance mélanésien (GFLM)¹². Une rencontre a eu lieu avec le président du gouvernement néo calédonien Philippe Germain qui a rappelé à cette occasion l'importance de la communauté indonésienne en Nouvelle-Calédonie « *qui a marqué son histoire, sa culture et son développement économique* ». *L'enjeu est notable pour l'édile, soucieux de renforcer l'ancrage économique de la Nouvelle-Calédonie dans*

¹¹ Consulat général d'Indonésie à Nouméa [<https://www.kemlu.go.id/noumea/lc/berita-perwakilan/Pages/LC160221parcours.aspx>], 21 décembre 2016

¹² Le Groupe mélanésien Fer de Lance (GMFL ou GFL) est une alliance de pays mélanésiens créée en 1988 à Port Vila (Vanuatu). Elle regroupe les trois membres fondateurs : les Iles Salomon, la Papouasie Nouvelle-Guinée et le Vanuatu, ainsi que les Fidji, le FLNKS (Front de libération Kanak et socialiste) et l'Indonésie (membre associé). Le Mouvement de libération uni pour la Papouasie occidentale est observateur, N.D.A.

*la région. Des pistes de coopération ont alors été alors lancées en termes de développement touristique, commercial, ainsi que dans les domaines de la recherche scientifique et de l'enseignement supérieur*¹³.

Huile de palmes, nickel et peine de mort : le coup de billard franco-indonésien à trois bandes

Les relations bilatérales entre la France et l'Indonésie ont connu un rapprochement certain ces dernières années, notamment par la signature d'un partenariat stratégique vaste lors de la venue du Président Hollande en mars 2017. Leur développement à un niveau supérieur pourrait souffrir toutefois des tensions existantes sur deux dossiers sensibles entre les deux pays. Tout d'abord, la question de l'huile de palme qui reste un point de crispation entre, d'une part, l'Indonésie et la Malaisie (les deux premiers producteurs mondiaux) et d'autre part, l'Europe (troisième consommateur mondial, derrière l'Inde et l'Indonésie elle-même). La France en pointe sur cette question tente de réduire les impacts néfastes de cette huile bon marché et la plus vendue dans le monde, dont la culture entraîne une déforestation massive, notamment sur l'île de Bornéo. Elle a ainsi participé à l'institution en 2013 pour cinq ans des droits antidumping à l'échelle de l'Union européenne sur le biodiesel en provenance d'Indonésie (et d'Argentine). Nicolas Hulot, alors Ministre français de la Transition écologique et solidaire a même fait part de la volonté de la France de limiter l'usage de l'huile de palme dans les biocarburants, ce qui selon certains media spécialisés « n'est pas de nature à apaiser les tensions (...) alors que jusqu'à présent la France s'était cantonnée au registre alimentaire »¹⁴.

Par ailleurs le cas de Serge Atlaoui envenime les relations entre les deux pays. Coupable, selon la justice indonésienne, d'être mêlé à un trafic de drogue, ce ressortissant français a été condamné à la peine de mort en 2007, après un pourvoi en cassation. Le président Joko Widodo s'est montré

¹³ Gouvernement de Nouvelle-Calédonie ; [<https://gouv.nc/actualites/20-11-2015/ouverture-vers-lindonesie>], 20 novembre 2015

¹⁴ Commod Africa, agro-agri-Afrique de l'Ouest [<http://www.commodafrica.com/17-07-2017-huile-de-palme-la-malaisie-et-lindonesie-menacent-de-saisir-lomc-contre-lue>], 17 juillet 2017

inflexible dans ce dossier, en rejetant la demande de grâce du condamné, démontrant qu'il entend continuer la lutte implacable contre le fléau de la drogue qui ravage son pays. Au plus fort de l'affaire, l'Ambassadrice de France déclare en 2015 « qu'en cas d'exécution, cela ne sera pas sans conséquences sur notre relation bilatérale ». Si la sentence est prononcée, il s'agirait en effet de la première exécution d'un français depuis l'abolition de la peine de mort en France, peine qui n'a d'ailleurs jamais été prononcée à l'encontre d'un français dans le monde. La France tente depuis de trouver une issue favorable et équilibrée à ce dossier et d'après certains media, « en contrepartie d'une issue favorable à son ressortissant, elle a proposé d'aider l'Indonésie à éradiquer le narcotrafic »¹⁵.

Concernant le point particulier de la Nouvelle-Calédonie, les rapprochements bilatéraux et décentralisés opérés entre les deux pays, pourraient souffrir de l'effondrement du cours du nickel, du fait de la reprise des exportations indonésiennes. Soucieux de faire monter en gamme la production minière de ce pays, pour l'aider à passer d'une production de minerai brut à des métaux transformés, les autorités indonésiennes ont interdit à leurs entreprises d'exporter leur production jusqu'en 2017. La levée récente de l'embargo indonésien sur un marché déjà saturé entraîne depuis janvier un effondrement des cours mondiaux. Or, la Nouvelle Calédonie (6^{ème} producteur mondial avec 59.000 tonnes) pourrait faire les frais du duel régional que se livre l'Indonésie (1^{er} producteur mondial avec 191.000 tonnes) et les Philippines (2^{ème} avec 180.000 tonnes) pour s'accaparer le marché chinois qui absorbe 60% de la production mondiale des alliages de ferronickel¹⁶.

¹⁵ A. Sillières, [<http://www.lefigaro.fr/international/2015/04/17/01003-20150417ARTFIG00232-la-france-menace-l-indonesie-si-serge-atlaoui-est-execute.php>], 17 avril 2015

¹⁶ Jeannin, A. [Site Outremer 1^{ère} : <http://la1ere.francetvinfo.fr/incertitudes-embargo-indonesien-pourraient-peser-nouvelle-caledonie-403605.html>], 05 décembre 2016

Bibliographie

1. Ambassade de France à Jakarta [http://id.ambafrance.org/Declaration-conjointe-du-president-Francois-Hollande-et-du-president-indonesien], 18 mai 2017
2. France Diplomatie [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/indonesie-/la-france-et-l-indonesie/], 14 juin 2018
3. Trésor direction générale [http://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources-/Pays/indonesie], 10 juillet 2017
4. Sortir à Paris.com [http://www.sortiraparis.com/loisirs/cinema/articles/151036-festival-du-film-de-l-asean-au-musee-guimet], 16 août 2016
5. Frécon, E. [http://www.latribune.fr/opinions/tribunes/pourquoi-la-france-interesse-l-indonesie-673284.html], 28 mars 2017
6. Gouvernement de Nouvelle-Calédonie [http://gouv.nc/actualites/16-02-2016/120-ans-de-presence-indonesienne-en-caledonie], 16 février 2016
7. Institut de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie, Insee-Isee, recensement de 2014, [http://www.isee.nc/population/recensement/communautes], 05 novembre 2015
8. Espirat, J.J. [http://www.croixdusud.info/dico/dic_acc.php], 2018
9. Consulat général d'Indonésie à Nouméa [https://www.kemlu.go.id/noumea/lc/berita-perwakilan/Pages/LC160221parcours.aspx], 21 décembre 2016
10. Gouvernement de Nouvelle-Calédonie ; [https://gouv.nc/actualites/20-11-2015/ouverture-vers-lindonesie], 20 novembre 2015
11. Commod Africa, agro-agri-Afrique de l'Ouest [http://www.commodafrica.com/17-07-2017-huile-de-palme-la-malaisie-et-lindonesie-menacent-de-saisir-lomc-contre-lue], 17 juillet 2017

12. Sillières, A. [<http://www.lefigaro.fr/international/2015/04/17/01003-20150417ARTFIG00232-la-france-menace-l-indonesie-si-serge-atlaoui-est-execute.php>], 17 avril 2015
13. Jeannin, A. [Site Outremer 1^{ère} : <http://la1ere.francetvinfo.fr/incertitudes-embargo-indonesien-pourraient-peser-nouvelle-caledonie-403605.html>], 05 décembre 2016

**I RAPPORTI DIPLOMATICI TRA ROMANIA E ITALIA NEGLI ANNI
VENTI, 1920-1928**

**DIPLOMATIC RELATIONS BETWEEN ROMANIA AND ITALY
BETWEEN 1920-1928**

Maria-Ioana Rus*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2018.2.20

Published Online : 2018-12-31

Published Print : 2018-12-31

Abstract

The consequences of the First World War marked the history of mankind to the extent that the people most affected by it did not believe in peace. The Paris Peace Conference was an event of great historical significance which left a deep scar in the consciousness of human kind. Romanian-Italian relations during the Paris Peace Conference will be of great influence in the years to come. This article will analyze Romania's struggle for the annexation of Bessarabia after the end of the First World War, highlighting the transformations on political and social levels. Will Romania succeed in obtaining ratification by Italy of the Protocol on Bessarabia, which ultimately represents the price of peace?

Keywords: Romania, Italy, Conference, peace, Bessarabia

* Maria Ioana Rus is PhD student student at the Faculty of European Studies, Babeş-Bolyai University. Contact: mariaioanarus931@gmail.com

1. Introduzione

„Nei decenni precedenti non erano mancati momenti di contatto e di intesa tra i governi delle due nazioni latine, ambedue parte di un'alleanza politico-militare con l'Austria-Ungheria e la Germania, ma non si era mai realizzata una intesa particolare”¹. Se mettiamo a confronto questi eventi con quelli degli anni venti, noteremo che sono collegati, aiutati dall'origine dei due paesi, entrambi appartenenti alla "famiglia latina". È risaputo il fatto che Italia e Romania fossero in buone relazioni da molti anni, aiutati da interessi comuni, tra i quali soprattutto il mantenimento ed il recupero dei territori.

Anche se seguivano ideologie politiche diverse, Mussolini, Nicolae Alexandru Titulescu e I.C. Bratianu, Averescu hanno avuto un ruolo di rilievo nel quadro politico degli anni Venti. Questi, pur uniti dal comune interesse di instaurare un rapporto pacifico, non riuscirono a raggiungere un accordo comune poiché impegnati a perseguire obiettivi diversi.

Sia la Romania che l'Italia nel dopoguerra raggiungono una relativa stabilità interna, un risannamento degli equilibri economico-internazionali e lottano per il mantenimento dei territori promessi nella Conferenza di Parigi del 1919.

La Conferenza di Pace di Parigi rappresenta il più importante momento storico dopo la prima guerra mondiale, durante la quale vincitori e vinti scrissero i trattati che avrebbero ridisegnato la mappa mondiale, ridefinendo i confini e creando i presupposti per una pace duratura. Nonostante Italia e Romania siano uscite dalla guerra come vincitrici, non verranno trattate come tali durante la Conferenza di pace di Parigi. La Conferenza di Versailles ha un impatto maggiore sulle relazioni tra Italia e Romania, rispetto agli anni precedenti. Anche se facevano parte della fila dei Paesi vincitori della prima guerra mondiale, l'Italia e la Romania ottennero pochi riconoscimenti e una vittoria pressoché mutilata. Nel momento in cui si decisero le sorti del mondo, la Romania dipese dall'Italia per la firma dei trattati di suo interesse.

¹ Giuliano Caroli, *La Romania nella politica estera italiana*, Milano: Edizioni Nagard, 2009, p. 18.

All'inizio, la Romania fu abbastanza delusa per le decisioni prese a Parigi, in quanto ritenne di non essere stata trattata dai propri alleati, come un Paese „amico”, e che inoltre non fossero stati rispettati gli accordi previsti dal trattato con la Triplice Intesa. Ebbene, perché si arrivò a questa conclusione? Perché la Romania si trovava tra i paesi vincitori che parteciparono alla guerra affianco alla Triplice Intesa, ed aveva espresso la volontà di riavere indietro alcuni territori romeni caduti sotto il dominio dell' Impero Austro - Ungarico, ma le sue richieste non vennero soddisfatte. I.C. Bratianu mostrava nel frattempo le prove utili a dimostrare che quei territori appartenevano alla Romania.

Il processo decisionale svolto da parte della stampa internazionale suscitò delle controversie perché, durante iai trattati di pace, solo ai paesi perdenti fu richiesto di firmare in calce alle decisioni finali adottate dalle grandi potenze.

I grandi rappresentanti della Romania fecero sforzi maggiori per cambiare la posizione in cui si trovava il Paese, al contrario di altri stati vincitori. Per quanto riguarda la relazione tra Romania e Italia, un altro fattore favorevole fu costituito dal fatto che i rappresentanti italiani offrirono sostegno alla Romania affinché questa partecipasse alla Conferenza del 1 gennaio 1919.

Tuttavia, „Alla Conferenza della pace, erano state definite o erano in via di definizione le questioni territoriali relative alla spartizione del Banato (nell'ottobre 1919 vi fu un accordo provvisorio tra Bucarest e Belgrado), della Bucovina (divisa tra Polonia e Romania) e della Rutenia (a Bucarest fu attribuita solo una piccola parte del Maramures) Annunciata definitivamente al governo romeno l'attribuzione della Bucovina (era stata ritardata per indurre Bucarest a firmare al piu presto i trattati) e non essendo più in discussione la sovranità romena sulla Dobrugia meridionale, si affrontarono ancora le questioni della definizione del confine ungaro-romeno in Transilvania e della Bessarabia”². Alla Romania sono stati riconosciuti alcuni dei territori desiderati. Tuttavia la situazione di altri territori rimase ancora irrisolta. Transilvania e Bessarabia rappresentavano i territori di massima importanza per la Romania ed erano anche uno dei principali obbiettivi del

² *Ibidem*, p. 65.

paese nei dibattiti di Parigi, ma allo stesso tempo l'Ungheria cercava di imporre il suo dominio sulla Transilvania attraverso diverse tattiche senza però ottenere risultati positivi.

Uno dei diplomatici italiani che sostenevano la Romania fu Tommaso Tittoni. Dopo che la Romania firmò il trattato di Saint-Germain en Laye, l'Italia affermò che „Romania va deveni pivotul politicii externe italiene”³. Anche se l'Italia era una sostenitrice della Romania, un altro momento sensibile nella relazione tra Romania e Italia è costituito dal fatto che i diplomatici degli anni '20 (Nitti e Scialoja) crearono un riavvicinamento tra Bucarest-Budapest-Sofia, favoreggiando temporaneamente l'Ungheria. Questo, però, era svantaggioso per la Romania, nella cui scena politica si attuarono dei cambiamenti alla base delle aspirazioni nazionali: salì al potere il generale Averescu, si firmò un trattato Italia-Budapest. Gli italiani trovano negli ungheresi un cammino più sicuro per la pace in caso di conflitto tra i paesi vicini (austro-tedesca-slava).

La Romania subì molti cambiamenti: il 4 giugno 1920 firma il Trattato del Trianon in cui la Transilvania venne riconosciuta come parte della Romania; questo trattato ha un grande valore storico per la Romania, rappresenta un momento in cui vengono definiti i confini del Paese. A questo trattato partecipano anche la Jugoslavia, la Cecoslovacchia e l'Austria. Questi cambiamenti positivi avvennero nel periodo in cui il generale Averescu ricopriva un ruolo importante in questo percorso, infatti prese in mano le redini della situazione subito dopo essere salito al potere; „Infine Bucarest concluse un altro trattato di alleanza anche con Belgrado, il 7 giugno Francia riuscì con successo a ottenere un ruolo determinante in Europa centro-orientale e danubiano- balcanica”⁴; „decise di allearsi formalmente con la Cecoslovacchia il 23 aprile successivo”⁵.

Il momento più atteso era il riconoscimento del diritto della Romania sulla Bessarabia dalle grandi potenze (Italia, Francia, Gran Bretagna e Giappone il 28 ottobre 1920). Un ruolo importante in questa decisione lo ebbe il diplomatico romeno Take Ionescu. Tuttavia la

³ Lilian Zamfiroiu, *Relatiile diplomatice romano-italiene intre anni 1918 si 1940*, Oradea, S.n., 2010, p. 5.

⁴ Giuliano Caroli, *op.cit.*, p. 71.

⁵ *Ibidem*, p. 70.

Bessarabia viene annessa totalmente alla Romania solo dopo che tutti i 4 paesi insieme alla Romania decidono di ratificare il trattato. La Romania fa quindi pressione sull'Italia cercando un metodo per ottenere questa ratifica, in quanto esisteva una scadenza per la firma del trattato. Il nuovo territorio riconosciuto alla Romania doveva avere gli stessi diritti degli altri territori romeni. Tra i paesi scontenti di questo cambiamento c'era principalmente la Russia, che espresse un certo malcontento pubblicamente. L'Italia, nel frattempo, seguiva la situazione romena senza fare nessun movimento in questo senso.

Con l'ascesa al potere di Mussolini il 28 ottobre 1922, l'Italia cadde nell'atrocità del regime fascista. Nei primi mesi Mussolini non attraversò il confine della legalità e riuscì a mantenere rapporti cordiali con gli altri Paesi Europei, tra cui la Romania. Per comprendere gli avvenimenti del vicino dopoguerra ho analizzato inoltre anche il periodo precedente a questo. Sia la Romania che l'Italia nel dopoguerra hanno raggiunto una relativa stabilità interna, un risannamento degli equilibri economico-internazionali e hanno lottato per il mantenimento dei territori promessi alla Conferenza di Parigi del 1919. L'interesse storico per la Bessarabia da parte della Romania costituisce un punto di fondamentale importanza nella politica rumena degli anni Venti. I diplomatici romeni ottengono la ratifica il 28 ottobre 1920, e l'Italia interviene direttamente perché ciò possa accadere.

2. La Romania negli anni di Mussolini.

Nel periodo della conferenza di pace di Parigi, Romania e Italia avevano parecchi interessi in comune, anche perché l'Italia influenzava le attività politiche della Romania. Un semplice esempio è il trattato sulla Bessarabia, che costituisce il maggior evento nelle relazioni fra i due paesi al tempo di Mussolini, e la maggior realizzazione di questo periodo storico per la Romania, che ottenne il riconoscimento dell'acquisizione della Bessarabia.

Negli anni in cui Mussolini tentava di conquistare il potere politico, la Romania lavorava per consolidare i propri confini e difendere i propri territori, aderendo all'accordo politico militare chiamato Piccola Intesa con la Cecoslovacchia e la Jugoslavia. I primi due Stati erano relativamente

giovani, formati proprio in seguito alla Conferenza di Pace di Parigi. Sia per loro che per la Romania, l'eredità dell'impero austro-ungherese rappresentava ancora un pericolo, anche in tempo di pace. Infatti se guardiamo alla composizione etnica della Romania, vediamo che „un censimento del 1925 registrava su oltre sedici milioni di abitanti, 13.200.000 romeni, 1.463.573 ungheresi, un milione di ebrei, 750.000 tedeschi, 530.000 russi-ucraini, 210.000 bulgari, 170.000 turchi e tatars e 235.000 di altre nazionalità”⁶.

Le relazioni tra la Romania, la Cecoslovacchia e la Jugoslavia si basava sul principio di cooperazione. Tuttavia vi era chi diceva che questa alleanza non era favorevole a Mussolini e che essa creava malcontento nelle relazioni Italia-Romania. „Il contrasto fra Italia e Romania – anche alla luce del successivo avvicinamento tra Bucarest e Praga – rivestì un carattere solo episodico, ma certamente influi sui rapporti politici bilaterali nel loro complesso”⁷.

Mussolini voleva però stabilire un accordo con la Romania per estendere l'influenza italiana nella zona danubiano-balcanica. Tuttavia un'altra grande potenza, la Francia, voleva proteggere e aiutare i paesi formati in questa parte dell'Europa dopo la Prima Guerra Mondiale. I tre paesi che facevano parte della Piccola Intesa, alla fine della Conferenza di Genova, stabilirono una collaborazione con la Francia, escludendo l'Unione sovietica. La Francia offriva protezione a questi tre paesi perchè considerava la loro alleanza al fine del mantenimento della pace, e per consolidare i loro confini, definiti durante la Conferenza di Parigi.

Vi era poi un'altra questione non risolta. Il trattato di Parigi aveva deciso che la Romania avrebbe potuto recuperare i territori a condizione che tutti sottoscrivessero l'accordo. „Si procede allora alla stesura di uno speciale protocollo, che venne firmato a Parigi il 28 ottobre 1920 da Francia, Inghilterra Italia, Giappone e Romania ma la cui validità è condizionata alla ratifica di almeno tre dei firmatari. Inghilterra e Francia provvidero immediatamente, mentre per la ratifica da parte dell'Italia bisogna attendere il 1927”⁸.

⁶ Antonello Biagini, *Storia della Romania Contemporanea*, Milano : Bompiani, 2004, pp. 79-80.

⁷ Giuliano Caroli, *op.cit.*, p. 75.

⁸ Antonello Biagini, *op.cit.*, p. 84.

Tra i paesi che non accettavano e che non erano d'accordo con questo trattato c'era la Russia.

„Altro fattore negativo fu costituito dall'irritazione sovietica per la ratifica da parte del Parlamento di Parigi l'11 marzo 1924, della convenzione sulla Bessarabia che assegnava questa regione situata al confine della Russia alla sovranità della Romania”⁹. Infatti fu solo dopo il patto di amicizia tra Romania e Italia, che il ministro degli esteri di Mussolini, dopo molte insistenze da parte del presidente del Consiglio romeno Alexandru Averescu, annunciò che l'Italia avrebbe firmato il protocollo che assegnava la Bessarabia alla Romania. Tenendo conto delle buone relazioni che Mussolini aveva con la Russia, la firma del protocollo fu un importante atto di favore nei riguardi della Romania. La Romania era, da parte sua, interessata unicamente a consolidare i confini romeni. La lotta della Romania per ottenere l'annessione della Bessarabia e ottenere dall'Italia la firma del protocollo durò diversi anni. Il patto di amicizia firmato il 16 settembre del 1926 rappresentò dunque uno dei momenti in cui il legame tra i due paesi latini si consolidò, producendo un effetto positivo per la Romania. Tuttavia i diplomatici romeni dovettero lottare intensamente per ottenere dall'Italia un'azione favorevole entro la scadenza prevista dal protocollo.

Dal punto di vista economico, le ricchezze della Romania si misuravano nella disponibilità di risorse di argento, petrolio, gas naturale e oro, e queste risorse nel 1923-1928 permisero lo sviluppo economico. Per quanto riguarda l'aspetto politico: la Romania cercava di trovare una soluzione per la Bessaerabia, considerata un suo diritto antico. L'Italia non considerava la Romania soltanto come un possibile alleato in politica estera ma anche come un interlocutore importante sul piano economico. Ma „nemmeno sul piano economico l'Italia riuscì a far pendere la bilancia a suo favore: Averescu ottenne nel giugno del 1926 un grande aiuto finanziario da Roma, ma ciò non implicò mai il diritto per l'Italia di avere una posizione privilegiata nello sfruttamento delle risorse economiche romene, soprattutto di quelle petrolifere”¹⁰. L'Italia era disposta ad aiutare la Romania sul piano economico però intendeva avere accesso alle risorse

⁹ Manfredi Martelli, *Mussolini e la Russia*, Milano : Mursia, 2007, p. 68.

¹⁰ Giuliano Caroli, *op.cit.*, p.132.

rumene, e la Romania era disposta a accettare aiuto, ma non era sempre disposta a mettere a disposizione degli italiani le proprie risorse. Dopo che Mussolini arrivò al potere, per prima cosa cercò di assumere il controllo delle risorse romene.

Uno dei ruoli più importanti nelle relazioni con l'Italia fu quello svolto dal Generale Averescu. Egli era un esponente del Partito popolare, amava il suo paese e rispettava i propri obiettivi. Aveva stretto inoltre delle buone relazioni anche con la Francia. Se dunque proviamo a valutare le relazioni tra Italia e Romania negli anni Venti, notiamo con Caroli che "quando Mussolini cercò di fare della Romania un utile strumento per la politica di espansione nei Balcani, l'obiettivo di Bucarest era esclusivamente quello di ottenere la ratifica italiana al trattato sulla Bessarabia"¹¹. Sia l'Italia che la Romania avevano capito che potevano instaurare un rapporto di reciproco beneficio.

La simpatia di Averescu verso l'Italia venne ricambiata, l'Italia lo considerava un uomo politico e militare che avrebbe potuto facilitare le relazioni tra i due paesi. Come affermava il ministro Durazzo, „È certo che un Governo Averescu (indicato come il più probabile successore dell'attuale Governo nella prossima primavera cioè allo scadere della presente legislatura) s'ispirerebbe, come lo stesso generale Averescu me ne ha dato l'assicurazione, ad un punto di vista assai più moderato e più simpatico nei nostri riguardi"¹².

Sempre nelle parole del ministro Durazzo si evince che „Il Generale Averescu traeva da ciò argomento per dimostrare urgenza di una sollecita conclusione trattative con noi, aggiungendo che non vedeva per quale motivo conversazioni di Roma così bene avviate col Governo Bratianu dovessero essere ritardate od interrotte dopo avvento al potere di un governo come l'attuale che possiede notoriamente le migliori disposizioni per uno stretto riavvicinamento coll'Italia, così politico che economico"¹³.

¹¹ *Ibidem*, pp.131-132.

¹² *I documenti diplomatici italiani*, volume IV, settima serie: 1922-1935, Il Ministro a Bucarest, Durazzo, al Presidente del Consiglio e Ministro degli Esteri, Mussolini, Bucarest, 13 dicembre 1925, p. 145.

¹³ Il Ministro a Bucarest, Durazzo, al Capo del Governo e Ministro degli Esteri, Mussolini, Bucarest, *op. cit.*, 17 aprile 1926.

Dopo la caduta di Averescu, Durazzo vide nell'interesse economico dell'Italia per le risorse della Romania un vantaggio, e una base sulla quale dare un nuovo inizio alle relazioni fra i due paesi, sostenendo che nel tempo di Averescu si era sprecata l'occasione di sviluppare le relazioni economiche fra i due paesi. „Un lungo e articolato rapporto che Durazzo inviò a Mussolini nel gennaio del 1928 tracciò un bilancio complessivo dei rapporti avuti con il governo Averescu, lasciando intravedere una certa delusione e allo stesso tempo qualche speranza per la successiva evoluzione dei rapporti bilaterali”¹⁴. Così una volta cambiato in Romania il vertice politico, gli italiani ebbero nuove aspirazioni. Ma come afferma ancora Caroli, „con il ritorno dei liberali romeni alla guida del governo anche solo un'eventuale cooperazione per cambiare il sistema d'equilibrio nei Balcani a spese della Francia e della Jugoslavia divenne un obiettivo irrealizzabile per l'Italia”¹⁵.

Con il cambio di potere e l'avvicinamento dei partiti al governo all'arrivo del Partito liberale nel 1928, l'Italia provò un nuovo avvicinamento alla Romania. Essa cercò ripetutamente di sviluppare i rapporti bilaterali, ma non riuscì a ottenere questo risultato nemmeno con il nuovo governo guidato da Nicolae Titulescu. Come afferma Caroli, „Francia e Piccola Intesa restavano, malgrado le affermazioni di Titulescu a favore di una rivalutazione del ruolo italiano a scapito di quello di Parigi, riferimenti immutati nella politica estera di Bucarest. Soprattutto non riuscì a partire il riavvicinamento tra Ungheria e Romania, alla luce del perdurante contrasto sulla questione degli optanti e sulla difesa a oltranza da parte di Bucarest dell'integrità territoriale del confine transilvano”¹⁶.

Dopo la grande guerra mondiale si sono verificati molti cambiamenti nei partiti politici, (conservatore democratico guidato da Dumitrake Ionescu, il partito nazionale contadino guidato da Ion Mihalache, partito nazionale liberale sotto la guida di Ionel Bratianu e il partito comunista guidato da de Constantin Titel Petrescu). „Al Partito socialista già si è fatto cenno. Esso rappresenta una forza politica minore che si indebolisce ulteriormente dopo il 1921 quando, in conseguenza della scissione

¹⁴ Giuliano Caroli, *op.cit.*, p.119.

¹⁵ *Ibidem*, p. 133.

¹⁶ *Ibidem*.

dell'Internazionale socialista, la corrente di sinistra forma un proprio partito denominato prima socialista-comunista, poi comunista¹⁷.

Fino all'inizio del 1922 la Romania era in crisi economica e cercava un mezzo per ristabilire la propria economia. Dopo qualche anno, e una volta consolidati i nuovi confini, dopo la firma di diversi trattati con vari paesi vincitori, la Romania riuscì a avviare una certa crescita economica. Le popolazioni entrate nella Romania per effetto delle decisioni della Conferenza di Parigi avevano gli stessi diritti e obblighi come tutti i cittadini del paese. Una volta ottenuta la Bessarabia, la Romania perse interesse per i rapporti con l'Italia e i due paesi cominciarono a allontanarsi. L'Italia non trovò più nella Romania un partner strategico.

3. I rapporti diplomatici romeno-italiani sulla Bessarabia

Alla Conferenza di pace di Parigi, viene firmato il Protocollo della Bessarabia il 28 ottobre 1920, da parte di Francia, Inghilterra, Giappone e Italia. Dopo la firma del Protocollo viene sancito il diritto della Romania sulla Bessarabia, fatto sta che la Russia, tramite un comunicato, afferma che non riconoscerà mai questo trattato, trovandosi in contrasto con la Romania, la quale dichiarava questo trattato ormai risolto. Negli anni seguenti la Romania cercherà di ratificare il trattato di mantenere i confini stabiliti alla Conferenza di Parigi.

Nel 1921, dopo che il ministro romeno Take Ionescu, tramite una lettera mandata alla Russia, afferma di non avere nessuna intenzione ostile nei confronti di nessun Paese, la Russia comunica la sua intenzione di portare avanti una discussione bilaterale con la Romania. Il diplomatico Maksim Litvinov fu il primo ad essere suggerito per rappresentare la Russia nelle relazioni con la Romania, ma alla fine venne scelto Lev. M Krahan. Le discussioni tra questi due Paesi non hanno mai avuto un risultato, ma hanno facilitato la loro relazione per poter esprimere le proprie posizioni.

Dopo quasi un anno, il 14 aprile 1922, l'Inghilterra ratifica il Protocollo per quanto riguarda la Bessarabia, e così anche la Romania il 19 maggio 1922. Dopo questa ratifica la Russia diviene più interessata alla

¹⁷ Antonello Biagini, *op.cit.*, p. 92.

Bessarabia, nonostante ogni paese che ratifica il protocollo rappresenta un ulteriore allontanamento della Russia dalla stessa.

Tra il 1920 ed il 1921 nacque un'alleanza chiamata Piccola Intesa, della quale faceva parte anche la Romania. Con la nuova organizzazione si delinea una situazione meno vantaggiosa per l'Italia. Questa stava vivendo forti tensioni con la Jugoslavia per quanto riguardava la spartizione dei territori. La situazione si inasprì con i cambiamenti dei territori a cui aspirava l'Italia, uno di questi era la Dalmazia, appena persa. Il fatto che la Romania facesse parte dell'alleanza scosse il suo rapporto con l'Italia, poiché in disaccordo con la nuova organizzazione, e disturbata dall'ingerenza della Francia sui Balcani. A seguito della nascita di questa alleanza, si mise in discussione la politica finanziaria della Romania, e si creò qualche tensione tra le due nazioni. I rapporti commerciali agli inizi degli anni venti erano basati principalmente sull'interesse dell'Italia nei confronti del petrolio romeno.

Nel frattempo, Romania e Italia cercavano di negoziare, senza mai a raggiungere un punto di incontro. Un momento di riavvicinamento tra le due fu la Conferenza di Genova, dove si cercava di includere la Russia e la Germania nella politica europea, con il desiderio di una cooperazione economica tra questi Paesi.

Ion I C Bratianu, il delegato romeno, svolge un ruolo importante per la Romania anche all'inizio degli anni venti, a lui si dovrà infatti l'istituzione della Camera di Commercio Romano-Italiana a Milano.

Nel 1924 i diplomatici rumeni visitano spesso l'Italia, ma sentono un allontanamento e una freddezza da parte di quest'ultima, forse perché hanno iniziato a negoziare con la Russia, e questa cercava di influenzare gli altri Stati affinché la Romania non ottenesse la Bessarabia. Tuttavia, il generale Averescu, dopo una visita in Italia, comunica al suo partito il modo in cui è stato accolto, suggerendo che l'Italia fosse come una sorella per la Romania. Nello stesso anno si conclude anche un trattato basato sul commercio e la navigazione. Anche se le relazioni con l'Italia non erano delle migliori, nel 1924 la Romania ottenne la ratifica da parte della Francia, che risulta molto svantaggiosa per la Russia.

Anche se la Russia non ha raggiunto il suo obiettivo alla Conferenza di Genova, tra essa e l'Italia si realizza un riavvicinamento molto marcato. La Romania per salvare il rapporto con l'Italia realizza il consolidamento dei titoli di stato da parte della Banca Nazionale della Romania per gli italiani.

Nello stesso anno la Russia inizia a risollevarsi dalla crisi sul piano internazionale. Il 3 aprile 1924 la Romania accese di nuovo un dibattito con la Russia in cui questa rivendicava il fatto di non aver mai voluto mettersi contro la politica interna russa. La Russia non voleva rafforzare un rapporto diretto con la Romania, perciò i due Paesi comunicavano sempre mediante comunicati scritti o discussioni politiche. Anche se la Romania era in buoni rapporti con la Francia e la Piccola Intesa, non era abbastanza forte da raggiungere i suoi obiettivi e le sue aspirazioni proposti molti anni fa e per questo si concentrò più ad attirare l'Italia dalla sua parte essendo questa, assieme al Giappone, l'ultima che doveva ancora ratificare il trattato, in quanto la Francia e Gran Bretagna non avevano esitato a firmare in tempo.

Nel 1925 venne firmato il trattato del Locarno, a cui prese parte anche l'Italia. Dopo questo trattato l'Italia era molto intenzionata a diminuire l'influenza francese sentendosi molto più forte come forza politica sul piano internazionale e diviene più interessata a recuperare i rapporti con la Romania vedendo in questa un mezzo valido per allontanare la Francia dai Balcani. Anche i diplomatici romeni desideravano un partner come Italia sul piano della politica estera. Certamente l'Italia era anche piacevolmente impressionata dalle affermazioni del ministro Constantin Diamandy il quale diceva sempre che „l'Italia sempre ha seguito Londra”¹⁸.

Nel 1926 viene firmato un patto di amicizia tra l'Italia e Romania. Mussolini, il 31 agosto 1926, a Roma, afferma „Non v'è dubbio che il fatto della ratifica del trattato della Bessarabia da parte dell'Italia provocherà una crisi nei rapporti italo-russi, rapporti che hanno soprattutto valore dal punto di vista della economia italiana e del suo bisogno di materie prime”¹⁹.

¹⁸ CHNA, fond Constantin Diamandy, file 111, f. 127.

¹⁹ Ministro degli Affari Esteri, Appunto del Capo del Governo e Ministro degli Esteri, Mussolini, *op.cit.*, volume IV, settima serie: 1922-1935 Roma, 31 agosto 1926.

4. Patto d'amicizia tra Romania e Italia. L'interesse della Romania per Bessarabia

Negli anni venti si forma una alleanza molto forte chiamata Piccola Intesa di cui fa parte anche la Romania, apparizione che viene costituita nel tempo in cui Mussolini è arrivato al potere. Questa alleanza era sotto la protezione di Francia e ha stabilito (Jugoslavia, Cecoslovacchia, Romania) alla Conferenza di Genova una durevole cooperazione con essa perchè era uno tra i paesi vincitrici dopo la Grande Guerra con cui ci si poteva mettere d'accordo per un futuro migliore e più equilibrato per quanto riguarda le promesse fatte alle Conferenza di Pace di Parigi e anche per le rivendicazioni degli slavi. „A separare ulteriormente l'Italia dall'appena costituita alleanza danubiano – balcanica concorrevano inoltre i numerosi screzi territoriali intervenuti con Belgrado e l'avversione del fascismo per il governo di Praga definito una piccola imitazione di quello democratico di impronta massonica della Francia”²⁰.

L'Italia non era favorevole al fatto che Francia guadagnasse influenza nei balcani e non condivideva nemmeno il nuovo sistema di alleanze intrinseco nella Piccola Intesa, in altre parole voleva farsi notare e per questo trovò una soluzione in un avvicinamento alla Romania, che aveva bisogno dell'Italia per l'annessione della Bessarabia. Uno dei patrioti romeni che desiderava un avvicinamento all'Italia era Alexandru Averescu. Questo vedeva in Italia un ottimo partner per realizzare i nuovi confini ma non voleva nemmeno allontanarsi o mettere in pericolo le relazioni solide con la Francia e la Piccola Intesa.

Nel frattempo, nel luglio 1926 viene firmato un trattato tra la Francia e la Romania, visto poco bene dai fascisti ma che comunque non cambia molto la situazione tra i due paesi che condividevano interessi comuni. E iniziano le negoziazioni per un patto che deve favorire le due parti. „Posto che dopo Ginevra e Locarno tutti i patti politici che erano stati stipulati potevano essere considerati come platonici, il Duce non aveva difficoltà ad ammettere come anche quello italo- rumeno in discussione possedesse una forte connotazione in tal senso, soprattutto a causa delle difficoltà poste da Bucarest nelle trattative e per l'avvenuto accordo con la Francia”²¹.

²⁰ Manfredi Martelli, *op. cit.*, p. 94.

²¹ *Ibidem*, p. 98.

Mussolini esprime le sue opinioni per quanto riguarda un patto tra la Romania e la Francia e considera che questo trattato comprometterà i rapporti con il partito fascista che non era favorevole a quest'alleanza. „Secondo Mussolini, la recente intesa fra Parigi e Bucarest non era abbastanza chiara e leale verso l'Italia. Se il governo rumeno aveva tutto il diritto di cercare il simultaneo appoggio di Roma e di Parigi, esso non poteva d'altra parte stupirsi se questa condotta non incontrava le simpatie del fascismo”²².

Naturalmente esistevano anche Paesi che erano contrari ad un patto di amicizia con la Romania. Questa nell'anno 1926 entrò inevitabilmente in crisi e col tempo Mussolini si avvicinerà sempre di più alla Romania, allontanandosi così dalla Russia. Il primo che aveva intenzione di stipulare un futuro trattato con Italia fu il governo liberale dalla Romania che presenta un primo formulario di trattato nel febbraio 1926. Questo progetto aveva valore militare infatti si aspirava a una buona sicurezza territoriale con cui Mussolini pareva andare d'accordo. All'inizio si poteva prendere in considerazione anche un trattato fatto in modo più segreto che pubblico per non allarmare la Russia. Fu dunque stabilito che il trattato di amicizia sarebbe stato firmato il settembre 1926 non a Bucarest ma a Roma. Il trattato stabiliva: rispetto e cooperazione per il mantenimento della pace e principalmente la difesa in caso di conflitto o minaccia.

Mussolini afferma: „Occorre quindi che la Romania ci salvaguardi nei limiti del possibile da eventuali rappresaglie economiche della Russia quantunque allo stato degli atti l'interesse economico sia prevalente in Russia la quale ha coll'Italia la bilancia favorevole”²³.

Il trattato di amicizia obbliga ambedue le parti a offrire un aiuto diplomatico nel caso in cui gli interessi e la sicurezza territoriale siano minacciate. Anche se il trattato non si riferisce direttamente alla Ratifica Bessarabia in ogni caso aiuterà ad ottenere la firma.

²² *Ibidem*.

²³ Ministro degli Affari Esteri, Appunto del Capo del Governo e Ministro degli Esteri, Mussolini, volume IV, settima serie: 1922-1935, Roma, *op. cit.*, 31 agosto 1926.

In un comunicato che il capo di governo Mussolini manda al ministro alla Romania, Durazzo trasmette: „Motivo per cui ho chiesto notizie ritorno Manoilescu a Roma è che desidero far coincidere firma trattato commercio con annuncio ratifica Bessarabia”²⁴.

Le lettere scambiate tra la Romania e l'Italia erano quasi sempre segrete. In queste lettere l'Italia riconosceva l'annessione della Bessarabia. Per quanto riguarda l'Italia questa era finalmente riuscita a ridurre i rapporti tra la Francia e la Romania e l'influenza francese nei Balcani, tanto che la Romania si sentiva molto sicura dal punto di vista territoriale.

La lotta della Romania per ottenere la Bessarabia dura molti anni, fino al momento in cui l'Italia riconosce ufficialmente questo diritto storico con la firma del trattato. Il Patto di amicizia rappresenta un altro momento in cui si osserva un legame molto stretto tra questi due paesi latini che avrà effetti positivi specialmente per la Romania.

L'accordo italo-romeno è stato firmato il 16 settembre 1926 e stabiliva una cooperazione reciproca in caso di un eventuale conflitto. Dopo l'accordo si stabilisce anche la ratifica del Protocollo sulla Bessarabia, seppur non previsto. Venne stabilita una data in cui Romania doveva ottenere tutte le ratifiche per un riconoscimento ufficiale.

Le discussioni tra Mussolini e il ministro romeno si fecero in modo segreto, per evitare l'intervento della Russia. Nella lettera del capo del governo Mussolini al ministro Durazzo a Bucarest ha comunicato il fatto che: „Di quanto le ho comunicato col mio odierno telegramma circa ratifica Bessarabia Ella potrà informare segretamente il generale Averescu con l'impegno di mantenere il silenzio anche coi suoi colleghi di Governo, giacchè è evidente che ove la notizia fosse prematuramente conosciuta noi non avremmo nè il modo nè il tempo di preparare diplomaticamente il terreno nei riguardi della Russia allo scopo di cercare di evitare il più possibile le conseguenze che con molta probabilità ne deriveranno tanto nel campo politico quanto in quello economico”²⁵.

²⁴ Ministro degli Affari Esteri, Il Capo del Governo e Ministro degli Esteri Mussolini, al Ministro a Bucarest, Durazzo, volume V, settima serie: 1922-1935, Roma, *op.cit.*, 28 febbraio 1927, ore 2

²⁵ Il Capo del Governo e Ministro degli Esteri, Mussolini, al Ministro a Bucarest, Durazzo, Roma, *op.cit.*, 28 febbraio 1927, ore 21.

„Durazzo tramette a Mussolini che: Averescu profondamente commosso, mi disse che non aveva mai dubitato un solo istante della «parola di Mussolini»; che questa decisione, dovuta esclusivamente a netta e coraggiosa chiaroveggenza dell'E. V., ridonderà a sicuro profitto non solo della Romania ma anche dell'Italia, e che infine egli Averescu rimane più che mai devoto convinto amico del nostro paese. Siamo rimasti intesi di mantenere il più assoluto segreto sino mercoledì mattina, cioè sino momento in cui Averescu annunzierà ratifica a consiglio dei ministri convocato appositamente e si recherà poi subito dal re per darne ufficialmente comunicazione a S.M Contemporaneamente giornali ufficiosi divulgheranno notizia a mezzo edizione straordinaria”²⁶.

Averescu era un patriota che non aveva dubbi che alla fine avrebbe ottenuto la Bessarabia, ma lui voleva solo realizzare le sue aspirazioni nazionali senza offrire qualcosa in cambio.

Dopo un grande sacrificio dei diplomatici romeni durato molti anni per cercare di ottenere la Bessarabia, la Romania vince la battaglia contro la Russia e ottiene la ratifica da parte dell'Italia.

Il presidente del consiglio Averescu comunica al ministro degli esteri Mussolini: „Il Governo riunito in consiglio ha preso con viva soddisfazione atto della comunicazione ufficiale fatta da S.E. il marchese Durazzo che il Governo italiano ha ratificato ieri, 8 marzo, il trattato di Parigi del 28 ottobre 1920 col quale le grandi potenze segnatarie riconoscevano la sovranità della Romania sulla Bessarabia”²⁷.

La Romania, dopo la ratifica, inviò all'Italia molte lettere di ringraziamento per il fatto di aver fatto questo sforzo nel favorire la Romania di fronte alla Russia. Sia i mass media che i politici romeni espressero la ammirazione e riconoscenza per la decisione politica fatta presa dal capo di governo Mussolini e dal Re. Dopo la ratifica del Protocollo, nello stesso anno, si assiste anche alla caduta di Averescu, uno dei principali promotori delle buone relazioni con l'Italia.

²⁶ Il Ministro a Bucarest , Durazzo, al Capo del Governo e Ministro degli Esteri , Mussolini, Bucarest, *op. cit.*, 6 marzo 1927, ore 21.

²⁷ Il Presidente del Consiglio Romeno, Averescu, al Capo del Governo e Ministro degli Esteri, Mussolini, *op. cit.*, 9 marzo 1927, ore 10.

Conclusioni

Negli anni Venti la Romania ha affrontato diversi problemi per il mantenimento della pace e per garantire il possesso dei territori acquisiti nel dopoguerra.

I Paesi che ebbero un ruolo di rilievo nel quadro politico degli anni Venti furono: la Francia, l'Italia, l'Inghilterra, il Giappone e l'Intesa formata dalla Jugoslavia, la Cecoslovacchia e la Romania. La Francia fu uno dei principali partner strategici della Romania in quanto garantì la fondatezza dei provvedimenti e delle decisioni prese a Parigi nel 1920 e nella Conferenza di Genova. Nel frattempo l'Italia cercava nella Romania un alleato per far diminuire per quanto possibile il ruolo sempre più crescente della Francia nei Balcani. Il diplomatico Nicolae Titulescu e il governo rumeno hanno curato i rapporti tra l'Italia e la Romania per assicurare a quest'ultima un posto di rilievo sul piano internazionale. La mia interpretazione personale sorge dalla lettura degli scritti e dei documenti storici, che hanno permesso di comprendere il corso degli eventi e il farsi della storia. L'Italia e la Romania sono legate politicamente per aver fatto parte della Triplice Intesa e linguisticamente dalla radice neolatina. Alla Conferenza di Parigi la Romania non poté sedersi al tavolo dei Paesi vincitori e nell'impossibilità di difendere i suoi diritti subì il mancato riconoscimento dei confini allora previsti. L'Italia facendo parte dal Consiglio Supremo, firmò il trattato per la Bessarabia.

La Russia dichiarò che non riconosce la Bessarabia come territorio rumeno e cercò di piegare l'Italia a suo favore. I diplomatici romeni ricercano il consenso dell'Italia mediante diverse lettere e visite. Il trattato di amicizia firmato il 16 settembre 1926 costituisce un importante passo in questa direzione. Questo trattato dimostra che gli sforzi dei politici romeni non sono stati inutili. Dopo questo trattato segue nel 1927 l'appropriazione politica della Bessarabia da parte della Romania, fatto che ha portato quest'ultima a raggiungere un alto stato di soddisfazione.

Bibliografia

1. *Arhiva Ministerului Afacerilor Externe*, București, fonduri: Italia, Dosare Speciale
2. *Arhiva Ministerului Afacerilor Externe*, București, fond 71/Italia.
3. *Archivio Centrale dello Stato*, Roma, fond: IRI/Rosa
4. Buzatu, Gheorghe (1981), *Romania și trusturile petroliere internaționale până la 1929*, Iași.
5. Biagini, Antonello (2004), *Storia della Romania Contemporanea*, Milano : Bompiani.
6. Campus, Eliza (1980), *Din politica externă a României 1913-1947*, București, Politică,
7. Caroli, Giuliano (2009), *La Romania nella politica estera italiana*, Milano, Nagard.
8. Collotti, Enzo (2000), *Fascismo e politica di potenza. Politica estera 1922 1939*, Milano, La Nuova Italia ed.
9. *I documenti diplomatici*, nova serie 1919 - 1943, vol VI.
10. *I documenti diplomatici*, nova serie 1939 - 1943, vol III.
11. *I documenti diplomatici*, ottava serie 1935 - 1939, vol II.
12. Scottà, Antonio, *La Conferenza di pace di Parigi fra ieri e domani (1919-1920)*, Soveria Mannelli (Catanzaro) : Rubbettino, 2003
13. Titulescu, Nicolae (1967), *Documente diplomatice*, Editura Politică, București.
14. Torre, Augusto, Ed altri (1963), *La politica estera italiana dal 1914 al 1943*, Rai Radiotelevisione Italiana
15. *Trent'anni di storia italiana (1915 1945)*, Torino, Einaudi, 1961
16. Zamfiroiu, Lilian (2010), *Relațiile diplomatice româno-italiene între anii 1918 și 1940*, Oradea, S.n.

CALL FOR PAPERS

Since 1996, the academic journal *Studia Europaea*, issued by the Faculty of European Studies, has been representing an open arena for promoting research endeavours. The journal is refereed by international specialists and officially acknowledged by the Romanian National University Research Council (CNCSIS). *Studia Europaea* is covered by several prestigious databases, such as ProQuest CSA Worldwide Political Science Abstracts, ProQuest CSA Sociological Abstracts or Central and Eastern European Online Library (CEEOL). Each article is reviewed by two independent academics in a “double-blind” system. Senior as well as junior academics from Europe and from the United States have found in *Studia Europaea* a way of expressing their preoccupations by publishing academic articles that have focused on the European experience and perspectives in various fields of social science.

By launching the Call for Papers, *Studia Europaea* is prepared to receive articles that will be grouped in six sections:

- **“History, International Relations, and Political Science”** - welcomes articles that stress the European perspective of world politics and the analysis of the European political developments.
- **“European Economy and European Information Society”** - invites articles that include analyses and comments concerning the most relevant aspects of the European economy and information technology.
- **“European Community and Business Law”** - brings together articles that refer to the European states and the European Communities and their judicial and institutional organisation, as well as facets of business regulation.
- **“European Culture, Philosophy, and Anthropology”** - will concentrate on the cross-cultural European experience, with an emphasis on relations with other cultural areas, such as Asia or the Americas.

- **“Forum”** - open for the BA and MA students in the fields mentioned above.
- **“Book Review”** - welcomes critical reviews of the latest books related to the fields listed above.

Guidelines for authors

(see <http://www.euro.ubbcluj.ro/studia/guide.htm>)

Papers should be written in English, French, German, Italian or Spanish and should count ten to fifteen pages. A five to eight row abstract, five key-words (both written in English), as well as a ten row bio note about the author(s), including the contact details (at least, the e-mail address) should accompany the paper. For the articles written in languages other than English, the authors should also provide the title of the article in English.

Authors should comply with the following editing requirements:

1. Page setup:

- Paper Size: A4 (metric) paper (29.7 cm X 21 cm)
- Paper Orientation: Portrait
- Margins: Top & Bottom: 4.8 cm, Left & Right: 4 cm
- Header & Footer: 4.5 cm, different on first page and different on odd and even pages

2. Fonts: use Palatino Linotype and follow the sizes specified below:

- 9 pt for Footnotes,
- 10 pt Header & Footer and Table captions
- 11 pt for the Main text
- 11 pt (*italic*) for Abstract
- **12 pt (bold) for Author(s) name and section titles**
- **14 pt (bold), SMALL CAPS, for the Title of the paper**

3. Authors are required to use **footnotes**, as following:

For books: Author(s): First name Last name, *Title*, Place of publication: Publisher, Year, Page.

e.g.: Sergiu Mișcoiu, *Le Front National et ses repercussions sur l'échiquier politique francais*, Cluj-Napoca: EFES, 2005, p. 7.

For studies within a volume: Author(s): First name Last name, "The title of the study", in Editor(s): first name last name (ed.), *The title of the volume*, Place of publication: Publisher, Year, Page.

e.g.: Laura Herta Gongola, "Modelul societății informaționale.O abordare sociologică", in Horea Todoran (ed.), *Societatea informațională europeană*, Cluj-Napoca: EFES, 2005, p 57.

For studies in periodicals: Author(s): First name Last name, "The title of the study" in *Title of the periodical*, Number, Volume (optional), Year, Pages.

e.g.: Laura Herta Gongola, "An Interpretation of Romanian-Yugoslav Relations according to Frederick H. Hartmann's Cardinal Principles" in *Studia Europaea* no. 2-3, 2005, pp. 107-120.

For electronic materials: Author(s): First name Last name, *The title of the study* Year (if applicable) [complete web address], Date consulted.

e.g.: E. D. Hirsch, Joseph F. Katt, James Trefil, *The New Dictionary of Cultural Literacy*, 2002 [<http://www.bartleby.com/59/17/postindustri.html>], 20 January 2005.

4. Authors are required to use **bibliography**, numbered and in alphabetical order, as following:

Bibliography

< For books: Author(s): Last name, First name, (Year), *Title*, Place of publication: Publisher.

e.g.: Mișcoiu, Sergiu (2005), *Le Front National et ses repercussions sur l'échiquier politique français*, Cluj-Napoca: EFES.

Johnson, Pierre; Kranzenstein, Rashela (1995), *From the First Empire to the Second*, Boston: Rufus Publ.

< For studies within a volume: Author(s): Last name, First name, (Year), "The title of the study", in Editor(s): last name, first name (ed.), *The title of the volume*, Place of publication: Publisher, Pages.

Herta Gongola, Laura (2005), "Modelul societății informaționale.O abordare sociologică", in Todoran, Horea (ed.), *Societatea informațională europeană*, Cluj-Napoca: EFES, 36-57

Martin, François; Morley, Frank (1983), "Spaces of Belonging" in Horowitz, Stanley; Kocsis, Ibolya (eds.), *Identity, Belonging, and Social Behaviour*, London: Identitas, 78-114.

< For studies in periodicals: Author(s): Last name, First name (Year), "The title of the study" in *Title of the periodical*, Number, Volume (optional), Pages.

Herta Gongola, Laura (2005), "An Interpretation of Romanian-Yugoslav Relations according to Frederick H. Hartmann's Cardinal Principles" in *Studia Europaea* no. 2-3, 107-120

Mișcoiu, Sergiu; Tătărâm, Marina (2004), "Sur les avancées timides et les promesses risquées de la révision constitutionnelle roumaine" in *Politeia*, no. 5, 35-45

< For electronic materials: Author(s): Last name, First name (Year) (*if applicable*), *The title of the study* [complete web address], Date consulted.

Hirsch, E. D.; Katt, Joseph F.; Trefil, James (2002), *The New Dictionary of Cultural Literacy* [<http://www.bartleby.com/59/17/postindustri.html>], 20 January 2005

Marketing Glossary Dictionary

[<http://www.marketingpower.com/mg-dictionary-view2464.php>],

19 January 2005

Submitted papers should be sent either by regular mail (accompanied by a CD) to:

Studia Europaea

Faculty of European Studies,

1, Em de Martonne St.,

Cluj-Napoca,

Romania

or by e-mail to the Executive Editor-in-Chief:

Dr. Sergiu Mișcoiu, miscoiu@yahoo.com

The Editorial Staff is looking forward to receiving your papers for times per year: **before the 1st of February, before the 1st of May, before the 1st of July and before the 1st of October.** *Studia Europaea* is thankful for the interest you show in this *Call for Papers* and hopes for a future collaboration.